

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115509713>

Rapport du Conseil consultatif
des Districts bilingues

Octobre 1975

CAI BD

④-75R21



Rapport du
Conseil consultatif
des districts bilingues

octobre 1975

©

Information Canada —

Ottawa, 1975

N° de cat. S2-46/1975F

Le dessin de la couverture est de Brant Cowie/Artplus

CONSEIL CONSULTATIF DES DISTRICTS BILINGUES

À SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL EN CONSEIL

Nous, commissaires constitués en Conseil consultatif des districts bilingues conformément à la Loi des Langues officielles, avons l'honneur de soumettre nos rapports et nos recommandations à Votre Excellence.

Paul Fox, *président*

M. Jane Carrothers

Eleanor Duckworth

W. Harry Hickman

Léopold Lamontagne

William Mackey

Alfred Monnin

Yvonne Raymond

Albert Regimbal

Adélard Savoie

Ottawa, le 1^{er} octobre 1975

Avant-propos

Remerciements

Le travail du Deuxième Conseil des districts bilingues s'est prolongé sur une période de trois ans. Au cours des dix-huit premiers mois nous avons rassemblé et étudié les données pertinentes, approfondi les questions fondamentales, effectué des visites, tenu des audiences d'un bout à l'autre du Canada, et trouvé des solutions particulières. Le reste du temps s'est passé à esquisser le rapport, à le scruter et à le reviser, ainsi qu'à mettre au point la version définitive en vue de la publication.

À titre de président, je voudrais remercier sincèrement tous mes collègues et tout le personnel qui ont participé à cette longue épreuve. Je tiens à exprimer, surtout aux membres du Conseil, ma profonde gratitude pour leur collaboration et leur appui. Chacun a fourni un effort important et une contribution singulière. Je leur sais particulièrement gré de la patience qu'ils ont manifestée au cours de la période de rédaction du Rapport.

Bien qu'il eût voulu garder l'anonymat, je dois signaler que mes collègues et moi sommes grandement redevables à l'un des membres du Conseil, le professeur Léopold Lamontagne, qui a consacré de nombreuses heures à la traduction du Rapport.

Au nom du Conseil, permettez-moi de remercier les membres de notre personnel qui ont servi durant toute la durée ou durant une partie seulement de l'opération, notamment M. Neil Morrison, secrétaire général du Conseil; le lieutenant-colonel Roland Morency, secrétaire général adjoint; le Dr Donald Cartwright, notre directeur de recherche; M^{me} Clairette Pilon, agent d'administration; M^{lle} Pauline LeBlanc, qui a remplacé M^{me} Pilon; M^{lle} Ann Good, adjointe au secrétaire général; M. Maurice Simoneau, agent technique et statisticien; M. Peter Katznelson, cartographe ainsi que nos sténodactylos et notre messenger.

Enfin, il serait peut-être utile d'ajouter ici quelques explications touchant les décisions du Conseil.

Les décisions du Conseil

Les voix du Conseil n'ont pas toujours été unanimes. Même si huit des dix membres ont souscrit au Rapport majoritaire, deux d'entre eux ont préparé des déclarations minoritaires dans lesquelles ils se dissocient des décisions de l'ensemble de leurs collègues sur des questions particulières. Deux autres membres

rejetent le Rapport majoritaire complet et présentent leur propre Rapport minoritaire. On trouvera ces deux déclarations et ces deux rapports dissidents à la Partie IV de notre Rapport.

Le Conseil a décidé de ne pas mentionner le nombre exact de voix pour ou contre une recommandation touchant une question spéciale, notamment la création d'un district bilingue. Nous avons plutôt recours à une description appropriée pour exprimer l'importance numérique du vote. Ces expressions ne sont pas nombreuses et nous en avons uniformisé l'emploi, de sorte qu'un mot ou un membre de phrase indique l'appui varié que le Conseil a accordé à ses décisions.

Nous devons ajouter que, dans les cas où le Conseil a manifesté son avis de cette façon, l'expression utilisée reflète le point de vue de chaque membre du Conseil qui votait sur une question particulière, compte tenu du fait qu'il a pu par la suite signer le rapport majoritaire ou présenter un rapport ou une déclaration minoritaires. C'est ainsi que certaines décisions sont dites unanimes. Quant au président, il ne votait que pour briser l'égalité des voix; autrement, il se rangeait toujours du côté de la majorité.

Le président
Paul Fox

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos.....	v
 1 ^{re} PARTIE—L'ENQUÊTE	
CHAPITRE 1 ^{er} —PRÉLUDE ET POURSUITE DE L'ENQUÊTE.....	3
Introduction.....	3
Finalité des districts bilingues.....	3
Le Premier Conseil consultatif des districts bilingues.....	4
Le Deuxième Conseil consultatif des districts bilingues.....	4
Composition du Deuxième Conseil.....	4
Méthode de travail.....	5
Remerciements.....	5
Accumulation et remise du matériel.....	6
Autres fonctions du Conseil.....	6
 CHAPITRE 2—EXAMEN DE LA LOI.....	 7
Intention du législateur.....	7
Quelques précisions.....	7
Principe fondamental défini.....	8
Difficulté d'interprétation.....	8
Critères applicables à la création de districts bilingues.....	8
Attributions du Conseil.....	9
Pouvoir de réglementation.....	9
 CHAPITRE 3—ÉTUDE DES STATISTIQUES.....	 10
Sources primaires.....	10
Données linguistiques connexes.....	10
Matériel supplémentaire.....	11
Utilisation des données et du matériel.....	11
 CHAPITRE 4—VISITES ET CONSULTATIONS.....	 12
Objet et fréquence des visites.....	12
Consultation de groupements et de particuliers.....	12
Réunions avec les représentants de gouvernements provinciaux.....	13
Avis des membres du Parlement canadien.....	14
Attitude manifestée par d'autres représentants du peuple.....	15
Consultations menées dans la Région de la Capitale nationale.....	15

	<i>Page</i>
Préoccupations principales des groupes minoritaires.....	15
(1) L'éducation.....	16
(2) Les communications.....	16
(3) L'emploi.....	16
Nécessité de services bilingues à tous les niveaux.....	16
Écarts entre les services en anglais et en français.....	17
Nécessité de critères différents.....	17
Refus d'établir des priorités.....	18
 CHAPITRE 5—APPRÉCIATION CRITIQUE DE LA SITUATION.....	 19
Début du travail.....	19
Questions de fond complexes.....	19
(1) Nature d'un district bilingue.....	19
(2) Acceptabilité de la norme de dix pour cent.....	19
(3) Qu'est-ce qu'un «bureau principal»?.....	21
(4) La taille des districts.....	21
Possibilité de chevauchement interprovincial des districts.....	22
La solution finlandaise.....	23
(5) Recours exclusif à l'article 9(2).....	24
(6) Justification des districts bilingues.....	25
(7) Projets du Conseil du Trésor.....	26
(8) Le problème des grands centres urbains.....	26
(9) Proposition visant à élargir le sens de la «demande importante».....	28
(10) Proposition visant à créer des communautés bilingues.....	28
(11) Proposition visant à appliquer les articles 9(2) et 10, ainsi que le critère de la langue d'usage.....	29
(12) Proposition visant à fournir des services bilingues dans les capitales provinciales.....	31
(13) Choix des critères en fonction des besoins.....	32
(14) Différences de situations et de besoins chez les groupes minoritaires....	33
(15) Divergences de vues touchant l'importance de certains facteurs.....	33
(16) Solutions de rechange applicables à certains cas.....	34
(17) Circonstances particulières au Québec, notamment à Montréal.....	34
 CHAPITRE 6—CONCLUSION.....	 37
Résumé des considérations essentielles.....	37
Principes directeurs.....	38
De la conception à la réalisation.....	38
 PARTIE II—RECOMMANDATIONS PORTANT LA CRÉATION DE DISTRICTS BILINGUES	
Relevé récapitulatif des districts bilingues recommandés.....	41
Résumé des données démographiques.....	41
Régions admissibles mais non recommandées.....	42
Renseignements applicables à chaque district bilingue.....	42
Comparaison entre les recommandations du Premier Conseil et du Deuxième Conseil.....	42
Explication de l'appellation des districts bilingues.....	42
Nota sur l'«arrondissement aléatoire» des données.....	42
 Région Atlantique—Introduction.....	 43

	<i>Page</i>
Terre-Neuve	45
Districts bilingues recommandés à Terre-Neuve.....	45
1. Port au Port.....	45
Précisions et carte.....	45
Visite et consultations.....	45
Recommandation.....	46
2. Labrador-Ouest.....	46
Précisions et carte.....	46
Labrador City et Wabush.....	46
Autres possibilités.....	47
Churchill Falls.....	47
Amalgamation de Churchill Falls, de Labrador City et de Wabush.....	47
Labrador-Ouest.....	47
Recommandation.....	48
Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	48
Saint-Jean.....	48
L'Île-du-Prince-Édouard	49
Régions admissibles mais non recommandées.....	49
District bilingue recommandé dans l'Île-du-Prince-Édouard.....	49
1. Egmont.....	49
Précisions et carte.....	50
Diverses possibilités.....	50
Première possibilité: deux districts.....	50
Deuxième possibilité: la seule région d'Évangéline.....	50
Troisième possibilité: un district fusionné.....	51
Recommandation.....	51
Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	51
Charlottetown.....	51
La Nouvelle-Écosse	53
Districts bilingues recommandés en Nouvelle-Écosse.....	53
1. Antigonish—Inverness—Richmond.....	53
Précisions et carte.....	53
Trois possibilités.....	54
Première possibilité: trois districts.....	54
Deuxième possibilité: deux districts.....	54
Troisième possibilité: un district.....	55
Recommandation.....	56
2. Digby—Yarmouth.....	56
Précisions et carte.....	56
Multiples possibilités.....	56
(1) Yarmouth.....	56
(2) Digby.....	57
(3) Un ou deux districts.....	57
Recommandation.....	58

La Nouvelle-Écosse—suite

Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	58
Halifax.....	59

Le Nouveau-Brunswick..... 61**District bilingue recommandé au Nouveau-Brunswick..... 61**

1. Nouveau-Brunswick.....	61
Cas unique.....	61
Difficulté fondamentale.....	62
Tableau 1—Répartition procentuelle de la population, selon la langue maternelle officielle, par division de recensement, Nouveau-Brunswick, 1971.....	62
Floraison de l'unilinguisme.....	62
Irréalisme d'une frontière diagonale.....	62
Autres possibilités.....	63
Consultations.....	64
Rencontres avec les Parlementaires.....	64
Entrevues avec d'autres personnalités.....	65
Attitude du gouvernement provincial.....	66
Récapitulation.....	66
Recommandation.....	66

Explication touchant les grands centres urbains et la capitale provinciale..... 66**Le Québec..... 69****Introduction..... 69****Trois options possibles..... 74**

(1) Un seul district bilingue pour toute la province.....	74
(2) Aucun district bilingue.....	76
(3) Un certain nombre de districts bilingues.....	76

Régions admissibles mais non recommandées..... 77

(1) Localités de la Région de la Capitale nationale.....	77
(2) Minuscules localités dispersées.....	77
(3) Petites localités rattachables.....	78
(a) Rawdon.....	78
(b) Terrebonne.....	78
(c) Richmond.....	78
(d) Drummond.....	79
(4) Localités isolées.....	79
(a) Senneterre, Bagotville et Murdochville.....	79
(b) Noranda.....	79
(c) Schefferville.....	80
(d) Temiscaming.....	81

Districts bilingues recommandés au Québec..... 82

1. Argenteuil—Deux-Montagnes.....	82
Précisions et carte.....	82
Argenteuil.....	82
Constatations.....	83

	<i>Page</i>
Le Québec—suite	
Namur et Ponsonby.....	83
Deux-Montagnes.....	83
Saint-Colomban et Sainte-Scholastique.....	84
Addition possible de secteurs de Terrebonne.....	84
<i>Recommandation</i>	84
2. Côte Nord du Golfe Saint-Laurent.....	84
Précisions et carte.....	84
Constatations.....	85
Concentrations à l'intérieur de la région.....	85
Autres régions du comté de Saguenay.....	86
Conclusion.....	86
<i>Recommandation</i>	86
3. Gaspé—Bonaventure.....	86
Précisions et carte.....	86
Gaspé-Est.....	87
Bonaventure.....	87
Structure du peuplement.....	87
Visites.....	87
Les Anglophones gaspésiens.....	88
Constatations à Bonaventure.....	88
Constatations à Gaspé-Est.....	89
Étude des Îles-de-la-Madeleine.....	89
Récapitulation.....	89
<i>Recommandation</i>	90
4. Gatineau—Pontiac.....	90
Précisions et carte.....	91
La Région de la Capitale nationale.....	91
Le comté de Hull.....	92
La région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Hull.....	92
Gatineau.....	92
Pontiac.....	93
Constatations.....	93
Papineau.....	94
<i>Recommandation</i>	95
5. Huntingdon—Compton.....	95
Précisions et carte.....	97
Question d'étendue.....	97
Un ou plusieurs districts.....	98
Huntingdon.....	98
Châteauguay.....	98
Saint-Jean.....	99
Missisquoi.....	100
Brome.....	100
Shefford.....	100
Stanstead.....	101
Sherbrooke.....	101
Constatations.....	101
Inclusion possible d'Orford.....	102
Décision.....	102

	<i>Page</i>
Le Québec—suite	
Compton.....	103
Wolfe.....	103
Frontenac.....	103
Recommandation.....	104
Grands centres urbains pour lesquels nous recommandons d'assurer des services bilingues en vertu des articles 9(2) et 10.....	104
Explications.....	104
(1) Montréal.....	104
Visites et consultations.....	105
Constatations.....	105
Attitude du gouvernement québécois.....	107
Décisions.....	108
Nota.....	109
(2) Sherbrooke.....	109
Nota.....	109
(3) Québec.....	110
Visites et consultations.....	110
Constatations.....	110
Décisions.....	111
Nota.....	111
L'Ontario.....	113
Introduction....	113
Régions admissibles mais non recommandées.....	114
(1) Région de la Capitale nationale.....	114
(2) Localités exiguës ou dispersées.....	114
Districts bilingues recommandés en Ontario.....	115
1. Cornwall—Hawkesbury.....	115
Précisions et carte.....	115
Glengarry.....	116
Prescott.....	116
Russell.....	116
Stormont.....	116
Dundas.....	117
Ottawa-Carleton.....	117
Visite et consultations.....	117
Constatations.....	117
Conclusion.....	118
Recommandation.....	118
2. Laurentien.....	118
Précisions et carte.....	120
Agencements possibles.....	120
(1) Un ou plusieurs districts bilingues.....	120
(2) Inclusion ou omission de certaines localités.....	120
Timiskaming.....	120
Cochrane.....	120
Visite et consultation.....	121
Décision.....	121

	<i>Page</i>
L'Ontario—suite	
Sudbury.....	121
Visite et consultations.....	121
Constatations.....	121
Décision.....	122
Algoma.....	122
Visite et consultations.....	122
Constatations.....	122
Décision.....	123
Thunder Bay.....	123
Visites et consultations.....	123
Constatations.....	123
Décisions.....	124
Nipissing.....	125
Parry Sound.....	126
Renfrew.....	126
Consultation.....	126
Décision.....	127
Récapitulation.....	127
<i>Recommandation</i>	127
3. Midland—Penetang.....	127
Précisions et carte.....	127
<i>Recommandation</i>	128
4. Welland.....	128
Précisions et carte.....	128
<i>Recommandation</i>	129
5. Windsor—Tilbury.....	129
Précisions et carte.....	129
Essex.....	129
Kent.....	129
Visites et consultations.....	130
Constatations.....	130
Récapitulation.....	131
<i>Recommandation</i>	131
Grands centres urbains où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	131
(1) Saint-Catharines—Niagara.....	131
Consultations.....	132
Nota.....	132
(2) Toronto.....	132
Visite et consultations.....	133
Nota.....	133
Le Manitoba	135
Introduction.....	135
Régions admissibles mais non recommandées.....	135
Comparaison avec les recommandations du Premier Conseil.....	135
Nouvel examen d'autres régions.....	136

Le Manitoba—suite

Districts bilingues recommandés au Manitoba.....	136
1. Ellice—Saint-Lazare.....	136
Précisions et carte.....	136
Consultations.....	136
Attitude du gouvernement provincial.....	136
Conclusion.....	137
Recommandation.....	137
2. Lawrence—Sainte-Rose.....	137
Précisions et carte.....	137
Trois possibilités.....	137
Consultation.....	137
Récapitulation.....	138
Recommandation.....	138
3. La division scolaire de la Montagne.....	138
Précisions et carte.....	139
Consultation.....	139
Recommandation.....	139
4. Powerview—Saint-Georges.....	139
Précisions et carte.....	139
Consultation.....	139
Recommandation.....	140
5. Saint-Boniface—Rouge—Seine.....	140
Précisions et carte.....	141
Visites et consultations.....	141
Constatations.....	142
Décisions.....	142
Recommandation.....	142
6. La division scolaire de la Plaine du Cheval blanc.....	142
Précisions et carte.....	143
Consultation.....	143
Recommandation.....	143
Grand centre urbain où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	143
Winnipeg.....	143
Nota.....	144
La Saskatchewan et l'Alberta.....	145
Introduction.....	145
La Saskatchewan.....	147
Régions admissibles mais non recommandées.....	147
Comparaison avec les recommandations du Premier Conseil.....	147
Districts bilingues recommandés en Saskatchewan.....	147
1. Battleford.....	147
Précisions et carte.....	148
Visite et consultations.....	148
Attitude du gouvernement provincial.....	148
Recommandation.....	149

	<i>Page</i>
La Saskatchewan—suite	
2. Gravelbourg—Willow Bunch.....	149
Précisions et carte.....	149
Consultation.....	150
Recommandation.....	150
3. Prince Albert.....	150
Précisions et carte.....	151
Consultation.....	151
Recommandation.....	151
4. Prud'homme—Vonda.....	151
Précisions et cartes.....	151
Recommandation.....	152
5. Redvers.....	152
Précisions et carte.....	152
Recommandation.....	152
6. Zenon Park—Arborfield.....	153
Précisions.....	153
Saint-Front—Saint-Brieux.....	153
Visite et consultations.....	153
Recommandation.....	154
Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	154
Regina.....	154
L'Alberta.....	155
Régions admissibles mais non recommandées.....	155
Comparaison avec les recommandations du Premier Conseil.....	155
Districts bilingues recommandés en Alberta.....	155
1. Falher—Peace River.....	155
Précisions et carte.....	156
Visites et consultations.....	157
Attitude du gouvernement provincial.....	157
Récapitulation.....	158
Recommandation.....	158
2. Saint-Paul—Bonnyville.....	158
Précisions et carte.....	158
Trois possibilités.....	159
Visites et consultations.....	159
Récapitulation.....	160
Recommandation.....	160
Grand centre urbain où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	160
Edmonton.....	160
Nota.....	160
Le cas de Legal—Morinville—Saint-Albert.....	160
Visites et consultations.....	161
Options.....	162
Conclusion.....	162

	<i>Page</i>
La Colombie-Britannique	163
Introduction.....	163
Aucun district bilingue possible.....	164
Visites et consultations.....	164
Attitude du gouvernement provincial.....	165
Grand centre urbain où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	165
Vancouver.....	165
Nota.....	165
Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10.....	165
Victoria.....	166
Nota.....	166
Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest	167
Explication.....	167

PARTIE III—RECOMMANDATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Sommaire des recommandations supplémentaires.....	171
Introduction.....	171
Commentaires préliminaires.....	171

Quatre recommandations supplémentaires

(1) Prestation de services bilingues dans les grands centres urbains.....	175
(2) Prestation de services bilingues dans les capitales provinciales.....	176
(3) Affichage d'avis annonçant l'existence de services bilingues.....	176
(4) Création d'un organisme permanent.....	176

Descriptions géostatistiques des grands centres urbains et des capitales provinciales

(1) Grands centres urbains.....	178
(2) Capitales provinciales.....	194

PARTIE IV—DÉCLARATIONS ET RAPPORTS MINORITAIRES

Déclaration minoritaire de W. Harry Hickman.....	211
Déclaration minoritaire d'Adélarde Savoie.....	212
Rapport minoritaire d'Eleanor Duckworth.....	220
Rapport minoritaire d'Alfred M. Monnin.....	235

PARTIE V—APPENDICES

(1) Loi sur les langues officielles.....	245
(2) Décret créant le Conseil.....	266
(3) Répertoire des réunions du Conseil ainsi que des endroits et des dates des visites et des consultations.....	267
(a) Réunions plénières du Conseil consultatif des districts bilingues.....	267
(b) Rencontres avec les membres du Parlement.....	267
(c) Rencontres avec les représentants de chaque gouvernement provincial..	268
(d) Rencontres collectives et individuelles.....	268
(4) Choix d'ouvrages de référence.....	270

1^{re} PARTIE

L'ENQUÊTE

Chapitre 1^{er} — Prélude et poursuite de l'enquête

Introduction

1. C'est en juillet 1969 que la Loi sur les langues officielles a été adoptée par le Parlement, puis sanctionnée par le Gouverneur général.¹ Elle entrerait en vigueur en septembre suivant. L'adoption de cette loi couronnait une période de débats et d'étude intenses sur les avantages qu'il y aurait à accorder une reconnaissance juridique aux deux langues officielles du Canada, l'anglais et le français.

2. Dans tous les pays où l'on utilise couramment plus d'une langue, il a fallu en déterminer le statut officiel. Bien que le Canada soit un pays plurilingue, le français et l'anglais sont les idiomes des deux peuples fondateurs qui constituent en même temps les deux groupes démographiques les plus importants. D'après le recensement de 1971, le nombre des Canadiens de langue maternelle anglaise s'élevait à 12,973,810, soit 60.2 pour cent de la population totale de 21,568,310, tandis que celui des Canadiens de langue maternelle française atteignait 5,793,650, soit 26.9 pour cent de la population totale; les autres 2,800,850 Canadiens, soit 13.0 pour cent, indiquaient une autre langue maternelle. En 1967, à la suite d'un examen profond et étendu de cette question, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme proposait, dans son rapport, que l'État fédéral déclare le français et l'anglais langues officielles au Canada.² Le Parlement accepta cet avis et y donna suite, deux ans plus tard, en adoptant la Loi sur les langues officielles.

3. L'article 2 de la Loi déclare que: «L'anglais et le français sont les langues officielles du Canada pour tout ce qui relève du Parlement et du Gouvernement du Canada; elles ont un statut, des droits et des privi-

lèges égaux quant à leur emploi dans toutes les institutions du Parlement et du Gouvernement du Canada.»

4. La Loi renferme un certain nombre de dispositions destinées à favoriser la réalisation de l'intention de cette déclaration, notamment la publication dans les deux langues des actes statutaires et autres, l'obligation imposée aux ministères et organismes fédéraux de dispenser leurs services dans les deux langues, la création du poste de Commissaire aux langues officielles, chargé de surveiller l'application de la Loi et enfin l'établissement de districts bilingues, mesure qui intéresse directement notre Rapport.

5. Sept articles de la Loi concernent la mise sur pied et le fonctionnement des districts bilingues ainsi que le rôle du Conseil consultatif des districts bilingues. On trouvera ces dispositions aux articles 12 à 18, reproduits intégralement à l'Appendice I du présent Rapport. Nous abordons au Chapitre II l'étude des points les plus importants qui en ressortent.

Finalités des districts bilingues

6. Aux termes de la Loi, un district bilingue sera une région où habitent des citoyens dont la langue maternelle est l'une ou l'autre des langues officielles et où le nombre de ceux qui appartiennent à la minorité linguistique officielle atteint au moins dix pour cent de la population totale. Une fois que la création d'un district bilingue aura été proclamée, l'État fédéral sera tenu de communiquer avec le public et de lui fournir les services dans les deux langues officielles du pays, à chacun des bureaux principaux de tous ses ministères et organismes judiciaires, quasi-judiciaires ou administratifs ou de toute société de la Couronne situés dans le district bilingue en cause.

7. L'objet des districts bilingues semble clair et simple, mais nous avons constaté à cet égard une si grande confusion dans l'esprit du public que nous aimerions en reprendre ici l'intention première afin d'en

¹ Le titre officiel est: Loi concernant le statut des langues officielles du Canada (S.R.C., 1970, c. O-2). La Partie V, Appendice I en reproduit le texte intégral.

² Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Volume I, *Les langues officielles*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1967, p. 147.

souligner l'importance. Un district bilingue a pour fin d'obliger l'État central à dispenser ses services dans les deux langues.

8. Cependant, il est nettement établi que l'existence d'un district bilingue n'imposera pas au public l'obligation de devenir bilingue. Loin de là. En réalité, c'est exactement le contraire qui s'appliquera. Un district bilingue pourra même sauvegarder l'unilinguisme en assurant qu'un citoyen ne parlant que le français ou que l'anglais pourra communiquer avec le gouvernement fédéral dans sa propre langue. La nécessité du bilinguisme, imposée dans ces districts, n'incombe pas au public mais bien à l'État.

9. L'obligation que le gouvernement central s'impose n'implique en rien que tous ses fonctionnaires doivent être ou doivent devenir bilingues. Seuls les employés qui traitent avec le public dans les circonstances définies plus haut y seront astreints éventuellement.

10. Il faut également observer que rien dans la Loi sur les langues officielles, qu'il s'agisse de l'article qui proclame le français et l'anglais langues officielles ou des articles qui traitent de la mise en œuvre de cette disposition, ne porte quelque atteinte que ce soit aux privilèges dont jouissent les autres langues. L'article 38 de la Loi défend expressément toute réduction des droits juridiques et coutumiers ou des privilèges acquis par toute autre langue avant ou après l'entrée en vigueur de la Loi.

11. Le 16 mai 1969, le Secrétaire d'État du temps, l'honorable Gérard Pelletier, résumait de façon fort convaincante la finalité de la Loi au cours d'un débat sur le projet de loi qui eut lieu à la Chambre des communes: «Le but de la présente loi n'est pas de régler la langue que doivent parler les citoyens, mais de s'assurer que ceux-ci puissent s'adresser aux organismes du gouvernement fédéral dans la langue officielle de leur choix.»

12. Voici deux autres points qu'il vaut également la peine de rappeler. D'abord, la création des districts bilingues n'entraînera l'établissement d'aucune structure administrative distincte ou supplémentaire. Au contraire, les districts bilingues ne sont que des zones désignées à l'intérieur desquelles les organismes fédéraux existants devront offrir leurs services au public dans les deux langues officielles. Ensuite, l'obligation d'offrir ces services n'incombe qu'au gouvernement fédéral et non pas aux autorités provinciales et municipales. Évidemment, l'État central ne peut intervenir que dans les domaines de sa juridiction, mais la Loi envi-

sage la possibilité pour les autres échelons administratifs de fournir des services identiques dans des régions correspondantes.

13. La Loi sur les langues officielles oblige le Gouverneur en conseil à nommer après chaque recensement décennal, un Conseil consultatif des districts bilingues qui a pour tâche d'aider le gouvernement à choisir les régions susceptibles de devenir des districts bilingues, d'en recommander la création et d'en marquer les limites. Un conseil peut reviser l'étendue des districts qui ont déjà été proclamés, mais il n'a pas le pouvoir d'éliminer les districts existants.

Le Premier Conseil consultatif des districts bilingues

14. Le 12 février 1970, le Gouverneur en conseil mettait sur pied le Premier Conseil consultatif des districts bilingues. Celui-ci fit l'étude des problèmes appropriés et présenta son rapport qui fut déposé aux Communes en mai 1971.³ Le gouvernement décida plus tard de ne pas donner suite aux recommandations de ce rapport qui, de toute évidence, se fondait sur les seules statistiques disponibles, celles du recensement de 1961, lesquelles feraient bientôt place aux nouvelles données du recensement de 1971.

Le Deuxième Conseil consultatif des districts bilingues

15. Une fois les rapports du recensement de 1971 terminés, le Gouverneur général en conseil, sur la recommandation du Secrétaire d'État et en conformité du premier paragraphe de l'article 14 de la Loi sur les langues officielles, formait, le 25 mai 1972, un Deuxième Conseil consultatif des districts bilingues.⁴

Composition du Deuxième Conseil

16. Voici le nom et le domicile des dix commissaires:

M. Jane Carrothers ⁵	—	Calgary, Alb.
Eleanor Duckworth	—	Halifax, N.-É.
Paul Fox	—	Toronto, Ont.
W. Harry Hickman	—	Victoria, C.-B.
Léopold Lamontagne	—	Ottawa, Ont.
William F. Mackey	—	Sainte-Foy, Québec

³ *Recommandations du Conseil consultatif des districts bilingues*, mars 1971, Ottawa, Information Canada, 1971.

⁴ C.P. 1972-1125, reproduit à la Partie V, Appendice 2.

⁵ M^{me} Carrothers a élu domicile à Montréal en juillet 1974.

Alfred Monnin	—	Saint-Boniface, Man.
Yvonne R. Raymond	—	Montréal, Québec
Albert Regimbal	—	Sudbury, Ont.
Adélard Savoie	—	Dieppe, N.-B.

17. M. Fox a été nommé président. Le Conseil a tenu sa première réunion les 28 et 29 juin 1972 au 110, avenue Argyle, Ottawa. C'est là que, de temps en temps, il s'est réuni jusqu'à la fin de son mandat. De plus, certains membres ont visité maints endroits qui comptaient une minorité linguistique officielle d'au moins dix pour cent.⁶

18. Un personnel de soutien dont l'effectif a varié mais qui n'a jamais dépassé douze employés a secondé le travail du Conseil. Voici le nom de nos principaux collaborateurs:

Neil Morrison	—	secrétaire général
Roland Morency	—	secrétaire général adjoint
Donald Cartwright	—	directeur de la recherche
Clairette Pilon	—	secrétaire d'administration.

19. Le Conseil et le personnel-cadre formaient un ensemble imposant de spécialistes particulièrement versés en droit, en linguistique, en démographie, en géographie, en éducation, en services communautaires, en sociologie, en science politique et en administration publique. Plusieurs d'entre eux avaient déjà fait partie de conseils ou de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. En outre, quatre membres du Deuxième Conseil, de même que le secrétaire général et le secrétaire général adjoint avaient fait partie du Premier Conseil consultatif des districts bilingues.

20. Les membres du Deuxième Conseil offraient aussi des caractéristiques représentatives de quelques-uns des principaux éléments de la société canadienne. Ils venaient de cinq régions géographiques différentes; on y trouvait trois femmes et sept hommes, tous bilingues, la moitié francophones, la moitié anglophones.

21. Dans un rapport qui porte sur le bilinguisme, il vaut la peine de noter que l'emploi du français et de l'anglais n'a pas nui à notre travail. Les membres parlaient ou écrivaient dans la langue de leur choix. Il y a eu des différences plus marquées et plus persistantes que le mode d'expression. Comme on pouvait s'y attendre, il a fallu du temps pour dix personnes venant de régions, de milieux, de professions, en somme d'un monde différent en arrivent à une compréhension réci-

proque de leurs perceptions et de leurs points de vue. Si les membres du Conseil n'ont pas toujours réussi à concilier leurs divergences d'opinions, ils ont tout de même parfois gagné, grâce à ces échanges de vues, une nouvelle conception des choses; ils ont de la sorte appris que le caractère hétérogène de la société canadienne peut être utile beaucoup plus que nuisible comme on le prétend souvent.

Méthode de travail

22. Les articles 14 et 15 de la Loi sur les langues officielles accordent au Conseil consultatif des districts bilingues l'autorité voulue pour mener une enquête selon les prescriptions de la première partie de la Loi sur les enquêtes. Dans l'accomplissement de la tâche qui lui était imposée, le Conseil a eu recours à deux façons de procéder différentes. La première a consisté à examiner la documentation pertinente, inédite ou publiée, notamment la Loi elle-même, les statistiques linguistiques tirées des derniers rapports du recensement et des études générales utiles, articles et monographies,⁷ les lettres adressées au Conseil, des rapports et des exposés préparés par les membres du Conseil ou le personnel. La deuxième façon de procéder nous a permis de consulter bon nombre de personnes et de groupes dans diverses localités susceptibles de devenir districts bilingues.

Remerciements

23. Avant de présenter ses constatations, le Conseil voudrait remercier toutes les personnes et tous les groupes qui l'ont secondé dans ses travaux.

24. Les gens qui l'ont ainsi aidé sont nombreux et appartiennent à divers milieux, y compris des élus du peuple et des fonctionnaires des trois niveaux de gouvernement fédéral, provincial et municipal, ainsi que des particuliers et des groupes publics et privés. Nous mentionnerons en temps et lieu la contribution qu'ont apportée les citoyens que nous avons rencontrés au cours de nos visites de consultation; pour le moment nous tenons à signaler plus particulièrement l'apport qu'ont fourni les représentants de la Fonction publique.

25. Par exemple, lorsque nous avons étudié la Loi sur les langues officielles, nous avons profité des conseils d'un juriste du gouvernement qui est venu nous éclairer à deux reprises. Nous avons également tiré continuellement parti des excellents services de Statis-

⁶ Partie V, Appendice 3, Répertoire des visites et des réunions du Conseil.

⁷ Quelques-unes de ces études paraissent dans le Choix d'ouvrages de référence à la Partie V, Appendice 4.

tique Canada qui, non seulement a eu l'obligance de nous fournir toutes les données démographiques nécessaires à notre travail, mais encore n'a jamais tardé à répondre à nos multiples demandes de renseignements, ni hésité à mettre à notre disposition les résultats des techniques raffinées que cet organisme utilise dans la préparation de compilations particulières. Nous reparlerons bientôt de ce matériel lorsque nous étudierons les données qui ont servi de base à notre rapport. Nous voudrions également témoigner notre vive gratitude envers les fonctionnaires du Secrétariat d'État, du Conseil du Trésor ainsi que d'un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux qui ont répondu à un long questionnaire que nous leur avons adressé.

26. Un gros merci également à tous les particuliers et à tous les groupes qui ont communiqué avec nous en nous écrivant ou en nous adressant des demandes ou des mémoires. Chacun de ces documents a été distribué aux membres et discuté lors de réunions plénières du Conseil.

Accumulation et remise du matériel

27. En plus des témoignages, des données et des avis que nous avons recueillis de toutes parts, nous avons accumulé une documentation considérable, fruit de recherches effectuées par notre propre personnel et d'exposés préparés à l'occasion par certains de nos membres, ainsi que des comptes rendus de nos visites. Nous avons consacré beaucoup de temps à examiner tout ce matériel et nous avons conservé pour mémoire la substance de tous les procès-verbaux de nos délibérations.

28. Cette documentation est rassemblée en grande partie dans 19 volumes qui constituent un registre courant de nos actes. Nous n'en avons utilisé qu'une faible portion dans l'espace restreint que nous fournit le présent Rapport. Cependant, nous comptons publier un deuxième volume qui renfermera et analysera les pièces essentielles du matériel supplémentaire qui a été recueilli au cours de nos recherches. En temps et lieu, ces données, documents, lettres et dossiers iront aux Archives nationales du Canada.

Autres fonctions du Conseil

29. Durant l'exercice de notre mandat, nous avons constaté que le public et quelques organismes gouvernementaux faisaient appel aux connaissances et à l'expérience de notre personnel en matière linguistique. Un certain nombre de demandes d'aide nous sont venues de divers corps publics et d'associations privées qui cherchaient à obtenir des renseignements et des conseils en vue de résoudre des problèmes touchant la politique des langues. Ces consultations ont pris une bonne partie du temps de notre personnel. Il nous a été agréable de pouvoir rendre ces services, mais nous avons été surpris de constater qu'il ne semble exister aucun autre organisme à posséder ces renseignements détaillés sur la répartition des groupes linguistiques au Canada. Comme ces demandes n'ont pas cessé d'augmenter, nous en sommes venus à la conclusion qu'il y avait certainement place pour un service qui continuerait à fournir cette information et ces conseils. Pour répondre à ce besoin, nous avons fait une recommandation supplémentaire appropriée dans la Partie III, de notre Rapport.⁸

⁸ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 4, p. 176.

Chapitre 2 — Examen de la Loi

Intention du législateur

30. Le Conseil s'est cru bien avisé de commencer par étudier la Loi sur les langues officielles, en particulier les articles applicables à son mandat qui traitent de questions de fond plutôt que de forme.

31. Nous avons constaté, en premier lieu, que si l'intention de la Loi est très claire, comme la plupart des articles qu'elle contient, certaines de ses modalités sont plutôt difficiles à interpréter. Par exemple, l'article 2 semble énoncer très précisément le but du législateur. On y lit que le français et l'anglais sont les deux langues officielles du pays en ce qui a trait à toutes les fonctions du Parlement et du Gouvernement du Canada et que les deux langues ont un statut, des droits et des privilèges égaux quant à leur emploi dans toutes les institutions fédérales.

Quelques précisions

32. Et pourtant, certains articles viennent restreindre la généralité de cet énoncé et en compromettre l'apparente lucidité. Par exemple, les articles 3, 4, 5, 6 et 7 exigent égalité de traitement du français et de l'anglais dans la publication des avis, règles, ordonnances, décrets, règlements, proclamations et annonces, ainsi que dans les décisions et les jugements finals émis par un organisme judiciaire ou quasi-judiciaire; ces articles ajoutent également quelques restrictions à l'obligation de publier en même temps certains de ces documents dans les deux langues.

33. En outre, si l'article 9 oblige l'État fédéral à fournir certains services dans les deux langues dans la capitale nationale, dans les districts bilingues et parfois en d'autres endroits, il n'en restreint pas moins cette prescription de plusieurs façons que nous indiquons plus loin. L'article 10 traite des services bilingues à assurer au public voyageur, mais seulement dans les endroits où il y a demande suffisante et constante. L'article 11 impose l'usage des deux langues devant les

tribunaux et dans les procédures judiciaires, mais il comporte aussi des conditions, notamment, dans quelques cas, l'accord de lois provinciales régissant certains tribunaux. Les articles 39 et 40 apportent également des restrictions. Enfin, les articles 12, 13 et 14 établissent la marche à suivre pour créer des districts bilingues, mais la proclamation de ces districts conserve un caractère discrétionnaire et non obligatoire.

34. Nous ne voudrions pas laisser l'impression que chaque article de la Loi renferme des réserves de ce genre à la déclaration générale de l'égalité de statut du français et de l'anglais. Voici deux exemples où ce n'est pas la cas: l'article 8 confère autorité égale aux textes législatifs français et anglais; les articles 19 à 34 créent le poste de Commissaire aux langues officielles dont la fonction est d'appliquer la Loi et d'assurer la reconnaissance d'un statut égal aux deux langues officielles.

35. Néanmoins, dans les articles précités, la mention de certaines restrictions dans l'administration de services bilingues par les institutions fédérales implique que l'égalité des langues, établi par l'article 2, ne s'applique pas de façon universelle d'un bout à l'autre du Canada dans tous les organismes fédéraux. On pourrait faire la même déduction à propos de l'article qui pourvoit à la création même des districts bilingues; en effet, il faut que ces districts soient des régions choisies dans lesquelles le gouvernement fédéral est obligé d'offrir des services dans les deux langues officielles.

36. Ainsi, il est clair que la Loi n'envisage pas la mise en œuvre de services bilingues par des institutions fédérales partout au Canada et que, dans la mesure où cette restriction s'applique, le principe de l'égalité de statut des deux langues officielles n'est pas respecté. Toutefois, l'examen des dispositions de la Loi, qui prévoient des exceptions au principe d'égalité de statut, révèle que ces correctifs sont dictés par le bon sens et le réalisme. Par exemple, comme nous l'avons dit plus haut, la Loi décrète que, dans certaines circonstances, il n'y a pas lieu de dispenser des services bilingues

lorsqu'il n'existe pas de demande suffisante. Ce cas peut se présenter dans des régions unilingues où presque tous les résidents appartiennent à l'un ou l'autre des groupes minoritaires de langue maternelle officielle.

Principe fondamental défini

37. Le Conseil n'a guère mis de temps à décider que la nécessité d'user de sens commun et de réalisme dans l'application de la Loi n'infirmait en rien le principe de base qui vise à accorder l'égalité de statut aux deux langues officielles. L'intention du législateur est si nette que nous devons nous inspirer du même principe dans notre travail. Nous avons donc décidé que quand nous proposerions la création de districts bilingues, nous adopterions, comme premier critère, l'opportunité d'assurer, dans la mesure du possible, l'existence de services fédéraux en français et en anglais.

Difficulté d'interprétation

38. Certains articles de la Loi nous ont paru difficiles à interpréter. L'article 9(1), par exemple, impose à chaque ministère, département, organisme judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif du gouvernement fédéral ou à toute société de la Couronne l'obligation de veiller à ce que, dans la Région de la Capitale nationale ainsi qu'au lieu de leur siège ou bureau central au Canada, s'il est situé à l'extérieur de la Région de la Capitale nationale, et en chacun de leurs bureaux principaux ouverts dans un district bilingue fédéral, le public puisse communiquer avec eux et obtenir leurs services en français et en anglais.

39. Le sens de l'expression «bureau principal» ne nous a jamais sauté aux yeux. C'est l'un des points de la Loi qui nous a paru très malaisé à interpréter. Au début, nous avons mis beaucoup de temps à chercher une définition satisfaisante; par la suite, nous y sommes maintes fois revenus. On trouvera le résultat de nos réflexions aux paragraphes 123 à 128.

40. Certains mots du paragraphe suivant de la Loi nous ont également donné beaucoup de mal. L'article 9(2) statue en effet que chaque ministère et département du Gouvernement du Canada et chaque organisme judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif ou toute société de la Couronne ont, en sus de l'obligation que leur impose l'article 9(1), le devoir de veiller «dans la mesure où il leur est possible de le faire», à ce que le public, dans des endroits autres que la Région de la Capitale nationale et les districts bilingues, lorsqu'il y a de sa part «demande importante», puisse communiquer avec eux et obtenir leurs services dans les deux langues officielles.

41. Ici encore, nous avons été incapables de déterminer le sens précis des expressions «possible de le faire» et «demande importante». L'article dit bien que le gouvernement fédéral a l'obligation de fournir des services bilingues dans quelques endroits autres que la Région de la Capitale nationale et les districts bilingues, dans certaines circonstances, mais ce sont précisément ces «circonstances» qu'il aurait fallu déterminer. Nous avons tenté de le faire nous-mêmes, mais, en dépit d'efforts réitérés, nous n'y avons pas réussi. On trouvera la substance de nos délibérations sur le sujet aux paragraphes 152 à 158.

Critères applicables à la création de districts bilingues

42. Les articles 12 à 18 de la Loi traitent en particulier de la création de districts bilingues et des attributions du Conseil. Nous y constatons que la fonction du Conseil est purement consultative. Il lui incombe de proposer l'établissement éventuel de districts bilingues et d'en délimiter les frontières, mais c'est le Gouverneur en conseil qui détient l'autorité voulue pour accepter ou rejeter l'une quelconque ou l'ensemble des recommandations du Conseil.

43. Nous savons également que les frontières des districts bilingues proposés doivent correspondre à l'une quelconque ou à toutes les répartitions suivantes: districts de recensement, régions administratives provinciales ou districts scolaires, circonscriptions électorales fédérales ou provinciales. Nous avons compris que nous pouvions avoir recours à la totalité ou à une partie de ces territoires, pris ensemble ou séparément.

44. Aux termes de l'article 13(2) de la Loi, peut devenir district bilingue toute région où l'on utilise les deux langues officielles à titre de langues maternelles et où le groupe minoritaire de langue maternelle officielle atteint au moins dix pour cent de la population totale de ce territoire. Le Conseil s'est rendu compte que, même si l'objet de cet article ne laisse aucun doute, l'interprétation du texte peut entraîner certaines confusions à moins de se reporter à l'article 36(2) qui établit qu'aux fins de la Loi, la «langue maternelle» veut dire la langue qu'une personne a apprise en premier lieu dans son enfance et qu'elle comprend encore, et non qu'elle parle encore.

45. La section 13(3) permet aussi d'établir un district bilingue dans des endroits où la minorité est inférieure à dix pour cent si, avant l'entrée en vigueur de la Loi, les services des ministères et organismes du

gouvernement fédéral étaient couramment mis à la disposition des résidents de la région dans les deux langues officielles. Cette règle s'appliquerait sans doute de façon plus particulière au Québec que partout ailleurs puisqu'il est connu qu'il y existe depuis toujours beaucoup plus de services bilingues fédéraux que dans les autres provinces. Après de longs débats, la plupart des membres du Conseil en sont arrivés à la conclusion qu'il ne serait ni souhaitable, ni nécessaire d'évoquer le critère de la coutume pour recommander la création d'un district bilingue. En effet, la Loi sur les langues officielles ayant en partie pour objet d'offrir des services bilingues, il n'était guère probable qu'on les abandonne aux endroits où ils existent déjà. Une autre raison de ne pas utiliser ce critère était qu'en pratique il s'appliquerait beaucoup plus souvent au Québec qu'ailleurs, ce qui contribuerait à perpétuer les inégalités qui, dans le passé, ont marqué l'usage des deux langues officielles au Canada.

46. Nous avons également noté que la section 13(2) n'exige pas qu'on établisse un district bilingue dans chaque localité où les deux langues se parlent et où il existe une minorité linguistique officielle d'au moins dix pour cent. Le mot clef de ce paragraphe étant «peut» et non «doit», nous avons cru que nous disposions du pouvoir discrétionnaire de proposer ou de ne pas proposer que certaines régions deviennent districts bilingues. Ce choix à nos yeux, revêt une grande importance; en effet l'article 13(4), du moins d'après notre interprétation, implique qu'un district, une fois proclamé bilingue, peut par la suite changer de frontières, mais on ne peut pas le supprimer complètement. C'est pourquoi nous avons cru qu'avant de recommander la création de districts bilingues il fallait examiner toutes les options possibles et les présenter dans notre rapport en motivant pleinement nos décisions.

Attributions du Conseil

47. L'article 15 est le dernier à avoir une portée réelle sur notre travail. Le premier paragraphe, tout

important qu'il est, ne touche qu'une question de procédure, c.-à-d. qu'il explique la façon dont le Conseil doit mener son enquête et présenter son Rapport. Le paragraphe (2), outre les responsabilités ordinaires d'un organisme de ce genre, autorise le Conseil à la demande du Gouverneur en conseil à négocier en son nom avec le gouvernement d'une province un avant-projet d'entente prévoyant l'établissement, de concert avec l'autorité centrale, de tout district bilingue correspondant à la juridiction propre aux deux parties. Le paragraphe (3) va plus loin en statuant qu'avant de proposer la création d'un district bilingue, tout conseil devra tenir compte de la commodité qu'il y a pour le public de tous les services fédéraux, provinciaux, municipaux et éducatifs qui y sont fournis. À cette fin, ce Conseil recommandera au Gouverneur en conseil les modifications administratives qu'il estime nécessaire d'apporter aux services fédéraux pour les adapter à une région provinciale ou municipale bilingue, afin que ces services soient plus commodes pour le public ou qu'ils contribuent davantage à la réalisation des fins de la présente Loi.

48. Le Conseil actuel a trouvé que les trois paragraphes de l'article 15 n'offraient aucune ambiguïté et étaient faciles à interpréter. Nous expliquerons plus loin, au moment voulu, jusqu'à quel point nous nous sommes servis de l'autorité que nous attribuaient plusieurs dispositions de la Loi.

Pouvoir de réglementation

49. Pour terminer notre examen de la Loi, disons qu'il reste un article qu'il vaut la peine de mentionner; bien qu'il ne touche pas les attributions du Conseil, il peut quand même exercer une certaine influence sur son travail. En effet l'article 35 accorde au Gouverneur en conseil le pouvoir de publier des règlements visant à assurer que la conduite des affaires du Gouvernement du Canada et de ses institutions respecte les prescriptions de la présente Loi. Cet article, qui permet au Cabinet de compléter les recommandations du Conseil, ajoute une certaine souplesse à la Loi.

Chapitre 3 — Étude des statistiques

Sources primaires

50. Après avoir essayé de comprendre le mieux possible son mandat, le Conseil s'est penché sur l'étude des statistiques sur les langues maternelles dans les régions du Canada où la minorité linguistique officielle atteignait au moins dix pour cent de la population totale en 1971.

51. Statistique Canada a publié un bulletin à l'intention particulière du Conseil. Il est intitulé *Population, certaines langues maternelles, divisions et subdivisions de recensement*, Catalogue 92-773 (SP-3), décembre 1972⁹; il renferme un résumé succinct de la répartition numérique et proportionnelle de la population par langue maternelle pour le Canada et les provinces, en 1961 et en 1971. La plus grande partie de cette publication indique en détail, dans chaque province, le nombre et le pourcentage des personnes de langue anglaise, de langue française ou d'autres langues maternelles pour les divisions et subdivisions de recensement et pour les districts électoraux fédéraux du Canada, d'après les rapports du recensement de 1971. Ce bulletin a été le document de base auquel le Conseil s'est constamment reporté.

52. À l'occasion, lorsque nous avons besoin de renseignements sur des régions plus restreintes que des divisions ou des subdivisions de recensement, Statistique Canada a réussi à nous fournir des données sur les secteurs de recensement et les secteurs de dénombrement; ce sont les plus petites unités sur lesquelles le Conseil a obtenu des renseignements.

Données linguistiques connexes

53. Un peu plus tard, nous avons reçu cinq autres publications de la série linguistique de Statistique Canada. Chacune d'elles contenait des renseignements supplémentaires tirés des rapports du recensement de 1971.

En voici les titres par ordre chronologique: la première: *Population par langue maternelle*, Catalogue 92-725, Bulletin 1.3-4, avril 1973. La deuxième: *Bulletin préliminaire, Population selon la langue d'usage et la langue officielle*, Catalogue 92-759 (AP-8), août 1973. La troisième: *Population, langue officielle et langue d'usage*, Catalogue 92-726, Volume 1—Partie 3 (Bulletin 1.3-5), août 1973. La quatrième: *Population, langue selon le groupe d'âge*, Catalogue 92-733, Volume 1—Partie 4 (Bulletin 1.4-5) janvier 1974, et la cinquième: *Population, langue selon le groupe ethnique*, Catalogue 92-736, Volume 1—Partie 4 (Bulletin 1.4-8), février 1974.

54. À un moment donné, nous avons pensé que ces renseignements linguistiques connexes pourraient servir à préciser davantage certaines de nos recommandations. En particulier, nous avons cru que cette information nous aiderait à indiquer le degré d'assimilation de la minorité linguistique officielle dans diverses localités, et l'effet que ce phénomène pourrait avoir sur la demande de services fédéraux. Notre personnel a effectué un certain nombre de compilations afin de découvrir si les divers éléments des données linguistiques connexes offraient des rapports significatifs.

55. Nous avons trouvé quelques corrélations intéressantes. Cette recherche a révélé, par exemple, que, chez certaines minorités, l'emploi de la langue maternelle avait subi une baisse considérable, surtout parmi quelques groupes d'âge et dans des endroits particuliers. Cette tendance semble plus prononcée chez les jeunes et dans les centres urbains. Nous avons dès lors commencé à nous rendre compte que si la minorité veut conserver sa langue, c'est dans les grandes villes où elle est plus nombreuse aussi bien que dans les communautés rurales plus petites qu'il faudra lui assurer des services dans sa propre langue. Nous reviendrons plus loin sur ce problème.

56. Toutefois, en dernière analyse, nous avons décidé de ne pas utiliser de façon systématique ces don-

⁹ On trouvera le titre de tous les Bulletins pertinents dans le Choix d'ouvrages de référence qui paraît à la Partie V, Appendice 4.

nées linguistiques connexes, puisque la Loi sur les langues officielles faisait des données sur la langue maternelle le critère fondamental de notre travail.

Matériel supplémentaire

57. En plus de nous fournir des renseignements démographiques de base, nécessaires à notre tâche, Statistique Canada a mis à notre disposition du matériel supplémentaire sous forme graphique. Nous avons obtenu, par exemple, des cartes mécanographiques faisant voir la répartition des groupes de langue maternelle officielle dans les provinces et dans quelques régions métropolitaines de recensement. Nous nous sommes également procuré des cartes de l'écoumène qui indiquent les secteurs habités en permanence dans chaque province. Ces cartes nous ont été particulièrement utiles en ce qu'elles nous ont permis de voir d'un seul coup d'œil la disposition des endroits peuplés par la majorité et la minorité linguistique dans un certain nombre de régions, notamment à Montréal et à Toronto. Malheureusement, à cause du manque d'espace, nous ne pouvons inclure tous ces graphiques dans notre Rapport, mais nous comptons les publier dans un volume supplémentaire.

58. De concert avec Statistique Canada et grâce aux renseignements qu'il en a tirés, notre directeur de recherche, spécialiste en géographie culturelle, a pu nous fournir un bon nombre d'analyses et de données de caractère statistique et géographique. Le travail de notre personnel ne s'est pas arrêté à une collecte et à une interprétation élémentaire des données de base. Notre secrétaire général, notre secrétaire général adjoint et notre directeur de recherche ont mis à contribution leurs connaissances et leur expérience en matière de linguistique, et ils ont soumis de nouvelles perspectives à l'exa-

men du Conseil. Nous avons donc eu à notre disposition, sous forme imprimée ou graphique, des données à la fois abondantes et complètes.

Utilisation des données et du matériel

59. Muni de tout ce matériel, le Conseil a consacré une bonne partie de son temps au cours de nombreuses séances plénières à examiner quelques-uns des objectifs fondamentaux de sa mission et à tenter diverses hypothèses. Le Chapitre 5, qui présente un exposé raisonné de ces questions plus théoriques, viendra préciser le cheminement de notre analyse.

60. Nous étions également en mesure de commencer l'étude pratique de chaque division et de chaque subdivision de recensement qui offraient les normes minimums requises d'un district bilingue. Nous avons constaté que bon nombre d'entre elles comptaient une minorité de langue maternelle officielle d'au moins dix pour cent de la population totale. Toutefois, la représentation numérique de ces groupements était parfois très restreinte, descendant jusqu'à cinq ou dix personnes. Nous avons donc vite décidé qu'il n'était pas possible de proposer automatiquement de faire de ces régions des districts bilingues, créant ainsi à travers le pays une profusion de petits îlots qui n'auraient réuni qu'une poignée de résidents appartenant à une minorité linguistique officielle.

61. Pour nous faire une image plus précise de la situation, nous avons demandé à notre directeur de recherche de reporter les statistiques des groupements linguistiques officiels sur des cartes à différentes échelles pour chaque province du Canada. Cette disposition nous a permis de distinguer les endroits qui se prêtaient à la création de districts bilingues et d'en marquer les limites.

Chapitre 4 — Visites et consultations

Objet et fréquence des visites

62. Nous étions tous convaincus qu'un groupe de personnes rangées autour d'une table dans un modeste édifice de la Capitale nationale ne réussiraient jamais à marquer d'une façon appropriée l'emplacement et les frontières des districts bilingues en se contentant de consulter des statistiques et des cartes géographiques. Aucun des membres du Conseil n'a jamais douté de la nécessité qu'il y avait de visiter les districts bilingues éventuels et de consulter sur place des particuliers et des groupements aux fins de déterminer l'étendue des besoins en matière de services bilingues, le degré selon lequel ceux-ci étaient déjà assurés et le choix des frontières qui correspondraient le mieux aux réalités de la situation locale.

63. Nous n'avons pas visité chacun des endroits où habitait une minorité linguistique d'au moins dix pour cent lorsque le groupement n'avait pas une importance numérique suffisante, qu'il était très isolé et éloigné et qu'il n'était que peu ou pas doté de services fédéraux. Au surplus, étant donné que le Premier Conseil consultatif des districts bilingues s'était déjà rendu dans quelques-unes de ces régions en 1970 ou en 1971 et que le pourcentage des groupes minoritaires n'avait guère changé dans l'intervalle, il n'a pas semblé nécessaire d'y retourner. Toutefois, nous avons fait tous les efforts voulus pour aller dans les endroits où il y avait chance de proposer un district bilingue et de consulter tous les particuliers que nous avons pu rencontrer au cours des quelques moments dont nous disposions dans chaque endroit.

64. On pourra juger de l'ampleur de notre effort si l'on sait que nous avons fait 157 visites au cours desquelles nous avons rencontré au-delà de 800 personnes.¹⁰ Il n'est jamais arrivé que tous les membres du

Conseil aient participé à toutes les visites; en effet, ils avaient tous, y compris le président, leur emploi permanent à plein temps; c'est ainsi qu'un nombre restreint d'entre eux pouvait participer à toutes ces réunions extérieures.

Consultation de groupements et de particuliers

65. Lors de ces visites, nous cherchions à rencontrer trois sortes de groupements ou de particuliers. Nous nous efforcions d'abord d'entrer en contact avec des représentants de la minorité linguistique officielle; il va sans dire que nous essayions également, chaque fois que cela était possible, de recevoir des délégués de la majorité linguistique officielle. Au reste, puisque, selon nous, les élus du peuple étaient le plus en mesure de nous fournir une appréciation judicieuse des besoins, des conditions et des tendances de la population locale, de même que des conseils avisés sur la démarcation des frontières, nous avons toujours cherché, en premier lieu, à contacter les personnalités officielles telles que les maires, les échevins, les commissaires d'écoles, les députés provinciaux et fédéraux. La plupart de nos entrevues avec les membres de la Chambre des communes ont eu lieu à Ottawa où il était généralement plus facile de les réunir. Tous les députés fédéraux dont la circonscription avait chance de constituer en tout ou en partie un district bilingue éventuel ont été invités. Au total, nous avons invité plus de cent représentants du vingt-neuvième parlement à nous rencontrer; 47 d'entre eux ont accepté.

66. L'article 15(1) de la Loi sur les langues officielles donnait au Conseil toute latitude de tenir des réunions publiques. Après en avoir délibéré, nous décidâmes que la meilleure façon d'atteindre les objectifs de l'enquête était d'avoir des consultations plutôt intimes avec les groupes et les particuliers intéressés. Toutefois, nous n'avons refusé aucune invitation de rencontrer qui que ce soit.

¹⁰ Partie V, Appendice 3 : Répertoire des visites et des réunions du Conseil.

Réunions avec les représentants de gouvernements provinciaux

67. L'article 15(1) de la Loi oblige le Conseil à consulter le gouvernement de chaque province où il y a possibilité de proposer la création d'un district bilingue. C'est avec plaisir que nous avons observé cette ligne de conduite avisée et, en temps voulu, nous avons eu rendez-vous avec des porte-parole des dix provinces. Dans certains cas, c'est le Premier ministre qui nous recevait; ailleurs, il déléguait cette mission à un ou deux de ses ministres qui, accompagnés de leurs conseillers, s'entretenaient avec le groupe de membres du Conseil et notre personnel. Nous avons toujours été l'objet d'une grande hospitalité et nous voudrions profiter de cette occasion pour remercier les gouvernements provinciaux de leur cordialité ainsi que de leurs commentaires et de leurs conseils si profitables.

68. Bien que le degré d'intérêt et l'attitude envers les districts bilingues varient beaucoup d'une province à l'autre, elles semblent toutes se préoccuper jusqu'à un certain point du bilinguisme. À l'exception du Nouveau-Brunswick qui, en 1969, s'est doté de sa propre Loi sur les langues officielles prévoyant des services bilingues, aucune province, au moment de notre visite, n'était prête à donner suite à l'article 15 de la Loi sur les langues officielles qui invite les gouvernements provinciaux à se joindre au pouvoir central en vue d'établir des districts bilingues provinciaux qui correspondraient aux districts bilingues fédéraux.

69. Quoique nous n'ayons guère relevé de différences d'attitude de la part des provinces à l'égard des districts bilingues, nous avons cru sentir, en général, une plus grande acceptation de la notion de deux langues officielles que lors de l'enquête menée en 1970 et en 1971 par le Premier Conseil. Plusieurs provinces reconnaissaient plus qu'auparavant la nécessité qu'il y a de fournir des services dans les deux langues officielles. Chacune d'elles était disposée à faire quelque chose, à sa propre façon, en faveur du groupe linguistique minoritaire. De fait, la plupart d'entre elles assurent déjà certains services dans la langue de la minorité.

70. Néanmoins, en ce qui a trait à l'idée des districts bilingues fédéraux, l'attitude des gouvernements provinciaux offre des différences considérables. Certains sont tout à fait favorables à l'établissement de ces districts; aussi, l'un d'eux a fait preuve, à l'égard de l'appui et du progrès de la minorité francophone, d'un enthousiasme qui dépassait les possibilités que nous avions de proposer des districts selon les normes statistiques inscrites dans la Loi; il regrettait que nous ne

puissions en recommander un plus grand nombre. Dans une autre province, le gouvernement s'est montré beaucoup mieux disposé qu'auparavant envers l'établissement de districts bilingues fédéraux; il désirait même voir augmenter les services bilingues parce que le flot de touristes francophones qui envahissaient la province avait nettement établi les avantages qu'en retirerait le commerce local. Dans une autre province, le gouvernement a exprimé une certaine inquiétude sur la façon dont on mettrait sur pied et l'on dispenserait les services fédéraux, mais il a réitéré sa confiance en une politique de bilinguisme et l'appui qu'il accordait à la création de districts bilingues fédéraux.

71. Deux autres provinces ont également souscrit au projet de mise en œuvre de districts et de services bilingues. Une autre encore a manifesté un nouvel intérêt à l'égard du bilinguisme et une compréhension agissante envers la minorité linguistique officielle.

72. Une province s'est opposée à la création de distincts bilingues fédéraux pour des raisons de principe et d'applicabilité. Elle considérait que les questions de langue étaient de son ressort exclusif et que l'établissement de districts bilingues, en favorisant l'expansion de la langue de la minorité, contribuerait à accroître la menace qui pesait sur la langue de la majorité de cette province.

73. Quatre provinces ont déclaré qu'il n'était pas nécessaire de créer des districts bilingues fédéraux en vertu de l'article 9(1) de la Loi puisque, selon elles, on pouvait assurer des services bilingues satisfaisants aux termes de l'article 9(2). L'une d'entre elles s'est guidée sur les frontières indiquées pour certaines régions par le Premier Conseil afin d'établir des priorités touchant la mise en route de ses propres services en français. En conséquence, au moment de notre visite, cette province offrait déjà bon nombre de services bilingues; elle préférait pourtant répondre aux besoins pratiques de services bilingues que de procéder à la création théorique de districts bilingues provinciaux.

74. Dans deux autres provinces, nous avons constaté que l'application d'une politique fédérale et provinciale en matière de pluriculturalisme avait contribué à réduire en partie l'antagonisme qui s'était déjà élevé contre le bilinguisme, ce qui favorisait l'expansion de services dans d'autres langues que celle de la majorité.

75. En résumé, nous avons remarqué que la plupart des gouvernements provinciaux avaient réservé un accueil plus favorable qu'auparavant à la reconnaissance de deux langues officielles au Canada et avaient manifesté une plus grande propension à accepter les services

fédéraux et à fournir au moins quelques services provinciaux dans la langue de la minorité linguistique officielle. Cependant, toutes les provinces n'étaient pas prêtes à approuver l'établissement de districts bilingues fédéraux ou provinciaux. Nous avons pourtant non pas la certitude mais au moins l'impression qu'un nombre croissant de Canadiens reconnaissent le principe fondamental de la Loi sur les langues officielles et la nécessité, en bien des endroits, d'assurer des services dans les deux langues officielles.

76. Au moins les provinces anglophones favorisaient l'élargissement de l'aide à l'enseignement de la langue de la minorité officielle. Évidemment, elles ont bien accueilli les fonds que l'État central a mis à leur disposition pour l'enseignement du français et certaines d'entre elles ont exprimé le désir de voir s'accroître ces ressources qu'elles consacraient à l'organisation de programmes d'étude de la langue de la minorité officielle à l'intention de leurs fonctionnaires.

77. Un certain nombre de provinces n'ont pas hésité à offrir d'autres commentaires. Certaines craignaient que la création de districts bilingues par le gouvernement fédéral ne réduise la possibilité d'emploi des résidents de la localité. L'une d'elles a demandé si la création de districts bilingues n'entraînerait pas le déménagement de bureaux fédéraux, ce qui provoquerait une diminution des services provinciaux. Une autre a signifié qu'elle voulait être consultée de nouveau avant l'établissement officiel des districts bilingues fédéraux. Enfin, une autre a prétendu que tout nouveau retard dans la création de districts bilingues fédéraux ne ferait que rendre plus difficile pour elle la capacité d'offrir des services dans la langue de la minorité.

78. Dans une province où l'attitude du nouveau gouvernement était plus favorable au bilinguisme que celle de son prédécesseur, on craignait toujours que les mots «bilinguisme» et «districts bilingues» ne soulèvent l'opposition de bien des résidents. On nous a suggéré de faire enlever ces termes de la Loi sur les langues officielles. Un autre gouvernement a proposé de faire modifier la Loi de façon à évaluer les groupes linguistiques minoritaires selon les statistiques de la langue d'usage plutôt que selon celles de la langue maternelle; il a ajouté que la Loi devrait également prévoir une population minoritaire minimum dans une région qu'on projetterait de déclarer district bilingue. Enfin, ce même gouvernement a exprimé l'avis que la politique fédérale concernant les services bilingues ne s'applique pas avec un bonheur égal à toutes les parties du pays et qu'on devrait l'adapter aux besoins de chaque région.

Avis des membres du Parlement canadien

79. La grande majorité des députés fédéraux ont accepté notre invitation de les rencontrer et ont montré un esprit favorable au bilinguisme, peut-être, en général, un peu plus dans le cas des représentants de l'Est que ceux de l'Ouest du pays. Toutefois, nous avons constaté qu'ils étaient tous fort au courant des problèmes des groupes linguistiques minoritaires. L'inquiétude et les réserves qu'ils ont souvent exprimées portaient sur l'application de la politique sur le bilinguisme et la possibilité d'erreurs de jugement qui pourraient soulever des conflits ethniques et linguistiques. En bref, ils ne s'opposaient pas à l'idée même du bilinguisme énoncé dans la Loi sur les langues officielles, mais ils étaient vraiment préoccupés par la manière dont on essaiera de la mettre en œuvre.

80. Lorsqu'ils ne s'entendaient pas sur les modalités propres à assurer des services bilingues, soit par la création de districts, soit par d'autres procédés administratifs, les divergences n'étaient pas en corrélation directe avec l'appartenance des députés à un groupe linguistique ou à un parti politique particulier ou à la région qu'ils représentaient. En réalité, nous avons été surpris de constater que, bien souvent, un parlementaire du groupe linguistique majoritaire se prononçait de façon plus vigoureuse en faveur des districts bilingues que son collègue appartenant lui-même à la minorité. De même, les différences d'attitude chez eux, à l'égard de la création de districts bilingues, ne correspondaient pas à des partis ou à des secteurs déterminés. Certains d'entre eux ont indiqué sans ambages qu'ils préféreraient l'adoption de districts bilingues parce que, selon eux, l'État fédéral pouvait assurer beaucoup plus efficacement des services bilingues en vertu de l'article 9(1) que de l'article 9(2) de la Loi sur les langues officielles. Pour d'autres, cependant, il valait mieux ne pas créer de districts bilingues parce que le fait de tracer des lignes sur une carte pour y délimiter des régions spéciales pourrait diviser les gens et provoquer des antagonismes en soulignant les différences ethniques et linguistiques.

81. Un certain nombre des députés fédéraux que nous avons rencontrés se sont montrés vraiment inquiets de la façon dont la création des districts bilingues pourrait influencer les emplois de la Fonction publique fédérale dans leur localité. À titre d'exemple, un député nous a rapporté que, dans son comté, il y avait soixante facteurs ruraux travaillant à forfait, que, si cette région était déclarée district bilingue, ces employés seraient sans doute obligés de parler les deux langues officielles, ce qui susciterait un problème insurmontable, dans certains cas, puisqu'environ la moitié d'entre eux étaient

unilingues francophones ou anglophones. Il se demandait si ces gens seraient à l'avenir inadmissibles à ce genre de postes. Dans l'affirmative, ce député prévoyait de sérieuses protestations dans son comté. Bon nombre de représentants fédéraux hésitaient à laisser entre les mains de la Fonction publique la solution de ces problèmes.

82. Bref, l'impression générale que nous avons rapportée de nos consultations avec les membres du Parlement fédéral ressemble sensiblement à celle que nous avons retenue de nos entrevues avec les représentants de gouvernements provinciaux. Tous se rendaient parfaitement compte de la nécessité qu'il y avait de fournir des services bilingues dans bien des régions du Canada et ils favorisaient, en général, la mise en œuvre de cette politique. Toutefois, la plupart d'entre eux ont insisté pour que ces services, assurés par les districts bilingues ou par d'autres moyens, soient mis en œuvre avec le plus de bon sens et le moins d'inconvénients possible pour le public.

Attitude manifestée par d'autres représentants du peuple

83. Nous n'avons guère remarqué de différences d'attitude chez les autres représentants du peuple que nous avons consultés, notamment les députés provinciaux et les délégués des autorités municipales ou scolaires. Ici encore, nous avons constaté un appui à peu près général à l'idée d'offrir les services publics dans les deux langues officielles du Canada partout où un besoin raisonnable s'en faisait sentir. Nous avons également été agréablement surpris de la reconnaissance générale des deux langues officielles au Canada ainsi que du sens de l'équité dont ces représentants ont fait preuve.

84. Nous n'avons rencontré d'opposition réelle au bilinguisme que dans les cas où la minorité linguistique officielle était inférieure en nombre aux autres minorités ethniques et linguistiques. Il est compréhensible qu'en pareille circonstance certains citoyens puissent trouver difficile de justifier l'opportunité des dispositions qui visent à accorder un statut égal aux deux groupes linguistiques officiels du Canada pendant que chez eux ils constituent eux-mêmes le groupe minoritaire le plus nombreux.

Consultations menées dans la Région de la Capitale nationale

85. Le Conseil a fait sa première visite dans la Région de la Capitale nationale; créé en vertu de l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles, c'est le seul

district bilingue en existence. Nous nous sommes entretenus avec le maire d'Ottawa, avec le président de la Commission de la Capitale nationale, avec le président de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et avec quelques-uns de leurs collaborateurs.

86. On nous a dit qu'il était possible d'améliorer les services bilingues à la condition de les établir doucement mais efficacement aux endroits où le public fait affaire avec les membres de l'administration, puis de les élargir avec prudence mais aussi avec constance jusqu'aux échelons supérieurs. On peut offrir des stages d'étude de la langue seconde officielle ou de la langue maternelle officielle que l'employé aurait pu oublier. On peut installer à un prix économique l'équipement nécessaire à l'interprétation simultanée et accroître la publication des brochures et des documents dans les deux langues officielles. On a ajouté que les pires difficultés étaient d'ordre théorique beaucoup plus que pratique. La clef du succès est de se hâter lentement et d'éviter de prononcer des déclarations de principe ou de publier des échéanciers qui pourraient provoquer toutes sortes d'objections.

87. À Ottawa, nous avons aussi rencontré le Commissaire aux langues officielles entouré d'un certain nombre de ses adjoints. Nous croyions que le Conseil pourrait profiter de l'expérience et des connaissances acquises par les gens qui étaient chargés d'appliquer la Loi, mais il s'est trouvé que le Commissaire et son personnel-cadre en attendaient autant du Conseil. Comme on l'a constaté, chacun des deux groupes cherchait, en particulier, à définir, de façon satisfaisante, les expressions «bureaux principaux» et «demande importante» qui paraissent à l'article 9(1) et 9(2) de la Loi. Malgré tous nos efforts nous n'y avons pas réussi.

Préoccupations principales des groupes minoritaires

88. Une fois ces premières consultations menées à Ottawa, nous nous sommes rendus dans un bon nombre de grands et de petits centres de chacune des provinces du Canada. Nous désirions surtout constater les besoins en matière de services bilingues fédéraux et le degré selon lequel ils étaient déjà assurés.

89. Au cours d'entrevues que nous avons eues avec des particuliers dans leur propre localité, nous avons reçu un certain nombre de plaintes spontanées sur des sujets qui ne sont pas de notre ressort. C'est probablement parce que la Loi sur les langues officielles et l'objet des districts bilingues ne sont pas suffisamment compris. Néanmoins il reste que les résidents de régions

éloignées, souvent de régions pas si éloignées que cela, accumulent des questions et des griefs qui, à leurs yeux, ont beaucoup d'importance et dont ils veulent faire part à tous ceux qui sont mêlés de quelque façon que ce soit au gouvernement. Même si nombre d'entre elles ne relèvent pas de notre juridiction, nous croyons de notre devoir de les rapporter, surtout si elles sont reliées à des problèmes d'ordre linguistique.

90. Bien des groupes de la minorité linguistique officielle que nous avons rencontrés, en particulier dans les régions rurales, s'inquiètent sérieusement de voir que les jeunes gens ont tendance à quitter leur milieu et à s'établir dans les centres urbains où ils perdent leur langue maternelle. Ils attribuent souvent cette tendance au manque d'emplois et de moyens de formation, ainsi qu'à l'insuffisance de services importants, chez eux, dans leur propre langue. De toute évidence, les minorités linguistiques s'intéressent tout autant à assurer aux jeunes des programmes d'étude, de radio et de télévision dans leur langue maternelle qu'à leur obtenir du travail.

(1) L'éducation

91. Bien que, ces derniers temps, un certain nombre de provinces aient réalisé des progrès dans l'enseignement du français, on nous a souvent souligné le besoin de faire plus et mieux. Il nous fallait alors rappeler à nos interlocuteurs que l'éducation est une responsabilité provinciale, et leur promettre que nous tiendrions compte de leurs observations dans notre Rapport.

92. Nombre de Francophones aussi bien que d'Anglophones se sont plaints de la pauvreté de l'enseignement du français. On a également mentionné les subventions que le gouvernement fédéral accorde à l'enseignement du français. On nous a dit plus d'une fois que les ministères de l'éducation provinciaux qui reçoivent cet argent ne le distribuaient pas toujours selon les désirs des autorités scolaires locales, qu'il s'agisse d'améliorer les cours donnés aux Francophones ou d'enseigner le français aux Anglophones. On a également prétendu que l'un des obstacles au progrès de l'étude du français chez les Anglophones, dans quelques provinces, était que le français ne faisait plus partie des conditions d'admission aux universités. À la suite de ce changement, les élèves du cours secondaire ont cessé d'étudier le français.

(2) Les communications

93. Quant à la radio et à la télévision, nous avons remarqué que les efforts que la Société Radio-Canada a tentés pour fournir des émissions dans la langue de la minorité semblent s'être butés à des obstacles humaine-

ment insurmontables. Nous avons nous-mêmes constaté, au cours de quelques-unes de nos visites, que les conditions atmosphériques, géographiques ou topographiques se liguèrent parfois pour empêcher les programmes de radio et de télévision d'atteindre de façon satisfaisante les localités auxquelles ils étaient destinés. Toutefois, ce malheur n'est pas général. Ajoutons que dans les endroits où la minorité peut suivre des émissions dans sa langue, on en apprécie toute la valeur et l'on note une certaine amélioration de la qualité du langage, surtout chez les enfants qui profitent beaucoup de ces programmes d'expression très soignée.

94. Tous les membres du Conseil ont la ferme conviction que l'enseignement dans la langue de la minorité à tous les niveaux—élémentaire, secondaire et post-secondaire—est essentiel à l'épanouissement de cette minorité. La radio et la télévision sont, pour elle, des instruments presque aussi nécessaires de survie et de progrès.

(3) L'emploi

95. L'autre question que les groupes minoritaires francophones ou anglophones ont fréquemment soulevée a été l'accès aux emplois de la Fonction publique. On nous a dit en maints endroits que les candidats appartenant au groupe minoritaire français ou anglais n'avaient pas les mêmes chances que ceux qui font partie du groupe majoritaire. Nous ne pouvons ni confirmer ni contester l'exactitude de ces allégations; en effet, il n'était pas de notre ressort de faire enquête sur ce genre de plaintes. Qu'il nous soit tout de même permis de remarquer qu'une minorité quelconque se croit souvent victime de discrimination et qu'elle a parfois raison.

96. En revanche, des personnes appartenant à la majorité et occupant un emploi fédéral pensent que leur poste est menacé par l'adoption du bilinguisme dans la Fonction publique. Nous avons noté un changement d'attitude à cet égard à la suite de la déclaration du président du Conseil du Trésor en décembre 1972: «Bilinguisme dans la Fonction publique du Canada.» Cette explication a calmé les appréhensions de bon nombre de fonctionnaires; on leur assurait que l'expansion du bilinguisme dans la Fonction publique ne mettait aucunement leur emploi en danger et on soulignait que les changements voulus s'effectueraient graduellement sur une période d'au moins cinq ans.

Nécessité de services bilingues à tous les niveaux

97. Nous avons rapporté de nos rencontres la conviction que des services fédéraux bilingues sont essen-

tiels à tous les niveaux de l'administration gouvernementale. Pour être francs, nous ne croyons pas que le fait d'avoir des commis bilingues au comptoir des timbres du bureau de poste local suffit à assurer des services satisfaisants dans les deux langues officielles. Nous avons constaté qu'il faut bien des fois communiquer avec des employés de niveau plus élevé que celui de la réceptionniste. Par exemple, sur des questions aussi pratiques que la consultation de conseillers en main-d'œuvre, de l'impôt sur le revenu ou de l'assurance-chômage, il faut que la minorité puisse s'adresser dans sa propre langue à des fonctionnaires supérieurs lorsque le problème dépasse le stade initial. Pour être vraiment sérieux, les services bilingues devront, dans des limites raisonnables, être offerts à n'importe quel citoyen à tous les niveaux où il désire traiter avec le gouvernement.

98. Quelques fonctionnaires fédéraux nous ont dit que, dans leur localité, il n'y avait pas de demande de services dans la langue de la minorité. Cette constatation s'appuie sans doute sur l'expérience personnelle; elle est peut-être juste dans certains cas, par exemple lorsque les statistiques sur la langue d'usage indiquent que les membres du groupe minoritaire utilisent plus fréquemment la langue de la majorité.

99. Cependant, la minorité explique la situation d'une façon différente. Plusieurs nous ont dit qu'ils voudraient bien demander les services dans leur langue, mais qu'ils éprouvaient une certaine gêne à le faire. Ainsi, certains ont constaté par expérience que les sons de la langue minoritaire n'éveillaient aucun écho chez leurs interlocuteurs ou que, s'ils insistaient pour se faire servir dans leur langue, ils devaient attendre plus longtemps. D'autres éprouvent de l'embarras à parler leur langue en public ou bien craignent d'embêter le fonctionnaire qui ne les comprendrait pas. Enfin, dans de petits villages, quelques-uns nous ont déclaré hésiter à parler leur langue de peur de provoquer des dissensions publiques ou des récriminations personnelles.

100. La divergence d'opinion entre ces fonctionnaires et ces membres du groupe minoritaire en ce qui a trait à la demande de services bilingues repose, en partie, sur une notion différente des besoins. Il nous paraît évident que ce n'est pas en déclarant qu'il n'y a pas de demande, donc qu'il n'existe aucune nécessité de services bilingues dans des régions qui y ont droit, qu'on respectera le principe d'égalité des deux langues officielles. D'autre part, il paraît non moins évident que la minorité doit s'astreindre à parler sa langue dans ses rapports avec le gouvernement fédéral, sans quoi il n'y a pas de demande véritable.

101. Nous avons également relevé un phénomène si fréquent qu'il vaut la peine de l'ajouter au dossier. Lorsque nous révélions les statistiques sur les groupes linguistiques de la région visitée, la minorité française ou anglaise contestait souvent l'exactitude de nos chiffres. Encore là, il se peut qu'une minorité soit portée à croire qu'elle est plus forte que ne l'indique le recensement de Statistique Canada.

102. Nous avons aussi constaté sur place que même si le rapport du Premier Conseil consultatif des districts bilingues n'avait pas eu de suite et qu'on n'avait proclamé aucun district bilingue, un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux avaient élargi leurs services dans la langue de la minorité. Il est sûr que, dans bien des endroits, il y a eu une nette amélioration des services en français. Ce changement est sans aucun doute attribuable à toute une gamme de facteurs; si tant est que l'enquête du premier Conseil en est un, nous aurions là un exemple intéressant d'un rapport dont les recommandations sont officiellement restées lettre morte mais qui n'a pas été sans contribuer à améliorer les conditions existantes.

Écarts entre les services en anglais et en français

103. Enfin nos visites et nos consultations locales nous ont fait voir des écarts notoires entre les services fédéraux dispensés dans les deux langues officielles. Nous avons rarement sinon jamais reçu de plaintes ni observé de cas où la minorité du Québec, seule province dans laquelle elle est de langue anglaise, n'a pu jouir de services fédéraux en anglais. D'un autre côté, dans bien des localités où les Francophones sont en minorité, nous avons découvert et on nous a signalé de multiples exemples d'absence de services français dans les ministères et les organismes fédéraux ainsi que dans les sociétés de la Couronne.

Nécessité de critères différents

104. Ainsi, à nos yeux, il est clair que si l'on veut respecter les prescriptions de la Loi visant à assurer un traitement égal aux deux langues officielles dans des situations minoritaires semblables, il faut chercher à remédier à l'insuffisance actuelle des services en français. Ainsi, nous nous sommes rendu compte qu'il n'était peut-être pas possible d'appliquer exactement les mêmes critères en vue de déterminer les districts bilingues et de fournir des services bilingues dans toutes les parties du Canada. Étant donné qu'il y a pénurie dans un cas et suffisance dans l'autre, il semble manifeste que, pour en arriver à un statut égal et satis-

faire aux besoins existants, il faudra corriger cette disparité et assurer à la minorité francophone des services identiques à ceux que reçoit depuis toujours au Québec la minorité anglophone.

Refus d'établir des priorités

105. À cet égard, un porte-parole d'une association canadienne-française bien connue nous a laissé entendre qu'il serait peut-être plus réaliste et plus sage d'ajouter des priorités à nos propositions de districts bilingues. Ainsi, notre Rapport reconnaît la nécessité d'assurer des services dans la langue de la minorité anglaise ou française dans toutes les régions devant devenir des districts bilingues, mais aussi le fait que la création de districts bilingues serait plus urgente dans certains cas que dans d'autres, par exemple les régions où la minorité linguistique officielle est très nombreuse ou qui ont souffert jusqu'à ce jour d'une carence sérieuse de services dans la langue de la minorité. De la sorte, le gouvernement aurait à sa dispo-

sition une liste de priorités pour l'établissement de districts qui pourrait lui servir, surtout si le manque de fonctionnaires bilingues l'obligeait à procéder graduellement plutôt que globalement.

106. Cette idée nous a paru fort intéressante et nous nous sommes longtemps demandé s'il ne valait pas mieux énumérer les districts proposés selon un ordre de priorité. Cependant, nous en sommes venus à la conclusion qu'il serait difficile, et probablement injuste, de diviser les districts en différentes catégories selon un ordre rigide de préséance. Nous avons préféré transmettre notre appréciation de l'importance relative des districts proposés en décrivant le plus complètement possible, dans une introduction particulière à chacun d'entre eux, les raisons qui ont motivé notre décision. Nous avons cru également que la minorité habitant le district bilingue proposé se chargerait elle-même d'établir cette priorité et de faire reconnaître ce district grâce à l'ampleur de ses demandes portant sur des services bilingues dans sa propre langue.

Chapitre 5 — Appréciation critique de la situation

Début du travail

107. Pendant la période où quelques-uns d'entre nous effectuaient des visites, le Conseil tenait d'assez fréquentes réunions plénières à Ottawa.¹¹ Nous avons consacré la plus grande partie de notre temps à identifier les districts bilingues possibles et à examiner les problèmes fondamentaux qui serviraient à échafauder nos raisonnements.

108. À l'aide des statistiques du recensement de 1971 et des cartes qui, préparées par notre directeur de recherche, indiquaient les lieux habités par les groupes de la minorité linguistique officielle, le Conseil s'est appliqué à déterminer les territoires qui pourraient un jour devenir districts bilingues.

109. Nous avons constaté que même si le pourcentage des groupes linguistiques avait changé dans maintes localités, entre 1961 et 1971, les recommandations faites par le Premier Conseil consultatif des districts bilingues tenaient toujours. Au surplus, celui-ci avait proposé que le Deuxième Conseil, nommé après la parution des rapports du recensement de 1971, examine d'autres régions pour vérifier si elles n'étaient pas admissibles. C'est ce que nous avons fait et nous avons rapporté les résultats de notre étude dans la Partie II de notre Rapport.

Questions de fond complexes

110. Le Conseil a donc entrepris l'étude de quelques-unes des questions de fond qui se présentaient dans l'application de la Loi sur les langues officielles pour établir les limites géographiques des districts bilingues. Il nous est vite apparu que la tâche était beaucoup plus compliquée qu'on aurait pu l'imaginer à une lecture superficielle du texte de la Loi.

¹¹ Partie V, Appendice 3, Liste et dates des réunions plénières du Conseil.

(1) Nature d'un district bilingue

111. La première question que nous nous sommes posée portait sur la nature d'un district bilingue. Nous avions déjà précisé à notre satisfaction le caractère juridique d'un district bilingue;¹² restait à savoir si un district bilingue, en plus de ses frontières géographiques, ne devait pas revêtir une sorte d'identité sociale et culturelle.

112. Certains membres du Conseil étaient d'avis qu'un district bilingue constituait, en fait, une communauté ayant sa vie culturelle propre et que sa création devait aider la minorité d'une région à conserver et à développer son identité sociale. Sans donner notre assentiment unanime à tous les aspects de cette définition, nous avons tout de même reconnu que la Loi visait sûrement à ce que les districts bilingues servent à encourager la réalisation d'un statut égal des deux langues officielles au Canada et, partout où cela est possible, la mise sur pied de meilleurs services fédéraux offerts aux minorités linguistiques officielles, française ou anglaise, dans tout le pays.

113. Nos débats nous ont conduits à la constatation qu'un district bilingue aurait vraisemblablement trois fonctions à remplir. D'après la Loi, ce serait une région où les bureaux principaux offriraient des services fédéraux dans les deux langues officielles. De plus, puisque la création de services fournis dans la langue de la minorité contribuerait à affirmer son existence dans cette région, un district pourrait devenir ainsi un symbole qui encouragerait la minorité à se faire accepter et à obtenir des services supplémentaires de la part d'autres ordres de gouvernement.

(2) Acceptabilité de la norme de dix pour cent

114. Une autre question préliminaire a porté sur l'à-propos de la disposition de la Loi voulant qu'un groupe

¹² Paragraphe 6, p. 3 et paragraphes 44-46, pp. 8-9.

minoritaire de langue maternelle officielle doit atteindre au moins dix pour cent de la population d'une région pour qu'on puisse créer un district bilingue. Nous avons reçu, à cet égard, toutes sortes de commentaires au cours de nos rencontres avec des particuliers, avec des groupements et avec les représentants des gouvernements provinciaux. Certains avaient contesté l'utilité de recourir au critère de la langue maternelle pour déterminer le pourcentage minimum requis de la minorité, prétendant qu'il serait beaucoup plus réaliste de le calculer selon la langue d'usage. La plupart des porte-parole de la minorité préféraient le critère de la langue maternelle, mais certains trouvaient le dix pour cent beaucoup trop élevé parce qu'il excluait de petits groupes minoritaires qui avaient encore besoin de services dans leur propre langue. D'autres prétendaient, au contraire, que dix pour cent n'étaient pas suffisants et qu'il faudrait exiger en plus un nombre minimum absolu. Évidemment l'adoption de l'un de ces changements proposés modifierait la quantité des régions aptes à devenir districts bilingues.

115. Après avoir étudié pendant quelque temps ces suggestions, le Conseil a décidé qu'il serait peu avisé de proposer l'une quelconque de ces modifications à la Loi, soit de remplacer le critère de base de la langue maternelle par celui de la langue d'usage, soit d'augmenter ou de diminuer le minimum de dix pour cent, soit d'ajouter le critère d'un nombre minimum absolu pour la minorité.

116. Voici de quelle façon nous avons raisonné. En ce qui touche le premier point, nous n'avons pas pu voir comment nous pourrions recommander d'abandonner la langue maternelle en faveur de la langue d'usage pour arriver à la proportion de dix pour cent de la minorité sans proposer d'étendre la même règle à tous les autres articles de la Loi qui mentionnent le critère de la langue maternelle.

117. Pareille recommandation aurait une portée considérable puisque le critère de la langue maternelle constitue un principe fondamental et une norme de mesure de la Loi servant à calculer la taille de la majorité aussi bien que celle de la minorité locale. Les statistiques de base dont disposait le Conseil portaient également sur la langue maternelle et non sur la langue d'usage. Enfin, quelques membres du Conseil ont fait valoir qu'il ne serait pas à l'avantage de la minorité de passer du critère de la langue maternelle à celui de la langue d'usage puisque les chiffres sont moins élevés dans le second cas que dans le premier. Pour toutes ces

raisons, la plupart des membres du Conseil ont refusé d'accepter la première proposition d'amendement de la Loi.

118. Nous avons également décidé de rejeter le deuxième projet de modification voulant hausser ou baisser la proportion requise de dix pour cent. Nous avons agi de la sorte parce que nous avons cru que le Parlement du Canada devait avoir eu ses raisons de fixer ce chiffre; n'ayant aucune preuve à l'appui des arguments voulant changer cette proportion dans un sens ou dans l'autre, par exemple la réduire à deux pour cent ou l'augmenter à dix-huit ou vingt pour cent, nous ne pouvions guère proposer d'importantes modifications. Reconnaissant que tout chiffre est arbitraire, nous aurions pu suggérer une plus faible variation, soit huit ou douze pour cent; là encore, il nous a été impossible de justifier une proposition de ce genre.

119. Après mûre réflexion, nous n'avons pas non plus souscrit à la dernière suggestion d'ajouter à la Loi que le dix pour cent requis corresponde à un certain nombre minimum de gens de langue maternelle minoritaire.

120. Au début, nous avons cru qu'il serait peut-être souhaitable d'adopter un tel critère en vue d'éviter la création de districts comportant une très faible minorité, une population restreinte et très peu de services fédéraux. Toutefois, après avoir examiné le problème de plus près, nous en sommes venus à la conclusion que cette condition nouvelle imposerait de sérieux inconvénients à quelques régions rurales fort peu peuplées mais ayant quand même besoin de services bilingues.

121. Et puis, nous avons à faire face à une autre difficulté; si nous proposons cet amendement, il nous faudrait préciser un nombre minimum de personnes. Comment y arriver sans prendre une décision arbitraire et injuste pour certains groupements qui seraient exclus parce qu'ils n'atteindraient pas le total nécessaire. Au surplus, si nous demandions d'inscrire ce chiffre dans la Loi, il faudrait l'appliquer à tous les districts éventuels. À nos yeux, cette mesure ne serait pas judicieuse car la diversité des conditions qui existent dans les différentes parties du pays exige une certaine adaptation des critères. Bref, nous avons cru que l'addition d'une norme numérique ne ferait qu'accroître la rigidité de la Loi, tandis qu'il fallait user de souplesse. Voilà pourquoi nous nous sommes prononcés contre ce projet de modification.

122. Nous sommes restés fidèles à cette attitude durant notre travail. Nous n'avons pas appliqué de chiffre

minimum fixe soit à la minorité, soit au total de la population pour déterminer l'admissibilité d'un district. Nous avons plutôt identifié les régions qui comptaient une minorité d'au moins dix pour cent, puis nous avons décidé si, à la lumière des circonstances locales, il serait opportun de recommander d'en faire des districts bilingues.

(3) Qu'est-ce qu'un «bureau principal»?

123. En poursuivant son examen des questions de fond, le Conseil s'est buté à l'impossibilité d'interpréter, de façon satisfaisante, la partie de l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles où l'on voit qu'il incombe aux ministères, départements et organismes judiciaires, quasi-judiciaires ou administratifs ou aux corporations de la Couronne de veiller à ce que, en chacun de leurs bureaux principaux ouverts dans un district bilingue le public puisse obtenir leurs services et communiquer avec eux dans les deux langues officielles. Nous avons passé bien des heures à essayer de préciser ce qu'est un «bureau principal». De toute évidence nous n'étions pas les seuls dans cette galère, car nous avons découvert que le Commissaire aux langues officielles, des fonctionnaires de divers ministères et un juriste du gouvernement éprouvaient la même difficulté à cerner ce problème et à trouver une solution acceptable.

124. La Loi ne définit pas ce qu'est un bureau principal; cette appellation ne correspond à aucun niveau ni à aucun genre d'activité particulière dans la Fonction publique. Apparemment, un siège social ou un bureau central n'en font pas partie puisque l'article 9(1) en fait une mention spéciale; toutefois il y a lieu de croire qu'un bureau principal peut être tout autre genre d'établissement, notamment les bureaux régionaux, locaux ou municipaux, voire des ateliers, des entrepôts, des laboratoires ou toute autre installation fédérale. Ils peuvent servir directement le public ou en être fort éloignés et ne s'occuper que de gestion interne.

125. Du reste, il n'est pas sûr que l'expression «bureau principal» s'applique à l'échelon le plus élevé de la hiérarchie administrative de chaque ministère ou organisme de l'État fédéral dans les districts bilingues ou seulement aux paliers les plus occupés et les plus importants en matière de services au public. Une interprétation dans un sens ou dans l'autre peut comporter une différence considérable pour les citoyens. Lorsque les services publics sont décentralisés pour répondre aux besoins de la population, les bureaux régionaux principaux deviennent des centres de coordination par rapport aux bureaux locaux et n'ont que peu ou pas de

contacts directs avec le public. Les citoyens qui veulent communiquer dans leur langue avec des fonctionnaires à un niveau inférieur de la chaîne administrative seront sans doute déçus lorsqu'ils découvriront que le bureau le plus élevé et peut-être le plus éloigné dans un district bilingue est le seul qui soit tenu d'offrir des services dans les deux langues officielles.

126. Le Conseil s'est pourtant rendu compte que l'ambiguïté de l'expression n'était pas sans comporter d'avantages, notamment une souplesse et une adaptabilité plus grandes lorsqu'on en vient à appliquer cet article de la Loi aux différentes situations qui prévalent dans les diverses parties du Canada. Certes, nous n'y retrouvons pas la rigidité qui ressort, par exemple, de la définition de certains droits linguistiques en Belgique.

127. Toutefois, nous n'en continuons pas moins de souhaiter trouver au moins une définition pratique de cette expression. Nous y avons travaillé en vain. On nous a un jour proposé d'entendre par là tous bureaux qui servent au gouvernement fédéral à communiquer avec le public sur tous les sujets et à tous les niveaux administratifs. Néanmoins le Conseil a décidé que cette interprétation était trop générale et qu'elle imposerait à l'État une obligation trop onéreuse.

128. Après moult débats et mûre réflexion, nous avons conclu que, même si nous n'arrivions pas à trouver une définition satisfaisante, nous serions bien avisés de proposer d'interpréter le sens de «bureau principal» d'une façon non pas à confiner les services bilingues à quelque établissement supérieur, très éloigné du public, mais, au contraire, à les dispenser, selon les besoins et avec jugement, dans tous les bureaux qui traitent avec le public dans les districts bilingues. Il s'agit là d'une notion relative qu'il faut entendre, à notre avis, dans un sens large à l'avantage du public qui habite un district bilingue ou qui demeure à l'extérieur mais vient y chercher les services dont il a besoin.

(4) La taille des districts

129. L'importance de la définition des bureaux principaux nous est surtout apparue lorsqu'il nous a fallu déterminer si un district bilingue devait comprendre une grande ou une petite région géographique.

130. De toute évidence, un district bilingue étendu pourrait mieux desservir un groupe linguistique minoritaire, car il renfermerait probablement un plus grand nombre de services fédéraux. S'il réunissait en outre

le gros de la minorité de la région, celle-ci en tirerait sans aucun doute un sentiment accru de cohésion et d'acceptation. En revanche, si le territoire est si vaste qu'il contient un grand nombre de services fédéraux, la minorité se trouverait peut-être moins bien servie dans sa propre langue; en effet, aux termes de l'article 9(1), on pourrait se contenter d'un seul bureau pour chaque organisme chargé de dispenser les services dans la langue du groupe minoritaire dans cette région.

131. D'autre part, un district bilingue restreint ne comptera guère de bureaux fédéraux et il sera peut-être plus facile d'y déterminer un bureau principal. Supposons le cas extrême où la région serait si petite qu'elle ne comporterait qu'un bureau d'un organisme fédéral; ce ne pourrait être que le bureau principal de l'organisme dans le district. Peu importe la taille du district, les services dispensés par le bureau désigné seront peut-être fort limités, du genre de ceux que fournit un bureau de poste local par exemple. En pareille circonstance, nous aurions cru aller à l'encontre du but réel de la Loi si nous avions proposé d'en faire un district bilingue. Par ailleurs, la prolifération de petits districts entraînerait ce que nous avons souvent comparé en plaisantant à «une éruption de rougeole», à cause des points rouges qui se multiplieraient sur la carte du pays.

132. Si donc nous hésitons à proposer la création d'une multitude de districts minuscules, nous nous sommes aussi rendu compte que l'établissement de très vastes districts n'était pas sans comporter ses problèmes. En plus de l'argument voulant que, dans les grands districts, on pourrait désigner moins de bureaux principaux qu'il ne serait souhaitable, nous avons découvert qu'ils comportaient encore plusieurs autres inconvénients.

133. D'abord, si l'on voulait inclure tous les résidents de la minorité linguistique officielle dispersés sur un vaste territoire, il faudrait souvent y faire entrer des groupes appartenant à d'autres minorités que les Francophones et les Anglophones. Plusieurs porte-parole de gouvernements et bien des groupements locaux nous ont maintes fois prévenus que le fait d'encercler ces gens dans un district bilingue pourrait soulever chez eux une résistance considérable et provoquer de la dissension dans la région.

134. En second lieu, les représentants d'au moins deux gouvernements provinciaux et d'autres personnes nous ont dit que nous serions mal avisés de proposer des districts bilingues qui sembleraient trop vastes et de forme irrégulière, donnant l'impression qu'on en

avait étiré les limites de façon plutôt artificielle pour y faire entrer des éléments minoritaires épars.

135. En troisième lieu, tandis que certains membres de la minorité se prononçaient en faveur d'une région plus vaste qui, selon eux, rendrait leur existence plus manifeste, d'autres s'y opposaient sous prétexte que, dans un grand district, ils pourraient perdre quelques services qui existent déjà dans leur communauté; ils craignaient que le gouvernement fédéral ne déplace quelques-uns de ses bureaux locaux vers un centre plus populeux dans un district bilingue plus vaste qu'on viendrait de proclamer.

Possibilité du chevauchement interprovincial des districts

136. Au milieu de nos débats sur la taille voulue d'un district bilingue, une autre question a surgi. Nous nous sommes demandé si un district devait constituer une entité à l'intérieur d'une province ou s'il pouvait chevaucher sur les frontières de deux provinces ou plus.

137. On nous a rappelé que les limites géographiques comme les frontières provinciales coïncidaient rarement ou jamais avec les bornes de l'atlas linguistique. En conséquence, il valait peut-être mieux proposer des districts bilingues correspondant aux périmètres des zones linguistiques plutôt qu'aux lignes de démarcation des régions politiques que sont les provinces.

138. On nous a présenté une illustration qui n'a pas réussi à retenir nos suffrages. On nous a fait voir que plus de 96 pour cent de tous les Francophones et la presque totalité des Anglophones vivant en situation de minorité habitaient l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick. Ainsi, en théorie, pour fournir des services bilingues à presque tous les membres des deux minorités linguistiques au Canada on n'aurait qu'à recommander la conversion de toute cette région en un seul district bilingue qui serait d'une taille gigantesque puisqu'il comprendrait les trois provinces.

139. Ce district resterait immense même si l'on ne recommandait qu'une partie de ce territoire, par exemple le secteur en forme de croissant qui s'étend de Sudbury, Ontario, à Moncton, Nouveau-Brunswick et qu'on appelle souvent la « zone bilingue » parce qu'elle renferme la plus forte concentration des deux minorités. À la lumière de la réaction défavorable qui a accueilli, dans quelques milieux, le rapport du Premier Conseil consultatif des districts bilingues, qui proposait de déclarer toute la province de Québec district bilingue, nous avons raison de douter de l'opportunité d'inclure

la totalité ou une grande partie du territoire québécois dans un district bilingue.

140. Au surplus, il nous paraissait difficile de choisir une vaste région où, dans bien des endroits, par suite de l'unilinguisme de la population francophone ou anglophone, il n'était peu ou point nécessaire d'assurer des services bilingues fédéraux. C'est ainsi que nous avons décidé de rejeter cette solution. Le fait que le Conseil du Trésor prévoit déjà des mesures pour fournir les services bilingues requis dans ce grand territoire nous porte à croire que nous n'avons pas fait fausse route.

141. Dans deux cas nous avons envisagé la possibilité de recommander un district bilingue interprovincial. Le premier s'est présenté à Labrador-Ouest que nous aurions pu joindre à une partie voisine du Québec. Dans le deuxième cas, nous avons la possibilité d'amalgamer dans un seul district bilingue une lisière du Manitoba et de la Saskatchewan.

142. Cependant, bien que les gouvernements provinciaux que nous avons consultés sur ce point n'aient soulevé aucune objection à ce genre de combinaison, le Conseil, à y réfléchir, a décidé que les inconvénients de cette solution l'emportaient sur les avantages possibles. Par exemple, les gens qui habitent un district bilingue composé de parties contiguës de deux provinces n'ont peut-être pas beaucoup d'intérêts en commun ou ne sentent peut-être pas qu'ils appartiennent au même secteur administratif. En outre, les bureaux fédéraux qui sont situés dans ces endroits ou qui les desservent n'ont peut-être entre eux aucun lien administratif. Enfin, étant donné que la Loi sur les langues officielles prévoit la possibilité d'une collaboration entre les gouvernements provinciaux et fédéral aux fins d'établir des districts bilingues fédéraux qui correspondraient aux districts bilingues provinciaux, il nous a semblé qu'un district bilingue réunissant des portions de deux provinces pourrait compliquer les négociations qui, de bipartites, deviendraient tripartites.

La solution finlandaise

143. Pour déterminer la taille des districts bilingues, on nous a suggéré d'adopter un système qui se rapprocherait de la méthode utilisée en Finlande en vue de convertir certaines concentrations urbaines en districts bilingues.

144. La Finlande adopte l'unité administrative locale comme territoire dans lequel elle doit fournir des services bilingues à la majorité de langue finlandaise et à la minorité d'expression suédoise. Cette unité, qui s'appelle commune, est désignée district bilingue si elle réunit

une minorité linguistique d'au moins dix pour cent de la population totale ou au moins 5,000 personnes. Faute de répondre à ces exigences, la commune reste unilingue finlandaise ou suédoise selon la majorité. Pour fins administratives, on peut grouper une ou plusieurs communes en un district unilingue si elles sont toutes de même expression. En revanche, si les communes constituantes sont bilingues ou sont de langues différentes, on considère le district administratif comme bilingue. En Finlande, on utilise le même système pour les districts scolaires.¹³

145. Le Conseil a constaté qu'il y aurait un certain nombre d'avantages à appliquer la méthode finlandaise au Canada. En plus de régler le problème de la taille des districts, celle-ci permettrait de trancher quelques autres difficultés. Si certaines concentrations urbaines devenaient districts bilingues, nombre de services fédéraux en feraient automatiquement partie, car ils sont pour la plupart déjà situés dans les grands centres. Les districts correspondraient à des entités existantes et bien connues et la population s'y identifierait sans peine. En outre, les districts urbains s'adapteraient fort bien aux structures juridiques, éducatives et administratives des provinces qui empruntent souvent les cadres d'une municipalité. Cet accommodement pourrait encourager les provinces à instaurer leurs propres services bilingues.

146. Il y aurait ainsi d'un bout à l'autre du Canada une série de districts bilingues semblables dont la souplesse permettrait de suivre la tendance vers une urbanisation croissante. Enfin, cette disposition viendrait renforcer les groupes minoritaires dans les centres urbains où les recherches révèlent que, même si le pourcentage de la minorité est plutôt faible, le taux de conservation de la langue est inférieur à celui des zones rurales.

147. Nous avons donc trouvé que le plan finlandais comportait toutes sortes d'attraits mais, après une étude plus approfondie nous avons découvert suffisamment d'objections pour n'en pas recommander l'adoption au Canada. En effet, cette idée ne pouvait pas s'appliquer de façon uniforme à travers tout le pays parce que les municipalités n'ont pas toutes la même constitution. Par exemple, dans les Prairies, on en compte six sortes différentes. Il y a cette autre difficulté que, les municipalités étant créées par les provinces, les frontières des districts bilingues qui s'y conformeraient en feraient des régions d'administration provinciale beaucoup plus que fédérale.

¹³ Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Volume I, *Les Langues officielles*, op. cit. pp. 75-77.

148. Au surplus, ce plan pourrait empêcher, en certains endroits, d'appliquer l'article 9(1) à tous les services fédéraux offerts aujourd'hui ou demain dans ces territoires ruraux. Enfin, ce qui est un inconvénient encore plus sérieux, le nombre des villes au Canada où la majorité linguistique officielle atteint dix pour cent de la population locale n'est pas très grand.

149. Le Canada diffère de la Finlande; les groupes minoritaires francophones sont chez nous dispersés d'un bout à l'autre du pays; en Finlande, la minorité a tendance à se concentrer dans quelques communes côtières. Nous en sommes donc venus à la conclusion qu'il n'était pas souhaitable d'essayer d'appliquer le modèle finlandais au Canada.

150. En reprenant nos réflexions sur la taille des districts, nous avons constaté qu'il nous était impossible d'en arriver à un principe général servant à déterminer l'étendue géographique optimum d'un district bilingue. Nous avons cru plus sage d'examiner chaque cas en particulier et de ne proposer la création d'un district qu'après avoir tenu compte de tous les facteurs en cause, y compris l'importance des dimensions qu'il peut avoir.

151. Nous avons continué de croire que le principal critère applicable à la création d'un district bilingue devait être la nécessité d'assurer des services fédéraux bilingues dans les régions qui répondent aux exigences de la Loi. Toutefois nous n'avons pas perdu de vue l'importance qu'il y avait de proposer des districts qui collent aux réalités du bon sens administratif et des relations humaines, surtout lorsque la création de ces districts était de nature à encourager la vie communautaire d'une minorité linguistique officielle.

(5) Recours exclusif à l'article 9(2)

152. Si l'objet principal de la Loi est de fournir des services bilingues, on peut se demander s'il n'y aurait pas d'autres moyens d'y parvenir que les districts bilingues. Le Commissaire aux langues officielles est l'un de ceux qui ont proposé d'autres façons de procéder. Dans son Deuxième rapport annuel au Parlement, déposé en 1973, il analyse les avantages et les inconvénients qu'il y aurait à assurer des services fédéraux bilingues en créant des districts en vertu de l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles ou en invoquant plutôt l'article 9(2) qui demande au gouvernement fédéral, dans certaines circonstances, de fournir des services bilingues dans des régions qui ne font pas

partie de districts bilingues.¹⁴ Dans son Hypothèse B, le Commissaire prétend que l'article 9(2) réussirait mieux, en général, à assurer des services bilingues que l'article 9(1) et que, par conséquent, en dehors de la Capitale nationale, on n'a peut-être pas besoin de cette institution.¹⁵

153. Nous ne sommes pas sûrs que l'article 9(2) ait toute l'efficacité que le Commissaire et d'autres personnes veulent bien lui prêter. Le Conseil s'est longuement penché sur ce paragraphe de la Loi afin d'en bien saisir toute l'utilité qui, en fait, repose sur l'interprétation des expressions «dans la mesure où il leur est possible de le faire» et «lorsqu'il y a demande importante». Étant donné la portée de ce texte, il serait utile de le reproduire ici en entier:

9(2) Tout ministère, département, et organisme du gouvernement du Canada et tout organisme judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif ou toute corporation de la Couronne créés en vertu d'une loi du Parlement du Canada ont, en sus du devoir que leur impose le paragraphe (1), mais sans y déroger, le devoir de veiller, dans la mesure où il leur est possible de le faire, à ce que le public, dans des endroits autres que ceux mentionnés dans ce paragraphe, lorsqu'il y a de sa part demande importante, puisse communiquer avec eux et obtenir leurs services dans les deux langues officielles.

154. De toute évidence, l'article 9(2) vient compléter l'article 9(1) qui impose au gouvernement fédéral l'obligation de fournir des services bilingues dans les deux langues officielles dans la Région de la Capitale nationale et au lieu du siège ou bureau central de ses organismes au Canada et en chacun de ses bureaux principaux ouverts dans les districts bilingues. Bien sûr, s'il n'y avait qu'un petit nombre de districts, on pourrait s'attendre à ce que le gouvernement fédéral assure la plupart des services bilingues aux termes de l'article 9(2). En fait, si le gouvernement fédéral adoptait l'Hypothèse B du Commissaire, tous les services bilingues qu'il aurait à dispenser relèveraient de l'article 9(2).

155. Toutefois, le Commissaire reconnaît lui-même dans son rapport que, pour être utile, son hypothèse exige quatre conditions. C'est la quatrième qui, selon nous, fait obstacle à l'application générale de cette idée. Elle mentionne en effet que «le gouvernement expliquerait aux dirigeants fédéraux, à tous les échelons, selon quelles valeurs il souhaite voir mesurer la 'demande importante' et le caractère 'possible' des services bilingues». Lui aussi trouve que le texte est plutôt «vague».

¹⁴ Commissaire aux langues officielles, *Deuxième rapport annuel* 1971-1972, Ottawa, Information Canada, 1973, pp. 33-40.

¹⁵ *Ibid.*, pp. 39-40, voir les arguments invoqués.

156. Nous sommes d'accord avec le Commissaire lorsqu'il croit en la nécessité d'une direction de la part du gouvernement et qu'il constate l'imprécision des expressions précitées. Nous avons déjà dit que le manque de rigueur de ce texte peut avoir l'avantage d'assouplir l'application de la Loi et de permettre ainsi aux ministères et aux organismes de répartir les services bilingues selon les exigences et les demandes locales; nous n'en partageons pas moins l'inquiétude du Commissaire à cet égard. Le gouvernement n'a pas défini les termes à l'intention des gestionnaires fédéraux à tous les échelons comme le proposait le Commissaire; de la sorte, les mots peuvent bien se révéler vides de sens et les services bilingues continuer d'être insuffisants et inégaux dans beaucoup d'endroits.

157. Pour parer à cette éventualité, le Commissaire pense que le gouvernement serait bien avisé d'enjoindre à ses administrateurs publics «d'interpréter ces deux normes dans l'optique du bon sens, de la générosité et de l'imagination.» Puisqu'aucune mesure de ce genre n'a encore été adoptée, nous n'avons pas cru opportun de nous fier au seul article 9(2) et à la seule discrétion des fonctionnaires pour assurer les services bilingues.

158. Compte tenu de cette situation et du fait que, malgré tous nos efforts, nous n'avons pas réussi à trouver une définition acceptable des termes «possible» et «demande importante», nous n'avons pas accepté que l'article 9(2) puisse remplacer l'article 9(1) comme le propose le Commissaire dans son Hypothèse B. Nous continuons de favoriser la création d'un certain nombre de districts bilingues. Toutefois, nous prévoyons qu'à l'occasion on pourrait recourir à l'article 9(2) soit à titre d'alternative, soit à titre de supplément à l'article 9(1); en temps et lieu, nous indiquerons les façons dont on appliquerait à cette fin l'article 9(2).

(6) Justification des districts bilingues

159. En supputant les avantages qu'il y aurait à assurer des services bilingues en vertu de l'article 9(1) plutôt que par le truchement de dispositions administratives aux termes de l'article 9(2), le Commissaire énumère huit raisons qui motivent l'existence de districts bilingues.¹⁶

160. Si l'on résume ses arguments dans un ordre quelque peu différent, on relève que «les districts bilingues conféreraient une solide assise juridique à la langue officielle minoritaire», évitant ainsi le danger que l'article 9(2) ne permette «aux directions locales de

donner libre cours à leur fantaisie en interprétant de façon incohérente, ou même restrictive» les notions de «demande importante» et de «possible» qu'il énonce. Le Commissaire remarque également que «la création de districts constitue aux yeux des collectivités linguistiques isolées une reconnaissance symbolique éclatante du statut égal des deux langues à l'échelle du Canada.» Il ajoute que «les districts peuvent sensibiliser les groupes linguistiques majoritaires locaux aux droits de la minorité et peut-être encourager les provinces et les municipalités à créer leurs propres districts bilingues ou à offrir des services dans les deux langues.» Les districts pourraient également inciter les administrateurs fédéraux à offrir des services bilingues dans certaines régions et ils permettraient «d'améliorer pour un plus grand nombre de fonctionnaires fédéraux de langue officielle minoritaire les possibilités qu'ils auraient de travailler dans leur langue maternelle» sans porter atteinte aux droits des employés. Et le Commissaire d'enchaîner: «L'étalon de 10 p. 100 qui doit servir à définir les districts... apparaît au public comme une norme simple et raisonnable, bien qu'arbitraire, pour motiver la prestation de services bilingues... en même temps qu'il constitue, aux yeux des administrateurs, une sorte de masse critique plausible pour justifier ces services supplémentaires.» Enfin, il fait valoir que «la création des districts clarifierait, tout en le consacrant, le devoir qui lui incombe de protéger les droits linguistiques à l'intérieur de 'bastions' nettement délimités».

161. Animé par le désir d'apporter au Commissaire toute l'aide possible dans sa mission de protéger les droits linguistiques officiels au Canada, le Conseil croit qu'à lui seul le dernier argument constitue une justification suffisante de la création de districts bilingues. Toutefois, cela n'infirme en rien la valeur des autres motifs que le Commissaire avance.

162. Nous lui sommes reconnaissants d'avoir si bien présenté le cas des districts bilingues et nous voudrions ajouter un autre point qu'il n'a pas mentionné. Si l'article 9(2) suffisait à lui seul à assurer de façon satisfaisante des services bilingues, le problème devrait aujourd'hui être réglé puisque cet article est en vigueur depuis l'adoption de la Loi en 1969. Ainsi, en 1975, il s'est écoulé une période de six ans au cours de laquelle on aurait pu fournir des services bilingues. Et pourtant, de l'aveu même du Commissaire, on n'en est pas là. Nous pouvons confirmer le sentiment du Commissaire parce que, durant notre enquête, nous avons relevé un certain nombre d'endroits où le français brillait par son absence dans les services fédéraux. En conséquence, la nécessité d'un certain nombre de districts bilingues ne semble pas avoir disparu.

¹⁶ *Ibid.*, pp. 34-37.

(7) Projets du Conseil du Trésor

163. Nous savons que bien des ministères et des organismes fédéraux ont déjà appliqué l'article 9(2), car ils dispensent des services bilingues dans un certain nombre de leurs bureaux en différents endroits du Canada où ces services paraissent nécessaires. Mais nous sommes également au fait que certaines institutions fédérales ont agi de la sorte en prévision de la création de districts bilingues dans ces régions. Dans d'autres cas, ils l'ont fait sur l'incitation du Commissaire aux langues officielles. Nous constatons que le Conseil du Trésor est très conscient du besoin qu'il y a de fournir des services bilingues dans bien des localités et qu'il a mis tous les efforts voulus à essayer d'y subvenir. Il a mené une enquête minutieuse et approfondie en vue d'identifier à la fois les régions et les bureaux où la minorité linguistique officielle pourrait compter sur des services dans sa propre langue. Afin de doter ces bureaux de personnel qualifié, il a également tenté d'indiquer quelles étaient, à tous les niveaux, les exigences des postes et de mesurer les capacités linguistiques des fonctionnaires en cause.

164. Nous avons pris connaissance des initiatives du Conseil du Trésor à cet égard; nous avons en particulier étudié plusieurs documents. Le premier a été la déclaration du président du Conseil du Trésor qui énonçait les principes et traçait les plans de mise en œuvre de la politique de bilinguisme dans certaines régions. Le deuxième était un guide énorme qui expose la politique du Conseil du Trésor; le troisième et le quatrième indiquaient les lignes directrices que le Conseil du Trésor entend suivre en ce qui a trait aux exigences linguistiques des postes à remplir.¹⁷ Nous avons également consulté plusieurs hauts fonctionnaires du Conseil du Trésor qui avaient pour tâche de planifier et de mener l'enquête ainsi que de déterminer les lignes directrices. Au surplus, avant de connaître les projets fort avancés du Conseil du Trésor, nous avons nous-mêmes mis en marche une modeste étude visant à découvrir les endroits où le gouvernement fédéral offrait déjà des services bilingues.

165. Les efforts qu'a tentés le Conseil du Trésor en vue de propager les services bilingues nous ont fort impressionnés. Quelques-uns de nos membres se dirent d'avis que si le Conseil du Trésor accordait autant de soin à appliquer ses programmes qu'il en avait mis à

les concevoir, le besoin de districts bilingues s'imposerait beaucoup moins dans certaines localités. Ils prétendaient que les lignes directrices du Conseil du Trésor prévoyaient la prestation de services bilingues, au besoin, dans les régions où l'usage des deux langues officielles était déjà répandu. En pratique, ce territoire incluait la Région de la Capitale nationale, certaines parties du Québec, y compris Montréal, le nord et l'est de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, soit la «zone bilingue» allant de Sudbury à Moncton.

166. Ces collègues ajoutaient que le Conseil du Trésor ayant prévu que la Fonction publique assurerait des services bilingues de direction centralisée dans les régions du Nouveau-Brunswick, du Québec et de l'Ontario où il y a une concentration des deux groupes linguistiques officiels, il se pourrait que les services bilingues fournis dans ces endroits soient plus étendus que dans les districts bilingues où ils se borneraient à une présence aux guichets. Les fonctionnaires du Conseil du Trésor ont indiqué qu'ils voulaient étendre ces services de direction centralisée à d'autres régions où l'on créerait des districts bilingues.

167. En principe nos confrères favorisaient l'accroissement des services, mais, selon eux, si l'on fournissait des services bilingues de direction dans un grand nombre de districts bilingues plutôt restreints, éparpillés à travers le pays, on arriverait de la sorte à créer une lourde superstructure de capacités bilingues qui se révélerait beaucoup trop onéreuse. C'est pourquoi ils préféreraient qu'on accorde un peu moins d'importance à l'établissement des districts bilingues en vertu de l'article 9(1) et qu'on fasse davantage confiance à la façon du Conseil du Trésor de fournir des services bilingues aux termes de l'article 9(2) dans ce qu'on est convenu d'appeler la «zone bilingue». Toutefois, la majorité de nos membres en vint à la conclusion que, sans contester la valeur de la politique du Conseil du Trésor, celle-ci ne suffisait pas à elle seule à répondre à tous les besoins et que, pour les raisons déjà mentionnées,¹⁸ la nécessité de districts bilingues existait toujours.

(8) Le problème des grands centres urbains

168. Lorsque nous en sommes venus à localiser sur la carte les régions aptes à devenir des districts bilingues en vertu de la Loi, nous avons éprouvé deux difficultés.

169. D'abord, la plupart des groupes de la minorité linguistique officielle qui comptaient dix pour cent ou

¹⁷ Ces documents s'intitulent: L'hon. C. M. Drury, *Bilinguisme dans la Fonction publique du Canada*, déclaration du président du Conseil du Trésor, 14 décembre 1972; le *Manuel de l'organisation administrative des langues officielles*, Volumes 1 et 2, Conseil du Trésor, 1973; la Circulaire du CT 1973-88, 29 juin 1973; et la Circulaire du CT 1973-97, 16 juillet 1973.

¹⁸ Paragraphes 159-162, p. 25.

plus de la population locale habitaient des régions rurales, entre autres, Labrador-Ouest, la Gaspésie, le nord de l'Ontario, et de vastes bandes des provinces des Prairies, où il n'existe guère de bureaux fédéraux en comparaison des centres urbains. Le Conseil pouvait proposer la création de districts bilingues dans les régions rurales qui rencontrent les conditions voulues, mais on peut se demander quel avantage il y aurait à le faire si l'on n'y trouve à peu près pas de services fédéraux.

170. En deuxième lieu, il y a un certain nombre de centres urbains qui sont peuplés de milliers de résidents appartenant à un groupe linguistique officiel minoritaire. Bien peu de ces agglomérations arrivent à satisfaire aux normes de districts bilingues puisque la minorité y atteint rarement le dix pour cent requis. Ce problème est particulièrement manifeste aux endroits où la minorité est francophone, par exemple à Toronto et à Vancouver. En 1971, dans le Toronto métropolitain, on dénombrait 37,250 personnes de langue maternelle française, ce qui ne faisait pourtant que 1.8 pour cent de la population totale. La même année, la division de recensement du Grand Vancouver réunissait 17,630 citoyens francophones qui ne constituaient néanmoins que 1.7 pour cent de la population de la région. Dans la grande majorité des agglomérations urbaines du Canada la minorité linguistique officielle n'atteint pas un pourcentage suffisant pour permettre l'établissement d'un district bilingue.

171. Toutes les capitales provinciales du pays se rangent dans la même catégorie; en 1971, aucune d'entre elles ne comptait une minorité linguistique officielle d'au moins dix pour cent. De fait, dans neuf de ces capitales, la minorité officielle ne dépassait pas quatre pour cent tandis que dans la dixième, elle arrivait à six pour cent. Et pourtant les capitales provinciales sont souvent dotées d'un grand nombre de services fédéraux et de bureaux qu'on pourrait qualifier de «bureaux principaux».

172. Nous pouvons citer quatre exemples frappants: Toronto, Edmonton, Québec et Winnipeg. Nous avons déjà mentionné le cas de Toronto. En 1971, la ville de Toronto comptait 15,760 Francophones, soit 2.2 pour cent; Edmonton en avait 13,835, soit 3.2 pour cent et ce qu'était alors la ville de Winnipeg, 7,240 soit 2.9 pour cent. À Québec, la minorité anglophone était de 6,330, soit 3.4 pour cent de la population totale. Bien que la municipalité voisine de Sillery avec ses 1,500 Anglophones ou 10.8 pour cent de la population puisse devenir district bilingue, il y existe si peu

de services fédéraux que ce geste ne voudrait rien dire. Il aurait sans doute paru ridicule de proposer une localité dépourvue de services fédéraux et laisser de côté, par la force des choses, le centre urbain contigu qui est bien pourvu de services et de «bureaux principaux».

173. Le problème est encore plus évident dans la région de Winnipeg qui renferme Saint-Boniface et Saint-Vital. En 1971, avant l'expansion de Winnipeg, les trois communautés constituaient des villes voisines mais distinctes. Saint-Boniface comptait 14,440 Francophones, soit 30.9 pour cent de la population locale, mais peu de services fédéraux. Saint-Vital groupait 3,420 Francophones, soit 10.4 pour cent de la population mais également fort peu de services fédéraux. La plupart de ces services et des «bureaux principaux» de la région étaient situés dans la ville adjacente de Winnipeg. Toutefois, même si Winnipeg venait ajouter ses 7,240 Francophones, on ne pouvait en faire un district bilingue parce que, aux termes de la Loi, la minorité linguistique officielle n'atteignait que 2.9 pour cent de la population. Ainsi, bien que nous eussions pu recommander la création d'un district bilingue à Saint-Boniface et à Saint-Vital, on n'aurait pas manqué de se demander encore ici pourquoi, étant donné que la grande majorité des services et la plupart des «bureaux principaux» des ministères et organismes fédéraux se trouvent à Winnipeg.

174. La façon de fournir des services bilingues dans les grands centres urbains, y compris les capitales provinciales, est une question qui a préoccupé le Premier et le Deuxième Conseil consultatif des districts bilingues, aussi bien que la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le Commissaire aux langues officielles ainsi qu'un certain nombre de ministères et d'organismes fédéraux. Tout le monde admet que le problème est d'importance, car il touche un grand nombre de personnes. Dans certains cas, les centres urbains en cause comptent une plus forte minorité linguistique que certains des districts bilingues que nous recommandons. Le problème est susceptible d'aller en s'aggravant avec le temps puisque le pourcentage des Canadiens qui habitent les centres urbains continue de monter rapidement et que le taux de conservation de la langue d'une minorité a tendance à diminuer dans les villes plus que dans les campagnes. Personne n'a réussi à trouver une solution satisfaisante à ce problème, même le présent Conseil qui y a consacré beaucoup de temps. Nous avons en effet examiné plusieurs propositions.

(9) Proposition visant à élargir le sens de la «demande importante»

175. On a proposé de donner à l'expression «demande importante» une interprétation libérale, d'y attacher une sorte de consentement à fournir des services bilingues. Comme nous l'avons déjà noté,¹⁹ l'article 9(2) de la Loi sur les langues officielles statue que chaque ministère et organisme du gouvernement fédéral a l'obligation d'assurer des services bilingues au public non seulement dans les districts bilingues mais dans d'autres localités où cela est «possible» et où il y a «demande importante». En conséquence, on a émis l'avis que tous les bureaux fédéraux desservant un district bilingue devraient considérer que l'existence de ce district dans leur région constitue une «demande importante» et qu'ils devraient dès lors fournir les services bilingues requis. Toutefois, réflexion faite, nous avons décidé que cette méthode était trop radicale pour être retenue.

176. Nous savions que, dans des circonstances à peu près semblables, le Commissaire aux langues officielles avait invité certaines agences à fournir des services bilingues comme si leurs bureaux étaient situés à l'intérieur de districts bilingues.²⁰ Même si le Commissaire a fait tout son possible pour élargir sur ce point le texte de la Loi, nous avons pensé qu'il fallait trouver un fondement plus solide à l'établissement des services bilingues dans les centres urbains qui ne font pas partie de districts bilingues et dans les capitales provinciales. Nous nous sommes donc arrêtés à deux autres propositions.

(10) Proposition visant à créer des communautés bilingues

177. Un plan bien imaginé, qui fut présenté au Conseil, comportait la création de ce qu'on appelait des communautés bilingues, sans abandonner l'établissement de districts bilingues. On faisait valoir que l'idée de ces deux catégories pourrait servir à résoudre la difficulté que nous éprouvions à définir «demande importante» et «bureaux principaux»; on éviterait aussi la nécessité de recommander une profusion de districts plutôt restreints dont l'utilité serait nécessairement limitée puisque la minorité qui y habiterait irait probablement chercher les services bilingues dont elle aurait besoin dans les centres urbains situés hors de ce territoire.

178. L'adoption de ce plan permettrait au Conseil de proposer la création de districts bilingues viables, car la proportion de la minorité par rapport à la popu-

lation totale de ces régions serait bien au-dessus du dix pour cent exigé; de même, ces groupes s'élèveraient à des chiffres absolus substantiels. Des districts aussi évidents renfermeraient vraisemblablement des centres munis de services importants et seraient dotés d'un réseau routier bien aménagé qui en faciliterait l'accès.

179. Les régions qui n'offriraient pas ces caractéristiques mais qui n'auraient pas moins besoin de services bilingues pourraient constituer une communauté bilingue. Il s'agirait, par exemple, d'une vaste région rurale qui aurait une minorité relativement faible d'environ dix pour cent. Par suite de son caractère agricole, elle compterait une population très dispersée et ne disposerait d'aucun centre important de services. Les citoyens de cette communauté auraient accès à des services bilingues dans une agglomération urbaine voisine d'un district bilingue. Distincte au point de vue géographique du district bilingue, la communauté y serait rattachée par ce lien administratif et elle profiterait des services bilingues dispensés dans les bureaux fédéraux du district qui auraient pour mission de répondre aux besoins des résidents de la communauté aussi bien que du district. Il ne serait pas nécessaire de définir avec précision les frontières d'une communauté bilingue de ce genre; on pourrait tout simplement mentionner le nom d'une région générale.

180. Certains d'entre nous ont cru que la communauté bilingue pourrait répondre aux besoins de services bilingues dans quelques régions, par exemple dans les Prairies. Ils étaient également d'avis que c'était peut-être le moyen de fournir des services bilingues dans de grands centres urbains tels que Toronto, Vancouver, Edmonton, Winnipeg et Québec où la minorité était assez nombreuse mais n'atteignait pas le dix pour cent requis. Selon eux, on pourrait faire de cette zone urbaine une communauté bilingue et on s'attendrait à ce que les organismes fédéraux qui y seraient situés dispenseraient des services bilingues en vertu de l'article 9(2). Le fait de désigner cette zone urbaine communauté bilingue pourrait faciliter l'élargissement de l'interprétation des deux critères vagues de l'article 9(2) «possible» et «demande importante» sur lesquels repose la prestation de services bilingues.

181. Nous avons reconnu que la création de communautés bilingues, en plus des districts bilingues, offrirait certains avantages très nets. Elles assureraient des services bilingues à un plus grand nombre de gens que les districts bilingues. Étant donné qu'elles n'auraient pas de frontières spécifiques, elles n'exigeraient pas qu'on trace des lignes fixes sur la carte. Cette disposition pourrait adoucir certains aspects irritants

¹⁹ Paragraphes 152-158, pp. 24-25.

²⁰ *Deuxième rapport annuel, 1971-1972, op. cit.* p. 36.

que le Commissaire aux langues officielles attache à la proclamation de districts bilingues bien délimités. Le caractère moins formel et moins patent des communautés bilingues pourrait aussi soulever moins d'opposition que les districts bilingues de la part de citoyens dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français.

182. N'ayant pas de frontières, les communautés bilingues seraient plus souples que les districts. Elles seraient également moins durables puisqu'elles n'apparaissent pas dans la Loi sur les langues officielles et qu'elles ne relèvent pas, par conséquent, de l'article 13(4) qui interdit de supprimer un district une fois qu'il a été créé.

183. Enfin, cette souplesse et ce caractère d'indétermination rendraient probablement les communautés bilingues plus conformes aux habitudes naturelles ou acquises de déplacement des citoyens. En effet, de nos jours, les moyens de transport et de communication sont à la portée de tous et les gens ne demeurent pas toujours dans la localité qu'ils habitent mais voyagent souvent et visitent volontiers en particulier le centre de services régional. Ainsi, des études ont montré que les membres de groupes minoritaires francophones sont prêts à parcourir des distances considérables pour se rendre dans un centre urbain où ils trouvent des services particuliers dans leur langue. Les communautés bilingues se prêteraient à ce genre de déplacements, de même qu'à une expansion ou à une réduction conforme à la dynamique socio-économique de la région et aux préférences des citoyens qui l'habitent.

184. Malgré ces avantages, le Conseil n'a pu adopter la proposition visant à la création de communautés bilingues en plus des districts bilingues.

185. Plusieurs raisons ont motivé cette attitude négative. D'abord, il nous a semblé qu'en dépit du caractère plus souple des communautés bilingues il resterait nécessaire, pour des raisons d'ordre pratique, de leur définir certaines limites. Ainsi, les avantages qu'on attendrait de leur imprécision géographique seraient quelque peu illusoire. Certains membres du Conseil ont fait valoir que la création de deux entités bilingues, les communautés et les districts, pourrait jeter de la confusion dans le public. C'est la troisième raison qui l'a emporté. Après avoir consulté des juristes à cet égard, nous avons compris que le Conseil ne pouvait proposer officiellement l'établissement de communautés bilingues dont la Loi sur les langues officielles ne fait aucune mention.

186. Nous croyons cependant que cette restriction ne nous empêche pas de recommander au Gouverneur

en conseil d'envisager cette disposition comme un moyen d'améliorer la prestation de services bilingues fédéraux et d'en approfondir davantage l'étude. Nous ferons ressortir ce point de vue dans des recommandations supplémentaires.

(11) Proposition visant à appliquer les articles 9(2) et 10 ainsi que le critère de la langue d'usage

187. Après avoir examiné et rejeté les options précitées, nous en sommes venus à la conclusion que la façon la plus pratique d'assurer des services bilingues dans les agglomérations urbaines était de recommander au gouvernement fédéral d'appliquer les articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles dans les grandes villes où il y aurait probablement une demande assez prononcée de ces services. Nous avons pensé que le meilleur moyen de jauger cette demande serait de déterminer la taille minimum de la minorité d'après les données sur la langue d'usage plutôt que sur la langue maternelle. A cet égard, notre recommandation s'écarte donc de la ligne de conduite que nous avons établie auparavant; ici, nous proposons de fonder la «demande importante» sur le critère de la langue d'usage plutôt que de la langue maternelle.

188. Voici le cheminement de notre raisonnement. L'article 9(2), comme nous l'avons expliqué précédemment,²¹ oblige les institutions fédérales, en dehors des districts bilingues à fournir des services bilingues dans les endroits où cela est «possible» et où il y a «demande importante». Ces centres urbains, qui comptent une minorité linguistique officielle nombreuse mais inférieure à dix pour cent de la population totale, se classeraient nettement dans la catégorie des endroits visés par l'article 9(2) si la demande des services bilingues y était «importante». C'est le sens de ce mot que nous avons eu de la difficulté à définir.

189. Même s'il nous a été impossible de préciser ce qui constituait une «demande importante», nous avons cru que nous nous approcherions davantage de la réalité si nous tenions compte de la taille de la minorité déterminée par la langue d'usage plutôt que par la langue maternelle. D'après nous, si dans une zone urbaine il y a un nombre substantiel de gens qui utilisent habituellement chez eux leur langue d'origine, il est vraisemblable qu'ils voudront s'en servir pour communiquer avec les bureaux du gouvernement fédéral dans leur localité. Bien sûr, si plusieurs d'entre eux sont unilingues, ils devront s'adresser aux fonctionnaires fédéraux dans la seule langue qu'ils connaissent. Dans les deux

²¹ Paragraphes 40-41, p. 8, et paragraphe 153, p. 24.

cas, un groupe minoritaire assez considérable pourrait créer une «demande importante» de services dans sa langue et c'est ainsi que la prestation de services bilingues deviendrait «possible».

190. Nous avons donc mis de côté le critère dont nous nous étions servis jusqu'ici pour calculer les effectifs de la minorité. En effet, avant de décider de proposer un district bilingue nous avons invariablement eu recours à la norme de la langue maternelle. Nous avons déjà expliqué cette attitude.²² En bref, nous avons cédé à un argument fort convaincant. La Loi sur les langues officielles nous obligeait à tenir compte de la langue maternelle pour déterminer les districts bilingues.

191. Toutefois, nous n'avons pas appliqué cette règle à la prestation des services bilingues dans les grandes régions urbaines. Étant donné que nous cherchions à assurer des services en vertu des articles 9(2) et 10, qui ne font pas mention de la langue maternelle, nous n'étions pas tenus de nous y restreindre.

192. Il restait donc à déterminer le nombre de personnes qui, d'après la langue qu'elles utilisaient le plus souvent au foyer, pourraient créer une «demande importante» de services fédéraux dans cette langue officielle. Après de longues discussions, nous en sommes venus à la conclusion que, dans ce cas, le chiffre de 5,000 serait acceptable.

193. Cette décision repose sur cinq considérations. Nous avons déjà fait allusion aux deux premières; elles valent la peine d'être répétées. Premièrement, si au moins 5,000 membres du groupe minoritaire employaient d'habitude leur langue chez eux, de préférence à la langue de la majorité, il y aurait ainsi une «masse critique» de gens qui utiliseraient la langue de la minorité pour communiquer avec les représentants fédéraux de l'endroit. Deuxièmement, une minorité de cette taille comprendrait sans aucun doute quelques unilingues qui auraient à utiliser la seule langue qu'ils connaissent pour obtenir les services requis. Troisièmement, le chiffre de 5,000 correspond à celui qu'on exige en Finlande pour déclarer officiellement une commune bilingue.²³

194. Quatrièmement, en réalité, dans un centre urbain, à «la masse critique» de la minorité s'ajoutent les voyageurs qui veulent obtenir les services fédéraux dans leur langue officielle. Il est évident que les grandes villes attirent nombre de visiteurs. L'article 10 de la Loi sur les langues officielles impose aux organismes fédé-

raux l'obligation de fournir au public voyageur des services bilingues partout où il y a une demande importante et constante.²⁴ Nous avons donc cru bon de rapprocher les articles 9(2) et 10 en vue d'assurer, dans les concentrations urbaines, des services bilingues aux résidents aussi bien qu'aux voyageurs. Ainsi mis ensemble, ces articles de la Loi peuvent faciliter et renforcer leur application mutuelle.

195. Enfin, nous avons cru sage d'adopter comme critère minimum applicable à la prestation de services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10, le chiffre de 5,000 personnes ayant une langue d'usage minoritaire parce qu'il permettrait de choisir un groupe raisonnable de régions urbaines qui, de cette façon, seraient dotées de services bilingues, notamment les régions métropolitaines de Toronto, Winnipeg, Québec, Saint-Catharines—Niagara, Edmonton et Vancouver, ainsi que l'agglomération de recensement de Sherbrooke.²⁵

196. Chaque fois que nous l'avons pu, nous avons eu recours aux régions métropolitaines de recensement plutôt qu'aux agglomérations municipales parce que, dans la plupart des cas, les premières constituent des secteurs géographiques plus étendus et comptent une population plus considérable que les secondes. La notion de région métropolitaine de recensement comportait pour nous des implications utiles. Statistique Canada entendait par là un territoire continu, habité, urbanisé renfermant au moins 100,000 personnes et constituant un marché de travail important ainsi qu'une zone de déplacement pour un grand nombre de gens qui s'y rendent travailler tous les jours. Nous avons trouvé ces aspects de la définition d'une région métropolitaine de recensement fort bien adaptés à nos objectifs, notamment celui d'assurer des services bilingues fédéraux à des groupes minoritaires substantiels qui habitaient ces grands centres urbains ou s'y rendaient assez souvent, ces centres ne satisfaisant pas aux conditions requises des districts bilingues.

197. Étant donné que Statistique Canada classait les centres urbains plus petits dans la catégorie des agglomérations de recensement et non dans celle des régions

²⁴ Texte de l'article 10, Partie V, Appendice 1, et paragraphe 33, p. 7.

²⁵ Comme nous l'expliquerons plus loin, (Partie II, Québec, paragraphe 728, p. 109), l'agglomération de recensement de Sherbrooke comprenait Lennoxville. On notera également qu'en 1971, il y avait d'autres localités qui comptaient au moins 5,000 personnes dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle dans la région en cause. Toutefois, nous n'avons pas à les inscrire sur la liste de centres urbains pour lesquels notre recommandation supplémentaire prévoyait des services bilingues puisque les territoires font tous partie de l'un ou l'autre des districts bilingues proposés ou de la Région de la Capitale nationale.

²² Paragraphe 44, p. 8, et paragraphes 51-56, pp. 10-11.

²³ Paragraphes 143-151, pp. 23-24, étude du régime finlandais.

métropolitaines de recensement, nous avons pensé devoir inclure dans notre recommandation prévoyant la prestation de services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10 de la Loi toutes les agglomérations urbaines qui, en 1971, comptaient 5,000 citoyens dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle de la région en cause. La seule agglomération de recensement qui répondait à ces exigences était celle de Sherbrooke, au Québec.

198. En résumé, il y avait sept concentrations urbaines dont six régions métropolitaines de recensement et une agglomération de recensement qui, selon nous, devaient jouir de services bilingues en vertu des articles 9(2) et 10. Bien que chacune d'elles ait pu justifier d'une minorité importante, aucune ne rencontrait la norme minimum de dix pour cent nécessaire à la création d'un district bilingue. Et pourtant, en 1971, elles comptaient toutes plus de 5,000 membres du groupe de la minorité officielle dont la langue d'usage était la langue maternelle dans la province en cause. Vu notre conviction que ces groupements allaient constituer la «demande importante» de services bilingues fédéraux, nous avons décidé à l'unanimité de proposer que les articles 9(2) et 10 servent de critère pour assurer des services bilingues dans ces endroits.

199. Par ordre d'importance de la minorité linguistique officielle utilisant sa langue au foyer (les statistiques de 1971 paraissent entre parenthèses) voici les sept régions urbaines en cause: les régions métropolitaines de recensement de Toronto (20,580), de Winnipeg (17,655), de Québec (16,955), de Saint-Catharines—Niagara (10,725), l'agglomération de recensement de Sherbrooke (9,170), ainsi que les régions métropolitaines de recensement d'Edmonton (7,865) et de Vancouver (6,000).

200. Pour des raisons que nous expliquerons plus loin,²⁶ la majorité des membres du Conseil, après de longs débats, décida d'inclure la région métropolitaine de Montréal dans le groupe des grands centres urbains où l'on assurerait des services bilingues en vertu des articles 9(2) et 10. C'est pourquoi la région métropolitaine de recensement de Montréal apparaît dans la recommandation supplémentaire appropriée.

201. Pour bien marquer l'importance que nous attachons à la prestation de services bilingues fédéraux dans les grands centres urbains, nous avons mis la proposition qui s'y applique en tête de nos recommandations supplémentaires au Gouverneur en conseil.²⁷

²⁶ Paragraphes 226-230, p. 34.

²⁷ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, p. 176.

(12) Proposition visant à fournir des services bilingues dans les capitales provinciales

202. Nous avons déjà signalé que les questions de prestation de services bilingues fédéraux dans les capitales provinciales et dans les grands centres urbains sont étroitement liées l'une à l'autre.²⁸ La plupart des capitales provinciales sont de vastes agglomérations qui, en 1971, comptaient une minorité linguistique officielle assez considérable; et pourtant, comme dans le cas des autres grandes villes, aucune d'entre elles ne rencontrait la norme de dix pour cent requise d'un district bilingue.

203. Quatre des capitales provinciales paraissent déjà dans la recommandation que nous venons d'examiner touchant la prestation de services bilingues dans les grands centres urbains en vertu des articles 9(2) et 10.²⁹ Ainsi, au cas où cette proposition serait acceptée, les villes suivantes seraient déjà dotées de services bilingues fédéraux: Toronto, Winnipeg, Edmonton et Québec.

204. Cette disposition vise à assurer des services dans la langue de la minorité linguistique officielle dans les quatre capitales provinciales où celle-ci est la plus nombreuse et où elle atteint au moins 5,000 habitants dont la langue d'usage est la langue maternelle; nous croyons cependant que les six autres capitales provinciales devraient également jouir de ces services. Bien que la minorité soit moins nombreuse et parfois assez faible dans ces six capitales,³⁰ nous sommes d'avis que toutes les capitales provinciales devraient profiter de ces services bilingues fédéraux.

205. Notre conclusion s'appuie sur cinq considérations. Premièrement, il nous a semblé que les capitales provinciales méritent un traitement spécial simplement par suite de leur statut et de leur importance. Deuxièmement, les capitales provinciales renferment invariablement de grands et nombreux bureaux du gouvernement fédéral qui desservent non seulement la communauté locale mais encore bien souvent la région et parfois toute la province. Troisièmement, les capitales provinciales sont des points d'arrêt et de transit pour les voyageurs et les visiteurs de toutes les parties

²⁸ Paragraphes 171-173, p. 27.

²⁹ Paragraphes 198-199, p. 31.

³⁰ En 1971, d'après les données fournies par Statistique Canada, voici les chiffres indiquant le nombre de personnes dont la langue d'usage était le français: région métropolitaine de recensement de Halifax, 2,650; agglomération de recensement de Fredericton, 1,050; région métropolitaine de recensement de Regina, 585; région métropolitaine de recensement de Victoria, 555; région métropolitaine de recensement de Saint-Jean, T.-N., 150 et agglomération de recensement de Charlottetown, 90.

du Canada de même que d'autres coins de la province. Dès lors, on s'attend à ce que les bureaux fédéraux qui s'y trouvent fournissent des services bilingues en vertu des prescriptions de l'article 10 de la Loi sur les langues officielles. Quatrièmement, les capitales provinciales sont le siège et le centre de distribution d'importants services provinciaux et municipaux. Si l'État fédéral assurait des services bilingues dans ses bureaux situés dans les capitales provinciales, les autorités provinciales et quelques administrations municipales seraient ainsi encouragées à accroître les services bilingues de leur propre compétence.

206. Enfin, nous avons cru que les capitales provinciales sont des symboles particuliers qui devraient refléter l'image d'un pays bilingue consacré par la Loi sur les langues officielles. Si tel est le cas, il est clair qu'on doit s'attendre à ce que le gouvernement fédéral prenne l'initiative d'assurer des services bilingues dans les capitales provinciales. C'est dans ces centres clés que les Canadiens devraient pouvoir communiquer dans leur propre langue officielle au moins avec les représentants de l'État fédéral.

207. Le Conseil a donc convenu presque à l'unanimité de proposer dans ses recommandations supplémentaires que les ministères et les organismes du gouvernement fédéral aient recours aux articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles aux fins d'assurer, dans la mesure du possible, des services bilingues dans leurs bureaux situés dans chaque capitale provinciale.

208. Ici encore, comme dans le cas des grands centres urbains et pour les mêmes raisons, nous avons opté pour le plus vaste territoire possible prévu dans les catégories de Statistique Canada. Ainsi, bien que, strictement parlant, en 1971, les capitales provinciales aient été constituées en municipalités, par exemple la ville de Toronto ou la ville de Québec, les localités que nous avons identifiées sont les régions métropolitaines de recensement des capitales provinciales ou, si ces régions n'entraient pas dans les catégories de Statistique Canada, les agglomérations de recensement des capitales provinciales.³¹

209. Vu que, selon nous, la prestation de services bilingues dans les capitales provinciales est, à toutes fins pratiques, aussi importante que dans les grands centres

urbains, nous accordons à la présente proposition la deuxième place sur notre liste de recommandations supplémentaires.³²

210. Nous nous sommes rendu compte qu'en proposant la prestation de services bilingues dans les capitales provinciales en vertu des articles 9(2) et 10, nous donnions à l'expression «demande importante», apparaissant dans ces articles, un sens différent de celui que nous avons adopté dans le cas des grands centres urbains. Là, par «demande importante», nous entendions une minorité d'au moins 5,000 personnes dont la langue d'usage était une langue maternelle officielle.³³ Ici, notre recommandation s'applique à toutes les capitales provinciales car, selon nous, comme nous l'avons déjà indiqué,³⁴ celles-ci entrent dans une catégorie à part et par conséquent méritent une considération particulière.

211. Conscients de ne pas avoir mal interprété le sens de l'expression «demande importante» en ce qu'elle a trait aux capitales provinciales, nous savions qu'il restait une certaine confusion à cet égard. Évidemment, il faudrait l'appliquer avec bon sens, mais aussi, espérons-nous, vu l'importance de ces villes, avec générosité.

(13) Choix des critères en fonction des besoins

212. Lorsque nous avons préparé les recommandations supplémentaires portant que le gouvernement fédéral, chaque fois que cela sera possible, assure les services dans les deux langues officielles dans les grands centres urbains et dans les capitales provinciales et que nous avons adopté des critères différents dans ce cas-ci et dans d'autres, nous avons cru rester fidèles à l'esprit de la Loi sur les langues officielles tout en essayant de concilier quelques-unes des considérations divergentes que soulève l'application de la Loi.

213. La Loi sur les langues officielles a pour objet fondamental d'accorder un statut égal au français et à l'anglais, quoiqu'en pratique ce principe général soit assujéti à un certain nombre de réserves que nous avons relevées.³⁵ Ainsi, la prestation de services bilingues par le truchement de districts bilingues ou d'autres moyens est fonction de certaines conditions, par exemple la présence d'un groupe minoritaire minimum, l'ampleur de la demande ou du besoin de

³¹ Identifiées de cette manière plus libérale pour convenir aux dispositions de notre recommandation supplémentaire, deux des capitales provinciales, en tout ou en partie, entreront dans l'un ou l'autre des districts bilingues que nous proposerons plus loin. Il s'agit de la région métropolitaine de recensement de Winnipeg dont une partie est englobée dans un district bilingue proposé et l'agglomération de recensement de Fredericton qui fera entièrement partie d'un district bilingue envisagé.

³² Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 2, paragraphe 1159, p. 176.

³³ Paragraphes 192-195, p. 30.

³⁴ Paragraphes 205-206, pp. 31-32.

³⁵ Paragraphes 31-37, pp. 7-8.

services bilingues ainsi que les restrictions imposées par la possibilité et le bon sens.

214. Le Conseil n'a éprouvé aucune difficulté à reconnaître les prémisses de la Loi et quelques-unes des implications qu'elle comporte, ni à accepter l'intention du législateur d'accorder un statut égal aux deux langues. Il a également admis d'emblée l'obligation qu'il y avait d'assurer aux groupes minoritaires anglophone ou francophone à peu près les mêmes services fédéraux dans leur propre langue.

215. De plus, par suite des situations et des besoins différents de quelques groupes minoritaires francophones ou anglophones, le Conseil s'est cru justifié de modifier quelque peu les critères d'établissement de districts bilingues.

(14) Différences de situations et de besoins chez les groupes minoritaires

216. Les Canadiens d'expression anglaise et d'expression française ont connu des situations différentes et n'ont pas toujours joui des mêmes services dans leur langue au niveau des institutions fédérales.

217. La disparité la plus évidente entre les deux groupes provient du fait que, dans l'ensemble du pays, les Francophones forment une minorité et les Anglophones la majorité. L'écart est considérable. En 1971, les Canadiens de langue maternelle française constituaient 26.9 pour cent de la population totale, soit moins de la moitié du nombre des Canadiens de langue maternelle anglaise qui s'élevaient à 60.2 pour cent.³⁶

218. Il existe deux autres différences importantes entre la position des deux groupes. Premièrement, la minorité francophone est beaucoup plus dispersée que les groupes anglophones. Les Francophones sont en minorité dans neuf provinces, tandis que les Anglophones le sont dans le Québec et dans quelques localités de deux autres provinces, soit dans certaines parties du Nouveau-Brunswick et dans trois régions du nord et de l'est de l'Ontario.³⁷

219. Deuxièmement, notre enquête a révélé qu'il y avait souvent eu inégalité des services fédéraux dispensés dans une langue par rapport à l'autre. Les groupes minoritaires ont rarement, sinon jamais,

éprouvé de difficultés à obtenir des services fédéraux en anglais, tandis que les groupes francophones ont fréquemment souffert de l'absence de ces services en français.³⁸

220. C'est pour ces raisons que, dans le choix de certains districts bilingues à minorité francophone, nous étions disposés à être moins exigeants que dans le cas de quelques régions à minorité anglophone.³⁹ En conséquence, le nombre de Francophones dans certains districts bilingues que nous proposons est sensiblement inférieur à celui des Anglophones dans d'autres.⁴⁰ A notre avis, la nécessité de compenser les faiblesses qu'il y a eues dans le passé en matière de prestation de services en français et les disparités qui continueront forcément d'exister justifiaient cette différence dans le choix des critères.

(15) Divergences de vues touchant l'importance de certains facteurs

221. Cependant, lorsque nous en sommes venus à jauger l'importance relative de certaines autres questions qui découlent de l'application de la Loi, l'accord n'était plus général. Par exemple, nous n'avons pu déterminer jusqu'à quel point le titre légal à un district et l'uniformité des critères d'établissement devaient avoir préséance sur certains autres facteurs tels que le besoin réel d'un district bilingue en vue d'assurer les services requis à la minorité officielle.

222. Par exemple, quelques membres du Conseil étaient d'avis que si une région répondait aux normes d'un district bilingue requises par la Loi, il fallait en proposer la création même si les services bilingues pouvaient être dispensés par d'autres moyens qui, dans les circonstances, sembleraient plus appropriés. Ils étaient convaincus que, à part les cas où il était souhaitable de recommander l'établissement d'un district bilingue dans des endroits où la minorité francophone était moins nombreuse que la minorité anglophone ne l'était dans certains autres districts proposés, toutes les régions qui avaient droit de devenir districts bilingues devraient recevoir le même traitement, sans tenir compte d'aucune autre considération.

223. A la suite de longs et intenses débats, la majorité des membres du Conseil en vint à conclure que tout en appuyant les principes du droit et de la parité

³⁶ Paragraphe 2, p. 3, chiffres précis portant sur le nombre et le pourcentage des Canadiens de langue anglaise, de langue française et d'autres expressions.

³⁷ Les divisions de recensement du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario où les Anglophones sont en minorité sont: Gloucester, Kent, Madawaska et Restigouche; Cochrane, Prescott et Russell.

³⁸ Paragraphe 103, p. 17.

³⁹ Paragraphe 104, pp. 17-18.

⁴⁰ Quant aux détails particuliers relatifs aux districts bilingues proposés, voir la Partie II, Recommandations portant la création de districts bilingues, pp. 39-167.

de traitement, il y avait des cas où, pour la création de districts bilingues, il fallait accorder un plus grand poids à d'autres facteurs que ceux-là, notamment la différence de situation entre les minorités anglophone et francophone que nous avons déjà mentionnée, le besoin réel d'un district bilingue aux fins d'assurer des services bilingues, le recours à d'autres moyens possibles de dispenser ces services et l'existence de circonstances locales particulières.

(16) Solutions de rechange applicables à certains cas

224. La majorité des membres du Conseil a reconnu qu'en proposant la création d'un district bilingue, la première considération devrait être la nécessité qu'il y a d'assurer des services à la minorité dans sa propre langue. Si, par exemple, un groupe minoritaire n'avait pas joui, dans le passé, de services fédéraux suffisants ou s'il était moins probable pour l'autre groupe de langue minoritaire officielle qu'il reçoive jamais à l'avenir les mêmes services de quelque autre façon, il fallait proposer la création d'un district. D'un autre côté, si ces services existaient déjà et s'il semblait vraisemblable qu'ils continuent d'exister ou qu'ils puissent être assurés en vertu de l'article 9(2) de la Loi, le district bilingue n'était peut-être pas nécessaire.

225. Selon ces membres du Conseil, il importait davantage de chercher à atteindre une certaine égalité dans la prestation de services bilingues aux deux groupes linguistiques officiels que de recommander des districts bilingues pour chacun d'eux chaque fois que la Loi l'autorisait. La majorité des membres du Conseil a donc décidé de ne pas proposer de districts bilingues dans des cas où ils seraient inutiles par suite de la possibilité d'assurer les services voulus par d'autres moyens, alternative qui serait sans doute préférable en raison de circonstances locales.

(17) Circonstances particulières au Québec, notamment à Montréal

226. Nous avons trouvé que les circonstances précitées s'appliquaient au Québec et particulièrement à Montréal.

227. Au Québec, nous avons constaté que la minorité anglophone n'avait guère éprouvé de difficulté à obtenir des services fédéraux en anglais. Dans certains endroits plutôt éloignés de la province, nous avons parfois reçu des plaintes à propos de particuliers qui auraient eu quelques embarras à communiquer en anglais avec des fonctionnaires fédéraux sur des problèmes relatifs à l'impôt et à la main-d'œuvre, en particulier au niveau des bureaux régionaux et de la consultation. Nous avons

reçu encore moins d'indications du manque de services fédéraux en anglais dans la région métropolitaine de recensement de Montréal où habitent les trois-quarts de la minorité anglophone de la province et où bon nombre de bureaux fédéraux sont situés. De fait, à Montréal, on s'est autant plaint de l'insuffisance de certains moyens de communication avec Ottawa en français qu'en anglais.

228. Ces témoignages nous ont portés à nous demander si, pour assurer la prestation de services fédéraux à la minorité anglophone, il était bien nécessaire de proposer la création de districts bilingues au Québec, en particulier à Montréal. Il nous a semblé que la minorité avait joui de services suffisants dans le passé et qu'il était plus qu'improbable qu'un gouvernement fédéral, quel qu'il soit, en vienne à les réduire ou à les éliminer.

229. Néanmoins, nous avons noté, entre les divers groupes anglophones du Québec, certaines inégalités qui pourraient militer en faveur d'une modification à la façon de dispenser les services. À Montréal, dans l'ensemble, la communauté anglophone est forte, nombreuse, influente et bien située. Elle semble donc n'avoir que faire de la protection supplémentaire que lui apporterait un district bilingue. Au contraire de la minorité montréalaise, quelques groupes anglophones, ailleurs au Québec, sont relativement petits, moins bien nantis, moins puissants, plus dispersés, plus isolés et plus vulnérables. Ils sont à cet égard dans une situation à peu près semblable à celle de la plupart des groupes minoritaires francophones du reste du Canada. Étant donné la différence évidente des besoins qu'il y a entre ces divers groupes, nous avons pensé qu'il serait peut-être opportun d'adopter d'autres dispositions en vue de leur assurer des services fédéraux aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec.

230. La majorité des membres du Conseil en est donc arrivée à la conclusion qu'il serait peut-être convenable de proposer des districts bilingues dans le cas de certains groupes minoritaires anglophones au Québec et francophones dans les autres provinces, mais qu'il serait superflu de faire une pareille recommandation pour Montréal où la minorité pourrait y être desservie de la même façon que dans les autres grands centres au Canada. Ainsi, la région métropolitaine de recensement de Montréal fait partie de la liste des grandes agglomérations auxquelles le Conseil propose de dispenser des services fédéraux bilingues en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles.⁴¹

⁴¹ Paragraphes 187-200, pp. 29-31, et Partie III, Recommandations supplémentaires, pp. 169-205.

231. À cet égard, plusieurs autres considérations ont contribué à appuyer les conclusions de la majorité des membres du Conseil. Nos consultations auprès de la minorité du Québec nous ont appris qu'un certain nombre d'Anglophones ne s'intéressaient guère à l'idée des districts bilingues ou n'en favorisaient pas la création. Quelques-uns croyaient que ces districts seraient inutiles puisqu'il existait déjà des services fédéraux en anglais qui s'avéraient satisfaisants. D'autres étaient d'avis que la création de ces districts pourrait provoquer des dissensions inconnues jusque-là.

232. Le gouvernement provincial a exprimé son opposition à l'établissement de districts bilingues même pour les services fédéraux. Au moment où le Conseil menait son enquête et préparait son rapport, le gouvernement du Québec présenta le projet de Loi 22 à l'Assemblée nationale. Après une étude et des débats prolongés aussi bien à l'Assemblée nationale que dans le public, le projet de loi a été sanctionné sous le titre de Loi sur la langue officielle.⁴² Elle statue que «le français est la langue officielle du Québec.»⁴³

233. Même si le Conseil consultatif des districts bilingues est un organisme fédéral intéressé à des questions de juridiction fédérale, nous avons pensé que, puisque nous avons pris connaissance de la loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick avant d'y proposer des districts bilingues, nous ne pouvions passer sous silence celle du Québec. Le Nouveau-Brunswick a établi deux langues officielles; le Québec une seule.

234. Nous savions également qu'une bonne partie de l'opinion publique du Québec non seulement se montrait en faveur de la nouvelle loi, mais encore, comme le gouvernement provincial, s'opposait fortement à la création de districts bilingues. Même si ces deux considérations ne nous semblaient pas des facteurs prépondérants dans la formulation de nos recommandations, nous avons cru qu'il serait à l'avantage de tous les éléments de la population, y compris la minorité, de tenir compte de l'attitude manifeste du public.

235. Il nous est nettement apparu que l'opposition aux districts bilingues, de la part du gouvernement provincial et d'un certain public, provenait en grande partie de l'inquiétude touchant la survivance du français au Québec. Nous avons bien vu que la création de districts bilingues pourrait augmenter la menace de disparition de la langue française au Québec en maintenant et en répandant l'usage de l'anglais non pas en

tant que langue de la minorité, ce qui ne fait aucune difficulté, mais en tant que langue courante dans la province.

236. Bien que les membres du Conseil aient eu des opinions partagées quant à la sagesse de proposer la création de districts bilingues au Québec, particulièrement à Montréal, ils ont presque tous reconnu que l'existence du français au Québec est menacée et ils n'étaient pas disposés à aggraver la situation. Les pressions, nous le savions, seraient plus fortes si l'établissement d'un district bilingue à Montréal venait saper l'usage du français dans ce bastion vital.

237. À nos yeux, il aurait été absolument contraire à l'objet fondamental de la Loi sur les langues officielles, qui vise à établir le statut égal du français et de l'anglais, de recommander des mesures défavorables à la survie du français dans la province qui en constitue la base essentielle. Nous nous sommes bien rendu compte qu'au Québec on craignait que la création de districts bilingues n'accentue la menace de disparition du français. Il est vrai que le Québec constitue le centre français du Canada et de l'Amérique du Nord, mais les quelque 5 millions de Francophones qu'il compte ont à faire face à de sérieuses difficultés pour conserver leur langue au milieu de 16 millions de Canadiens et de 220 millions d'Américains anglophones qui exercent une énorme influence linguistique dans un contexte économique, social et culturel inéluctable, amplifié par l'impact des communications modernes.

238. En présence de ces faits et conscient de l'obligation de remplir son mandat, le Conseil s'est longuement débattu à travers les implications contradictoires que provoquait l'application de la Loi sur les langues officielles dans un pays aussi divers que le Canada. Le droit et la parité de traitement devaient être mis en balance avec la nécessité des districts bilingues pour assurer des services bilingues, la possibilité d'autres moyens d'arriver aux mêmes fins, la différence de situations des groupes minoritaires et les circonstances particulières à la localité.

239. D'un côté, nous aurions pu recommander que toute la province de Québec devienne district bilingue, comme le Premier Conseil l'avait proposé, mais la réaction hostile qui s'en est suivie dans certains milieux n'a fait qu'appuyer notre conviction qu'un tel geste n'était pas plausible. D'un autre côté, nous aurions pu ne recommander aucun district bilingue au Québec, mais nous aurions négligé ainsi la protection que les districts bilingues apportent à quelques-uns des groupes minoritaires les plus exposés dans la province. La majorité des membres du Conseil attache donc beaucoup

⁴² Assemblée nationale du Québec, Loi sur la langue officielle, sanctionnée le 31 juillet 1974, Imprimeur officiel du Québec, Charles-Henri Dubé, 1974.

⁴³ *Ibid.* Titre I, Section 1.

d'importance à ce que tous les groupes, tant soit peu considérables, d'une minorité officielle reçoivent d'une façon ou d'une autre des services fédéraux dans leur langue. Dans certains cas, il s'agirait de districts bilingues; dans d'autres, et en particulier dans les agglomérations urbaines comme Montréal et les capitales provinciales, on aurait recours à une autre méthode.

240. Nous ne nous faisons pas d'illusions; notre attitude envers le Québec ne réunira pas tous les suffrages au pays. Au cours de notre enquête, nous avons rencontré quelques représentants du groupe minoritaire de la province qui commençaient à s'inquiéter de la situation de l'anglais au Québec. Toutefois, leurs appréhensions portaient surtout sur des questions de juridiction provinciale plutôt que sur la prestation de services en anglais par le gouvernement fédéral.

241. Nous reconnaissons que le problème linguistique au Québec est loin d'être simple; bien que la statistique montre qu'il y a une majorité et une minorité

linguistiques officielles, la réalité psychologique est qu'il n'y existe que deux minorités. Bien des Francophones pensent qu'au point de vue fonctionnel ils constituent une minorité, tandis qu'un certain nombre d'Anglophones commencent à se rendre compte que leur statut de minorité, dont ils n'ont guère été conscients jusqu'ici, peut aller en s'accroissant. Nulle part ailleurs avons-nous rencontré pareille conjoncture.

242. Pour toutes ces raisons, la majorité des membres du Conseil, après de longs débats, est arrivée à la conclusion que nous présentons plus loin sous forme de recommandation visant à assurer des services fédéraux dans la langue de la minorité officielle au Québec.⁴⁴ Ce faisant, la majorité des membres du Conseil a cru appliquer uniformément d'un bout à l'autre du Canada le critère qui a constitué sa première préoccupation, c'est-à-dire le souci d'assurer par un moyen quelconque des services fédéraux dans la langue des groupes linguistiques de la minorité officielle d'une taille suffisamment importante.

⁴⁴ Partie II, Recommandations des districts bilingues, Québec, pp. 82-104.

Chapitre 6 — Conclusion

Résumé des considérations essentielles

243. Après avoir étudié les résultats de notre enquête et avoir préparé nos recommandations, nous avons passé en revue nos principales constatations et refait l'analyse critique de la situation.

244. Il nous a semblé manifeste que l'objet fondamental de la Loi était de doter les deux langues officielles du Canada, le français et l'anglais, d'un statut, de droits et de privilèges égaux dans les institutions qui relèvent de la juridiction fédérale.

245. Nous avons découvert que la Loi renferme divers moyens de mettre ce principe en œuvre, entre autres l'établissement de districts bilingues, l'obligation de publier les documents fédéraux dans les deux langues officielles ainsi que la prestation de services bilingues au public voyageur et, à l'occasion, aux gens qui ne résident pas dans une région déclarée district bilingue.

246. Toutes ces dispositions sont assujetties à certaines conditions. Par exemple nous ne pouvons proposer la création d'un district bilingue que si la minorité officielle y atteint dix pour cent de la population totale. La publication de documents dans les deux langues est fonction des exigences de la situation; les services bilingues destinés aux voyageurs et aux résidents de régions situées en dehors de districts bilingues ne sont assurés que s'ils répondent à une demande importante et constante et qu'ils sont possibles. Toutes ces mesures s'appuient implicitement sur le bon sens et la praticabilité administrative.

247. Nous avons bien vu que l'imprécision de la plupart de ces expressions conditionnelles a l'avantage de comporter une certaine souplesse dans l'application de la Loi. En revanche, elle a aussi l'inconvénient d'assujettir la prestation des services bilingues à des définitions si élastiques, arbitraires et peut-être parcimonieuses, eu égard au besoin de services, que nous serions mal avisés de ne compter que sur ces articles de la Loi. C'est surtout pour cette raison que le Conseil a dû rejeter diverses propositions telles que celle du Com-

missaire aux langues officielles qui voulait qu'on n'ait recours en tout et partout qu'à l'article 9(2) de la Loi pour assurer les services bilingues. Nous avons donc décidé qu'il y avait toujours lieu de créer des districts bilingues.

248. En même temps, nous avons compris que l'article 9(2), qui prévoit, dans certaines circonstances, des services bilingues à l'intention de résidents qui ne font pas partie de districts bilingues et l'article 10, qui procure des services bilingues au public voyageur, peuvent servir à compléter les services assurés par les districts bilingues. En particulier, nous avons pensé que ces deux articles pouvaient pourvoir aux besoins des nombreux groupes minoritaires qui habitent les grands centres urbains et les capitales provinciales où l'insuffisance de services bilingues a préoccupé le Premier Conseil, le Deuxième Conseil et un certain nombre de personnalités. Ainsi, nous avons résolu non seulement de recommander la création d'un certain nombre de districts bilingues, mais aussi de proposer qu'en vertu des articles 9(2) et 10 on assure des services bilingues dans les agglomérations urbaines et les capitales provinciales.

249. La décision que nous avons prise de faire de cette dernière proposition une recommandation supplémentaire provient du désir que nous avions d'assurer la prestation de services bilingues par un moyen ou par un autre à autant de groupes minoritaires que possible, qu'ils soient de langue française ou de langue anglaise. C'est la première considération que nous avons retenue lorsque nous avons abordé l'étude des incidences de l'application de la Loi. Certains membres du Conseil étaient d'avis que le droit à un district bilingue et la parité de traitement devaient primer toutes autres raisons de proposer un district bilingue, mais la majorité n'a pas accepté ce point de vue. Pour elle, il importait davantage de reconnaître qu'il existait des disparités dans la prestation des services bilingues fédéraux aux minorités anglophone et francophone, que, pour diverses raisons, ces minorités étaient souvent dans des

situations différentes, compte tenu de circonstances locales, et que nous avons pour principale obligation de corriger ce déséquilibre en essayant de garantir à peu près les mêmes avantages linguistiques à chaque groupe minoritaire.

250. En conséquence, nous avons, à l'occasion, adopté des critères différents pour la création de districts bilingues et la prestation de services bilingues par d'autres moyens. À nos yeux, c'est une attitude réaliste et justifiable en ce qu'elle nous a permis de faire des recommandations qui sont mieux adaptées aux diverses situations qui existent d'un bout à l'autre du Canada.

Principes directeurs

251. À cet égard, la majorité des membres du Conseil avait la conviction que nous agissions en accord avec l'intention du législateur qui était d'accorder un statut égal aux deux langues officielles, dans la mesure où cela était possible et raisonnable.

252. Nous avons également cru que notre décision était conforme à l'opinion qu'exprimait la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme lorsqu'elle proposa la création de districts bilingues. Elle avouait implicitement qu'elle acceptait la possibilité d'adopter différents critères applicables aux districts bilingues lorsqu'elle constatait que: «Ce qui compte, ce n'est pas un pourcentage donné, mais plutôt la décision de reconnaître les minorités officielles locales partout où leur importance relative le justifie: c'est aussi que l'on convienne qu'une minorité, même limitée en chiffres absolus, puisse être jugée importante.»⁴⁵

253. La Commission résume très bien notre pensée:

... nous adoptions comme principe directeur la *reconnaissance par la loi et dans la pratique des deux langues officielles, même là où l'une des deux est parlée par une minorité, dès que, numériquement, celle-ci paraît viable*. Il s'agit là d'une conception positive de l'égalité, selon laquelle les droits linguistiques des minorités officielles sont respectés

et mis en valeur aussitôt que les circonstances le permettent, c'est-à-dire quand les membres de ces groupes sont assez nombreux pour les exercer. L'unique problème sera précisément d'évaluer «les circonstances»; il faudra dans chaque cas procéder à une vérification. Il ne saurait être question, en effet, d'appliquer ce principe aveuglément, sans avoir mesuré les difficultés qu'il entraînerait dans chaque cas. Bref, nous optons pour une formule visant au maximum d'égalité et au minimum d'inconvénients pratiques.⁴⁶

254. Du rapport de la Commission royale, nous voudrions ajouter cette autre phrase que nous faisons nôtre: «Notre but reste le même: être équitable à l'endroit des minorités de langue officielle et ne pas imposer aux majorités des obligations trop lourdes.»⁴⁷

De la conception à la réalisation

255. Lorsque nous en sommes venus aux recommandations qui suivent, nous nous sommes rendu compte que nous étions partis de la conception des droits linguistiques énoncés par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme et par la Loi sur les langues officielles pour en arriver à une certaine part de réalisation par les prestations de services bilingues fédéraux au moyen de districts bilingues et d'autres dispositions.

256. Toutefois, il est rare de mettre des idées en pratique sans rencontrer des divergences d'opinions sur les méthodes à suivre. Dans la présente partie de notre Rapport nous avons essayé d'exposer la nature des problèmes que nous avons rencontrés, les faits et les avis que nous a rapportés notre enquête, et les moyens que nous avons pris en vue de concilier les différences d'attitudes.

257. Le reste de notre Rapport renferme nos propositions relatives aux districts bilingues particuliers, accompagnées des raisons qui les ont motivés, des recommandations supplémentaires, des opinions minoritaires et une série d'appendices qui ajoutent certains renseignements.

⁴⁵ Voir le Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Volume I, *Les langues officielles*, op. cit., paragraphe 368, p. 122.

⁴⁶ *Ibid.*, paragraphe 255, p. 89. Les italiques sont dans le texte original.

⁴⁷ *Ibid.*, paragraphe 335, p. 110.

PARTIE II

RECOMMANDATIONS PORTANT LA CRÉATION DE DISTRICTS BILINGUES

Relevé récapitulatif des districts bilingues recommandés

258. Le Conseil recommande l'établissement des districts bilingues suivants à des fins fédérales en conformité des dispositions de la Loi sur les langues officielles, S.R.C., 1970, c. O-2.

259. Ces districts sont énumérés par ordre alphabétique par province de l'est à l'ouest du Canada:

Terre-Neuve

- 1. Port au Port
- 2. Labrador-Ouest

Île-du-Prince-Édouard

- 1. Egmont

Nouvelle-Écosse

- 1. Antigonish—Inverness—Richmond
- 2. Digby—Yarmouth

Nouveau-Brunswick

- 1. Nouveau-Brunswick

Québec

- 1. Argenteuil—Deux-Montagnes
- 2. Côte Nord du Golfe Saint-Laurent
- 3. Gaspé—Bonaventure
- 4. Gatineau—Pontiac
- 5. Huntingdon—Compton

Ontario

- 1. Cornwall—Hawkesbury
- 2. Laurentien
- 3. Midland—Penetang
- 4. Welland
- 5. Windsor—Tilbury

Manitoba

- 1. Ellice—Saint-Lazare
- 2. Lawrence—Sainte-Rose
- 3. Division scolaire de la Montagne
- 4. Powerview—Saint-Georges
- 5. Saint-Boniface—Rouge—Seine
- 6. Division scolaire de la Prairie du Cheval blanc

Saskatchewan

- 1. Battleford
- 2. Gravelbourg—Willow Bunch
- 3. Prince Albert
- 4. Prud'homme—Vonda
- 5. Redvers
- 6. Zenon Park—Arborfield

Alberta

- 1. Falher—Peace River
- 2. Saint-Paul—Bonnyville

Colombie-Britannique

Néant

Yukon et Territoires du Nord-Ouest

Néant

Résumé des données démographiques

	Total	Langue maternelle française	Minorité en pourcentage
Terre-Neuve			
1—Port au Port.....	5,155	795	15.4
2—Labrador-Ouest.....	13,620	1,455	10.7
Île-du-Prince-Édouard			
1—Egmont.....	32,875	5,785	17.6
Nouvelle-Écosse			
1—Antigonish— Inverness— Richmond.....	49,925	10,250	20.5
2—Digby—Yarmouth.....	45,035	15,515	34.5
Nouveau-Brunswick			
1—Nouveau Brunswick....	34,555	215,730	34.0
<hr/>			
		Langue maternelle anglaise	
<hr/>			
Québec			
1—Argenteuil—Deux- Montagnes.....	46,900	9,625	20.5
2—Côte Nord du Golfe Saint-Laurent.....	5,110	3,870	75.7
3—Gaspé—Bonaventure..	83,430	12,285	14.7
4—Gatineau—Pontiac.....	26,295	13,210	50.2
5—Huntingdon— Compton.....	105,515	39,030	37.0
<hr/>			
		Langue maternelle française	
<hr/>			
Ontario			
1—Cornwall— Hawkesbury.....	122,730	64,660	52.7
2—Laurentien.....	717,350	171,660	23.9
3—Midland—Penetang....	29,035	5,405	18.6
4—Welland.....	65,815	9,355	14.2
5—Windsor—Tilbury.....	268,740	27,635	10.3
Manitoba			
1—Ellice—Saint-Lazare...	1,070	620	57.9
2—Lawrence—Sainte- Rose.....	3,135	1,230	39.2
3—Division scolaire de la Montagne.....	7,285	3,895	53.5
4—Powerview—Saint- Georges.....	2,450	900	36.7
5—Saint-Boniface— Rouge—Seine.....	100,160	29,475	29.4
6—Division scolaire de la Prairie du Cheval blanc	5,785	2,380	41.1

	Total	Langue maternelle française	Minorité en pourcentage
Saskatchewan			
1—Battleford.....	4,895	820	16.8
2—Gravelbourg— Willow Bunch.....	17,505	4,330	24.7
3—Prince Albert.....	48,910	6,825	14.0
4—Prud'homme— Vonda.....	2,230	580	26.0
5—Redvers.....	4,075	1,320	32.4
6—Zenon Park— Arborfield.....	3,170	695	21.9
Alberta			
1—Falher—Peace River.....	23,225	5,665	24.4
2—Saint-Paul— Bonnyville.....	34,405	6,920	20.1

Régions admissibles mais non recommandées

260. Lorsque nous avons identifié des divisions ou des subdivisions de recensement qui comportaient, d'après le recensement de 1971, une population minoritaire de dix pour cent appartenant à l'un des deux groupes linguistiques officiels, mais que nous avons décidé de ne pas les proposer comme districts bilingues, nous les avons mentionnées dans la section qui a trait à la province en cause et nous avons indiqué les raisons qui ont motivé cette attitude.

Renseignements applicables à chaque district bilingue

261. Voici les renseignements que nous fournissons pour chacun des districts bilingues proposés:

- La description du territoire comprenant le district bilingue;
- des données tirées du recensement de 1971 par Statistique Canada et indiquant la population totale du district bilingue ainsi que la répartition numérique et proportionnelle du groupe minoritaire de langue maternelle officielle;
- les circonscriptions électorales fédérales et provinciales en cause (en 1971);
- une carte qui situe et délimite le district bilingue proposé;
- les éléments dont le Conseil a tenu compte pour arriver à sa recommandation.

Comparaison entre les recommandations du Premier et du Deuxième Conseil

262. Dans les descriptions de chacun des districts bilingues, nous indiquons sous l'article *e*) les ressemblances ou les différences qui existent entre les recommandations que nous présentons et celles que faisait, pour une région à peu près correspondante, le Premier Conseil consultatif des districts bilingues dans le rapport qu'il soumettait au Gouverneur en conseil au mois de mars 1971.

263. Dans certains cas, nos propositions sont identiques à celles du Premier Conseil; dans d'autres, il y a des divergences importantes, notamment en ce qui a trait au Québec et à la Colombie-Britannique, de même qu'à l'égard de certaines questions telles que l'appellation d'un district, ses limites, son étendue ou ses rapports avec d'autres districts.

Explication de l'appellation des districts bilingues

264. Voici les considérations qui ont guidé le Conseil dans le choix du nom des districts bilingues qu'il propose. Nous voulions que l'appellation soit brève, claire et familière aux résidents de l'endroit. C'est ainsi que nous avons retenu des noms propres bien connus et reliés au district bilingue particulier, par exemple celui d'un comté, d'une ville ou d'une autre région géographique. Au surplus, la plupart des noms propres n'ont pas besoin d'être traduits. Lorsqu'il s'agissait d'un vaste territoire, nous avons généralement choisi le nom de deux localités, situées aux extrémités de la région, qui marquaient bien les limites du district bilingue.

Nota sur l'«arrondissement aléatoire» des données

265. Le Conseil rapporte les commentaires suivants que Statistique Canada a ajoutés aux chiffres que nous avons utilisés dans le présent Rapport:

Par souci de confidentialité, tous les chiffres publiés ici ont été soumis à une formule qui garantit l'impossibilité d'associer des chiffres de faible importance à une personne reconnaissable. Cette technique particulière s'appelle l'«arrondissement aléatoire». Grâce à cette méthode, tous les derniers chiffres, c'est-à-dire les chiffres des unités, des tableaux (y compris tous les totaux) sont arrondis de façon aléatoire (vers le haut ou vers le bas) à «0» ou à «5». Cette technique assure la protection maximale contre la divulgation directe, négative ou par recoupements, sans ajouter d'erreur significative aux données. Toutefois, puisque les totaux sont arrondis séparément, ils ne sont pas nécessairement égaux à la somme des chiffres individuels arrondis dans les distributions. De même, il faut s'attendre que les totaux et les autres chiffres correspondants dans divers tableaux du recensement présentent quelques légères différences.

CANADA

BILINGUAL DISTRICTS RECOMMENDED

DISTRICTS BILINGUES RECOMMANDES

District

SCALE IN MILES
MILES 100 200 300 400 500 MILES
ÉCHELLE EN MILES

Océan Pacifique

Atlantique



Région Atlantique

Introduction

266. Le premier établissement français de la côte de l'Atlantique est plus ancien que celui du Québec et que ceux des Anglais dans n'importe quelle partie de l'Amérique du Nord. Dès le début de 1604, quatre ans avant que Champlain ne débarque à Québec et 16 ans avant que le Mayflower n'aborde à Plymouth Rock, un groupe de colons français mettait pied à terre sur le littoral occidental de la baie de Fundy. Le printemps suivant, ils faisaient voile du côté de ce qu'on appelle aujourd'hui la vallée d'Annapolis, en Nouvelle-Écosse, pour fonder l'établissement permanent le plus ancien au Canada. Tout le long de ce siècle, d'autres postes français surgissent dans les provinces actuelles de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve.

267. De là est née la communauté que les Français ont appelée l'Acadie. Fort négligée par l'autorité royale et continuellement mêlée aux guerres que se livraient la France et l'Angleterre, la colonie n'en continue pas moins de grandir, grâce à sa seule détermination, pour atteindre une population de plus de 10,000 âmes au milieu du dix-huitième siècle. Au cours de la première partie de cette période, l'Acadie tombe quatre fois aux mains des Anglais et repasse autant de fois à la France à la suite de traités. Toutefois, en 1713, le traité d'Utrecht accordait à la Grande-Bretagne la possession définitive de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse où habitait le gros de la population acadienne.

268. La position des Acadiens de la Nouvelle-Écosse était donc des plus précaire. Ils appartenaient à l'Angleterre à une époque et dans une région troublées par des conflits incessants entre leurs anciens et leurs nouveaux maîtres. En 1755, année où éclate une autre guerre entre l'Angleterre et la France, la situation des Acadiens devient intenable. Craignant la possibilité d'avoir à lutter contre une cinquième colonne au sein de leur colonie de la Nouvelle-Écosse, les autorités britanniques rassemblèrent la population acadienne, la forcèrent à s'embarquer sur les navires disponibles et

la dirigèrent vers différentes parties de l'Empire britannique. C'est ainsi qu'en 1763, au moment du traité de Paris qui cédait toute la région Atlantique à la Grande-Bretagne, la plupart des Acadiens avaient été expulsés. D'après le recensement, il ne restait en 1767 que 921 Acadiens en Nouvelle-Écosse et 147 au Nouveau-Brunswick.

269. Et pourtant, les Acadiens ont fait preuve d'une telle énergie et d'une telle opiniâtreté que non seulement ils ont reconstitué leur communauté mais encore ils l'ont fait progresser à un rythme remarquable. À la fin du dix-huitième siècle, de petits groupes quittaient leur lieu d'exil pour rallier les provinces Maritimes par mer et par terre. Cherchant à éviter les régions où ils seraient vite repérés par les autorités britanniques qu'ils redoutaient naturellement, ils s'établirent par groupes isolés le long de la côte nord du Nouveau-Brunswick, au Cap Breton, à l'Île-du-Prince-Édouard ainsi que sur le littoral sud-ouest de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse. Ils vinrent ainsi grossir le nombre de leurs compatriotes qui avaient échappé à l'expulsion en se cachant dans les bois.

270. La reconstitution de l'Acadie a été un cheminement long et difficile. Parce qu'ils étaient revenus par petits groupes épars et qu'ils ne désiraient pas révéler leur retour aux autorités, les Acadiens se connaissaient à peine entre eux. De plus, au cours de la période de leur déportation, les colons écossais et irlandais avaient transformé l'Église catholique en une institution anglophone dans les Maritimes. C'est ainsi que l'Église qui venait à eux s'exprimait en anglais. Au milieu du dix-neuvième siècle, les Maritimes comptaient quatre diocèses mais aucun évêque francophone. Il n'y avait aucun prêtre de langue française en Nouvelle-Écosse et le petit nombre de ceux qui exerçaient leur ministère au Nouveau-Brunswick venaient du diocèse de Québec.

271. À une époque où l'éducation était encore généralement considérée comme un apanage religieux, l'absence de paroisses françaises a retardé la formation des Acadiens. Il est vrai que quelques prêtres ouvrirent des

écoles qui furent éventuellement subventionnées par le gouvernement après 1840 en Nouvelle-Écosse et 1850 au Nouveau-Brunswick; mais il reste qu'au moment de la Confédération, l'instruction était encore dispensée par des instituteurs itinérants qui donnaient quelques leçons dans une grange dans un village, ou dans une maison au village voisin. Une étude portant sur les Acadiens en 1859 rapporte que bon nombre d'entre eux avaient appris à lire et à écrire, mais que leurs connaissances s'arrêtaient là.

272. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'aucun journal acadien n'apparaît avant 1867; il y eut bien un Acadien élu à la législature du Nouveau-Brunswick après 1846, mais aucun représentant acadien des gouvernements des Maritimes de 1864 à 1867 n'a participé aux conférences de Charlottetown, de Québec et de Londres qui ont abouti à la Confédération. Les seuls Catholiques de langue française ayant été mêlés au processus de préparation de la constitution ont été ceux du Québec qui étaient à peine au courant de l'existence des Acadiens. Même en 1880, les journaux du Québec étaient tout ébahis de rapporter que des voyageurs traversant les Maritimes y avaient découvert la présence de communautés francophones. Ainsi, les Pères canadiens-français de la Confédération prirent bien soin d'obtenir des garanties constitutionnelles en faveur de leur groupe du Québec, mais ils se soucièrent fort peu des Acadiens.

273. Et pourtant ce petit peuple ne cessait de grandir très rapidement. Au cours d'un peu plus d'un siècle, à partir du premier recensement qui suivit l'expulsion jusqu'au premier recensement après la Confédération, les Acadiens sont passés, au Nouveau-Brunswick seulement, de 147 en 1767 à 44,907 en 1871. Au moment de la Confédération ils atteignaient 16 pour cent, au début du vingtième siècle, 24 pour cent et, en 1961, 39 pour cent de la population totale de la province. La plupart des 215,725 Néo-Brunswickois de langue maternelle française en 1971 étaient des descendants de ces quelques familles revenues d'exil dans les pires difficultés deux siècles auparavant. Dans l'ensemble de la province ils constituaient le tiers de la population, mais dans le nord, ils dominaient dans bon nombre de localités. Le

recensement de 1971 fait voir que dans plusieurs communautés des comtés du nord de la province, la population francophone allait de 90 à 100 pour cent.

274. Au Nouveau-Brunswick, cette solidité remarquable du français a été réalisée à peu près sans appui officiel. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique ne reconnaît pas l'existence du français au Nouveau-Brunswick comme il le fait au Québec. En outre, moins de quatre ans après la Confédération, le gouvernement de la province passait une loi qui privait les écoles catholiques de leurs subsides et qui n'appuyait que l'enseignement de l'anglais. Cette loi n'a pas été révoquée, mais les protestations constantes des Catholiques ont réussi à en tempérer les effets. En 1875, le gouvernement acceptait un compromis qui permettait aux Acadiens de conserver leurs écoles françaises les autorisant à engager des enseignants du Québec et d'utiliser leurs propres manuels français et catholiques.

275. En Nouvelle-Écosse, la Loi sur l'éducation de 1864, amendée en 1865 et en 1866, visait à uniformiser le régime et le programme scolaires réservés à l'anglais seulement. Les écoles françaises n'entraient pas dans le cadre juridique du système public. Cependant, les Acadiens, avec l'aide de leur Église, mirent sur pied des associations sociales et culturelles. Le Collège de Sainte-Anne vit le jour vers la fin du dix-neuvième siècle. En 1902, le lieutenant-gouverneur formait une commission acadienne dont les recommandations aboutirent à la reconnaissance juridique des écoles de langue française.

276. D'autres réformes suivirent. En 1905, par exemple, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse approuvèrent l'usage de manuels entièrement français, et non plus bilingues, dans les écoles acadiennes. En 1963, on créait une université francophone à Moncton au Nouveau-Brunswick. Au cours de la même décennie, un Acadien devint Premier ministre du Nouveau-Brunswick et les gouvernements des provinces Atlantiques cherchèrent à assurer l'usage du français aussi bien que de l'anglais. En 1968, le gouvernement du Nouveau-Brunswick votait la Loi sur les langues officielles qui faisait du français et de l'anglais les deux langues officielles de la province.

PROVINCE OF
NEWFOUNDLAND
FEDERAL BILINGUAL DISTRICTS

LEGEND
District Recommended

PROVINCE DE
TERRE-NEUVE
DISTRICTS BILINGUES FÉDÉRAUX

LÉGENDE
District Recommandé

PORT AU PORT

WEST LABRADOR
LABRADOR-OUEST

Terre-Neuve

277. En 1971, les seules régions de Terre-Neuve qui remplissaient les conditions d'un district bilingue, c'est-à-dire où le groupe minoritaire de langue maternelle officielle atteignait au moins dix pour cent de la population totale, étaient situées dans les environs de Port au Port et de Labrador-Ouest.

Districts bilingues recommandés à Terre-Neuve

1. Port au Port

a. description

le district bilingue de Port au Port se compose de la subdivision de recensement E—Port au Port Peninsula, et des centres d'administration locale (C.A.L.) de Cape Saint-George—Petit Jardin—De Grau—Marches Point—Loretto—Sheaves Cove, et de Lourdes, dans la division de recensement n° 4.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 4 (part.)			
Cape Saint-George— Petit Jardin—Grand Jardin—De Grau— Marches Point— Loretto—Sheaves Cove, C.A.L.....	1,595	470	29.5
Lourdes, C.A.L.....	960	15	1.6
Non municipalisé par subdivision E—Port au Port Peninsula.....	2,600	310	11.9
total.....	5,155	795	15.4

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Port au Port est situé dans une partie de la circonscription électorale

fédérale de Humber—Saint-Georges—Sainte-Barbe, et dans une partie de la circonscription électorale provinciale de Port au Port.

Précisions

278. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend une partie de la division de recensement 4 qui englobe la subdivision de recensement E soit la péninsule de Port au Port, ainsi que les centres d'administration locale de Cape Saint-George—Petit Jardin—Grand Jardin—De Grau—Marches Point—Loretto—Sheaves Cove, et Lourdes. Cette région est située sur la côte ouest de Terre-Neuve à quelque 10 milles de Stephenville, centre d'affaires le plus important des environs. C'est une localité peu considérable aussi bien en étendue que par le nombre total des résidents qui appartiennent au groupe linguistique minoritaire. Les services fédéraux de la région se limitent aux bureaux de poste. Pour ces raisons, quelques-uns des membres du Conseil étaient d'avis de ne pas y recommander la création d'un district bilingue.

Visite et consultations

279. Toutefois, plusieurs autres facteurs ont joué en faveur d'une conclusion positive. Le Premier Conseil avait recommandé l'établissement d'un district bilingue dans la région, en partie parce qu'il croyait que cette décision reconnaîtrait l'existence de la minorité locale et l'encouragerait à s'épanouir. Lorsqu'un groupe de membres du Conseil a visité l'endroit, il a trouvé la confirmation de cet espoir. Ainsi, en 1971, dans le district bilingue proposé, la minorité linguistique officielle n'atteignait que 795 personnes, mais ce nombre représentait une augmentation de cette minorité puisque dix ans auparavant, on ne comptait que 749 personnes dispersées sur un territoire un peu plus étendu. La proportion de la minorité dans la subdivision E dépassait également le minimum requis puisqu'elle s'élevait à 15.4 pour cent de toute la population.

280. En visitant la région, nous avons fait d'autres constatations qui ont influé sur notre jugement. Au cours de consultations que nous avons menées auprès des résidents de l'endroit, nous avons découvert que, ces derniers temps, la minorité avait tenté des efforts considérables pour sauvegarder et revivifier sa culture. Quelques citoyens avaient organisé des cercles français dont les activités comprenaient l'enseignement de la langue française. Ils avaient également aménagé des locaux où les groupes pouvaient tenir leurs réunions. Le Secrétariat d'État fédéral a fourni les services d'un animateur social.

281. En conséquence, le Conseil se trouve tout à fait justifié d'y recommander un district bilingue. Les dirigeants de cette minorité ont manifesté leur enthousiasme en faveur de ce projet et le gouvernement de Terre-Neuve les appuie sans réserve. Les députés de l'endroit ont également donné leur approbation.

Recommandation

282. Une forte majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue dans la région de Port au Port à l'intérieur des limites indiquées plus haut.

2. Labrador-Ouest

a. description

le district bilingue de Labrador-Ouest se compose de la subdivision de recensement D—Labrador-Ouest, et des districts d'amélioration locale (D.A.L.) de Labrador City et Wabush, dans la division de recensement n° 10.

b. 1971 statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 10 (part.)			
Labrador (part.)			
Labrador City			
D.A.L.....	7,620	860	11.3
Wabush D.A.L.....	3,385	170	5.0
Non municipalisé par subdivision			
D—Labrador-Ouest.....	2,615	425	16.3
total.....	13,620	1,455	10.7

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Labrador-Ouest est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Grand Falls—White Bay—Labrador, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Labrador-Nord et Labrador-Ouest.

Précisions

283. Le Premier Conseil consultatif des districts bilingues avait proposé qu'une fois que les rapports du recensement de 1971 seraient disponibles, le Conseil qui suivrait devrait déterminer si l'une des localités du Labrador répondait aux conditions requises d'un district bilingue. Le Deuxième Conseil a examiné les statistiques et il a découvert que deux régions étaient admissibles, notamment le district d'amélioration locale de Labrador City et la subdivision de recensement D—Labrador-Ouest, dans la division de recensement numéro 10. Chacune de ces deux régions possède une minorité linguistique officielle de plus de dix pour cent de la population totale.

284. En 1971, le district d'amélioration locale de Labrador City faisait partie de la région plus vaste de Labrador-Ouest, elle-même constituant la pointe la plus occidentale du Labrador, bornée de trois côtés par la province de Québec.

285. Un groupe de membres du Conseil a visité Labrador City, Wabush et Churchill Falls afin de consulter les résidents de l'endroit, d'évaluer la situation locale, de constater l'étendue des services fédéraux et de déterminer s'il y avait lieu de recommander un ou des districts bilingues et, dans l'affirmative, à quels endroits.

Labrador City et Wabush

286. Labrador City est le centre nerveux d'une grande recrudescence d'activité économique dans l'ouest du Labrador. La «ville» elle-même et la collectivité environnante de Wabush sont au cœur d'un essor considérable résultant de la croissance rapide de l'industrie locale du minerai de fer et de la découverte de nouvelles mines avoisinantes. L'aéroport voisin des deux communautés constitue une ruche bourdonnante d'activité, qui sert de point d'arrêt et de passage aux travailleurs et aux marchandises arrivant aux deux centres ou se rendant aux nouvelles mines de Mont Wright et de Fermont, situées quelques milles plus loin à l'intérieur de la province de Québec. L'aéroport jalonne également la

PORT AU PORT

Federal Bilingual District

LEGEND

- District Recommended
- Federal Electoral District
- Census Division
- Census Subdivision

PORT AU PORT

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé
- Circonscription électorale fédérale
- Division de recensement
- Subdivision de recensement

NOTE: The bilingual district of Port au Port lies within the Federal Electoral District of HUMBER-ST GEORGES-ST BARBE

NOTE: Le district bilingue de Port au Port fait partie de la circonscription électorale fédérale de HUMBER-ST GEORGES-ST BARBE



NEWFOUNDLAND TERRE-NEUVE



Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

WEST LABRADOR

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	10
Census Division	D
Census Subdivision	

NOTE: The bilingual district of Labrador West lies within the Federal Electoral District of GRAND FALLS-WHITE BAY-LABRADOR

LABRADOR-OUEST

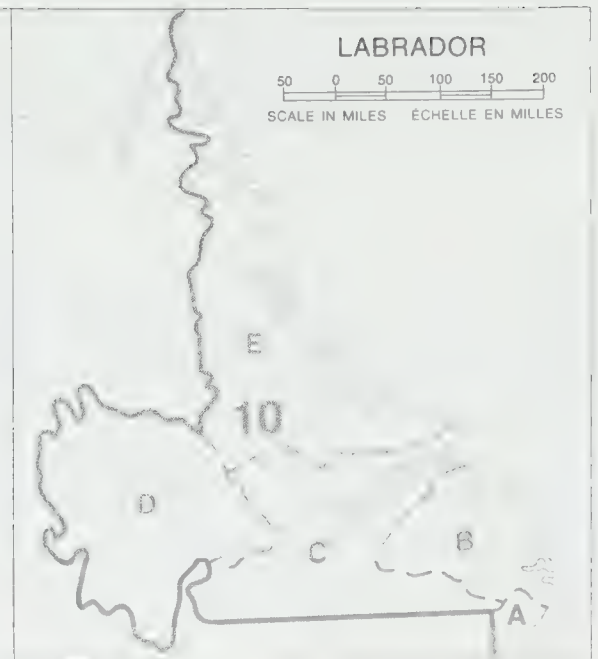
District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	10
Division de recensement	D
Subdivision de recensement	

NOTE: Le district bilingue de Labrador-Ouest fait partie de la circonscription électorale fédérale de GRAND FALLS-WHITE BAY-LABRADOR.

LABRADOR

50 0 50 100 150 200
SCALE IN MILES ÉCHELLE EN MILLES



Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

NEWFOUNDLAND TERRE-NEUVE

25 0 25 50 75
SCALE IN MILES
ÉCHELLE EN MILLES

route aller-retour de Churchills Falls et de plusieurs autres établissements du Labrador et de l'île de Terre-Neuve. Bien que la plupart des travailleurs et des résidents de la région soient des Terre-neuviens, il y en a une bonne partie qui viennent du Québec et du nord du Nouveau-Brunswick. C'est pourquoi si l'anglais est la langue d'usage courant, le français est quand même fréquemment utilisé.

287. Lorsque nous l'avons visitée, Labrador City avait ses écoles bilingues, des services fédéraux bilingues et une ambiance manifestement bilingue. En 1971, le district d'amélioration locale comptait une population de 7,620 habitants dont 860, soit 11.3 pour cent, étaient de langue maternelle française. Le district d'amélioration locale voisin de Wabush avait une population totale beaucoup plus restreinte ainsi qu'une répartition numérique et proportionnelle moins considérable de citoyens de langue maternelle française. Sur ses 3,385 résidents, 170, soit 5 pour cent, appartenaient à la minorité linguistique officielle.

288. Le Conseil n'a éprouvé aucune difficulté à proposer de faire du district d'amélioration locale de Labrador City un district bilingue parce que la population minoritaire dépassait la norme minimale de 10 pour cent, et qu'il constitue un lieu de résidence ou de transit pour bon nombre de Canadiens français. Au moment de notre visite, par exemple, la population active employée dans les établissements voisins de Mont Wright et de Fermont au Québec était en grande partie de langue française et quelques-uns des travailleurs et leurs familles demeuraient à Labrador City. Nous croyons donc que la création d'un district bilingue conviendrait parfaitement à l'atmosphère qui règne déjà dans cet endroit et permettrait d'accroître les services fédéraux en français, mesure qui semble nécessaire puisqu'un certain nombre de résidents et de gens de passage sont unilingues français.

289. Le district d'amélioration locale de Wabush semble moins bilingue et n'a pas le pourcentage suffisant pour devenir district bilingue. Toutefois, Wabush et Labrador City étant deux localités presque contiguës, reliées par un tronçon de route très passante, exercent une influence réciproque considérable. Elles ont un aéroport commun et un certain nombre d'intérêts mutuels que l'isolement du territoire vient encore accentuer.

290. Ainsi, le Conseil ne croit pas raisonnable de recommander la création d'un district bilingue dans une partie de cette région et non pas dans l'autre. Néanmoins, si l'on amalgame les deux districts d'améliora-

tion locale, la minorité linguistique officielle de l'ensemble de la région n'atteint que 9.4 pour cent, ce qui est inférieur au minimum requis.

Autres possibilités

291. Cependant, il existe deux autres possibilités. L'une serait d'inclure la localité de Churchill Falls dans un district bilingue ou de former un district bilingue de toute la région connue sous le nom de Labrador-Ouest, comprise dans la subdivision D de la division 10 de recensement. Labrador-Ouest renferme les trois localités de Labrador City, de Wabush et de Churchill Falls, ainsi qu'une bonne partie de territoire non municipalisé.

Churchill Falls

292. En 1971, Churchill Falls avait une population de 2,355 habitants dont 320 ou 13.6 pour cent étaient de langue maternelle française. Bien qu'on dépasse ici le minimum requis de 10 pour cent, l'ensemble de cette minorité ne paraît pas suffisant pour justifier la recommandation d'un district séparé.

293. De plus, Churchill Falls n'avait guère de services fédéraux en 1971. C'est une ville fermée qui loge la plus grande usine souterraine d'énergie hydro-électrique du monde. La compagnie a pris à cœur de fournir des services en français et en anglais à tous ses employés et à leurs familles, notamment des écoles, des bibliothèques, des cinémas et la radio. Cependant, on nous a dit que lorsque la présente phase de construction de l'usine serait terminée, dans un avenir rapproché, le nombre d'employés francophones allait probablement diminuer plus rapidement que celui des Anglophones.

Amalgamation de Churchill Falls, de Labrador City et de Wabush

294. D'après le recensement de 1971, si l'on rassemble ces trois localités, le nombre de Francophones serait légèrement supérieur au dix pour cent requis. Toutefois, un district qui inclurait ces trois localités et le territoire non municipalisé qui leur est relié aurait un caractère plutôt artificiel, de même qu'une forme géographique étrange, et il serait difficile de le délimiter selon des frontières conventionnelles. Restait à étudier la subdivision de recensement D—Labrador-Ouest.

Labrador-Ouest

295. Le choix de la région toute entière offrait plusieurs avantages marqués. D'abord, le territoire est plus

étendu et il compte un pourcentage plus élevé de la minorité, soit 10.7 pour cent. On augmenterait ainsi le nombre de personnes qui pourraient profiter des services d'un district bilingue et on engloberait tous les résidents d'une région isolée et très peu peuplée, mais de façon uniforme et facilement identifiable.

296. Deuxièmement, par suite du développement économique rapide que connaît cette région, il est possible que les établissements actuels continuent à croître ou que d'autres localités surgissent. Si la population de ces endroits suit le modèle établi à Labrador City et à Churchill Falls en particulier et, à un moindre degré, à Wabush; elle compterait un nombre considérable de résidents francophones aussi bien qu'anglophones, même si l'accroissement de la proportion du premier groupe n'était pas aussi rapide que celui du deuxième. En tout cas, ces gens pourraient avoir besoin de services fédéraux bilingues avant la prochaine étude prévue des frontières de districts qui n'aura lieu qu'après le recensement de 1981.

297. Troisièmement, la puissance économique dominante de cette partie occidentale de la subdivision, l'Iron Ore Company of Canada, a adopté un programme bilingue portant sur l'emploi de la main-d'œuvre, la sélection de ses directeurs ainsi que sur l'administration et le fonctionnement de la compagnie. Cette entreprise a des liens solides avec le Québec. Son siège social est à Montréal et, dans la région qui sépare le Québec de l'ouest du Labrador, elle a des mines et des installations industrielles des deux côtés de la frontière, dont les plus importantes sont situées à Labrador City, à Schefferville et à Sept-Îles. L'Iron Ore Company of Canada possède et exploite le Quebec North Shore and Labrador Railway qui relie Schefferville et Sept-Îles en traversant l'ouest du Labrador.

298. Les porte-parole de la compagnie non seulement se sont prononcés fermement en faveur de l'établissement d'un district bilingue dans la région mais encore ont proposé que ce soit un secteur très étendu, comprenant en plus de la subdivision de recensement D—Labrador-Ouest, le territoire avoisinant du Québec qui renferme les gisements de minerai alors en voie de développement ou censés être exploités dans un proche avenir. Cette attitude s'appuie sur le désir de la compagnie d'avoir une main-d'œuvre bilingue mobile; elle compte aussi que ses employés et leurs familles acceptent plus volontiers de passer d'un endroit à l'autre dans le Québec et le Labrador s'ils ont une plus grande assurance d'obtenir des services fédéraux dans leur propre langue à l'endroit où ils se rendent.

299. Quatrièmement, les résidents de l'endroit, que nous avons rencontrés à Labrador City, ont montré une préférence marquée en faveur d'un district bilingue qui renfermerait l'ensemble de la subdivision D—Labrador-Ouest. Nous avons assisté à une réunion qui groupait une vingtaine de citoyens représentant une grande variété d'occupations et d'intérêts, aussi bien que les deux groupes linguistiques officiels; ils ont donné leur plein assentiment à une résolution qui visait à faire un district bilingue de toute la subdivision.

300. Enfin, un député de la région, qui était aussi présent à cette réunion, s'est prononcé fermement en faveur de cette solution. Par la suite, le gouvernement de Terre-Neuve lui a donné son appui enthousiaste.

Recommandation

301. Une forte majorité des membres du Conseil propose l'établissement d'un district bilingue appelé Labrador-Ouest et composé de la façon indiquée plus haut.

Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

302. Vu qu'en 1971 il n'y avait à Terre-Neuve aucun grand centre urbain ayant au moins 5,000 citoyens dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle, la recommandation supplémentaire que nous faisons à cet égard n'intéresse pas cette province.¹

303. Toutefois, notre deuxième recommandation supplémentaire qui applique la même proposition à toutes les capitales provinciales, sans égard au nombre de personnes, touche la capitale provinciale de Saint-Jean.²

Saint-Jean

304. Le territoire en cause est la région métropolitaine de recensement de Saint-Jean pour laquelle nous présentons une description géostatistique et une carte à la Partie III.³ En 1971, la région métropolitaine de Saint-Jean comptait 150 citoyens, ou 0.1 pour cent, dont la langue d'usage était le français.

¹ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

² Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 2, paragraphes 1159-1160, p. 176.

³ Partie III, pp. 202-203.

PROVINCE OF
PRINCE EDWARD ISLAND
FEDERAL BILINGUAL DISTRICTS

LEGEND
District Recommended

PROVINCE DE
L'ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD
DISTRICTS BILINGUES FÉDÉRAUX

LÉGENDE
District Recommandé



SCALE IN MILES

ÉCHELLE EN MILES

L'Île-du-Prince-Édouard

Régions admissibles mais non recommandées

305. En 1971, presque toutes les subdivisions de recensement de l'Île-du-Prince-Édouard qui comptaient au moins dix pour cent de la minorité linguistique officielle étaient dans la région que le Conseil recommande à titre de district bilingue d'Egmont. Seules deux subdivisions de recensement ayant une population minoritaire d'au moins dix pour cent n'ont pas été incluses dans le district proposé.
306. Les deux subdivisions de recensement qui n'ont pas été recommandées appartiennent au canton 24 de la division de recensement de Queens, qui correspond au comté de Queens. Le canton 24, situé du côté nord du comté de Queens, est à environ dix milles au nord-ouest de la capitale de Charlottetown.
307. Les deux subdivisions en cause sont le village de North Rustico, qui, en 1971, comptait une population totale de 765 habitants dont 90, soit 11.8 pour cent, étaient de langue maternelle française et le reste du canton, section rurale dont la population s'élevait à 1,360 habitants dont 270, ou 19.9 pour cent, étaient de langue maternelle française. Ainsi, la population totale du canton 24, en 1971, était de 2,125 habitants, dont 360 ou 16.9 pour cent appartenaient à la minorité linguistique francophone.
308. Même si ces deux subdivisions, prises séparément ou réunies, possèdent une minorité linguistique officielle d'au moins dix pour cent de la population totale, le présent Conseil a décidé, comme son prédécesseur, de ne pas recommander la création d'un district bilingue dans cette région. L'avis a prévalu que la population minoritaire totale des deux subdivisions réunies reste trop restreinte pour justifier la création d'un district. Cet élément minoritaire semble moins enclin à préserver son identité culturelle que certains groupes comparables d'autres régions. Enfin, le Conseil a remarqué qu'il n'y avait guère de services fédéraux dans cette région.

District bilingue recommandé dans l'Île-du-Prince-Édouard

1. Egmont

a. description

le district bilingue d'Egmont se compose des Townships n^{os} 1 à 17, inclusivement, des villes d'Alberton et Summerside, et des villages de Miminigash, Miscouche, O'Leary, Saint-Eleanor's, Saint-Louis, Tignish, Tyne Valley, Wellington, et Wilmot, dans la division de recensement de Prince.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Prince, division (part.)			
Townships 1 à 17....	16,425	3,910	23.8
villes			
Alberton.....	975	50	5.1
Summerside.....	9,440	880	9.3
villages			
Miminigash.....	415	15	3.6
Miscouche.....	750	255	34.0
O'Leary.....	795	10	1.3
Saint-Eleanor's.....	1,620	75	4.6
Saint-Louis.....	165	70	42.4
Tignish.....	1,060	270	25.5
Tyne Valley.....	150	—	—
Wellington.....	345	240	69.6
Wilmot.....	735	10	1.4
total.....	32,875	5,785	17.6

c. circonscriptions électorales

le district bilingue d'Egmont est situé dans la circonscription électorale fédérale d'Egmont et dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Malpèque; il est situé dans les circonscriptions électorales provinciales Première, Deuxième et Cinquième, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales Troisième et Quatrième du comté de Prince

Précisions

309. Le Conseil n'a éprouvé aucune difficulté à recommander un district bilingue dans cette région qui occupe l'extrémité occidentale de l'Île-du-Prince-Édouard. La division de recensement de Prince, qui correspond aux limites du comté du même nom, renferme le gros de la population acadienne de la province. En 1971, elle comptait environ 6,000 citoyens appartenant à la minorité linguistique officielle et elle était dotée d'un certain nombre de services fédéraux. De plus, les résidents de la région qui ont été consultés se sont prononcés en faveur de la création d'un district bilingue, comme l'a fait le gouvernement de la province.

Diverses possibilités

310. C'est sur la détermination des limites du district que le Conseil a passé la plus grande partie de son temps. Bien que la majorité des Francophones de ce secteur occidental de l'île habitent une région homogène composée des cantons 1 à 17, qui constituent les subdivisions de la division de recensement de Prince, la population minoritaire ne se répartit pas de façon égale à travers le comté. Il existe deux concentrations importantes: l'une au sud dans les subdivisions de recensement 14, 15, 16 et 17 et l'autre, au nord, dans les subdivisions de recensement 1 et 2. Dans la zone qui sépare ces deux grandes concentrations de Francophones, il y a onze subdivisions de recensement où la population de langue maternelle française est faible ou inexistante.

311. Étant donné qu'un district bilingue devrait être une région continue, le Conseil s'est demandé laquelle des possibilités suivantes il préférerait: 1) un district dans chacune des deux régions de concentration de la minorité, en laissant de côté les subdivisions de recensement qui les séparent; ou 2) un district pour le secteur dans lequel la minorité était la plus considérable en oubliant le reste; ou 3) un seul district qui embrasserait toutes les subdivisions de recensement de 1 à 17.

Première possibilité: deux districts

312. Le secteur sud, connu sous le nom d'Évangéline, possède une population minoritaire plus considérable que le secteur nord, qu'on appelle souvent la région de Tignish. En 1971, dans le secteur d'Évangéline, les subdivisions de recensement 14, 15 et 16, ainsi que le village de Wellington, avaient, dans chaque cas, une population minoritaire beaucoup plus considérable que

le dix pour cent requis. Prise ensemble, la population de cette région atteignait les 3,450 habitants, dont 2,155 ou 62.5 pour cent étaient de langue maternelle française.

313. Même si la subdivision de recensement voisine numéro 17 ainsi que les centres urbains municipaux qu'elle comprend possèdent une population minoritaire dont le pourcentage beaucoup plus restreint n'atteint que 9.9 pour cent, le Conseil croit que cette région mérite de faire partie du secteur sud puisqu'elle renferme la ville de Summerside, centre de service important qui ajoute une population de langue française de 880 habitants. En ajoutant le canton 17 et les municipalités qu'il comprend, la population totale de tout le secteur sud atteint 18,190 habitants, dont 3,620 ou 19.9 pour cent sont de langue maternelle française.

314. Du côté nord, la région de Tignish, qui comprend les subdivisions de recensement 1 et 2 et les centres urbains qu'elle renferme a une population totale de 4,805 habitants, dont 1,860 ou 38.7 pour cent sont de langue maternelle française.

315. Ainsi, chacun des secteurs nord et sud possède une population minoritaire bien au delà du dix pour cent exigé et chacun d'eux compte un nombre suffisant de Francophones pour qu'il semble raisonnable d'envisager la recommandation de deux districts séparés, si l'on jugeait opportun de laisser de côté les subdivisions à prédominance anglophone qui les séparent.

316. Toutefois, le Conseil est d'avis qu'il serait peu sage de créer deux districts relativement restreints qui sépareraient une région considérée comme une seule collectivité par la minorité. En plus, cette division contribuerait à isoler la région de Tignish. Le gouvernement provincial nous a fait part qu'il allait établir un certain nombre de nouveaux centres de services régionaux et que celui qui était prévu pour les habitants de cette région, y compris les Francophones, serait situé à O'Leary. Ce village qui appartient à la subdivision de recensement numéro 6 et qui est aux confins des deux districts envisagés, ne ferait donc partie d'aucun des deux. O'Leary qui ne comptait que dix habitants de langue maternelle française, serait moins utile à la population francophone en tant que centre de service s'il était situé à l'extérieur d'un district bilingue fédéral plutôt qu'à l'intérieur.

Deuxième possibilité: la seule région d'Évangéline

317. Un des membres du Conseil croit qu'il serait opportun de ne recommander qu'un seul district, nommément la région d'Évangéline et d'oublier la région de

PRINCE EDWARD ISLAND ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD



EGMONT

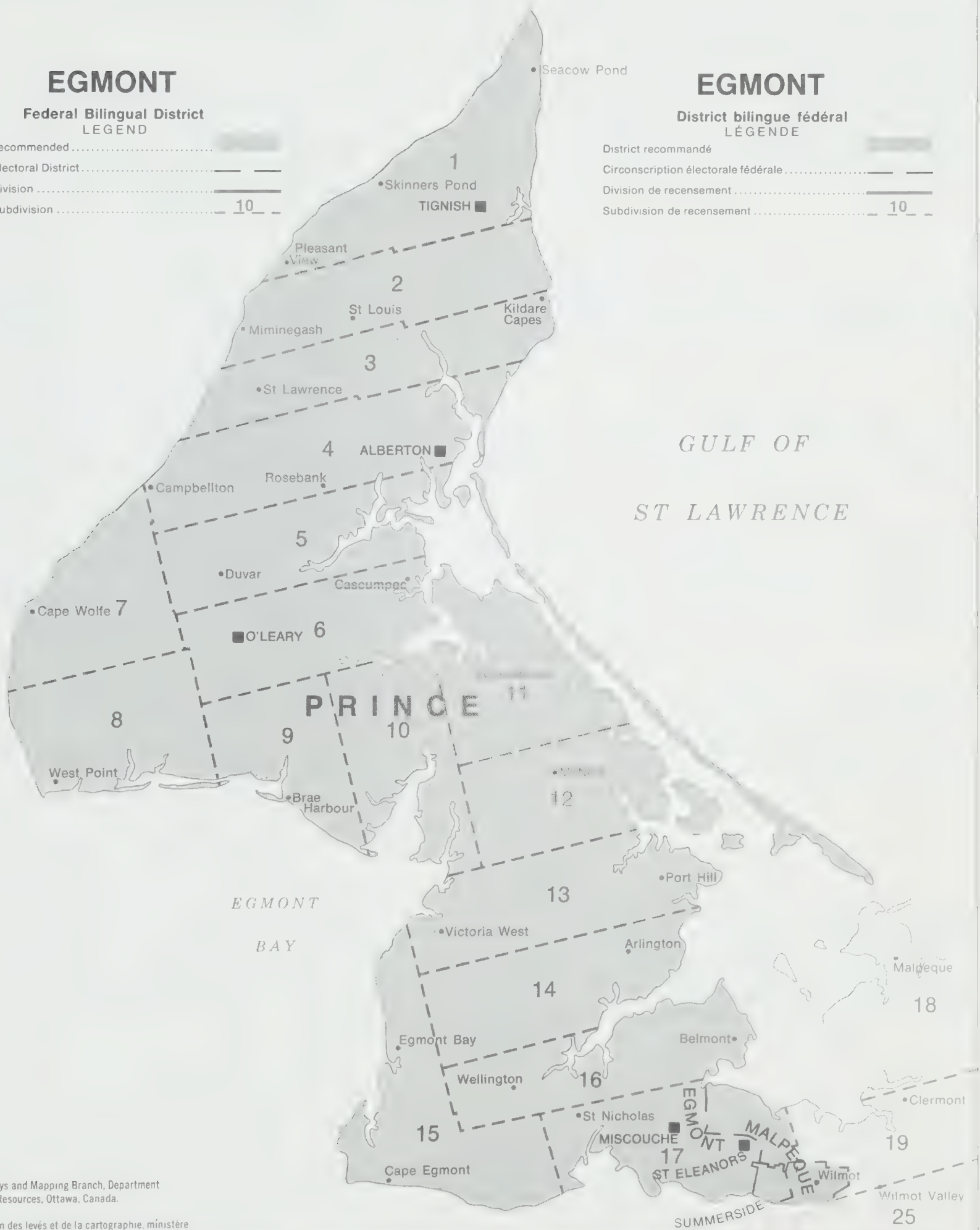
Federal Bilingual District
LÉGENDE

District Recommended
Federal Electoral District
Census Division
Census Subdivision 10

EGMONT

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé
Circonscription électorale fédérale
Division de recensement
Subdivision de recensement 10



Tignish où la population de langue maternelle française a connu une diminution considérable au cours de la décennie intercensale de 1961 à 1971. Toutefois, nous avons écarté cette possibilité parce que nous avons remarqué que le déclin de la minorité dans la région de Tignish n'était pas plus considérable que celui du même groupe dans les subdivisions de recensement du secteur d'Évangéline.

Troisième possibilité: un district fusionné

318. Voilà les raisons qui ont porté le Conseil à recommander un district pour toute la région qui inclurait les zones de concentration de Tignish et d'Évangéline ainsi que les subdivisions de recensement qui les séparent.

319. Plusieurs autres considérations viennent appuyer le raisonnement du Conseil. Le district fusionné serait continu, compact, et facile à identifier puisqu'il serait composé des subdivisions de recensement 1 à 17 et des municipalités qu'elles renferment. À l'exception d'une très faible partie du coin sud-est, il correspondrait au district électoral fédéral d'Egmont. De plus, il aurait l'avantage de réunir environ les quatre-cinquièmes de toute la population de langue maternelle française de la province. La minorité francophone y serait de beaucoup supérieure au dix pour cent que requiert la création d'un district bilingue; en effet, en 1971, cette région comptait une population totale de 32,875 habitants, dont 5,785 ou 17.6 pour cent étaient de langue maternelle française.

320. Nous avons également découvert qu'une bonne partie du public acceptait que cette région soit déclarée district bilingue. Le Premier Conseil consultatif l'avait déjà proposée. Bien qu'il n'ait donné lieu à la création d'aucun district, le rapport du Premier Conseil ne semble pas avoir été vain. Les membres du présent Conseil qui ont tenu une réunion à Summerside ont constaté qu'au moins un organisme fédéral avait exigé que la documentation publiée sur les lieux paraisse dans les deux langues officielles. Au moins l'une des personnes qui ont pris part à la discussion a prétendu que la région avait déjà été déclarée district bilingue. D'autres ont manifesté une certaine impatience de voir qu'on n'avait pas encore donné suite à cette recommandation.

321. Summerside, qui ferait partie du district proposé, est dotée d'un certain nombre de services fédéraux et d'installations militaires. C'est également la deuxième plus grande ville de la province et le principal centre de services fédéraux dans cette partie de l'Île-du-Prince-Édouard.

322. Les résidents de la région que les membres du Conseil ont consultés se sont prononcés en faveur d'un district bilingue unifié. Ce fut l'avis, entre autres, de la Société Saint-Thomas d'Aquin, association qui représente les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard. Au reste, le gouvernement de la province ainsi qu'un député de cette circonscription préfèrent de beaucoup cette solution.

Recommandation

323. Le Conseil recommande à l'unanimité la création d'un district bilingue dans le secteur d'Egmont décrit plus haut.

Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

324. Vu qu'en 1971 il n'y avait à l'Île-du-Prince-Édouard aucun grand centre urbain ayant au moins 5,000 citoyens dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle, la recommandation supplémentaire que nous faisons à cet égard n'intéresse pas cette province.⁴

325. Toutefois, notre deuxième recommandation supplémentaire qui applique la même proposition à toutes les capitales provinciales, sans égard au nombre de personnes, touche la capitale provinciale de Charlottetown.⁵

Charlottetown

326. Le territoire en cause est l'agglomération de recensement de Charlottetown pour laquelle nous présentons une description géostatistique et une carte à la Partie III.⁶ En 1971, l'agglomération de Charlottetown comptait 90 citoyens, ou 0.4 pour cent dont la langue d'usage était le français.

⁴ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176

⁵ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 2, paragraphes 1159-1160, p. 176.

⁶ Partie III, pp. 194-195.

ANTIGONISH-INVERNESS- RICHMOND



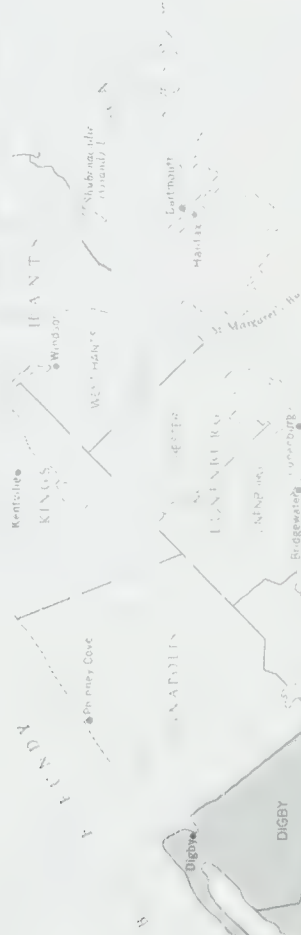
PROVINCE OF NOVA SCOTIA FEDERAL BILINGUAL DISTRICTS

LEGEND
District Recommended ...

PROVINCE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE DISTRICTS BILINGUES FÉDÉRAUX

LÉGENDE
District Recommandé

DIGBY-YARMOUTH



La Nouvelle-Écosse

327. En 1971, les seules régions de la Nouvelle-Écosse qui répondaient aux conditions requises d'un district bilingue, c'est-à-dire dont le groupe minoritaire de langue maternelle officielle atteignait au moins dix pour cent de la population totale, comprenaient l'ensemble des divisions de recensement d'Antigonish, d'Inverness et de Richmond ainsi que celles de Digby et de Yarmouth. Ces divisions de recensement correspondent aux comtés du même nom.

328. Les principales concentrations de Francophones en Nouvelle-Écosse se situent aux deux extrémités opposées de la province. Trois des cinq divisions de recensement mentionnées se trouvent dans le secteur nord et les deux autres, dans le sud-ouest. Si, dans le nord, les comtés d'Antigonish, d'Inverness et de Richmond sont voisins, Antigonish est tout de même séparé des deux autres par le détroit de Canso. Antigonish fait partie du continent tandis que Inverness et Richmond appartiennent à l'Île du Cap-Breton. À l'extrémité sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, les comtés de Digby et de Yarmouth sont contigus.

Districts bilingues recommandés en Nouvelle-Écosse

1. Antigonish—Inverness—Richmond

a. description

le district bilingue d'Antigonish—Inverness—Richmond se compose des divisions de recensement d'Antigonish, Inverness et Richmond.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Divisions			
Antigonish.....	16,815	1,275	7.6
Inverness.....	20,375	3,820	18.7
Richmond.....	12,735	5,155	40.5
total.....	49,925	10,250	20.5

c. circonscriptions électorales

le district bilingue d'Antigonish—Inverness—Richmond est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Cape Breton—East Richmond et Cape Breton Highlands—Canso; il est situé dans les circonscriptions électorales provinciales d'Antigonish, Inverness, et Richmond.

Précisions

329. D'après le recensement de 1971, deux de ces trois divisions comptaient un groupe de langue française important qui atteignait au moins dix pour cent de la population totale; la troisième circonscription ne renfermait qu'une seule subdivision de recensement ayant le nombre minimum requis pour devenir district bilingue.

330. En chiffres absolus et en pourcentage, c'est Richmond qui possédait l'élément francophone le plus considérable. La minorité y atteignait un total de 5,155, soit 40.5 pour cent de l'ensemble de la population de la division de recensement. Inverness comptait une population de langue maternelle française de 3,820, soit 18.7 pour cent de la population totale de la division de recensement. Dans le comté d'Antigonish vivaient 1,275 citoyens de langue maternelle française, mais ils ne formaient que 7.6 pour cent de la population totale. Néanmoins, ce groupe était concentré en grande partie dans une région particulière et on y trouvait une subdivision de recensement où la minorité linguistique francophone atteignait le dix pour cent requis. Il s'agissait de la subdivision de recensement B—Pompquet-Tracadie, région à prédominance rurale qui n'englobe pas la ville d'Antigonish. On y dénombrait 1,020 Francophones, soit exactement 16.4 pour cent de la population totale de la subdivision de recensement.

331. Bien que, depuis 1961, le pourcentage de la minorité soit tombé de plusieurs points dans les comtés d'Antigonish et de Richmond, et de 12.7 points dans Inverness, le Conseil a cru que, vu la taille encore très

importante de ce groupe linguistique, il devrait proposer un ou des districts bilingues dans cette région. Il restait à en déterminer le nombre et les frontières les plus appropriées.

Trois possibilités

332. Il se présentait plusieurs façons possibles d'établir des districts bilingues et d'en tracer les limites. Nous avons considéré les propositions suivantes: (1) un district bilingue dans chacun des comtés d'Antigonish, d'Inverness et de Richmond; ou (2) deux districts, l'un dans Inverness et l'autre dans Richmond; on pourrait rattacher Antigonish à l'un ou à l'autre, ou tout simplement l'oublier; ou (3) un district réunissant Inverness et Richmond auquel on pourrait ou non ajouter Antigonish.

Première possibilité: trois districts

333. La possibilité de recommander trois districts bilingues repose en particulier sur la viabilité d'un district bilingue dans Antigonish où se trouve le groupe minoritaire le plus faible.

334. En cherchant une solution à ce problème, le Conseil s'est rappelé que la partie du comté d'Antigonish qui comptait le plus fort élément de langue française était la subdivision de recensement B—Pomquet-Tracadie. Toutefois, sa population minoritaire ne dépassait pas les 1,020 et on n'arriverait guère à y trouver des bureaux fédéraux. Cette subdivision n'englobe pas la ville d'Antigonish qui groupe plus de services fédéraux mais seulement 150 Francophones, soit 2.7 pour cent des citoyens.

335. Étant donné la faiblesse de ce groupe minoritaire et la rareté des bureaux fédéraux, le Conseil n'a pas cru sage de faire un district bilingue de la seule subdivision de recensement B—Pomquet-Tracadie. Puisque c'est la seule subdivision de recensement qui satisfaisait aux conditions requises, nous ne pouvions donc pas proposer un district bilingue distinct englobant la totalité ou une partie de la division de recensement d'Antigonish. Cependant, il serait peut-être possible de raccorder la totalité ou une partie de la division du recensement d'Antigonish à un district bilingue plus étendu.

Deuxième possibilité: deux districts

336. Nous pouvions ensuite envisager la possibilité de ne recommander que deux districts, l'un dans In-

verness et l'autre dans Richmond, et de rattacher Antigonish à l'un ou l'autre de ces comtés, ou bien celle de l'oublier complètement.

337. Le principal argument qui aurait pu porter le Conseil à recommander qu'on fasse de Richmond et d'Inverness deux districts séparés était que la minorité d'Inverness pourrait jouir de meilleurs services fédéraux bilingues dans le comté. En effet, si l'on n'en formait qu'un seul district et qu'on appliquait à la lettre la section 9(1) de la Loi sur les langues officielles, il se pourrait qu'on ne fournisse de services bilingues que dans les «bureaux principaux» qui seraient plus souvent situés dans Richmond que dans Inverness puisque le premier comté possède une minorité plus forte que le second. Certains représentants du groupe minoritaire à Chéticamp craignaient pareille éventualité, car, selon eux, on aurait quelque peu négligé leur localité dans le passé.

338. Deuxièmement, s'il y avait deux districts, il serait possible de restreindre celui d'Inverness à cette partie du territoire qui renferme la concentration principale du groupe de langue française, notamment la subdivision A—Chéticamp-Margaree, sans inclure les subdivisions de recensement B—Inverness-Port Hood et C—River Denys-Port Hawkesbury où la minorité francophone était très faible. Située dans le nord du comté d'Inverness, la subdivision de recensement A comptait, en 1971, 3,445 Francophones, soit 52.0 pour cent de toute la population. Le reste de la division d'Inverness ne réunissait qu'un faible pourcentage de la population de langue française, soit en tout 370 Francophones. De la sorte, si l'on faisait de la subdivision A un district bilingue on obtiendrait un secteur qui serait moins étendu mais qui offrirait un caractère et un visage beaucoup plus français. Le fait d'y établir un district bilingue bien délimité pourrait en faire le symbole de l'existence d'une minorité distincte et lui redonner confiance.

339. Néanmoins, après mûre réflexion, le Conseil s'est rendu compte que la région de Chéticamp ne comportait pas assez de services fédéraux et était trop isolée pour faire l'objet d'une recommandation favorisant la création d'un district bilingue séparé.

340. Le Conseil s'est également demandé s'il serait bien avisé de tenter de réunir en un seul district bilingue la division de recensement d'Inverness et soit tout le comté d'Antigonish, soit la seule subdivision de recensement B—Pomquet-Tracadie. Cependant, le Conseil a retenu des consultations qu'il a faites à Inverness que les résidents du Cap-Breton ne s'identifient pas à la région d'Antigonish et que fort peu ou

ANTIGONISH - INVERNESS - RICHMOND

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended

Federal Electoral District

Census Division

Census Subdivision

ANTIGONISH - INVERNESS - RICHMOND

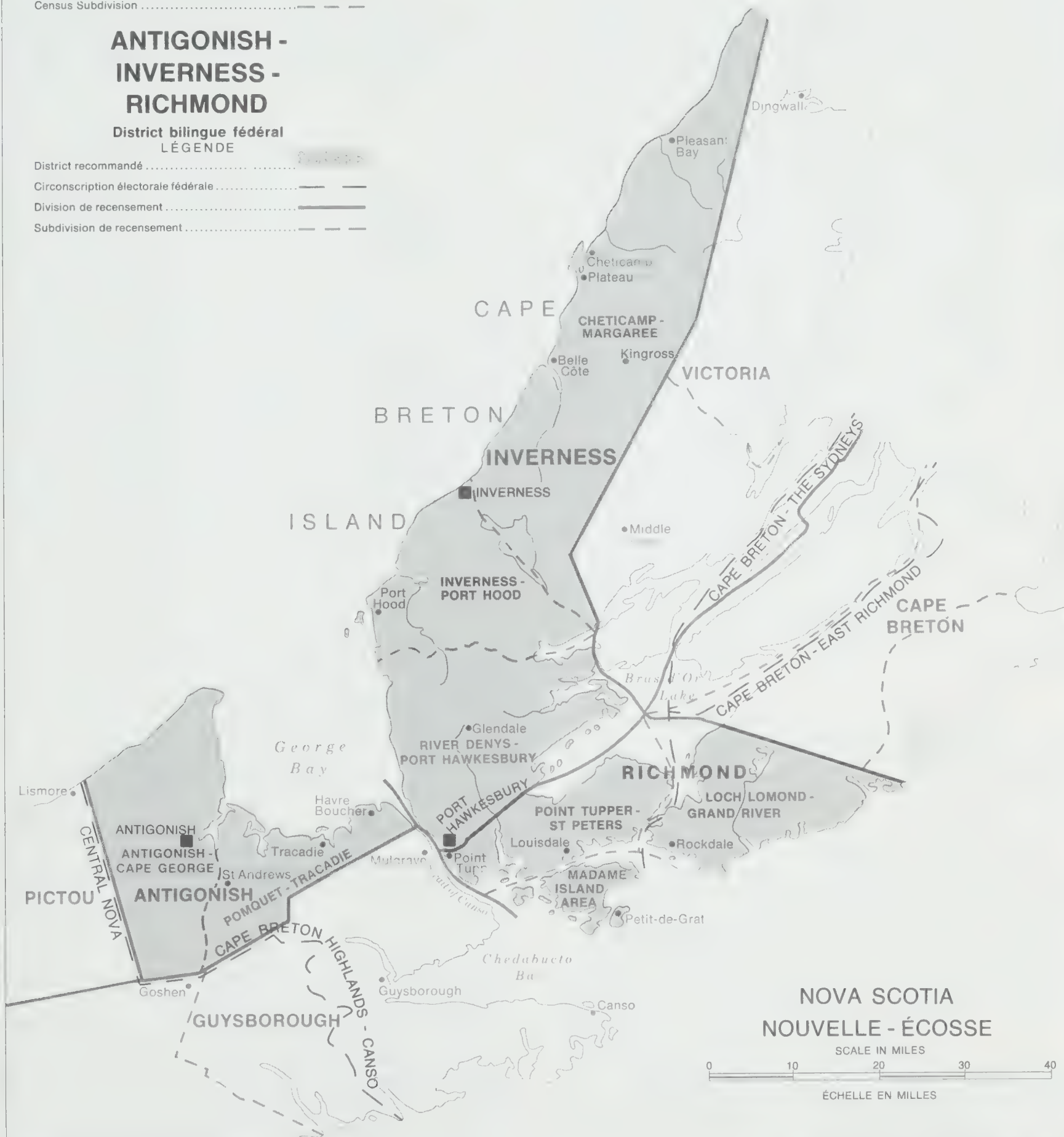
District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé

Circonscription électorale fédérale

Division de recensement

Subdivision de recensement



NOVA SCOTIA
NOUVELLE - ÉCOSSE

SCALE IN MILES
0 10 20 30 40
ÉCHELLE EN MILES

aucun d'entre eux ne profitent des services fédéraux qui s'y trouvent.

341. Une autre solution consistait à envisager de rattacher à Richmond la division de recensement d'Antigonish, ou la partie pertinente, sans y inclure Inverness. Toutefois, Antigonish et Richmond sont encore plus éloignés l'un de l'autre qu'Antigonish et Inverness.

342. Le Conseil a donc décidé de ne pas recommander la création de deux districts, Inverness et Richmond, en reliant Antigonish à l'un ou à l'autre de ces comtés.

Troisième possibilité: un district

343. La dernière possibilité consistait à envisager un district qui comprendrait Inverness et Richmond, auxquels s'ajouterait ou non la totalité ou une partie du comté d'Antigonish.

344. Le Conseil en vint rapidement à la conclusion que les comtés réunis d'Inverness et de Richmond constituaient à coup sûr une région apte à devenir district bilingue. En 1971, elle comptait près de 9,000 citoyens de langue maternelle française, soit environ 27 pour cent de la population totale, dont 1,600 étaient unilingues français. Ce secteur était aussi doté d'un certain nombre de bureaux fédéraux dont quelques-uns dispensaient déjà leurs services en français, bien que, nous a-t-on dit, on eût pu faire beaucoup mieux. On peut y capter des émissions de radio et de télévision en français.

345. Les résidents sont si habitués à l'utilisation des deux langues que quelques citoyens de Richmond et de Chéticamp croyaient qu'on y avait déjà créé un district bilingue. Au cours de nos visites, nous n'avons rencontré personne, de quelque appartenance linguistique que ce soit, qui s'opposait à la mise sur pied d'un district bilingue; certains se sont montrés indifférents; pour d'autres il n'y avait pas de doute qu'il fallait recommander la formation d'un district bilingue dans Richmond où la minorité constituait 40.5 pour cent de la population.

346. Restait à savoir si nous devions ajouter la totalité ou une partie de la division d'Antigonish au district bilingue de Richmond-Inverness. Le premier Conseil avait proposé de réunir les trois comtés en un seul district. L'un des membres du présent Conseil s'opposait à cette idée, arguant que la population anglophone prédominait dans le comté d'Antigonish, que la minorité, peu nombreuse, n'y atteignait que 7.6 pour cent, que

les bureaux fédéraux y étaient relativement rares et que les résidents d'Inverness et de Richmond considéraient cette région comme n'appartenant pas au Cap-Breton. Toutefois, cette personne était prête à accepter qu'on ajoute au district bilingue proposé la subdivision de recensement B—Pomquet-Tracadie.

347. Une autre objection voulait que l'addition du comté et de la ville d'Antigonish, tout en paraissant avantager la minorité par l'accroissement des services bilingues la desservirait à la longue en la noyant dans le milieu anglophone du comté d'Antigonish où elle serait exposée à s'assimiler à la culture de la majorité.

348. Nous avons reçu des réponses affirmatives partout où nous avons consulté les gens sur l'opportunité d'inclure le comté d'Antigonish dans le district proposé. Néo-écossais de langue maternelle anglaise ou française, citoyens du Cap-Breton ou d'Antigonish, ils se sont tous prononcés en faveur de l'addition de la division complète d'Antigonish plutôt que de la laisser de côté ou de n'inclure que la subdivision de recensement B—Pomquet-Tracadie. Les seules réserves qu'ils aient exprimées provenaient d'une certaine crainte qu'ils avaient de l'effet que la création d'un district bilingue pourrait avoir sur les possibilités locales d'emploi.

349. Nos interlocuteurs nous ont fourni les raisons qui motivaient la préférence qu'ils manifestaient à l'égard d'un district plus étendu. D'après eux, cette solution permettrait aux 1,275 Francophones du comté d'Antigonish de profiter des avantages qu'il y aurait d'appartenir à un district bilingue; elle contribuerait également à soutenir la vie française dans la région. Le territoire envisagé compterait 10,250 habitants de langue maternelle française, soit 20.5 pour cent de la population totale.

350. On nous a dit que ce district profiterait de la présence de l'Université Saint-Francis Xavier d'Antigonish. On a également prétendu que si l'on ajoutait le comté d'Antigonish, les conseils scolaires accepteraient sans doute d'intensifier l'enseignement de la langue seconde. On nous a appris que l'école secondaire professionnelle de Port Hawkesbury desservait déjà Antigonish, de même que Richmond, Inverness et Guysborough, et qu'il s'agissait là d'un exemple de fusion de tous ces comtés. On nous a aussi annoncé que d'autres installations régionales destinées à servir les deux rives du détroit de Canso viendraient probablement s'établir à Port Hawkesbury.

351. Le Conseil a consulté plusieurs représentants élus de la région. À l'exception de l'un d'entre eux, qui n'a pourtant fait valoir aucune objection, ils ont tous

donné leur appui vigoureux à la proposition favorisant la réunion des trois comtés en un seul district bilingue. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse appuie également une telle proposition. Toutes ces considérations ont influé sur la recommandation du Conseil.

Recommandation

352. Une forte majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue dans la région formée par les trois divisions de recensement d'Antigonish, d'Inverness et de Richmond.

2. Digby—Yarmouth

a. description

le district bilingue de Digby—Yarmouth se compose des divisions de recensement de Digby et de Yarmouth.

b. statistiques de recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Divisions			
Digby.....	20,350	7,730	38.0
Yarmouth.....	24,685	7,785	31.5
total.....	45,035	15,515	34.5

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Digby—Yarmouth est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de South Western Nova, et dans les circonscriptions électorales provinciales de Clare, Digby et Yarmouth.

Précisions

353. Digby et Yarmouth sont deux comtés qui comprennent l'extrémité sud-ouest de la partie continentale de la Nouvelle-Écosse, près de l'entrée de la baie de Fundy. Yarmouth est au sud de Digby. D'après le recensement de 1971, ces deux comtés, qui correspondent à des divisions de recensement, avaient une minorité de langue maternelle française assez nombreuse qui dépassait amplement le minimum requis de dix pour cent. Digby comptait 7,730 Francophones, soit 38.0 pour cent, Yarmouth, 7,785, soit 31.5 pour cent de la population totale.

354. Toutefois, cette minorité ne se répartit pas de façon égale dans chacune des divisions de recensement. Au contraire, elle se concentre fortement dans une subdivision de chaque comté. Ainsi, dans Digby, plus de neuf-dixièmes des Francophones habitent la subdivision de Clare, centre de la collectivité acadienne de la Nouvelle-Écosse. On l'appelle là-bas «The French Shore», un peu comme une «Riviera française»; cette région réunit l'un des groupes minoritaires français le plus vigoureux de l'Est du Canada. En 1971, il y vivait 7,155 Francophones, soit 79.7 pour cent de toute la population de Clare. Dans la division de recensement de Yarmouth, le gros des résidents de langue maternelle française habitaient la subdivision d'Argyle; ils étaient au nombre de 5,970, soit 70.1 pour cent de la population totale.

Multiples possibilités

355. Étant donné ces chiffres et la situation locale que certains de nos membres sont allés étudier sur place, et à la suite des consultations qu'ils y ont menées, il ne fait aucun doute que Clare et Argyle sont éminemment aptes à former un ou des districts bilingues. Néanmoins, cette conclusion ne tient pas compte de toutes les possibilités. Le Conseil s'est demandé s'il ne vaudrait pas mieux proposer un ou des districts qui dépasseraient les limites des subdivisions de recensement relativement restreintes de Clare et d'Argyle.

356. En repassant diverses possibilités, nous avons examiné l'opportunité de faire l'une des propositions suivantes: (1) un district bilingue pour tout le comté de Yarmouth plutôt que pour la seule subdivision de recensement d'Argyle; (2) un district bilingue pour tout le comté de Digby plutôt que pour la seule subdivision de recensement de Clare; ou (3) un district bilingue comprenant les comtés réunis de Digby et de Yarmouth.

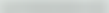
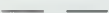
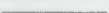
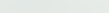
(1) Yarmouth

357. Le Conseil n'a guère mis de temps à décider que tout le comté de Yarmouth se prêtait mieux à la création d'un district bilingue que la seule subdivision de recensement d'Argyle. Les données statistiques des subdivisions de recensement de ce comté ainsi que la situation des bureaux fédéraux faisaient nettement pencher la balance de ce côté.

358. La division de recensement de Yarmouth comprend les subdivisions de recensement d'Argyle et de Yarmouth, la ville de Yarmouth, et une réserve indienne

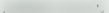
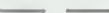

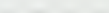
DIGBY-YARMOUTH

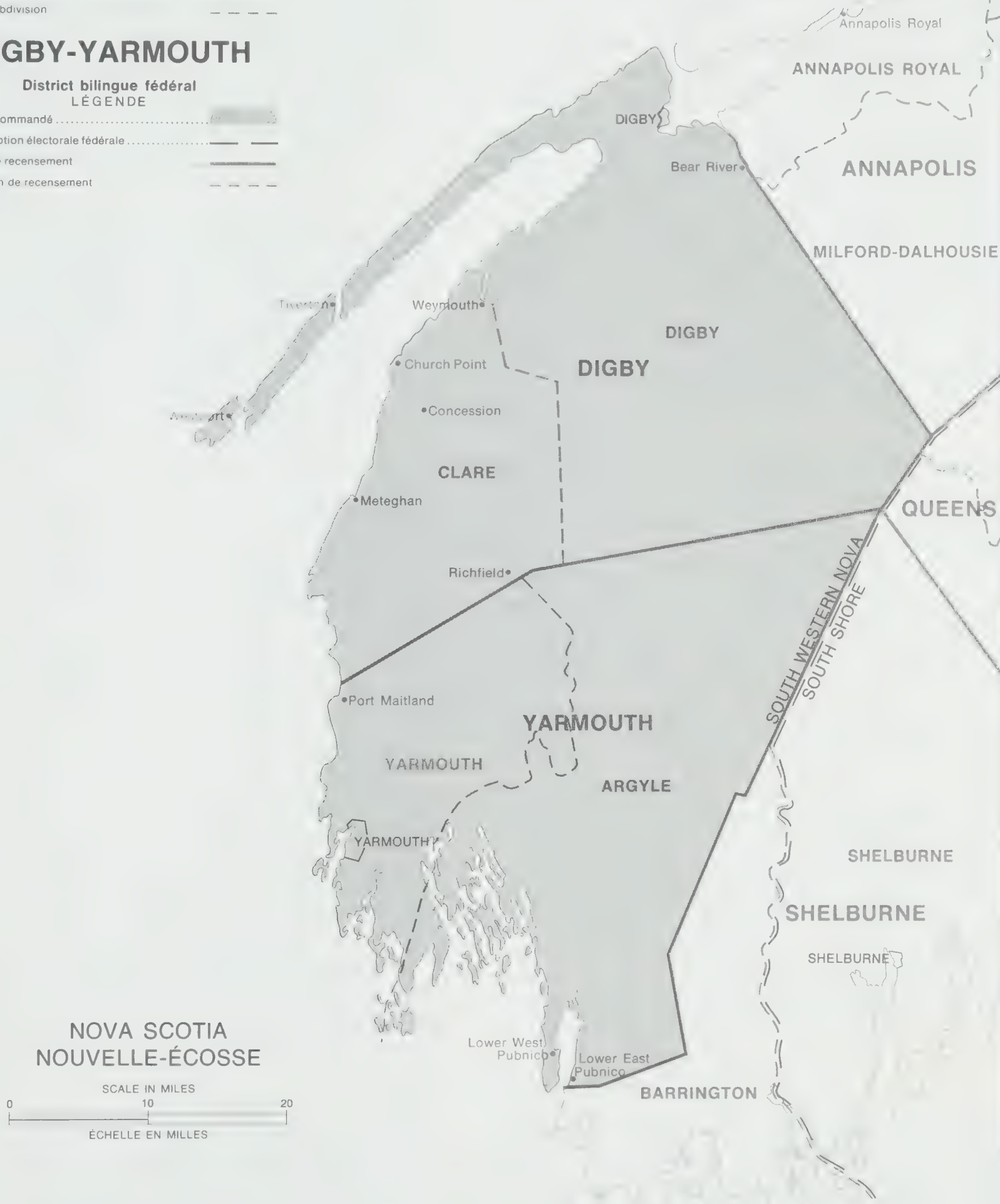
Federal Bilingual District
LÉGENDE

District Recommended	
Federal Electoral District	
Census Division	
Census Subdivision	

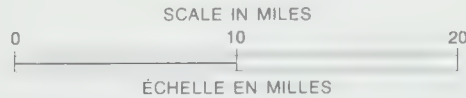
DIGBY-YARMOUTH

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	
Division de recensement	
Subdivision de recensement	



NOVA SCOTIA
NOUVELLE-ÉCOSSE



peu importante de cinq personnes. Argyle, comme nous l'avons déjà noté, réunissait 5,970 membres de la minorité, soit 70.1 pour cent. La ville de Yarmouth avait une minorité de 1,040 résidents de langue française, soit 12.2 pour cent de la population totale, tandis que la subdivision de recensement de Yarmouth comptait 770 Francophones, soit 10.1 pour cent de la population totale. La ville de Yarmouth est le centre des principaux services de tout le comté. Au contraire, peu de bureaux fédéraux sont établis dans Argyle. Le Conseil n'a donc pas cru concevable de proposer un district bilingue qui ne comporterait qu'Argyle et non pas tout le comté de Yarmouth.

(2) Digby

359. Bien que les statistiques ne soient pas aussi éloquentes, le même raisonnement s'applique à peu près intégralement au comté de Digby. Ni la subdivision de recensement de Digby, ni la ville de Digby qui, avec Clare et la petite réserve indienne, formant le comté de Digby n'avaient une minorité linguistique officielle de dix pour cent. La ville de Digby comptait 140 Franco-phones, soit 5.9 pour cent. La subdivision de recensement de Digby en avait 430, soit 4.8 pour cent.

360. Toutefois, même si la partie du comté extérieure à Digby est dotée de plus de services fédéraux que la région avoisinante de Yarmouth, il reste que Digby, comme Yarmouth, constitue le principal centre administratif de sa région. On nous a répété maintes fois que nombre des résidents de la «Côte française», dont certains sont unilingues francophones, se rendaient à Digby pour y obtenir les services fédéraux ou commerciaux. Étant donné que la «Côte française» se situe à mi-chemin entre les deux villes, quelques-uns de ses habitants vont aussi à Yarmouth; toutefois, il semble que ce soit Digby qui en attire le plus grand nombre.

361. Néanmoins, il nous est certes apparu manifeste que bien des gens de la «Côte française», en particulier ceux qui habitent la partie nord du littoral entretenaient des relations plus importantes et offraient une plus grande affinité avec Digby qu'avec Yarmouth. On attribue en grande partie cette inclination au fait que le centre d'intérêt des Acadiens du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse est leur unique établissement d'enseignement supérieur, le Collège de Sainte-Anne, qui est situé à Church Point, plus près de Digby que de Yarmouth.

362. Clare et Digby paraissent également se rapprocher par des liens traditionnels et une certaine vie communautaire. Un représentant officiel anglophone de la ville de Digby nous a dit que, selon lui, l'ensemble du comté constitue une unité sociale et que la ville

souffrirait d'être séparée, pour quelque raison administrative que ce soit, de la «Côte française». Il a ajouté que ce sentiment est si ancré chez les citoyens de Digby que, lorsqu'on a proposé de déménager le Collège de Sainte-Anne à Yarmouth, le conseil de ville de Digby, à prédominance anglophone, a voté une résolution demandant que le Collège reste à Church Point. Les dirigeants acadiens, que nous avons consultés lors d'une réunion tenue à Church Point, étaient aussi convaincus qu'il faudrait inclure Digby dans tout district bilingue qui engloberait ce comté.

363. Au surplus, nous avons appris de la bouche des représentants scolaires de Digby qu'à la suite de la recommandation du Premier Conseil d'inclure Digby dans un district bilingue, le conseil scolaire avait tenté de sérieux efforts en vue d'étendre l'enseignement du français aux élèves anglophones. Bien que le conseil scolaire n'eut pas reçu à cette fin l'appui financier qu'il attendait des subventions fédérales administrées par la province, il n'en désirait pas moins continuer ses efforts; on a émis l'avis qu'il serait peut-être possible d'obtenir une aide plus substantielle si Digby faisait partie d'un district bilingue.

364. On nous a appris que dans la région, on n'avait guère relevé d'opposition à la recommandation du premier Conseil d'inclure Digby dans un district bilingue. La plupart des gens se sont montrés soit indifférents, soit favorables à cette proposition. Nos informateurs nous ont affirmé que l'opinion publique n'avait pas changé sensiblement depuis 1971, même si, ces derniers temps, avait surgi une certaine inquiétude touchant la façon dont la mise en oeuvre de services bilingues fédéraux influencerait sur les chances d'emploi dans la Fonction publique régionale. Cependant, ils ne croyaient pas que ces craintes suscitent de l'opposition. Ils ont même déclaré qu'à tout prendre nous soulèverions à Digby plus de discussions si nous devions laisser cette ville de côté que si nous décidions de l'inclure. Enfin, nos propres consultations avec les gens de la région n'ont révélé aucun signe de résistance à l'inclusion de Digby dans le district bilingue envisagé. Pour toutes ces raisons, le Conseil en est arrivé à la conclusion qu'il faudrait ajouter toute la division de recensement de Digby à tout district bilingue que nous jugerions à propos de recommander.

(3) Un ou deux districts

365. Il restait à savoir si le Conseil devait proposer deux districts bilingues, un pour la division de Digby et un pour la division de Yarmouth, ou bien un seul. Le Conseil n'a guère hésité à décider en faveur de cette

dernière proposition qui se trouve à rejoindre exactement celle du Premier Conseil. L'ensemble de cette région possède une très forte minorité de Francophones dont le nombre atteint le chiffre de 15,515, soit 34.5 pour cent. Même si la proportion de ce groupe a légèrement diminué par rapport à 1961, année où elle était de 35.1 pour cent, le nombre a quelque peu augmenté si on le compare à 15,302 qu'il était en 1961.

366. Le Conseil s'est également montré sensible au fait que la création d'un seul district contribuerait sans aucun doute à aider le groupe minoritaire plus faible d'Argyle chez lequel, ces derniers temps, on avait senti un intérêt renouvelé à l'égard de la conservation de la langue et qui avait même pris des mesures pour encourager l'usage; il était donc manifeste que toutes dispositions qui viseraient à rapprocher cet îlot d'Argyle de la grande et florissante collectivité de Clare contribueraient à soutenir ces efforts.

367. Les représentants de la minorité que nous avons rencontrés à Argyle non seulement se sont prononcés en faveur de la création d'un district bilingue, mais encore ont exprimé le désir d'obtenir un district qui comprendrait les deux comtés de Yarmouth et de Digby. À peu près tous les particuliers et tous les groupes que nous avons consultés à Yarmouth, à Church Point et à Digby, qu'ils fussent de langue anglaise ou de langue française, ont formulé le même souhait avec autant de vigueur. Nous avons été frappés de l'unanimité de cette conviction voulant que Yarmouth et Digby constituent un seul district bilingue.

368. À part l'inquiétude touchant l'impact que la mise sur pied d'un district bilingue pourrait exercer sur le marché du travail, nous n'avons entendu qu'une autre réserve: la crainte que l'on crée un district bilingue et qu'on applique trop strictement les termes de l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles; il serait alors concevable qu'on fournisse moins de services qu'il serait souhaitable d'avoir en se bornant aux «bureaux principaux» situés uniquement à Yarmouth et à Digby.

369. Nous devons en outre signaler que quelques citoyens se sont plaints du fait que les services fédéraux bilingues existant à Yarmouth et à Digby étaient moins que suffisants. Toutefois, les fonctionnaires fédéraux que nous avons rencontrés ne partagent pas cette opinion; selon eux, ils répondent de façon satisfaisante aux demandes qu'ils reçoivent. On nous a dit que l'une des raisons pour lesquelles les membres du groupe linguistique

minoritaire n'obtenaient pas les services dans leur langue est qu'ils ne les demandent pas. Eux prétendent qu'ils ne les demandent pas parce qu'on les fera attendre ou qu'ils auront à subir d'autres inconvénients personnels.

370. L'autre récrimination générale que nous avons souvent entendue est que la réception des émissions françaises de radio et de télévision est pitoyable. La Société Radio-Canada semble avoir fait un effort raisonnable pour fournir ces services à la minorité de la région, mais elle a rencontré des problèmes d'ordre technique, topographique ou atmosphérique qui en ont compromis la réussite. Church Point constitue l'un des exemples les plus regrettables. Dans cette localité, qui abrite le Collège acadien de Sainte-Anne, la réception des émissions télévisées en langue française laisse tellement à désirer que les petits Francophones qui auraient profit à suivre des émissions présentées dans un français soigné tournent le bouton au réseau anglais dont le rendement est de bien meilleure qualité.

371. Les Francophones que nous avons rencontrés en cet endroit ou ailleurs sont convaincus que les émissions françaises de radio et de télévision constituent l'un des appuis les plus utiles que l'État fédéral puisse leur fournir en vue de leur aider à sauvegarder et à améliorer leur langue.

372. Tous les députés et les ministres que nous avons consultés dans les deux comtés ont soit accepté la proposition de réunir en un seul district les deux divisions de Digby et de Yarmouth, soit exprimé aucune opposition à ce projet. Plus tard, des représentants du gouvernement de la Nouvelle-Écosse se sont aussi prononcés fortement en faveur de la proposition. La conformité entre ces avis et nos propres constatations nous a grandement influencés.

Recommandation

373. Le Conseil recommande à l'unanimité la création d'un district bilingue groupant les deux divisions de recensement de Digby et de Yarmouth.

Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

374. Vu qu'en 1971 il n'y avait en Nouvelle-Écosse aucun grand centre urbain ayant au moins 5,000 citoyens dont la langue d'usage était celle de la mino-

rité linguistique officielle, la recommandation supplémentaire que nous faisons à cet égard n'intéresse pas cette province.⁷

375. Toutefois, notre deuxième recommandation supplémentaire qui applique la même proposition à toutes les capitales provinciales, sans égard au nombre de personnes, touche la capitale provinciale de Halifax.⁸

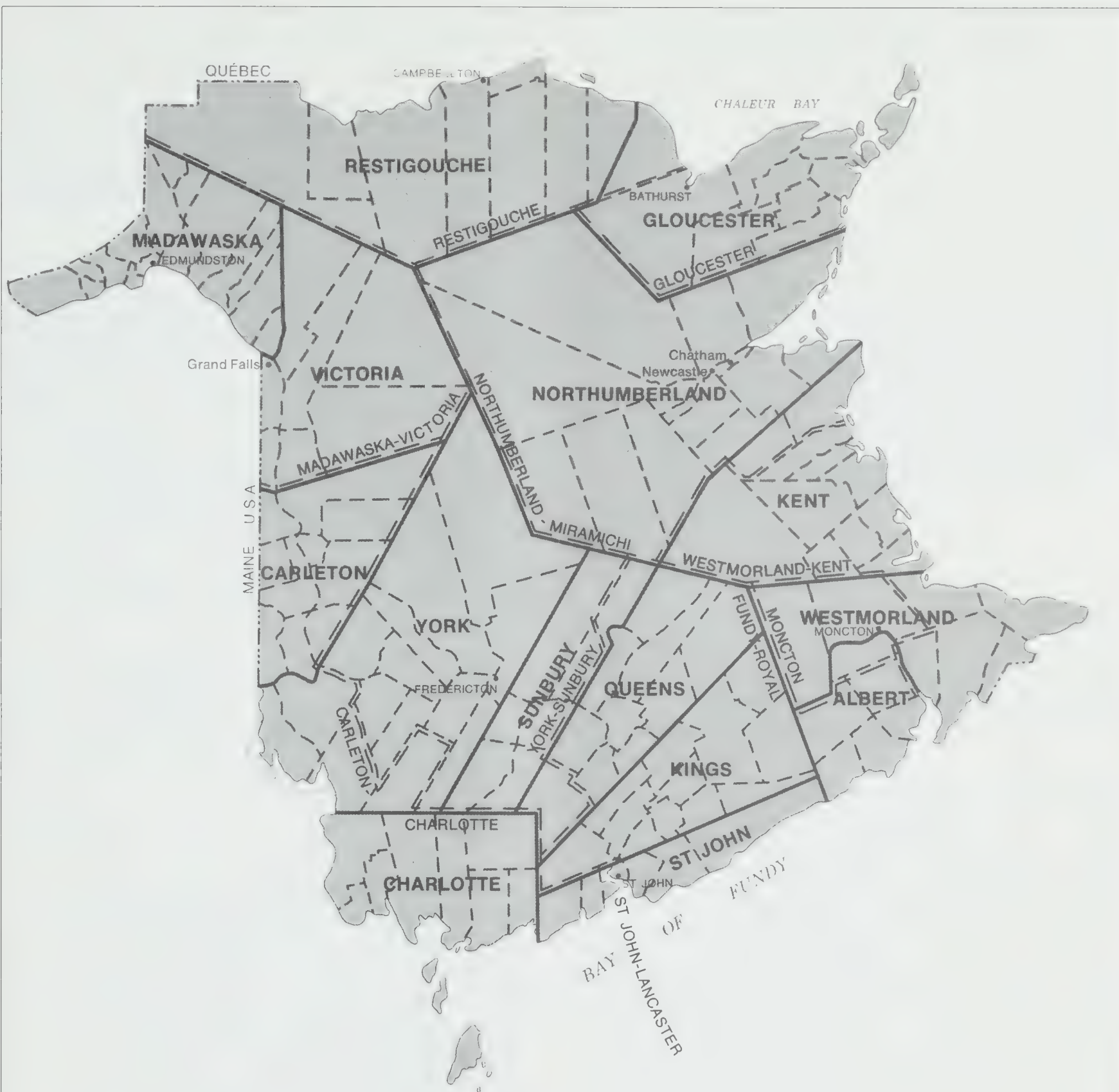
Halifax

376. Le territoire en cause est la région métropolitaine de recensement de Halifax pour laquelle nous présentons une description géostatistique et une carte à la Partie III.⁹ En 1971, la région métropolitaine de Halifax comptait 2,655 citoyens, ou 1.2 pour cent, dont la langue d'usage était le français.

⁷ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

⁸ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 2, paragraphes 1159-1160, p. 176.

⁹ Partie III, pp. 200-201.



NEW BRUNSWICK

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	
Census Division	
Census Subdivision	

NOUVEAU-BRUNSWICK

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	
Division de recensement	
Subdivision de recensement	



Nouveau-Brunswick

District bilingue recommandé au Nouveau-Brunswick

1. Nouveau-Brunswick

a. description

le district bilingue du Nouveau-Brunswick se compose du territoire de la province du Nouveau-Brunswick.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Province du Nouveau-Brunswick....	634,555	215,730	34.0
total.....	634,555	215,730	34.0

c. circonscriptions électorales

le district bilingue du Nouveau-Brunswick est situé dans les circonscriptions électorales fédérales de Carleton—Charlotte, Fundy—Royal, Gloucester, Madawaska—Victoria, Moncton, Northumberland — Miramichi, Restigouche, Saint-Jean—Lancaster, Westmorland—Kent et York—Sunbury; il est situé dans les circonscriptions électorales provinciales d'Albert, Bathurst, Bay du Vin, Kent-Sud, Campbellton, Caraket, Carleton-Centre, Carleton-Nord, Carleton-Sud, Charlotte-Centre, Charlotte—Fundy, Charlotte-Ouest, Chatham, Dalhousie, Edmundston, Fredericton-Nord, Fredericton-Sud, Grand-Sault, Kent-Centre, Kings-Centre, Kings-Est, Kings-Ouest, Kent-Nord, Madawaska-Centre, Madawaska-les-Lacs, Madawaska-Sud, Memramcook, Baie Miramichi, Miramichi—Newcastle, Sud-Ouest-Miramichi, Moncton-Est, Moncton-Nord, Moncton-Ouest, Nepisiguit—Chaleur, Nigadiao—Chaleur, Oromocto, Peticodiac, Queens-Nord, Queens-Sud, Resti-

gouche-Est, Restigouche-Ouest, Riverview, East Saint John, Saint John—Fundy, Havre-Saint John, Saint John-Nord, Saint John-Parc, Saint John-Sud, Saint John-Ouest, Saint-Stephen—Milltown, Shediac, Shippegan-les-Îles, Sunbury, Tantramar, Tracadie, Victoria—Tobique, York-Nord et York-Sud.

Cas unique

377. Au Nouveau-Brunswick, le Conseil devait résoudre la question fondamentale de savoir s'il allait proposer de faire de la province toute entière un district bilingue ou ne recommander que les régions où la minorité linguistique officielle atteignait le minimum de dix pour cent.

378. Les données numériques globales applicables à toute la province semblaient faire pencher le balance du côté de la première solution. Comme tout le monde le sait, le Nouveau-Brunswick est la province canadienne où le pourcentage du groupe minoritaire de langue maternelle officielle est le plus élevé. Numériquement, il vient au troisième rang de toutes les provinces du Canada. D'après le recensement de 1971, le Nouveau-Brunswick comptait 215,730 résidents de langue maternelle française. En Ontario le groupe minoritaire de même expression atteint un peu plus du double, tandis qu'au Québec les Anglophones sont plus de trois fois et demie plus nombreux. Toutefois, la minorité linguistique officielle du Nouveau-Brunswick s'élevait à 34.0 pour cent de la population totale de la province. En revanche, le groupe équivalent en Ontario se réduisait à 6.3 pour cent et les Anglophones du Québec n'étaient qu'à 13.1 pour cent de la population totale de cette province. Ainsi, en terme de pourcentage, le groupe linguistique minoritaire du Nouveau-Brunswick est complètement à part.

379. Depuis leur retour d'exil, les Acadiens ont connu un accroissement démographique remarquable qui s'est tout de même ralenti récemment; leur pro-

portion numérique a aussi accusé un léger déclin. Les chiffres des trois derniers recensements se présentent ainsi qu'il suit: 185,110 ou 35.9 pour cent en 1951; 210,530, ou 35.2 pour cent en 1961 et 215,730, ou 34.0 pour cent en 1971.

Difficulté fondamentale

380. Même si l'importance de la minorité semble porter à conclure qu'il faille recommander de faire de toute la province un district bilingue, il n'en existe pas moins une difficulté fondamentale. Une analyse plus détaillée des statistiques démographiques nous a fait voir que la minorité, au lieu de s'échelonner de façon égale dans toutes les parties de la province, se concentre au contraire dans certaines régions. En prenant pour base les divisions de recensement qui correspondent aux comtés provinciaux, la proportion de la minorité va d'un maximum de 94.6 pour cent au Madawaska à un minimum de 2.0 pour cent dans Carleton. À un niveau plus restreint, par exemple dans le cas de quelques subdivisions de recensement, la différence atteint les limites absolues de 100 à 0.0 pour cent.

381. Ces derniers cas sont exceptionnels, mais il existe un certain nombre de divisions de recensement où la minorité est loin d'atteindre le dix pour cent requis, et un certain nombre d'autres où elle dépasse les 80 pour cent. Ainsi, comme l'indique le tableau suivant, six des quinze divisions de recensement du Nouveau-Brunswick avaient, en 1971, une minorité linguistique officielle de cinq pour cent ou moins, tandis que trois autres s'élevaient à plus de 80 pour cent. La plupart des subdivisions de ces neuf divisions reflétaient un manque d'équilibre identique.

TABLEAU 1
*Répartition procentuelle de la population, selon la langue maternelle officielle, par division de recensement, Nouveau-Brunswick, 1971**

Division	Anglophones	Francophones
Albert.....	97.0	2.4
Carleton.....	97.2	2.0
Charlotte.....	94.9	4.4
Gloucester.....	16.9	82.8
Kent.....	14.6	81.4
Kings.....	96.5	2.5
Madawaska.....	5.1	94.6
Northumberland.....	72.0	25.8
Queens.....	89.8	8.6
Restigouche.....	39.7	59.8
Saint-John.....	91.0	7.6
Sunbury.....	93.3	5.0
Victoria.....	58.2	38.9
Westmorland.....	58.8	40.3
York.....	92.6	4.9

*Le pourcentage de chaque division n'arrive pas à un total de 100 parce qu'on a omis les chiffres relatifs aux autres groupes linguistiques.

Floraison de l'unilinguisme

382. L'analyse du tableau statistique nous a fait voir que plus de la moitié des quinze divisions de recensement du Nouveau-Brunswick tendait, en réalité, à être plus unilingues anglophones que bilingues. En conséquence, nous nous sommes demandé quel besoin il y avait de services bilingues, en particulier dans les comtés où la minorité n'était que de cinq pour cent ou moins.

383. Nous avons constaté que huit comtés étaient en grande majorité d'expression anglaise. Dans six d'entre eux—Albert, Carleton, Charlotte, Kings, Sunbury et York—la population de langue maternelle anglaise s'élevait à 92.6 pour cent ou plus et celle de langue française à cinq pour cent ou moins. Dans les deux autres divisions, la majorité anglophone était presque aussi forte et la minorité francophone un peu plus élevée, mais encore inférieure à dix pour cent. Saint-John avait une majorité anglophone de 91.0 pour cent et une minorité francophone de 7.6 pour cent; dans Queens, les chiffres étaient de 89.8 pour cent et de 8.6 pour cent respectivement

384. Ces huit comtés occupent le sud-ouest de la province. De la sorte, si l'on groupait Queens et Saint-John avec Albert, Carleton, Charlotte, Kings, Sunbury et York, on obtiendrait une vaste portion continue du sud-ouest du Nouveau-Brunswick qui a prédominance anglophone et qui ne comporterait aucune division de recensement ayant une minorité francophone d'au moins dix pour cent.

385. Par suite de cette répartition démographique, le Nouveau-Brunswick semble, au plan linguistique, divisé en deux secteurs par une ligne diagonale qui va d'Edmunston au nord-ouest, à Moncton au sud-est. Le secteur sud-ouest, qui comprend les huit comtés précités, passe pour être entièrement anglophone et le secteur nord-est, pour être à prédominance francophone ou bilingue.

386. Si cette hypothèse est juste à tous égards et qu'il ne se présente aucune complication, il serait facile de résoudre le problème de l'établissement de districts bilingues au Nouveau-Brunswick. On pourrait oublier le sud-ouest et proposer des districts dans les régions du nord-est où la minorité atteint dix pour cent.

Irréalisme d'une frontière diagonale

387. Toutefois, les raisons ne manquent pas pour écarter une solution aussi simple.

388. D'abord, la ligne diagonale qui est censée séparer la province en deux zones linguistiques bien nettes est loin d'être une frontière précise entre les deux groupes. Ainsi, trois des sept divisions de recensement du secteur nord-est, soit Northumberland, Victoria et Westmorland avaient, en 1971, une majorité anglophone plutôt que francophone, bien que le groupe de langue maternelle française ait été très important, allant de 25.8 à 38.9 et à 40.3 pour cent dans chacun de ces trois comtés respectifs. De plus, trois des quatre autres divisions du secteur nord-est, à prédominance francophone, comptent un certain nombre de subdivisions et de centres urbains dont les plus populeux sont Bathurst, Campbellton, Dalhousie et Edmunston où habitent des milliers d'Anglophones. Dans le secteur sud-ouest, cette situation est loin d'être aussi frappante, mais il y a aussi des îlots francophones, en particulier à Saint-Jean et à Fredericton.

389. En deuxième lieu, même s'il était possible de créer un ou des districts bilingues dans les six divisions de recensement justifiant d'une minorité francophone ou anglophone d'au moins dix pour cent, cette mesure entraînerait de sérieux inconvénients. Ainsi, on pourrait grouper Gloucester, Kent, Northumberland, Restigouche, Victoria et Westmorland pour former un district continu dans le nord-est de la province; pourtant, nous aurions là une situation qui serait injuste et préjudiciable à l'égard de la minorité; en effet, les comtés du nord-est à prédominance francophone feraient partie d'un district bilingue, tandis que ceux du sud-ouest à majorité anglophone seraient laissés de côté.

390. Il arriverait aussi que Fredericton, capitale d'une province qui s'est dotée de sa propre loi sur les langues officielles prévoyant des services provinciaux bilingues, serait exclue de tout district bilingue dont l'objet est d'assurer l'existence de services semblables au niveau fédéral. Le Conseil a convenu qu'une disposition de ce genre serait pour le moins incongrue.

391. Si l'on restreint le secteur bilingue au nord-est de la province, on laisserait ainsi pour compte la ville de Saint-Jean, principal centre industriel et commercial du Nouveau-Brunswick. Évidemment, l'abandon de Fredericton et de Saint-Jean constituerait un handicap pour les résidents unilingues francophones des autres parties de la province qui doivent se rendre dans ces deux grands centres pour communiquer avec les bureaux du gouvernement fédéral.

392. En troisième lieu, si nous oublions le secteur sud-ouest de la province, l'État fédéral en vertu de l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles, n'aura aucune obligation de fournir des services bilingues dans

cette vaste partie du Nouveau-Brunswick. Cette carence se ferait surtout sentir aux bureaux des douanes et de l'immigration dans les ports d'arrivée au Canada.

393. En quatrième lieu, si nous proposons de faire des six divisions de recensement du nord-est un ou des districts bilingues, nous sommes encore en face du même problème de la définition des «bureaux principaux» mentionnés à l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles. Si l'on veut bien interpréter cette expression avec largeur de vue, la création d'un seul district englobant les six divisions pourrait suffire à assurer un éventail satisfaisant de services bilingues. En revanche, si l'on s'en tient à la lettre de la Loi, il est possible que les services offerts soient plutôt restreints. Dans ce cas, il vaudrait mieux recommander la formation de six districts afin d'accroître le nombre des bureaux principaux et, probablement, la gamme des services bilingues.

394. Enfin, la création de districts bilingues dans le nord-est et le nord-ouest du Nouveau-Brunswick présente un autre aspect assez troublant. Les Francophones, qui sont en minorité dans l'ensemble de la province, sont concentrés en si grand nombre dans au moins trois divisions de recensement du nord-est, soit Gloucester, Kent et Madawaska, que, dans bien des endroits, ils atteignent cent pour cent de la population ou peu s'en faut. Ces localités, il va sans dire, sont plutôt unilingues que bilingues. Et pourtant, si on les amalgamait à un district bilingue, le gouvernement fédéral devrait, de ce fait, y fournir des services bilingues.

395. Il est vrai que des services bilingues pourraient, à l'occasion, être utiles à des visiteurs ou à des passants, mais il est clair qu'ils ne seraient guère profitables aux résidents francophones et qu'au contraire ils pourraient à la longue leur être nuisibles puisqu'ils favoriseraient le processus d'assimilation à l'anglais. Dans ces circonstances, le Conseil n'a pu accepter que la création de districts bilingues justifierait la fin pour laquelle on les a conçus, notamment de servir la minorité dans sa propre langue. Au contraire, l'instauration d'un district bilingue dans ces conditions pourrait agir à l'encontre de cette intention des législateurs et au détriment du groupe minoritaire.

Autres possibilités

396. On a également suggéré au Conseil de recommander une nouvelle répartition des bureaux principaux de l'État fédéral en des endroits qui ont une si forte proportion d'Anglophones et de Francophones qu'ils pourraient de toute évidence constituer un district

bilingue ou en faire partie. Par exemple, on pourrait déplacer certains bureaux régionaux de Fredericton et de Saint-Jean, où la minorité n'atteint pas le pourcentage minimum, à Moncton ou en d'autres villes comme Bathurst, Edmundston ou Campbellton, voire en d'autres centres plus petits où la minorité atteint le dix pour cent requis. Cependant, à nos yeux, cette proposition qui semblait régler quelques problèmes, en soulèverait d'autres tout aussi sérieux. Nous pouvions aussi envisager de ne pas déranger la distribution actuelle des centres de services régionaux, mais d'établir dans les régions bilingues des bureaux auxiliaires de ministères ayant des relations étendues avec le public, comme les Pêcheries, l'Agriculture et la Main-d'œuvre.

397. On a présenté au Conseil une autre solution selon laquelle, dans la délimitation des districts bilingues, nous devrions nous préoccuper moins des divisions de recensement que des municipalités particulières où la minorité atteint au moins dix pour cent de la population totale. On arguait qu'il serait possible de repérer de petites localités qui avaient manifestement besoin de services bilingues et d'y proposer la création d'un district, ce qui permettrait d'éviter les difficultés inhérentes à la définition de régions plus étendues telles que des comtés.

398. Néanmoins, cette proposition renferme une faiblesse sérieuse. Elle ne permettrait pas de constituer en districts officiels de vastes régions du Nouveau-Brunswick où il importe beaucoup d'implanter des services bilingues. Si nous adoptons la base des municipalités, les districts bilingues que nous proposerons seront restreints à certaines localités du nord-est de la province, seule région où la minorité s'élève à dix pour cent. Il faudrait alors écarter Fredericton, Saint-Jean et à peu près tous les autres centres urbains du sud-ouest, hormis cinq localités dont la plus peuplée aurait 3,880 habitants.

399. Pour toutes ces raisons nous n'avons pas cru opportun de recourir aux municipalités ou aux centres urbains aux fins de délimiter les districts bilingues.

Consultations

400. Cependant, avant d'en arriver à une conclusion définitive, nous avons cherché conseil auprès de différents milieux. Nous n'avons pas cru nécessaire de faire de nombreuses visites et de tenir des séances de consultation d'un bout à l'autre de la province; en effet, le Premier Conseil avait parcouru le Nouveau-Brunswick et y avait organisé des réunions jusqu'en 1970; au reste,

le pourcentage relatif à la population de langues maternelles officielles n'avait guère changé depuis.

401. Nous savions également que les citoyens du Nouveau-Brunswick étaient plus familiers que la plupart des Canadiens avec la notion d'une réglementation établissant le caractère officiel du français et de l'anglais et créant des services publics bilingues, car leur province était la seule à avoir légiféré dans ce sens. C'est en effet, en 1969 qu'elle adoptait sa Loi sur les langues officielles, avant l'État fédéral; au surplus, le gouvernement du Nouveau-Brunswick avait déposé un Livre blanc sur le sujet avant de présenter sa Loi. La législature et le public avaient discuté à fond le Livre blanc et la Loi. Enfin, le Premier Conseil consultatif des districts bilingues avait proposé, en 1971, que la province toute entière soit déclarée district bilingue. Ainsi, de l'avis de la plupart des membres du présent Conseil, les résidents du Nouveau-Brunswick avaient eu tout le temps voulu pour débattre cette question des districts bilingues.

402. Nous avons consulté le gouvernement du Nouveau-Brunswick et nous avons profité de notre séjour à Fredericton pour rendre visite aux autorités municipales. En outre, conformément à la décision de notre Conseil de demander l'avis des représentants de comtés envisagés comme districts bilingues, nous avons aussi invité les dix députés du Nouveau-Brunswick à nous rencontrer. Ils ont tous accepté; nous avons vu séparément les cinq députés libéraux accompagnés d'un sénateur libéral, puis les cinq députés conservateurs.

Rencontres avec les Parlementaires

403. Ces entretiens ont été fort profitables. Il ne serait guère utile de rapporter ces conversations en détail puisque les questions soulevées et les discussions qui les ont accompagnées rejoignent les problèmes que nous avons analysés dans l'examen qui précède. Cependant, nous tenons à rapporter la substance de ces débats et les conclusions auxquelles ils ont donné lieu.

404. Au début, les représentants du peuple semblaient différer d'avis sur l'opportunité de faire de toute la province un district bilingue. Pourtant ils ne se rangeaient pas d'un côté ou de l'autre selon leurs attaches politiques ou leur langue maternelle. Plusieurs d'entre eux se montrèrent favorables à la création d'un seul district bilingue pour toute la province. Au moins un député s'y est vigoureusement opposé. Un certain nombre d'entre eux avaient des réserves, pas toutes aussi sérieuses les unes que les autres. Quelques-uns croyaient que si nous faisons du Nouveau-Brunswick un district bilingue nous aiderions à unir la province; d'autres, que nous contribuerions à la diviser.

405. En réponse à la suggestion de tracer une ligne diagonale qui irait d'Edmundston à Moncton et qui servirait de frontière linguistique entre les deux secteurs anglophone et francophone du Nouveau-Brunswick, ils ont manifesté les mêmes divergences et les mêmes appréhensions. L'un des députés s'est dit en faveur de cette frontière, parce que, selon lui, elle confirmerait une réalité sociale. Toutefois, plusieurs de ses confrères se sont montrés consternés par cette idée de séparation qui, selon eux, serait une catastrophe en ce qu'elle contribuerait à alimenter les divisions existantes et à former des ghettos. Un autre député prétendit que ce projet viendrait consacrer l'injustice de la situation actuelle qui veut que le sud-ouest soit unilingue anglais et le nord-est bilingue. Certains se demandaient avec inquiétude si une telle décision ne réussirait pas à créer des îlots minoritaires à l'intérieur de secteurs qui constituent eux-mêmes des îlots majoritaires.

406. Plusieurs députés ne voyaient pas d'un bon œil la perspective de tracer une ligne de séparation quelconque, car, pour eux, toute frontière, par définition, tend à établir des divisions. Les parlementaires, mis en face de la possibilité de créer des districts bilingues à même certaines municipalités ou certains centres urbains entourés de zones rurales, ont rejeté cette proposition pour les mêmes raisons que nous avons exposées plus haut. C'est au cours de cette discussion qu'un député a suggéré de déménager quelques bureaux fédéraux régionaux de Fredericton et de Saint-Jean, villes plutôt unilingues, à des droits comme Moncton, ville plutôt bilingue.

407. Au moins un des membres du Parlement a exprimé l'avis qu'il faudrait modifier la Loi sur les langues officielles en vue de régler un certain nombre des problèmes que nous avons discutés, notamment la difficulté qu'il y a à tracer des frontières et à restreindre les districts bilingues à des régions définies. Plusieurs de nos interlocuteurs ont demandé si des directives administratives ne seraient pas plus efficaces que l'établissement de districts bilingues particuliers. Par exemple, ils faisaient l'hypothèse qu'on pourrait, en principe, déclarer le Nouveau-Brunswick district bilingue, mais que des directives tiendraient compte de certaines exceptions.

408. Cette suggestion amena la plupart des députés à souligner un aspect du problème qu'ils croyaient primer toutes propositions relatives au bilinguisme, à savoir que les fonctionnaires fédéraux devraient user de bon sens dans la mise en œuvre des services bilingues et procéder lentement à la réalisation des objectifs assignés, sans indisposer la population locale. Ils ont réitéré cet avertissement en ce qui a trait à l'interprétation de la notion

de «bureaux principaux» ainsi qu'à l'application des critères de bilinguisme touchant l'engagement des fonctionnaires fédéraux régionaux. Ils nous ont dit que les «bureaux principaux» devraient être des bureaux fédéraux situés dans les grands centres. Ils nous ont également cité maints exemples d'incidents récents dans lesquels la Fonction publique aurait utilisé des méthodes peu judicieuses de doter certains postes bilingues, ce qui a créé de l'animosité et des désagréments inutiles.

409. Les craintes les plus sérieuses exprimées par les parlementaires portaient sur l'attribution des emplois fédéraux dans leur localité et sur la manière dont la bureaucratie usera de ses pouvoirs discrétionnaires en remplissant ces postes. Ils nous ont déclaré qu'au Nouveau-Brunswick l'élément de division n'était pas le bilinguisme mais les méthodes qu'on a parfois employées pour le mettre en œuvre.

410. À la suite de la discussion intense et prolongée que nous avons eue sur tous ces problèmes, les deux groupes de députés nous ont fait part de leurs conclusions. En dépit des réserves exprimées par certains d'entre eux, ils en sont tous arrivés à se prononcer en faveur d'une proposition qui ferait de tout le Nouveau-Brunswick un district bilingue. L'un des deux groupes a pourtant déclaré qu'il s'opposerait à cette recommandation si elle devait en venir à imposer l'établissement de services bilingues dans les petits bureaux fédéraux situés dans des secteurs de la province à prédominance anglophone.

Entrevues avec d'autres personnalités

411. D'autres hommes publics, que nous avons consultés au Nouveau-Brunswick, acceptent la proposition voulant faire de toute la province un district bilingue. Les représentants du Conseil de ville de Fredericton ont exprimé l'avis que leur ville devrait faire partie d'un district bilingue fédéral qui comprendrait la province toute entière. L'un d'eux fit valoir qu'il serait inconcevable de ne pas inclure la capitale du Nouveau-Brunswick dans un district bilingue fédéral quand la province elle-même a passé une loi sur les langues officielles qui assure des services bilingues. On a signalé que la population francophone de Fredericton avait connu une augmentation sensible au cours de la décennie 1961-1971, passant de 749 à 1,445 personnes, soit de 3.8 à 6.0 pour cent. Le conseil scolaire a créé des écoles élémentaires et secondaires de langue française dont l'existence s'impose si l'on veut attirer dans la capitale des chefs de familles francophones qui occuperaient des emplois dans la fonction publique provinciale.

Attitude du gouvernement provincial

412. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick lui-même est favorable à ce qu'on déclare toute la province district bilingue. Il n'est toutefois pas sans se rendre compte des problèmes que comporte cette proposition et il s'en préoccupe; néanmoins, il n'est pas prêt à changer d'attitude. Il est toujours d'avis qu'il vaut mieux ériger en district bilingue la totalité plutôt qu'une partie de la province. Qui plus est, il se dit troublé par la lenteur de l'État fédéral qui n'a encore proclamé aucun district au Nouveau-Brunswick.

413. Le porte-parole du gouvernement croit essentiel de bien préciser au public que l'érection de la province en un district bilingue fédéral ne veut pas dire que chaque fonctionnaire fédéral ou que chaque poste de la Fonction publique fédérale doit être bilingue. Il faudra rassurer les Anglophones en leur disant qu'ils ont encore des chances d'emploi dans la Fonction publique fédérale.

414. Ce représentant du gouvernement provincial a réitéré le même avertissement que plusieurs députés fédéraux nous avaient fait entendre, à savoir que les administrateurs du pouvoir central devront faire preuve de jugement et user de bon sens en appliquant les critères de bilinguisme à l'engagement et à l'avancement des fonctionnaires, surtout dans les régions unilingues anglaises de la province. Il ajoute que le gouvernement provincial a réussi à restreindre les griefs à cet égard en évitant de qualifier les postes de bilingues ou non bilingues et en cherchant plutôt à fournir des services bilingues au fur et à mesure des besoins.

Récapitulation

415. En reprenant les témoignages et les conseils que nous avons reçus, voici les points que la plupart d'entre nous reconnaissons comme les plus importants.

416. Il est évident que le Nouveau-Brunswick présente un cas unique. En premier lieu la minorité de langue maternelle officielle y atteint le plus haut pourcentage de toutes les provinces canadiennes. En second lieu, la proportion est fort substantielle puisqu'elle s'élève à 34.0 pour cent de la population totale. Elle fait beaucoup plus que doubler celle de n'importe quelle autre province au Canada. En chiffres absolus, la minorité compte 215,730 personnes. En troisième lieu, le Nouveau-Brunswick constituait jusqu'à tout récemment un cas unique en ce qu'il était le seul à s'être doté d'une loi qui consacrait l'anglais et le français langues officielles de la province, loi que la législature avait votée à l'unanimité en 1969. Depuis les cinq ans qu'elle est en vi-

gueur, les gouvernements qui représentent les deux grands partis politiques du Nouveau-Brunswick la considèrent comme la pierre angulaire du bilinguisme dans leur province et, à ce titre, lui accordent leur appui. Étant donné que cette loi s'applique à toute la province, le Conseil ne voit pas comment il pourrait recommander que la Loi fédérale sur les langues officielles aille moins loin dans ce domaine que la Loi provinciale.

417. Plusieurs autres considérations ont également influé sur notre jugement. La plupart des membres du Conseil trouvaient qu'à tout prendre aucune des suggestions présentées n'était aussi satisfaisante que le projet de faire du Nouveau-Brunswick un seul district bilingue. Toutes les autres propositions avaient pour principal défaut de laisser pour compte une grande partie de la minorité et de n'inclure dans aucun district bilingue la capitale de la province, Fredericton, ainsi que le grand centre industriel et commercial de Saint-Jean. Chacune de ces villes dessert un grand nombre de Francophones résidant dans leurs limites aussi bien qu'ailleurs dans la province.

418. L'attitude des élus du peuple que nous avons consultés a également fortement impressionné le Conseil. Certains n'avaient aucune hésitation à recommander que toute la province devienne district bilingue; même ceux qui, au début, avaient certaines réserves se sont à la fin ralliés. Ainsi, tous ceux que nous avons rencontrés, les conseillers municipaux, les représentants du gouvernement provincial et tous les députés fédéraux du Nouveau-Brunswick des deux allégeances politiques étaient tous d'accord pour accepter que toute la province soit proclamée district bilingue.

Recommandation

419. La majorité des membres du Conseil recommande que la province du Nouveau-Brunswick constitue un district bilingue composé de toutes les divisions de recensement de la province.

Explication touchant les grands centres urbains et la capitale provinciale

420. Bien qu'en 1971 il y eût au Nouveau-Brunswick plusieurs grands centres urbains comptant au moins 5,000 citoyens dont la langue d'usage était le français, le Conseil n'a pas à proposer qu'on y assure des services bilingues fédéraux selon les termes de notre première recommandation supplémentaire. Ils les obtiendront en vertu du fait qu'ils font partie d'un district bilingue qui, dans le cas présent, se trouve être la province entière.

421. De même, le Conseil n'a pas à proposer qu'on fournisse des services bilingues fédéraux dans la capitale provinciale, Fredericton, selon les termes de notre deuxième recommandation supplémentaire. Toutefois, pour des raisons de clarté et d'uniformité, nous présen-

tons à la Partie III de notre Rapport, une description géostatistique et une carte de l'agglomération de recensement de Fredericton.¹⁰ En 1971, celle-ci comptait 1,050 citoyens, ou 2.8 pour cent, dont la langue d'usage était le français.

¹⁰ Partie III, pp. 196-197.

Le Québec

Introduction

422. La présence française au Canada remonte à plus de quatre cents ans. La France n'a pas été la première nation européenne à découvrir le Canada mais elle fut la première à pénétrer à l'intérieur du continent et à réussir à y laisser des traces durables, notamment au Québec.

423. En 1534, l'explorateur français Jacques Cartier mettait pied à terre sur la péninsule de Gaspé et il réclamait la possession de ce territoire au nom du roi de France. L'année suivante, il remontait le Saint-Laurent, visitant les villages indiens de Stadacona et d'Hochelaga, emplacements actuels des villes de Québec et de Montréal.

424. En 1608, après avoir vainement tenté de s'installer sur la côte orientale, Samuel de Champlain fondait la ville de Québec, première colonie permanente à l'intérieur du Canada. Plus tard, remontant le Saint-Laurent, les Français établirent les fondements de Trois-Rivières en 1634 et de Ville-Marie, la future ville de Montréal, en 1642.

425. Malgré les débuts modestes et les épreuves effroyables de la vie de pionniers (seulement huit des 28 compagnons de Champlain ont résisté au premier hiver dévastateur qu'ils ont passé à Québec), la colonie française a survécu. Au départ, sa croissance a été terriblement lente mais elle a pris de l'élan au dix-huitième siècle. En 1760, lorsque la Nouvelle France passait aux mains des Britanniques, elle comptait une population de quelque 60,000 habitants qui faisaient preuve d'une remarquable homogénéité linguistique et culturelle. Ils étaient tous de langue française, la plupart d'entre eux venant de trois régions particulières: la Normandie, la Bretagne et l'Île-de-France.

426. L'issue de la bataille des Plaines d'Abraham en 1759 et la cession du Canada à l'Angleterre par le traité de Paris en 1763 n'ont pas changé le caractère fondamental du Québec, qui est resté français.

427. De 1760 à 1783, le gouvernement militaire maintint les régions administratives françaises ainsi que le droit privé français; de même, les officiers français de la milice appliquaient la justice en français. On publiait les ordonnances militaires en français ou en français et en anglais. On continuait de reconnaître la liberté du culte catholique romain ainsi que le droit de propriété en conformité du droit civil français. Une ordonnance de 1766 permettait aux avocats canadiens-français d'exercer dans toutes les cours de justice et on autorisait le recours à des jurys français et anglais. Cinq ans plus tard, on reconfirmait le régime français de la tenure seigneuriale.

428. Les lois constitutionnelles subséquentes acceptaient également le fait français et la dualité culturelle. L'Acte de Québec de 1774 rétablissait officiellement le droit de propriété, le droit civil français ainsi que la liberté de pratiquer la religion catholique romaine. Les colons français pouvaient postuler des emplois publics, privilèges dont ne jouissaient pas encore les Catholiques romains d'Angleterre. Cette loi créait de plus un conseil législatif qui rédigeait ses procès-verbaux et publiait ses décrets dans les deux langues. Il en était de même pour le régime judiciaire créé en vertu de la même loi.

429. Lorsque l'Acte constitutionnel de 1791 vint diviser la colonie en deux parties, le Haut et le Bas-Canada, l'Ontario et le Québec du temps, tous les sujets francophones ou anglophones devinrent éligibles au Conseil législatif et à l'Assemblée de chaque territoire. Dans le Bas-Canada, la Chambre adopta immédiatement la coutume de rédiger et de lire les projets de loi et les résolutions dans les deux langues, avec traduction de l'une à l'autre.

430. La rébellion de 1837-1838 amena un recul du bilinguisme, mais pour un temps seulement. Dépêché sur les lieux pour enquêter sur ces troubles, le nouveau gouverneur général, Lord Durham, dans son Rapport sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique, proposait de réunir de nouveau le Haut et le Bas-Canada de façon que l'élément anglophone puisse absorber sa contrepartie francophone. Lorsque le gouvernement britan-

nique décida d'appliquer les recommandations de ce rapport en votant l'Acte d'Union de 1840, qui amalgamait les deux Canadas, l'anglais devenait la seule langue officielle de la nouvelle Assemblée législative et du nouveau Conseil législatif. Toutefois, la législature des deux provinces réunies décida sans tarder de traduire les statuts canadiens et britanniques en français, de rédiger son journal en français et en anglais et de lire les motions en Chambre dans les deux langues avant d'en aborder le débat.

431. En 1849, le gouverneur général, Lord Elgin, fit lecture du discours du trône en français et en anglais. Cette reconnaissance symbolique de l'égalité des deux langues s'est vite convertie en une tradition officielle. Il devint coutumier pour le vice-roi de sanctionner les projets de loi dans les deux langues et la version française des statuts, de simple traduction qu'elle était, passa à un palier d'autorité égal à celui du texte anglais. Ainsi, la province unie du Canada devint officiellement bilingue près de vingt ans avant l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

432. L'AANB, qui créait la Confédération en 1867, reconnaissait officiellement l'usage du français et de l'anglais dans les deux chambres du Parlement central et dans celles de la législature du Québec ainsi que dans toutes les cours de justice fédérales et québécoises. C'est l'article 133 de l'AANB qui sanctionne cet état de choses; il se lit comme suit:

Dans les chambres du parlement du Canada et de la législature du Québec, chacun pourra, dans les débats, faire usage de la langue anglaise ou de la langue française; mais les registres et les procès-verbaux des chambres susdites devront être tenus dans ces deux langues. Dans tout procès porté devant un tribunal du Québec, chacun pourra faire usage de l'une ou de l'autre de ces langues dans les procédures et les plaidoyers qui y seront faits ou dans les actes de procédure qui en émaneront.

Les lois du parlement du Canada et de la législature du Québec devront être imprimées et publiées dans l'une et l'autre de ces langues.

433. La dualité du régime linguistique du Québec n'était pas tout à fait unique parmi les provinces. Le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest étaient officiellement bilingues à une certaine époque qui ne fut pas de longue durée, soit de 1820 à 1890 au Manitoba et de 1877 à 1892 dans les Territoires. Bien que depuis 1867, les provinces à prédominance anglophone aient reconnu le français à des degrés divers, on n'a jamais modifié l'article 133 pour donner aux minorités francophones des neuf autres provinces les mêmes avantages dont jouit la minorité anglophone du Québec.

434. Il existe un écart assez semblable entre les privilèges scolaires accordés à la minorité anglophone du

Québec et les minorités francophones des autres provinces. L'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique accorde la responsabilité de l'instruction aux provinces, mais il protège les écoles confessionnelles de la minorité qui existaient au moment de la Confédération ou qui seraient créées subséquemment par la Législature provinciale. Cette sauvegarde s'applique donc aux écoles qui ont un caractère religieux plutôt qu'à l'enseignement donné dans la langue de la minorité. Au Québec, cette distinction restait assez théorique puisque le régime d'étude de la minorité était protestant et que les protestants étaient à peu près tous de langue anglaise. Ainsi, la protection des écoles protestantes au Québec eut pour effet de perpétuer l'enseignement en anglais à la minorité de cette province.

435. Toutefois, en Ontario et dans les autres provinces où existaient des écoles confessionnelles ou «séparées», la minorité en cause était catholique romaine et puisque tous les Catholiques romains de ces territoires n'étaient pas francophones, l'enseignement en français n'a pas été assuré. De fait, la majorité des écoles séparées de ces provinces était de langue anglaise, ce qui est une indication de l'appartenance linguistique de leurs adhérents catholiques romains. En conséquence, les minorités francophones des neuf provinces n'ont pas profité des mêmes avantages d'ordre éducatif que l'article 93 accordait à la minorité anglophone du Québec.

436. Deux autres facteurs ont joué contre la situation du français, même au Québec. Le premier découle de deux événements historiques qui sont survenus assez près l'un de l'autre: la Grande-Bretagne acquiert le Canada en 1763 et perd ses colonies des États-Unis en 1783. À la suite de la Révolution américaine, des dizaines de milliers de Loyalistes de l'Empire-Uni, qui désiraient continuer de vivre sous la protection de la Couronne britannique plutôt que s'installer dans la nouvelle république, décidèrent d'émigrer au Canada devenu depuis peu colonie anglaise.

437. La plupart des Loyalistes s'établirent dans les Maritimes et le Haut-Canada, mais quelque quatre à cinq milles d'entre eux élurent domicile dans le Bas-Canada. Ils vinrent ainsi grossir le nombre des immigrants anglophones venus des Îles britanniques à la suite des changements d'allégeance de la colonie en 1763. En moins de quelques années, la minorité anglophone du Bas-Canada augmenta si rapidement qu'elle en vint à constituer de dix à quinze pour cent de la population totale.

438. La position d'influence que les Anglophones occupaient au sein de la société québécoise est un élément

encore plus important. Nombre de nouveaux venus de langue anglaise, surtout à Montréal, s'adonnèrent aux affaires, à l'industrie et à la finance, domaines où ils connurent bien du succès. C'est ce qui leur permit de créer une collectivité prospère, forte et vigoureuse qui se dota bientôt de grands établissements éducatifs, ecclésiastiques, médicaux et sociaux, ainsi que de services de bien-être d'expression anglaise. Certains membres de ce groupe occupèrent des positions éminentes dans plusieurs professions, notamment le droit et exercèrent une grande influence en politique.

439. La minorité du Québec avait aussi l'avantage d'être reliée par la langue à la majorité du reste du Canada, qui était en très grande partie anglophone. Cette union permit à ses membres de participer aisément, lorsqu'ils en avaient envie, aux activités publiques politiques et commerciales sur une échelle nationale. Profitant de cet avantage, ce groupe du monde de la finance et des affaires s'est intégré facilement à l'économie canadienne dont il devint vite l'un des éléments le plus important. La protection accordée à la langue anglaise au Québec vint encore affirmer cette position de force. Grâce à ces circonstances, bien des Anglophones, particulièrement à Montréal, se sont identifiés psychologiquement à la majorité du pays, plutôt que de se considérer eux-mêmes comme une minorité au Québec.

440. Pour toutes ces raisons, l'anglais est devenu la langue prédominante dans un certain nombre des secteurs les plus élevés et les plus importants de l'industrie, du commerce et de la finance ainsi que dans quelques institutions sociales de la province, surtout à Montréal qui est le grand centre économique du Québec. Enfin, l'anglais étant la langue de la plupart des postes de direction, il a eu tendance à s'infiltrer jusqu'aux paliers de la main-d'œuvre. Il devint la langue de travail de bon nombre d'employés, même souvent de ceux dont la langue maternelle était le français.

441. Par contre, la position du français au Québec est fort différente. Même s'il a été depuis toujours la langue maternelle d'une très grande majorité de la population québécoise, il a été soumis à des pressions continuelles. Le territoire du français ne correspond pas aux frontières de la province. En 1971, il y avait plus de 900,000 Canadiens de langue maternelle française qui vivaient hors du Québec tandis que la population de langue maternelle anglaise s'élevait à 13.1 pour cent et qu'un autre 6.2 pour cent était de langue maternelle autre que l'anglais et le français. Dans l'ensemble du Canada, le français a continuellement occupé une position minoritaire. Ce qui importe encore davantage, il est englobé dans le continent nord-américain où l'anglais domine d'une fa-

çon massive. La population des États-Unis est si considérable et est en si forte proportion de langue anglaise que le rapport entre Anglophones et Francophones est d'environ 40 à un. En 1971, on comptait 4,867,250 personnes de langue maternelle française au Québec, mais elles formaient moins de 23 pour cent de la population du Canada et moins de 2.4 pour cent de la population des États-Unis.

442. La présence de quelque 225,000,000 d'Anglophones en Amérique du Nord assure l'existence de l'anglais au Canada et permet aux Canadiens de langue anglaise de communiquer facilement avec presque tout le monde et de se déplacer sans peine à travers à peu près tout le continent.

443. Cependant, ce même facteur joue exactement dans le sens contraire pour le français et les Francophones. Le nombre et la solidarité des Anglophones ont restreint l'usage du français ainsi que la mobilité de ceux qui parlent cette langue. La deuxième contrainte a été particulièrement lourde pour les Francophones unilingues qui constituent une plus grande partie de la population québécoise qu'on le suppose généralement. En 1971, environ 75 pour cent des Francophones du Québec étaient unilingues.

444. Dans un pays où il se parle plus d'une langue, le fardeau d'apprendre une autre langue pèse d'ordinaire plus lourdement sur ceux dont la langue maternelle est minoritaire. Ainsi, il n'est pas surprenant de voir qu'au Canada le pourcentage des citoyens de langue maternelle française qui ont appris l'anglais est beaucoup plus grand que celui des Anglophones qui ont appris le français. Le rapport est d'environ six à un.

445. Il est probablement inexact de dire que l'étendue du bilinguisme d'une minorité est une indication du degré de son assimilation à la majorité; toutefois, il est bien établi que plus une minorité est bilingue, plus elle est encline à se faire absorber par la majorité. S'il en est ainsi, la menace à la survie du français au Canada semble plus grande dans les régions situées à l'extérieur que dans celles qui sont comprises à l'intérieur du Québec. En deuxième lieu, Québec reste le bastion du français au Canada puisque 84 pour cent de tous les Canadiens de langue maternelle française y habitent.

446. Néanmoins, les forteresses les plus solides peuvent être menacées. Plus de la moitié de tous les Canadiens parlant anglais et français en 1971, soit 57.4 pour cent pour être plus précis, demeuraient au Québec. Bien que le pourcentage des résidents québécois de langue maternelle anglaise qui parlaient français fût plus considérable que celui des citoyens de langue maternelle fran-

çaise qui savaient l'anglais—36.7 pour cent en regard de 25.7 pour cent—le nombre des Francophones québécois pouvant parler anglais était considérable; en 1971 il s'élevait à 1,250,640.

447. En outre, cette année-là, il y avait au Québec, 133,425 personnes de langue maternelle autre que l'anglais ou le français qui parlaient l'anglais. Si l'on ajoute au nombre de personnes de langue maternelle française et celles d'une autre langue maternelle qui peuvent parler anglais au total des résidents de langue maternelle anglaise, il y avait au Québec, en 1971, environ 2,296,300 citoyens pouvant parler anglais. Ce chiffre équivalait à 38.1 pour cent de la population totale de la province; c'est dire qu'il existe une menace sérieuse au français même dans son milieu principal du Québec.

448. En plus de subir ces contraintes, le français a été exposé à un empiétement certain de l'anglais du côté du Canada anglais, mais surtout des États-Unis. Ces dernières années, la culture américaine a envahi le monde. «Le mode de vie américain» a marqué à peu près tous les visages de la société contemporaine depuis la nourriture et le vêtement jusqu'à la technique des affaires et du travail, même jusqu'aux habitudes d'esprit. Tous les Canadiens ont ressenti cette influence, mais la culture américaine exprimée qu'elle est en anglais, a exercé une action particulièrement débilite sur le français. Transmise par les moyens de communication de masse—la télévision, la radio, le cinéma et la littérature populaire—cette culture nord-américaine d'expression anglaise a pénétré dans le Québec d'une façon sans précédent au cours des dernières décennies.

449. Cette invasion du français par l'anglais a été appuyée par des mutations sociales qui n'ont pas été particulières au Québec, mais qui y ont entraîné des conséquences toutes spéciales. Comme le reste du Canada et bien des parties du monde, le Québec a connu récemment une croissance rapide dans le domaine de l'industrialisation et de l'urbanisation. Ces forces jumelées sont si puissantes qu'elles parviennent à transformer une société. Les contre-coups qui en ont résulté ont été particulièrement troublants au Québec parce que les changements sont survenus rapidement dans une province qui connaissait des traditions profondément enracinées et des modes de vie établis depuis longtemps. La «Révolution tranquille», qui a été une manifestation de ces phénomènes modernes et en même temps une tentative de les maîtriser, a commencé au début des années 1960, il y a moins de quinze ans. Ses ramifications ont donc créé un choc culturel véritable qui a été d'autant plus sérieux qu'il a marqué à

peu près tous les aspects de la société québécoise, y compris l'existence du français.

450. Étant donné que la période de mutation sociale rapide a coïncidé avec l'influence grandissante de la culture d'expression anglaise sur notre continent, le français a subi un double coïncement. L'urbanisation et l'industrialisation ont attiré les Francophones hors de leurs petits groupements homogènes dans de grandes agglomérations et dans des emplois commerciaux et industriels où ils étaient exposés à l'anglais au cours d'une période où la culture d'expression anglaise était des plus florissantes.

451. Montréal est un exemple frappant de cette tendance. En 1961, la région métropolitaine de recensement de Montréal comptait 2,109,509 personnes. En 1971, cette population était passée à 2,743,255, soit une hausse de 30.0 pour cent. Puisque l'étendue aussi bien que la population de la région métropolitaine de recensement de Montréal avaient augmenté, nous avons là une belle illustration du rythme d'urbanisation qu'on y a connu. Deux autres points sont encore plus significatifs. Le premier a trait à la consolidation de la population; le second, à la tendance dans l'usage de la langue.

452. En 1961, les résidents de la région métropolitaine de recensement de Montréal n'étaient pas intégrés. Ce territoire comprenait 83 municipalités séparées et dispersées qui n'offraient aucune identité ni existence collective communes. En 1971, on avait réuni une partie de ce territoire sous l'appellation de «Communauté urbaine de Montréal», qui fut inaugurée le 1^{er} janvier 1970. Même s'il restait un certain nombre de municipalités indépendantes, leurs citoyens avaient été rassemblés en une unité métropolitaine de gouvernement qui renfermait une population compacte, concentrée dans l'île de Montréal.

453. La structure linguistique de Montréal semble également avoir subi des transformations. Bien des observateurs ont exprimé l'avis que l'usage de l'anglais s'est répandu ces dernières années. Ils ont attribué ce phénomène à un certain nombre de facteurs. En plus de ceux que nous avons déjà relevés—l'urbanisation, l'industrialisation et l'impact de la culture de langue anglaise—il y a les effets de l'immigration. Les nouveaux venus au Québec sont attirés à Montréal où ils sont enclins à joindre le courant anglophone plutôt que la collectivité francophone. Témoin le fait que ces familles ont tendance à envoyer leurs enfants aux écoles anglaises beaucoup plus qu'aux écoles françaises.

454. Cette évolution a fait naître la crainte que si l'anglais gagne du terrain aux dépens du français à Montréal, le français est en danger à Montréal et peut-être au Québec. Vu que la région métropolitaine de recensement de Montréal renferme presque la moitié de la population totale du Québec—soit 45.5 pour cent en 1971—la structure linguistique qui s'y fera jour exercera probablement des répercussions profondes sur le reste de la province. L'importance stratégique de la région de Montréal, centre économique du Québec, ne fait qu'accroître cette éventualité. Il est clair que si l'emploi de l'anglais augmente à Montréal, l'avenir du français dans la métropole et dans la province peut constituer un problème qui n'a rien de théorique.

455. Face à la situation peu agréable où se trouve le français par suite des événements que nous venons de signaler, l'Assemblée nationale du Québec a passé, en juillet 1974, une loi qui vise à répandre l'usage du français au Québec. La Loi sur la langue officielle, qu'on mentionne encore souvent sous son appellation antérieure de Bill 22, fait du français la langue officielle de la province. Pour justifier ce statut, la loi exige que le français soit la langue ordinaire de communication dans l'administration gouvernementale, les services d'utilité publique, les associations professionnelles, les affaires, les relations de travail ainsi que les municipalités et l'enseignement. Toutefois, la loi continue de respecter l'existence des écoles de langue anglaise et elle n'exclut pas le recours à l'anglais dans certaines autres circonstances. On pourra parfois utiliser l'anglais au lieu du français, par exemple lorsqu'un citoyen décide d'employer cette langue pour communiquer avec la Fonction publique. Dans d'autres occasions, on devra se servir de l'anglais et du français, par exemple c'est le cas des organismes municipaux et scolaires desservant une population anglophone d'au moins dix pour cent qui devront rédiger leurs documents en anglais et en français.

456. La loi sur la langue officielle du Québec vise à assurer que le français reste viable dans la seule province du Canada où il constitue la langue de la majorité. Québec étant le cœur du Canada français, la conservation de la langue dans cette province intéresse les Francophones non seulement du Québec mais aussi des autres provinces. Bon nombre de Canadiens anglophones partagent cette préoccupation.

457. La langue est une question fort délicate au Québec. C'est un problème unique au Canada. D'une part, la province compte une population francophone considérable atteignant presque cinq millions de personnes qui, selon la langue maternelle, constituaient une majorité prépondérante de 80.7 pour cent en 1971. Cepen-

dant, à cause de toutes les circonstances précitées, bien des membres de cette majorité numérique croient qu'au point de vue fonctionnel ils occupent le rang d'une minorité dans leur propre territoire de prédilection. À mesure que les pressions ont grandi, ces derniers temps, contre leur langue, les Francophones ont ressenti avec plus d'inquiétude leurs griefs. Ils perçoivent le Canada comme un pays composé de neuf provinces à prédominance anglophone et d'une province à prédominance francophone; ainsi croient-ils que l'équilibre, qui penche déjà trop du côté anglais, serait complètement détruit si le Québec était traité comme une province bilingue plutôt qu'unilingue. À leurs yeux, c'est donc le français et non l'anglais qui a besoin d'être protégé au Québec.

458. D'autre part, on peut envisager la situation dans une perspective différente. Les Anglophones du Québec constituent une minorité importante qui comptait 789,185 sujets en 1971, soit 13.1 pour cent de la population totale. Nombre d'entre eux sont profondément attachés au Québec et, selon eux, ils appartiennent autant à la province que les Francophones. Habités qu'ils sont à l'usage répandu de leur langue, ils prennent pour acquis que la province est bilingue. Ils pensent que les récentes décisions touchant la politique linguistique au Québec modifient cette entente au détriment sérieux de l'anglais. En conséquence, ils sont d'avis qu'il faut protéger l'anglais dans cette province.

459. À noter qu'à l'échelon fédéral les dispositions prévues continuent de protéger l'anglais au Québec. L'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique garantit toujours l'existence d'écoles confessionnelles qui, au Québec, se résument à des écoles anglophones. L'article 133 de la même loi continue de reconnaître l'usage de l'anglais à la législature provinciale ainsi que dans toutes les cours de justice fédérales et provinciales du Québec. De plus, la Loi sur les langues officielles du Canada oblige le gouvernement fédéral, selon certaines conditions prescrites, à assurer des services aux groupes de la minorité linguistique officielle dans tout le pays; donc, les Anglophones du Québec ont droit de jouir des services fédéraux en anglais.

460. La difficulté rencontrée au Québec consiste à savoir comment équilibrer les différents facteurs propres à cette province en vue de trouver une solution satisfaisante au problème linguistique. La tâche n'est pas facile puisqu'il faut essayer d'atteindre quatre objectifs à la fois: rassurer la minorité anglophone de la province; donner satisfaction à la majorité francophone; éviter toute incompatibilité avec la politique provinciale et respecter les principes établis pour l'ensemble du pays.

461. Contrairement à l'impression ressentie dans quelques milieux, la loi fédérale et la loi provinciale n'entrent pas en contradiction. La Loi sur les langues officielles du Canada n'impose aucune obligation au gouvernement ni aux résidents du Québec puisqu'elle ne s'adresse qu'au gouvernement fédéral et à ses organismes. En même temps, les articles de la loi sur la langue officielle du Québec qui traitent, par exemple, des écoles anglophones de la province ne diffèrent pas nécessairement des dispositions relatives aux écoles confessionnelles contenues dans l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. En outre, quelques articles de la loi québécoise prévoient l'usage de l'anglais et du français au sein des organismes municipaux et scolaires desservant une population qui compte un pourcentage défini d'Anglophones. Les prescriptions relatives à l'emploi de l'anglais et du français dans certaines circonstances prévalant dans la province sont comparables à celles de la Loi sur les langues officielles du Canada en ce qui a trait à l'utilisation des deux langues officielles dans l'administration fédérale dans des conditions à peu près semblables.

462. Bien que les dispositions applicables à l'usage des deux langues dans les secteurs de compétence respective ne soient pas identiques, elles correspondent les unes aux autres dans une mesure qu'on ne semble pas avoir suffisamment reconnue. Si l'on recherchait plutôt les traits communs et si l'on considérait que la loi provinciale, la loi fédérale et l'Acte de l'Amérique du Nord britannique sont complémentaires plutôt qu'incompatibles, les appréhensions ne seraient peut-être pas aussi grandes dans plusieurs milieux. Il est également concevable que si les gouvernements fédéral et provincial poursuivaient cette approche, il se pourrait qu'ils en arrivent à des accommodements qui donneraient une plus grande satisfaction à tous les intéressés.

463. Le présent Conseil consultatif des districts bilingues a tenu compte de tous ces facteurs lorsqu'il a étudié la question des districts bilingues dans la province de Québec.

Trois options possibles

464. Lorsque nous avons étudié la question de la création de districts bilingues au Québec, nous avons entrevu trois options possibles. Nous pouvions proposer premièrement de faire de toute la province un district bilingue; deuxièmement, de n'y établir aucun district bilingue; troisièmement d'y créer un certain nombre de districts bilingues tout en prescrivant quelques mesures supplémentaires appropriées à la situation.

465. Nous allons repasser chacune de ces possibilités et indiquer les facteurs qui nous ont paru appuyer l'adoption ou le rejet de l'option envisagée. Conscients des problèmes qui sont reliés à la question linguistique au Québec, que nous avons examinés dans l'Introduction au présent chapitre et dans la 1^{re} Partie de notre Rapport,¹¹ nous avons conclu qu'une seule de ces propositions était réalisable.

(1) Un seul district bilingue pour toute la province

466. Il était possible de recommander de faire de toute la province un district bilingue puisque, en 1971, le Québec comptait une minorité de langue maternelle anglaise atteignant 13.1 pour cent de la population totale de la province. Ce pourcentage dépassait donc le minimum requis par la Loi pour créer un district bilingue, soit au moins dix pour cent de la population totale. De plus, en nombre absolu, cette minorité qui, en 1971, réunissait 789,185 personnes était si considérable que cette option semblait possible.

467. Néanmoins, un certain nombre de considérations ont empêché le Conseil de faire cette recommandation. Premièrement, étant donné que la population anglophone ne se répartit pas également à travers la province, mais, au contraire, se concentre dans quelques endroits, il existe au Québec de vastes régions, embrassant à peu près tout le territoire, où la population francophone domine complètement.

468. Il est facile de s'en rendre compte si l'on examine les statistiques sur les populations de langue maternelle officielle dans les comtés du Québec en 1971. Des 74 comtés qui se comparent aux divisions de recensement de quelques autres provinces, 17 renfermaient un groupe francophone de plus de 99 pour cent de la population totale. Dans 26 autres comtés, on dénombrait de 95 à 99 pour cent de Francophones et entre 90 et 95 pour cent dans sept autres. Ainsi, dans 50 comtés, soit plus des deux tiers des comtés du Québec, la population de langue maternelle française réunissait 90 pour cent ou plus des citoyens de la région. De plus, dans bon nombre des subdivisions de recensement de ces comtés, la population était à 100 pour cent francophone.

469. Par contre, seuls 20 des 74 comtés du Québec renfermaient une minorité de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent de la population totale. Dans deux comtés seulement, la population de langue

¹¹ On pourra suivre le raisonnement du Conseil à cet égard en consultant la Partie II, Introduction au Québec, pp. 69-74, et la 1^{re} Partie, paragraphes 103-104, pp. 17-18, et paragraphes 216-242, pp. 33-36.

maternelle anglaise dépassait 50 pour cent, le maximum étant de 56.9 pour cent. En outre, dans bon nombre de ces 20 comtés, il y avait des subdivisions de recensement où le groupe francophone s'élevait à presque 100 pour cent.

470. Ainsi, le Conseil a constaté que la plupart des comtés du Québec atteignaient un pourcentage si élevé de Francophones que ces localités étaient virtuellement unilingues. Dans ce cas, elles n'avaient guère besoin de districts bilingues. En conséquence, pourquoi recommander de faire de toute la province un district bilingue?

471. Deuxièmement, le Conseil n'a pas cru sage de recommander la création d'un district bilingue unique à l'échelle de la province et d'accroître ainsi les pressions dont nous avons déjà parlé qui s'exercent contre le français au Québec. Nous nous rendions compte que si nous faisions une recommandation tendant à compromettre davantage la situation du français dans la seule des dix provinces où les Francophones sont en majorité, nous ne ferions qu'accentuer la disparité qui existe entre les deux langues officielles du pays. Nous avons cru que cette disparité était déjà assez sérieuse sans que nous venions l'augmenter. Voilà l'une des raisons qui nous ont amenés à croire que, en ce qui a trait à la création de districts bilingues, nous serions sans doute mal avisés d'appliquer les mêmes critères dans toutes les parties du Canada.

472. Troisièmement, nous avons également constaté que, dans le passé, les membres des deux groupes minoritaires officiels n'avaient pas joui, au même degré, des services fédéraux partout au Canada. Nos visites nous ont fait voir que les services fédéraux dispensés aux groupes minoritaires anglophones du Québec n'étaient pas toujours assurés avec la même générosité aux minorités francophones hors du Québec. Compte tenu de ce facteur et sachant que l'article 13(2) de la Loi sur les langues officielles n'oblige pas le Conseil à proposer un district bilingue dans chaque région où la minorité linguistique officielle compte au moins dix pour cent de la population totale, nous avons cru qu'il n'était ni souhaitable ni indispensable de recommander que le Québec devienne un district bilingue, même si la minorité anglophone dépasse le dix pour cent requis.

473. Quatrièmement, malgré le fait que l'article 13(3) de la Loi sur les langues officielles milite en faveur de la proposition voulant faire du Québec un district bilingue, la majorité des membres du Conseil a décidé de ne recourir à cette disposition ni au Québec ni ailleurs au Canada. L'article 13(3), en effet, permet à un Conseil de proposer un district aux endroits où

la population de langue maternelle minoritaire est inférieure à dix pour cent, mais où le fédéral a assuré traditionnellement des services dans les deux langues officielles. Étant donné que les Anglophones du Québec ont toujours joui des services fédéraux dans leur propre langue, nous aurions pu invoquer cette disposition pour justifier la création de districts bilingues dans des régions où la minorité n'atteint même pas dix pour cent. Si nous en avions décidé ainsi nous aurions proposé un si grand nombre de petits districts qu'il eut mieux valu faire de toute la province un district bilingue.

474. Toutefois, la majorité des membres du Conseil a été d'avis de ne pas appliquer l'article 13(3) au Québec pour la raison qu'il n'était guère probable, selon eux, que le gouvernement fédéral en vienne jamais à discontinuer les services qu'il assure en anglais depuis si longtemps à la minorité québécoise.

475. La plupart des membres du Conseil était également d'avis qu'il serait injuste d'appliquer l'article 13(3) au Québec puisqu'on ne pouvait y recourir aussi largement en vue de fournir des services aux Francophones ailleurs au Canada. Vu que les groupes minoritaires francophones n'ont pas joui de services fédéraux suffisants dans leur langue selon la même mesure que la minorité anglophone québécoise, nous avons cru que l'application de l'article 13(3) au Québec ne ferait qu'accroître la disparité de la prestation des services aux deux minorités dans leur propre langue. Nous avons donc décidé de ne proposer la création d'aucun district bilingue en vertu de l'article 13(3) où que ce soit au Canada.

476. Cinquièmement, on a souvent fait valoir que la texture linguistique du Québec n'est pas sans ressembler à celle du Nouveau-Brunswick. En conséquence, on arguait que si nous recommandions que le Nouveau-Brunswick forme un seul district bilingue, il conviendrait de faire de même au Québec. Toutefois, cette façon de raisonner ne tient pas compte du fait que la répartition des groupes de langue officielle au Québec se rapproche davantage de celle de l'Ontario que de celle du Nouveau-Brunswick. En 1971, la minorité linguistique officielle atteignait 13.1 pour cent au Québec, comparé à 6.3 pour cent en Ontario et à 34.0 pour cent au Nouveau-Brunswick. Ainsi, la ressemblance des groupes de la minorité officielle est plus grande entre le Québec et l'Ontario qu'entre le Québec et le Nouveau-Brunswick.

477. Cette ressemblance s'est confirmée lorsque nous avons comparé les pourcentages de chaque comté pro-

vincial répondant au minimum requis d'un district bilingue. En 1971, seulement 20 des 74 comtés du Québec, soit 27 pour cent, justifiaient d'une minorité anglophone d'au moins dix pour cent de la population totale. En Ontario, seulement 10 des 54 divisions de recensement, soit 18.5 pour cent, comptaient une minorité francophone atteignant dix pour cent. En revanche, au Nouveau-Brunswick, sept des 15 comtés, soit 46.6 pour cent, réunissaient une population francophone d'au moins dix pour cent. Ainsi, au niveau mieux défini des comtés, la répartition des groupes minoritaires de langue officielle au Québec ressemblait davantage à celle de l'Ontario qu'à celle du Nouveau-Brunswick.

478. Enfin, nous étions bien au fait que le Premier Conseil consultatif des districts bilingues avait proposé que tout le Québec constitue un district bilingue. Nous savions aussi que cette recommandation particulière n'avait pas été bien accueillie dans certains milieux. Nous comprenions les sentiments qui avaient provoqué ces réactions adverses et les raisons qui les motivaient.

479. Voilà pourquoi le Conseil a décidé de ne pas faire du Québec un seul district bilingue.

(2) Aucun district bilingue au Québec

480. Le Conseil pouvait envisager l'autre extrême et considérer la possibilité de ne proposer la création d'aucun district au Québec. Étant donné que la minorité anglophone y avait toujours joui de services fédéraux en anglais, on pourrait se demander quelle nécessité il y avait d'y établir des districts bilingues. Si les fonctions qu'on attribue aux districts bilingues étaient déjà remplies, il n'y avait guère lieu de changer le *statu quo*. De plus, vu l'opposition manifestée à cet égard par plusieurs éléments québécois, y compris le gouvernement provincial, la création de districts bilingues pouvait aboutir à des vexations sérieuses plutôt qu'à l'amélioration des services. Dans ce cas, les inconvénients que les résidents de la province, notamment la minorité, éprouveraient, l'emportaient sur les avantages qu'ils pourraient retirer de la proclamation de districts.

481. Néanmoins, nous avons déjà constaté une pareille antipathie envers les districts bilingues dans d'autres parties du Canada, sans pour autant refuser de proposer d'en établir aux endroits où nous les avons crus utiles à la minorité. Nous avons pensé qu'il fallait appliquer le même principe au Québec.

482. De la sorte, nous avons décidé de recommander la création de districts bilingues au Québec chaque fois

que ce moyen pouvait apporter quelque avantage supplémentaire à la minorité, par exemple la renforcer en lui procurant un titre concret de reconnaissance et un sentiment de cohésion.¹² L'adoption de ces critères d'établissement de districts bilingues au Québec serait compatible avec l'importance que nous leur avons accordée lorsque nous avons proposé la création de districts bilingues ailleurs au Canada. Nous aiderions ainsi aux groupes anglophones québécois dont la vulnérabilité était comparable à celle des minorités francophones en dehors de la province.

483. C'est pourquoi le Conseil a été unanime à rejeter cette deuxième option de ne créer aucun district bilingue au Québec.

(3) Un certain nombre de districts bilingues

484. En cherchant à déterminer les régions du Québec qui, selon nous, devraient être des districts bilingues, nous avons examiné les endroits où se concentraient les groupes anglophones et les circonstances qui les y avaient amenés. Nous avons noté qu'ils habitaient en grande partie l'extrémité sud de la province, en particulier l'agglomération urbaine entourant Montréal.

485. En 1971, près des trois-quarts de la population de langue anglaise du Québec résidaient dans la région métropolitaine de recensement de Montréal. On en trouvait également un assez grand nombre dans les régions qui s'étendent au sud et à l'est de Montréal, dans l'Estrie, en direction de la frontière des États-Unis, et vers l'ouest, le long de l'Outaouais, jusqu'à la limite occidentale du comté de Pontiac. Si l'on additionnait le nombre de personnes de langue maternelle anglaise de ce territoire à celui de la région métropolitaine de recensement de Montréal, on aurait là environ les neuf-dixièmes de la minorité au Québec. À l'exception de quelques concentrations, notamment aux environs de Québec, dans Bonaventure et Gaspé-Est, et sur la basse rive nord du Saint-Laurent, le reste de la population anglophone du Québec est assez morcelé.

486. À la suite de cet examen, nous avons conclu que la minorité anglophone du Québec pourrait se diviser en deux groupes géographiques: une population urbaine concentrée dans la région métropolitaine de recensement de Montréal et une population dispersée dans quelques régions voisines de Montréal ainsi que dans plusieurs localités isolées de la province.

487. Ces derniers groupes nous ont semblé occuper une position à peu près semblable à celle de la minorité

¹² On trouvera le raisonnement détaillé du Conseil sur ce point à la 1^{re} Partie, paragraphes 111-113, p. 19.

francophone d'autres régions du Canada où nous étions prêts à proposer des districts bilingues. Ils sont moins concentrés et ils ont peut-être plus besoin du genre de protection juridique que fournit le district bilingue. Comme nous l'avons déjà noté, nous croyons aussi que la création d'un district bilingue peut aider ces groupes minoritaires isolés en leur inculquant un sentiment de cohésion et en leur fournissant un symbole vivant. A notre avis, ces arguments ne s'appliquent pas à la grande concentration minoritaire de la région métropolitaine de Montréal. Elle comptait en 1971 plus d'un demi-million; elle était forte, compacte, vigoureuse. En outre, pour autant que nous ayons pu le constater, elle a toujours joui de services fédéraux suffisants dans sa propre langue.

488. Après de longues discussions, la majorité des membres du Conseil a décidé d'établir une distinction entre la position et les besoins de ces deux groupes minoritaires au Québec et d'en tenir compte au moment de proposer des districts bilingues dans la province. Les recommandations qui suivent portent donc sur cinq districts bilingues qui embrassaient tous en 1971 une région géographique assez vaste et qui réunissaient un nombre d'Anglophones assez important atteignant le minimum requis de dix pour cent et étant situés dans un secteur de caractère rural ou éloigné. Quant aux régions métropolitaines de recensement de Montréal et de Québec et à l'agglomération de recensement de Sherbrooke qui, en 1971, constituaient les centres urbains principaux du Québec abritant un grand nombre d'Anglophones, nous proposerons d'autres dispositions que nous expliquerons après avoir présenté nos recommandations particulières touchant la création de districts bilingues au Québec.

489. Avant de décrire les districts bilingues proposés, il nous faut traiter des localités québécoises qui remplissent les conditions voulues mais où nous ne recommanderons pas la création de districts bilingues et qui ne feront pas partie des régions pour lesquelles nous proposons des dispositions particulières.

Régions admissibles mais non recommandées

490. Les districts bilingues et les régions que nous avons brièvement mentionnées au paragraphe 488 comme faisant l'objet d'arrangements spéciaux, et sur lesquelles nous reviendrons plus loin, comprennent la plupart des comtés et des subdivisions de recensement dont la population anglophone atteignait au moins dix pour cent en 1971. Il y avait en plus un certain nombre de subdivisions de recensement qui avaient un pourcentage suffisant pour devenir districts bilingues

mais que nous n'inclurons pas dans nos recommandations ni dans les dispositions supplémentaires que nous proposons. On comprendra mieux les raisons pour lesquelles nous avons laissé de côté ces subdivisions de recensement si nous les groupons en quatre catégories.

(1) Localités de la Région de la Capitale nationale

491. Nous n'avons pu inclure un certain nombre des subdivisions de recensement en cause parce qu'elles étaient situées à l'intérieur de la Région de la Capitale nationale. L'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles oblige le gouvernement fédéral et ses organismes à dispenser leurs services au public en anglais et en français dans la Région de la Capitale nationale, indépendamment de toute décision du Conseil consultatif des districts bilingues. Ainsi il n'a été ni possible ni nécessaire pour notre Conseil de faire des recommandations touchant les subdivisions de recensement situées dans les limites de la Région de la Capitale nationale.

492. Les subdivisions visées au Québec font partie de quatre comtés longeant la rive nord de l'Outaouais: Papineau, Gatineau, Hull et Pontiac. La liste qui suit n'est pas complète; elle ne fait qu'indiquer les endroits abritant les groupes minoritaires les plus importants; ce sont Buckingham, l'ouest de la ville de Hull, Lucerne, Touraine, Aylmer, Gatineau, Onslow et Quyon.

493. Non seulement ces localités réunissent quelques-uns des groupes de langue anglaise les plus nombreux que nous ayons laissés de côté mais, ajoutées aux autres parties de la Région de la Capitale nationale du côté québécois que nous n'avons pas énumérées ici, elles comptent quelque 26,000 citoyens de langue maternelle anglaise. Ainsi, environ la moitié des groupes minoritaires qui habitent ces subdivisions de recensement auxquelles nos recommandations n'assurent pas les services dans leur propre langue, en seront quand même pourvus aux termes de l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles.

(2) Minuscules localités dispersées

494. Quelque trois douzaines de subdivisions de recensement dont chacune comptait un groupe minoritaire d'au moins dix pour cent n'apparaissent pas dans nos recommandations parce que, en 1971, on n'y dénombrait que de 10 à un maximum de 435 personnes. Vu que le nombre était si restreint, que ces régions étaient si dispersées qu'il était rarement possible de les combiner à d'autres concentrations minoritaires et que,

de toute façon, il n'existait guère de services fédéraux dans ces parages, nous n'avons pas hésité à les laisser de côté.

(3) Petites localités rattachables

495. En 1971, il y avait au Québec 20 autres subdivisions de recensement qui comptaient une population de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent, mais dont le nombre était faible. En en réunissant un certain nombre, nous aurions pu former quatre groupes minoritaires qu'il aurait été plausible de constituer en districts ou en parties de districts bilingues. Ces régions font partie des comtés de Montcalm, de Terrebonne, de Richmond et de Drummond.

a) Rawdon

496. Dans Montcalm, nous aurions pu grouper la subdivision rurale de recensement de Rawdon et le village de Rawdon pour former un territoire qui, en 1971, réunissait une population de langue maternelle anglaise atteignant 26 pour cent, mais elle ne comptait que 1,070 personnes. Il n'y avait guère de services fédéraux. Étant donné que cette localité n'est située qu'à environ 25 milles au nord de la région métropolitaine de recensement de Montréal, il semble probable que les résidents vont chercher la plupart de leurs services fédéraux à Montréal où nous demandons de fournir ces services grâce à d'autres moyens. Par suite de la faiblesse numérique de la population de langue maternelle anglaise des subdivisions de recensement qui séparent Rawdon de la région métropolitaine de recensement de Montréal d'une part et Rawdon des concentrations anglophones de l'ouest de Terrebonne d'autre part, nous n'avons pas cru possible de joindre Rawdon à Montréal ni aux localités voulues de Terrebonne. Pour toutes ces raisons, en particulier le nombre restreint des Anglophones de la région de Rawdon, le Conseil a décidé à l'unanimité de ne pas en faire un district bilingue.

b) Terrebonne

497. En 1971, le comté de Terrebonne, qui s'étend au nord et à l'ouest de la région métropolitaine de recensement de Montréal, comptait 14 subdivisions de recensement dont la population de langue maternelle anglaise atteignait au moins dix pour cent. Toutefois, les deux subdivisions de recensement qui réunissaient le plus grand nombre d'Anglophones, notamment Lorraine et Rosemère, font partie de la région métropolitaine de recensement de Montréal où nous recommandons d'autres moyens de fournir des services fédéraux en anglais.

Ainsi, les 4,600 membres du groupe minoritaire de ces deux subdivisions feraient l'objet des dispositions prévues pour Montréal.

498. La population de langue maternelle anglaise des 12 autres subdivisions de recensement de Terrebonne était très faible allant de cinq à cinq cents personnes. On dénombrait ainsi 2,015 citoyens; mais ces 12 subdivisions ne forment pas un territoire continu; en effet, certaines d'entre elles sont séparées par des subdivisions où la minorité n'atteint pas dix pour cent de la population locale. De la sorte, il aurait été peu plausible, sinon impossible de proposer l'établissement de districts bilingues isolés.

499. Cependant, quelques membres du Conseil croyaient que des subdivisions comme Sainte-Adèle, Sainte-Anne-des-Lacs et Saint-Sauveur, qui avoisinent le district bilingue que nous proposons dans Argenteuil—Deux-Montagnes, pourraient s'y rattacher. D'autres n'étaient pas d'accord avec cette idée. Selon eux, le nombre des citoyens en cause était infime, les services fédéraux étaient à peu près inexistants dans ces localités et la plupart des gens obtenaient ces services à Montréal. Ils étaient également d'avis qu'il s'agissait d'une région de récréation et de villégiature et que les résidents y étaient moins stables que dans la plupart des autres localités. Après un sérieux examen, la majorité des membres du Conseil décida de ne recommander le rattachement d'aucune de ces subdivisions de recensement au district bilingue d'Argenteuil—Deux-Montagnes.

c) Richmond

500. Un troisième groupe de petites subdivisions de recensement qui, en 1971, comptait une minorité atteignant au moins dix pour cent et que nous aurions pu joindre ensemble ou rattacher à un district bilingue faisait partie du comté de Richmond.

501. Étant donné que ce comté, qui est situé dans le coin nord-est de l'Estrie, comptait, en 1971, une population de langue maternelle anglaise atteignant 11.6 pour cent, il était possible d'en faire un district bilingue. Toutefois, la minorité qui totalisait 4,770 personnes n'était pas répartie de façon égale à travers le comté. Les subdivisions de recensement où la population minoritaire s'élevait à au moins dix pour cent occupaient toute la partie nord-ouest du comté. Elles réunissaient 3,595 personnes de langue maternelle anglaise, soit plus de 75 pour cent de tout le groupe minoritaire du comté. Puisque dans le reste du comté de Richmond on ne dénombrait que 1,175 Anglophones, soit 4.3 pour cent de la population totale de ce territoire, le Conseil n'a pas

cru sage de proposer d'englober tout le comté dans un district bilingue.

502. Certains d'entre nous voulaient rattacher les subdivisions de recensement de Richmond, qui contenaient de fortes concentrations minoritaires, au grand district bilingue que nous avions l'intention de proposer dans l'Estrie. D'autres firent remarquer que cet arrangement créerait un district bilingue d'une forme assez étrange. Vu que les subdivisions de Richmond, où se concentrait la minorité, étaient situées dans le nord-ouest du comté, séparées qu'elles étaient du district que nous envisagions de créer par les parties sud et est de Richmond, qui étaient massivement francophones, de même que par le comté de Sherbrooke, que nous n'allions pas inclure dans la région proposée, le district bilingue en cause comporterait une vaste échancrure qui lui donnerait un aspect irrégulier et artificiel.

503. Après quelque discussion, la majorité des membres du Conseil en est venue à la conclusion qu'il serait préférable de ne pas essayer de rattacher les subdivisions du nord-ouest de Richmond au district bilingue envisagé dans l'Estrie.

d) Drummond

504. L'autre groupe de petites subdivisions de recensement qui, en 1971, avait une population anglophone d'au moins dix pour cent et que nous pourrions joindre ensemble se trouvait dans le comté de Drummond, situé immédiatement au nord du comté de Richmond.

505. En 1971, seulement trois subdivisions de recensement de Drummond réunissaient une minorité d'au moins dix pour cent. C'était Durham-Sud avec 230 Anglophones ou 36.2 pour cent, Kingsey avec 155 ou 12.2 pour cent et Ulverton, avec 230 ou 76.7 pour cent.

506. Ce groupement était assez continu mais il ne touchait pas au district bilingue que nous envisagions; nous avons en effet refusé d'admettre le comté de Richmond qui était voisin. La seule autre possibilité consistait à faire de cette région un district bilingue séparé. Même si la minorité y atteignait 27.9 pour cent, nous avons rejeté cette idée. En effet, on n'y dénombrait que 615 sujets de langue anglaise.

(4) Localités isolées

507. Nous avons également exclu un autre groupe de six subdivisions de recensement qui avaient chacune une minorité de langue maternelle anglaise d'au moins

dix pour cent. Elle était assez nombreuse dans chacune de ces localités mais celles-ci étaient si isolées qu'il était impossible de les réunir ou, sauf dans un cas, de les rattacher à un autre groupe minoritaire pour en faire un district bilingue où la minorité serait plus forte.

508. Dans chacune de ces subdivisions, la minorité allait de 355 à un maximum de 2,225. Si nous adoptions comme critère le nombre minimum de sujets de la minorité linguistique officielle réunis dans l'un quelconque des districts bilingues que nous étions prêts à recommander ailleurs au Canada, soit 580, nous devions envisager de proposer la création de six autres districts bilingues au Québec. Tous auraient été minuscules et perdus dans des régions lointaines et isolées où il n'existait guère de services fédéraux; le Conseil a donc décidé de ne pas leur appliquer ce critère.

a) Senneterre, Bagotville et Murdochville

509. Néanmoins, les membres du Conseil n'étaient pas tous du même avis en ce qui avait trait à certaines de ces régions. Nous avons été unanimes à laisser de côté Senneterre, Bagotville et Murdochville;¹³ par contre nous avons longtemps examiné si nous devions créer des districts bilingues dans les trois subdivisions de recensement de Noranda, Schefferville et Temiscaming. Repassons brièvement chacun de ces cas.

b) Noranda

510. Le seul endroit où il aurait été possible de réunir deux groupes minoritaires a été Noranda que nous aurions pu joindre à Rouyn. Ce sont en effet deux villes jumelles dans le comté du nord-ouest de Témiscamingue, voisin de la frontière qui sépare le Québec de l'Ontario.

511. Bien que Noranda soit la plus petite des deux villes, elle avait, en 1971, une population de langue maternelle anglaise beaucoup plus nombreuse que celle de Rouyn. Noranda comptait alors 2,225 Anglophones, soit 20.7 pour cent de la population de la ville. Par contre, Rouyn, ville de 17,820 habitants, ne réunissait que 645 Anglophones, soit 3.6 pour cent. Dans les deux villes prises ensemble, on dénombrait 2,870 personnes de langue maternelle anglaise, c'est-à-dire un peu plus de dix pour cent des deux populations réunies. Il était

¹³ En 1971, Senneterre, qui fait partie du comté d'Abitibi, comptait 600 Anglophones, soit 13.9 pour cent; Bagotville, dans le comté de Chicoutimi, en réunissait 1,075, ou 31.4 pour cent, y compris ceux qui faisaient partie de la base militaire; et Murdochville, dans le comté de Gaspé-Ouest, en avait 710, ou 24.6 pour cent.

donc possible d'envisager la création d'un district bilingue qui grouperait les deux villes ou qui se restreindrait à la ville de Noranda.

512. Plusieurs membres du Conseil ont visité la localité et ont consulté les représentants de la minorité et de la majorité. Les deux groupes ont affirmé que les citoyens des deux villes considéraient Noranda et Rouyn comme une seule région et que nous serions bien avisés de les traiter comme une entité unique. Nous avons aussi découvert que la région était dotée d'un certain nombre de services fédéraux et on reconnaît qu'en général ils ont été satisfaisants dans le passé. Pourtant, sur la question de la création d'un district bilingue, les avis étaient partagés. L'un des membres de la minorité prétendait que les services fédéraux en anglais ayant été suffisants dans le passé, il n'y avait probablement pas besoin d'établir un district bilingue si la même situation continue d'exister à l'avenir. Au contraire, un autre membre de la minorité a prôné avec ferveur la création d'un district bilingue.

513. D'après les statistiques, nous avons noté, depuis 1961, une baisse considérable de plus de 30 pour cent du groupe linguistique minoritaire des deux villes. D'autre part, au cours de la même période, la population de langue maternelle française a augmenté de 3.3 pour cent dans les deux villes et de 13.4 pour cent dans Noranda même. À nos yeux, le contraste entre ces deux tendances n'est guère favorable à l'établissement d'un district bilingue soit à Rouyn-Noranda, soit à Noranda seulement. Ce secteur étant isolé et entouré de régions massivement francophones, il n'a pas été possible d'inclure Rouyn—Noranda dans un district bilingue plus étendu.

514. Pour toutes ces raisons, et en particulier parce que cette région a été bien dotée de services fédéraux dans le passé et qu'elle continuera vraisemblablement de l'être à l'avenir sans l'établissement d'un district bilingue, une forte majorité du Conseil a décidé, après maintes révisions de la question, de ne pas recommander la création d'un district bilingue dans Rouyn-Noranda ou dans Noranda seulement.

c) Schefferville

515. Plusieurs de ces raisons ont également porté le Conseil à la même conclusion dans le cas de Schefferville. Située dans la partie reculée du nord-est québécois, tout près du cinquante-cinquième parallèle et de la frontière du Labrador, isolée sur un vaste territoire inhabité à mi-chemin entre l'embouchure du Saint-Laurent et la baie de l'Ungava, la ville de Schefferville était l'une des quelques subdivisions de recensement du vaste comté de

Saguenay qui, en 1971, avaient une population de langue maternelle anglaise dépassant le dix pour cent requis d'un district bilingue.

516. En effet, en 1971, la population de langue anglaise de Schefferville s'élevait à 965 personnes, soit 29.5 pour cent de tous les résidents de la subdivision de recensement. C'est un centre minier, fondé assez récemment par l'Iron Ore Company of Canada, qui n'existe essentiellement qu'en raison de cette industrie; c'est presque une ville fermée, même s'il y existe des organismes municipaux, des établissements privés et quelques services fédéraux.

517. Des membres du Conseil se sont rendus dans cette ville et ont rencontré un certain nombre de citoyens appartenant aux groupes linguistiques majoritaire et minoritaire, des représentants de la Compagnie et des syndicats ainsi que des administrateurs municipaux. Même si tout le monde n'était pas d'accord sur les chances que la minorité avait d'augmenter en nombre, nous avons conclu que les Anglophones allaient probablement diminuer à l'avenir. Personne ne s'est plaint de la qualité des services fédéraux dispensés en anglais ou en français. Certains membres de la communauté anglophone ont exprimé le désir d'avoir un district bilingue; d'autres ne croyaient pas que c'était nécessaire.

518. Le Conseil a exploré la possibilité de joindre Schefferville à une autre localité en vue de former un district plus étendu et plus viable. Cependant, il a rencontré deux obstacles. Premièrement, Schefferville est située à quelque 300 milles de la plus proche région québécoise où l'on aurait pu rassembler une minorité de langue maternelle anglaise ayant au moins dix pour cent, c'est-à-dire la Côte Nord du Golfe Saint-Laurent. Deuxièmement, nous avons décidé précédemment que, même si cela était possible, il ne serait pas sage d'essayer de relier Schefferville à la subdivision D de recensement—Labrador-Ouest.¹⁴ Ainsi, force nous a été de conclure qu'il n'y avait aucun moyen de réunir Schefferville à une autre concentration minoritaire pour former un district bilingue où la population anglophone serait plus nombreuse.

519. Après avoir discuté cette question plus d'une fois, la majorité des membres du Conseil décida que, à la lumière de tous ces faits, et surtout en raison de la faiblesse numérique relative de la minorité, il ne semblait pas y avoir besoin d'un district bilingue pour assurer la continuation des services fédéraux en anglais et que, par conséquent, il n'y avait pas lieu de

¹⁴ 1^{re} Partie, paragraphes 141-142, p. 23.

proposer la création d'un district bilingue à Schefferville.

d) Temiscaming

520. La dernière subdivision de recensement isolée qui comptait le pourcentage minimum requis d'un district bilingue et que certains membres du Conseil étaient prêts à recommander était la ville de Temiscaming, située dans la partie sud du comté de Témiscamingue sur la frontière qui sépare le Québec et l'Ontario.

521. En 1971, la ville comptait un groupe de langue maternelle anglaise de 885 personnes, ou 36.5 pour cent de la population totale de 2,425. Étant donné ce pourcentage élevé, certains membres du Conseil étaient d'avis de faire de cette subdivision de recensement un district bilingue. D'autres étaient d'opinion contraire. Nous n'avons pas visité cette localité, mais nous avons noté qu'en nombre absolu, la minorité était assez faible, que les services fédéraux n'y étaient pas nombreux et que, si la tendance générale des services au Québec s'appliquait ici, ils étaient déjà probablement dispensés en anglais. Une comparaison entre les deux groupes linguistiques officiels de la ville en 1961 et 1971 nous

a également révélé que la population anglophone avait diminué de 11.9 pour cent, tandis que la majorité francophone avait augmenté de 7.5 pour cent au cours de la décennie.

522. Le Conseil a exploré la possibilité de chercher à relier Temiscaming à une autre localité qui justifierait d'une minorité plus substantielle en vue d'y créer un district bilingue ayant une plus forte population minoritaire. Néanmoins, puisque nous avons décidé de ne pas créer de districts qui chevaucheraient le territoire de deux provinces, dans ce cas-ci l'Ontario et le Québec, la seule possibilité qui restait était d'essayer de rattacher Temiscaming à Noranda. Cet arrangement s'est révélé impossible en raison du fait que ces deux points sont séparés par un territoire d'environ 150 milles dont les subdivisions de recensement étaient habitées, en 1971, par des groupes francophones qui dépassaient sensiblement les 90 pour cent et, parfois, atteignaient les 100 pour cent.

523. Compte tenu de tous ces éléments, la majorité des membres du Conseil décida de ne pas recommander la création d'un district bilingue dans la subdivision de recensement de Temiscaming.

Districts bilingues recommandés au Québec

1. Argenteuil—Deux-Montagnes

a. description

le district bilingue d'Argenteuil—Deux-Montagnes se compose des subdivisions de recensement d'Arundel, Chatham, Gore, Grenville, Harrington, Lac-des-Seize-Îles, Mille-Isles, Montcalm, Morin Heights, Saint-Adolphe-d'Howard, Saint-André-d'Argenteuil, Wentworth et Wentworth-Nord, de la cité de Lachute, de la ville de Barkmere et des villages de Brownsburg, Calumet, Carillon, Grenville et Saint-André-Est, dans la division de recensement d'Argenteuil; de la subdivision de recensement de Saint-Colomban et de la cité de Sainte-Scholastique dans la division de recensement de Deux-Montagnes; des subdivisions de recensement de Namur et Ponsonby, dans la division de recensement de Papineau.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
Argenteuil, division (part.)			
subdivisions			
Arundel.....	395	275	69.6
Chatham.....	3,080	850	27.6
Gore.....	255	205	80.4
Grenville.....	1,875	1,070	57.1
Harrington.....	700	580	82.9
Lac-des-Seize-Îles.....	215	15	7.0
Mille-Isles.....	370	230	62.2
Montcalm.....	245	125	51.0
Morin Heights.....	1,315	730	55.5
Saint-Adolphe-d'Howard.....	1,335	345	25.8
Saint-André-d'Argenteuil.....	845	160	18.9
Wentworth.....	145	120	82.8
Wentworth-Nord.....	390	65	16.7
cité			
Lachute.....	11,815	2,265	19.2
ville			
Barkmere.....	50	30	60.0
villages			
Brownsburg.....	3,480	990	28.4
Calumet.....	765	185	24.2
Carillon.....	420	25	6.0
Grenville.....	1,495	340	22.7
Saint-André-Est.....	1,200	205	17.1
Deux-Montagnes, division (part.)			
subdivision			
Saint-Colomban.....	1,070	135	12.6
cité			
Sainte-Scholastique..	14,785	535	3.6

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
Papineau, division (part.)			
subdivisions			
Namur.....	460	75	16.3
Ponsonby.....	195	70	35.9
total.....	46,900	9,625	20.5

c. circonscriptions électorales

le district bilingue d'Argenteuil—Deux-Montagnes est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales d'Argenteuil—Deux-Montagnes, Gatineau, Labelle et Terrebonne; il est situé dans une partie des districts électoraux provinciaux d'Argenteuil et Deux-Montagnes.

Précisions

524. Les deux comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes sont situés sur la rive nord de l'Outaouais, juste à l'ouest de l'île Jésus et de l'île de Montréal. Ces deux comtés sont contigus, Deux-Montagnes s'étendant vers l'est et Argenteuil vers l'ouest. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend tout le comté d'Argenteuil à l'exception de la petite subdivision de recensement d'Huberdeau, située dans le coin nord-ouest du comté. Il englobe aussi les deux subdivisions de recensement adjacentes de Namur et de Ponsonby dans le comté de Papineau et la partie ouest du comté des Deux-Montagnes qui constitue environ la moitié de la superficie de ce comté. Cette région compacte contenait, en 1971, une population de langue maternelle anglaise atteignant 9,625 personnes, soit 20.5 pour cent de la population totale de la région.

525. Après que le Conseil eût examiné les statistiques sur les groupes linguistiques officiels de la région et leur répartition, quelques-uns de nos membres se sont rendus sur place et ont rencontré des citoyens et des hommes publics dans les villes de Deux-Montagnes et de Lachute ainsi que dans le village de Brownsburg.

Argenteuil

526. Le Conseil n'a guère éprouvé de difficulté à décider de faire de presque tout le comté d'Argenteuil un district bilingue. En 1971, ce comté réunissait une minorité de langue maternelle anglaise de 8,870 personnes, ou 28.3 pour cent de la population totale; cette minorité était répartie dans tout le comté et constituait une partie si importante de la population que, dans un certain

PROVINCE OF
QUEBEC
FEDERAL BILINGUAL DISTRICTS

LEGEND
Dist. A. Bilingual

PROVINCE DE
QUÉBEC
DISTRICTS BILINGUES FÉDÉRAUX

LEGEND
District Bilingue

BAYE

BAIE

TERritoire du Nouveau Québec

NORTH SHORE OF
GULF OF ST. LAWRENCE

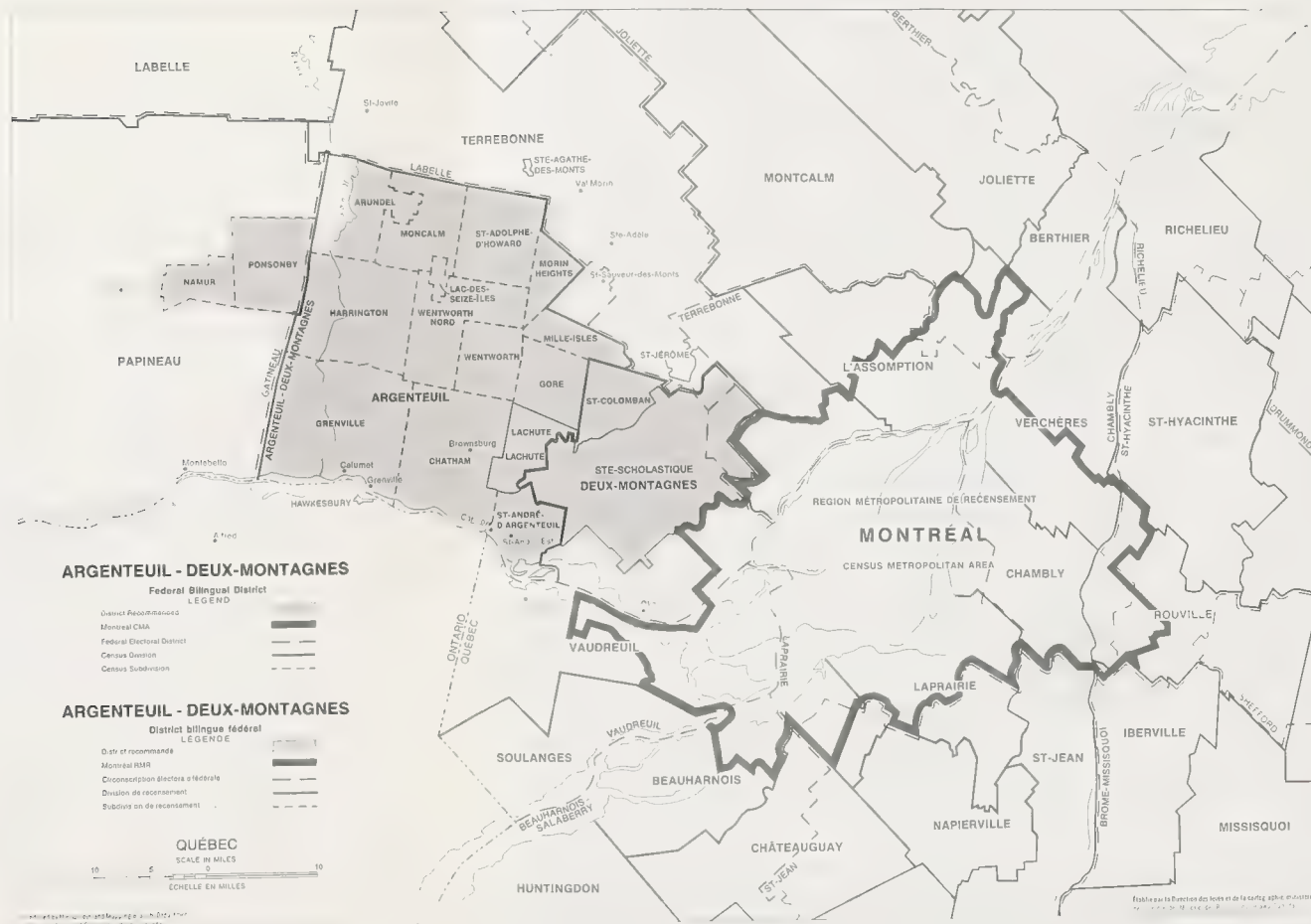
CÔTE NORD DU
GULF SAINT-LAURENT

GASPE-BONAVENTURE

GATINEAU-PONTIAC

ARLOMONT-DEUX-MONTAGNES

HUNTINGDON-COMPTON



nombre de subdivisions de recensement, elle dépassait les 50 pour cent.

527. L'exception la plus remarquable était Huberdeau qui ne comptait que 50 Anglophones, soit 5.4 pour cent des résidents de l'endroit. Vu que cette subdivision de recensement occupe l'extrémité nord-ouest du comté, qu'en terme de population elle ressemble plutôt aux subdivisions voisines de Papineau et de Terrebonne, qui sont massivement francophones, et qu'elle semble n'avoir que peu ou pas de services fédéraux, le Conseil a pensé retrancher Huberdeau du district bilingue qu'il proposait; cela ne dérangeait guère les chiffres retenus. La partie principale d'Argenteuil que nous recommandions renfermait 8,820 personnes de langue maternelle anglaise en 1971, soit 29.0 pour cent de la population totale.

Constatations

528. La visite que nous avons faite et les consultations que nous avons eues avec les résidents de Lachute et de Brownsburg ont confirmé l'intention que nous avons de faire de la plus grande partie du comté un district bilingue.

529. Lachute renferme un certain nombre de bureaux et de services du gouvernement fédéral; elle reçoit les émissions de radio et de télévision en anglais et en français. On nous a dit que cette collectivité s'identifiait avec la région qui s'étend à l'ouest et au nord de Lachute plutôt qu'avec Montréal. Bien que depuis bon nombre d'années la population anglophone de la région ait eu tendance à baisser considérablement, elle comptait encore 2,265 personnes en 1971. Quelques citoyens ont prédit que cette tendance décroissante pourrait bien se renverser lorsque le nouvel aéroport voisin de Mirabel sera inauguré; en effet, les employés anglophones de l'aéroport peuvent bien décider de s'établir à Lachute. L'un des représentants officiels nous a fait part du sentiment de sécurité plus grand qu'éprouverait un certain nombre de résidents unilingues anglophones s'ils vivaient à l'intérieur d'un district bilingue. Les gens qui préféreraient avoir un district bilingue l'ont emporté sur ceux qui entretenaient des réserves à cet égard.

530. Nous avons constaté plus d'hésitations au cours de la consultation que nous avons eue dans le village voisin de Brownsburg. Toutefois, malgré ces réserves et en dépit du fait qu'il ne semble exister qu'un seul service fédéral à Brownsburg, soit le bureau de poste, le Conseil a décidé d'inclure ce village dans le district bilingue proposé puisque, en 1971, il contenait un pourcentage beaucoup plus élevé d'Anglophones que Lachute, soit

28.4 et 19.2 pour cent respectivement. De plus, un certain nombre des 990 citoyens anglophones de Brownsburg étaient apparemment unilingues.

Namur et Ponsonby

531. Le Conseil a décidé d'ajouter au district proposé d'Argenteuil—Deux-Montagnes les deux subdivisions de recensement contiguës de Namur et de Ponsonby, situées dans le comté de Papineau qui longe la limite occidentale du comté d'Argenteuil. En 1971, ces deux subdivisions réunies comptaient 145 Anglophones, soit 22.1 pour cent de la population des subdivisions mises ensemble.

532. Même si Namur et Ponsonby n'avaient guère de services fédéraux, il a semblé souhaitable de les inclure dans le district proposé puisque les subdivisions adjacentes de Papineau renfermaient une population si massivement francophone qu'il n'y avait aucune possibilité de rattacher ces deux localités à d'autres groupes faisant partie d'un district bilingue.

533. Comme nous l'expliquerons au moment d'aborder l'étude du district proposé de Gatineau—Pontiac, la concentration extrêmement forte de Francophones dans certaines parties du comté de Pontiac, nous a empêchés d'inclure l'ensemble de ce comté dans un district bilingue qui aurait longé la rive nord de l'Ouataouais.

Deux-Montagnes

534. ' Le comté de Deux-Montagnes satisfait aux conditions requises d'un district bilingue car, en 1971, il comptait une minorité de langue maternelle anglaise de 14.6 pour cent de la population totale. Cependant, après avoir examiné la répartition de ces groupes et avoir consulté les gens de la ville de Deux-Montagnes, le Conseil a décidé de ne pas proposer d'inclure tout le comté dans un district bilingue.

535. Nous avons au moins quatre raisons de ne pas le faire. Premièrement, plusieurs subdivisions de recensement de la partie sud du comté renfermaient de fortes concentrations francophones qui dépassaient de beaucoup les 90 pour cent de la population. Deuxièmement, le secteur sud-est du comté entraînait dans la région métropolitaine de recensement de Montréal à qui la majorité des membres du Conseil avait décidé d'assurer des services bilingues grâce à d'autres dispositions. Ce secteur sud-est comptait environ 88 pour cent des Anglophones du comté. En fait, une grande partie de la minorité habitait deux localités du sud-

est: la ville de Deux-Montagnes et la ville de Saint-Eustache où l'on trouvait 6,095 des 7,640 membres de la minorité de ce comté.

536. Troisièmement, notre rencontre avec un groupe imposant de représentants municipaux de Deux-Montagnes et de citoyens appartenant aux deux groupes linguistiques officiels nous a permis de confirmer l'impression que nous avons que cette région faisait en quelque sorte partie du Montréal métropolitain. L'un des échevins a estimé que 90 pour cent de la population active qui habite la ville se rendent travailler à Montréal. La ville de Deux-Montagnes ne possède guère de services fédéraux. La plupart de ses citoyens vont les obtenir à Montréal ou à la ville voisine de Saint-Eustache qui en a quelques-uns. On nous a dit que personne n'éprouvait de difficulté à se faire servir en anglais ou en français dans les bureaux fédéraux; cependant, l'un des participants a mentionné qu'une route importante de la région manquait de panneaux de circulation en anglais. On peut capter des émissions de radio et de télévision en anglais et en français. Personne n'a exprimé de fortes préoccupations de voir la ville de Deux-Montagnes faire partie d'un district bilingue. Nous n'avons pas fait de consultation à Saint-Eustache, mais nous avons présumé que la situation y était sensiblement la même. Ici, le nombre des Anglophones n'est que le tiers de celui de l'autre ville et la proportion est beaucoup plus faible, soit 16 pour cent.

537. Pour toutes ces raisons, nous avons conclu que le secteur sud-est de même que le secteur sud à prédominance francophone du comté de Deux-Montagnes ne devraient pas faire partie d'un district bilingue.

Saint-Colomban et Sainte-Scholastique

538. Nous avons décidé de rattacher le reste du comté de Deux-Montagnes au comté voisin d'Argenteuil pour en faire un district bilingue. La partie retenue du comté de Deux-Montagnes comprend la subdivision de recensement de Saint-Colomban et la ville de Sainte-Scholastique. En 1971, Saint-Colomban ne comptait que 135 Anglophones, mais ils atteignaient 12.6 pour cent de la population. Le groupe de Sainte-Scholastique était plus considérable, mais le pourcentage était moins élevé, soit 535 et 3.6 pour cent. Même si Sainte-Scholastique ne comptait qu'une faible population minoritaire qui n'atteignait pas le dix pour cent requis, nous avons cru bon de l'inclure dans le district bilingue proposé, car c'est là que se dresse le nouvel aéroport international de Mirabel où les deux langues officielles seront d'usage courant. Le rattachement de Sainte-Scholastique et de Saint-Colomban au

district bilingue proposé y réduit de façon considérable la proportion de la minorité, qui se maintient tout de même à 20.5 pour cent.

Addition possible de secteurs de Terrebonne

539. Le Conseil a envisagé la possibilité d'ajouter au district proposé certaines subdivisions de recensement contiguës du comté de Terrebonne. Cependant, plusieurs considérations, que nous avons exposées précédemment,¹⁵ nous ont dissuadés de le faire.

Recommandation

540. **Le Conseil recommande à l'unanimité de créer un district bilingue comprenant les parties des comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes que nous avons indiquées ainsi que les deux subdivisions de recensement de Namur et de Ponsonby dans le comté de Papi-neau.**

2. Côte Nord du golfe Saint-Laurent

a. description

le district bilingue de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent se compose de la subdivision de recensement de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, dans la division de recensement de Saguenay.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
Saguenay, division (part.) subdivision			
Côte Nord du golfe Saint-Laurent.....	5,110	3,870	75.7
total.....	5,110	3,870	75.7

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Côte Nord du golfe Saint-Laurent est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Manicouagan, et dans une partie du district électoral provincial de Duplessis.

Précisions

541. Le district bilingue proposé par le Conseil est situé dans le comté de Saguenay sur la côte nord infé-

¹⁵ Voir les paragraphes 497-499, p. 78.

NORTH SHORE OF GULF OF ST LAWRENCE

Federal Bilingual District LÉGENDE

- District Recommended
- Federal Electoral District
- Census Division
- Census Subdivision

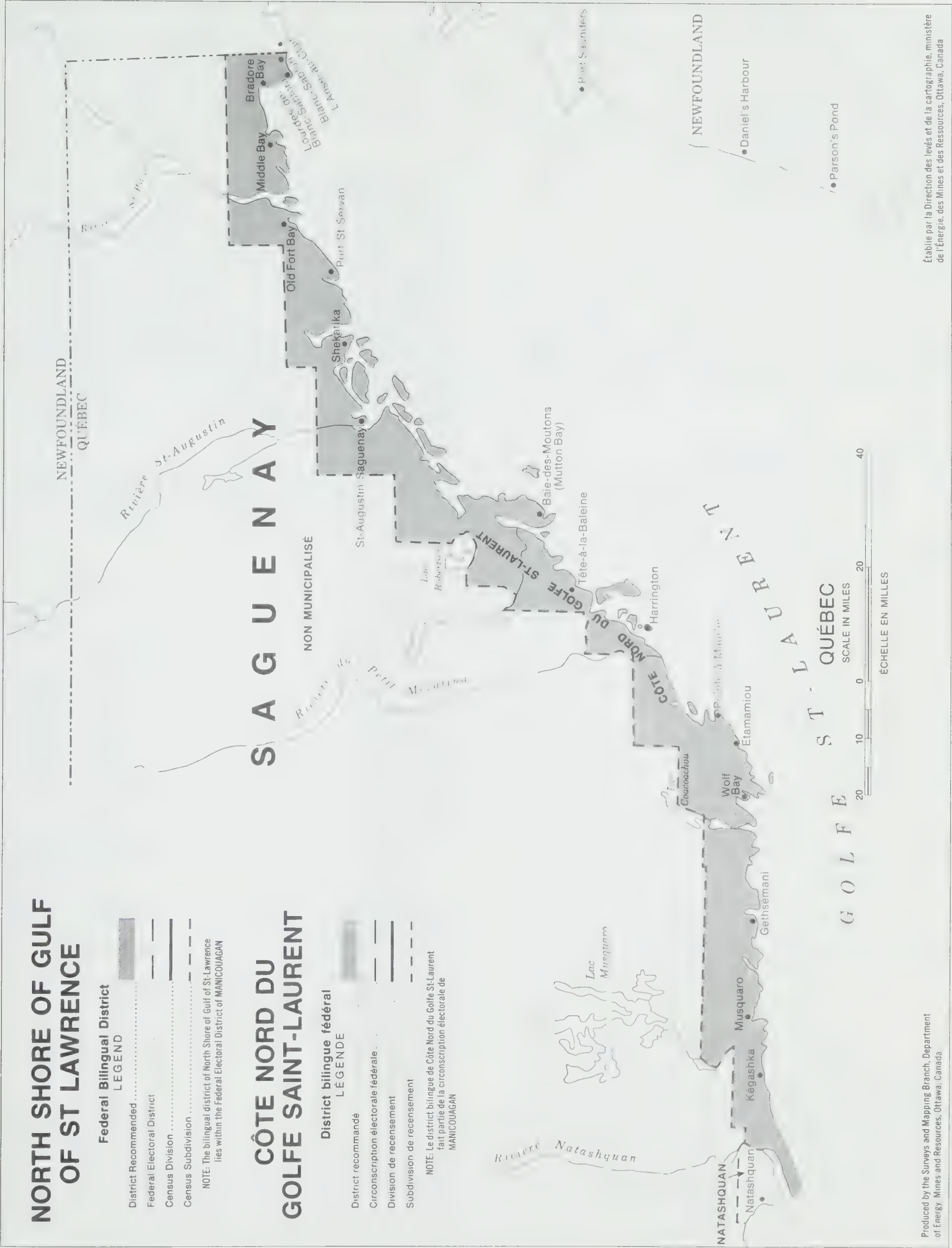
NOTE: The bilingual district of North Shore of Gulf of St-Lawrence lies within the Federal Electoral District of MANICOUAGAN

CÔTE NORD DU GOLFE SAINT-LAURENT

District bilingue fédéral LÉGENDE

- District recommandé
- Circonscription électorale fédérale
- Division de recensement
- Subdivision de recensement

NOTE: Le district bilingue de Côte Nord du Golfe St-Laurent fait partie de la circonscription électorale de MANICOUAGAN



rieure du golfe Saint-Laurent. À partir de Kégashka, à quelque 225 milles à l'est de Sept-Îles, le territoire s'étend vers l'est le long du littoral sur une distance d'environ 250 milles jusqu'à Blanc-Sablon, qui est située à l'extrémité orientale du Québec, endroit où cette province touche au Labrador à la hauteur du détroit de Belle-Isle.

542. En 1971, ce littoral étroit et allongé comprenait la subdivision de recensement de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent. Même si la population y était fort dispersée, cette région comprenait la population minoritaire la plus considérable de toutes les cinq subdivisions de recensement du comté de Saguenay qui justifiaient d'un pourcentage global d'au moins dix pour cent. D'après le recensement de 1971, la subdivision de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent avait une population totale de 5,110 personnes, dont 3,870 étaient de langue maternelle anglaise. Étant donné que la minorité officielle s'élevait à 75.7 pour cent, elle formait en fait la majorité de la région. La population francophone atteignait 22.7 pour cent, ce qui laissait 1.6 pour cent pour la population de langues maternelles autres que l'anglais et le français.

543. Ce vaste territoire est la partie la plus éloignée, la plus inaccessible et la moins connue de tout le Canada. Il s'étend au-delà de Natashquan, ce pays d'hiver dénudé que chante Gilles Vigneault. Les communications y sont rares et difficiles. Pas de routes ni de chemin de fer. On se déplace en bateau, surtout en petites embarcations de pêche ou encore par avion ou par hélicoptère. On a le radiotéléphone. Les conditions atmosphériques sont pénibles. Les brouillards, les embruns et les tempêtes, qui ne manquent pas, interrompent les contacts et le transport. Le centre de communication le plus important est Blanc-Sablon, village qui est relié à Terre-Neuve par un bac qui franchit le détroit assez peu large de Belle-Isle.

544. La population s'échelonne sur la côte du golfe Saint-Laurent en de petits villages fort éloignés les uns des autres. L'intérieur des terres est inhabité. Ces descendants de familles originaires des îles de la Manche ou de Terre-Neuve sont en majorité anglophones; ils se sont établis il y a bien des années sur les îlots rocheux du large ou dans les anses de rivières pour continuer d'y faire la pêche.

Constatations

545. Une partie des membres du Conseil a visité cette région; ils se sont arrêtés dans deux localités: Harrington Harbour, qui célébrait son centenaire, et Lourdes-

du-Blanc-Sablon; ils y ont rencontré des représentants municipaux et des résidents appartenant aux deux groupes linguistiques officiels.

546. Bien que la région entretienne des liens étroits avec Terre-Neuve, qui est pour elle un centre important de ravitaillement et de communication, ses habitants proclament, à qui veut l'entendre, qu'ils font partie du Québec. Ils en sont fiers et ils ont un sentiment profond de solidarité nourri sans aucun doute à même cette vie difficile, leur occupation commune, cet isolement et cette longue histoire qu'ils partagent. Ces derniers temps, le gouvernement québécois a contribué à renforcer cet esprit communautaire en créant un district scolaire commun à toute la région. On nous a dit à Harrington Harbour que les parents anglophones voulaient que leurs enfants apprennent le français et intensifient leurs relations avec le reste du Québec.

547. Ces gens nous ont avoué qu'ils se plaignaient moins de la langue dans laquelle le gouvernement leur assurait les services que de l'absence de certains services dans n'importe quelle langue. Ils nous ont fait remarquer par exemple, que le seul hôpital et le seul médecin desservant cette région de 250 milles étaient à Blanc-Sablon et qu'il fallait y transporter à grands risques les malades par hélicoptère. La livraison du courrier est irrégulière et on manque souvent de numéraire. Il semble aussi que les services et les programmes d'orientation et de recyclage de la main-d'œuvre laissent à désirer. Il est difficile d'y recevoir les émissions de radio et de télévision; au surplus, celles qu'on capte en anglais proviennent de Cornerbrook ou de l'Île-du-Prince-Édouard et ne contiennent guère de nouvelles offrant quelque intérêt pour des Québécois. Quelques Anglophones ont mentionné que les communications du gouvernement fédéral leur parvenaient d'abord en français puis en anglais. Ils nous ont également fait part que certains représentants de ministères ou d'organismes du gouvernement fédéral qui visitent leur région parlent très peu anglais. Tous ces témoignages et nos propres observations nous ont convaincus que cette région pourrait tirer grand profit de l'établissement d'un district bilingue.

Concentrations à l'intérieur de la région

548. Bien que trois des secteurs de dénombrement constituant les subdivisions de recensement possèdent de très vastes concentrations de Francophones, celles-ci ne sont pas groupées. L'une d'entre elles est située entre deux des cinq zones à prédominance anglophone, dont deux atteignent les 100 pour cent. Il était donc possible

d'envisager la création de deux petits districts bilingues qui renfermeraient les concentrations anglophones; pourtant, le Conseil ne voyait pas comment il pourrait proposer deux districts dans une région aussi éloignée et aussi isolée, habitée par une population faible et dispersée. L'esprit communautaire qui anime les deux groupes linguistiques nous a aussi persuadés qu'il fallait traiter toute cette région comme une entité unique.

Autres régions du comté de Saguenay

549. Les quatre autres subdivisions de recensement du comté de Saguenay ayant une population anglophone d'au moins dix pour cent en 1971 sont Moisie, De Grasse, Port-Cartier et Schefferville. Nous avons déjà examiné le cas de Schefferville et donné les raisons pour lesquelles nous n'y avons pas recommandé de district bilingue.¹⁶ Pour les autres localités, la population anglophone était si restreinte, atteignant au maximum 415 personnes, que nous n'avons pas cru devoir y proposer la création de districts bilingues. De même, elle était si dispersée sur tout ce territoire qu'il n'y avait aucun moyen de la rapprocher des groupes de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent pour former un vaste district bilingue.

Conclusion

550. Lorsque nous avons reconsidéré le cas de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, nous en sommes venus à la ferme conclusion qu'il s'agissait là d'un exemple frappant d'une région qui méritait de devenir district bilingue. Le groupe qui appartenait à la minorité linguistique officielle de la province était si prépondérant dans ce secteur qu'il y constituait une forte majorité de 75.7 pour cent de la population locale.

551. De plus, d'après nous, cette région satisfaisait à la plupart des critères non numériques que nous avons cru pouvoir utiliser à titre de facteurs supplémentaires entrant dans la décision de recommander un district bilingue. Premièrement, il n'y avait aucun doute que dans ce secteur perdu, aux prises avec des conditions matérielles tellement difficiles, la création d'un district bilingue pourrait aider la minorité linguistique officielle à obtenir des services fédéraux dans sa propre langue. En fait, la proclamation d'un district bilingue attirerait l'attention sur cette région et contribuerait probablement à améliorer les services en général; tous les résidents de la Côte, sans distinction de langue, pourraient en profiter. Deuxièmement, nous avons clairement

perçu, de la part des Anglophones aussi bien que des Francophones, un vif désir de faire partie d'un district bilingue. Enfin, il ne semblait guère probable que la création d'un district bilingue vienne y rompre l'harmonie qui y existe. Au contraire, les résidents que nous avons rencontrés nous ont affirmé qu'ils voyaient dans la création d'un district bilingue un instrument apte à favoriser l'esprit communautaire et la camaraderie sur cette terre immense, isolée, dont les habitants sont séparés non pas par la langue mais par la nature.

Recommandation

552. Le Conseil recommande donc à l'unanimité de créer un district bilingue appelé la Côte Nord du golfe Saint-Laurent qui comprendrait la subdivision de recensement de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent.

3. Gaspé—Bonaventure

a. description

le district bilingue de Gaspé—Bonaventure se compose des divisions de recensement de Bonaventure et Gaspé-Est.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	anglais	pourcentage
Divisions			
Bonaventure.....	41,700	6,135	14.7
Gaspé-Est.....	41,730	6,150	14.7
total.....	83,430	12,285	14.7

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Gaspé—Bonaventure est situé dans une partie des circonscriptions électorales de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine et Gaspé; il est situé dans le district électoral provincial de Bonaventure et dans une partie du district électoral provincial de Gaspé.

Précisions

553. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend les deux comtés voisins de Gaspé-Est et de Bonaventure qui occupent respectivement la partie est et sud de la péninsule de Gaspé. Pour éviter toute confusion possible, on notera que Gaspé-Ouest, tout à côté, n'entre pas dans le district bilingue proposé et ne sera plus mentionné dans le présent Rapport puisque, en 1971, il ne comptait que 795 Anglophones, soit 4.2 pour cent, ce qui est bien en bas du dix pour cent requis.

¹⁶ Paragraphes 515-519, pp. 80-81.

GASPÉ - BONAVENTURE

Federal Bilingual District
LEGEND

- District Recommended
- Federal Electoral District
- Census Division
- Census Subdivision

QUÉBEC



GASPÉ - BONAVENTURE

District bilingue fédéral
LÉGENDE

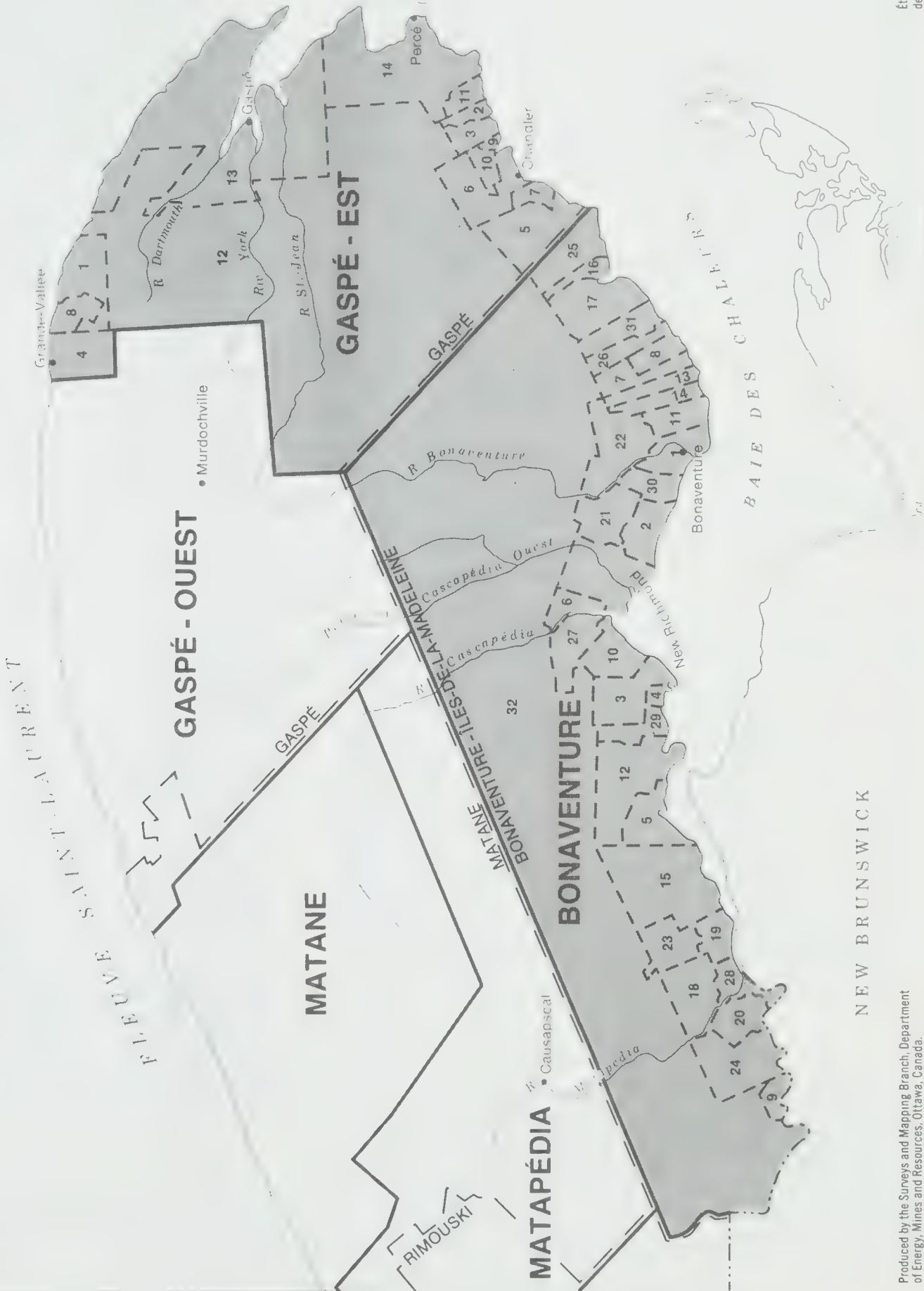
- District recommandé
- Circonscription électorale fédérale
- Division de recensement
- Subdivision de recensement

BONAVENTURE

- 1 Bonaventure
- 2 Caplan
- 3 Carleton
- 4 Carleton-sur-Mer
- 5 Escuminac
- 6 Grande-Cascapédia
- 7 Hope
- 8 Hope Town
- 9 L'Ascension-de-Patapédia
- 10 Maria
- 11 New Carlisle
- 12 Nouvelle
- 13 Paspébiac
- 14 Paspébiac - Ouest
- 15 Paspébiac - Est
- 16 Port Daniel - Partie Est
- 17 Port-Daniel - Partie Ouest
- 18 Ristigouche
- 19 Ristigouche - Partie Sud-Est
- 20 St-Alexis-de-Matapédia
- 21 St-Amand
- 22 St-Elzéar
- 23 St-Jean-de-Restigouche
- 24 Ste-Françoise-de-l'Anse-aux-Gascons
- 25 Ste-Germaine-de-l'Anse-aux-Gascons
- 26 St-Godefroy
- 27 St-Jovite
- 28 St-Laurent-de-Matapédia
- 29 St-Omer
- 30 St-Simeon
- 31 Shigawake
- 32 Unorganized - Non Municipalisé

GASPÉ-EST

- 1 Clondome
- 2 Grande-Rivière
- 3 Grande-Rivière-Ouest
- 4 Grande-Vallee
- 5 Newport
- 6 Pabos
- 7 Pabos-Mills
- 8 Petite-Vallee
- 9 Petit-Pabos
- 10 St-Francois-de-Pabos
- 11 Ste-Therese-de-Gaspé
- 12 Unorganized - Non Municipalisé
- 13 Gaspé, C.
- 14 Percé, C.



NEW BRUNSWICK

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

554. Le district bilingue proposé renferme une large partie de la région connue depuis longtemps sous le nom de Gaspé et peuplée par les Gaspésiens. En 1971, les deux comtés de Gaspé-Est et de Bonaventure réunis comptaient 83,430 habitants dont 12,285 ou 14.7 pour cent étaient de langue maternelle anglaise. Étrange coïncidence, chacun de ces comtés possédait alors à peu près le même nombre d'habitants, presque autant d'Anglophones l'un que l'autre et exactement le même pourcentage de la minorité linguistique officielle. À cause de la taille et de la répartition du groupe minoritaire, nous avons le choix entre un certain nombre d'options. Nous pouvions recommander un district bilingue qui réunirait les deux comtés, ou deux districts bilingues, un pour chaque comté, ou un district bilingue pour un comté, ou pas un seul. De plus, étant donné que la minorité de langue maternelle anglaise était fort dispersée dans ces deux comtés, nous pouvions également songer à faire d'un certain nombre de régions morcelées de ces deux comtés des districts bilingues. Nous avons tenu compte de toutes ces possibilités.

Gaspé-Est

555. En 1971, le comté de Gaspé-Est, qui forme l'extrémité orientale de la péninsule de Gaspé, comptait 41,730 habitants dont 6,150 ou 14.7 pour cent étaient anglophones. Depuis 1961, la population de langue anglaise a baissé de 4.3 pour cent pendant que celle de langue française a augmenté de 2.1 pour cent.

556. Un examen des statistiques nous a révélé que les Anglophones se concentraient dans quatre localités principales: la subdivision de recensement de Pabos-Mills ainsi que les trois villes de ce comté, soit Gaspé, Percé et Chandler. Dans chacune de ces subdivisions de recensement, la minorité linguistique officielle dépassait dix pour cent. À Gaspé elle atteignait 22.1 pour cent, à Percé, 24.3 pour cent, à Chandler, 11.3 pour cent et dans la subdivision de Pabos-Mills, 19.4 pour cent. Aucune des 11 autres subdivisions de recensement de Gaspé-Est n'avait une minorité de plus de 7.8 pour cent au maximum; dans la plupart des cas, elle n'arrivait pas à deux pour cent. Ainsi, plus de 90 pour cent des résidents anglophones de Gaspé-Est habitaient les quatre centres mentionnés plus haut. Toutefois, ces collectivités étaient assez dispersées. Gaspé est à quelque 24 milles au nord de Percé qui est à quelque 25 milles au nord-est des centres voisins de Chandler et de Pabos-Mills.

Bonaventure

557. Le comté de Bonaventure est sis au sud-ouest de Gaspé-Est; il s'étend le long de la Baie des Chaleurs,

de la limite du comté de Gaspé-Est jusqu'à la frontière du Nouveau-Brunswick, à l'embouchure de la rivière Restigouche. En 1971, Bonaventure comptait 41,700 habitants, dont 6,135 ou 14.7 pour cent étaient anglophones. Depuis 1961, la population de langue anglaise y a légèrement augmenté de 0.7 pour cent, tandis que celle de langue française a connu une baisse plus sensible de 3.8 pour cent.

558. En 1971, la minorité anglophone de Bonaventure était concentrée dans plusieurs localités. Douze des 34 subdivisions de recensement comptaient une minorité de plus de dix pour cent. Dans certains endroits, elle était si nombreuse qu'elle constituait la majorité de la population locale. Néanmoins, la plupart des autres 22 subdivisions de recensement ne réunissaient qu'une très faible proportion d'Anglophones, parfois aussi peu qu'un ou deux pour cent. En outre, comme à Gaspé-Est, la minorité avait tendance à se concentrer dans trois ou quatre localités principales séparées par des régions à prédominance francophone marquée.

Structure du peuplement

559. En 1971, dans la péninsule de Gaspé, la population presque toute entière habitait le littoral; cette bande peuplée s'étend rarement à plus de dix milles à l'intérieur des terres; elle constitue la plus grande partie du territoire et consiste en vastes étendues inhabitées et non municipalisées.

560. La minorité anglophone était dispersée en petits groupements échelonnés le long de la bordure côtière s'étendant de Rivière-au-Renard, dans le nord-est du comté de Gaspé-Est, jusqu'à Matapédia dans le sud-ouest du comté de Bonaventure. À l'intérieur de cette longue bande de territoire, la minorité est séparée par le mont Percé en deux groupes principaux: celui de Gaspé qui se déploie vers le nord jusqu'à Rivière-au-Renard, et celui de Bonaventure qui pousse vers l'ouest jusqu'à Matapédia. Chacun de ces groupes, comme nous l'avons noté précédemment, se subdivise en concentrations anglophones séparées par des concentrations francophones.

Visites

561. Une partie des membres du Conseil s'est rendue dans la région de Gaspé et a tenu des réunions à Shigawake dans le comté de Bonaventure, ainsi qu'à Gaspé dans le comté de Gaspé-Est. Nous relaterons chacune de ces rencontres après avoir exposé brièvement la position des Anglophones de la péninsule de Gaspé.

Les Anglophones gaspésiens

562. Les membres de la minorité de langue anglaise de la péninsule de Gaspé sont des descendants des colons venus, il y a un peu plus d'un siècle, en particulier des îles de la Manche. Voilà pourquoi un certain nombre des gens que nous avons rencontrés portent des noms français originaires de ces îles. Plusieurs Anglophones se sont mariés à des Francophones de la région. Bon nombre d'entre eux sont bilingues. Pour ces raisons et parce qu'ils sont bien enracinés dans leur milieu, les Anglophones que nous avons vus se considèrent comme des «Québécois pure laine».

563. Ce n'est pas un groupe économiquement fort. N'ayant que peu ou pas de liens avec la société anglaise de Montréal ou d'ailleurs au Québec, ils sont conscients de constituer une minorité isolée dans une province à prédominance francophone. Nous avons conclu que les Anglophones gaspésiens, tout comme leurs congénères de la côte nord du Saint-Laurent inférieur, se rangeaient parmi les quelques groupes minoritaires anglophones du pays dont la situation rappelait celle des groupes francophones isolés de l'Ouest du Canada.

Constatations à Bonaventure

564. La première réunion que les membres du Conseil ont tenue dans la région a eu lieu dans le centre communautaire du village de Shigawake dans le comté de Bonaventure. L'assistance se composait d'une vingtaine de membres de la minorité représentant tout un éventail de professions et d'intérêts, notamment l'enseignement, l'agriculture, le commerce; l'Association culturelle de la Gaspésie a également participé à la rencontre.

565. Le groupe s'est dit fort dissatisfait en général de l'insuffisance des services fédéraux et provinciaux, en particulier en langue anglaise. Le comté de Bonaventure comporte peu de services fédéraux en dehors des bureaux de poste; même si l'on obtenait des services en anglais, il resterait de sérieux problèmes à résoudre. Il semble que dans le domaine de l'orientation et du recyclage de la main-d'œuvre, on manque, par exemple, de conseillers qui puissent dispenser les services voulus en anglais. Un certain nombre de travailleurs anglophones qui ne sont pas très instruits ont eu de la difficulté à communiquer non seulement avec les fonctionnaires locaux du ministère de la Main-d'œuvre mais aussi avec ceux de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Assurance-chômage. On nous a également révélé que la documentation fédérale arrivait souvent d'Ottawa et des bureaux régionaux d'abord en français; ce n'est que

plus tard qu'on la recevait en anglais, mais pas toujours. On nous a aussi fait part qu'un certain nombre de programmes d'Initiative locale et de Perspectives-jeunesse ne s'adressaient qu'aux Francophones à l'exclusion des Anglophones.

566. On n'était pas heureux de voir que les bureaux fédéraux s'occupant de la région étaient situés à Rimouski, à Québec, voire à Montréal. De là vient que les résidents aussi bien francophones qu'anglophones se sentaient négligés par le gouvernement d'Ottawa. Étant donné que les services hospitaliers et médicaux étaient plutôt maigres, on s'en prenait également à la carence des services provinciaux.

567. Les Anglophones se sont plaints en outre que la radio et la télévision de langue anglaise étaient loin de leur donner satisfaction. Il y avait bien quelques émissions dans leur langue, mais elles venaient de Moncton et, par conséquent, leur contenu et les nouvelles étaient plutôt orientés vers le Nouveau-Brunswick que vers le Québec ou la région de Gaspé. Au moment de notre visite, il n'existait aucun moyen de transmettre des émissions de télévision éducative en anglais aux écoles de Bonaventure.

568. En somme, les Anglophones de Bonaventure ont dit souffrir de négligence de la part des gouvernements aussi bien fédéral que provincial autant du côté des Francophones que des Anglophones.

569. Les Anglophones de Bonaventure constituent l'un des quelques rares groupes minoritaires de langue anglaise que nous ayons rencontrés au Canada à s'être doté de sa propre association culturelle. L'Association culturelle de la Gaspésie qui, au moment de notre visite, comptait une dizaine d'années d'existence, nous a paru être un groupe communautaire actif, bien organisé, qui n'avait rien d'étroit ni de fermé. Elle cherchait à unifier les résidents de Bonaventure, de Gaspé-Est et des Îles-de-la-Madeleine, à servir et à enrichir la culture gaspésienne, aussi bien anglaise que française. Les membres que nous avons rencontrés n'avaient aucune intention de créer un ghetto anglophone; au contraire, ils voulaient améliorer la qualité de vie de tous les Gaspésiens. En particulier, ils tenaient à raffermir les professions locales telles que l'agriculture et la pêche afin de retenir la jeunesse sur les lieux. Bien sûr, les Anglophones que nous avons rencontrés désiraient conserver leur identité. Mais ils se montraient fiers d'appartenir à une communauté bilingue et biculturelle et ils voulaient vivre dans l'harmonie et la collaboration avec la majorité francophone.

570. Nous avons eu l'impression que ce groupe était intéressé à faire reconnaître le besoin qu'il avait des

services des gouvernements fédéral et provincial mais qu'il était tout aussi désireux de voir améliorer ces services en anglais. Cependant, il est clair que la création d'un district bilingue dans la région allait aider la collectivité à obtenir non seulement plus de services satisfaisants dans la langue de la minorité, mais encore un éventail plus vaste de services nécessaires. Le groupe était généralement d'avis que tout district établi dans la région devait inclure les deux comtés de Bonaventure et de Gaspé-Est.

Constatations à Gaspé-Est

571. Le groupe d'une couple de douzaines de gens que nous avons rencontrés à Gaspé étaient tout aussi attachés à la province dans laquelle ils vivaient. Ils étaient très fiers de leur titre de Gaspésiens. À entendre leurs commentaires, nous avons conclu que la ville de Gaspé était un peu mieux pourvue en installations et en services fédéraux que Bonaventure. L'État fédéral semblait y avoir des bureaux s'occupant de main-d'œuvre et d'immigration, de la poste, des douanes, des pêches, de l'environnement, de l'assurance-chômage, de la radio, des chemins de fer, de la police et d'un parc national.

572. Dans l'ensemble, la prestation de services fédéraux en anglais avait l'air d'être satisfaisante. Néanmoins, on s'est plaint de la difficulté qu'il y a d'obtenir des services en anglais dans le nouveau parc: on a aussi répété le grief que nous avons entendu dans Bonaventure: il manquait de conseillers capables de traiter en anglais des problèmes des travailleurs peu instruits. D'autres ont déclaré que la documentation adressée aux anciens combattants et aux personnes âgées leur parvenait en français seulement, qu'ils devaient la demander en anglais s'ils tenaient à l'obtenir. Même si la région de Gaspé-Est a semblé être mieux desservie par le réseau anglais de radio et de télévision que Bonaventure, on s'est pourtant dit insatisfait de la réception de ces émissions.

573. Le groupe que nous avons rencontré à Gaspé s'est prononcé en faveur de la création d'un district bilingue, mais il ne s'entendait pas tout à fait sur l'étendue à lui donner. La majorité préférait deux districts pour Bonaventure et Gaspé-Est. Néanmoins, d'autres ont exprimé leur préférence pour un grand district qui réunirait les deux comtés. Quelle que soit l'étendue du district, ces gens ne croyaient pas que sa création entraînerait des dissensions entre les deux groupes linguistiques officiels. Tout comme les Anglophones de Bonaventure, ils prenaient pour acquis qu'un district bilingue profiterait à tous les citoyens en encourageant

la prestation de meilleurs services fédéraux et provinciaux.

Étude des Îles-de-la-Madeleine

574. Quelques membres de la minorité ont proposé que tout district bilingue englobe les Îles-de-la-Madeleine, étant donné qu'elles étaient considérées comme faisant partie de la région. Nous avons constaté une grande communauté d'intérêt entre au moins les Anglophones de Gaspé et de Bonaventure et ceux des Îles-de-la-Madeleine. Par exemple, l'Association culturelle de la Gaspésie a accepté les Îles-de-la-Madeleine dans ses rangs, tandis que le conseil scolaire de Gaspé assure l'enseignement secondaire aux enfants de cet archipel. De plus, ces îles font partie de la circonscription électorale fédérale de Bonaventure.

575. Le Conseil a examiné la possibilité d'inclure les Îles-de-la-Madeleine dans un district bilingue. Nous avons noté que deux subdivisions de recensement, Grosse-Île et Île-d'Entrée étaient, en 1971, presque entièrement anglophones. Grosse-Île comptait 470 habitants de langue maternelle anglaise, soit 98.9 pour cent de la population. L'Île-d'Entrée en avait 245, soit 100 pour cent de la population.

576. Ces deux subdivisions de recensement renfermaient les concentrations importantes de la minorité de langue maternelle anglaise. Elles réunissaient presque 85 pour cent de la population anglophone de tout l'archipel. Vu qu'il semblait peu logique de n'inclure que deux des îles dans un district et que l'élément anglophone de l'archipel entier ne comptait que 6.4 pour cent de la population totale de toutes les îles, le Conseil en a conclu qu'il ne pourrait pas recommander l'inclusion des Îles-de-la-Madeleine dans l'un quelconque des districts bilingues proposés pour cette région.

Récapitulation

577. Le Conseil a décidé presque à l'unanimité que les circonstances qui prévalaient dans les comtés de Bonaventure et de Gaspé-Est militaient en faveur de la création d'un district bilingue. Pris ensemble ou séparément, ces comtés renfermaient un groupe linguistique minoritaire dont le pourcentage dépassait la norme requise. Il nous semblait pourtant que c'était la sorte de région où la minorité anglophone pourrait tirer grand profit de la création d'un district bilingue. En effet, non seulement elle assurerait de meilleurs services fédéraux à la minorité linguistique officielle, mais encore elle permettrait peut-être une reconnaissance plus profonde de l'existence de cette minorité, le renforce-

ment de sa position et la prestation de services fédéraux aussi bien que provinciaux plus satisfaisants à tous les citoyens de la région. Nous avons cru également que la minorité avait fourni des preuves de sa vitalité et de son désir de conserver son identité en fondant une association culturelle ayant mission de préserver et d'élargir l'héritage social non seulement de ses membres mais aussi de tous les résidents de la région.

578. Il restait à déterminer l'étendue du ou des districts bilingues à proposer. Il se présentait plusieurs options. Nous pouvions recommander un district réunissant les comtés de Bonaventure et de Gaspé-Est ou deux districts séparés pour Bonaventure et Gaspé-Est ou encore un certain nombre de districts dont chacun correspondrait aux petits îlots d'Anglophones dispersés dans les deux comtés.

579. C'est la troisième possibilité que nous avons d'abord écartée. En consultant la carte, nous avons remarqué que les 16 subdivisions de recensement des deux comtés qui renfermaient une population de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent pourraient se grouper en sept ou huit concentrations qui seraient, toutefois, séparées par des subdivisions de recensement dont la population francophone dépassait les 90 pour cent. À l'exception de la ville de Gaspé qui comptait 3,810 Anglophones, aucune de ces subdivisions ne possédait une minorité atteignant même les 1,500. Il était également fort douteux qu'on trouve bien des services fédéraux dans ces petites localités. Nous n'avons donc pas pu justifier la recommandation d'un assez grand nombre de districts bilingues minuscules dans la région.

580. Après avoir revu les témoignages qu'on nous avait présentés et les avoir sérieusement discutés, nous avons quasi unanimement décidé que les arguments portant la création d'un district bilingue unique groupant les comtés de Bonaventure et de Gaspé-Est l'emportaient sur ceux qui militaient en faveur de deux districts bilingues séparés. Nous respectons les sentiments que les gens de Gaspé ont fait valoir en faveur de l'établissement d'un district bilingue dans cette région; toutefois, vu l'éloignement et l'isolement de toute cette côte ainsi que la faiblesse numérique et la dispersion de la minorité sur tout ce territoire, nous avons cru plus sage de proposer un seul district bilingue englobant toute la région. Cette décision, nous l'avons prise avec la conviction que nous suivions le même raisonnement que nous avons appliqué aux autres parties du Canada lorsque nous avons essayé de former les districts bilingues les plus étendus à l'intention des groupes minoritaires de langue maternelle française.

581. Enfin, il nous a fallu déterminer si nous allions restreindre les frontières du district à la région habitée des deux comtés qui longent la côte ou inclure tout le territoire de Bonaventure et de Gaspé-Est. Cette décision ne modifierait guère le niveau démographique ni la population du district vu que l'intérieur des terres des deux comtés était à peu près inhabité; pourtant, il y avait un inconvénient sérieux à se confiner au seul littoral. La ligne de démarcation serait si irrégulière qu'il serait difficile de la tracer d'une manière assez simple pour que le public la comprenne et s'y reconnaisse. La plupart des membres du Conseil ont donc préféré proposer l'ensemble des deux comtés.

Recommandation

582. Une forte majorité du Conseil recommande la création d'un district bilingue englobant les deux comtés de Bonaventure et de Gaspé-Est.

4. Gatineau—Pontiac

a. description

le district bilingue de Gatineau—Pontiac se compose des subdivisions de recensement d'Aylwin, Denholm, Hincks, Low et Northfield, et, en tout ou en partie, des secteurs de dénombrement (S.D.) n^{os} 101, 102, 103, 106 et 155 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n^o 450 (Pontiac), dans la division de recensement de Gatineau; des subdivisions de recensement de Bowman, Lochaber partie ouest, Mayo, Mulgrave & Derry et Val-des-Bois, et, en tout ou en partie, des secteurs de dénombrement n^{os} 057, 251, 252, 254 et 255 de la circonscription électorale fédérale n^o 421 (Gatineau) dans la division de recensement de Papineau; des subdivisions de recensement d'Alleyne & Cawood, Bristol, Chichester, Clarendon, Grand-Calumet, Isle-aux-Allumettes partie est, Isle-des-Allumettes, Leslie Clapham & Huddersfield, Litchfield, Mansfield & Pontefract, Rapides-des-Joachims, Sheen Esher Aberdeen & Malakoff, Thorne et Waltham & Bryson, des villages de Bryson, Campbell's Bay, Chapeau, Fort-Coulange, Portage-du-Fort et Shawville, et en tout ou en partie, du secteur de dénombrement n^o 211 de la circonscription électorale fédérale n^o 450 (Pontiac), dans la division de recensement de Pontiac.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
Gatineau, division (part.)			
subdivisions			
Aylwin.....	620	425	68.5
Denholm.....	205	75	36.6
Hincks.....	375	65	17.3
Low.....	985	725	73.6
Northfield.....	495	65	13.1
C.E. S.D.			
450 101 (part.).....	745	90	12.1
450 102 (part.).....	475	310	65.3
450 103 (part.).....	390	270	69.2
450 106 (part.).....	345	235	68.1
450 155 (part.).....	705	5	0.7
Papineau, division (part.)			
subdivisions			
Bowman.....	290	40	13.8
Lochaber, partie			
ouest.....	430	90	20.9
Mayo.....	160	100	62.5
Mulgrave & Derry...	235	185	78.7
Val-des-Bois.....	545	55	10.1
C.E. S.D.			
421 057 (part.).....	255	45	17.6
421 251 (part.).....	420	135	32.1
421 252 (part.).....	330	80	24.2
421 254 (part.).....	670	35	5.2
421 255 (part.).....	410	235	57.3
Pontiac, division (part.)			
subdivisions			
Alleyn & Cawood....	165	140	84.8
Bristol.....	1,020	935	91.7
Chichester.....	565	480	85.0
Clarendon.....	1,640	1,555	94.8
Grand-Calumet.....	1,035	270	26.1
Isle-aux-Allumettes,			
partie est.....	390	305	78.2
Isle-des-Allumettes...	640	300	46.9
Leslie, Clapham &			
Huddersfield.....	1,015	495	48.8
Litchfield.....	670	495	73.9
Mansfield &			
Pontefract.....	1,820	250	13.7
Rapides-des-			
Joachims.....	230	150	65.2
Sheen, Esher,			
Aberdeen &			
Malakoff.....	195	185	94.9
Thorne.....	295	225	76.3
Waltham &			
Bryson.....	490	385	78.6
villages			
Bryson.....	810	410	50.6
Campbell's Bay.....	1,185	710	59.9
Chapeau.....	535	360	67.3
Fort-Coulonge.....	1,785	260	14.6
Portage-du-Fort.....	435	375	86.2
Shawville.....	1,745	1,630	93.4
C.E. S.D.			
450 211 (part.).....	545	30	5.5
total.....	26,295	13,210	50.2

Nota: Pour tout secteur de dénombrement, entier ou fractionné, situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Gatineau—Pontiac est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Gatineau et Pontiac; il est situé dans une partie des districts électoraux provinciaux de Gatineau, Papineau et Pontiac—Témiscamingue.

Précisions

583. Le district bilingue proposé comprend des parties des trois comtés voisins de Papineau, Gatineau et Pontiac situés sur la rive nord de l'Outaouais, à l'est, au nord et à l'ouest de la Région de la Capitale nationale.

584. Ce district rassemble toutes les subdivisions de recensement et des parties des secteurs de dénombrement des deux comtés de Gatineau et de Pontiac qui, en 1971, avaient une population de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent, à l'exception de deux subdivisions de recensement sises vers le nord du comté de Gatineau et de celles de Gatineau et de Pontiac qui font partie de la Région de la Capitale nationale. De plus, ce district englobe cinq subdivisions de recensement et des parties de cinq secteurs de dénombrement du comté de Papineau qui, en 1971, longeaient la limite orientale du comté de Gatineau et la Région de la Capitale nationale.

585. De cette manière, le district bilingue de Gatineau—Pontiac élargit la Région de la Capitale nationale qui reçoit déjà les services bilingues fédéraux. Les résidents de la périphérie de la Région de la Capitale nationale en auront autant du fait qu'ils font partie du district bilingue proposé.

586. En 1971, ce territoire comptait 26,295 habitant dont 13,210, ou 50.2 pour cent, étaient anglophones. Avant de décrire les parties composantes de ce district, il serait utile de noter brièvement quelques-uns des facteurs qui lui sont particuliers et qui, par suite de leur complexité, pourraient prêter à confusion si nous ne prenons pas soin de les définir.

La Région de la Capitale nationale

587. Comme nous l'avons expliqué précédemment,¹⁷ l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles oblige le gouvernement fédéral et ses organismes à fournir leurs services au public en anglais et en français à

¹⁷ Paragraphe 491, p. 77.

l'intérieur de la Région de la Capitale nationale indépendamment de toute décision d'un Conseil consultatif des districts bilingues. Puisque notre Conseil ne devait ni ne pouvait faire de recommandation touchant la Région de la Capitale nationale, nous n'avons à énumérer ici ni à examiner en détail aucune des parties de ce territoire.¹⁸ Toutefois, il vaut la peine de souligner quelques-unes des complexités inhérentes à ce problème.

588. La superficie assez étendue qu'occupe la Région de la Capitale nationale comprenait, en 1971, sur la rive québécoise de l'Outaouais, le sud des comtés de Gatineau et de Pontiac et l'ouest du comté de Papineau. Parfois la Région de la Capitale nationale englobe des subdivisions de recensement complètes, parfois seulement des parties de subdivisions de recensement dans ces trois comtés; en effet, les limites de la Région et de ces subdivisions ne coïncident pas toujours.

589. Dans le dernier cas, il a fallu que le Conseil identifie des zones plus petites que les subdivisions de recensement; ainsi, en les incluant dans un district bilingue, nous pouvions en étendre les limites pour qu'elles rejoignent celles de la Région de la Capitale nationale. De la sorte, un certain nombre de ces petites localités qu'on appelle officiellement secteurs de dénombrement à l'intérieur des circonscriptions électorales fédérales apparaissent sur la liste géostatistique applicable à ce district bilingue particulier aux sections a) et b) ci-dessus.¹⁹

Le comté de Hull

590. Rappelons en passant qu'en 1971 tout le comté de Hull, y compris la ville de Hull, faisait partie de la Région de la Capitale nationale. Même si, dans l'ensemble du comté, la population de langue maternelle anglaise n'atteignait que 9.1 pour cent, elle répondait à la norme d'au moins dix pour cent dans plusieurs localités du comté. Toutefois, étant donné que le comté de Hull était intégré dans la Région de la Capitale nationale et qu'il recevait déjà de la sorte des services fédéraux bilingues, le Conseil n'a pas cru nécessaire de s'y arrêter plus longuement.

La région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Hull

591. Le dernier point qui reste à éclaircir est qu'en 1971 ce territoire englobait une autre importante région

géostatistique de recensement: la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Hull qui enjambe l'Outaouais et rejoint les localités voisines du Québec et de l'Ontario. Cependant, puisque toute la région métropolitaine de recensement du côté québécois de la rivière faisait partie de la Région de la Capitale nationale, le Conseil n'a pas eu à étudier la question d'inclure ce territoire dans un district bilingue possible.

592. Après avoir jeté un coup d'œil sur les grandes régions qui satisfaisaient à la norme du dix pour cent et qui auraient donc pu faire partie d'un district bilingue mais qui n'étaient pas admissibles parce qu'elles faisaient partie de la Région de la Capitale nationale, le Conseil s'est employé à identifier les parties des trois comtés de Gatineau, de Pontiac et de Papineau qui pourraient être incluses dans un district bilingue.

Gatineau

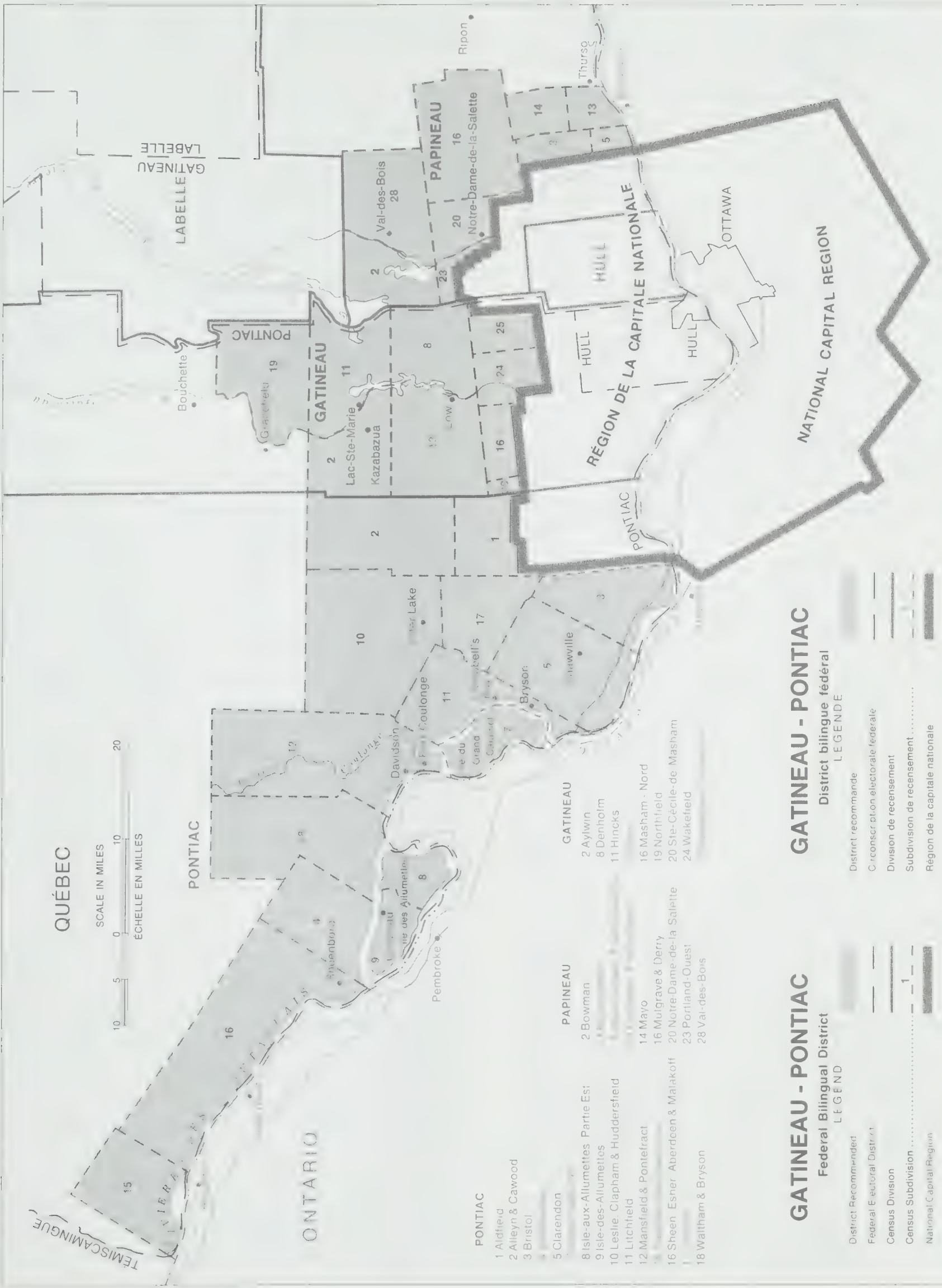
593. En 1971, le comté de Gatineau comptait 55,730 habitants dont 15,795, ou 28.3 pour cent, étaient de langue maternelle anglaise. Néanmoins, comme nous l'avons déjà noté, la plus grande partie d'entre eux habitaient la Région de la Capitale nationale. Les autres demeuraient pour la plupart dans un nombre assez restreint de subdivisions de recensement sises juste au nord de la Région de la Capitale nationale. Le comté de Gatineau est très vaste; il s'étend à quelque 150 milles au nord de l'Outaouais; toutefois, la partie nord-est est fort peu habitée et le pourcentage de la minorité y est très faible.

594. En conséquence, réflexion faite, le Conseil a décidé que, même s'il était possible d'inclure dans un district bilingue tout le comté sauf ce qui appartenait à la Région de la Capitale nationale, il serait préférable de n'englober que les subdivisions de recensement les plus populeuses où la minorité anglophone atteignait au moins dix pour cent. Nous avons donc tenu compte de toutes les subdivisions de recensement où le groupe minoritaire rencontrait le minimum requis, à l'exception de deux subdivisions situées plus au nord.

595. Il s'agissait des deux subdivisions d'Egan-Sud et de Wright où la population totale de langue maternelle anglaise ne comptait que 200 habitants; au surplus, ces deux subdivisions n'ayant vraisemblablement en fait de services fédéraux que quelques bureaux de poste, nous avons pensé pouvoir les exclure.

¹⁸ Nous avons indiqué les parties retenues au paragraphe 492, p. 77.

¹⁹ Sections a) et b), pp. 90-91.



QUÉBEC



PONTIAC

ONTARIO

PONTIAC

- 1 Aldfield
- 2 Alleyn & Cawood
- 3 Bristol
- 4 Clarendon
- 5 Clarendon

PAPINEAU

- 8 Isle-aux-Allumettes Partie Est
- 9 Isle-des-Allumettes
- 10 Leslie, Clapham & Huddersfield
- 11 Litchfield
- 12 Mansfield & Pontefract
- 16 Sheen Esner Aberdeen & Malakoff
- 18 Waltham & Bryson

GATINEAU

- 2 Aylwin
- 8 Denholm
- 11 Hincks
- 16 Masham - Nord
- 19 Northfield
- 20 Ste-Cécile-de-Masham
- 24 Wakefield

GATINEAU - PONTIAC

Federal Bilingual District

LEGEND

- District Recommended
- Federal Electoral District
- Census Division
- Census Subdivision
- National Capital Region

GATINEAU - PONTIAC

District bilingue fédéral

LEGENDE

- District recommandé
- Circonscription électorale fédérale
- Division de recensement
- Subdivision de recensement
- Région de la capitale nationale

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada.

596. Les cinq subdivisions de recensement retenues étaient Aylwin, Denholm, Hincks, Low et Northfield. Nous leur avons ajouté les parties de cinq secteurs de dénombrement qui s'étendent du côté de la Région de la Capitale nationale évitant ainsi toute solution de continuité entre les deux territoires. Cette partie du comté de Gatineau qui avait fait l'objet de ces dispositions et qui serait englobée dans le district bilingue envisagé comptait, en 1971, 5,340 habitants dont 2,265, ou 42.4 pour cent, étaient de langue maternelle anglaise.

597. Le Conseil n'a tenu aucune réunion dans le comté de Gatineau, mais un député du comté a accepté de nous rencontrer. Il n'a offert aucune objection à la composition éventuelle de cette partie du district envisagé.

Pontiac

598. En 1971, le comté de Pontiac réunissait 19,570 habitants dont 11,145, ou 56.9 pour cent, étaient de langue maternelle anglaise. C'était donc l'un des deux comtés du Québec où les Anglophones étaient en majorité. En conséquence, il aurait semblé plausible d'inclure tout le comté dans le district bilingue proposé.

599. Cependant, deux considérations nous ont empêchés de le faire. Premièrement, il y avait trois subdivisions de recensement et une partie d'une quatrième, située à l'est du comté, soit Onslow, Onslow partie sud, le village de Quyon et une partie d'Aldfield, qui étaient déjà englobées dans la Région de la Capitale nationale et, par conséquent, qui ne relevaient pas de notre compétence. Deuxièmement, Pontiac est un immense comté, d'une superficie beaucoup plus étendue que celui de Gatineau et poussant même plus au nord. Ce vaste territoire septentrional est très peu habité. Quelques centaines de personnes se sont installées sur la bande relativement étroite qui longe la rive nord de l'Outaouais.

600. Étant donné cette contrée à peu près déserte dans le nord et l'absence presque complète de tous services fédéraux, nous avons décidé de suivre la même règle que nous avons appliquée au comté de Gatineau et de restreindre le district bilingue à la partie habitée du sud du comté; nous avons inclus toutes les subdivisions de recensement et les localités qui comptaient une population de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent, à l'exception des zones déjà englobées par la Région de la Capitale nationale. Pour que le territoire retenu du comté de Pontiac soit contigu au comté voisin

de Gatineau et à la Région de la Capitale nationale, il nous a fallu désigner par le secteur de dénombrement approprié la partie de la subdivision de recensement d'Aldfield qui serait incluse dans le district.

Constatations

601. Des membres du Conseil ont consulté des représentants locaux et des résidents de Pontiac à quatre occasions. La première rencontre a eu lieu à Campbell's Bay où le Conseil de comté avait invité des porte-parole de notre Conseil à assister à une de leurs réunions et à expliquer nos objectifs et notre travail. Le préfet du comté, 25 maires et deux de nos représentants ont assisté à cette séance. Il y a eu deux autres consultations à Shawville et à Fort-Coulonge. À chacune de ces occasions une délégation du Conseil a rencontré une douzaine de résidents de l'endroit, comprenant des membres de chaque groupe linguistique officiel, des représentants publics et des dirigeants de la communauté. Une autre fois, des membres du Conseil ont rencontré le député fédéral du comté.

602. Il est ressorti de ces réunions un certain nombre de points saillants. Les premiers colons de Pontiac étaient à prédominance de langue maternelle anglaise, mais la minorité francophone a augmenté avec les années. Toutefois, au cours de la décennie 1961 à 1971, la population anglophone du comté a gagné un peu de terrain passant de 55.0 à 56.9 pour cent tandis que les Francophones diminuaient légèrement de 41.7 à 40.3 pour cent. Le pourcentage de citoyens d'autres langues maternelles, qui était très faible en 1961, a baissé sensiblement. En 1971, ce groupe ne comptait que 530 personnes dans tout le comté dont la population totale s'élevait à 19,570.

603. La plupart des subdivisions de recensement et des localités du comté étaient à prédominance anglophone en 1971; certaines d'entre elles, comme Bristol, Clarendon et Shawville avaient une population anglophone nombreuse dépassant les 90 pour cent; cependant, sept régions équivalant aux deux-tiers de la population du comté avaient des majorités francophones dont l'une atteignait 100 pour cent. C'est peut-être en raison de cet équilibre précaire que les questions de langue provoquent une certaine tension. Les éléments anglophones ont tendance à se rattacher aux Anglophones de l'Ontario de l'autre côté de la rivière Outaouais et de la Région de la Capitale nationale.

604. Bien que les services fédéraux semblent plutôt rares dans Pontiac, sauf les bureaux de la Poste, de la

Main-d'œuvre et de l'Assurance-chômage, on nous a dit que le bilinguisme dans la Fonction publique fédérale touchait une corde sensible, en particulier pour ce qui a trait à la façon dont il influe sur les chances d'accès aux postes de l'État. Un député nous a conseillé de ne pas inclure dans le district bilingue proposé le village de Shawville dont la population de langue maternelle anglaise atteignait 93.4 pour cent. Nous lui avons expliqué que nous ne pouvions accéder à sa demande parce qu'il nous serait impossible de former un district cohérent. Un autre participant nous a fait observer que, dans certaines parties de Pontiac, la langue dans laquelle apparaissait l'insuffisance des services fédéraux était le français et non l'anglais.

605. Nous pouvons résumer le problème en répétant l'avis exprimé par un député. Bien qu'il se soit dit, dans l'ensemble, en faveur de la création d'un district bilingue, il faudrait, pour éviter toutes discussions locales, expliquer clairement aux citoyens la nature d'un district bilingue; la Fonction publique devrait mettre beaucoup de soin et de jugement à instaurer les services bilingues. À titre d'exemple, il nous a mentionné qu'environ la moitié des concessionnaires de services de distribution du courrier rural étaient soit unilingues anglais, soit unilingues français et que, si l'on exigeait qu'ils soient bilingues, cela pourrait créer des difficultés. Le conseil de comté a adopté une attitude plus positive: il nous a transmis une recommandation portant la création d'un district bilingue. Nous n'avons entendu aucune objection péremptoire à une telle proposition.

606. Après avoir discuté assez longuement cette question, le Conseil a conclu que, par suite de la présence de deux groupes de langue maternelle officielle atteignant des pourcentages très élevés, il n'était guère douteux que la partie sud du comté de Pontiac, à l'exception du territoire englobé dans la Région de la Capitale nationale, devrait faire partie du district bilingue envisagé. En 1971, la section retenue du comté de Pontiac comptait 17,210 habitants dont 9,945, ou 57.8 pour cent, étaient de langue maternelle anglaise. Nous comptons que les conseils que nous avons reçus des résidents du comté serviront de corollaire à notre recommandation.

Papineau

607. Le comté de Papineau complet, dont la population de langue maternelle anglaise atteignait 12.2 pour cent en 1971, satisfaisait aux normes requises d'un dis-

trict bilingue; les réalités de la situation nous ont empêchés de le recommander dans son entier.

608. Nous faisons face à trois restrictions. Premièrement, la partie ouest du comté faisant déjà partie de la Région de la Capitale nationale, il n'était pas de notre ressort d'en proposer l'inclusion dans un district bilingue éventuel. Deuxièmement, plus de la moitié de la population anglophone de Papineau, soit environ 67 pour cent, habitait la Région de la Capitale nationale. Ainsi 2,615 des 3,880 citoyens de langue maternelle anglaise de tout le comté demeuraient dans les subdivisions de recensement de Buckingham, de Buckingham partie ouest, de Buckingham partie sud-est, L'Ange Gardien, Notre-Dame de la Salette, Portland-Ouest, dans les villes de Buckingham et de Masson et dans le village d'Angers, territoire englobé, en tout ou en partie, dans la Région de la Capitale nationale. Troisièmement, les autres 1,265 Anglophones ne se répartissaient pas de façon égale à travers le reste du comté. Certaines subdivisions de recensement renfermaient de fortes concentrations minoritaires, l'une atteignant 78.7 pour cent; toutefois, dans certaines autres, elles étaient nulles.

609. Étant donné que les localités ayant une population minoritaire d'au moins dix pour cent s'échelonnaient sur les flancs est et ouest du comté, la solution plausible semblait être de traiter ces régions séparément, en rattachant celle de l'est au district bilingue adjacent d'Argenteuil—Deux-Montagnes et celle de l'ouest au district bilingue voisin de Gatineau—Pontiac. Le reste du comté à prédominance francophone serait laissé de côté.

610. Nous nous sommes rendu compte qu'on pourrait faire deux objections à cet arrangement. Premièrement, on pourrait arguer que, dans la partie du comté de Papineau non englobée dans un district bilingue, le gouvernement fédéral ne serait pas assujéti à l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles et ne serait donc pas tenu de fournir ses services à la minorité en anglais. Toutefois, dans cette région plutôt rurale, il ne semblait pas y avoir beaucoup d'autres services fédéraux que les bureaux de poste. La plupart des résidents obtiennent probablement leurs services fédéraux dans la Région de la Capitale nationale, qui n'est pas très éloignée. De plus, le nombre d'Anglophones non inclus était relativement faible, comptant environ 650 sujets.

611. Deuxièmement, si l'on incluait cette région, il serait possible d'établir un district bilingue continu longeant la rive nord de l'Outaouais de Deux-Montagnes à Pontiac. Néanmoins, nous ne voyions pas d'avantages particuliers à un si grand district. La région n'avait pas

d'identité ou de caractère particulier et la minorité n'y formait pas un groupe unifié ayant des intérêts communs. Au surplus, étant donné que ce vaste territoire avait deux pôles d'attraction importants, la Région de la Capitale nationale et Montréal, nous avons pensé qu'il serait plus logique de proposer deux districts bilingues dont chacun aurait son propre centre métropolitain avoisinant où trouver des services fédéraux.

612. Il est vrai que le Conseil n'a pas tenu de séances de consultation dans Papineau, mais nous avons tout de même rencontré un député. D'accord avec notre conclusion, il s'est fermement opposé à l'idée d'un seul grand district; il était en faveur d'inclure la région est de Papineau dans le district bilingue d'Argenteuil—Deux-Montagnes ainsi que la partie ouest dans le district de Gatineau—Pontiac.

613. En conséquence, come nous l'avons mentionné précédemment,²⁰ nous avons décidé que les subdivisions de recensement de Namur et de Ponsonby, sises à l'est du comté de Papineau, feraient partie du district bilingue d'Argenteuil—Deux-Montagnes.

614. Nous recommandons maintenant d'incorporer les subdivisions de recensement suivantes de l'ouest du comté de Papineau au district bilingue de Gatineau—Pontiac, soit: Bowman, Lochaber partie ouest, Mayo, Mulgrave & Derry, ainsi que Val-des-Bois. En vue de rendre complètement contiguës les limites de ce territoire et celles de la Capitale nationale, nous recommandons également d'inclure dans Gatineau—Pontiac les parties des cinq secteurs de dénombrement qui se trouvent entre quelques-unes des subdivisions de recensement et la Région de la Capitale nationale. Les zones du comté de Papineau ainsi retenues à l'intérieur du district bilingue de Gatineau—Pontiac comptaient 3,745 habitants, dont 1,000 ou 26.7 pour cent étaient de langue maternelle anglaise.

Recommandation

615. **Le Conseil recommande à l'unanimité l'établissement d'un district bilingue appelé Gatineau—Pontiac et comprenant les parties des comtés de Gatineau, de Pontiac et de Papineau que nous avons décrites plus haut.**

5. Huntingdon—Compton

a. description

le district bilingue d'Huntingdon—Compton se compose des subdivisions de recensement d'Ad-

amsville, Austin, Bolton-Est, Bolton-Ouest, Pottton, Saint-Étienne-de-Bolton et Sutton, des villes de Bromont, Lac-Brome et Sutton, et des villages d'Abercorn, Adamsville, Brome, East Farnham et Eastman, dans la division de recensement de Brome; des subdivisions de recensement de Saint-Malachie-d'Ormstown et Très-Saint-Sacrement, et des villages d'Howick et Ormstown, dans la division de recensement de Châteauguay; des subdivisions de recensement de Bury, Clifton partie est, Compton, Compton Station, Eaton, Hampden, Lingwick et Newport, des villes de Cookshire, Scotstown et Waterville, et des villages de Compton et Sawyerville dans la division de recensement de Compton; de la subdivision de recensement de Milan, dans la division de recensement de Frontenac; des subdivisions de recensement de Dundee, Elgin, Franklin, Godmanchester, Havelock, Hemmingford, Hinchinbrook et Saint-Anicet, de la ville d'Huntingdon, et du village d'Hemmingford, dans la division de recensement d'Huntingdon; des subdivisions de recensement de Bedford, Dunham, Frelighsburg, Saint-Armand-Ouest, Saint-Georges-de-Clarenceville, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Saint-Thomas, Stanbridge, Stanbridge Station et Venise-en-Québec, des villes de Bedford et Cowansville, et des villages de Clarenceville, Dunham, Frelighsburg et Philipsburg, dans la division de recensement de Missisquoi; des subdivisions de recensement de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et Saint-Bernard-de-Lacolle, et du village de Lacolle, dans la division de recensement de Saint-Jean; des subdivisions de recensement de Saint-Joachim-de-Shefford, Shefford et Stukely-Sud, de la ville de Waterloo, et des villages de Stukely-Sud et Warden, dans la division de recensement de Shefford; de la subdivision de recensement d'Ascot, et de la ville de Lennoxville, dans la division de recensement de Sherbrooke; des subdivisions de recensement de Barnston, Barnston-Ouest, Hatley, Hatley partie ouest, Ogden, Sainte-Catherine-de-Hatley, Saint-Mathieu-de-Dixville, Stanstead et Stanstead-Est, de la ville de Rock Island, et des villages d'Ayer's Cliff, Beebe Plain, Dixville, Hatley, North Hatley et Stanstead Plain, dans la division de recensement de Stanstead; de la subdivision de recensement de Dudswell, et des villages de Bishopton et Marbleton, dans la division de recensement de Wolfe.

²⁰ Paragraphe 531, p. 83.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	anglais	pourcentage
Brome, division (part.)			
subdivisions			
Adamsville.....	1,410	410	29.1
Austin.....	1,060	485	45.8
Bolton-Est.....	465	360	77.4
Bolton-Ouest.....	520	410	78.8
Potton.....	1,660	885	53.3
Saint-Étienne-de-			
Bolton.....	305	70	23.0
Sutton.....	950	605	63.7
villes			
Bromont.....	1,090	210	19.3
Lac-Brome.....	4,060	2,705	66.6
Sutton.....	1,685	830	49.3
villages			
Abercorn.....	370	145	39.2
Adamsville.....	495	45	9.1
Brome.....	295	230	78.0
East Farnham.....	360	210	58.3
Eastman.....	525	95	18.1
Châteauguay, division (part.)			
subdivisions			
Saint-Malachie-			
d'Ormstown.....	2,035	805	39.6
Très-Saint-			
Sacrement.....	1,445	845	58.5
villages			
Howick.....	575	285	49.6
Ormstown.....	1,520	710	46.7
Compton, division (part.)			
subdivisions			
Bury.....	1,145	680	59.4
Clifton, partie est.....	425	100	23.5
Compton.....	810	165	20.4
Compton Station.....	825	120	14.5
Eaton.....	1,595	640	40.1
Hampden.....	160	25	15.6
Lingwick.....	610	75	12.3
Newport.....	855	435	50.9
villes			
Cookshire.....	1,485	280	18.9
Scotstown.....	920	200	21.7
Waterville.....	1,480	430	29.1
villages			
Compton.....	505	55	10.9
Sawyerville.....	865	440	50.9
Frontenac, division (part.)			
subdivision			
Milan.....	270	35	13.0
Huntingdon, division (part.)			
subdivisions			
Dundee.....	480	250	52.1
Elgin.....	455	275	60.4
Franklin.....	1,160	320	27.6
Godmanchester.....	1,885	960	50.9
Havelock.....	660	335	50.8
Hemmingford.....	1,675	825	49.3
Hinchinbrook.....	1,910	1,330	69.6
Saint-Anicet.....	1,725	265	15.4

division — subdivision	total	anglais	pourcentage
Huntingdon, division (part.) (suite)			
ville			
Huntingdon.....	3,090	1,085	35.1
village			
Hemmingford.....	810	390	48.1
Missisquoi, division (part.)			
subdivisions			
Bedford.....	595	205	34.5
Dunham.....	1,735	585	33.7
Frelighsburg.....	690	140	20.3
Saint-Armand-			
Ouest.....	945	305	32.3
Saint-Georges-de-			
Clarenceville.....	555	235	42.3
Saint-Ignace-de-			
Stanbridge.....	835	140	16.8
Saint-Thomas.....	540	230	42.6
Stanbridge.....	885	575	65.0
Stanbridge Station...	415	55	13.3
Venise-en-Québec.....	505	80	15.8
villes			
Bedford.....	2,785	645	23.2
Cowansville.....	11,920	2,190	18.4
villages			
Clarenceville.....	340	200	58.8
Dunham.....	485	110	22.7
Frelighsburg.....	345	45	13.0
Philipsburg.....	390	150	38.5
Saint-Jean, division (part.)			
subdivisions			
Notre-Dame-du-			
Mont-Carmel.....	990	150	15.2
Saint-Bernard-de-			
Lacolle.....	1,400	250	17.9
village			
Lacolle.....	1,255	175	13.9
Shefford, division (part.)			
subdivisions			
Saint-Joachim-de-			
Shefford.....	915	120	13.1
Shefford.....	1,745	410	23.5
Stukely-Sud.....	470	80	17.0
ville			
Waterloo.....	4,935	1,065	21.6
villages			
Stukely-Sud.....	390	175	44.9
Warden.....	385	80	20.8
Sherbrooke, division (part.)			
subdivision			
Ascot.....	4,320	1,550	35.9
ville			
Lennoxville.....	3,860	2,790	72.3
Stanstead, division (part.)			
subdivisions			
Barnston.....	1,350	140	10.4
Barnston-Ouest.....	600	175	29.2
Hatley.....	575	390	67.8
Hatley, partie ouest..	440	265	60.2
Ogden.....	775	555	71.6

division — subdivision	total	anglais	pourcentage
Stanstead, division (part.) subdivisions (suite)			
Sainte-Catherine-de-Hatley.....	985	110	11.2
Saint-Mathieu-de-Dixville.....	300	45	15.0
Stanstead.....	720	430	59.7
Stanstead-Est.....	810	380	46.9
ville			
Rock Island.....	1,340	760	56.7
villages			
Ayer's Cliff.....	875	615	70.3
Beebe Plain.....	1,235	565	45.7
Dixville.....	550	240	43.6
Hatley.....	215	185	86.0
North Hatley.....	725	520	71.7
Stanstead Plain.....	1,195	580	48.5
Wolfe, division (part.) subdivision			
Dudswell.....	620	115	18.5
villages			
Bishopton.....	335	115	34.3
Marbleton.....	615	55	8.9
total.....	105,515	39,030	37.0

c. circonscriptions électorales

le district bilingue d'Huntingdon—Compton est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Beauharnois—Salaberry, Brome—Missisquoi, Compton, Richmond, Saint-Jean, Shefford et Sherbrooke; il est situé dans une partie des districts électoraux provinciaux de Brome—Missisquoi, Huntingdon, Iberville, Mégantic—Compton, Orford, Saint-François, Saint-Jean et Shefford.

Précisions

616. Le district bilingue que propose le Conseil comprend des parties de 11 comtés qui forment une région continue située au sud et au sud-est du Montréal métropolitain et s'étendant le long de la frontière des États-Unis à partir du fleuve Saint-Laurent jusqu'un peu au-delà de la jonction des comtés de Compton et de Frontenac. En 1971, ce territoire comptait 105,515 habitants dont 39,030, ou 37.0 pour cent, étaient de langue maternelle anglaise. Le district bilingue proposé réunit la plupart mais pas la totalité des subdivisions de recensement de la partie sud du Québec qui, en 1971, renfermaient une population anglophone d'au moins dix pour cent.

617. Nous expliquerons les motifs qui ont contribué à nous faire proposer un district bilingue dans cette région particulière en passant en revue les circonstances pertinentes à chacun des 11 comtés dont certaines parties entrent dans la composition du district proposé. Toutefois, avant d'amorcer cet examen, exposons un problème préliminaire qu'il nous a fallu résoudre.

Question d'étendue

618. Face à l'immense région du sud du Québec qui satisfait aux normes d'un district bilingue, le Conseil devait décider s'il proposerait soit un grand district qui engloberait tout le territoire, soit deux districts plus petits, ou davantage, qui en morcelleraient l'étendue.

619. Nous n'allons pas reprendre ici la discussion générale que nous avons déjà faite sur les avantages et les inconvénients des districts de grande ou de petite taille.²¹ En pratique, lorsque nous en sommes venus à décider, nous avons choisi de recommander tantôt de petits districts, tantôt de grands districts. Ce sont les raisons particulières à chaque cas qui ont généralement le plus influé sur la décision en cause, sauf pour ce qui était de la position spéciale dans laquelle se trouvaient certains groupes minoritaires francophones.

620. Comme nous l'avons expliqué précédemment,²² nous avons remarqué que les minorités francophones n'avaient pas toujours reçu autant de services fédéraux dans leur langue que les minorités anglophones. Nous avons donc conclu qu'il serait souhaitable d'envisager de faire disparaître cette disparité et de redresser l'équilibre en appliquant parfois des critères différents lorsque nous proposerions la création de districts bilingues. Nous aurions peut-être pu également proposer des districts bilingues plus étendus dans le cas des groupes minoritaires francophones en vue d'y inclure un plus grand nombre de sujets et faire le contraire dans le cas des groupes minoritaires anglophones.

621. Cette façon de raisonner a influé sur certaines de nos décisions, mais nous n'en avons pas fait un principe rigide qui aurait exclu d'autres considérations importantes. Nous avons essayé d'être pratiques en teignant de bon sens notre souci de l'équité. Ainsi, au Québec, nous avons préféré, en deux occasions, recommander la création de districts bilingues plus étendus, soit dans Gaspé—Bonaventure et dans Huntingdon—Compton, tandis que deux autres fois, dans Argen-

²¹ 1^{re} Partie, paragraphes 129-135, pp. 21-22.

²² 1^{re} Partie, paragraphes 103-104, pp. 17-18, paragraphes 212-220, pp. 32-33, et paragraphes 249-250, pp. 37-38.

teuil—Deux-Montagnes et Gatineau—Pontiac nous avons opté pour des régions moins vastes.

Un ou plusieurs districts

622. Dans le cas de Huntingdon—Compton, il existait plusieurs possibilités. Parce qu'il y avait au moins trois régions faciles à identifier,²³ nous aurions pu proposer trois districts bilingues: l'un dans la vallée de la Châteauguay, un autre au sud-est de Montréal, dont Cowansville et Granby sont les principaux centres de services, et l'autre dans l'Estrie desservie par Sherbrooke. Une deuxième possibilité aurait été de proposer deux districts bilingues, l'un aux environs de la vallée de la Châteauguay et l'autre au sud-est de Montréal et dans l'Estrie. Une troisième option consistait à faire de tout ce territoire un district bilingue.

623. Après avoir visité un certain nombre de localités et y avoir consulté les résidents, à la suite aussi d'études et de discussions prolongées, nous avons décidé de proposer un seul district, même si les citoyens que nous avons rencontrés ont soutenu qu'ils s'identifiaient à des régions restreintes plutôt qu'étendues.

624. Le cas présent ressemblait à celui de Gaspé—Bonaventure. Nous n'entrevoiyons aucun avantage péremptoire à la création de deux ou trois petits districts bilingues qui seraient presque contigus. D'autre part, le territoire plus vaste offrait plusieurs avantages. Étant donné que bien des membres de la minorité habitaient des localités rurales et s'adonnaient à la profession agricole, l'établissement d'un seul district pourrait accroître leur cohésion et leur sentiment de sécurité. Il pourrait également souligner l'existence de la minorité, car celle-ci se sentirait évidemment plus nombreuse dans une grande région que dans de petits groupes dispersés dans plusieurs petits districts.

625. Après avoir opté pour une région plus étendue, il restait au Conseil à examiner quels en seraient les éléments. La plupart d'entre eux étaient situés au sud et à l'est de la région métropolitaine de recensement de Montréal ainsi qu'au sud de l'agglomération de recensement de Sherbrooke, deux des cas où nous recommandions la prestation de services bilingues fédéraux par d'autres moyens qu'un district bilingue. En prenant tour à tour chacun des 11 comtés, nous indi-

querons les motifs qui nous ont portés à en proposer l'inclusion dans le district envisagé.

Huntingdon

626. Situé à l'extrémité sud-ouest de la région, le comté d'Huntingdon, en 1971, comptait 15,360 habitants dont 6,050, ou 39.4 pour cent, étaient de langue maternelle anglaise. Puisque chaque subdivision de recensement du comté, à l'exception de Sainte-Barbe et d'une réserve indienne avait une population anglophone dépassant de beaucoup le dix pour cent requis, sauf dans un cas, nous avons cru devoir inclure presque tout le comté dans le district.

627. Une partie des membres du Conseil a visité la région et a rencontré un certain nombre de citoyens de l'endroit, y compris des représentants élus de la ville, appartenant tous à l'un ou l'autre groupe linguistique officiel. Nous avons constaté qu'il y avait une demi-douzaine de ministères ou organismes fédéraux dans cette ville qui dispensaient généralement leurs services en anglais et en français. Nous n'avons entendu aucune plainte à cet égard. On nous a dit que les relations entre les deux groupes linguistiques étaient amicales, que la ville était fière de son caractère bilingue et que la population serait en faveur de la création d'un district bilingue.

628. Le Conseil n'a donc pas hésité à décider d'inclure dans un district bilingue tout le comté de Huntingdon, à l'exception de la réserve indienne et de la subdivision de recensement de Sainte-Barbe qui n'avait que 20 Anglophones. En 1971, le territoire retenu comptait 6,035 habitants ou 43.6 pour cent de la population totale de la région.

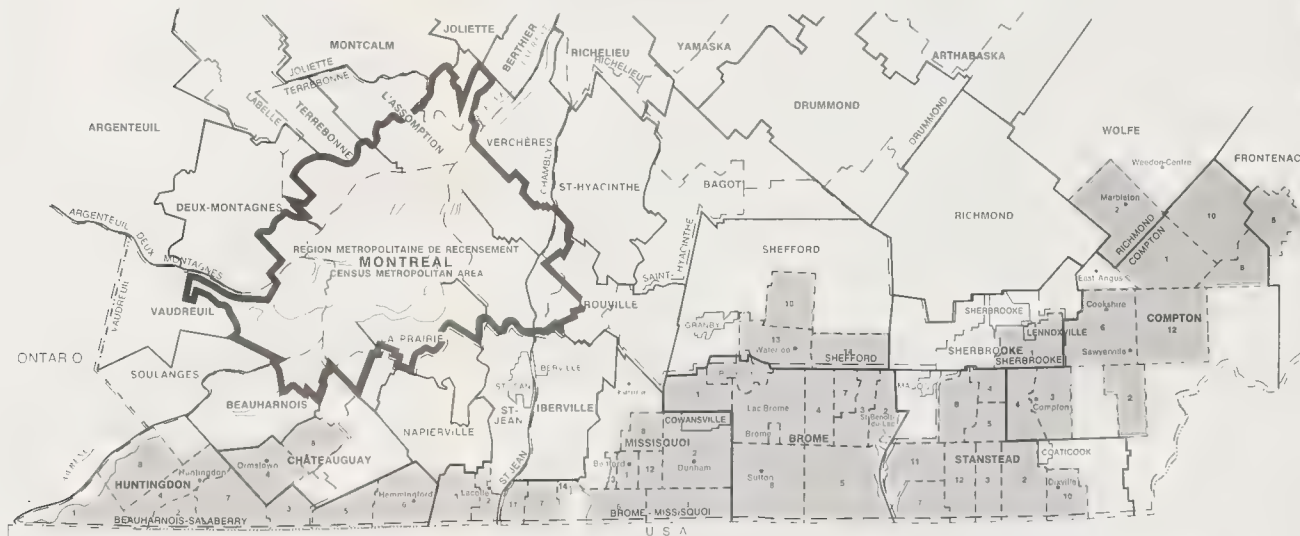
Châteauguay

629. Le comté de Châteauguay s'étend au nord du comté de Huntingdon jusqu'au lac Saint-Louis. Bien qu'en 1971 le comté de Châteauguay ait réuni 17,875 Anglophones, soit 33.3 pour cent de la population totale, on en comptait 14,795 qui habitaient les quatre villes de Châteauguay, de Châteauguay-Centre, de Léry et de Mercier, toutes parties de la région métropolitaine de recensement de Montréal.

630. À une réunion que nous avons tenue à Châteauguay-Centre à laquelle assistaient des résidents et des membres du Conseil municipal de l'endroit, nous avons appris que la population avait sensiblement augmenté ces dernières années; en effet, la région était une ban-

²³ Vu que nous avons rencontré des différences d'opinion sur les comtés qui constituent l'Estrie, voici la nomenclature que nous avons adoptée à cet égard: la «Vallée de la Châteauguay» comprend les comtés de Châteauguay et de Huntingdon; le «sud-est de Montréal», les comtés de Saint-Jean, de Missisquoi, de Brome et de Shefford et «l'Estrie», les comtés de Stanstead, de Sherbrooke, de Compton, de Wolfe et de Frontenac.

HUNTINGDON	CHATEAUGUAY	ST-JEAN	MISSISSQUI	BROME	SHEFFORD	SHERBROOKE	STANSTEAD	COMPTON	WOLFE	FRONTENAC
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14	4 St-Matthieu - St-Croix 6 Vte St-Basile	2 Notre-Dame-de- Mont-Carmel 15 St-Basile-de- Lac-le	1 Beaufort 2 Pointe-du-Lac 3 Pointe-du-Lac 6 St-Armand - 20e	1 Adversaire 2 A St-Jean 3 Bolton - 20e 4 St-Jean - Ouest	16 St-Jacques-de- Shefford 17 Shefford 18 St-Jacques - Sud	1 Azel (Lennoxville)	2 Besson 3 Barreton - Ouest 4 Gagné 5 Hallett - Partie Ouest 6 Hallett 8 St-Catharine-de- Hallett 10 St-Mathieu-de- Dixville 11 St-Amand 12 St-Matthieu - Est	1 Eury 2 St-Jean - Partie Est 3 Gagné 4 Compton Station 5 Gagné 8 Hampden 10 Longuech 12 Newport	2 Outpost 84 St-Jean	



HUNTINGDON - COMPTON

Federal Bilingual District



Map of Bouché, 1991
Map of Bouché, 1991

QUÉBEC

SCALE IN MILES

ÉCHELLE EN KILOMÈTRES



HUNTINGDON - COMPTON

District bilingue fédéral



Map of Bouché, 1991
Map of Bouché, 1991

lieu-dortoir de Montréal. On estimait qu'environ 80 pour cent de la population active de la ville travaillaient à Montréal. Châteauguay-Centre n'avait pas beaucoup de bureaux fédéraux. Les citoyens obtenaient ces services à Montréal. Ils s'identifiaient également avec Montréal plutôt qu'avec la partie sud du comté.

631. En poussant plus loin nos questions, nous avons découvert que les circonstances qui prévalaient à Châteauguay-Centre étaient essentiellement les mêmes dans les trois autres villes du voisinage. Puisque, du point de vue fonctionnel, ce territoire semblait si lié au Grand Montréal, nous avons conclu qu'il serait approprié de le traiter comme une partie de la région métropolitaine de recensement de Montréal, ce qu'il était d'ailleurs. Nous avons donc omis du district bilingue proposé les villes de Châteauguay, de Châteauguay-Centre, de Léry et de Mercier.

632. Le Conseil a aussi visité la partie sud du comté de Châteauguay et tenu une réunion à Ormstown. Plusieurs résidents de la région y ont assisté, y compris des membres de chaque groupe linguistique officiel et des représentants municipaux d'Ormstown et du village voisin de Howick.

633. Nous avons trouvé que, malgré leur proximité, cette partie du comté différait sensiblement de la partie nord. Le sud est surtout agricole, établi depuis longtemps, stable et traditionnellement bilingue. À Ormstown et à Howick, la proportion des deux groupes linguistiques officiels était à peu près la même, soit environ 50 pour cent des deux côtés. Tous les citoyens que nous avons rencontrés étaient bilingues et les relations entre les deux éléments semblaient harmonieuses et agréables. Personne ne s'est plaint du nombre de services en anglais ou en français dans les quelques bureaux fédéraux qui existaient à Ormstown et à Howick.

634. Nous avons quitté cette localité avec la même impression que nous avons rapportée de Huntingdon: la région de la vallée de la Châteauguay, qui comprend la partie sud du comté de Châteauguay et le comté de Huntingdon, est l'une des régions les plus vraiment bilingues du Canada; c'est presque un modèle.

635. Nous n'avons pas hésité à inclure à peu près toute la partie sud du comté dans un district bilingue. Nous avons cru, toutefois, qu'il fallait laisser de côté les subdivisions de recensement du comté où le groupe anglophone était très faible ou avait moins du dix pour cent requis. Certaines de ces subdivisions se trouvent dans la partie nord du comté qui avoisine le secteur que nous avons exclu du district, étant déjà compris dans la région métropolitaine de recensement de Montréal.

636. Ainsi, en bref, le Conseil recommande d'inclure dans un district bilingue les parties suivantes du comté de Châteauguay: les deux subdivisions de recensement de Saint-Malachie-d'Ormstown et du Très-Saint-Sacrement ainsi que les deux villages d'Howick et d'Ormstown. En 1971, ces quatre localités comptaient ensemble 2,645 habitants de langue maternelle anglaise, soit 47.4 pour cent de la population totale du territoire retenu.

Saint-Jean

637. Le comté de Saint-Jean est situé sur la frontière des États-Unis, à l'est du comté d'Huntingdon. En 1971, il ne remplissait pas lui-même les conditions requises d'un district bilingue puisque la minorité n'y était que de 7.4 pour cent de la population totale. De plus, à peu près les deux tiers des 3,415 membres de cette minorité demeuraient à Saint-Jean, ville située tout près de la région métropolitaine de recensement de Montréal et bien au nord du district bilingue que nous avons envisagé.

638. Le Conseil s'est demandé sérieusement s'il devait inclure quelque partie que ce soit du comté de Saint-Jean dans un district bilingue. Nous pouvions invoquer trois raisons pour ne pas le faire. Premièrement, seules cinq subdivisions de recensement réunissaient une population de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent. Deuxièmement, celle-ci était numériquement faible ne comptant en tout que 830 sujets. Troisièmement, ces subdivisions étant de caractère rural, on n'y trouvait peu ou pas de services fédéraux.

639. Si nous avons décidé de proposer deux ou trois districts bilingues au lieu d'un, nous en aurions probablement exclu toute parcelle du comté de Saint-Jean. On se rappellera que nous avons envisagé la possibilité de recommander un district bilingue dans la vallée de la Châteauguay, à l'ouest de Saint-Jean, et un ou deux autres à l'est de Saint-Jean. Cependant, ayant décidé de proposer un grand district, il fallait inclure une partie de Saint-Jean pour relier les comtés d'Huntingdon et de Châteauguay à la région de l'est.

640. Nous reconnaissons que la partie retenue du comté de Saint-Jean constituait un lien géographique plutôt qu'un secteur où il existait de multiples services fédéraux, c'est pourquoi nous avons décidé de la réduire au minimum. Ainsi, nous recommandons d'inclure dans le district bilingue les seules localités suivantes du comté de Saint-Jean: les subdivisions de recensement de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Saint-Bernard-de-Lacolle et le village de Lacolle.

641. Nous proposons d'exclure les deux autres subdivisions de recensement du comté qui avaient une minorité de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent, soit Saint-Blaise et Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, qui se détachent assez irrégulièrement vers le nord et dont le groupe minoritaire ne comptait en tout que 255 âmes. Par contre, les trois parties de Saint-Jean que nous recommandons d'inclure formaient un lien compact au sud; le groupe minoritaire réunissait 575 habitants, soit 15.8 pour cent de la population.

Missisquoi

642. Le comté de Missisquoi est situé juste à l'est du comté de Saint-Jean. En 1971, il avait une minorité de langue maternelle anglaise de 6,635 personnes, ou 19.5 pour cent d'une population totale de 33,955 âmes.

643. Un groupe de membres du Conseil est allé consulter les représentants officiels et des citoyens des deux groupes linguistiques officiels de Cowansville, centre le plus peuplé du comté. On nous a dit que la ville était dotée d'une demi-douzaine de bureaux fédéraux et que personne ne se plaignait des services fédéraux dispensés en anglais ou en français. Nous avons également constaté que Cowansville était, à bien des égards, une ville modèle. Elle est non seulement bien planifiée et bien construite, mais elle est située si à la pointe de l'application du bilinguisme que les conseils des écoles catholiques et protestantes ont joint leurs écoles secondaires francophones et anglophones dans un immeuble qui dessert toute la région. L'un des premiers représentants municipaux a exprimé sa ferme conviction que Cowansville devrait faire partie d'un district bilingue. Aucune des personnes présentes ne s'est opposée à ce point de vue.

644. Après en avoir discuté, le Conseil en est venu à la conclusion que Cowansville et toutes les localités de Missisquoi qui justifiaient d'une minorité anglophone d'au moins dix pour cent devaient faire partie du district bilingue envisagé. Cette décision permettait d'y inclure 16 des 21 subdivisions, villes et villages du comté.

645. Nous ne voulons pas énumérer ici les localités retenues; elles sont trop nombreuses et elles apparaissent dans la description géostatistique des districts bilingues aux sections a) et b) ci-dessus.²⁴ Nous pourrions résumer le sens de notre recommandation en disant qu'elle permet d'inclure dans le district bilingue

quelque 89 pour cent de la population anglophone de Missisquoi. Cette minorité comptait 5,890 habitants, soit 24.6 pour cent de la population de cette partie du comté.

Brome

646. Le comté de Brome longe la limite orientale du comté de Missisquoi. En 1971, Brome était l'un des deux comtés du Québec qui avait une majorité anglophone. Elle comptait 7,690 âmes, soit 50.2 pour cent d'une population totale de 15,310.

647. Une délégation du Conseil s'est rendue à l'ancien village de Knowlton, aujourd'hui la ville du Lac-Brome, où elle a rencontré des représentants municipaux et quelques villageois des deux groupes linguistiques officiels. Nous avons appris que Brome n'était guère doté de bureaux fédéraux mais que ceux qu'on y trouvait dispensaient des services satisfaisants en anglais et en français. Personne ne s'est prononcé pour ou contre un district bilingue. Au cours de la décennie 1961-1971, la population de langue maternelle anglaise de Brome a augmenté de 7.2 pour cent; toutefois, cette hausse reste inférieure à celle du groupe minoritaire de langue maternelle française qui atteint 18.4 pour cent; la proportion numérique de cet accroissement reste assez faible dans chaque cas, c'est-à-dire environ 500 Anglophones et 1,100 Francophones.

648. Étant donné que le groupe de langue maternelle anglaise atteignait des pourcentages substantiels dans presque toutes les localités, le Conseil a décidé de recommander que tout le comté fasse partie du district bilingue proposé, à l'exception de Saint-Benoît-du-Lac, monastère habité par 65 personnes, toutes de langue française. Ainsi, la population totale de la partie du comté de Brome incluse dans le district comptait 15,245 habitants dont 7,690, ou 50.4 pour cent, étaient de langue maternelle anglaise.

Shefford

649. Le comté de Shefford est situé juste au nord du comté de Brome. En 1971, le groupe minoritaire anglophone y comptait 4,605 personnes, soit 7.4 pour cent de la population totale. Ainsi, l'ensemble du comté n'atteignait pas le pourcentage requis d'un district bilingue, mais il s'y trouvait six subdivisions de recensement qui satisfaisaient à cette norme. Même si, depuis 1961, le groupe minoritaire anglophone y avait baissé de 3.6 pour cent, tandis que le groupe francophone avait augmenté de 10.6 pour cent, il y comptait encore

²⁴ Sections a) et b) pp. 95-97.

1,930 sujets en 1971, soit 21.8 pour cent de la population totale de ces six localités.

650. Puisque cette minorité restait assez forte et que le territoire qu'elle occupait formait un tout cohérent contigu au comté de Brome, la plupart des membres du Conseil ont opté pour inclure ces six localités dans le district proposé. En voici la liste: les trois subdivisions de recensement de Saint-Joachim-de-Shefford, Shefford et Stukely-Sud, la ville de Waterloo ainsi que les deux villages de Stukely-Sud et de Warden.

Stanstead

651. Le comté de Stanstead est situé juste à l'est du comté de Brome. En 1971, la minorité de langue maternelle anglaise y comptait 7,935 sujets, ou 21.9 pour cent de la population totale. Néanmoins, elle ne se répartissait pas également dans tout le comté. Dans les 23 subdivisions de recensement qu'on y dénombrait, les groupes anglophones allaient de zéro à 86.0 pour cent. Toutefois, dans 17 de ces subdivisions de recensement, la minorité anglophone atteignait au moins dix pour cent, et souvent beaucoup plus.

652. Vu que ces 17 localités formaient un ensemble cohésif dans la partie de Stanstead qui touche au comté de Brome et qu'elles réunissaient à peu près les trois quarts de tous les Anglophones de Stanstead, le Conseil a décidé de recommander l'inclusion dans le district bilingue envisagé de toutes ces localités sauf une, la subdivision rurale de Magog. La majorité des membres du Conseil a fondé sa décision sur le fait que ce secteur encercle presque complètement la ville de Magog qui ne faisait pas partie d'un district bilingue, le groupe minoritaire de langue maternelle anglaise n'y atteignant pas le dix pour cent requis. En tout cas, on n'y dénombrait que 385 Anglophones.

653. Nous ne répéterons pas ici la liste des 16 subdivisions de recensement que le Conseil recommande d'inclure dans le district bilingue. On la trouvera dans la description géostatistique des districts aux sections a) et b) ci-dessus.²⁵ En 1971, ces 16 localités comptaient 5,955 sujets de langue maternelle anglaise, soit 46.9 pour cent de la population totale de Stanstead.

Sherbrooke

654. Le comté de Sherbrooke est situé juste au nord du comté de Stanstead. En 1971, il comptait 11,130 habitants de langue maternelle anglaise, ou 11.0 pour cent

de la population totale. Étant donné que cette minorité était numériquement très forte et qu'elle dépassait le dix pour cent requis, la première impression du Conseil a été d'inclure tout le comté dans un district bilingue. Cependant, après avoir étudié les faits de plus près et consulté les gens de la région, nous avons changé d'idée.

655. Cette région soulevait un certain nombre de complications. Premièrement, la minorité linguistique officielle ne se répartissait pas de façon uniforme dans tout le comté. En fait, elle se concentrait presque exclusivement dans un secteur assez restreint. Ainsi, la subdivision rurale d'Ascot comptait 1,550 Anglophones tandis que la ville adjacente de Lennoxville, tout à côté, en avait 2,790 et Sherbrooke, 6,120.

656. Ces trois localités voisines réunissaient environ 94 pour cent du groupe minoritaire du comté. Cinq des six subdivisions de recensement restantes ne comptaient que 525 Anglophones et étaient loin d'atteindre seules ou collectivement le dix pour cent requis. Nous reparlerons par la suite de la sixième subdivision, Orford.

657. Deuxièmement, même si, depuis 1961, la minorité avait connu une légère augmentation numérique dans certaines de ces subdivisions, notamment Ascot et Lennoxville, elle était bien loin d'avoir atteint le niveau d'accroissement de la majorité. De plus, dans la ville de Sherbrooke, centre démographique principal du comté, la minorité avait en fait perdu 866 sujets au cours de la décennie 1961-1971 tandis que la majorité en avait gagné 14,879.

658. En conséquence de ces changements, la minorité avait en fait diminué, dans l'ensemble du comté, à la fois au point de vue numérique et proportionnel. Si la baisse numérique semble assez faible, celle du pourcentage est considérable par suite de l'accroissement si important des Francophones. Cette décroissance passait de 14.1 pour cent en 1961 à 11.0 pour cent en 1971. Étant donné l'absence presque complète d'autres groupes linguistiques, le pourcentage des Francophones a augmenté dans une proportion à peu près égale, soit de 84.7 pour cent à 87.9 pour cent.

Constatactions

659. Une partie des membres du Conseil a visité le comté et a tenu quatre réunions, une à Lennoxville et trois à Sherbrooke. La première a rassemblé quelque 25 citoyens de la région, en grande partie anglophones, et comprenant quelques professeurs et des notables. Deux des rencontres de Sherbrooke ont eu lieu avec les Francophones, y compris des professeurs, des gestion-

²⁵ Sections a) et b) pp. 95-97.

naires en éducation et des représentants d'organisations communautaires; la troisième a consisté en un échange de vue avec un édile municipal.

660. Nous avons appris que la plupart des bureaux de l'État fédéral étaient situés à Sherbrooke qui était le centre des services non seulement pour le comté mais, apparemment, pour le reste de l'Estrie. Au cours de ces réunions, nous avons entendu des avis contradictoires sur la satisfaction que donnaient ces bureaux en matière de services bilingues. Puisqu'il nous était impossible de vérifier l'exactitude de ces témoignages, nous n'osons pas nous prononcer. Pour la même raison, il nous a été impossible de juger de la véracité de certains griefs exprimés par des représentants de chaque groupe linguistique à l'effet que des membres de leur collectivité avaient été l'objet de traitement discriminatoire lorsqu'ils s'étaient portés candidats à un emploi fédéral local.

661. La langue est une question fort délicate dans cette région. Certains membres des deux groupes linguistiques ont exprimé des sentiments assez violents à cet égard pendant nos réunions.

662. Quelques représentants de la minorité, par exemple, ont manifesté une sérieuse appréhension devant la situation de leurs congénères dans la province. Leurs craintes portent particulièrement sur des problèmes de compétence provinciale. À la réunion qui rassemblait surtout des Anglophones, on s'est prononcé à l'unanimité en faveur de l'établissement d'un district bilingue comprenant la ville de Sherbrooke, même si l'intensité des convictions variait quelque peu. Le point essentiel sur lequel tous se sont entendus est que les services fédéraux devaient être dispensés en anglais et en français. Certains de nos interlocuteurs préféraient un district bilingue pour leur région à un vaste district bilingue pour l'ensemble du territoire.

663. Lorsque nous avons consulté les groupes de langue maternelle française, nous avons entendu une opinion aussi générale mais beaucoup plus ferme contre l'établissement d'un district bilingue. Chez eux, on craignait les effets délétères que cette décision pourrait avoir sur la langue française. L'un des participants fit valoir que la plupart des neuf autres provinces étaient essentiellement unilingues anglaises tandis qu'on s'attendait que le Québec soit bilingue plutôt qu'unilingue français. Faisant ressortir l'ancienne disparité qu'il y avait entre la prestation des services fédéraux en anglais et en français dans tout le comté, un autre participant a affirmé qu'il fallait peut-être des districts bilingues ailleurs pour rectifier ce déséquilibre mais que ceux-ci seraient inutiles au Québec puisque de tout temps on y a dispensé

les services fédéraux en anglais. L'une des personnes présentes a exprimé l'avis qu'il y aurait moins d'opposition aux districts bilingues au Québec si la majorité comprenait nettement ses fonctions qui étaient de lui assurer des services bilingues dans sa propre langue.

664. Le représentant municipal de la ville de Sherbrooke a quelque peu réduit l'acuité des différences d'opinions que nous avons perçues entre la majorité et la minorité; il s'est dit confiant qu'il n'y aurait aucune réaction publique sérieuse à la création d'un district bilingue. Toutefois, nous n'étions pas complètement rassurés sur l'étendue de ce désaccord et nous avons continué d'étudier d'autres options.

Inclusion possible d'Orford

665. L'un des aspects que nous avons explorés était la possibilité d'inclure dans un district bilingue la subdivision de recensement d'Orford, seule localité du comté de Sherbrooke, en plus d'Ascot et de Lennoxville, à avoir, en 1971, une minorité de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent.

666. Après avoir essayé de cerner cette question à plusieurs reprises, le Conseil a décidé de ne pas recommander l'inclusion de la subdivision de recensement d'Orford dans un district bilingue parce que, malgré le pourcentage de 30.3 pour cent qu'atteignait la minorité, elle ne comptait que 150 habitants sur ce territoire assez étendu. De plus, Orford étant une subdivision de recensement rurale, il semblait peu probable qu'on y trouverait un grand nombre de services bilingues, si tant est qu'il y en eût.

Décision

667. Après avoir longuement considéré la question du comté de Sherbrooke, une forte proportion des membres du Conseil a conclu qu'il serait souhaitable de proposer d'inclure la subdivision de recensement d'Ascot et de Lennoxville dans le district bilingue envisagé, mais de réserver la ville de Sherbrooke pour nos recommandations supplémentaires qui visaient à fournir des services bilingues fédéraux dans les grands centres urbains.²⁶

668. Compte tenu des témoignages que nous avons reçus nous croyons avoir pris une décision pratique. Étant donné qu'Ascot et Lennoxville étaient les deux seules subdivisions du comté à avoir une population

²⁶ Partie III, Recommandations supplémentaires, en particulier les paragraphes 1156-1157, p. 176. Pour suivre notre raisonnement général à cet égard, voir 1^{re} Partie, paragraphes 187-201, pp. 29-31.

de langue maternelle anglaise d'au moins dix pour cent, à l'exception d'Orford que nous avons déjà mentionnée, nous avons cru devoir les inclure dans un district bilingue. D'un autre côté, vu que Sherbrooke était une grande municipalité de 80,710 habitants dont la population anglophone n'atteignait que 7.6 pour cent, nous avons opté pour l'exclure du district bilingue proposé et pour recommander qu'on y assure les services bilingues fédéraux de la même façon que dans certains autres grands centres urbains.

669. En 1971, Ascot et Lennoxville comptaient ensemble 4,340 sujets anglophones, ou 53.1 pour cent de la population totale de la région.

Compton

670. Le comté de Compton est situé juste à l'est des comtés de Sherbrooke et de Stanstead. En 1971, il renfermait 4,215 habitants de langue maternelle anglaise, ou 19.7 pour cent de la population totale; tout le comté répondait donc aux normes d'un district bilingue.

671. Toutefois, deux considérations nous ont empêchés de le recommander. Premièrement, la minorité ne se répartissait pas également dans tout le comté. En général, les Anglophones avaient tendance à se concentrer dans la partie nord-ouest du comté où, dans une subdivision de recensement, ils atteignaient un maximum de 59.4 pour cent. De leur côté, les Francophones dominaient dans la partie sud-est du comté où, dans trois subdivisions de recensement, ils arrivaient à 100 pour cent. Le Conseil n'a pu se résoudre à inclure des régions aussi unilingues dans un district bilingue.

672. Deuxièmement, puisque le comté semblait assez mal pourvu en services fédéraux, nous avons conclu qu'il était moins important qu'il ne l'aurait été autrement d'essayer de l'inclure en entier dans un district bilingue. Troisièmement, la population du comté avait sensiblement diminué de 1961 à 1971, plus du côté anglophone que francophone.

673. Voilà pourquoi le Conseil s'est cru bien avisé d'inclure dans le district bilingue proposé les subdivisions de recensement du comté de Compton où le groupe de langue maternelle minoritaire s'élevait au moins à dix pour cent et d'en exclure les subdivisions de recensement à forte prédominance francophone.

674. Nous avons suivi ce principe sauf en deux occasions où la position des subdivisions de recensement rendait difficile l'uniformité de décision. Il s'agissait

d'Hereford et de Westbury qui avaient toutes deux une minorité anglophone de plus de dix pour cent. Néanmoins, Hereford, endroit situé à l'extrémité sud du comté, est séparée par une subdivision de recensement dont la population est à 100 pour cent francophone; Westbury renferme la ville d'East Angus où la minorité ne s'élevait qu'à 8.0 pour cent. Prises ensemble, Westbury et East Angus avaient une population de langue maternelle anglaise de 8.5 pour cent. Nous avons donc décidé de ne pas inclure Hereford, Westbury et East Angus. Étant donné que la minorité de Hereford et de Westbury était assez faible, nous ne laissons de côté en tout que 525 Anglophones.

675. En résumé, le Conseil recommande d'inclure dans le district bilingue proposé 13 des 24 subdivisions de recensement comprises dans le comté de Compton. Nous les énumérons dans la description géostatistique du district en cause aux sections a) et b) ci-dessus.²⁷ En 1971, les parties de Compton incluses dans le district bilingue envisagé comptaient 3,645 résidents de langue maternelle anglaise, ou 31.2 pour cent de la population totale de cette région.

Wolfe

676. Le comté de Wolfe rejoint la limite nord-ouest du comté de Compton. En 1971, il comptait 395 habitants de langue maternelle anglaise, ou seulement 2.4 pour cent de la population totale. Cependant, vu que 285 membres de cette minorité, ou plus de 72 pour cent, vivaient dans trois subdivisions de recensement contiguës au comté de Compton et qu'ils atteignaient 18.2 pour cent, le Conseil a décidé de les inclure dans le district bilingue envisagé. Nous avons donc ainsi tenu compte de toutes les subdivisions de recensement du comté de Wolfe dont la population de langue maternelle anglaise s'élevait au moins à dix pour cent, de même que de tous les autres groupes minoritaires que nous avons pu incorporer dans un district contigu.

677. Le Conseil recommande donc d'inclure dans le district bilingue envisagé la subdivision de recensement de Dudswell ainsi que les villages de Bishopton et de Marbleton dans le comté de Wolfe.

Frontenac

678. Le comté de Frontenac est situé juste à l'est du comté de Compton. En 1971, il ne comptait que 280 habitants de langue maternelle anglaise ou 1.0 pour

²⁷ Sections a) et b) pp. 95-97.

cent de la population. Cependant, une subdivision de recensement de Frontenac avait une minorité d'au moins dix pour cent; étant donné qu'elle était contiguë au comté de Compton, nous avons décidé de la rattacher au district bilingue proposé. Il s'agissait de la subdivision de Milan qui, en 1971, comptait 35 Anglophones, ou 13.0 pour cent de la population. Le Conseil recommande donc d'inclure dans le district bilingue proposé la subdivision de Milan dans le comté de Frontenac.

Recommandation

679. Le Conseil recommande par un vote majoritaire l'établissement d'un district bilingue appelé Huntingdon—Compton et composé des parties des 11 comtés énumérés plus haut.

Grands centres urbains pour lesquels nous recommandons des services bilingues en vertu des articles 9(2) et 10

Explications

680. On se rappellera que dans la 1^{re} Partie de notre Rapport, nous avons signalé qu'un certain nombre de personnes en autorité avaient exprimé leurs préoccupations touchant la nécessité qu'il y avait de fournir des services fédéraux bilingues dans les grands centres urbains qui ne satisfaisaient pas aux conditions requises des districts bilingues parce que la minorité de langue officielle qui y habitait n'atteignait pas au moins dix pour cent.²⁸ Nous avons expliqué les raisons qui nous ont amenés à proposer de fournir ces services en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles lorsque le centre urbain en question comptait au moins 5,000 habitants dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle de la région.²⁹ Nous avons conclu qu'il fallait accompagner cette proposition d'une recommandation portant que les deux mêmes articles servent à assurer des services bilingues fédéraux dans toutes les capitales provinciales.³⁰

681. Nous présenterons officiellement les recommandations que nous ferons à l'égard de ces deux questions à la Partie III de notre Rapport sous le titre de «Recommandations supplémentaires».³¹

682. Lorsque nous avons esquissé notre proposition touchant la prestation de services bilingues fédéraux dans les grands centres urbains de tout le Canada, nous avons indiqué sur la liste des localités en cause les villes de Québec et de Sherbrooke.³² Nous avons également mentionné que, pour diverses raisons, la majorité des membres du Conseil était d'avis qu'il faudrait traiter de la même façon la région métropolitaine de recensement de Montréal.³³ Ainsi, lorsque nous présenterons notre recommandation supplémentaire officielle à l'égard des grands centres urbains, nous y inclurons les villes de Québec, de Sherbrooke et de Montréal.³⁴

683. Même si la ville de Québec n'était pas entrée dans le groupe des grands centres urbains, elle aurait, bien entendu, fait partie de la liste des capitales provinciales à qui notre deuxième recommandation supplémentaire vise à assurer des services bilingues fédéraux.³⁵

684. Bien que nous ayons maintes fois mentionné les considérations générales qui ont influé sur le choix que le Conseil a fait des méthodes de prestation des services bilingues fédéraux dans la province de Québec, en particulier à Montréal,³⁶ nous croyons que le temps est venu de compléter notre analyse en produisant les statistiques et les témoignages qui n'ont pas déjà été présentés dans le cas de Montréal, de Sherbrooke et de Québec.

(1) Montréal

685. Le Conseil a mis beaucoup de temps à examiner et à discuter le cas de Montréal. Nous avons scruté avec grand soin les données pertinentes, en particulier la répartition des groupes linguistiques et nous avons visité à plusieurs reprises la région métropolitaine où nous avons eu des séances de consultation individuelle et collective.

686. Montréal offrait plusieurs possibilités mais aussi un certain nombre de problèmes. Premièrement, il existait plusieurs régions géographiques différentes qui portaient le nom de Montréal; il nous a fallu décider laquelle d'entre elles se prêtait le mieux à la prestation de

²⁸ 1^{re} Partie, paragraphes 195-199, pp. 30-31.

²⁹ 1^{re} Partie, paragraphe 200, p. 31, et paragraphes 226-242, pp. 34-36.

³⁰ Partie III, Recommandations supplémentaires, paragraphes 1156-1158, p. 176.

³¹ 1^{re} Partie, paragraphe 203, p. 31 et Partie III, Recommandations supplémentaires, paragraphes 1159-1160, p. 176.

³² 1^{re} Partie, paragraphes 226-242, pp. 34-36 et Partie II, paragraphes 466-488, pp. 74-77.

²⁸ 1^{re} Partie, paragraphes 168-174, pp. 26-27.

²⁹ 1^{re} Partie, paragraphes 187-201, pp. 29-31.

³⁰ 1^{re} Partie, paragraphes 202-211, pp. 31-32.

³¹ Partie III, paragraphes 1156-1160, p. 176.

services bilingues. Nous avons, semble-t-il, à choisir, en tout ou en partie, l'une des options suivantes: la ville de Montréal, municipalité d'une superficie assez restreinte, la communauté urbaine de Montréal, métropole composée de 30 municipalités, beaucoup plus vaste, qui occupe à peu près toute l'île de Montréal, ou la région métropolitaine de recensement de Montréal, zone géostatistique très étendue qui englobe non seulement les îles Jésus et de Montréal mais bon nombre des localités sises sur les rives nord et sud du Saint-Laurent.

687. Deuxièmement, ces trois régions avaient, en 1971, une minorité anglophone très considérable qui atteignait au moins dix pour cent de la population;³⁷ il était donc possible, dans tous les cas, d'en faire un district bilingue. Troisièmement, si la répartition de la population à l'intérieur de ces régions le permettait, nous pouvions aussi utiliser des parties de ces trois régions pour en faire des districts bilingues. Quatrièmement, l'emplacement même des bureaux fédéraux à Montréal et la tendance des mouvements des résidents de toute la région auraient une certaine influence sur nos recommandations.

688. Enfin, les témoignages que nous allions obtenir au cours de nos visites de la région et de la consultation des résidents et des représentants du peuple pourraient nous inciter à proposer un, aucun ou plusieurs districts bilingues.

Visites et consultations

689. Les membres du Conseil ont visité la région métropolitaine de Montréal et y ont tenu huit séances de consultation. Nous avons obtenu l'avis de représentants de 12 organisations et d'une centaine de personnes des deux groupes linguistiques, d'associations communautaires, de groupes d'hommes d'affaires, de gestionnaires scolaires et de représentants du peuple. Conformément à ce que nous avons fait ailleurs, nous avons invité tous les députés dont la circonscription pourrait être incluse dans un district bilingue à nous rencontrer. Même si un certain nombre des 24 membres du Parlement ont exprimé le désir de discuter du problème avec le Conseil, nous n'avons eu le temps de n'en voir que huit d'entre eux. Nous avons également consulté, à deux reprises, des représentants officiels du gouvernement québécois.

³⁷ En 1971, la ville de Montréal comptait une population de langue maternelle anglaise de 184,870 habitants, ou 15.2 pour cent de la population. Les chiffres correspondants applicables à la Communauté urbaine de Montréal étaient de 464,685, ou 23.8 pour cent, et à la région métropolitaine de recensement de Montréal, de 595,395 ou 21.7 pour cent.

Constatations

690. Nous n'avons guère relevé de plaintes, à bien dire aucune, en ce qui a trait à la prestation des services du gouvernement fédéral en anglais dans la région de Montréal. Ce qui nous a frappés c'est que ces services semblent avoir été assurés presque automatiquement depuis toujours. D'autre part, nous avons reçu plusieurs doléances à propos de l'insuffisance des services fédéraux en français.

691. Quelques-uns de nos interlocuteurs ont attribué cette faiblesse au fait que, traditionnellement, la langue de travail des institutions fédérales à Montréal a été l'anglais, en particulier aux niveaux supérieurs de l'administration, dans certains domaines particuliers, par exemple les stipulations de contrats et dans les relations avec certains grands bureaux d'Ottawa. Ces griefs ont amené un certain nombre de nos interlocuteurs à affirmer que la langue de travail principale de la Fonction publique au Québec devrait être le français. Presque tous les participants qui se sont exprimés à cet égard, y compris quelques Anglophones, ont partagé cet avis, à l'exception d'une association de langue anglaise qui s'y est fortement opposée. Ceux qui ont appuyé cette idée croient que si l'anglais est la langue de travail dominante dans la plupart des bureaux fédéraux au Canada, il n'était que juste d'accorder la même place au français dans le Québec.

692. Quant à l'opportunité qu'il y avait de créer un district bilingue dans la région de Montréal, nous avons rencontré des divergences de vues assez marquées. Certains Anglophones se sont fermement prononcés en faveur d'un district, d'autres se sont montrés indifférents, voire défavorables.

693. Les Anglophones qui voulaient un district bilingue parlaient au nom de l'équité et invoquaient la nécessité de protéger les droits de la minorité. Ils mentionnaient également l'importance numérique de ce groupe, la tradition du bilinguisme et le fait que Montréal est une ville cosmopolite et internationale. Les indifférents soutenaient qu'un district bilingue était inutile; il ne changerait rien à la situation puisque les services fédéraux avaient été dispensés de façon satisfaisante en anglais dans le passé et qu'ils le seraient sans doute encore à l'avenir. Les opposants se disaient convaincus qu'un district bilingue favoriserait le développement d'un ghetto et augmenterait les discussions entre les deux groupes linguistiques. Des représentants d'un groupe minoritaire moins important ont reflété eux aussi cette divergence de vues au sein de la minorité linguistique officielle: certains se sont déclarés en

faveur de l'établissement d'un district bilingue; au moins l'un d'entre eux s'y est opposé. Un seul point sur lequel tous les représentants de la minorité de langue maternelle anglaise se sont entendus, c'est que le gouvernement fédéral devait continuer par un moyen quelconque d'assurer ses services en anglais et en français à Montréal.

694. La langue reste une question fort animée; nous l'avons constaté à l'ardeur avec laquelle la plupart des Francophones se sont objectés à la création d'un district bilingue. Certains d'entre eux étaient en faveur, mais la grande majorité était nettement opposée à l'argument le plus fréquemment invoqué voulant que la création d'un district bilingue favoriserait l'usage de l'anglais et, par conséquent, réduirait l'usage du français qui était déjà menacé à Montréal. Un certain nombre des opposants arguaient qu'on n'avait pas besoin de districts à Montréal puisque les bureaux fédéraux y dispensaient déjà leurs services en anglais.

695. À l'argument invoquant la nécessité d'un district à Montréal en vue d'accorder un traitement égal aux minorités anglaise et française d'un bout à l'autre du Canada, ils répondaient que l'anglais avait joui au Québec d'un statut particulier que le français n'avait jamais eu ailleurs au pays. Étant donné que les deux langues n'avaient jamais connu la parité, ils prétendaient qu'il fallait d'abord faire disparaître cette inégalité. La solution consistait peut-être à adopter différentes méthodes. Ainsi, il serait sans doute sage de créer des districts bilingues en dehors du Québec pour y assurer des services à la minorité francophone, tandis qu'il ne serait pas nécessaire d'en établir au Québec où la minorité anglophone a toujours reçu les services dans sa langue.

696. Cette opinion s'appuyait sur l'argument voulant que les districts bilingues créés au Canada anglais ne menaceraient pas la survie de l'anglais, déjà bien assurée, mais qu'au Québec ils augmenteraient le péril qui menace déjà le français. D'où il vient, disait-on, que, pour ce qui est des districts bilingues, il ne fallait pas appliquer une ligne de conduite uniforme d'un bout à l'autre du Canada. Au contraire, on devrait adopter des mesures différentes selon les circonstances locales.

697. Quelques participants ont indiqué que, de toute façon, nous aurions plusieurs problèmes sérieux à régler lorsque le temps viendrait de découper un ou des districts bilingues dans la région de Montréal.

698. L'une des difficultés provenait du fait que la minorité n'est pas répartie d'une manière uniforme à travers la région métropolitaine. Elle se concentre dans

certaines localités et est à peu près absente dans d'autres. Par exemple, en 1971, dans les subdivisions de la région métropolitaine de recensement de Montréal, la population de langue maternelle anglaise allait de 0.2 à 86.0 pour cent. Par contre, la population de langue maternelle française dans les localités de la même région allait de 4.2 à 100 pour cent. Dès lors, un grand district bilingue englobant, par exemple, toute la région métropolitaine de recensement de Montréal ne conviendrait guère puisque, dans nombre de localités, les concentrations importantes d'Anglophones et de Francophones voudraient des services fédéraux unilingues plutôt que bilingues.

699. La solution évidente à ce problème consistait, semble-t-il, à proposer un district bilingue plus restreint, correspondant à la région de concentration des résidents de langue maternelle anglaise. À première vue, cet arrangement avait l'air faisable puisque la minorité anglophone se concentrait dans la partie ouest de l'île de Montréal, tandis que la majorité francophone dominait surtout à l'extrémité est de la ville ainsi que sur les rives nord et sud du Saint-Laurent.

700. Toutefois, un examen plus attentif du problème a révélé que les données n'étaient pas aussi simples. Nous faisons face à plusieurs difficultés majeures. Premièrement, les deux populations de langue officielle n'étaient pas aussi nettement réparties en deux secteurs que nous l'avions d'abord perçu. Ainsi, nous trouvions sur les rives nord et sud des concentrations importantes d'Anglophones qui se chiffraient par milliers et qui atteignaient jusqu'à 50 pour cent et plus. Par ailleurs, il y avait de fortes concentrations francophones à l'extrémité occidentale de l'île de Montréal qui s'élevaient elles aussi à des milliers de personnes et à plus de 50 pour cent.

701. Deuxièmement, l'interpénétration des deux groupes linguistiques rendait difficile de tirer une simple ligne entre eux. On nous a rappelé que le boulevard Saint-Laurent, qui coupe l'île de Montréal en deux, constituait la ligne de partage entre les deux concentrations linguistiques; toutefois, l'examen de la réalité nous a fait douter de cette hypothèse. Il y avait des secteurs francophones considérables dans certaines localités situées à l'ouest de la «Main», comme on appelle le boulevard. Par exemple, Outremont comptait 16,415 Francophones en 1971, soit 57.5 pour cent de la population et Verdun, 46,195, soit 61.8 pour cent.

702. En conséquence, il était loin d'être facile de découper, à même la région de Montréal, un district bilingue acceptable, qui inclurait toutes les concentrations de

langue maternelle anglaise de la vaste région métropolitaine de recensement et qui laisserait de côté les localités à très grande densité francophone.

703. Troisièmement, les avis unanimes que nous avons reçus à l'effet de ne pas morceler Montréal pour créer un district bilingue nous ont détournés de cette solution. Tous les gens consultés à cet égard nous ont dit que ce serait une erreur d'essayer de ne retenir que quelques parties de la région de Montréal pour en faire un ou des districts bilingues.

704. Quatrièmement, on nous a fourni à plus d'une reprise une raison fort convaincante à cet égard: les nombreux bureaux du gouvernement fédéral à Montréal sont dispersés dans toute la région métropolitaine de recensement. De la sorte, si le district bilingue proposé se confinait à certaines parties de la région, il y aurait danger que bien des bureaux fédéraux restent en dehors des limites indiquées, ce qui aurait pour effet d'annuler l'utilité du district.

705. Enfin, plusieurs personnes, y compris un expert en la matière, nous ont affirmé que la population de la région de Montréal était si mobile qu'il fallait la traiter comme une communauté entière plutôt que de la subdiviser en un ou plusieurs districts bilingues.

706. Lorsque nous avons consulté les huit députés de la région de Montréal qui ont pu nous rencontrer, nous avons constaté que tous, sauf un, étaient fort opposés à tout morcellement de Montréal en vue de former des districts bilingues. Le dissident n'était pas intéressé aux districts bilingues en général et il n'a exprimé aucune opinion touchant la division de Montréal. La quasi-unanimité des huit membres du Parlement aussi bien anglophones que francophones contre le morcellement de Montréal a impressionné la plupart des membres du Conseil et a sûrement influé sur leur décision.

707. Ces députés étaient presque aussi d'accord pour affirmer que l'établissement d'un district bilingue de quelque genre que ce soit à Montréal serait inutile et inopportun. Six d'entre eux se sont opposés à un district, un était indifférent et l'autre était en faveur. Les différences d'opinion ne se répartissaient pas toujours selon la langue maternelle de l'interlocuteur.

708. Le député favorable à la création d'un district a défendu éloquemment son point de vue disant qu'il serait impensable de ne pas former de district bilingue à Montréal; c'était non seulement la ville la plus grande et la plus bilingue au Canada, mais c'était aussi un centre touristique international et cosmopolite.

709. Les six députés opposés à un district ont présenté une série de raisons. Quelques-uns ont prétendu que cette institution serait inutile parce qu'elle ne changerait rien à la situation; dans le passé, le gouvernement fédéral a dispensé ses services à Montréal en anglais et en français; il n'y a pas de doute qu'il va continuer de le faire à l'avenir, qu'il y ait district bilingue ou non. D'autres croyaient qu'il s'agissait avant tout de conserver le français à Montréal et qu'un district bilingue viendrait contrecarrer cet objectif. D'après un autre, Montréal est le symbole de la culture française et les Francophones verraient dans les districts bilingues une menace à la conservation de cette culture. D'accord avec cette assertion et soulignant que Montréal serait la seule grande ville au Canada à devenir district bilingue, un autre député nous a prévenus que la création d'un district provoquerait de la colère et de la discorde. Enfin, aux yeux d'un autre, Montréal devrait être dotée de services fédéraux bilingues de la même façon que les autres grands centres que l'on ne peut déclarer districts bilingues.

710. Mis à part leurs points de vue sur les districts bilingues, tous les députés se sont accordés pour reconnaître que le gouvernement fédéral doit continuer à fournir des services en anglais et en français à Montréal. Certains ont déclaré que, dans le Québec, la langue de travail de la Fonction publique devrait être en général le français.

Attitude du gouvernement québécois

711. Lorsque nous avons consulté les représentants du gouvernement du Québec, nous nous sommes fait dire qu'il appartenait à la province de régler les questions de politique linguistique dans les limites de sa juridiction. Selon le porte-parole du gouvernement, les besoins en matière de langues au Canada varient avec les diverses régions et une loi fédérale uniforme ne convient pas. C'est aux provinces à légiférer en première instance sur les problèmes linguistiques; ensuite les dispositions fédérales doivent se conformer aux exigences provinciales et régionales. Le gouvernement du Québec s'oppose à la création de districts bilingues dans la province, en particulier à Montréal. Selon lui, les districts bilingues ne sont pas nécessaires au Québec parce que la minorité y reçoit déjà des services satisfaisants dans sa propre langue. Un district bilingue créé dans une partie de Montréal ne ferait qu'accroître l'antipathie et les dissensions publiques. Toutefois, on nous a laissé l'impression que le gouvernement provincial était prêt à trouver, de concert avec le gouvernement fédéral, une formule qui sauvegarderait l'usage de la langue de la minorité.

Décisions

712. Après avoir réexaminé ces constatations et longuement débattu la question de la création d'un district bilingue à Montréal, le Conseil en est arrivé à prendre plusieurs décisions. Elles ne furent pas unanimes ni toujours appuyées au même degré; c'est pourquoi il serait peut-être utile de rappeler brièvement, tout en évitant les répétitions de détail, les points les plus importants qui ont influencé le Conseil.

713. Nous avons décidé presque à l'unanimité de ne pas proposer de district bilingue qui se confinerait à la partie ouest de l'île de Montréal. Nous avons déjà expliqué que, par suite de l'interpénétration des concentrations des groupes linguistiques officiels, il était difficile de découper un district bilingue satisfaisant dans cette région.³⁸ Nous savions aussi qu'un district fédéral établi dans ce secteur ne comprendrait pas un grand nombre de bureaux du gouvernement fédéral dans la région de Montréal.³⁹ Enfin, la plupart de nos membres ont écouté avec attention l'opinion très générale des gens que nous avons consultés pour qui ce serait une grave erreur de morceler Montréal en n'en choisissant qu'une partie pour y créer un district bilingue.⁴⁰

714. Néanmoins, certains de nos membres étaient en faveur de la création d'un district bilingue dans une autre région de Montréal, notamment l'île de Montréal, ou l'île de Montréal et l'île Jésus, ou toute la région métropolitaine de recensement de Montréal. La majorité des membres du Conseil s'est opposée à chacune de ces propositions.

715. Les membres qui favorisaient l'une ou l'autre de ces formules faisaient valoir que nous devrions recommander la création d'un district puisque chacune de ces régions renfermait une minorité importante allant bien au-delà du dix pour cent requis.⁴¹ Quelques-uns parmi eux avaient d'autres raisons à l'appui de leurs points de vue. Elles font l'objet des déclarations et des rapports minoritaires qui accompagnent notre Rapport.⁴²

716. En revanche, les membres du Conseil qui s'opposaient à la formation d'un district bilingue dans n'importe quelle partie de la région de Montréal obéissaient à plusieurs considérations sérieuses. Selon eux, dans certaines localités du Québec et du reste du Canada, il fallait établir des districts bilingues pour assurer que

la minorité jouisse de services fédéraux dans sa propre langue; mais, à Montréal, ces districts n'étaient pas nécessaires puisque de tout temps la minorité y avait reçu ces services et qu'elle continuerait sans aucun doute à les recevoir à l'avenir. Ainsi, un district bilingue ne changerait rien à la prestation de services à la minorité. Par contre, il pourrait avoir une influence adverse sur la situation du français à Montréal en augmentant la pression qui s'exerce déjà sur cette langue. La majorité des membres du Conseil a refusé de croire avantageux de provoquer un mal pour n'en retirer aucun bien.

717. À leurs yeux, il était également inacceptable de proposer un district bilingue à Montréal, la plus grande ville du Canada français tandis qu'il était impossible, à cause de groupes minoritaires inférieurs à dix pour cent, de faire la même recommandation dans le cas des grandes villes du Canada anglais. Ils croyaient que la Loi sur les langues officielles visait à assurer aux deux langues officielles un statut égal et qu'un district bilingue accentuerait la disparité qui existe déjà entre le français et l'anglais en traitant Montréal d'une façon différente de celle des autres grands centres urbains du Canada.

718. La majorité des membres du Conseil a donc décidé d'ajouter Montréal aux autres grands centres urbains auxquels nous proposons, dans nos recommandations supplémentaires, de fournir des services bilingues en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles.⁴³

719. Cette décision est conforme aux avis que nous avons reçus de presque tous les gens que nous avons consultés; la plupart s'opposaient à la formation d'un district bilingue à Montréal, mais ils étaient presque unanimes à vouloir que le gouvernement fédéral continue d'assurer ses services dans les deux langues officielles à Montréal.

720. Cette recommandation supplémentaire continuerait à résoudre les deux difficultés que nous avons rencontrées à découper un district bilingue dans une partie de Montréal et à faire face à la dispersion des bureaux fédéraux. Étant donné que le territoire auquel doit s'appliquer notre recommandation supplémentaire serait l'aire géographique la plus étendue que connaît Montréal, c'est-à-dire la région métropolitaine de recensement, cela veut dire que les services bilingues seraient assurés au plus grand nombre possible de citoyens par le plus grand nombre possible de bureaux fédéraux.

³⁸ Paragraphes 698-702, pp. 106-107.

³⁹ Paragraphe 704, p. 107.

⁴⁰ Paragraphe 703, p. 107.

⁴¹ On trouvera les chiffres voulus aux paragraphes 686-687, pp. 104-105, et à la note du renvoi 37, p. 105.

⁴² Partie IV, Déclarations et Rapport minoritaires.

⁴³ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1158, p. 176.

721. En fait, on pourrait croire que notre recommandation supplémentaire assurerait une gamme plus étendue de services bilingues que ne le ferait un district bilingue. Aux termes de l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles, le gouvernement fédéral n'est obligé de fournir des services que dans les bureaux principaux d'un district bilingue. Notre recommandation supplémentaire propose que l'État fédéral, aux termes des articles 9(2) et 10 de la Loi, assure des services bilingues dans les bureaux fédéraux quels qu'ils soient, qui sont au service du public et qui sont situés dans des centres urbains où le groupe minoritaire officiel compte au moins 5,000 personnes qui utilisent leur langue maternelle au foyer.

722. Il est vrai que les articles 9(2) et 10 mettent deux conditions à la prestation de services bilingues: il faut qu'on puisse les assurer et qu'il y ait demande importante; nous avons ajouté les mêmes réserves à notre recommandation; toutefois, nous croyons que dans le cas des grands centres urbains que nous avons identifiés selon le critère de la langue d'usage, le groupe minoritaire y est suffisamment nombreux pour créer une demande importante et, ainsi, assurer la prestation de services bilingues.⁴⁴

723. Nous sommes convaincus qu'à Montréal, il y aura une demande importante de ces services, car, parmi les centres urbains qui font partie de notre liste, c'est elle qui renferme le groupe le plus considérable de la minorité linguistique officielle utilisant sa langue au foyer. En 1971, la région métropolitaine de recensement de Montréal comptait 683,390 sujets dont l'anglais était la langue d'usage.

Nota

724. La majorité des membres du Conseil recommande donc que l'État fédéral fournisse ses services, pour autant que ce soit possible, dans les deux langues officielles, en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles dans tous ses bureaux situés dans la région métropolitaine de recensement de Montréal qui font affaire avec le public. Nous formulons la proposition complète dans nos Recommandations supplémentaires où nous présenterons également une description géostatistique ainsi qu'une carte de la région métropolitaine de recensement de Montréal.⁴⁵

⁴⁴ La liste des grands centres urbains et leur population minoritaire respective paraît à la 1^{re} Partie, paragraphes 195-199, pp. 30-31, et à la Partie III, paragraphe 1157, p. 176.

⁴⁵ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphe 1156, p. 176, et pp. 180-181.

(2) Sherbrooke

725. Nous avons déjà examiné à fond le cas de la ville de Sherbrooke lorsque nous avons envisagé la possibilité d'inclure diverses parties du comté de Sherbrooke dans le district bilingue proposé de Huntingdon—Compton.⁴⁶ Nous avons relevé à ce moment les faits géographiques pertinents et les données démographiques de la région; nous avons également rapporté les témoignages que le Conseil avait recueillis à la suite de ses visites à Sherbrooke et à Lennoxville.

726. Nous avons aussi exposé les raisons qui ont amené une forte majorité des membres du Conseil à recommander d'inclure la subdivision de recensement d'Ascot et de Lennoxville dans un district bilingue, soit Huntingdon—Compton, et à proposer d'autres moyens de fournir des services bilingues à Sherbrooke.⁴⁷

Nota

727. Nous ne croyons pas nécessaire de répéter ici les renseignements déjà donnés sur Sherbrooke. Notre seule intention est de présenter une liste complète des trois grands centres du Québec où notre première recommandation supplémentaire propose d'assurer des services bilingues fédéraux.

728. Cependant, il faudrait expliquer ici un point de vue technique. Lorsque nous avons rédigé notre première recommandation supplémentaire visant à assurer des services bilingues fédéraux dans certains grands centres en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles, nous avons conclu qu'il serait à propos que cette recommandation s'applique au territoire le plus étendu du centre urbain en cause, que l'on pourrait identifier selon les catégories utilisées par Statistique Canada. Pour la plupart des centres urbains visés par notre recommandation, le territoire le plus étendu était la région métropolitaine de recensement sauf pour Sherbrooke, où, cette catégorie ne s'appliquant pas, nous avons utilisé l'agglomération de recensement.⁴⁸

729. En 1971, l'agglomération de recensement de Sherbrooke comprenait la ville de Sherbrooke et Lennoxville. Comme nous l'avons expliqué précédemment, nous avons décidé d'inclure Lennoxville dans le district bilingue d'Huntingdon—Compton. Ainsi, pour ce qui est de Lennoxville, la recommandation portant sur la

⁴⁶ Partie II, paragraphes 654-669, pp. 101-103.

⁴⁷ Ces dispositions paraissent dans notre Recommandation supplémentaire numéro 1, Partie III, paragraphes 1156-1157, p. 176.

⁴⁸ 1^{re} Partie, paragraphes 195-197, pp. 30-31 et Partie III, paragraphes 1156-1157, p. 176, et pp. 192-193.

prestation de services bilingues fédéraux dans l'agglomération de recensement de Sherbrooke est superflue.

730. Nous aurions pu éviter ce double emploi en proposant que notre recommandation supplémentaire s'applique à la ville plutôt qu'à l'agglomération de recensement de Sherbrooke. Toutefois, ce cas s'est présenté dans plusieurs autres grands centres urbains et dans les capitales provinciales où nous voulions assurer des services bilingues à autant de résidents que possible. Dans tous ces cas nous ne désirions pas restreindre les territoires desservis et nous pensions que les secteurs retenus devaient être aussi semblables que possible; c'est pourquoi nous avons préféré l'agglomération de recensement de Sherbrooke à la ville de Sherbrooke. Quoi qu'il en soit, le double emploi causé par le choix de l'agglomération de recensement de Sherbrooke importe peu puisque Lennoxville étant située dans un district bilingue proposé se verra assurée des services bilingues fédéraux.

(3) Québec

731. Comme nous l'avons déjà noté, il n'était pas possible d'inclure la ville de Québec dans un district bilingue, puisque, en 1971, elle ne comptait que 6,330 citoyens de langue maternelle anglaise ou 3.4 pour cent d'une population totale de 186,085.⁴⁹ Cependant, la ville de Sillery, qui en réunissait 1,500, ou 10.8 de sa population, satisfaisait aux normes requises d'un district bilingue. Mais, comme nous l'avons expliqué, nous avons cru qu'il serait à peu près inutile d'en faire un district bilingue puisqu'il n'y avait guère de bureaux fédéraux.

732. Le comté de Québec renfermait plusieurs autres subdivisions de recensement qui, en 1971, comportaient des groupes anglophones d'au moins dix pour cent, mais qui, numériquement, étaient assez faibles. Ainsi, Saint-Gabriel-de-Valcartier comptait 680 Anglophones ou 37.5 pour cent; Saint-Gabriel-Ouest, 75 ou 60.0 pour cent, Stoneham & Tewkesbury 200, ou 11.8 pour cent; et la ville de Val-Saint-Michel 230 ou 11.2 pour cent. Ajoutons un territoire non municipalisé où vivaient cinq Anglophones ou 10.0 pour cent.

Visites et consultations

733. En vue d'apprécier la situation locale et d'obtenir l'opinion des résidents, un groupe de membres du Conseil a visité Québec et plusieurs localités des

environs, y compris Stoneham & Tewkesbury. Ils y ont tenu trois réunions, une avec un groupe à prédominance anglophone, une autre avec une délégation d'une association culturelle de langue française et la troisième avec un spécialiste des questions linguistiques.

Constatations

734. Le groupe en majorité anglophone comprenait une douzaine de citoyens dont la plupart avaient passé toute leur vie à Québec. Il s'y trouvait un certain nombre de personnages éminents appartenant à la communauté anglophone locale, représentant en particulier les domaines du bien-être social, de la culture et de la religion. Ils ont fait entendre quelques doléances touchant la prestation de services fédéraux en anglais, mais toutes de nature peu sérieuse. En général, les participants ont avoué qu'ils n'étaient au courant d'aucune difficulté grave à cet égard.

735. Certains nous ont dit que des Anglophones étaient préoccupés par des questions d'ordre linguistiques relevant de l'autorité provinciale, surtout en éducation. Ils ont souligné que les élèves de langue anglaise ne pouvaient continuer leurs études sur place au-delà du niveau secondaire. En conséquence, bien des jeunes avaient quitté la région pour aller poursuivre leur instruction ailleurs et n'étaient pas revenus. Cet exode avait sans aucun doute contribué au déclin lent mais substantiel des Anglophones à Québec. Au cours d'un siècle et demi, cette population était passée de 40 à moins de 4 pour cent.

736. En fait, de 1961 à 1971, les citoyens de langue maternelle anglaise de Québec avaient augmenté en nombre mais leur proportion avait diminué par suite de l'accroissement plus rapide de la population de langue maternelle française. Cette tendance s'était reproduite dans tout le comté de Québec durant la même période; malgré leur accroissement numérique, les Anglophones avaient baissé de 4.3 à 3.8 pour cent.

737. Quelques-uns des participants à notre réunion ont regretté la réduction des activités culturelles de langue anglaise à Québec; l'un d'entre eux a prétendu que des Anglophones avaient été victimes de discrimination lorsqu'ils avaient postulé des emplois. Un autre nous a appris qu'à une récente assemblée les Anglophones de Valcartier avaient fermement appuyé la création d'un district bilingue. Plusieurs participants de langue anglaise ont exprimé l'avis que les Anglophones devaient s'intégrer à la collectivité francophone majoritaire, contribuer à son progrès sans perdre leur identité de citoyens de langue anglaise du Québec.

⁴⁹ 1^{re} Partie, paragraphe 172, p. 27.

738. Notre rencontre avec une douzaine de membres du Conseil d'une association culturelle de langue française nous a révélé que si certains d'entre eux ne s'opposaient pas à l'idée des districts bilingues, conscients que ceux-ci étaient nécessaires aux minorités francophones hors du Québec, ils étaient tous grandement préoccupés de la survivance du français, même au Québec. Ils trouvaient qu'on n'avait pas assez bien expliqué au public la finalité et la nature des districts bilingues et qu'il en est résulté beaucoup d'incompréhensions et d'appréhensions à leur égard.

739. Ils s'entendaient généralement pour reconnaître que l'essentiel était de fournir les services aux endroits requis en anglais ou en français. On a avancé que si la Fonction publique fédérale au Québec devait travailler surtout en français tout en fournissant ses services en anglais où cela était nécessaire, il y aurait moins d'opposition aux districts bilingues. Enfin, d'après l'un de nos interlocuteurs, il serait peut-être sage d'envisager la création de districts bilingues d'une façon échelonnée plutôt que massive, suivant un ordre de priorité fondé sur les besoins.

740. Nous avons constaté que le spécialiste en questions linguistiques partageait un certain nombre de points de vue déjà exprimés. Lui aussi s'est montré convaincu que la survivance du français était réellement menacée au Québec. À son avis, le danger serait amoindri si la langue de travail de la Fonction publique fédérale au Québec était surtout le français. Tout en reconnaissant la nécessité qu'il y avait de continuer d'assurer, au besoin, les services en anglais, il s'est dit opposé à la création de districts bilingues qui, à ses yeux, étaient susceptibles d'accroître la pression exercée contre le français et d'en restreindre davantage l'usage.

Décisions

741. Nous avons déjà remarqué que le Conseil n'a pu recommander l'établissement d'un district bilingue à Québec parce que, en 1971, la population de langue anglaise n'atteignait que 3.4 pour cent.

742. Après avoir repassé les données pertinentes et les témoignages entendus au cours de nos consultations, nous avons décidé, par une forte majorité, de ne

proposer la création de districts bilingues dans aucune des subdivisions de recensement admissibles du comté de Québec, c'est-à-dire Saint-Gabriel-de-Valcartier, Saint-Gabriel-Ouest, Stoneham & Tewkesbury, Sillery, Val-Saint-Michel et le territoire non municipalisé. La population de ces localités était vraiment faible⁵⁰ et ces petits îlots étaient trop dispersés pour être réunis en une seule région. De plus il n'y avait guère de bureaux fédéraux dans aucun de ces endroits. Enfin, la recommandation qui suit assurerait des services bilingues dans la plupart des bureaux à leur disposition.

Nota

743. Vu qu'en 1971 la région métropolitaine de recensement de Québec comptait 16,955 citoyens dont la langue d'usage était l'anglais, elle répondait aux normes des grands centres urbains auxquels nous voulions assurer des services bilingues fédéraux en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles.⁵¹ Il vaut sans doute la peine de répéter que, même si la région métropolitaine de recensement de Québec n'était pas admissible selon les termes des présentes dispositions, elle l'aurait été au titre de capitale provinciale, catégorie qui fera l'objet d'une recommandation semblable en ce qui a trait aux services bilingues.⁵²

744. Nous présenterons dans la Partie III de notre Rapport les éléments géostatistiques et une carte de la région métropolitaine de recensement de Québec.⁵³ Ici nous nous contenterons de noter qu'en 1971 ce territoire renfermait trois des six subdivisions de recensement du comté de Québec que nous avons décidé de ne pas inclure dans un district bilingue. Il s'agissait de Saint-Gabriel-de-Valcartier, de Sillery et de Val-Saint-Michel qui réunissaient 2,410 résidents de langue maternelle anglaise. D'autre part, ces trois subdivisions de recensement ne faisant pas partie de la région métropolitaine de Québec ne comptaient que 280 citoyens de langue maternelle anglaise. Ainsi, bien que nous n'ayons proposé la création de districts bilingues dans aucune de ces six subdivisions de recensement, plus de 89 pour cent de la minorité qui y demeurerait jouissait de services bilingues fédéraux grâce à notre recommandation supplémentaire touchant la ville de Québec.

⁵⁰ Voir les statistiques détaillées aux paragraphes 731-732, p. 110.

⁵¹ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

⁵² *Ibid*, Recommandation supplémentaire numéro 2, paragraphes 1159-1160, p. 176.

⁵³ *Ibid*, Recommandations supplémentaires, pp. 182-183.

L'Ontario

Introduction

745. La reconnaissance juridique du français et de l'anglais en Ontario a de longtemps précédé la Loi sur les langues officielles de 1969. Des documents législatifs ont sanctionné l'existence du bilinguisme avant l'établissement de la province.

746. L'Acte constitutionnel de 1791 qui séparait l'Ontario du Québec, loin d'avoir isolé le groupe français de la nouvelle province, a renforcé sa position. L'un des premiers décrets qu'a émis le gouvernement du Haut-Canada, réuni à Newark, comportait une disposition visant à protéger les citoyens de langue française. Le Journal de l'Assemblée législative du Haut-Canada mentionne que: «Toutes les lois que la législature de cette province a votées ou votera par la suite seront traduites en français à l'intention des habitants de la partie occidentale de la province et des autres colons français qui pourraient élire domicile dans la province.»

747. En 1841, le gouvernement de la nouvelle colonie unie du Canada, à sa première session tenue à Kingston, alla même plus loin en déclarant le français et l'anglais langues officielles.

748. Dans les écoles, l'enseignement du français a longtemps été accepté. L'un des documents le plus éloquent à cet égard est une lettre adressée en 1857 par le ministre de l'Éducation aux commissaires d'écoles de Charlottenburg, dans le comté de Glengarry: «J'ai l'honneur de déclarer que le français étant une langue reconnue au pays tout autant que l'anglais, il est parfaitement juste et équitable que les commissaires autorisent l'enseignement de ces deux langues dans les écoles aux enfants dont les parents souhaitent cet état de choses . . .»

749. Le Rapport de la Commission Merchant-Scott-Côté, en 1927, reconnaissait les droits dont jouissaient

les premiers colons et les premiers missionnaires et recommandait l'acceptation de certaines différences linguistiques et culturelles.

750. Même l'Église catholique, à l'époque du Règlement XVII, encourageait tous les clercs à devenir bilingues. En 1916, en effet, le Pape Benoît XI écrivait aux évêques du Canada: «Nous exhortons tous les prêtres engagés dans le saint ministère à mieux connaître et utiliser les deux langues et, laissant de côté tout motif de rivalité, à adopter l'une ou l'autre selon les besoins des fidèles . . .»

751. Les ordres religieux d'expression française tels que les Oblats et les Jésuites, les Sœurs et les Frères ont tous apporté une contribution importante au bien-être moral et matériel de la population, notamment dans le domaine de l'enseignement à tous les niveaux.

752. Dans la plupart des régions la minorité française est aujourd'hui mieux organisée que jamais; elle possède ses clubs sociaux, ses enseignants, ses associations masculines et féminines, etc. Il existe, en Ontario, une longue tradition de reconnaissance des deux langues officielles par les autorités provinciales et municipales qu'ont soulignée, voire appliquée volontiers les trois derniers Premiers ministres de la province: MM. Leslie Frost, John Robarts et William Davis. Dans une déclaration qu'il faisait à la législature, en mai 1971, l'honorable William Davis affirmait que son gouvernement allait «continuer la politique générale et le programme qu'avait établis son prédécesseur, que son gouvernement «acceptait d'assurer, partout où cela était faisable, des services publics en français aussi bien qu'en anglais . . .» En 1969, à la deuxième Conférence constitutionnelle, il proposait que «tous les parents canadiens devraient pouvoir, pour des raisons d'équité, (et dans tout le Canada) faire instruire leurs enfants dans l'une ou l'autre langue officielle ou dans les deux à la fois».

753. L'accord culturel signé en 1969 entre l'Ontario et le Québec stipule que:

(1) Nous allons assurer, dans les limites de notre compétence et dans la mesure du possible, des services publics en français et en anglais;

(2) Nous allons assurer, dans la mesure du possible, l'enseignement aux élèves des minorités francophone et anglophone dans leur langue respective...

754. Le gouvernement de l'Ontario a identifié des concentrations de groupes francophones dans les comtés ou districts de Stormont, Glengarry, Prescott, Russell, Ottawa-Carleton, Nipissing, Timiskaming, Welland et dans certaines parties des comtés d'Essex et de Renfrew. Il a doté ses bureaux de personnel bilingue; il existe déjà des services de traduction; il a aidé les municipalités à améliorer leurs services; le ministère de la Justice s'efforce d'élargir la prestation des services bilingues oraux et écrits; il assure des moyens d'apprentissage et, à la législature, «tous les députés... ont droit... d'utiliser l'une des deux langues officielles du Canada».

755. Au niveau de l'enseignement secondaire, on a fondé 38 écoles bilingues dont 23 offrent un programme complet en français.

756. En terminant la déclaration qu'il faisait en 1971 sur le programme de bilinguisme du gouvernement ontarien, le Premier ministre Davis disait: «L'Ontario s'est fermement engagée envers le programme de bilinguisme, au nom de l'équité à l'égard de nos propres citoyens et à titre de contribution à la solidité présente et future du Canada».

757. Même si le gouvernement actuel n'est pas prêt à créer des districts bilingues qui correspondraient à des régions géographiques définies, le Conseil a confiance que la province assurera des services bilingues partout où cela est possible et utile.

Régions admissibles mais non recommandées

758. Presque toutes les divisions et les subdivisions de recensement de l'Ontario qui, en 1971, renfermaient une population de langue maternelle française équivalant à au moins dix pour cent de la population totale font partie de l'un ou l'autre des districts bilingues que le Conseil propose de créer. Les exceptions se rangent en deux catégories. La première comporte une division de recensement qui est située dans la Région de la Capitale nationale. La deuxième consiste en un certain nombre de subdivisions de recensement si petites ou si dispersées que nous ne pouvions en faire un district bilingue particulier ni les inclure dans un district bilingue proposé.

(1) Région de la Capitale nationale

759. En 1971, la division de recensement connue sous le nom de Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton⁵⁴ comptait une population francophone minoritaire de 97,975 âmes, ou 20.8 pour cent de la population totale. Ainsi, cette division de recensement répondait aux normes d'un district bilingue. Toutefois, le Conseil ne pouvait ni ne devait y proposer la création d'un district bilingue car presque tout ce territoire faisait déjà partie de la Région de la Capitale nationale et l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles oblige le gouvernement fédéral et ses organismes à fournir leurs services en anglais et en français dans cette région, indépendamment de toutes mesures proposées par un Conseil consultatif des districts bilingues. La petite parcelle de la division de recensement d'Ottawa-Carleton qui reste en dehors de la région de la Capitale nationale sera incluse dans le district bilingue voisin de Cornwall—Hawkesbury que nous allons proposer un peu plus loin dans notre Rapport.⁵⁵

(2) Localités exiguës ou dispersées

760. Nous avons laissé de côté, en tout ou en partie, six subdivisions de recensement parce que, même si chacune d'elles avait une minorité francophone d'au moins dix pour cent, elles restaient numériquement faibles. Quelques-unes de ces subdivisions étaient si dispersées qu'il était impossible de les rattacher à un district bilingue envisagé. Au surplus, vu la dispersion de la population de ces territoires, il semblait fort probable que les services fédéraux n'y fussent pas très nombreux.

761. Voici une liste de ces subdivisions de recensement avec, entre parenthèses, le total de leur population de langue française en 1971, ainsi que la division à laquelle elles appartiennent: une partie de la subdivision de recensement de Winchester (35) dans le comté de Dundas, la subdivision de recensement de la baie Georgienne (260) dans la municipalité de district de Muskoka, les subdivisions de recensement de Dilke (105) et de Worthington (15) dans le district territorial de Rainy River ainsi que les subdivisions de recensement de Westmeath (190) et de Braeside (65) dans le comté de Renfrew.

⁵⁴ En 1971, l'Ontario renfermait 54 divisions de recensement dont 39 correspondaient à des comtés, 10 à des districts territoriaux, trois à des municipalités régionales, une à une municipalité métropolitaine et une à une municipalité de district.

⁵⁵ Paragraphes 762-785, pp. 115-118.



PROVINCE OF
ONTARIO (SOUTH PART)
 FEDERAL BILINGUAL DISTRICTS

LEGEND
 District Recommended

PROVINCE
D'ONTARIO (PARTIE SUD)
 DISTRICTS BILINGUES FÉDÉRAUX

LÉGENDE
 District Recommandé



Établie par la Direction des levés et de la Cartographie, Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

Districts bilingues recommandés en Ontario

1. Cornwall—Hawkesbury

a. description

le district bilingue de Cornwall—Hawkesbury se compose des secteurs de dénombrement (S.D.) n° 260, 261 et 262 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n° 569 (Stormont—Dundas), dans la division de recensement de Dundas; de la division de recensement de Glengarry; en tout ou en partie, des secteurs de dénombrement n° 157, 159 et 160 de la circonscription électorale fédérale n° 516 (Grenville—Carleton), et des secteurs de dénombrement n° 001, 002 et 003 de la circonscription électorale fédérale n° 546 (Ottawa—Carleton), dans la division de recensement d'Ottawa—Carleton; de la division de recensement de Prescott; des subdivisions de recensement de Cambridge et Clarence, de la ville de Rockland, du village de Casselman, et, en tout ou en partie, des secteurs de dénombrement n° 212, 215 et 216 de la circonscription électorale fédérale n° 514 (Glengarry—Prescott—Russell), dans la division de recensement de Russell; des subdivisions de recensement de Cornwall, Finch et Roxborough, de la ville de Cornwall, et du village de Finch, dans la division de recensement de Stormont.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Dundas, division (part.)			
C.E. S.D.			
569 260.....	470	55	11.7
569 261.....	510	50	9.8
569 262.....	465	185	39.8
Glengarry, division.....	18,480	8,165	44.2
Ottawa—Carleton, division (part.)			
C.E. S.D.			
516 157 (part.).....	630	30	4.8
516 159 (part.).....	520	15	2.9
516 160 (part.).....	555	110	19.8
546 001 (part.).....	700	450	64.3
546 002.....	190	100	52.6
546 003 (part.).....	1,465	495	33.8
Prescott, division.....	27,830	22,595	81.2

division—subdivision	total	français	pourcentage
Russell, division (part.)			
subdivisions			
Cambridge.....	2,555	2,375	93.0
Clarence.....	4,590	3,955	86.2
ville			
Rockland.....	3,650	3,200	87.7
village			
Casselman.....	1,335	1,245	93.3
C.E. S.D.			
514 212 (part.).....	610	550	90.2
514 215 (part.).....	455	425	93.4
514 216 (part.).....	430	150	34.9
Stormont, division (part.)			
subdivisions			
Cornwall.....	4,540	620	13.7
Finch.....	2,295	860	37.5
Roxborough.....	2,940	840	28.6
cité			
Cornwall.....	47,120	18,165	38.6
village			
Finch.....	395	25	6.3
total.....	122,730	64,660	52.7

Nota: Pour tout secteur de dénombrement, entier ou fractionné, situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Cornwall—Hawkesbury est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Glengarry—Prescott—Russell, Grenville—Carleton, Ottawa—Carleton et Stormont—Dundas; il est situé dans la circonscription électorale provinciale de Glengarry et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Carleton East, Grenville—Dundas, Prescott et Russell, et Stormont.

Précisions

762. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend toutes les divisions de recensement de Glengarry et de Prescott, la plus grande partie des divisions de recensement de Russell et de Stormont, ainsi qu'une parcelle de chacune des divisions de recensement de Dundas et d'Ottawa—Carleton. Ainsi découpé, le district bilingue envisagé forme une région compacte qui couvre l'extrémité orientale de l'Ontario entre l'Ontario et le Saint-Laurent, à l'est de la Région de la Capitale nationale à laquelle il est contigu.

763. La concentration extrêmement forte de résidents de langue française dans cette partie de la province remonte à plusieurs années. En 1971, le territoire

découpé par le Conseil renfermait une population totale de 122,730 habitants dont 64,660, ou 52.7 pour cent étaient francophones. Étant donné que la minorité linguistique officielle de la province devenait la majorité dans cette région, le Conseil n'a pas éprouvé de difficulté à décider d'y recommander la création d'un district bilingue. Néanmoins, il restait un certain nombre de problèmes à résoudre touchant la détermination des limites occidentales de ce territoire. Ainsi, bien qu'on puisse décrire très succinctement la plupart des éléments du district envisagé, il faut encore en expliquer quelques-uns plus en détail.

Glengarry

764. Située sur le Saint-Laurent à l'extrémité orientale de l'Ontario au point de rencontre de cette province avec le Québec, la division de recensement de Glengarry comptait, en 1971, une minorité francophone de 8,165 habitants, soit 44.2 pour cent de la population totale. Ce groupe était suffisamment dispersé pour que chaque subdivision du comté justifie d'une minorité qui dépassait de beaucoup le dix pour cent. Il est vrai que ce comté à prédominance rurale n'est guère pourvu de bureaux fédéraux, mais l'importance numérique et proportionnelle de la minorité était telle que le Conseil n'a eu aucune hésitation à recommander que toute la division de recensement fasse partie d'un district bilingue.

Prescott

765. La division de recensement de Prescott, qui correspond au comté du même nom, est située au nord du comté de Glengarry. En 1971, la minorité linguistique officielle y était beaucoup plus importante du point de vue numérique et proportionnel que dans le comté de Glengarry. De fait, le groupe de langue maternelle française du comté de Prescott était si considérable qu'il formait une majorité assez impressionnante puisque ses 22,595 citoyens constituaient 81.2 pour cent de la population totale. Prescott était l'une des deux divisions de recensement en Ontario à avoir une majorité francophone en 1971. Ainsi, en réalité, ce sont les Anglophones qui étaient la minorité linguistique officielle de ce comté. Ils s'élevaient à 4,910 âmes ou 17.6 pour cent de la population.

766. Même si le centre urbain principal du comté de Prescott, la ville de Hawkesbury, avait une population presque trois fois plus considérable que celle du centre urbain le plus peuplé de Glengarry, les bureaux fédéraux y étaient assez peu nombreux; cependant, parce que le soi-disant groupe minoritaire avait une

majorité écrasante et qu'il se répartissait uniformément dans toutes les subdivisions de recensement du comté, le Conseil a vite fait de décider d'inclure la division de recensement complète de Prescott dans un district bilingue.

Russell

767. Sise juste à l'ouest de Prescott, la division de recensement de Russell qui embrasse tout le comté de Russell est l'autre division de recensement de l'Ontario qui avait une majorité de Francophones en 1971. Moins nombreux que dans Prescott, ils atteignaient quand même un pourcentage plus élevé. En 1971, le comté de Russell comptait 13,645 habitants de langue maternelle française ou 83.8 pour cent de la population totale. Le groupe de langue maternelle anglaise s'élevait à 2,435 âmes, ou 15.0 pour cent de la population totale.

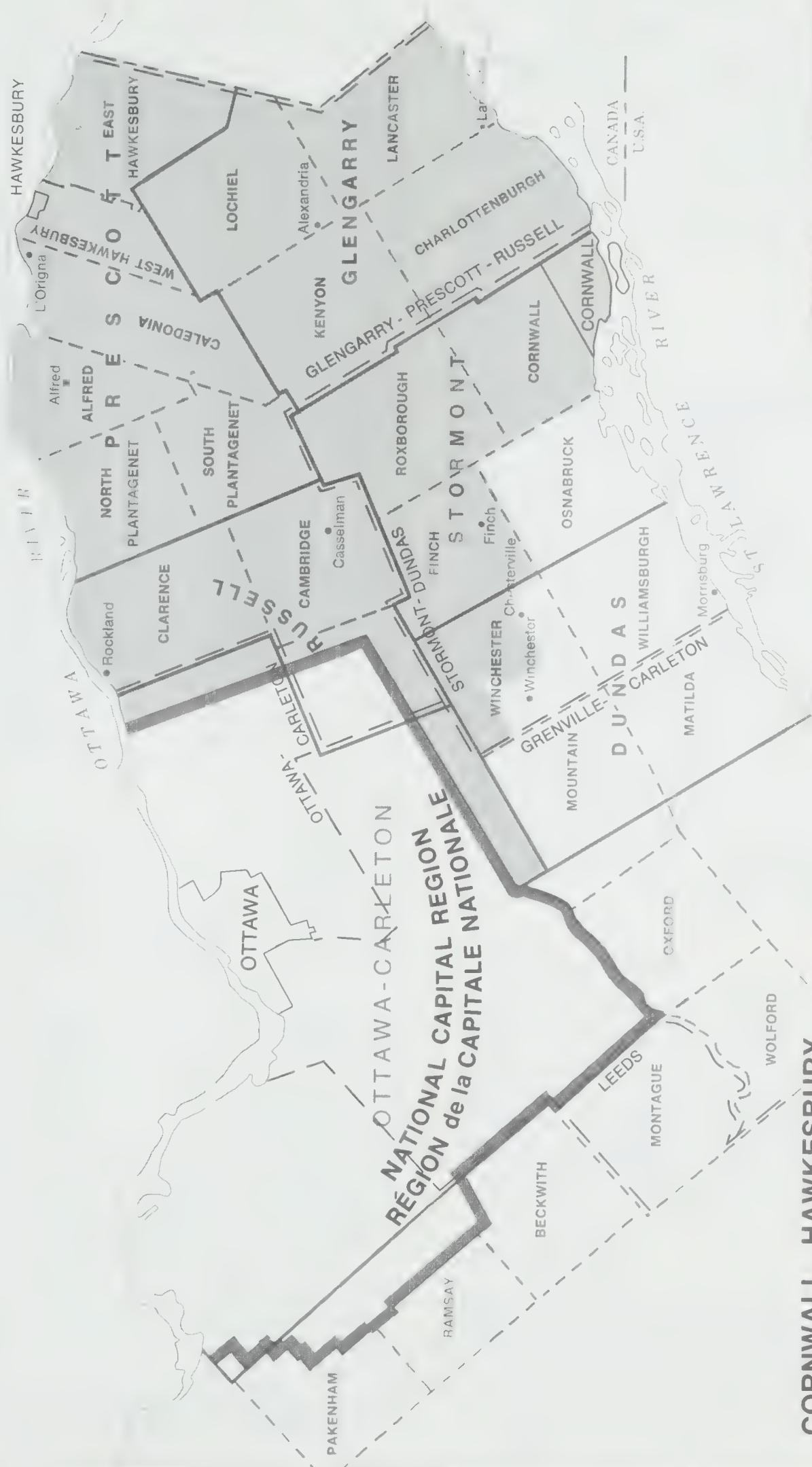
768. Le Conseil n'a pu recommander que toute la division de recensement de Russell fasse partie d'un district bilingue puisque le secteur ouest qui appartenait à la subdivision de recensement de Russell était situé dans la Région de la Capitale nationale et, par conséquent, échappait à notre compétence. Toutefois, nous n'avons pas hésité à inclure le reste du comté dans le district bilingue. Les bureaux fédéraux y étaient rares mais la population de langue maternelle française se répartissait assez abondamment dans toute la subdivision de recensement.

769. Nous proposons donc que toutes les parties de la division de recensement de Russell qui n'appartenaient pas à la Région de la Capitale nationale en 1971 soient comprises dans le district bilingue envisagé. Nous les avons identifiées dans la description géostatistique de la division de recensement de Russell fournie précédemment.⁵⁶ Cette description renferme certains secteurs de dénombrement qu'il nous fallait inclure pour que ce segment de la limite du district bilingue recommandé soit contigu à la frontière de la Région de la Capitale nationale. En 1971, le nombre total de Francophones vivant dans cette partie du centre de Russell que nous proposons d'inclure dans un district bilingue s'élevait à 11,900, soit 87.3 pour cent de la population totale de ce territoire.

Stormont

770. La division de recensement de Stormont, qui s'identifie avec le comté du même nom, est située juste

⁵⁶ Sections a) et b), p. 115.



CORNWALL - HAWKESBURY

Federal Bilingual District
LEGENDE

- District Recommended
- National Capital Region (Ontario)
- Federal Electoral District
- Census Division
- Census Subdivision

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

CORNWALL - HAWKESBURY

District bilingual fédéral
LEGENDE

- District recommandé
- Région de la capitale nationale (Ontario)
- Circonscription électorale fédérale
- Division de recensement
- Subdivision de recensement

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada.

ONTARIO



ÉCHELLE EN MILLES

au sud du comté de Russell. En 1971, Stormont comptait une minorité francophone de 20,605 sujets ou 33.6 pour cent de la population totale.

771. Ainsi, nous aurions pu inclure tout le comté dans un district bilingue. Néanmoins, la minorité de langue maternelle française ne se répartissait pas uniformément à travers les subdivisions de recensement qui constituaient le comté. L'une d'entre elles en particulier, soit Osnabruck, ne comptait que 100 Francophones en 1971, soit exactement 3.0 pour cent de la population totale. Vu qu'Osnabruck occupe le coin sud-ouest de Stormont à la limite de ce que pouvait être un district bilingue, il a été possible de laisser ce secteur de côté sans interrompre la continuité du district. Il n'y avait guère de bureaux fédéraux dans Osnabruck, car c'est une région à prédominance rurale; les bureaux fédéraux sont situés dans la Région de la Capitale nationale ou dans la ville voisine de Cornwall qui appartient à Stormont et qui fait partie du district proposé.

772. Nous avons donc décidé de laisser de côté la subdivision de recensement d'Osnabruck mais de tenir compte du reste de la division de recensement de Stormont, à l'exception d'une réserve indienne qui ne comptait que cinq Francophones. En 1971, le groupe de langue maternelle française compris dans la partie retenue de Stormont s'élevait à 20,505 citoyens ou 35.8 pour cent de la population totale de ce territoire.

Dundas

773. La division de recensement de Dundas qui coïncide avec le comté du même nom est sise juste à l'ouest du comté de Stormont. En 1971, Dundas ne comptait que 655 Francophones, soit 3.8 pour cent de la population totale du comté.

774. Cependant, presque la moitié de ce groupe était concentrée dans une subdivision de recensement rurale, celle de Winchester qui réunissait 325 habitants de langue maternelle française ou 11.5 pour cent de la population. Étant donné que c'était la seule subdivision de recensement du comté qui avait une minorité d'au moins dix pour cent et qu'elle était contiguë au comté de Stormont, il nous a semblé possible d'en proposer l'inclusion dans le district bilingue envisagé.

775. Toutefois, cette mesure s'est révélée impossible puisque le village de Winchester situé à l'intérieur de cette subdivision de recensement ne comptait que quelques Francophones dans sa partie sud, soit seulement 15 ou 1.0 pour cent, tandis que le secteur sud n'en ajoutait que 35 autres. À cause de ce nombre restreint

nous avons décidé de ne pas inclure le village de Winchester ni la partie sud de la subdivision de recensement dans le district bilingue envisagé.

776. Pour identifier les parties de la subdivision de Winchester que nous voulions annexer au district nous avons dû recourir à des secteurs de dénombrement; nous les avons indiqués dans la description géostatistique de la division de Dundas fournie précédemment.⁵⁷ Les parties du comté de Dundas incluses dans le district bilingue réunissaient 290 Francophones, soit 20.1 pour cent de la population de ces secteurs respectifs.

Ottawa-Carleton

777. La division de recensement d'Ottawa-Carleton, qui correspond à la municipalité du même nom, est sise juste au nord du comté de Dundas. Comme nous l'avons expliqué précédemment presque toute la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton faisait partie de la Région de la Capitale nationale en 1971 et elle jouissait donc des services fédéraux bilingues sans intervention de la part du Conseil.⁵⁸

778. Néanmoins, il restait une parcelle de la municipalité régionale qui s'étendait au-delà de la Région de la Capitale nationale à l'endroit où la limite de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton rencontre la frontière nord du comté de Dundas et la frontière ouest du comté de Russell. Pour que le district bilingue proposé soit contigu à la Région de la Capitale nationale il nous faudrait inclure ces bandes de territoire. D'un autre côté, nous nous sommes demandé s'il valait la peine d'ajouter des lisières aussi minces.

Visite et consultations

779. Pour évaluer la situation de façon aussi juste que possible, plusieurs représentants du Conseil ont visité la région et tenu des réunions dans les villages de Winchester, de Crysler et de Marionville. Des Francophones et des Anglophones, quelques édiles et fonctionnaires municipaux ainsi que plusieurs dirigeants communautaires ont participé à ces rencontres.

Constatations

780. Tous nous ont conseillé de laisser de côté le village de Winchester et la partie sud de la subdivision de Winchester vu que ce territoire comptait si peu de

⁵⁷ Sections a) et b), p. 115.

⁵⁸ Paragraphe 759, p. 114.

Francophones. Comme nous l'avons déjà noté, nous avons suivi ces avis.⁵⁹

781. D'autre part, les témoignages que nous avons entendus et les observations que nous avons faites sur les lieux indiquaient que la présence française était assez vivante à Crysler et à Marionville. Il semblait donc approprié de les inclure tous les deux dans un district bilingue. Vu que Crysler faisait partie de la subdivision de recensement de Finch dans le comté de Stormont que nous pensions inclure dans le district bilingue envisagé,⁶⁰ nous n'avions plus à nous en occuper.

782. Marionville était située sur la bande étroite du territoire de la municipalité d'Ottawa-Carleton qui sépare la Région de la Capitale nationale et le comté de Dundas. L'examen des données linguistiques applicables à cette région nous a révélé qu'en 1971 ce secteur comptait 1,200 résidents de langue maternelle française, soit 29.6 pour cent de la population totale. Le Conseil a donc décidé d'inclure cette petite bande de territoire, ainsi que la bande de territoire sise entre le comté de Russell et la Région de la Capitale nationale, dans le district bilingue proposé. Pour en bien découper les limites nous avons dû identifier les secteurs de dénombrement qui s'y trouvaient. Nous les avons indiqués dans la description géostatistique du district bilingue proposé.⁶¹

Conclusion

783. Étant donné tous les facteurs énumérés ci-dessus, le Conseil n'a pas hésité à recommander de former un district bilingue groupant les divisions et les subdivisions de recensement ainsi que les secteurs de dénombrement énumérés ci-dessus.

784. Le Premier Conseil avait proposé la création d'un certain nombre de districts bilingues plus petits correspondant aux divisions de recensement totales ou partielles; mais la région plus vaste que le Deuxième Conseil recommande est presque identique à la superficie totale des districts bilingues moins étendus que proposait le Premier Conseil. Lorsque nous avons rencontré les représentants du gouvernement de l'Ontario, ils nous ont dit qu'ils n'étaient pas en faveur de l'idée de découper des districts bien précis et qu'ils préféraient dispenser les services bilingues provinciaux d'une façon pratique et selon la demande. Toutefois, ils ne faisaient valoir qu'une objection de principe contre le district fédéral proposé de Cornwall—Hawkes-

bury ou les autres districts ontariens que nous allons recommander par la suite.

Recommandation

785. Le Conseil recommande donc à l'unanimité l'établissement d'un district bilingue, appelé Cornwall—Hawkesbury, qui comprend la totalité ou une partie des divisions de recensement déjà énumérées.

2. Laurentien

a. description

Le district bilingue Laurentien se compose de la division de recensement d'Algoma; de la division de recensement de Cochrane; des subdivisions de recensement de Bonfield, Caldwell, Calvin, Cameron D.A., Chisholm, Ferris East, Field, Mattawan, Papineau, Springer et Temagami D.A., de la cité de North Bay, des villes de Bonfield, Cache Bay, Mattawa et Sturgeon Falls, des secteurs de dénombrement (S.D.) n^{os} 017, 018, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213 et 214 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n^o 541 (Nipissing), du secteur de dénombrement n^o 201 de la circonscription électorale fédérale n^o 559 (Renfrew-Nord—Nipissing-Est), et du secteur de dénombrement n^o 003 de la circonscription électorale fédérale n^o 572 (Timiskaming), dans la division de recensement de Nipissing; de la subdivision de recensement de Himsforth North, dans la division de recensement de Parry Sound; des subdivisions de recensement de Head Clara & Maria, Pembroke, Petawawa, et Rolph Buchanan Wylie & McKay, de la cité de Pembroke, de la ville de Deep River, et des villages de Chalk River et Petawawa, dans la division de recensement de Renfrew; de la division de recensement de Sudbury; des subdivisions de recensement de Beardmore D.A., Longlac, Manitouwadge D.A., Marathon, Nakina D.A., Nipigon, Red Rock D.A., Schreiber et Terrace Bay, de la cité de Thunder Bay et de la ville de Geraldton, des secteurs de dénombrement n^{os} 001, 002 et 003 de la circonscription électorale fédérale n^o 557 (Port Arthur), et des secteurs de dénombrement n^{os} 020, 021, 022, 023, 029, 030, 031, 032, 068, 070, 071, 072, 073, 074, 075, 076, 077, 079, 080 et 081 de la circonscription électorale fédérale n^o 571 (Thunder Bay), dans la division de recensement de Thunder Bay; et de la division de recensement de Timiskaming.

⁵⁹ Paragraphe 775, p. 117.

⁶⁰ Paragraphe 772, p. 117.

⁶¹ Sections a) et b), p. 115.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	français	pourcentage
Algoma, division.....	121,940	12,500	10.2
Cochrane, division.....	95,840	47,100	49.1
Nipissing, division (part.) subdivisions			
Bonfield.....	965	575	59.6
Caldwell.....	1,860	1,730	93.0
Calvin.....	500	105	21.0
Cameron, D.A.....	140	45	32.1
Chisholm.....	895	365	40.8
Ferris, East.....	2,480	1,340	54.0
Field.....	895	845	94.4
Mattawan.....	85	10	11.8
Papineau.....	655	310	47.3
Springer.....	2,045	1,495	73.1
Temagami, D.A.....	1,425	250	17.5
cité			
North Bay.....	49,185	8,530	17.3
villes			
Bonfield.....	695	555	79.9
Cache Bay.....	725	475	65.5
Mattawa.....	2,880	1,560	54.2
Sturgeon Falls.....	6,660	5,025	75.4
C.E. S.D.			
541 017.....	300	80	26.7
541 018.....	500	415	83.5
541 204.....	55	—	—
541 205.....	725	45	6.2
541 206.....	710	410	57.7
541 207.....	100	60	60.0
541 208.....	320	35	10.9
541 209.....	145	125	86.2
541 210.....	575	515	89.6
541 211.....	500	295	59.0
541 212.....	420	385	91.7
541 213.....	5	—	—
541 214.....	50	10	20.0
559 201.....	360	255	70.8
572 003.....	120	5	4.2
Parry Sound, division (part.) subdivision			
Himsworth, North...	2,245	275	12.2
Renfrew, division (part.) subdivisions			
Head, Clara & Maria.....	475	65	13.7
Pembroke.....	1,160	80	6.9
Petawawa.....	8,505	345	4.1
Rolph, Buchanan, Wylie & McKay....	2,065	235	11.4
cité			
Pembroke.....	16,545	1,680	10.2
ville			
Deep River.....	5,670	240	4.2
villages			
Chalk River.....	1,095	100	9.1
Petawawa.....	5,785	235	4.1
Sudbury, division.....	198,080	63,895	32.3

division — subdivision	total	français	pourcentage
Thunder Bay, division (part.) subdivisions			
Beardmore, D.A.....	805	170	21.1
Longlac.....	1,480	625	42.2
Manitouwadge, D.A.	3,340	630	18.9
Marathon.....	2,455	315	12.8
Nakina, D.A.....	665	70	10.5
Nipigon.....	2,640	190	7.2
Red Rock, D.A.....	1,890	195	10.3
Schreiber.....	2,090	145	6.9
Terrace Bay.....	1,860	105	5.6
cité			
Thunder Bay.....	108,415	2,350	2.2
ville			
Geraldton.....	3,175	810	25.5
C.E. S.D.			
557 001.....	435	15	3.4
557 002.....	310	—	—
557 003.....	550	20	3.6
571 020.....	175	35	20.0
571 021.....	805	175	21.7
571 022.....	15	5	33.3
571 023.....	390	60	15.4
571 029.....	250	—	—
571 030.....	260	—	—
571 031.....	60	—	—
571 032.....	375	—	—
571 068.....	505	35	6.9
571 070.....	—	—	—
571 071.....	45	5	11.1
571 072.....	150	5	3.3
571 073.....	20	5	25.0
571 074.....	335	40	11.9
571 075.....	185	5	2.7
571 076.....	120	5	4.2
571 077.....	370	70	18.9
571 079.....	20	—	—
571 080.....	200	—	—
571 081.....	95	—	—
Timiskaming, division.....	46,485	12,975	27.9
total.....	717,350	171,660	23.9

Nota: Pour tout secteur de dénombrement, entier ou fractionné, situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue Laurentien est situé dans les circonscriptions électorales fédérales de Nipissing, Sault-Sainte-Marie, Sudbury, Timmins, et Timiskaming, et dans une partie des circonscriptions électorales fédérales d'Algoma, Cochrane, Fort William, Nickel Belt, Parry Sound—Muskoka, Port Arthur, Renfrew-Nord—Nipissing-Est et Thunder Bay; il est situé dans les circonscriptions électorales provinciales d'Algoma,

Cochrane South, Nickel Belt, Nipissing, Sault-Sainte-Marie, Sudbury, Sudbury East et Timiskaming, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales d'Algoma—Manitoulin, Cochrane North, Fort William, Parry Sound, Port Arthur, Renfrew North et Thunder Bay.

Précisions

786. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend les divisions de recensement complètes d'Algoma, de Cochrane, de Sudbury, de Timiskaming et des parties des divisions de recensement de Nipissing, de Parry Sound, de Renfrew et de Thunder Bay. Ce district bilingue, formé de tous ces éléments et appelé District laurentien par le Conseil, occupe le secteur oriental et central du Nord de l'Ontario entre la frontière du Québec à l'est, la baie de James au nord, le lac Supérieur au sud-ouest et, au sud, une ligne qui s'étend indirectement vers l'est à partir de la ville de Sault-Sainte-Marie jusqu'à Pembroke sur l'Outaouais.

Agencements possibles

787. Étant donné que le Nord de l'Ontario compte plusieurs concentrations assez fortes de Francophones qui dépassent de beaucoup le dix pour cent requis, le Conseil était sûr que certaines régions répondaient aux normes d'un district bilingue. Il y avait, toutefois, plusieurs agencements possibles.

(1) Un ou plusieurs districts bilingues

788. La première question à régler était de savoir si nous allions proposer un grand district bilingue qui grouperait toutes les régions admissibles ou plusieurs petits districts bilingues distincts. Comme nous avons déjà indiqué ailleurs les avantages et les inconvénients des grands et des petits districts, nous n'allons pas les répéter ici.⁶² Nous ferons part de la décision à laquelle nous sommes arrivés à l'égard du Nord de l'Ontario à la fin de l'analyse et de l'évaluation de nos constatations sur la région en cause.

(2) Inclusion ou omission de certaines localités

789. La deuxième question était de savoir si le Conseil recommanderait l'inclusion de certaines localités dans le ou les districts bilingues envisagés dans le Nord de l'Ontario. Le Premier Conseil consultatif des districts bilingues avait proposé d'étudier la possibilité de créer des districts bilingues dans deux régions du Nord de l'Ontario, soit les divisions de recensement d'Algoma et de Thunder Bay, une fois que l'on connaîtrait les

résultats du recensement de 1971.⁶³ Nous avons nous-mêmes noté qu'il fallait réexaminer soigneusement plusieurs autres localités des divisions de recensement de Nipissing et de Renfrew à cause du pourcentage relativement faible de la minorité linguistique officielle.

790. Au cours de l'analyse qui suit, nous allons repasser chacune de ces localités. Toutefois, nous croyons que nos constatations et notre raisonnement touchant les éléments du district laurentien envisagé, seront plus clairs si nous commençons par étudier les régions qui possèdent de fortes concentrations minoritaires.

Timiskaming

791. La division de recensement de Timiskaming, qui correspond au district territorial du même nom, est située à la frontière orientale du Nord de l'Ontario, aux confins du Québec et au sud de la division de recensement de Cochrane. En 1971, elle comptait 12,975 Francophones ou 27.9 pour cent de la population totale. Ils se répartissaient en assez grand nombre dans presque toutes les subdivisions de recensement du district territorial. Il n'y avait aucun grand centre urbain, mais plusieurs petites villes dotées, semble-t-il, d'un certain nombre de bureaux fédéraux. Pour toutes ces raisons, le Conseil a vite fait de décider d'inclure toute la division de recensement de Timiskaming dans un district bilingue.

Cochrane

792. La division de recensement de Cochrane, qui coïncide avec le district territorial du même nom, est sise juste au nord de la division de recensement de Timiskaming, occupant le coin nord-est de l'Ontario aux confins du Québec et de la baie de James.

793. En 1971, Cochrane se classait au deuxième rang pour le nombre de Francophones mais au premier rang pour le pourcentage du groupe minoritaire parmi toutes les divisions de recensement du Nord de l'Ontario. La population de langue maternelle française y atteignait 47,100 âmes, soit 49.1 pour cent de la population totale du district territorial. Les groupes minoritaires y étaient très importants, parfois à plus de 50 pour cent, dans les 18 subdivisions de recensement, sauf trois, qui composaient ce district territorial. On y relevait six villes dont la population variait de 1,235 à 28,545 habitants et qui étaient dotées d'un certain nombre de bureaux fédéraux.

⁶² 1^{re} Partie, paragraphes 129-135, pp. 21-22.

⁶³ *Recommandations du Conseil consultatif des districts bilingues*, mars 1971, Ottawa, Information Canada, 1971, pp. 57-58.

KENORA

JAMES
BAY

ONTARIO

SCALE IN MILES



ÉCHELLES EN MILLES

QUÉBEC

COCHRANE

THUNDER BAY

LAURENTIAN

Federal Bilingual District

LEGEND

District Recommended

Federal Electoral District

Census Division

LAURENTIEN

District bilingue fédéral

LÉGENDE

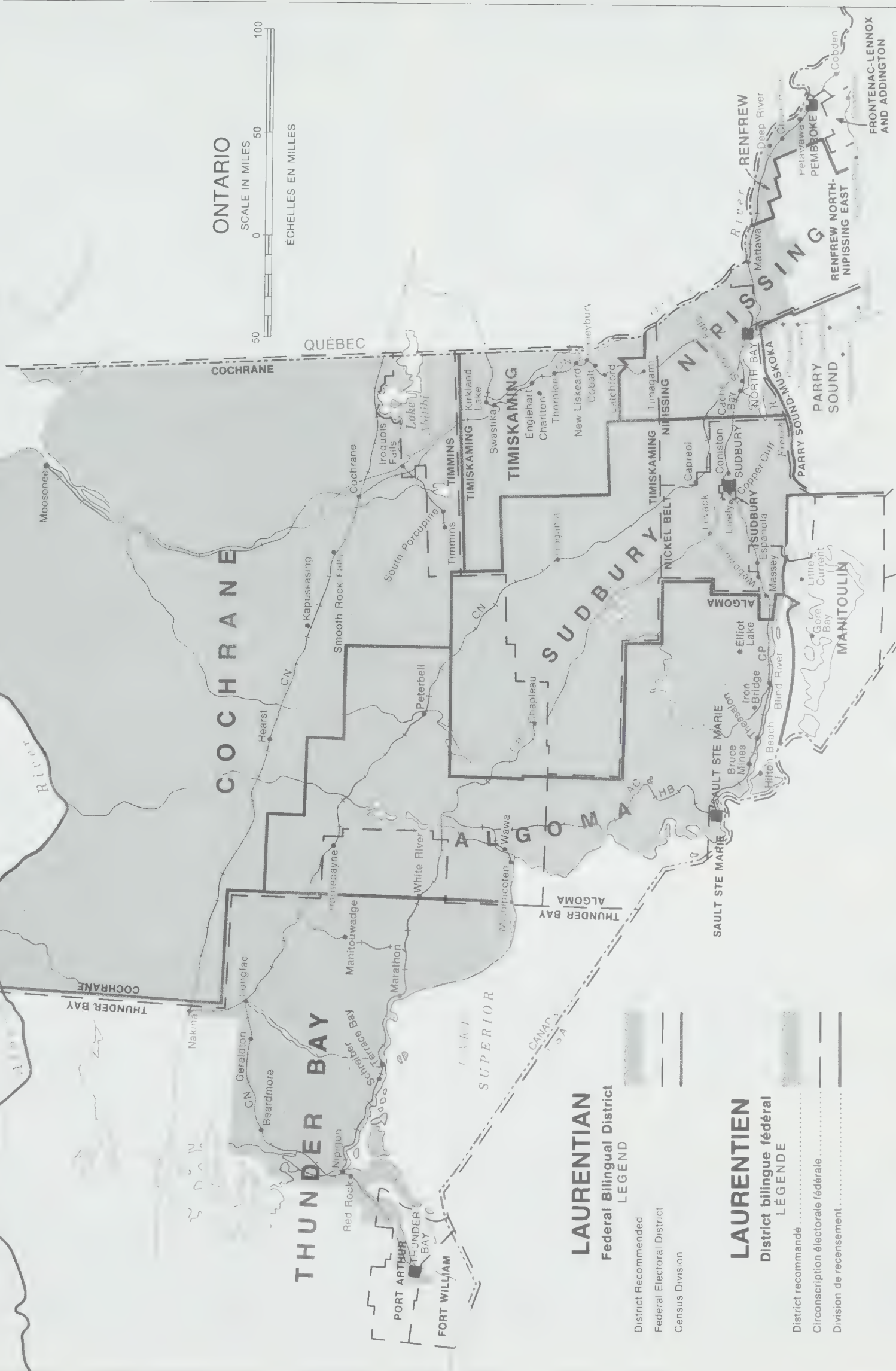
District recommandé

Circonscription électorale fédérale

Division de recensement

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department
of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère
de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada



794. Tous ces facteurs indiquaient nettement qu'il serait à propos d'y créer un district bilingue, mais il restait pour nous un certain nombre de questions à approfondir.

795. L'une d'elles portait sur la détermination d'une limite septentrionale du district bilingue éventuel de Cochrane. Vu que l'immense secteur nordique de cette division de recensement était assez peu peuplé, nous avons envisagé de le laisser de côté et de tracer la ligne à la limite de la partie habitée qui coïncidait à peu près avec la frontière nord des districts scolaires. Au-delà de cette ligne, sur l'immense superficie du district territorial, on ne comptait, en 1971, que 5,370 résidents dont 695, ou 12.9 pour cent, étaient de langue maternelle française, presque tous concentrés le long du chemin de fer allant vers le nord à Moosonee. Il y avait l'autre possibilité d'établir la limite un peu plus au nord du cinquantième parallèle. Enfin, il restait simplement à adopter la frontière nord de la division de recensement, englobant ainsi tout Cochrane dans le district bilingue proposé.

796. Afin de nous renseigner sur ces questions et sur d'autres problèmes, nous avons tenu deux réunions. Quelques membres du Conseil ont rencontré un député de Cochrane et ont profité d'une occasion pour visiter la région.

Visite et consultation

797. Le Conseil a organisé une réunion à laquelle quelques-uns de ses membres et des résidents de Hearst ont assisté. Cependant, vu que les conditions atmosphériques nous ont empêchés de nous rendre à Hearst, nous avons tenu cette réunion à Kapuskasing où trois représentants de la minorité française de Hearst sont venus nous rencontrer.

798. Nos interlocuteurs nous ont dit qu'ils captaient des émissions de radio et de télévision en français et qu'ils n'avaient aucune difficulté à obtenir des services fédéraux en français dans les quelques bureaux du gouvernement à Hearst; néanmoins, d'après eux, les services fédéraux en français étaient moins satisfaisants à Cochrane et dans les bureaux fédéraux de Timmins et de Sudbury.

799. En réponse à nos questions, ils ont déclaré qu'en tant que citoyens de Hearst ils s'identifiaient beaucoup mieux au secteur nord-est qu'au secteur nord-ouest de l'Ontario avec lequel ils avaient moins de communication. Cependant, l'un d'entre eux a dit préférer un district bilingue plus étendu qui, à son avis, renforcerait les groupes francophones plus faibles dans

le nord et encouragerait un plus grand esprit communautaire au sein de la minorité.

Décision

800. Après une assez longue discussion subséquente, la majorité des membres du Conseil décida que, pour un peu les mêmes raisons qu'avait exprimées notre dernier interlocuteur, nous devions inclure toute la division de recensement de Cochrane, plutôt que la seule partie sud, dans un district bilingue. Il fallait également, selon nous, continuer d'envisager la possibilité de proposer un grand plutôt que plusieurs petits districts bilingues dans toute la région du Nord de l'Ontario.

Sudbury

801. La division de recensement de Sudbury, qui correspond au district territorial du même nom, est située juste au sud de Cochrane et à l'ouest de Timiscaming.

802. En 1971, Sudbury comptait le plus grand nombre de Francophones de toutes les divisions de recensement du Nord de l'Ontario et se classait au deuxième rang à cet égard parmi toutes les divisions de recensement de la province. On y dénombrait 63,895 citoyens de langue maternelle française, soit 32.3 pour cent de la population totale. La minorité ne se répartissait pas de façon égale dans toutes les subdivisions de recensement du district territorial; toutefois, il n'y avait que sept d'entre elles, sur un total de 29, où la minorité n'atteignait pas dix pour cent et où la population globale restait assez peu nombreuse.

Visite et consultations

803. Un groupe de membres du Conseil a visité la ville de Sudbury et a tenu deux réunions avec les résidents de l'endroit. Quatre représentants de conseils municipaux de la région ont assisté à la première; nous avons consulté le député du comté à une autre occasion. La deuxième rencontre de Sudbury a eu lieu avec 18 citoyens de la ville, pour la plupart Francophones.

Constatations

804. En 1971, Sudbury était le deuxième centre le plus peuplé du Nord de l'Ontario, dépassé seulement par Thunder Bay. Cependant, vu que Thunder Bay est située dans la partie occidentale du Nord de l'Ontario tandis que Sudbury est sise dans le secteur oriental, on a tendance à considérer cette dernière comme le centre métropolitain de la région nord-est de la pro-

vince, beaucoup plus peuplée que le nord-ouest. La ville de Sudbury est desservie par la radio et la télévision française ainsi que par des bureaux fédéraux assez nombreux au niveau de la municipalité et de la région.

805. Certains de nos interlocuteurs nous ont dit que les services étaient généralement disponibles en français dans les bureaux fédéraux; d'autres ont déclaré que les services n'étaient pas toujours aussi efficaces et aussi spontanés qu'on pourrait l'espérer et que plusieurs Francophones s'étaient donc découragés de les demander. On s'est également plaint du fait que les Canadiens français ne pouvaient pas obtenir d'être servis dans leur langue dans d'autres bureaux gouvernementaux et dans ceux de sociétés quasi-publiques. Ces déceptions et ces frustrations avaient entravé le progrès d'un esprit communautaire vigoureux au sein de la minorité de langue maternelle officielle, même si elle était assez forte, atteignant 27.0 pour cent de la population de la ville et si elle possédait ses propres institutions sociales, scolaires et religieuses. Selon plusieurs Francophones, ou bien on les ignore, ou bien on les traite en citoyens de deuxième classe.

806. Vu que la ville de Sudbury comptait une population de langues maternelles autres que le français ou l'anglais assez importante, soit 17.5 cent pour cent, nous avons essayé de savoir quelle serait la réaction de ces citoyens devant l'établissement d'un district bilingue dans la région. On nous a dit qu'il existait certaines frictions parmi ces groupes et qu'il pourrait y avoir quelques manifestations hostiles résultant beaucoup plus d'une incompréhension de la finalité de la Loi sur les langues officielles et des districts bilingues que d'une antipathie envers un groupe quelconque.

807. En réponse à notre question touchant l'extension possible d'un district bilingue dans le Nord de l'Ontario, deux personnes présentes ont affirmé qu'elles percevaient ce territoire comme un tout; pourtant l'une des deux considérait que la partie nord-est pourrait être considérée comme une entité en elle-même.

Décision

808. Le Conseil en a conclu que la division de recensement de Sudbury était précisément le genre de région qu'il fallait inclure dans un district bilingue.

Algoma

809. La division de recensement d'Algoma, qui coïncide avec le district territorial du même nom, est située juste à l'ouest de la division de recensement de Sudbury et au sud de celle de Cochrane.

810. En 1971, Algoma avait une population de langue maternelle française de 12,500 âmes, soit 10.2 pour cent de la population totale de la division de recensement. Bien que la population totale ait augmenté depuis 1961, les Francophones avaient diminué en nombre et en pourcentage; ils comptaient alors 13,244 sujets, ou 11.9 pour cent. Malgré ces derniers chiffres, le Premier Conseil n'y avait pas proposé de district bilingue, préférant qu'on examine de nouveau le cas à la suite du recensement de 1971.

811. En étudiant les données démographiques, nous avons relevé seulement six des 24 subdivisions de recensement d'Algoma qui avaient une minorité linguistique officielle d'au moins dix pour cent. Néanmoins, quatre d'entre elles renfermaient une minorité importante en nombre et en pourcentage. Chacun de ces groupes minoritaires comptait plus de mille citoyens et plus de 20 pour cent de la population respective, atteignant 34.9 pour cent dans un cas.

812. Les deux-tiers de la population d'Algoma se concentraient dans un centre métropolitain de la division de recensement, Sault-Sainte-Marie, qui n'avait pourtant qu'une minorité francophone de 5.5 pour cent.

813. Étant donné que Sault-Sainte-Marie et les six subdivisions de recensement ayant une minorité officielle de plus de dix pour cent étaient fort dispersées dans le district territorial d'Algoma, il n'y avait pas d'autre moyen de rattacher ces localités pour en faire un district bilingue que d'englober la division de recensement toute entière.

Visite et consultations

814. Une partie des membres du Conseil s'est rendue à Sault-Sainte-Marie pour y consulter les gens sur place. La première réunion a eu lieu avec un groupe de Francophones; la seconde avec trois représentants municipaux, dont deux Anglophones. Une autre fois, plusieurs membres du Conseil ont rencontré un député de la région.

Constatations

815. Sault-Sainte-Marie est dotée d'au moins une douzaine de bureaux fédéraux; pourtant, la prestation des services en français semble laissée au hasard. Au moment de notre visite, on n'y captait aucune émission française de radio ou de télévision. Étant donné que la plupart des services dans tous les secteurs de gouvernement se donnaient en général en anglais seulement et que la majorité des résidents de langue française

étaient bilingues, ceux-ci s'étaient habitués à se faire servir en anglais et à ne pas demander de l'être en français.

816. L'enquête que nous avons menée sur les lieux a confirmé que les Francophones étaient très dispersés dans la ville aussi bien que dans toute la région de recensement. Ils avaient leurs écoles élémentaires et pouvaient participer à des activités communautaires françaises, mais ils ne disposaient que d'une paroisse bilingue sur 21. Nos interlocuteurs nous ont dit qu'ils avaient tendance à se tourner du côté de Sudbury pour y chercher leurs relations culturelles, plutôt que vers Thunder Bay. Ils étaient en faveur d'inclure leur région dans un district bilingue, car ils trouvaient à cette formule bien des avantages.

817. Les représentants municipaux que nous avons rencontrés se sont montrés favorables à l'inclusion de Sault-Sainte-Marie dans un district bilingue. À leur avis, la ville profiterait définitivement de services fédéraux en français. L'un d'entre eux, cependant, s'est opposé au découpage d'un trop vaste territoire, préférant voir des services assurés dans des localités particulières, selon les besoins.

Décision

818. Après une longue discussion, le Conseil a décidé presque à l'unanimité d'inclure toute la division de recensement d'Algoma dans un district bilingue. Quatre raisons ont amené cette décision. Premièrement, la division de recensement comptait six localités qui dépassaient le pourcentage requis d'un district bilingue. Deuxièmement, étant donné qu'il n'était pas possible de regrouper ces localités ou de les rattacher à un autre district et qu'il n'était guère plausible de proposer six petits districts bilingues, la seule option qui nous restait était de recommander la division de recensement complète. Troisièmement, si l'on retenait toute la division, Sault-Sainte-Marie ferait partie du district bilingue, et, à notre avis, il était essentiel de l'inclure puisque c'est là qu'étaient établis les services fédéraux les plus importants de la région. Quatrièmement, le choix de tout le district territorial d'Algoma contribuerait sans aucun doute à assurer la conservation et l'expansion de la culture et de la langue chez la minorité.

Thunder Bay

819. La division de recensement de Thunder Bay, qui couvre tout le district territorial du même nom, est sise juste à l'ouest des divisions de recensement d'Algoma et de Cochrane.

820. En 1971, la division de recensement de Thunder Bay comptait 6,290 Francophones, ou 4.3 pour cent de la population totale, soit un peu moins qu'en 1961 où ils atteignaient 4.4 pour cent. Le Premier Conseil n'avait pas retenu cette région, mais il avait demandé de ré-examiner son cas après le recensement de 1971.

821. Le problème fondamental auquel nous faisons face dans cette division de recensement ressemblait à celui que nous avons rencontré dans Algoma. Il y avait sept subdivisions de recensement dans le district territorial de Thunder Bay dont la population de langue française dépassait dix pour cent; cependant, cela ne faisait que le tiers des 21 subdivisions comprises dans tout ce district territorial. Ces sept localités étaient également fort dispersées. Comme dans le cas d'Algoma, il s'y trouvait un seul centre métropolitain, soit la ville de Thunder Bay, qui, avec les trois-quarts de la population totale, renfermait bon nombre des bureaux fédéraux régionaux du territoire.

822. Toutefois, la division de recensement de Thunder Bay était un cas plus marginal que celui de la division d'Algoma parce que, au plan numérique aussi bien que proportionnel, les Francophones de chacune des sept subdivisions de recensement et de la ville de Thunder Bay étaient beaucoup moins forts que ceux des localités comparables d'Algoma. Par exemple, dans la ville de Thunder Bay, la minorité ne comptait que 2,350 habitants, soit 2.2 pour cent.

Visites et consultations

823. Un groupe de membres du Conseil a visité deux localités de la division de recensement: la ville de Gèraldton et la ville de Thunder Bay; ils y ont tenu trois réunions. A Gèraldton, nous avons consulté trois résidents de la localité voisine de Longlac et un représentant municipal de Thunder Bay qui étaient tous de langue française. À Thunder Bay, nous avons rencontré un membre du conseil et un employé municipal ainsi qu'un fonctionnaire fédéral; nous avons également eu une réunion avec 16 résidents francophones et anglophones. Plusieurs d'entre nous avons aussi eu l'occasion de converser avec un député de la région.

Constatations

824. Les gens de Gèraldton nous ont laissé une impression ineffaçable des graves difficultés qu'éprouvait ce groupe minoritaire à conserver sa langue et sa culture dans cette partie du Nord de l'Ontario. Plusieurs lettres fort touchantes, signées par un certain nombre de résidents francophones des localités voisines de Dubreuilville, de Manitouwadge et de Longlac,

sont venues soutenir avec vigueur ces doléances et ces demandes d'assistance.

825. Nous avons entendu deux plaintes principales. Une partie de l'enseignement se donnait en français, mais il n'existait à peu près aucun service fédéral ou autre en français dans les bureaux régionaux de la ville de Thunder Bay, ni dans les localités environnantes. La pire carence dans plusieurs endroits était l'absence d'émissions françaises de radio et de télévision. Dans cette région isolée, les enfants en particulier perdaient leur langue maternelle à cause de ce vide. Les résidents unilingues français, qui comptaient environ 20 pour cent de la minorité, souffraient aussi beaucoup de ne pas pouvoir obtenir les services gouvernementaux dans leur langue.

826. Nous avons entendu ces gens crier au secours, conscients qu'ils étaient de se noyer dans une mer anglaise. L'un des signataires a inscrit sur sa supplique les lettres «S.O.S.» Inutile d'ajouter qu'ils étaient tous fort désireux d'appartenir à un district bilingue.

827. Le groupe assez considérable de citoyens de la ville de Thunder Bay que nous avons rencontré s'est fortement prononcé en faveur d'un district bilingue. La plupart d'entre eux ont trouvé cette formule nécessaire pour combler la pénurie de services en français dans les bureaux fédéraux au niveau local et régional. Ils n'ont aucun réseau de radio ni de télévision en français.

828. Plusieurs personnes ont remarqué que l'absence de services en français à Thunder Bay était d'autant plus regrettable que la ville servait de lien entre l'est et l'ouest du Canada, et en particulier entre les Francophones du Nord de l'Ontario et ceux du Manitoba. Un étudiant présent à la réunion a attribué le départ des jeunes Francophones de la région au fait qu'ils n'avaient guère de chances de préserver leur culture à Thunder Bay. À son avis, la création d'un district bilingue contribuerait à arrêter cet exode.

829. En réponse à nos questions, on nous a dit qu'il pourrait bien y avoir une réaction assez hostile à un district bilingue, surtout de la part de citoyens de l'ancienne génération et de certains autres groupes ethniques qui formaient 24.2 pour cent de la population de la ville. Toutefois, de l'avis de nos interlocuteurs, ce ressentiment provenait en grande partie de l'ignorance et de l'incompréhension des implications de la Loi sur les langues officielles; pour l'atténuer, il s'agirait d'expliquer plus clairement la finalité de la Loi et de faire voir au public qu'elle ne nuit aux intérêts d'aucun groupe ethnique.

830. La plupart des invités ont préféré un district bilingue orienté vers le Manitoba plutôt que vers le Nord-Est de l'Ontario. D'après l'opinion locale, la ligne de démarcation entre le Nord-Ouest et le Nord-Est de l'Ontario semble être la limite entre les divisions de recensement de Thunder Bay et d'Algoma. On a montré une certaine sympathie pour la position adoptée par l'Association canadienne-française de l'Ontario qui avait récemment appuyé la proposition voulant que tout le Nord de l'Ontario devienne district bilingue.

831. Lorsque nous avons rencontré les représentants municipaux et que nous leur avons demandé leur avis sur la question d'inclure Thunder Bay dans un district bilingue, ils se sont dits en faveur de tout ce qui pouvait favoriser la croissance de la ville.

832. La séance de consultation que nous avons eue par la suite avec un député de la région nous a révélé que, même s'il n'était pas en faveur de la création d'un grand district bilingue, il voulait bien qu'on assure des services bilingues fédéraux dans des localités précises qui en avaient besoin. On pourrait y arriver en demandant à des fonctionnaires fédéraux bilingues d'aller d'un endroit à l'autre où les services bilingues étaient nécessaires.

Décisions

833. Après avoir tenu compte de ces considérations et de ces témoignages divergents, le Conseil a adopté plusieurs mesures. Nous avons décidé à l'unanimité d'exclure de tout district bilingue le territoire situé à l'ouest de la ville de Thunder Bay, notamment les divisions de recensement de Rainy River et de Kenora ainsi qu'une partie occidentale du district territorial de Thunder Bay, la minorité étant relativement faible et fort dispersée dans cette immense région. Comme nous l'avons déjà noté, il y avait dans le district territorial de Rainy River deux subdivisions de recensement où la population de langue maternelle française atteignait au moins dix pour cent; mais elle était si faible et si isolée que nous n'avons pu en tenir compte.⁶⁴

834. Ces décisions ont eu pour effet de nous faire abandonner l'idée de proposer un district bilingue qui engloberait tout le Nord de l'Ontario, à partir de la frontière du Québec jusqu'à celle du Manitoba.

835. Après une longue discussion, le Conseil a décidé presque à l'unanimité de recommander d'inclure la partie sud-est de la division de recensement de Thunder

⁶⁴ Paragraphes 760-761, p. 114.

Bay dans un district bilingue et, puisqu'elle était contiguë aux divisions de recensement de Cochrane et d'Algoma, de l'y rattacher afin de créer dans le Nord de l'Ontario un district bilingue que nous proposons d'appeler le district Laurentien.

836. Nous avons donné dans les sections a) et b) du district bilingue Laurentien, une description géostatistique de la partie sud-est de la division de recensement de Thunder Bay, que nous recommandons.⁶⁵ Nous nous contenterons ici de noter que ce territoire comprend, en plus de la ville de Thunder Bay, toutes les subdivisions de recensement du district territorial de Thunder Bay qui, en 1971, avaient une population de langue maternelle française d'au moins dix pour cent. Il englobe également les secteurs de dénombrement qu'il a fallu incorporer pour en faire une entité continue.

837. Voici les subdivisions en cause et, entre parenthèses, les effectifs et le pourcentage des groupes francophones: D.A. de Beardmore (170, 21.1 pour cent), Longlac (625, 42.2 pour cent), D.A. de Manitouwadge (630, 18.9 pour cent), Marathon (315, 12.8 pour cent) D.A. de Nakina (70, 10.5 pour cent), D.A. de Red Rock (195, 10.3 pour cent) et la ville de Geraldton (810, 25.5 pour cent).

838. Le Conseil, pour arriver à la décision d'inclure ces subdivisions de recensement dans un district bilingue, a reconnu que, même si ces groupes minoritaires n'étaient pas nombreux individuellement, ils formaient ensemble une population assez importante s'élevant à 2,815 âmes. Si à ce nombre nous ajoutons les Franco-phones des secteurs de dénombrement retenus et la ville de Thunder Bay, nous arriverions à un total de 6,085.

839. Toutefois, nous n'avons pas cédé qu'à la raison du nombre. Après avoir entendu les demandes de certains membres de la minorité de cette région en faveur des services fédéraux bilingues et d'une aide à la préservation de leur langue et de leur culture, nous avons conclu que nous ne pouvions les écarter. Selon nous, aucune autre proposition portant la prestation de services bilingues ne serait aussi utile et c'est pourquoi nous avons opté pour y établir un district bilingue.

840. Nous étions conscients qu'en incluant la ville de Thunder Bay dans un district bilingue, nous obligeons le gouvernement fédéral à fournir des services dans les deux langues officielles à l'intérieur d'un

centre urbain où le pourcentage de la minorité de langue maternelle française était plutôt faible. Cependant, vu que bon nombre des bureaux fédéraux de l'endroit et la plupart des bureaux régionaux du district territorial étaient situés dans la ville de Thunder Bay, il nous fallait l'inclure dans le district si nous voulions que notre recommandation ait un certain sens. Si nous avions laissé de côté ce centre métropolitain et que nous nous soyons contentés de former le district bilingue à même les subdivisions de recensement périphériques, nous aurions sans doute contribué à améliorer la situation mais nous aurions manqué notre but principal. La proposition que nous faisons n'exige pas que les fonctionnaires fédéraux travaillent en français à Thunder Bay, mais qu'on fournisse au public des services dans les deux langues officielles.

841. Enfin, en recommandant d'inclure la partie sud-est de la division de recensement de Thunder Bay dans un grand district bilingue s'étendant vers l'est, nous nous rendons compte que nous n'avons pas retenu l'idée de certaines personnes de Thunder Bay qui préféraient une orientation vers l'ouest. Nous avons exposé les raisons qui nous ont empêchés de le faire.

842. Après avoir fourni la description des limites occidentales du district bilingue proposé, nous expliquerons maintenant le choix que nous avons fait des autres parties de ce territoire qui s'étendent vers le sud-est.

Nipissing

843. La division de recensement de Nipissing, qui correspond au district territorial du même nom, est bornée au nord par la division de recensement de Timiskaming, sise entre la division de recensement de Sudbury et l'Outaouais.

844. En 1971, la division de recensement de Nipissing comptait 25,885 habitants de langue maternelle française, ou 32.8 pour cent de la population totale. Cette minorité était si bien répartie sur tout le district territorial que les 19 subdivisions de recensement, sauf deux, renfermaient un groupe francophone d'au moins dix pour cent. Dans la plupart des subdivisions de recensement, le groupe atteignait jusqu'à 40 pour cent. Le centre urbain principal, North Bay, était doté d'un certain nombre de bureaux fédéraux de niveau local et régional.

845. Le Conseil n'a pas hésité à envisager la création d'un district bilingue dans la région. Le seul point

⁶⁵ Sections a) et b), pp. 118-119.

sur lequel nous avons hésité était de savoir si nous allions y inclure le Parc Algonquin, région de récréation occupant une large partie du sud de la division de recensement. Le Premier Conseil l'avait fait; nous nous en sommes abstenus à cause de la dispersion des résidents permanents de ce territoire.

846. Nous proposons donc que toute la division de recensement de Nipissing, à l'exception du Parc Algonquin, que nous avons déjà mentionné, fasse partie du district bilingue Laurentien. Le Parc renferme si peu de citoyens de langue maternelle française que 99.0 pour cent de la minorité de Nipissing est incluse dans le district recommandé. Nous avons dû recourir à des secteurs de dénombrement que nous avons énumérés dans la description géostatistique de la division de recensement de Nipissing dans les sections a) et b) ci-dessus.⁶⁶

Parry Sound

847. La division de recensement de Parry Sound, qui coïncide avec le district territorial du même nom, est située au sud des divisions de recensement de Nipissing et de Sudbury.

848. En 1971, le district territorial de Parry Sound ne renfermait qu'une subdivision de recensement, Himsworth North, justifiant d'une minorité d'au moins dix pour cent. On y comptait 275 Francophones ou 12.2 pour cent de la population. De plus, Himsworth North, étant contiguë à la division de recensement de Nipissing, à quelques milles au sud de North Bay, nous avons décidé de l'inclure dans le district bilingue proposé.

849. Le Conseil recommande donc d'ajouter la subdivision de Himsworth North au district Laurentien proposé.

Renfrew

850. La division de recensement de Renfrew, qui s'identifie au comté du même nom, est sise au sud et à l'est de la division de recensement de Nipissing et longe la rive sud de l'Outaouais.

851. En 1971, la division de recensement de Renfrew comptait 4,775 habitants de langue maternelle française, soit 5.3 pour cent de la population totale du comté qui, de la sorte, ne satisfaisait pas aux normes d'un district bilingue. Cependant, nous y avons relevé

cinq subdivisions de recensement qui avaient une minorité d'au moins dix pour cent.

852. Deux de ces cinq subdivisions comprenaient la pointe septentrionale du comté de Renfrew et longeaient la partie de la division de recensement de Nipissing que nous proposons d'inclure dans un district bilingue. Elles portaient des noms divers; celle du nord s'appelait Head Clara & Maria; celle du sud, Rolph Buchanan Wylie & McKay.

853. Une troisième subdivision de recensement qui justifiait d'une minorité d'au moins dix pour cent renfermait la ville de Pembroke. Malgré le fait que cette ville était séparée des deux subdivisions de recensement déjà mentionnées par la subdivision rurale de recensement de Petawawa, où la minorité n'atteignait que 4.1 pour cent, le Conseil a cru bon de recommander que tout ce territoire, soit Pembroke et les subdivisions de recensement s'étendant vers le nord, fassent partie du district bilingue proposé, pour la raison que Pembroke, centre urbain le plus important du comté, réunissait 1,680 Francophones et était dotée d'un certain nombre de bureaux fédéraux.

854. Les deux autres subdivisions de recensement ayant une minorité d'au moins dix pour cent étaient Westmeath et Braeside. La première, bien que située à proximité de Pembroke, en était séparée par une autre subdivision ne répondant pas à la norme de dix pour cent. Il aurait donc été difficile d'inclure Westmeath dans le district proposé. Puisqu'elle ne réunissait que 190 Francophones, ou 10.6 pour cent de la population, nous avons décidé de la laisser de côté; nous avons fait de même pour Braeside qui était située tellement au sud du comté de Renfrew qu'il nous était impossible d'en tenir compte. Au surplus, elle ne comptait que 65 Francophones, soit 12.5 pour cent de la population.

Consultation

855. Quelques membres du Conseil ont rencontré un député de la région. Il n'était pas opposé à l'idée des districts bilingues ou à la création d'un district bilingue dans une partie de Renfrew; toutefois, à son avis, il faudrait tracer la limite plus au nord en vue d'exclure Pembroke, Petawawa, de même que Deep River et le village de Chalk River. Il prétendait que nombre de Canadiens français de cette région avaient perdu l'usage de leur langue maternelle et que, par conséquent, ils seraient désavantagés si la région, bien pourvue en emplois fédéraux, devenait district bilingue, situation qui exigerait plus d'employés fédéraux bilingues.

⁶⁶ Sections a) et b), pp. 118-119.

Décision

856. Le Conseil a examiné de près tous ces arguments, mais il a décidé à l'unanimité de s'en tenir à la région qu'il avait retenue. Ainsi, nous recommandons d'inclure dans ce district bilingue la partie nord du comté de Renfrew que nous avons déjà décrite, y compris la ville de Pembroke où il commence.

Récapitulation

857. Les divisions de recensement, totales ou partielles, que nous venons de décrire constituent le district bilingue que nous recommandons pour le nord de l'Ontario. Ce territoire correspond de très près à l'ensemble des quatre districts bilingues particuliers que le Premier Conseil avait proposés (Cochrane, Renfrew—Nipissing, Sudbury et Timiskaming) sauf que nous avons ajouté la division de recensement d'Algoma et une partie de la division de recensement de Thunder Bay.

858. En 1971, le district bilingue proposé réunissait 171,660 Francophones, soit 23.9 pour cent de la population totale du territoire ou un tiers de tous les Canadiens de langue maternelle française de l'Ontario.

859. Fidèles à notre décision de proposer des districts bilingues plutôt grands que petits, nous avons réuni les divisions de recensement pertinentes en un territoire auquel nous avons donné le nom de Laurentien. Ici nous avons fait une exception à notre habitude de désigner les districts par leurs éléments principaux; c'est que cette région comprenait un certain nombre de divisions de recensement, et nous avons retenu un terme plus générique pour ne pas avoir à choisir parmi toutes ces appellations.

Recommandation

860. Une forte majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue du nom de Laurentien qui comprend les parties des huit divisions de recensement que nous venons de décrire.

3. Midland—Penetang

a. description

le district bilingue de Midland—Penetang se compose des subdivisions de recensement de Tay et Tiny, des villes de Midland et Penetanguishene, et des villages de Port McNicoll et Victoria Harbour, dans la division de recensement de Simcoe.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Simcoe, division (part.)			
subdivisions			
Tay.....	4,325	190	4.4
Tiny.....	5,520	2,300	41.7
villes			
Midland.....	10,995	715	6.5
Penetanguishene.....	5,500	1,995	36.3
villages			
Port McNicoll.....	1,450	105	7.2
Victoria Harbour.....	1,245	100	8.0
total.....	29,035	5,405	18.6

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Midland—Penetang est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Grey—Simcoe et Simcoe-Nord, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Simcoe Centre et Simcoe East.

Précisions

861. Le district bilingue recommandé par le Conseil consiste en deux subdivisions rurales de recensement, deux villes et deux villages de la division de recensement de Simcoe, qui équivaut au comté du même nom. Cette région très exiguë est située dans le coin nord-ouest du comté de Simcoe qui aboutit à la baie Georgienne. Il y a trois cent ans, c'était la Huronie et la mission des Jésuites de Sainte-Marie, dont le sanctuaire des Martyrs canadiens, près de Midland, perpétue la mémoire. La population française y remonte donc à plus de trois siècles.

862. En 1971, la population de langue maternelle française du comté de Simcoe se concentrait dans la subdivision de recensement de Tiny et dans la ville voisine de Penetanguishene. La première comptait 2,300 Francophones, soit 41.7 et la seconde, 1,995, soit 36.3 pour cent de la population.

863. Vu qu'aucune autre subdivision de recensement de Simcoe ne réunissait une minorité d'au moins dix pour cent, le Conseil a envisagé de ne recommander que ce territoire restreint. Toutefois, la subdivision voisine de Tay, la ville de Midland et les villages de Port McNicoll et de Victoria Harbour compris dans Tay comptaient un nombre assez imposant de Francophones.

nes, soit 1,110. C'est une localité qui a une grande importance historique, qui attire des touristes, particulièrement des Francophones, car elle renferme le sanctuaire des Martyrs canadiens et le village reconstruit de Sainte-Marie.

864. Pour toutes ces raisons, nous avons pensé ajouter cette région de Tay aux subdivisions de recensement de Tiny et de Penetanguishene. Notre recommandation rejoint celle du Premier Conseil. En 1971, cette région comptait peu de bureaux fédéraux, mais la population de langue maternelle française s'y élevait à 5,405 habitants, soit 18.6 pour cent de la population.

Recommandation

865. En conséquence, une forte majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue, appelé Midland—Penetang qui comprend le territoire décrit plus haut.

4. Welland

a. description

le district bilingue de Welland se compose des cités de Port Colborne et de Welland, dans la division de recensement de Niagara.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	français	pourcentage
Niagara, division (part.)			
cités			
Port Colborne.....	21,420	1,765	8.2
Welland.....	44,395	7,590	17.1
total.....	68,815	9,355	14.2

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Welland est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Lincoln et de Welland, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Welland et de Welland South.

Précisions

866. Le district bilingue recommandé par le Conseil comprend les deux villes voisines de Welland et de Port Colborne dans la division de recensement de Niagara, qui correspond à la municipalité régionale du même nom. Cette région est sise au sud de la péninsule de Niagara, en bordure du lac Érié.

867. En 1971, Welland était la seule subdivision de recensement de Niagara à avoir une population de langue maternelle française d'au moins dix pour cent. Elle y comptait 7,590 habitants, ou 17.1 pour cent. Toutefois, la ville voisine de Port Colborne en groupait 1,765, soit 8.2 pour cent.

868. On a toujours considéré Welland et Port Colborne comme deux villes jumelles. Notre Conseil ne s'est pas rendu dans cette région; néanmoins, nous savions, à la suite de la visite du Premier Conseil, que ces deux localités, et en particulier les Francophones qui y habitaient, entretenaient des relations continues. Notre prédécesseur avait décidé de les réunir en un seul district et nous n'avons trouvé aucune raison d'agir autrement.

869. Depuis la recommandation du Premier Conseil, on a élargi les limites de chaque ville, mais le territoire où il proposait de créer un district bilingue en dépassait à cette époque les frontières. Il correspondait de très près à la superficie des deux villes que nous voulions proposer comme district bilingue. En réalité, le district bilingue que recommande notre Conseil est presque identique à celui que proposait le Premier Conseil.

870. Il y avait bien, en 1971, deux autres subdivisions de recensement de Niagara où le nombre de Francophones était supérieur à celui de Port Colborne, mais ils étaient loin d'y atteindre le dix pour cent requis. La ville de Niagara Falls en comptait 2,095, soit 3.1 pour cent, et la ville de Saint-Catharines, 3,760, ou 3.4 pour cent.

871. La population de ces deux villes était si considérable, soit 67,165 et 109,725 âmes respectivement, qu'il nous était impossible de les inclure dans le district bilingue proposé sans réduire le pourcentage de la minorité au-dessous du dix pour cent requis. Nous n'avions donc pas d'autre choix que de les laisser de côté. Toutefois, nous ferons plus loin une recommandation supplémentaire qui vise à assurer des services bilingues dans la région qui comprend Niagara Falls et Saint-Catharines.⁶⁷

872. En 1971, les deux villes de Welland et de Port Colborne comptaient 9,355 Francophones, ou 14.2 pour cent de la population. Les bureaux fédéraux n'y foisonnaient pas; mais l'importance numérique et le pourcentage du groupe minoritaire semblaient, aux yeux du Conseil, mériter qu'on y recommande un district bilingue.

⁶⁷ 1^{re} Partie, paragraphes 195-199, pp. 30-31, Partie II, paragraphes 897-904, pp. 131-132, et Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

GEORGIAN BAY

• Gravenhurst

MUSKOKA

Christian
Island

MATCHEDASH

PARRY SOUND-
MUSKOKA
VICTORIA-
HALIBURTON

Port Stanton

Washago

Buena Vista
Park

Nottawasaga
Bay

ONTARIO

ORILLIA

• Longford

ORILLIA

• Atherley

VICTORIA-HALIBURTON
SIMCOE NORTH
YORK
SIMCOE

Hawkestone •

ORO

• Edgar

MEDONTE

• Warminster

SIMCOE

• Wyevale

Waverley •

• Elmvale

Hillsdale •

FLOS

• Phelpston

Craighurst •

NOTTAWASAGA | SUNNIDALE

GREY-SIMCOE
SIMCOE NORTH
VESPRA

Wasaga
Beach

COLLINGWOOD

MIDLAND - PENETANG

Federal Bilingual District

LEGEND

District Recommended

Federal Electoral District

Census Division

Census Subdivision

MIDLAND - PENETANG

District bilingue fédéral

LÉGENDE

District recommandé

Circonscription électorale fédérale

Division de recensement

Subdivision de recensement

ONTARIO

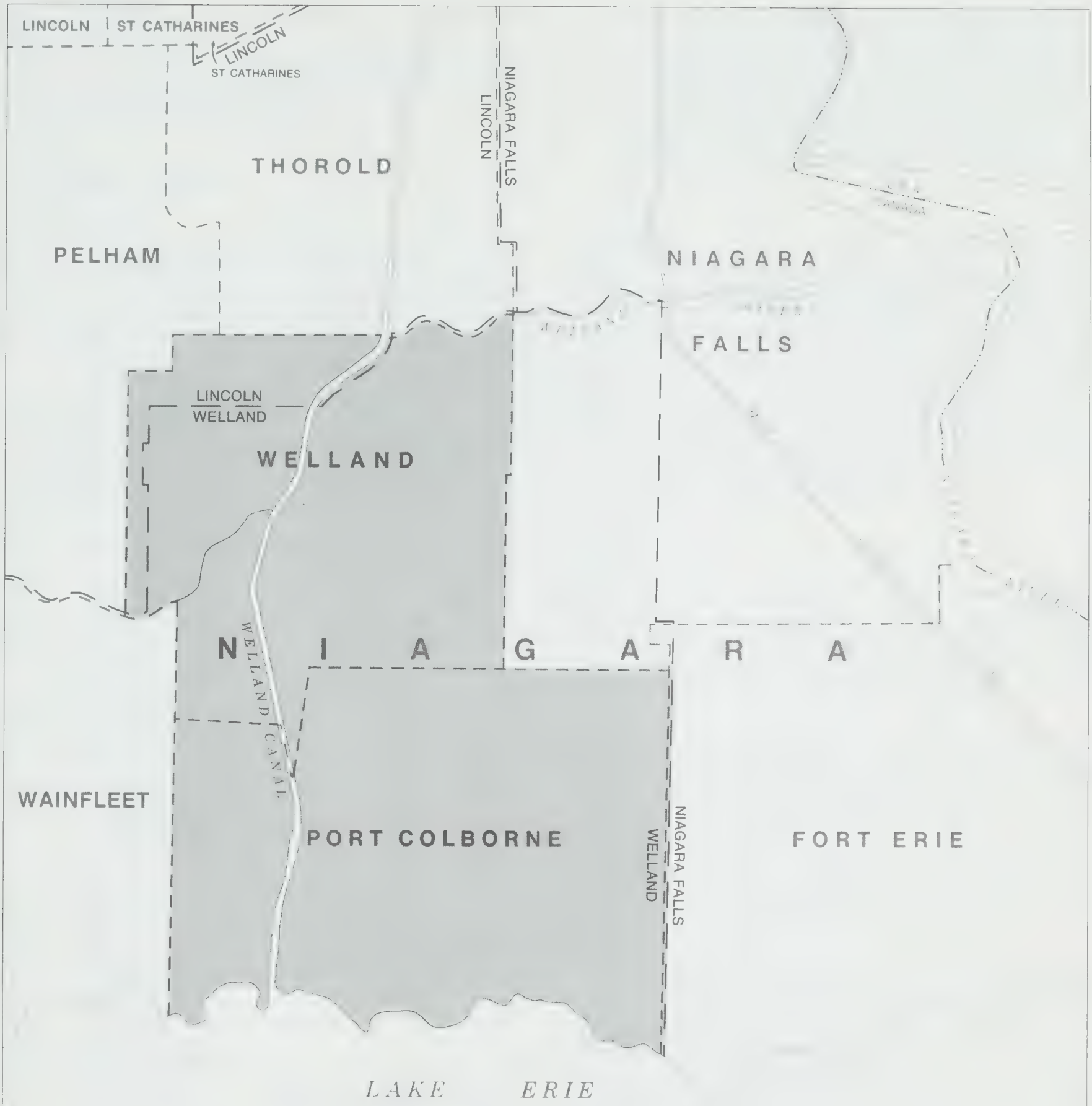
SCALE IN MILES



ÉCHELLE EN MILES

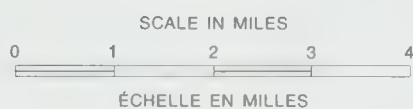
Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department
of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère
de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada



LAKE ERIE

ONTARIO



WELLAND

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	
Census Division	
Census Subdivision	

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

WELLAND

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	
Division de recensement	
Subdivision de recensement	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

Recommandation

873. Le Conseil, à la quasi-unanimité, recommande la création d'un district bilingue, appelé Welland, dans la région décrite précédemment.

5. Windsor—Tilbury

a. description

le district bilingue de Windsor—Tilbury se compose des subdivisions de recensement d'Anderdon, Colchester North, Maidstone, Rochester, Sandwich South, Sandwich West, Tilbury North et Tilbury West, de la cité de Windsor, des villes de Belle River, Essex et Tecumseh, et du village de Saint-Clair Beach dans la division de recensement d'Essex; des subdivisions de recensement de Dover et Tilbury East et de la ville de Tilbury, dans la division de recensement Kent.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Essex, division (part.)			
subdivisions			
Anderdon.....	4,665	800	17.1
Colchester North.....	3,065	355	11.6
Maidstone.....	7,735	1,120	14.5
Rochester.....	3,640	1,345	37.0
Sandwich South.....	4,845	645	13.3
Sandwich West.....	12,105	1,815	15.0
Tilbury North.....	2,645	1,400	52.9
Tilbury West.....	1,705	335	19.6
cité			
Windsor.....	203,300	14,305	7.0
villes			
Belle River.....	2,875	1,015	35.3
Essex.....	4,000	150	3.8
Tecumseh.....	5,165	1,350	26.1
village			
Saint-Clair Beach.....	1,985	150	7.6
Kent, division (part.)			
subdivisions			
Dover.....	4,420	1,580	35.7
Tilbury East.....	3,010	305	10.1
ville			
Tilbury.....	3,580	965	27.0
total.....	268,740	27,635	10.3

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Windsor—Tilbury est situé dans les circonscriptions électorales fédérales de Windsor—Walkerville et Windsor-Ouest, et dans une partie des circonscriptions électorales fédé-

rales d'Essex—Windsor, Kent—Essex et Lambton—Kent; il est situé dans les circonscriptions électorales provinciales de Sandwich—Riverside, Windsor—Walkerville et Windsor West, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Chatham—Kent, Essex—Kent et Essex South.

Précisions

874. Le district bilingue recommandé par le Conseil comprend la partie septentrionale de la division de recensement d'Essex et une parcelle occidentale de la division de recensement de Kent. Ce territoire est situé à l'extrémité sud de l'Ontario sur le lac Sainte-Claire. Bien connue des commerçants de fourrures du régime français, cette région a reçu, plus récemment, une assez forte population francophone attirée par le travail dans les industries locales.

Essex

875. En 1971, la division de recensement d'Essex, identique au comté du même nom, comptait 26,155 Francophones, ou 8.5 pour cent de la population. Vu qu'elle était inférieure à dix pour cent, elle ne satisfaisait pas aux normes d'un district bilingue.

876. Toutefois, dans Essex, il existait des groupes minoritaires dépassant dix pour cent. Par une heureuse coïncidence, ils occupaient une région continue dans le nord du comté. Celle-ci réunissait toutes les subdivisions de recensement d'Essex où la minorité francophone atteignait au moins dix pour cent. Ainsi, il était possible de découper un territoire bien délimité satisfaisant aux conditions d'un district bilingue.

877. Toutefois, nous faisons face à deux difficultés, l'une dans Essex et l'autre dans Kent. Dans Essex, la région envisagée n'incluait pas la ville de Windsor où l'on trouvait bon nombre de bureaux fédéraux au niveau local et régional. Même si la ville de Windsor comptait 14,305 Francophones, ils ne constituaient que 7.0 pour cent de la population. Pourtant, il semblait inconcevable de laisser Windsor en dehors d'un district bilingue éventuel puisque cette ville constituait le centre métropolitain où la plupart des résidents de la région obtenaient leurs services fédéraux.

Kent

878. La division de recensement de Kent, qui correspond au comté de même nom, est située juste à l'est d'Essex. En 1971, le comté de Kent n'avait que

trois subdivisions de recensement où les Francophones atteignaient au moins dix pour cent. La subdivision rurale de recensement de Dover en réunissait 1,580, soit 35.7 pour cent et celle de Tilbury East, juste au sud, en groupait 305, soit 10.1 pour cent. Enfin, la ville de Tilbury, englobée par la subdivision rurale de recensement de Tilbury East, en comptait 965, soit 27.0 pour cent.

879. Le centre urbain important du comté de Kent est Chatham qui longe le coin sud-est de la subdivision de recensement de Dover; c'est pourquoi le Conseil a examiné la possibilité de former un district bilingue séparé dans le comté de Kent, qui comprendrait Dover, Tilbury East, Tilbury et Chatham. Cependant, cette option s'est révélée impossible puisque la population de langue maternelle française n'atteignait que 8.6 pour cent.

880. Chatham n'ayant qu'une minorité numérique et proportionnelle de 1,125 citoyens, ou 3.2 pour cent, nous avons alors envisagé la possibilité de la laisser de côté et de trouver une autre solution pour Dover, Tilbury East et Tilbury. Vu que ces trois localités ne réunissaient que 2,850 Francophones et que les résidents de ces subdivisions rurales de recensement obtenaient leurs services fédéraux en dehors de leur territoire, nous avons décidé qu'il serait probablement avantageux de les rattacher au district bilingue envisagé dans Essex. Ces localités étant voisines, il n'y avait aucune difficulté à les réunir.

Visites et consultations

881. Afin d'étudier ces problèmes sur place et de sonder l'opinion des résidents de l'endroit, quelques membres du Conseil se sont rendus dans Essex et Kent et ils ont tenu des réunions à Windsor et à Chatham. À Windsor nous avons rencontré deux groupes, l'un composé de Francophones actifs dans leur milieu et l'autre, de représentants élus ou de fonctionnaires ainsi que de porte-parole du monde des affaires, la plupart de langue maternelle anglaise. À Chatham, nous avons consulté six membres du conseil municipal et l'un des fonctionnaires de la municipalité. Un groupe des membres du Conseil a aussi rencontré un député de la région à deux reprises.

Constatations

882. D'après les statistiques, nous avons noté une baisse sensible de la population de langue maternelle française dans la division de recensement d'Essex et dans presque toutes les subdivisions de cette division

entre 1961 et 1971. Par exemple, le groupe francophone du comté d'Essex est passé de 10.8 à 8.5 pour cent au cours de cette décennie.

883. Nos interlocuteurs ont reconnu qu'il existait, dans cette région, un problème d'assimilation de la minorité qu'ils situaient dans le contexte du voisinage des États-Unis dont la culture exerçait une influence sur les Anglophones aussi bien que sur les Francophones. À titre d'indice de cette influence, on nous a communiqué ce renseignement renversant que la moitié des ménages de Windsor recevait un journal quotidien américain et que 26,000 Canadiens détenaient une carte de crédit d'un grand magasin à rayons de Détroit.

884. On nous a dit qu'on pouvait obtenir des services bilingues dans quelques bureaux fédéraux, mais plusieurs se sont plaints que ce n'était pas dans tous les ministères qu'ils existaient et ils étaient souvent insuffisants. On a observé que cette pénurie se faisait surtout sentir aux échelons élevés de certaines directions du gouvernement fédéral à Windsor. Tous se sont entendus pour affirmer que la prestation de services fédéraux bilingues était particulièrement importante à Windsor car, même s'il y avait quelques bureaux fédéraux à Chatham, nombre de résidents de la partie occidentale du comté de Kent venaient chercher leurs services fédéraux à Windsor. Ce besoin était d'autant plus pressant, nous a-t-on appris, qu'il se trouvait un certain nombre d'unilingues français dans cette région, pour la plupart des nouveaux arrivés, y compris des travailleurs saisonniers venant d'autres parties de l'Ontario, du Québec ou du Nouveau-Brunswick.

885. Les Francophones ont apprécié à sa pleine valeur et avec enthousiasme le poste de radio français que la Société Radio-Canada venait d'établir à Windsor. Ils croyaient que ces émissions allaient soutenir la culture française dans la région. Ils étaient également en faveur d'un district bilingue. D'après eux, cela ne créerait aucun ressac puisque la présence française semblait maintenant beaucoup mieux acceptée.

886. Les membres du conseil et les fonctionnaires municipaux ainsi que les hommes d'affaires n'ont manifesté aucune objection à l'égard d'un district bilingue. Pour eux, la région que nous envisagions leur semblait bien choisie puisqu'elle renfermait la plupart des groupes de langue maternelle française. Toutefois, on nous a conseillé de laisser de côté les deux subdivisions de recensement d'Anderdon et de Colchester North, le premier bourg ne comptant, en 1971, que 800 Francophones et le second que 355. Tous ont été d'accord pour appuyer notre intention de ne pas inclure la ville

WINDSOR - TILBURY

Federal Bilingual District

LEGEND

District Recommended
Federal Electoral District
Census Division
Census Subdivision

WINDSOR - TILBURY

District bilingue fédéral

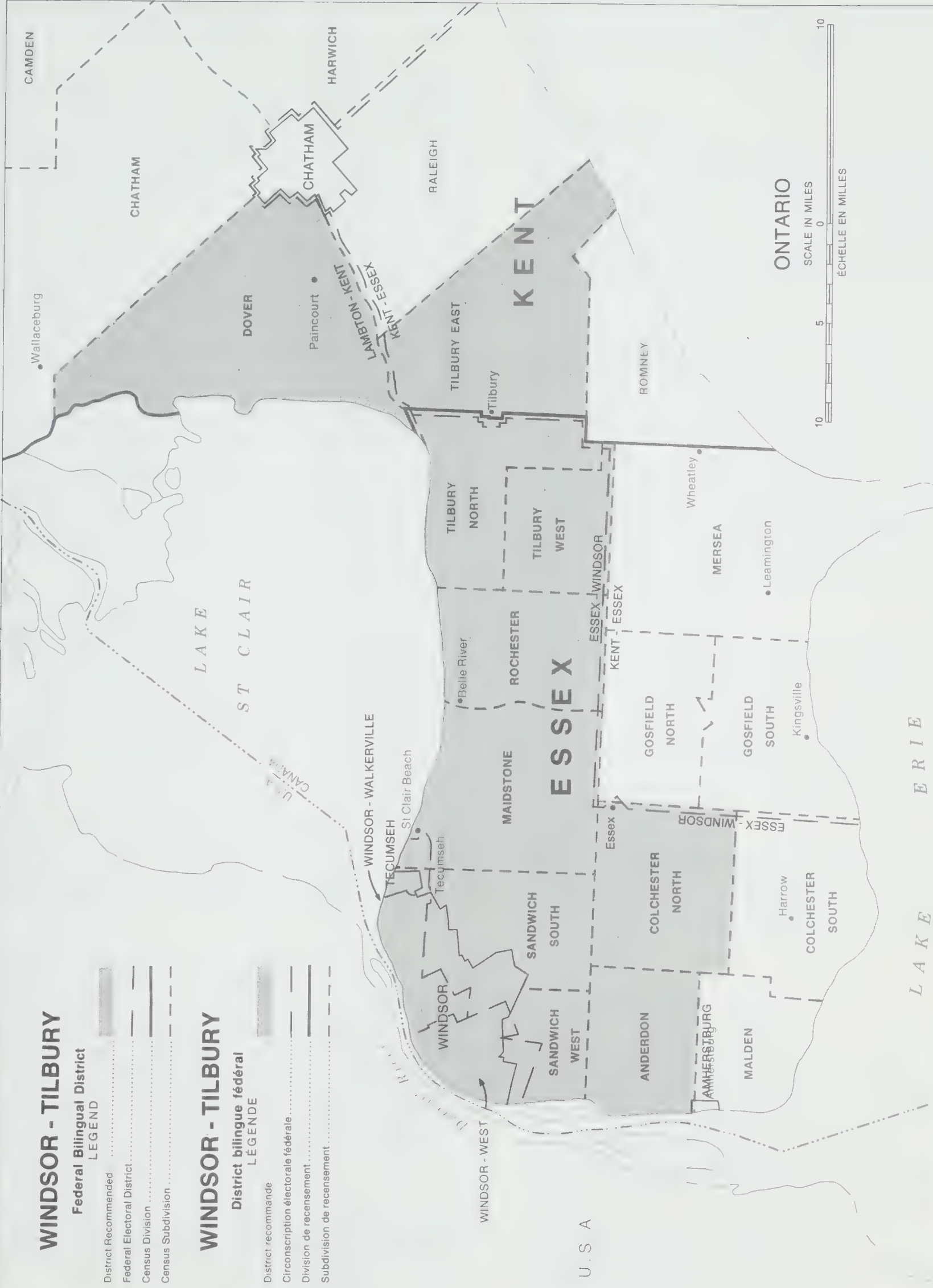
LÉGENDE

District recommandé

Circonscription électorale fédérale

Division de recensement

Subdivision de recensement



Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

d'Amherstburg qui ne réunissait que 230 Francophones, soit 4.4 pour cent de la population.

887. Le député de la région que nous avons rencontré s'est déclaré, lui aussi, en faveur d'un district bilingue situé dans la région envisagée. Selon lui, il y avait des signes que le déclin de la population de langue maternelle française pourrait bien s'inverser dans un avenir rapproché, car la jeune génération de Francophones était plus intéressée que les précédentes à sa culture.

888. Lorsque nous avons consulté les représentants municipaux de Chatham et que nous leur avons appris que leur ville ne ferait vraisemblablement pas partie d'un district bilingue, ils n'ont pas semblé trop désappointés. On nous a dit que la recommandation du Premier Conseil d'inclure Chatham dans un district bilingue avait causé une surprise générale. Ils ont confirmé le fait que la plupart des citoyens de cette région allaient chercher une grande partie de leurs services fédéraux à Windsor. Enfin, ils ont endossé le point de vue des gens de Windsor qui nous avaient conseillé de laisser de côté les subdivisions de recensement d'Anderdon et de Colchester North.

Récapitulation

889. Après avoir examiné ces témoignages, le Conseil a pris plusieurs décisions. Premièrement, il a reconnu qu'il était essentiel d'inclure la ville de Windsor dans un district bilingue éventuel parce que cette ville était dotée d'un grand nombre de bureaux fédéraux au niveau local et régional.

890. Deuxièmement, nous avons conclu qu'il fallait ajouter au comté d'Essex les subdivisions de recensement de Dover, de Tilbury Est et de Tilbury qui appartenaient au comté de Kent et qui étaient admissibles, pour former un seul district au lieu de deux qui seraient adjacents.

891. Troisièmement, après mûre réflexion, nous avons décidé, malgré les avis contraires, d'inclure les subdivisions de recensement d'Anderdon et de Colchester North dans le district bilingue proposé. Nous avons pensé que les Francophones de ces deux localités, même s'ils n'étaient pas très nombreux, comptaient tout de même 1,155 âmes et chacune de ces deux subdivisions de recensement dépassait le dix pour cent requis d'un district bilingue. Le Premier Conseil avait également retenu ces deux localités.

892. Le territoire que nous proposons comme district bilingue est identique à celui que recommandait le Premier Conseil, sauf que nous ne gardons pas la ville

de Chatham. En 1971, la population de langue maternelle française du district bilingue envisagé atteignait 27,635 habitants ou 10.3 pour cent.

Recommandation

893. **Le Conseil recommande presque à l'unanimité l'établissement d'un district bilingue, appelé Windsor—Tilbury, qui comprend le territoire décrit plus haut.**

Grands centres urbains où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

894. Nous avons déjà exposé les raisons qui ont amené le Conseil à proposer que les services fédéraux bilingues soient assurés en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles, autant que faire se peut, dans tous les bureaux fédéraux qui font affaire avec le public et qui sont situés dans de grands centres urbains ayant, en 1971, une population d'au moins 5,000 personnes dont la langue d'usage constituait la langue de la minorité linguistique officielle de leur région respective.⁶⁸ Nous avons pensé qu'il fallait faire une proposition semblable dans le cas des capitales provinciales sans toutefois imposer un nombre de citoyens précis.⁶⁹

895. Nous présentons officiellement des propositions particulières à cet égard à la Partie III de notre Rapport sous le titre de Recommandations supplémentaires.⁷⁰

896. Nous nous contenterons de signaler ici que les deux grands centres urbains de l'Ontario où nous voudrions assurer ainsi des services bilingues fédéraux sont les régions métropolitaines de recensement de Saint-Catharines—Niagara et de Toronto. Il vaut peut-être la peine d'ajouter en passant que, même si celle de Toronto n'avait pas été admissible parmi ce groupe de grands centres urbains, elle aurait fait partie des capitales provinciales où nous proposons d'assurer des services bilingues.

(1) Saint-Catharines—Niagara

897. La région métropolitaine de recensement de Saint-Catharines—Niagara occupe l'extrémité orientale de la péninsule de Niagara entre le lac Ontario et le lac Érié. Les subdivisions de recensement qui la composent ainsi que le nombre et le pourcentage des résidents dont la langue d'usage, en 1971, était le français, apparaissent dans la description géostatistique de la

⁶⁸ 1^{re} Partie, paragraphes 187-201, pp. 29-31.

⁶⁹ 1^{re} Partie, paragraphes 202-211, pp. 31-32.

⁷⁰ Partie III, paragraphes 1156-1160, p. 176.

région, à la Partie III de notre Rapport.⁷¹ Une carte du territoire accompagne cette description.

898. Nous ne fournissons ici que les détails sommaires et les témoignages que nous avons recueillis à la suite d'une consultation de quelques résidents de l'endroit. En 1971, la région métropolitaine de recensement de Saint-Catharines—Niagara comptait 10,720 habitants, ou 3.5 pour cent, dont le français était la langue d'usage.

899. Pour plus de précision, il faudrait souligner que la région de Saint-Catharines—Niagara, renfermant les villes de Welland et de Port Colborne déjà proposées comme district bilingue,⁷² une partie de ses 10,720 citoyens étant sans aucun doute Francophones, recevrait des services fédéraux bilingues si notre recommandation était acceptée. D'une façon, la présente recommandation touchant Saint-Catharines—Niagara répète la recommandation visant à assurer des services bilingues dans ces deux localités; cependant, le point essentiel est que cette dernière proposition s'applique à une région métropolitaine de recensement beaucoup plus vaste; il n'est donc pas superfétatoire.

900. Nous devons ajouter qu'à notre avis il n'y a aucun inconvénient à ce qu'un groupe francophone habitant Welland et Port Colborne soit inclus dans celui de Saint-Catharines—Niagara dont la langue d'usage est le français. Sans aucun doute certains des résidents francophones de Welland et de Port Colborne désireront se faire servir dans leur langue dans les bureaux fédéraux, en dehors de leur district bilingue, par exemple dans les bureaux régionaux de Saint-Catharines et de Niagara Falls, ou peut-être aux postes de la frontière internationale. Beaucoup d'autres membres des groupes minoritaires des autres localités auront sans doute recours aux services bilingues des bureaux fédéraux de Saint-Catharines—Niagara. La question revient donc à dire que c'est la présentation de services fédéraux bilingues dans une grande région métropolitaine de recensement qui compte, et non le domicile de la personne qui les utilise.

Consultations

901. Le Conseil n'a pas visité la région, mais quelques-uns de ses membres ont rencontré plusieurs résidents de l'endroit à une réunion tenue à Toronto.

902. On nous a dit qu'il y avait pénurie de services fédéraux en français dans la région de Saint-Catharines

—Niagara. Le gouvernement fédéral s'efforce de les augmenter sans avoir réussi à répondre aux besoins. Il était difficile par exemple de bien capter les émissions de la chaîne de télévision française de Toronto. On nous a fait part que bon nombre de Francophones ne demandaient pas à être servis dans leur langue, parce qu'ils étaient probablement habitués à utiliser l'anglais. On a proposé que les bureaux fédéraux capables d'offrir des services bilingues devraient le faire savoir en ayant recours à des affiches ou à la publicité.⁷³

903. On nous a aussi laissé entendre que si la région métropolitaine de recensement de Saint-Catharines—Niagara ne satisfaisait pas aux conditions requises d'un district bilingue, le gouvernement fédéral devrait se prévaloir de l'article 9(2) de la Loi sur les langues officielles pour y assurer des services bilingues. La recommandation supplémentaire que nous présentons à la Partie III fait droit à cette demande.⁷⁴

Nota

904. Le Conseil attire l'attention sur le fait que la région métropolitaine de recensement de Saint-Catharines—Niagara fera partie de la liste des grands centres urbains qui font l'objet d'une recommandation supplémentaire demandant d'y assurer des services bilingues fédéraux.⁷⁵

(2) Toronto

905. La région métropolitaine de Toronto est située sur la rive nord et à l'extrémité occidentale du lac Ontario. Les subdivisions de recensement qui la composent ainsi que le nombre et le pourcentage de citoyens dont la langue d'usage, en 1971, était le français apparaissent dans la description géostatistique de la région à la Partie III de notre Rapport.⁷⁶ Une carte du territoire accompagne cette description.

906. En 1971, la région métropolitaine de recensement de Toronto comptait 20,580 résidents, ou 0.8 pour cent, dont la langue d'usage était le français.

907. Toronto est un exemple classique de la nécessité qu'il y a d'assurer des services bilingues par d'autres moyens que les districts bilingues. En 1971, la population de langue maternelle française de la région métropolitaine de recensement totalisait 45,570 personnes

⁷¹ Partie III, pp. 184-185.

⁷² Partie II, paragraphes 866-873, pp. 128-129.

⁷³ Le Conseil endosse cette idée, Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 3, paragraphes 1161-1163, p. 176.

⁷⁴ Partie III, paragraphes 1156-1157, p. 176.

⁷⁵ *Ibid*, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

⁷⁶ Partie III, pp. 186-187.

mais seulement 1.7 pour cent de la population totale. Cette minorité était si dispersée dans toute la région qu'aucune subdivision ou secteur de recensement n'atteignait dix pour cent; il n'y avait donc aucune possibilité d'y recommander un district bilingue.

908. Et pourtant, dans cette région métropolitaine de recensement de 2,628,125 âmes, il existait bon nombre de bureaux fédéraux au niveau local et régional; sans aucun doute, il y avait aussi quantité de voyageurs et de visiteurs qui, en plus du grand nombre de citoyens de langue maternelle française, souhaitaient recevoir des services fédéraux dans leur langue.

Visite et consultations

909. Comme nous l'avons mentionné précédemment, quelques membres du Conseil se sont rendus à Toronto et y ont tenu une réunion à laquelle plusieurs Franco-phones des environs ont assisté. Ils nous ont dit qu'un certain nombre de bureaux fédéraux de Toronto four-

nissaient des services bilingues, même si parfois il fallait s'armer de patience pour se faire servir en français. La Société Radio-Canada possède un poste de radio et de télévision françaises à Toronto. On nous a laissé l'impression que, au contraire de beaucoup d'autres localités, la ville est assez bien pourvue de services bilingues, bien qu'il y ait place pour des améliorations, semble-t-il, dans quelques bureaux fédéraux.

910. Une autre fois, l'un des membres du Conseil a profité d'une occasion pour consulter un député de la région de Toronto. Celui-ci s'est montré très favorable à la prestation de services bilingues fédéraux à Toronto.

Nota

911. Le Conseil attire l'attention sur le fait que la région métropolitaine de recensement de Toronto entre dans le groupe des grands centres urbains qui font l'objet d'une recommandation supplémentaire leur assurant des services bilingues fédéraux.⁷⁷

⁷⁷ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

Le Manitoba

Introduction

912. Le 24 septembre 1738, La Vérendrye et ses compagnons arrivaient pour la première fois à la Fourche des Assiniboines, c'est-à-dire au confluent des rivières Rouge et Assiniboine, aujourd'hui Winnipeg. La présence française dans cette province remonte à cette date.

913. Button et Kelsey y vinrent par la baie d'Hudson; Selkirk et ses premiers colons aussi. Selkirk y trouva tant de Canadiens français, qu'il demanda immédiatement à l'évêque de Québec d'y envoyer des prêtres pour le grand bénéfice de la population déjà sur place. Le français était si universellement en usage qu'un employé de la Compagnie de la Baie d'Hudson, l'Anglais David Williams Harmon, peu avant cette époque, note dans son journal qu'il fut un an sans pouvoir parler sa langue maternelle. Provencher, Dumoulin et Hedge arrivèrent en 1818 et quelques mois après, Provencher invita dans son humble chaumière des enfants du pays à qui il enseigna les rudiments du français et du latin. C'était le début de ce qui est devenu le Collège de Saint-Boniface.

914. À l'entrée du Manitoba dans la Confédération, la population était divisée presque également entre Anglophones et Francophones, si bien que les délégués du gouvernement provisoire du Manitoba auprès de celui d'Ottawa obtinrent qu'on insère dans l'Acte du Manitoba de 1870 l'article 23, copié presque textuellement de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867, qui garantissait le droit d'utiliser le français aussi bien que l'anglais dans les tribunaux et la législature.

915. En 1890, cet article 23 fut abrogé et remplacé par un autre texte de loi décrétant que seule la langue anglaise serait langue officielle. Vingt-six ans plus tard, le gouvernement manitobain ordonna la fermeture de l'unique école normale de langue française, en même temps que trois autres écoles desservant les populations allemandes, ukrainiennes et scandinaves.

916. Ce n'est qu'en 1967 que l'on autorisa de nouveau le français comme langue d'enseignement de certains sujets seulement. En 1970, la législature provinciale déclara que les deux langues officielles du Canada seraient, au même titre, langues d'enseignement et fixa les modalités de ce retour à l'esprit de 1870. L'application de cette loi subira l'épreuve du temps. Pour le moment, les intentions et les attitudes sont bonnes. En 1974, grâce à la coopération du gouvernement fédéral et provincial, un nouvel institut de pédagogie ouvrait ses portes.

917. Depuis 1738, il y a toujours eu une présence française dans certaines régions de la province. Aujourd'hui, 60,545 personnes, dont le français est la langue maternelle, y vivent encadrées d'institutions qui leur sont propres et auxquelles elles tiennent, même s'il y a parfois des fléchissements.

Régions admissibles mais non recommandées

918. Nous avons inclus en totalité ou en partie dans l'un ou l'autre des districts bilingues que nous proposons la plupart des subdivisions de recensement du Manitoba qui, en 1971, comptaient une population de langue maternelle française d'au moins dix pour cent.

919. Nous n'avons laissé de côté que six subdivisions de recensement admissibles. Dans chaque cas, la population francophone était si faible, soit 270 personnes au maximum, que nous n'avons pas cru bon d'en faire un district bilingue séparé. Il n'était pas possible non plus de rattacher cette région à un district bilingue voisin car il s'agissait de petits îlots isolés dans le sud-ouest ou dans le nord de la province.

Comparaison avec les recommandations du Premier Conseil

920. Les régions que nous proposons comme districts bilingues sont presque identiques à celles que recommandait le Premier Conseil.⁷⁸ Lorsque les limites ne

⁷⁸ *Recommandations du Conseil consultatif des districts bilingues*, mars 1971, Information Canada, 1971, pp. 61-70.

sont pas les mêmes, nous en faisons part dans nos explications. La principale différence réside dans le fait que le Premier Conseil a proposé un total de huit districts bilingues tandis que le nôtre n'en a retenu que six. C'est que nous avons combiné en un seul district les trois régions de Saint-Boniface—Rouge—Seine que le Premier Conseil avait divisées en trois districts.

Nouvel examen d'autres régions

921. Le Premier Conseil avait recommandé de ré-examiner cinq autres régions après le recensement de 1971.⁷⁹ Nous avons étudié de nouveau chacune de ces régions et, dans certains cas, nous en avons inclus certaines parties dans un district bilingue qui s'y prêtait.

Districts bilingues recommandés au Manitoba

1. Ellice—Saint-Lazare

a. description

le district bilingue d'Ellice—Saint-Lazare se compose de la subdivision de recensement d'Ellice et du village de Saint-Lazare, dans la division de recensement n° 13.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 13 (part.)			
subdivision			
Ellice.....	640	310	48.4
village			
Saint-Lazare.....	430	310	72.1
total.....	1,070	620	57.9

c. circonscriptions électorales

le district bilingue d'Ellice—Saint-Lazare est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Marquette, et dans une partie de la circonscription électorale provinciale de Birtle—Russell.

Précisions

922. Le district bilingue recommandé par notre Conseil comprend la subdivision de recensement d'Ellice

⁷⁹ Ibid. pp. 69-70.

et le village de Saint-Lazare, qui font partie de la division de recensement numéro 13 du Manitoba. Ellice—Saint-Lazare forment une toute petite région située sur la frontière occidentale du Manitoba, à l'endroit où la rivière Qu'Appelle passe de la Saskatchewan au Manitoba.

923. En 1971, la subdivision de recensement d'Ellice comptait 310 Francophones, ou 48.4 pour cent. Le village de Saint-Lazare en réunissait également 310 mais ils formaient 72.1 pour cent de la population. Le district bilingue proposé avait donc 620 citoyens de langue maternelle française, ou 57.9 pour cent de la population totale. Il est vrai que c'est le deuxième plus petit groupe minoritaire de tous les districts bilingues que nous avons recommandés; cependant sa représentation proportionnelle était si élevée qu'il constituait la majorité dans sa région. Nous avons donc considéré cette localité comme un district bilingue possible. C'était une zone rurale qui n'était guère pourvue de bureaux fédéraux.

Consultations

924. Le Conseil ne s'est pas rendu dans cette région, mais un groupe de ses membres a consulté un député de l'endroit. Nous avons également rencontré deux représentants officiels du gouvernement provincial du Manitoba.

925. Le député de la région s'est montré très favorable à la création d'un district bilingue à Ellice—Saint-Lazare. Il fit observer que le village de Saint-Lazare était à prédominance française et que les Francophones désiraient maintenir leur identité. La plupart d'entre eux sont bilingues, qualité qu'ils trouvent avantageuse lorsque vient le temps de trouver un emploi. D'après lui, les Francophones unilingues y sont rares.

Attitude du gouvernement provincial

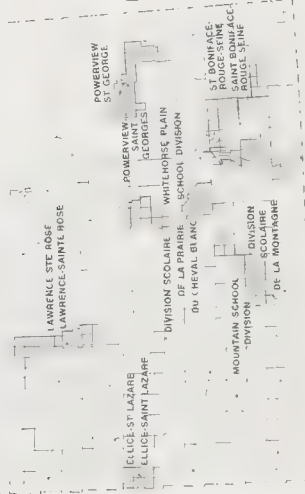
926. Lorsque nous avons rencontré les porte-parole du gouvernement du Manitoba, ils nous ont dit qu'il appuyait sans réserve le principe des districts bilingues. Ils se sont également montrés d'accord avec le choix des districts bilingues que nous proposons et que nous allons décrire dans la présente section de notre Rapport. Cette approbation portait non seulement sur Ellice—Saint-Lazare mais aussi sur les autres régions que nous retenions au Manitoba. Par souci de brièveté, nous ne reviendrons pas sur ce point dans la description des districts bilingues qui suit. La seule mise en

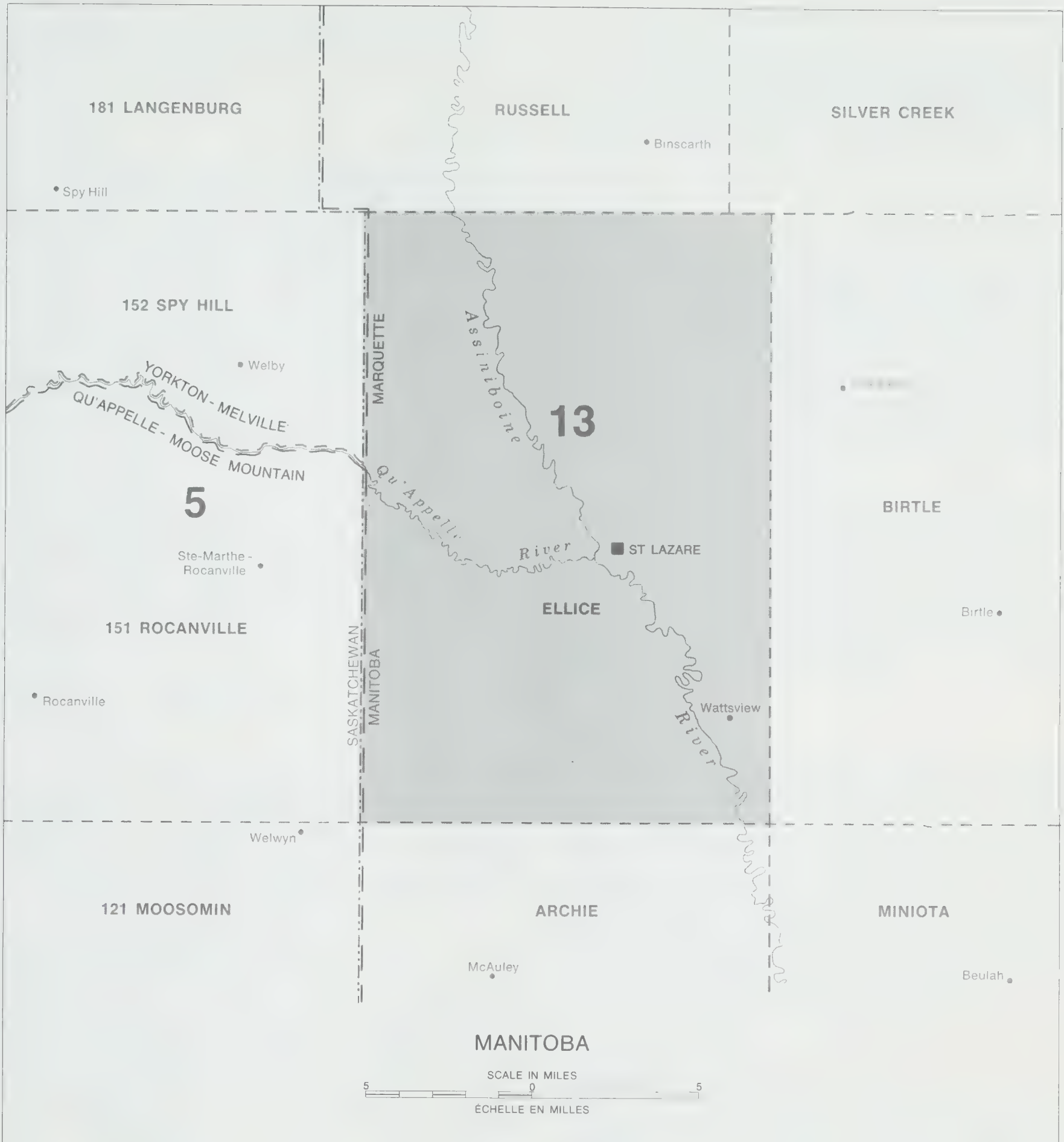
PROVINCE OF
MANITOBA
FEDERAL BILINGUAL DISTRICTS

LEGEND
Districts Représentées

PROVINCE DU
MANITOBA
DISTRICTS BILINGUES FEDERAUX

LÉGENDE
Districts Représentés





ELlice - ST LAZARE

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	13
Census Division	
Census Subdivision	

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

ELlice-SAINT-LAZARE

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommande	
Circonscription électorale fédérale	13
Division de recensement	
Subdivision de recensement	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

garde qu'on nous a faite a été de ne pas découper des districts bilingues qui seraient si irréguliers qu'ils paraîtraient artificiels.

Conclusion

927. Quelques membres du Conseil éprouvaient certaines réserves à proposer un district bilingue dans Ellice—Saint-Lazare parce que le groupe francophone y était peu nombreux et les bureaux fédéraux, plutôt rares. Toutefois, vu le pourcentage élevé de cette minorité et les avis que nous avons reçus, vu aussi les chances qu'un district bilingue puisse contribuer à sauvegarder la culture française et à assurer quelques services en français dans d'autres bureaux du gouvernement, la majorité des membres du Conseil a décidé d'y proposer la création d'un district bilingue.

Recommandation

928. La majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue appelé Ellice—Saint-Lazare et formé des régions décrites ci-dessus.

2. Lawrence—Sainte-Rose

a. description

le district bilingue de Lawrence—Sainte-Rose se compose de la subdivision de recensement de Sainte-Rose et du village de Sainte-Rose-du-Lac, dans la division de recensement n° 17, et de la subdivision de recensement de Lawrence, dans la division de recensement n° 18.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 17 (part.)			
subdivision			
Sainte-Rose.....	1,225	730	59.6
village			
Sainte-Rose-du-Lac	815	375	46.0
Division n° 18 (part.)			
subdivision			
Lawrence.....	1,095	125	11.4
total.....	3,135	1,230	39.2

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Lawrence—Sainte-Rose est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Dauphin, et dans une partie de la circonscription électorale provinciale de Sainte-Rose.

Précisions

929. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend la subdivision de recensement de Sainte-Rose, le village de Sainte-Rose-du-Lac dans la division de recensement numéro 17 et la subdivision de recensement de Lawrence dans la division de recensement numéro 18. Les trois localités forment une région continue sise au nord-est et au sud-est du Lac Dauphin dans le centre de la province.

930. En 1971, la subdivision de recensement de Sainte-Rose comptait 730 Francophones ou 59.6 pour cent de la population. Le village de Sainte-Rose-du-Lac en réunissait 375, soit 46.0 pour cent; la subdivision de recensement de Lawrence, 125, ou 11.4 pour cent. Comme il s'agit d'une région complètement rurale, on n'y trouve guère de bureaux fédéraux.

Trois possibilités

931. Sainte-Rose-du-Lac faisant partie de la subdivision de Sainte-Rose, les deux localités forment un territoire compact tandis que Lawrence est un appendice ajouté du côté nord. Le Conseil a donc envisagé trois possibilités: premièrement, recommander ou ne pas recommander de district bilingue dans cette région; deuxièmement, si la réponse au premier dilemme était affirmative, ne recommander que la région compacte de Sainte-Rose; ou troisièmement, recommander tout le territoire de Sainte-Rose et de Lawrence.

Consultation

932. Le Conseil ne s'est pas rendu dans cette localité, mais plusieurs de ses membres ont rencontré le député de la région. Il s'est prononcé en faveur de l'établissement d'un district bilingue dans cet endroit mais, à son avis, celui-ci devrait laisser de côté Lawrence et la partie sud de la subdivision de recensement de Sainte-Rose, puisque ces deux secteurs sont peuplés de résidents non-francophones. Il a ajouté que les bureaux fédéraux de la région étaient situés à Sainte-Rose-du-Lac, village bilingue depuis toujours.

Récapitulation

933. Après quelque discussion, la majorité des membres du Conseil en vint à la conclusion qu'il fallait proposer de réunir Sainte-Rose, Sainte-Rose-du-Lac et Lawrence en un district bilingue. En effet, Sainte-Rose et Sainte-Rose-du-Lac avaient ensemble une population de langue maternelle française de 1,105 âmes ou 54.2 pour cent, nombre et pourcentage plus élevés que dans bien d'autres régions où le Conseil était prêt à recommander un district bilingue.

934. Ayant raisonné de cette façon, nous avons cru devoir ensuite ajouter la subdivision de recensement de Lawrence car, même si elle ne comptait que 125 Francophones et que le Premier Conseil l'avait laissée de côté, il nous a semblé plausible de la rattacher au district bilingue envisagé. Le nombre total des Francophones de ce territoire combiné s'élevait à 1,230, soit 39.2 pour cent de la population.

Recommandation

935. La majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue dans la région déjà décrite, sous le nom de Lawrence—Sainte-Rose.

3. Division scolaire de la Montagne

a. description

le district bilingue de la Division scolaire de la Montagne se compose du territoire de cette division scolaire, comprenant, en tout ou en partie, le secteur de dénombrement (S.D.) n° 166 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n° 604 (Lisgar), dans la division de recensement n° 2; les secteurs de dénombrement n°s 208, 256, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270 et 272 de la circonscription électorale fédérale n° 604 (Lisgar), et le village de Somerset, dans la division de recensement n° 3; les secteurs de dénombrement n°s 016, 017 et 018 de la circonscription électorale fédérale n° 606 (Portage), et le village de Saint-Claude, dans la division de recensement n° 6; et les secteurs de dénombrement n°s 301, 302, 303 et 305 de la circonscription électorale fédérale n° 604 (Lisgar), et le village de Notre-Dame-de-Lourdes, dans la division de recensement n° 7.

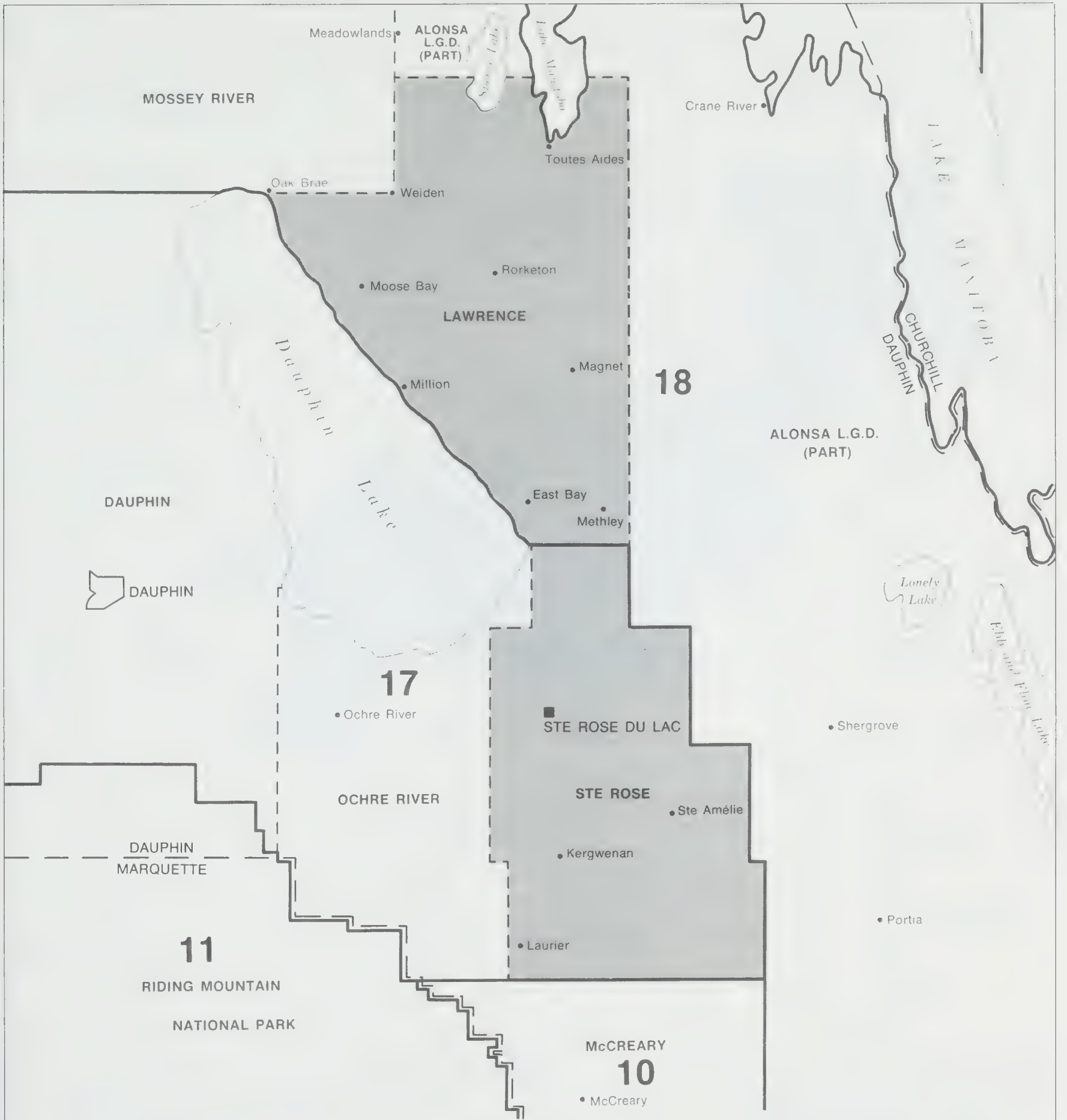
b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 2 (part.)			
C.E. S.D.			
604 166 (part.).....	450	110	24.4
Division n° 3 (part.)			
C.E. S.D.			
604 208 (part.).....	240	40	16.7
604 256 (part.).....	195	50	25.6
604 263.....	335	260	77.6
604 264 (part.).....	390	40	10.3
694 265 (part.).....	460	130	28.3
604 266 (part.).....	190	35	18.4
604 267.....	325	135	41.5
604 268 (part.).....	270	15	5.6
604 269 (part.).....	245	200	81.6
604 270 (part.).....	165	115	69.7
604 272.....	230	—	—
village			
Somerset.....	650	430	66.2
Division n° 6 (part.)			
C.E. S.D.			
606 016 (part.).....	415	330	79.5
606 017 (part.).....	250	220	88.0
606 018 (part.).....	300	210	70.0
village			
Saint-Claude.....	675	565	83.7
Division n° 7 (part.)			
C.E. S.D.			
604 301 (part.).....	205	175	85.4
604 302 (part.).....	205	150	73.2
604 303 (part.).....	195	40	20.5
604 305 (part.).....	285	85	29.8
village			
Notre-Dame-de-Lourdes.....	610	560	91.8
total.....	7,285	3,895	53.5

Nota: Pour tout secteur de dénombrement, entier ou fractionné, situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de la Division scolaire de la Montagne est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Lisgar et de Portage, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Morris, Pembina et Rock Lake.



LAWRENCE-STE ROSE

Federal Bilingual District
LÉGENDE

District Recommended
Federal Electoral District
Census Division **17**
Census Subdivision

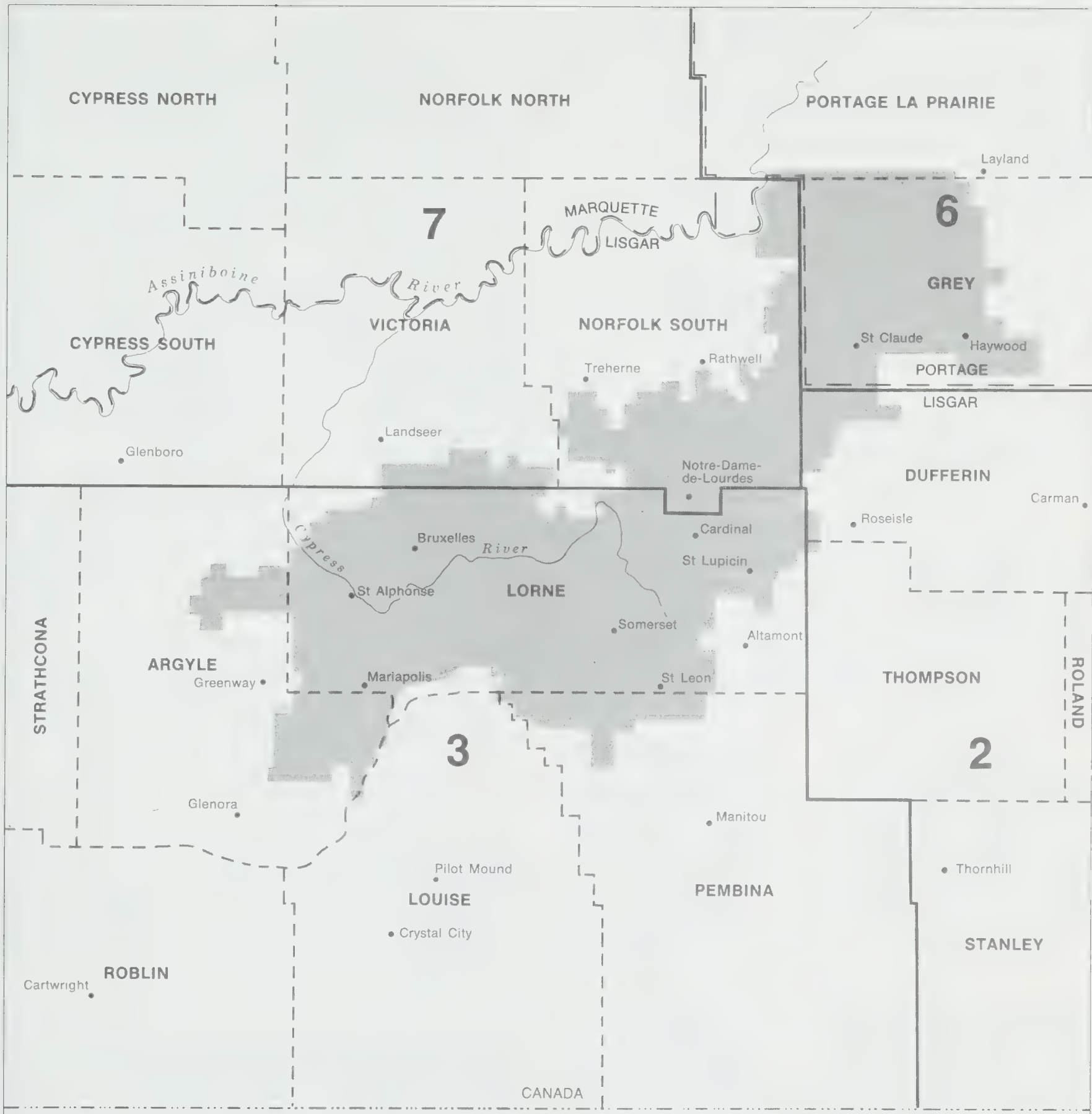
Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department
of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

LAWRENCE-SAINTE-ROSE

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé
Circonscription électorale fédérale **17**
Division de recensement
Subdivision de recensement

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère
de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada



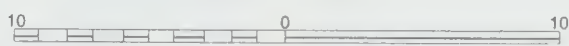
MOUNTAIN SCHOOL DIVISION

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	
Census Division	
Census Subdivision	

MANITOBA

SCALE IN MILES



ÉCHELLE EN MILLES

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

DIVISION SCOLAIRE DE LA MONTAGNE

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	
Division de recensement	
Subdivision de recensement	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

Précisions

936. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend la division scolaire du même nom formée d'un certain nombre de secteurs de dénombrement complets ou partiels à l'intérieur des divisions de recensement numéro 2, 3, 6 et 7, ainsi que les villages de Somerset, de Saint-Claude et de Notre-Dame-de-Lourdes. Le territoire est situé dans la région centre sud de la province.

937. En 1971, cette région comptait 3,895 Francophones, ou 53.5 pour cent. Les limites que le Conseil a tracées correspondent aux concentrations importantes de Francophones dans cette partie du Manitoba et laissent de côté les parties densément peuplées de citoyens de langues maternelles autres que le français.

938. Ainsi, les Francophones n'atteignaient pas dix pour cent dans seulement deux des 22 secteurs de dénombrement et villages englobés dans le district bilingue envisagé. Dans 11 de ces régions, ils dépassaient de beaucoup 50, voire 75 pour cent dans sept de ces endroits.

939. Les limites du district que nous proposons sont les mêmes que celles du district recommandé par le Premier Conseil. De toute façon c'est une région surtout rurale où les bureaux fédéraux sont assez rares.

Consultation

940. Le Conseil ne s'est pas rendu dans cette région, mais plusieurs de ses membres ont consulté un député de cette circonscription qui n'a soulevé aucune objection à la création d'un district bilingue en cet endroit.

Recommandation

941. Le Conseil recommande par une faible majorité la création d'un district bilingue appelé Division scolaire de la Montagne et composé des éléments décrits plus haut.

4. Powerview—Saint-Georges

a. description

le district bilingue de Powerview—Saint-Georges se compose de la subdivision de recensement Alexander, District du gouvernement local (D.G.L.), (partie principale), et des villages de

Great Falls et Powerview, dans la division de recensement n° 19.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 19 (part.)			
subdivision			
Alexander (D.G.L.) (partie principale).	1,580	635	40.2
villages			
Great Falls.....	200	20	10.0
Powerview.....	670	245	36.6
total.....	2,450	900	36.7

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Powerview—Saint-Georges est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Provencher et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Lac du Bonnet et Rupertsland.

Précisions

942. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend la subdivision de recensement d'Alexander, district de gouvernement local (partie principale), et les villages de Great Falls et de Powerview, tous situés dans la division de recensement numéro 19. Cette région s'étend à l'est à partir de la rive sud-est du lac Winnipeg.

943. En 1971, le district bilingue proposé comptait 900 Francophones, ou 36.7 pour cent. Très rural et assez peu peuplé, ce territoire ne possédait que de rares bureaux fédéraux. Le Premier Conseil avait recommandé d'en faire un district bilingue, mais sous un nom quelque peu différent.

Consultation

944. Le Conseil ne s'est pas rendu dans cette région, mais plusieurs de ses membres ont rencontré un député de cette circonscription. Il ne s'est pas prononcé de façon catégorique mais il nous a laissé l'impression qu'en principe il était contre les districts bilingues.

Recommandation

945. Une faible majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue appelé Powerview—Saint-Georges et formé des éléments décrits plus haut.

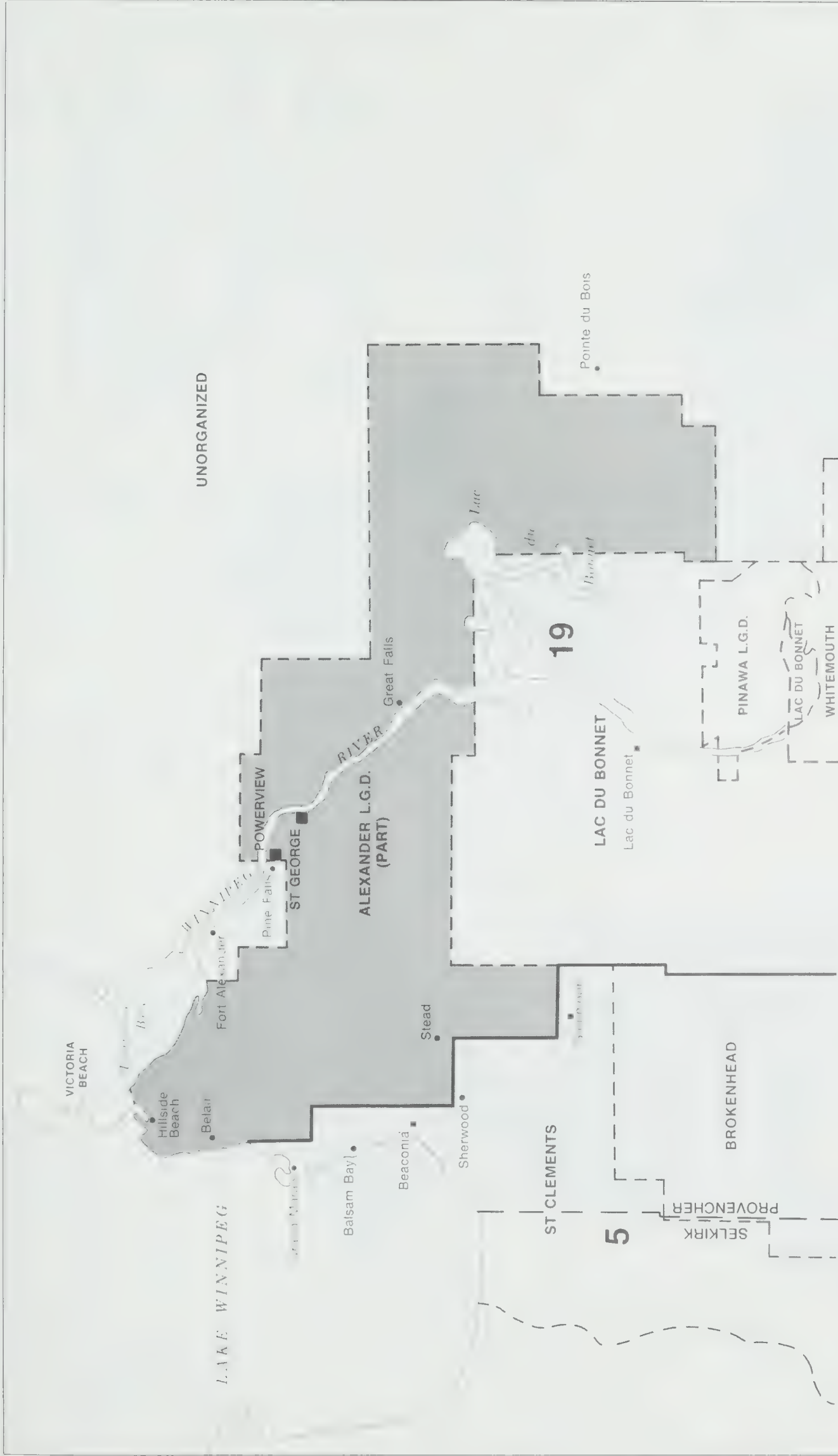
5. Saint-Boniface—Rouge—Seine

a. description

le district bilingue de Saint-Boniface—Rouge—Seine se compose des secteurs de recensement (S.R.) n^{os} 100, 101, 102, 103, 104 et 105 (ancienne cité de Saint-Vital) et des secteurs de recensement n^{os} 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116 et 117 (ancienne cité de Saint-Boniface), dans la division de recensement n^o 20; du territoire de la division scolaire de la Rivière Rouge, comprenant en tout ou en partie, les secteurs de dénombrement (S.D.) n^{os} 015 et 016 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n^o 604 (Lisgar), les secteurs de dénombrement n^{os} 113, 114, 115, 159, 160, 161, 162 et 164 de la circonscription électorale fédérale n^o 607 (Provencher), et le village de Saint-Pierre, dans la division de recensement n^o 1; les secteurs de dénombrement n^{os} 001, 002, 003, 004 et 011 de la circonscription électorale fédérale n^o 604 (Lisgar), et les secteurs de dénombrement n^{os} 116 et 117 de la circonscription électorale fédérale n^o 607 (Provencher), dans la division de recensement n^o 2; et du territoire de la Division scolaire de la rivière Seine, comprenant, en tout ou en partie, les secteurs de dénombrement n^{os} 001 et 002 de la circonscription électorale fédérale n^o 606 (Portage), les secteurs de dénombrement n^{os} 051, 053, 167, 168, 169, 201, 202, 203, 204, 207, 208 et 209 de la circonscription électorale fédérale n^o 607 (Provencher), les secteurs de dénombrement n^{os} 001, 002 et 003 de la circonscription électorale fédérale n^o 608 (Saint-Boniface) et le village de Sainte-Anne, dans la division de recensement n^o 1; les secteurs de dénombrement n^{os} 003 et 005 de la circonscription électorale fédérale n^o 606 (Portage), dans la division de recensement n^o 6; les secteurs de dénombrement n^{os} 008, 009 et 305 de la circonscription électorale fédérale n^o 607 (Provencher), dans la division de recensement n^o 19; et les secteurs de dénombrement n^{os} 001, 002 et 003 du secteur de recensement n^o 500 (partie de la subdivision de recensement de Fort Garry), dans la division de recensement n^o 20.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	français	pourcentage
Division n ^o 20 (part.)			
S.R.			
100.....	1,485	245	16.5
101.....	8,095	610	7.5
102.....	11,530	1,325	11.5
103.....	3,845	145	3.8
104.....	3,905	370	9.5
105.....	4,110	725	17.6
110.....	6,415	830	12.9
111.....	6,480	910	14.0
112.....	9,180	1,560	17.0
113.....	4,310	1,385	32.1
114.....	4,790	2,000	41.8
115.....	4,140	690	16.7
116.....	7,850	4,625	58.9
117.....	3,550	2,430	68.5
Division scolaire de la rivière Rouge			
Division n ^o 1 (part.)			
C.E. S.D.			
604 015.....	150	135	90.0
604 016.....	260	240	92.3
607 113.....	585	570	97.4
607 114 (part.).....	255	220	86.3
607 115 (part.).....	265	95	35.8
607 159 (part.).....	325	205	63.1
607 160.....	605	435	71.9
607 161.....	25	—	—
607 162.....	340	160	47.1
607 164.....	295	115	39.0
village			
Saint-Pierre.....	850	720	84.7
Division n ^o 2 (part.)			
C.E. S.D.			
604 001 (part.).....	445	225	50.6
604 002 (part.).....	290	185	63.8
604 003 (part.).....	210	185	88.1
604 004.....	625	535	85.6
604 011 (part.).....	600	110	18.3
607 116 (part.).....	390	280	71.8
607 117 (part.).....	360	205	56.9
Division scolaire de la rivière Seine			
Division n ^o 1 (part.)			
C.E. S.D.			
606 001.....	110	25	22.7
606 002.....	355	40	11.3
607 051 (part.).....	630	455	72.2
607 053 (part.).....	465	275	59.1
607 167 (part.).....	790	325	41.1
607 168.....	770	550	71.4
607 169 (part.).....	465	155	33.3
607 201 (part.).....	360	215	59.7
607 202.....	550	505	91.8
607 203 (part.).....	660	170	25.8
607 204 (part.).....	460	295	64.1
607 207 (part.).....	225	125	55.6
607 208.....	390	230	59.0
607 209.....	315	100	31.7
608 001 (part.).....	660	310	47.0
608 002 (part.).....	700	465	66.4
608 003 (part.).....	420	120	28.6
village			
Sainte-Anne.....	1,065	910	85.4



POWERVIEW - ST GEORGE

Federal Bilingual District LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	5
Census Division	
Census Subdivision	

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

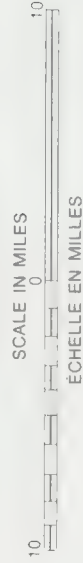
POWERVIEW - SAINT-GEORGES

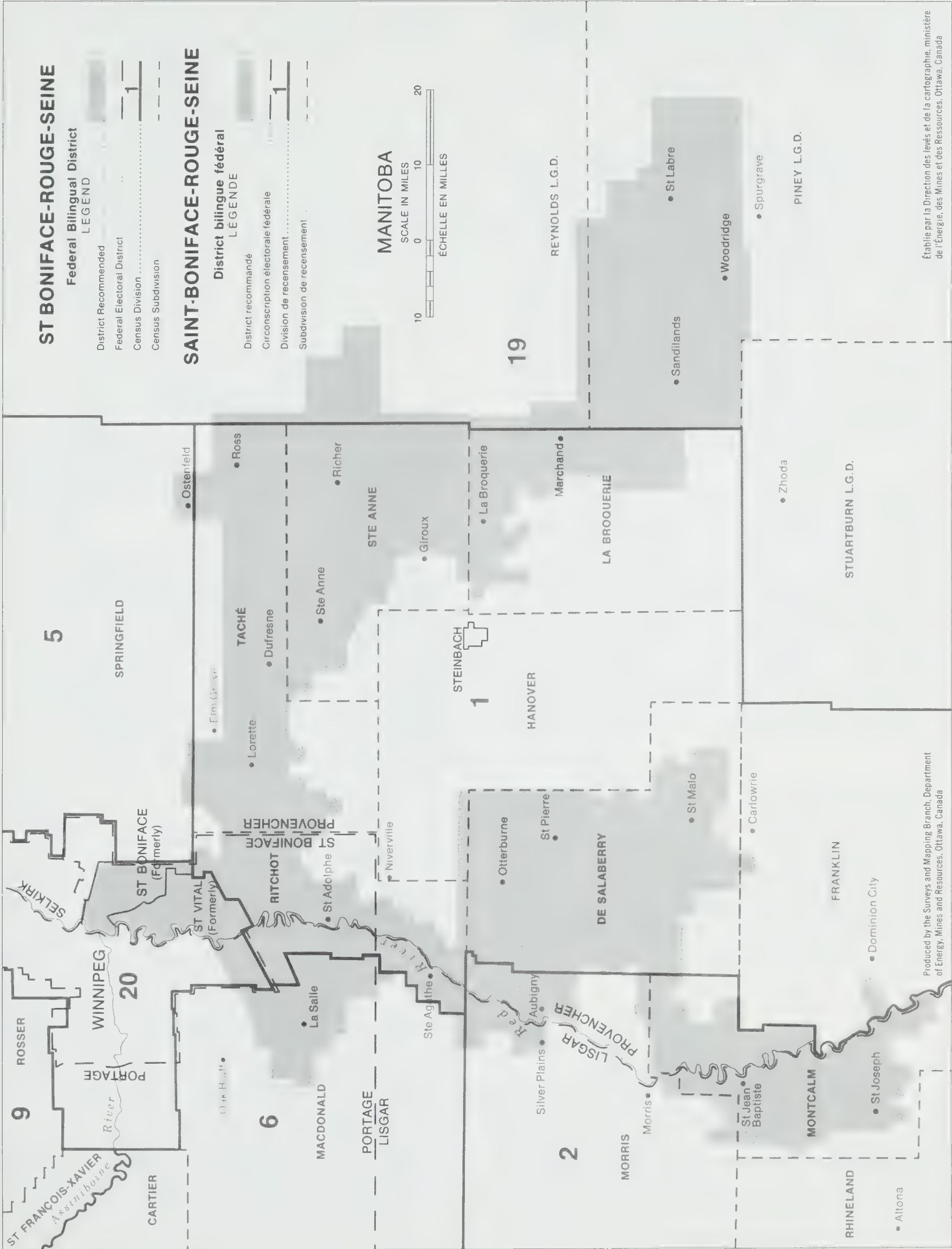
District bilingue fédéral LEGÈND

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	5
Division de recensement	
Subdivision de recensement	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada.

MANITOBA





ST BONIFACE-ROUGE-SEINE

Federal Bilingual District

LEGEND

District Recommended

Federal Electoral District

Census Division

Census Subdivision

SAINT-BONIFACE-ROUGE-SEINE

District bilingue fédéral

LÉGENDE

District recommandé

Circonscription électorale fédérale

Division de recensement

Subdivision de recensement

MANITOBA

SCALE IN MILES

0 10 20

ÉCHELLE EN MILES

division — subdivision		total	français	pourcentage
Division n° 6 (part.)				
C.E.	S.D.			
606	003 (part.).....	505	190	37.6
606	005 (part.).....	415	95	22.9
Division n° 19 (part.)				
C.E.	S.D.			
607	008 (part.).....	155	110	71.0
607	009.....	345	195	56.5
607	305 (part.).....	85	55	64.7
Division n° 20 (part.)				
S.R.	S.D.			
500	001 (part.).....	1,085	305	28.1
500	002.....	725	400	55.2
500	003 (part.).....	895	385	43.0
total.....		100,160	29,475	29.4

Nota: Pour tout secteur de recensement, entier ou fractionné, situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Saint-Boniface—Rouge—Seine est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Lisgar, Portage, Provencher, Saint-Boniface et Winnipeg-Sud; il est situé dans les circonscriptions électorales provinciales de Riel, Saint-Boniface et Saint-Vital, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales d'Emerson, Fort Garry, La Vérendrye, Morris, Radisson, Rhineland et Springfield.

Précisions

946. Le district bilingue proposé par le Conseil consiste en un certain nombre de localités qu'on a identifiées de diverses façons. Voici ces régions et leur désignation: certains secteurs de recensement qui comprennent les anciennes villes de Saint-Vital et de Saint-Boniface dans la division de recensement numéro 20; certains secteurs de dénombrement, en tout ou en partie, et le village de Saint-Pierre dans la division scolaire de la Seine, division de recensement numéro 1; certains secteurs de dénombrement, en tout ou en partie, dans la division de recensement numéro 2; certains secteurs de dénombrement, en tout ou en partie, et le village de Sainte-Anne dans la division scolaire de la Seine, division de recensement numéro 1; des parties de deux secteurs de dénombrement dans la division de recensement numéro 6; trois secteurs de dénombrement, en tout ou en partie, dans la division de recensement numéro 19;

et trois secteurs de dénombrement qui font partie de la subdivision de recensement de Fort Garry dans la division de recensement numéro 20. Le district bilingue proposé forme une région continue s'étendant au sud-est et au sud de Winnipeg.

947. En 1971, ce territoire réunissait 29,475 Francophones ou 29.4 pour cent de la population totale. Le Conseil a choisi les limites précitées en vue de pouvoir inclure les régions de cette partie du Manitoba qui abritent de fortes concentrations de résidents de langue maternelle française tout en laissant de côté les territoires où vivent des groupes importants de langues maternelles autres que le français.

948. Ainsi, les Francophones n'atteignaient pas le dix pour cent dans seulement quatre des 58 éléments composant le district bilingue envisagé. Dans 29 de ces zones, ils étaient si nombreux qu'ils constituaient une majorité locale. Dans neuf de ces localités, ils dépassaient les 80 pour cent.

949. Le district bilingue proposé est essentiellement une combinaison des trois districts bilingues de la division scolaire de la rivière Rouge, de la division scolaire de la Seine et de Saint-Boniface que le Premier Conseil avait recommandé. Ainsi, les limites du district bilingue envisagé sont presque les mêmes que celles des trois districts antérieurs pris ensemble, sauf que nous avons ajouté une partie de Saint-Vital et de Saint-Norbert. Pour plus de clarté, on notera que, depuis le recensement de 1971, on a créé le Grand Winnipeg qui incorpore un certain nombre des villes et villages de l'ancienne région.

950. Étant donné que le district bilingue proposé, comprenant Saint-Boniface, la Rouge et la Seine, est situé dans une région plutôt rurale, il s'y trouve peu de bureaux fédéraux. Même dans les parties du district proposé occupées par les anciennes villes de Saint-Boniface et de Saint-Vital, les bureaux fédéraux étaient rares, ceux-ci étant pour la plupart situés de l'autre côté de la Seine dans ce qui s'appelait alors la ville de Winnipeg.

Visite et consultations

951. Un groupe de membres du Conseil a visité cette région et a tenu des réunions à Saint-Boniface, à Sainte-Anne et à Winnipeg. Aux deux premiers endroits nous avons rencontré des groupes francophones; à Winnipeg, nous avons consulté des représentants du gouvernement provincial; nous avons déjà donné un compte rendu de cette entrevue que nous n'avons pas

à répéter ici.⁸⁰ À deux autres reprises, plusieurs membres du Conseil ont rencontré trois députés de la région retenue.

Constatations

952. Quelque vingt Franco-manitobains de Saint-Boniface et des environs ont assisté à la réunion de Saint-Boniface. Ils nous ont rapporté une plainte générale contre l'absence à peu près complète de services en français, car la plupart des bureaux fédéraux de niveau local ou régional sont situés dans la partie de la présente ville de Winnipeg qui est sise sur la rive occidentale de la Rouge en dehors du secteur de concentration des Francophones. Nos interlocuteurs voulaient que la partie ouest aussi bien que la partie est de Winnipeg soient incluses dans un district bilingue.

953. Lorsque nous leur avons expliqué qu'il était impossible d'englober la partie ouest de la ville dans un district bilingue parce que la population minoritaire de langue maternelle française n'y atteignait pas le dix pour cent requis, ils nous ont présenté deux autres propositions. Premièrement, on devrait déménager des bureaux fédéraux dans l'est de la ville. Deuxièmement, il faudrait voir s'il n'était pas possible, du point de vue statistique, d'étendre le district bilingue envisagé à la rive occidentale de la Rouge afin d'atteindre au moins quelques-uns des bureaux qui y sont situés.

954. Certains de nos interlocuteurs préféraient plusieurs districts bilingues moins grands au seul district assez vaste que nous proposons; autrement, ils s'entendaient généralement pour reconnaître que les limites que nous avons tracées étaient convenables.

955. À notre deuxième réunion, nous avons trouvé que, malgré sa forte majorité francophone, ses écoles et ses autres institutions communautaires françaises, Sainte-Anne n'était guère pourvue de services fédéraux bilingues. Nos interlocuteurs désiraient avoir un plus grand nombre de services fédéraux en français, installés dans des localités de langue française comme Sainte-Anne. Ils voulaient de plus que les services fédéraux déjà en place dans leur région ne soient pas déplacés vers d'autres endroits.

956. Ils se sont rendu compte que cette dernière éventualité était plus plausible dans le cas d'un grand que d'un petit district bilingue, mais ils ont préféré, à tout prendre, celui que nous proposons. Selon eux, un district plus vaste avait chance de leur aider davantage à obtenir une plus grande mesure de services bilin-

gues dans leur région de la part d'autres gouvernements que celui de l'État fédéral. Par exemple, ils voulaient une école technique secondaire régionale qui serait bilingue.

957. Nos rencontres subséquentes ont eu lieu avec trois députés de la région; nous avons déjà rapporté le point de vue de l'un d'entre eux lorsque nous avons examiné la création d'un autre district bilingue. Apparemment, il était opposé en principe aux districts bilingues. Le deuxième membre du Parlement ne s'est prononcé ni sur les districts bilingues en général, ni sur celui que nous proposons en particulier. Le troisième a volontiers appuyé l'établissement du district bilingue proposé.

Décisions

958. En repassant nos constatations, nous avons pris plusieurs décisions. Premièrement, nous avons conclu que nous devons continuer à favoriser le projet d'un grand district plutôt que de plusieurs petits districts bilingues dans cette région. Nous avons conscience ainsi de suivre le même principe que nous avons appliqué dans le reste du pays.

959. Deuxièmement, nous n'avons pas cru sage de recommander une redistribution des bureaux fédéraux. Troisièmement, même si nous avons vérifié la possibilité statistique d'étendre le district proposé de l'autre côté de la rivière Rouge pour englober certains bureaux fédéraux dans le voisinage de l'Hôtel du gouvernement, nous avons cru bon de nous abstenir de faire cette recommandation. À notre avis, si nous reportions ainsi les limites du district proposé, cette partie du découpage aurait une apparence peu naturelle et irrégulière. Nous étions convaincus qu'on pourrait atteindre le même objectif, de manière beaucoup plus satisfaisante, grâce à la recommandation supplémentaire que nous présentons plus loin et qui assurera par d'autres moyens des services bilingues à Winnipeg.

Recommandation

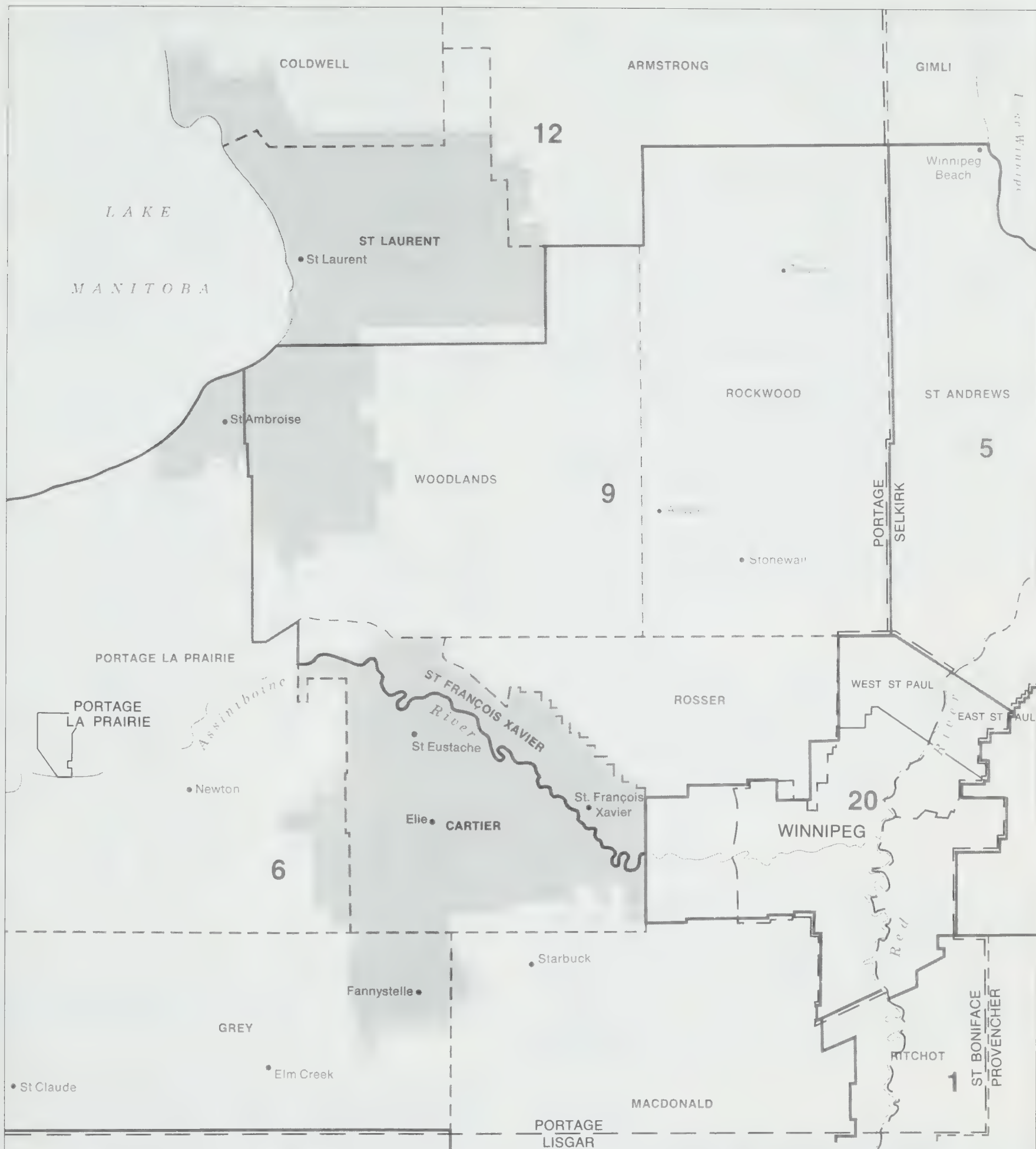
960. **Le Conseil recommande à l'unanimité l'établissement d'un district bilingue connu sous le nom de Saint-Boniface—Rouge—Seine et composé des éléments décrits plus haut.**

6. Division scolaire de la Prairie du Cheval blanc

a. description

le district bilingue de la Division scolaire de la Prairie du Cheval blanc se compose du territoire de cette division scolaire, comprenant, en tout ou

⁸⁰ Paragraphe 926, pp. 136-137.



WHITE HORSE PLAIN SCHOOL DIVISION

**Federal Bilingual District
LÉGENDE**

District Recommended.....	<u>6</u>
Federal Electoral District.....	<u>6</u>
Census Division.....	<u>6</u>
Census Subdivision.....	<u>6</u>

MANITOBA



DIVISION SCOLAIRE DE LA PRAIRIE DU CHEVAL BLANC

**District bilingue fédéral
LÉGENDE**

District recommandé.....	<u>6</u>
Circonscription électorale fédérale.....	<u>6</u>
Division de recensement.....	<u>6</u>
Subdivision de recensement.....	<u>6</u>

en partie, les secteurs de dénombrement (S.D.) n^{os} 011, 067, 151, 152, 153, 154, 155, 156 et 157 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n^o 606 (Portage), dans la division de recensement n^o 6; les secteurs de dénombrement n^{os} 166 et 253 de la circonscription électorale fédérale n^o 606 (Portage), dans la division de recensement n^o 9; et les secteurs de recensement n^{os} 256, 257, 258 et 259 de la circonscription électorale fédérale n^o 606 (Portage), dans la division de recensement n^o 12.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision		total	français	pourcentage
Division n ^o 6 (part.)				
C.E.	S.D.			
606	011 (part.).....	400	185	46.3
606	067 (part.).....	425	245	57.6
606	151 (part.).....	575	110	19.1
606	152.....	315	—	—
606	153 (part.).....	530	60	11.3
606	154.....	250	210	84.0
606	155.....	265	—	—
606	156.....	385	280	72.7
606	157.....	665	355	53.4
Division n ^o 9 (part.)				
C.E.	S.D.			
606	166.....	415	130	31.3
606	253.....	235	10	4.3
Division n ^o 12 (part.)				
C.E.	S.D.			
606	256 (part.).....	330	115	34.8
606	257.....	315	300	95.2
606	258.....	285	260	91.2
606	259.....	395	120	30.4
total.....		5,785	2,380	41.1

Nota: Pour tout secteur de dénombrement, entier ou fractionné, situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de la Division scolaire de la Prairie du Cheval blanc est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Portage, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Lakeside et Morris.

Précisions

961. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend le territoire de la division scolaire qui renferme,

en tout ou en partie, divers secteurs de dénombrement des divisions de recensement numéro 6, 9 et 12. Le district bilingue se divise en deux parties, l'une située sur la rive sud-est et l'autre directement au sud du lac Manitoba.

962. En 1971, les deux parties du district bilingue proposé comptaient 2,380 Francophones, ou 41.1 pour cent de la population. Ils se répartissaient sur tout ce territoire d'une façon assez uniforme: trois des 15 éléments renfermaient une minorité inférieure à dix pour cent, mais les 12 autres réunissaient une importante population de langue maternelle française qui atteignait, dans six d'entre eux, plus de 50 pour cent et dans trois d'entre eux, plus de 80 pour cent.

963. Il faut dire que c'est la seule fois que le Conseil propose un district bilingue en deux parties. Cette disposition nous a permis d'éviter le rattachement d'une zone médiane où les Canadiens français sont peu nombreux et où, par contre, les minorités d'autres langues maternelles sont assez fortes. Le Premier Conseil avait adopté la même ligne de conduite. Il avait recommandé un district bilingue composé des deux mêmes parties et ayant les mêmes limites que le nôtre.

Consultation

964. Notre Conseil ne s'est pas rendu dans cette région, mais quelques-uns de ses membres ont rencontré un député de la circonscription auquel nous avons déjà fait allusion lorsque nous avons étudié le cas d'un autre district bilingue. Il n'a présenté aucune objection à notre projet relatif à cette région.

Recommandation

965. Une faible majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue, connu sous le nom de Division scolaire de la Prairie du Cheval blanc et comprenant les éléments décrits plus haut.

Grand centre urbain où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

Winnipeg

966. Comme nous l'avons expliqué précédemment, le Conseil a décidé de proposer d'assurer des services bilingues fédéraux aux termes des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles, autant que faire se peut, dans tous les bureaux fédéraux faisant affaire avec le public dans les grands centres urbains qui, en 1971, comptaient au moins 5,000 résidents dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique

officielle dans la région en cause.⁸¹ Nous avons aussi décidé de faire une recommandation semblable, sans indiquer de limite numérique précise, dans le cas des capitales provinciales.⁸² Les recommandations supplémentaires à cet égard paraissent à la Partie III de notre Rapport.⁸³

967. Au Manitoba, le grand centre urbain qui sera l'objet de cette recommandation est la région métropolitaine de recensement de Winnipeg. Cette ville aurait également joui de services bilingues fédéraux en vertu de notre recommandation supplémentaire touchant les capitales provinciales.

968. La région métropolitaine de recensement de Winnipeg est située dans le secteur sud-est du Manitoba, au confluent de l'Assiniboine, de la Rouge et de

la Seine. En 1971, elle comptait 17,655 citoyens dont la langue d'usage était le français, soit 3.3 pour cent. Nous indiquons dans la description géostatistique de la région, à la Partie III, les subdivisions de recensement qui en font partie, de même que le nombre et le pourcentage des gens dont la langue d'usage, en 1971, était le français.⁸⁴ Une carte de la région accompagne la description.

Nota

969. Le Conseil attire l'attention sur le fait que la région métropolitaine de recensement de Winnipeg constitue l'un des grands centres urbains qui feront l'objet d'une recommandation supplémentaire proposant la prestation de services bilingues fédéraux.⁸⁵

⁸¹ 1^{re} partie, paragraphes 187-201, pp. 29-31.

⁸² 1^{re} Partie, paragraphes 202-211, pp. 31-32.

⁸³ Partie III, paragraphes 1156-1160, p. 176.

⁸⁴ Partie III, pp. 188-189.

⁸⁵ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

La Saskatchewan et l'Alberta

Introduction

970. Les pionniers français de l'Ouest sont venus à la suite des commerçants de fourrures; après l'acquisition de la Compagnie de la Baie d'Hudson par le Canada en 1870, ils ont reçu l'encouragement des mouvements de colonisation du Québec. Willow Bunch a été fondée par des Manitobains au cours de la décennie qui a suivi l'achat des Territoires par le Canada. En 1906, l'abbé Gravel établit un certain nombre de Canadiens français dans le sud de la Saskatchewan à l'endroit où se trouve aujourd'hui Gravelbourg. Falher, dans le district de Rivière-la-Paix, a été baptisée, en 1890, du nom d'un Père oblat. D'autres colons sont venus s'installer dans les environs à la suite de la construction du chemin de fer. Le Père Bonny donna son nom à Bonnyville dans le nord-est de l'Alberta en 1907. Saint-Albert perpétue la mémoire du célèbre Père Albert Lacombe qui, en 1905, fondait Saint-Paul de Métis.

971. Les premiers établissements reçurent fort peu de renforts du Québec. Quelques-uns arrivèrent après la Deuxième Guerre mondiale mais ce contingent ne réussit pas à revivifier l'embryon de culture française qui y avait vu le jour.

972. Selon les dispositions de l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, la législature et les tribunaux des Territoires du Nord-Ouest, qui donnèrent naissance plus tard à la Saskatchewan et à l'Alberta, reconnaissaient un statut égal au français et à l'anglais. La Loi sur les Territoires du Nord-Ouest de 1875 assurait l'existence d'écoles séparées. Lorsque les Anglophones de l'Ontario et du Royaume-Uni ainsi que les immigrants venus de bien des parties de l'Europe surpassèrent en nombre la population de langue française, ils contestèrent la loi fédérale sur la langue et sur l'éducation dans les Territoires de même qu'au Manitoba.

973. Même avant la formation des deux provinces en 1905, l'attitude politique commençait à s'éloigner de la notion de l'égalité du français et de l'anglais. Bien que les Francophones aient continué d'élire des représentants pendant bon nombre d'années, ils perdirent le droit de parler français dans les législatures territoriales en 1891. Le droit d'utiliser le français en tant que langue d'enseignement dans les écoles disparut complètement en Saskatchewan en 1920, comme il l'avait fait au Manitoba en 1916. En Alberta, le système scolaire fut un peu plus généreux et on pouvait donner en français les deux premières années.

974. En dépit de la répudiation presque totale du statut antérieur d'égalité des deux langues dans les institutions politiques des Territoires, le fait français survécut en Saskatchewan et en Alberta, en grande partie, grâce aux efforts du clergé catholique canadien-français. Pour appuyer le travail dévoué des religieux, on fonda des associations provinciales canadiennes-françaises qui sont à l'œuvre depuis bien des années. Aujourd'hui, plusieurs hebdomadaires de langue française, de même que des postes de radio et, ces dernières années, un poste de télévision à Edmonton, encouragent et conservent la culture et la langue françaises. Toutefois, depuis quelque temps, deux facteurs—la prédominance de la télévision de langue anglaise et le retrait du clergé de bon nombre d'établissements d'enseignement de langue française dans les Prairies—ont contribué à accélérer de façon sensible l'assimilation des Francophones en Saskatchewan et en Alberta.

975. En 1921, l'Alberta comptait 24,110 citoyens d'origine française. En 1971, ils étaient 94,665, dont 46,500 se sont dits de langue maternelle française, mais seulement 22,695, soit environ 40 pour cent, parlaient encore français à la maison. En Saskatchewan, on dénombrait 33,031 citoyens d'origine française en 1921, comparé à 56,195 en 1971; de ce nombre, 31,605 ont indiqué le français comme langue maternelle mais seulement 15,935, ou environ 50 pour cent, parlaient en-

core français à la maison. Le degré d'assimilation varie d'un endroit à l'autre: il est plus élevé dans les régions urbaines et extrêmement bas dans des coins isolés comme Falher en Alberta.

976. Afin de combattre cette tendance à l'assimilation, le Secrétariat d'État a demandé aux gouvernements provinciaux d'accepter des fonds importants destinés à encourager l'enseignement dans les deux langues, ainsi qu'à soutenir d'une façon plus directe mais aussi plus modeste, des programmes culturels français. Il faudra plusieurs années avant qu'on puisse en évaluer les résultats, mais on a déjà fait une contribution appréciable dans le domaine de la formation des maîtres. Dans le moment, il existe, dans chaque province, quelques écoles bilingues, publiques et séparées, qui acceptent des élèves dans les cours anglais ou français, peu importe leur langue maternelle.

977. L'annonce que faisait Radio-Canada, en février 1974, à l'effet que la télévision atteindrait toute communauté où la minorité linguistique officielle s'élevait à 500 personnes a grandement contribué à relever le

moral des Francophones dans les parties les plus reculées des Prairies.

978. Le niveau de conservation de la langue parmi les Francophones de la Saskatchewan et de l'Alberta est remarquable si l'on considère l'absence d'aide et d'encouragement de la part des gouvernements provinciaux depuis 1905 jusqu'à tout récemment; le fait que presque tous les Francophones de ces provinces sont bilingues, même si 40 à 50 pour cent d'entre eux parlent français à la maison, indique bien la pression que subit la minorité de langue française dans l'Ouest.

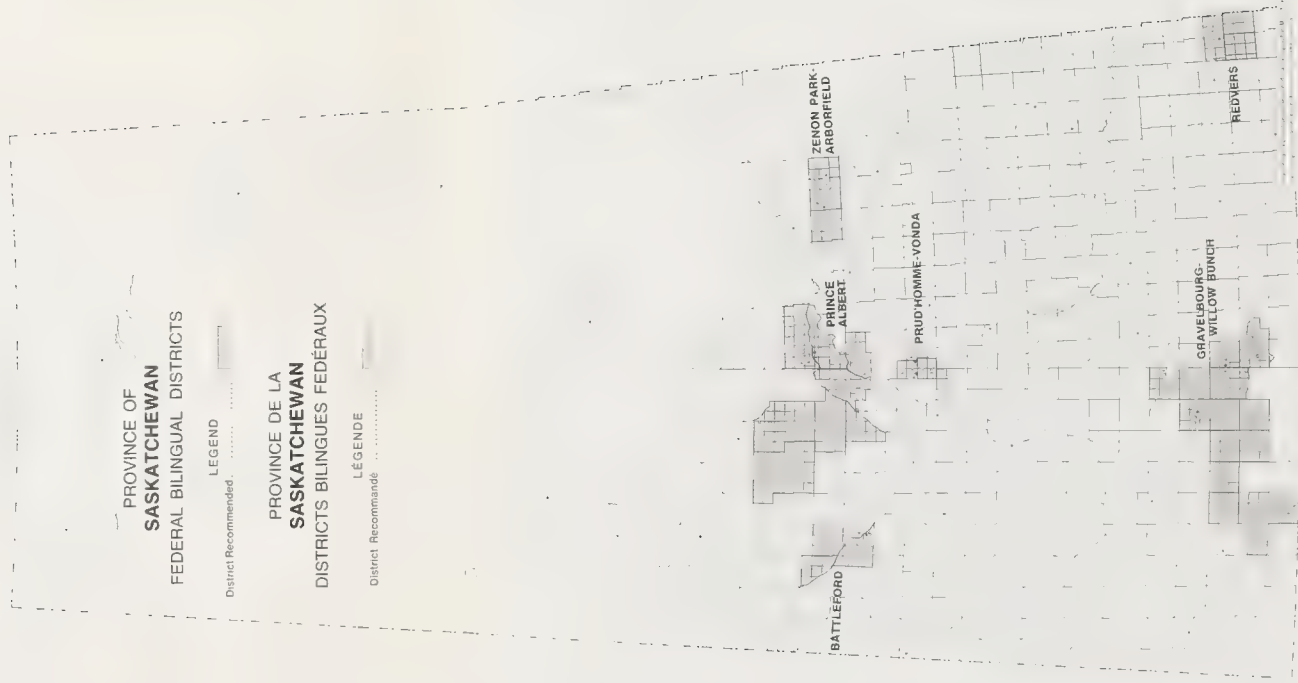
979. L'accent qu'on met aujourd'hui, dans les Prairies, sur le pluriculturalisme place la minorité francophone à peu près dans la même situation que les autres groupes ethniques minoritaires de ces provinces. L'idée des deux peuples fondateurs du Canada n'a pas encore fait son chemin en Saskatchewan et en Alberta. La multiplicité des cultures est une réalité dans cette partie du Canada. Le défi qui nous attend consiste à trouver des accommodements entre le pluriculturalisme et le biculturalisme.

PROVINCE OF
SASKATCHEWAN
FEDERAL BILINGUAL DISTRICTS

LEGEND
District Recommended

PROVINCE DE LA
SASKATCHEWAN
DISTRICTS BILINGUES FÉDÉRAUX

LEGENDE
District Recommandé



La Saskatchewan

Régions admissibles mais non recommandées

980. En 1971, une seule des 18 divisions de recensement de la Saskatchewan comptait une population de langue maternelle française d'au moins dix pour cent. La division de recensement numéro 3 réunissait une minorité linguistique officielle de 17.2 pour cent. À une exception près, nous avons inclus toutes les subdivisions qu'elle contient ayant un groupe minoritaire d'au moins dix pour cent dans l'un ou l'autre des districts bilingues que nous proposons.

981. Nous avons également tenu compte des autres subdivisions de recensement qui renfermaient une minorité d'au moins dix pour cent; elles font partie de l'un ou l'autre des six districts que le Conseil recommande en Saskatchewan. Nous n'avons laissé de côté que 24 des subdivisions de recensement, groupant un total de 2,150 Francophones. Dans chaque cas, les subdivisions en cause étaient soit trop dispersées, soit trop isolées pour être rattachées à un district recommandé, ou bien la population minoritaire y était si faible que nous n'avons pas cru bon d'y proposer un district. Le groupe minoritaire le plus peuplé de ces subdivisions de recensement n'atteignait que 270 âmes.

Comparaison avec les recommandations du Premier Conseil

982. Les districts bilingues que nous recommandons sont à peu près identiques à ceux que le Premier Conseil avait choisis. Toutefois, il existe une différence numérique. Nous avons réuni deux régions que notre prédécesseur avait proposées comme districts bilingues séparés; c'est ainsi que le total est passé de sept à six.

983. Nous avons également modifié les limites de certains districts proposés par le Premier Conseil. Mais, la plupart du temps, ces changements sont peu importants, sauf dans le cas de la fusion des deux districts. Nous noterons ces différences dans la description des districts particuliers.

984. Le Premier Conseil avait aussi demandé qu'on réexamine six autres régions après le recensement de 1971.⁸⁶ Nous les avons toutes étudiées et avons décidé chaque fois qu'il n'y avait pas lieu d'y recommander l'établissement d'un district bilingue.

Districts bilingues recommandés en Saskatchewan

1. Battleford

a. description

le district bilingue de Battleford se compose de la subdivision de recensement 438. Battle River et de la ville de Battleford, dans la division de recensement n° 12; des subdivisions de recensement 468. Meota et 469. Turtle River, et des villages d'Edam, Meota, Metinota et Vawn, dans la division de recensement n° 17.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 12 (part.)			
subdivision			
438. Battle River.....	775	210	27.1
ville			
Battleford.....	1,805	75	4.2
Division n° 17 (part.)			
subdivisions			
468. Moeta.....	1,040	220	21.2
469. Turtle River.....	575	155	27.0
villages			
Edam.....	335	70	20.9
Meota.....	235	30	12.8
Metinota.....	10	—	—
Vawn.....	120	60	50.0
total.....	4,895	820	16.8

⁸⁶ *Recommandations du Conseil consultatif des districts bilingues*, mars 1971. Ottawa, Information Canada 1971, pp. 78-80.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Battleford est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Battleford—Kindersley et Meadow Lake, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Cutknife, Redberry et The Battlefords.

Précisions

985. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend la subdivision de recensement 438. Battle River et la ville de Battleford dans la division de recensement numéro 12; les subdivisions de recensement 468. Meota et 469. Turtle River et les villes d'Edam, Meota, Metinota et Vawn dans la division numéro 17. Ce district est situé sur les rives nord et sud de la rivière de la Saskatchewan du Nord, tout près de la frontière de l'Alberta.

986. En 1971, le district bilingue proposé comptait 820 Francophones, ou 16.8 pour cent de la population. Ce groupe minoritaire n'était pas le plus faible de tous ceux dont nous avons tenu compte jusqu'à présent pour former un district bilingue.

987. Nous avons examiné la possibilité de le rattacher à d'autres localités où il y avait des concentrations minoritaires, mais elles étaient trop éloignées ou trop faibles pour satisfaire aux conditions requises.

988. La seule addition possible semblait être North Battleford que le Premier Conseil avait englobée dans le district bilingue qu'il avait proposé pour cette région. Toutefois, si l'on avait ajouté cette ville au district envisagé, le pourcentage de la minorité serait tombé en bas de la norme imposée. En conséquence, il nous a fallu la laisser de côté. Cette omission constitue l'une des différences dans les limites tracées par le Premier et le Deuxième Conseil.

Visite et consultations

989. Des représentants du Conseil se sont rendus dans la région et ont tenu, à North Battleford, une réunion à laquelle cinq résidents de la localité ont assisté. Ceux-ci ont dit regretter que la ville ne fasse pas partie d'un district bilingue, car elle renfermait la plupart des bureaux fédéraux de la région. Il n'y en avait guère dans la région où nous envisageons de créer le district bilingue.

990. À deux autres reprises, plusieurs membres du Conseil ont consulté des représentants officiels du gouvernement provincial et un député de cette circonscrip-

tion. De l'avis de ce dernier, les citoyens de langues maternelles autres que le français ou l'anglais ne veraient pas d'un mauvais œil la création d'un district bilingue dans la région; cependant, quant à lui, il préférerait que les services bilingues fédéraux soient assurés par des moyens plus pratiques, par exemple l'article 9(2) de la Loi sur les langues officielles plutôt que par le découpage d'îlots bien marqués.

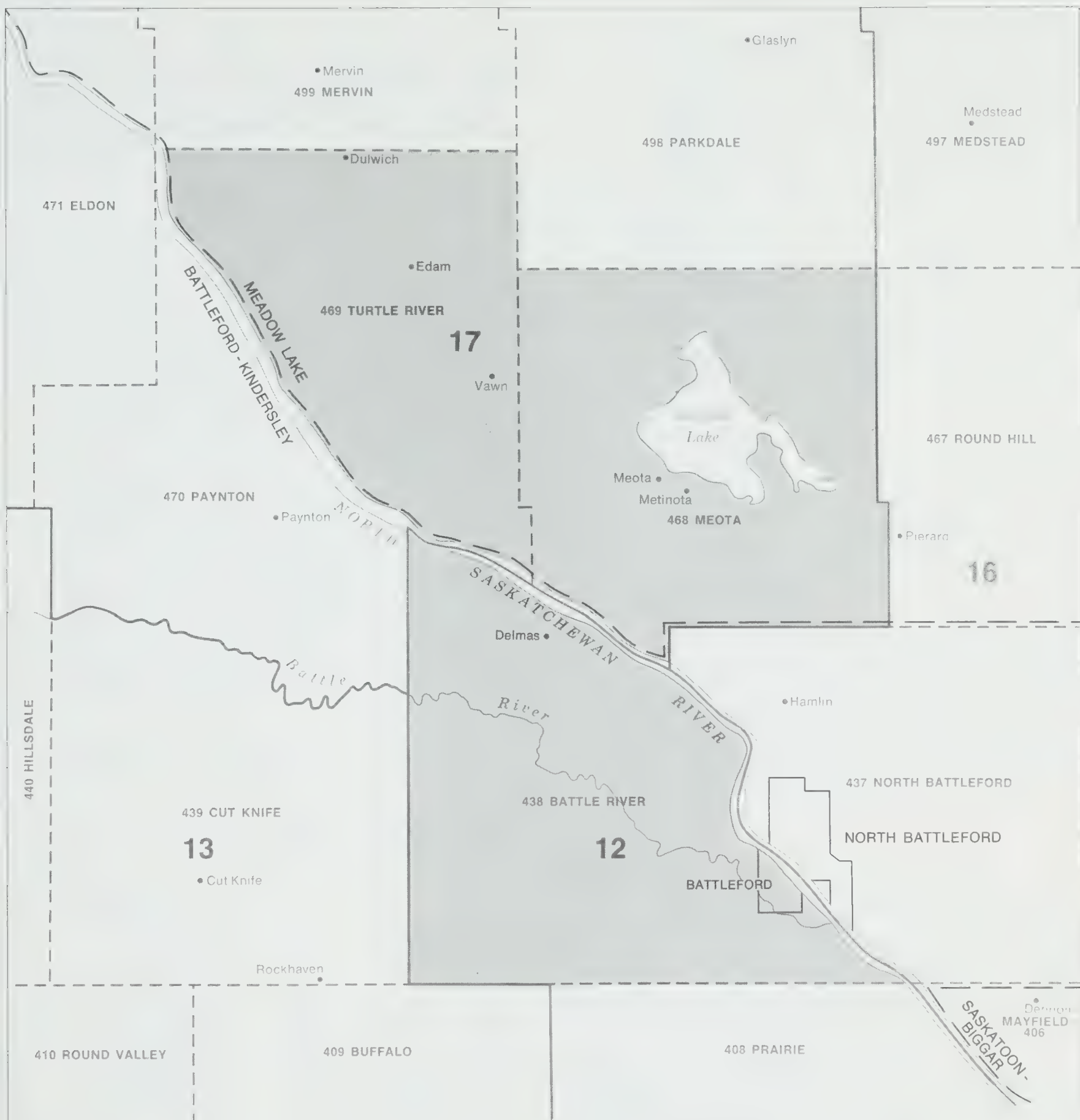
Attitude du gouvernement provincial

991. Un groupe de membres du Conseil a rencontré trois représentants officiels du gouvernement de la Saskatchewan; ils nous ont déclaré que le gouvernement provincial acceptait volontiers le principe du bilinguisme incorporé dans la Loi sur les langues officielles, mais qu'il cherchait à l'appliquer dans un contexte d'appui au multiculturalisme. Ainsi, le gouvernement provincial voulait aider les groupes canadiens-français sans négliger les autres; il s'appliquait à assurer aux groupes ethniques non francophones et non anglophones qu'ils n'étaient pas des citoyens de «troisième classe». À cet égard l'un de nos interlocuteurs nous a déclaré que si l'on abandonnait l'expression de «district bilingue» en faveur d'une autre appellation telle que «district linguistique officiel», l'idée serait sans doute mieux acceptée.

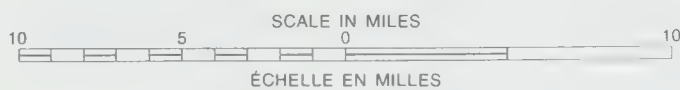
992. Le gouvernement provincial n'a offert aucune objection à notre intention de recommander un grand plutôt qu'un petit district bilingue. Cependant, on nous a encore mis en garde contre un découpage irrégulier ou forcé qui donnerait l'impression d'une extension artificielle. Les résidents qui ne veulent pas faire partie de ce genre de district pourraient s'y opposer. Nos interlocuteurs ont reconnu que les Francophones réclamaient aujourd'hui plus de services dans leur langue, mais, selon eux, pour éviter des dissensions dans les districts bilingues, il serait essentiel d'assurer la sécurité d'emploi aux fonctionnaires qui ne connaîtraient pas les deux langues officielles.

993. Ces porte-parole acceptaient que l'État fédéral trace le cadre général d'un programme de langues officielles, tout en laissant à chaque province le soin de l'adapter aux circonstances locales. Ils se sont dits en faveur de consultations supplémentaires entre les deux ordres de compétence.

994. Le point de vue du gouvernement de la Saskatchewan s'applique à tous les districts bilingues proposés, mais, pour éviter des répétitions, nous n'y reviendrons pas à propos des autres districts que nous allons décrire dans le reste de la présente section.



SASKATCHEWAN



BATTLEFORD

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	<u>12</u>
Census Division	
Census Subdivision	

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department
of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

BATTLEFORD

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	<u>12</u>
Division de recensement	
Subdivision de recensement	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère
de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

Recommandation

995. Malgré les réserves que certains d'entre nous entretenaient à cet égard, la grande majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue, appelé Battleford et constitué de la façon exposée plus haut.

2. Gravelbourg—Willow Bunch

a. description

le district bilingue de Gravelbourg—Willow Bunch se compose des subdivisions de recensement 42. Willow Bunch, 44. Waverley, 45. Mankota, 72. Lake of the Rivers, 73. Stonehenge, 74. Wood River, 75. Pinto Creek, 76. Auvergne, 103. Sutton et 104. Gravelbourg, des villes d'Assiniboia, Gravelbourg, Laflèche, Ponteix et Willow Bunch, des villages d'Aneroid, Ferland, Glentworth, Hazenmore, Kincaid, Limerick, Mankota, Mazenod, Meyronne, Palmer, Saint-Victor et Woodrow, dans la division de recensement n° 3; des subdivisions de recensement 17. Val Marie (part.) et 77. Wise Creek, des villages d'Admiral, Cadillac et Val Marie, dans la division de recensement n° 4; de la subdivision de recensement 133. Rodgers et du village de Coderre, dans la division de recensement n° 7.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 3 (part.)			
subdivisions			
42. Willow Bunch..	975	400	41.0
44. Waverley.....	585	80	13.7
45. Mankota.....	725	120	16.6
72. Lake of the Rivers.....	700	40	5.7
73. Stonehenge.....	905	30	3.3
74. Wood River....	720	105	14.6
75. Pinto Creek....	455	60	13.2
76. Auvergne.....	590	210	35.6
103. Sutton.....	670	40	6.0
104. Gravelbourg...	885	395	44.6
villes			
Assiniboia.....	2,675	215	8.0
Gravelbourg.....	1,430	825	57.7
Laflèche.....	715	115	16.1
Ponteix.....	790	535	67.7
Willow Bunch.....	480	290	60.4
villages			
Aneroid.....	160	5	3.1
Ferland.....	110	100	90.9
Glentworth.....	125	10	8.0
Hazenmore.....	125	—	—
Kincaid.....	305	5	1.6
Limerick.....	180	—	—

division—subdivision	total	français	pourcentage
Mankota.....	425	25	5.9
Mazenod.....	75	5	6.7
Meyronne.....	140	20	14.3
Palmer.....	55	5	9.1
Saint-Victor.....	85	50	58.8
Woodrow.....	70	—	—
Division n° 4 (part.)			
subdivisions			
17. Val Marie (part.)	705	110	15.6
77. Wise Creek.....	450	140	31.1
villages			
Admiral.....	75	10	13.3
Cadillac.....	215	60	27.9
Val Marie.....	305	105	34.4
Division n° 7 (part.)			
subdivision			
133. Rodgers.....	435	145	33.3
village			
Coderre.....	165	75	45.5
total.....	17,505	4,330	24.7

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Gravelbourg—Willow Bunch est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales d'Assiniboia et Swift Current—Maple Creek, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales d'Assiniboia—Bengough, Gravelbourg, Notukeu—Willow Bunch et Shaunavon.

Précisions

996. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend 13 subdivisions rurales de recensement, cinq villes et 16 villages des divisions de recensement numéro 3, 4 et 7. Cette région est située dans le centre sud de la Saskatchewan près de la frontière des États-Unis.

997. En 1971, la région comptait 4,330 Francophones, soit 24.7 pour cent de la population. Nous avons tracé avec beaucoup de soin les limites de ce territoire après avoir étudié les statistiques des groupes linguistiques afin d'inclure les localités qui renfermaient des concentrations de citoyens de langue maternelle française tout en laissant de côté les subdivisions de recensement densément peuplées de résidents d'autres langues maternelles que le français.

998. C'était la région où nous voulions réunir en un district bilingue les deux zones où le Premier Conseil avait proposé d'en créer deux; pour ce faire, nous avons

dû, en deux endroits, utiliser comme aires de raccordement des subdivisions de recensement où la minorité linguistique officielle était bien inférieure à dix pour cent. Cependant, à nos yeux, les avantages d'un seul district bilingue compact l'emportaient sur tous les inconvénients possibles.

999. La partie ouest du district bilingue proposé est de beaucoup réduite par rapport à celle que le Premier Conseil avait retenue. Nous avons effectué ces modifications sur l'avis que nous avons reçu des résidents de l'endroit que nous mentionnerons plus loin.

1000. Le district bilingue proposé comprend Gravelbourg, centre culturel traditionnel des Prairies, mais il a été impossible, à cause des données statistiques, d'étendre plus à l'est les limites de ce territoire pour y inclure les autres communautés de langue française de Laurier—Radville et Montmartre; le Premier Conseil avait demandé d'examiner cette éventualité.

1001. Le district bilingue proposé étant à prédominance rurale, les bureaux fédéraux n'y sont pas nombreux. Il y en a pourtant quelques-uns à Gravelbourg à qui nous reviendrons plus loin.

Consultation

1002. Le Conseil ne s'est pas rendu dans cette région mais un groupe de ses membres a rencontré deux représentants d'une association culturelle canadienne-française de la province qui habitaient le sud de la Saskatchewan. À leur avis, il valait mieux établir des districts bilingues moins étendus, plus compacts que de vastes régions qui renfermeraient de nombreux citoyens de langues maternelles autres que le français. Nous avons suivi leur conseil lorsqu'il s'est agi de tracer les limites occidentales du district bilingue proposé.

1003. Ces personnes ont manifesté une sérieuse inquiétude à propos du déménagement de certaines installations fédérales utiles à la minorité, telles que le poste de radio de Gravelbourg, vers le nord de la province. Les porte-parole du gouvernement que nous avons rencontrés partageaient les mêmes préoccupations; à leur avis ces décisions étaient rétrogressives et nuisibles à la culture française dans la région.

Recommandation

1004. Le Conseil, presque à l'unanimité, recommande l'établissement d'un district bilingue, sous le nom de Gravelbourg—Willow Bunch, composé de la façon indiquée plus haut.

3. Prince Albert

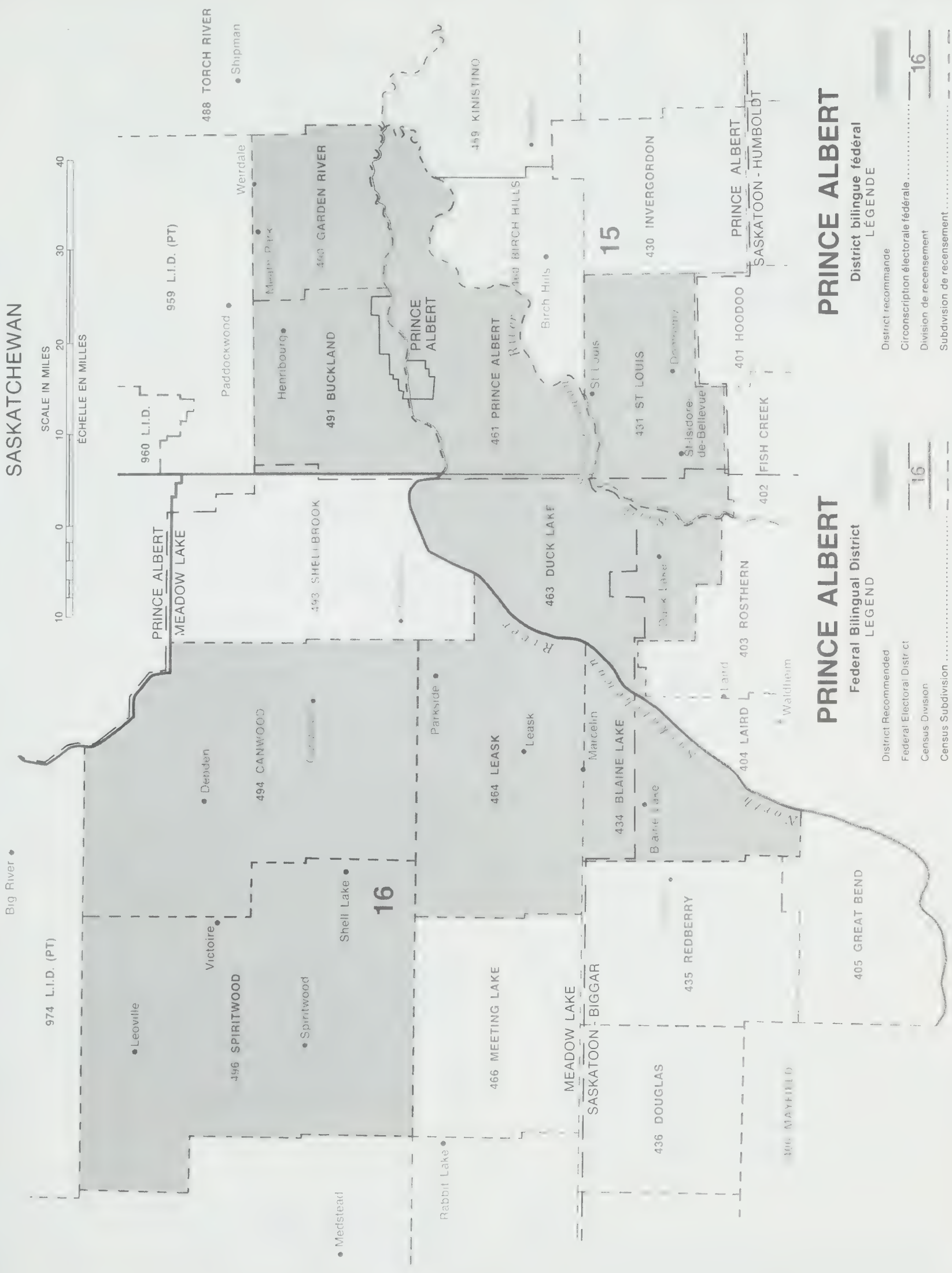
a. description

le district bilingue de Prince Albert se compose des subdivisions de recensement 431. Saint-Louis, 461. Prince Albert, 463. Duck Lake, 490. Garden River et 491. Buckland, de la cité de Prince Albert, de la ville de Duck Lake, et des villages de Domremy, Meath Park, Saint-Louis et Weirdale, dans la division de recensement n° 15; des subdivisions de recensement 434. Blaine Lake, 464. Leask, 494. Canwood et 496. Spiritwood, des villes de Blaine Lake et Spiritwood, et des villages de Canwood, Debden, Leask, Leoville, Marcellin, Parkside et Shell Lake dans la division de recensement n° 16.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 15 (part.)			
subdivisions			
431. Saint-Louis.....	1,720	1,120	65.1
461. Prince Albert....	2,620	145	5.5
463. Duck Lake.....	960	270	28.1
490. Garden River...	1,020	140	13.7
491. Buckland.....	2,385	305	12.8
cité			
Prince Albert.....	28,465	2,230	7.8
ville			
Duck Lake.....	585	325	55.6
villages			
Domremy.....	210	120	57.1
Meath Park.....	250	15	6.0
Saint-Louis.....	385	235	61.0
Weirdale.....	110	—	—
Division n° 16 (part.)			
subdivisions			
434. Blaine Lake.....	700	90	12.9
464. Leask.....	1,235	105	8.5
494. Canwood.....	2,620	625	23.9
496. Spiritwood.....	2,075	395	19.0
villes			
Blaine Lake.....	670	15	2.2
Spiritwood.....	720	135	18.8
villages			
Canwood.....	325	5	1.5
Debden.....	340	205	60.3
Leask.....	440	55	12.5
Leoville.....	400	175	43.8
Marcellin.....	305	110	36.1
Parkside.....	115	—	—
Shell Lake.....	255	5	2.0
total.....	48,910	6,825	14.0

SASKATCHEWAN



PRINCE ALBERT

District bilingual fédéral
LÉGENDE

District recommandé	16
Circumscription électorale fédérale	16
Division de recensement	
Subdivision de recensement	

PRINCE ALBERT

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended	16
Federal Electoral District	16
Census Division	
Census Subdivision	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Prince Albert est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Meadow Lake, Prince Albert et Saskatoon—Biggar; il est situé dans la circonscription électorale provinciale de Prince Albert West et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Melfort—Kinistino, Prince Albert East, Redberry, Rosthern, Shellbrook et Turtleford.

Précisions

1005. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend neuf subdivisions rurales de recensement, la ville de Prince Albert, trois villes et 11 villages des divisions de recensement numéro 15 et 16. Ce territoire est situé au centre de la province, au nord de Saskatoon.

1006. En 1971, le district bilingue proposé comptait 6,825 Francophones ou exactement 14.0 pour cent de la population. C'est une région où les Canadiens français sont établis depuis longtemps; elle réunit la minorité la plus forte de tous les districts bilingues recommandés en Saskatchewan. En termes numériques, c'est le troisième en importance de tous les districts bilingues proposés dans l'Ouest du Canada.

1007. Les limites de cette région sont identiques à celles du district bilingue que recommandait le Premier Conseil, sauf que nous les avons légèrement étendues vers le sud pour y inclure la ville et la subdivision de recensement 434. Blaine Lake.

1008. Même si la minorité n'était pas répartie de façon uniforme sur tout le district proposé, nous avons cru que ce territoire formait un district acceptable puisqu'il constituait la zone desservie par la ville de Prince Albert où étaient situés la plupart des bureaux fédéraux.

Consultation

1009. Le Conseil ne s'est pas rendu dans cette région, mais deux de ses membres ont rencontré ailleurs deux représentants officiels d'une association culturelle canadienne-française dont l'un avait habité Prince Albert pendant plusieurs années. À leur avis, les limites du district bilingue que nous proposons étaient appropriées et réalistes.

Recommandation

1010. Une forte majorité des membres du Conseil recommande la création d'un district bilingue appelé Prince Albert et composé de la façon indiquée plus haut.

4. Prud'homme—Vonda

a. description

le district bilingue de Prud'homme—Vonda se compose de la subdivision de recensement 372. Grant, de la ville de Vonda, du village de Prud'homme et, en tout ou en partie, des secteurs de dénombrement (S.D.) n^{os} 405 et 408 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n^o 711 (Saskatoon—Humboldt), dans la division de recensement n^o 15; en tout ou en partie, des secteurs de dénombrement n^{os} 102 et 103 de la circonscription électorale fédérale n^o 711 (Saskatoon—Humboldt), dans la division du recensement n^o 11.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n ^o 15 (part.)			
subdivision			
372. Grant.....	710	305	43.0
ville			
Vonda.....	255	85	33.3
village			
Prud'homme.....	260	80	30.8
C.E. S.D.			
711 405.....	215	35	16.3
711 408 (part.).....	415	25	6.0
Division n ^o 11 (part.)			
C.E. S.D.			
711 102 (part.).....	215	45	20.9
711 103.....	160	5	3.1
total.....	2,230	580	26.0

Nota: Pour tout secteur de dénombrement entier ou fractionné situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Prud'homme—Vonda est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Saskatoon—Humboldt, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Hanley, Rosthern et Watrous.

Précisions

1011. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend la subdivision rurale 372. Grant, la ville de

Vonda, le village de Prud'homme et deux secteurs de dénombrement complets ou partiels de la division de recensement numéro 15, et deux secteurs de dénombrement complets ou partiels dans la division de recensement numéro 11. Cette région est sise à quelque 20 milles à l'est de Saskatoon et s'étend vers le nord.

1012. En 1971, le district bilingue proposé comptait 580 Francophones ou exactement 26.0 pour cent. C'était le plus petit territoire et le plus petit groupe minoritaire de tous les districts bilingues recommandés en Saskatchewan. C'était aussi le plus petit groupe minoritaire de tous les districts que nous avons proposés au Canada. La plus grande partie de la minorité était concentrée dans la subdivision de recensement 372. Grant. Les bureaux fédéraux y étaient rares.

1013. Le Conseil a exploré la possibilité de rattacher ce territoire au grand district bilingue envisagé de Prince Albert, situé au nord. Toutefois, le secteur mitoyen était densément peuplé de citoyens d'autres langues maternelles que le français. Le Conseil s'est rappelé les avis qu'il avait reçus de différentes sources, notamment du gouvernement provincial et d'un certain nombre de Francophones de la province; il a conclu que cette région était l'une de celles dont il ne fallait pas étendre les limites pour former un district bilingue de plusieurs éléments. Le découpage que nous proposons correspond à celui qu'avait fait le Conseil précédent.

Recommandation

1014. Certains membres du Conseil entretenaient de sérieuses réserves quant à l'établissement d'un district bilingue dans une région aussi exiguë et pour un groupe minoritaire aussi restreint; pourtant, la majorité d'entre nous recommandons la création d'un district bilingue appelé Prud'homme—Vonda, comprenant le territoire indiqué plus haut.

5. Redvers

a. description

le district bilingue de Redvers se compose des subdivisions de recensement 31. Storthoaks, 32. Reciprocity et 61. Antler, de la ville de Redvers, et des villages d'Alida, Antler et Storthoaks, dans la division de recensement n° 1.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 1 (part.)			
subdivisions			
31. Storthoaks.....	830	375	45.2
32. Reciprocity.....	775	205	26.5
61. Antler.....	1,105	385	34.8
ville			
Redvers.....	845	180	21.3
villages			
Alida.....	230	45	19.6
Antler.....	115	30	26.1
Storthoaks.....	175	100	57.1
total.....	4,075	1,320	32.4

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Redvers est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Qu'Appelle—Moose Mountain, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Cannington et Souris—Estevan.

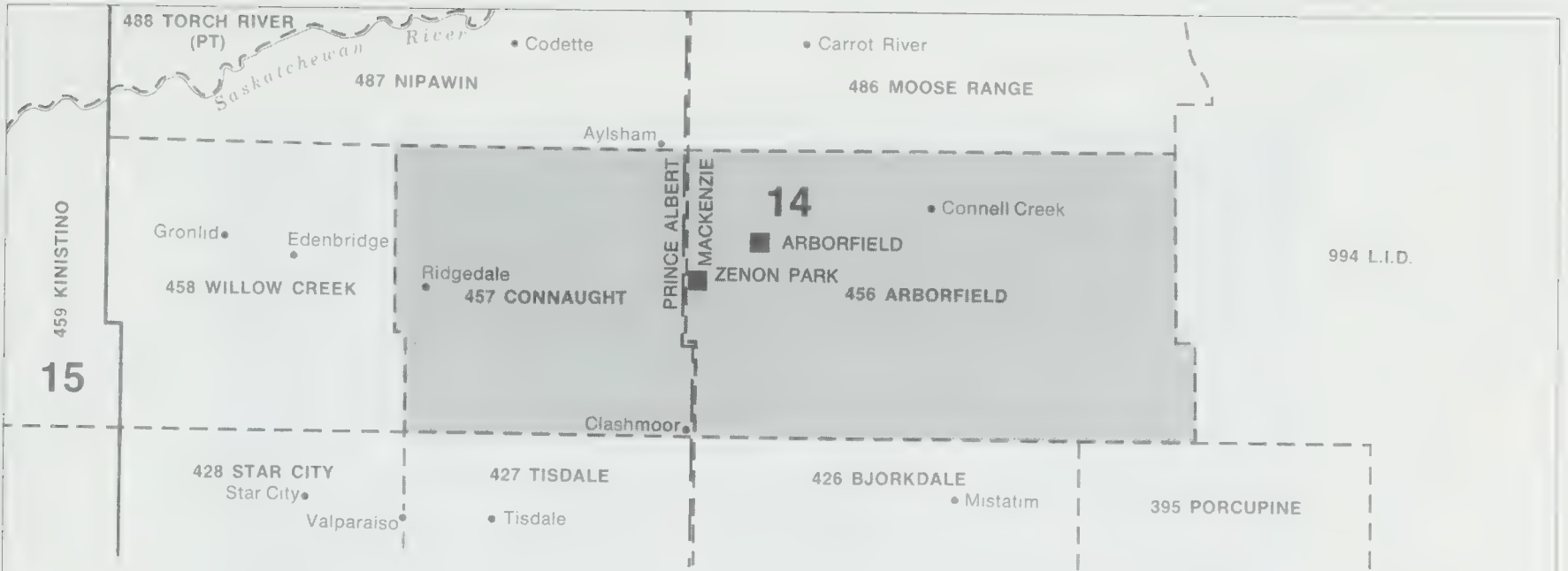
Précisions

1015. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend trois subdivisions rurales de recensement, la ville de Redvers et les trois villages d'Alida, d'Antler et de Storthoaks, tous situés dans la division de recensement numéro 1. Ce territoire occupe l'extrémité sud-est de la province, à quelque 20 milles au nord de la frontière des États-Unis.

1016. En 1971, le district bilingue proposé comptait 1,320 Francophones, ou 32.4 pour cent de la population. Connu sous le nom de «Petit Québec», c'était une région compacte où la minorité était répartie d'une façon qu'aucun de ses éléments ne groupait une population inférieure à 19.6 pour cent. Il y a très peu de bureaux fédéraux sur ce territoire à prédominance rurale. Les limites que nous avons retenues sont identiques à celles du district bilingue proposé par le Premier Conseil.

Recommandation

1017. Certains membres du Conseil, à cause de la faiblesse de ce groupe minoritaire, ont hésité à inscrire un vote favorable, mais la majorité d'entre nous recommandons la création d'un district bilingue appelé Redvers et comprenant le territoire décrit plus haut.



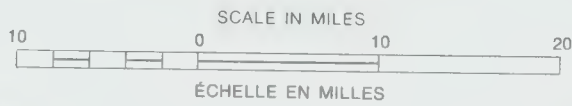
ZENON PARK - ARBORFIELD

Federal Bilingual District LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	14
Census Division	14
Census Subdivision	

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

SASKATCHEWAN

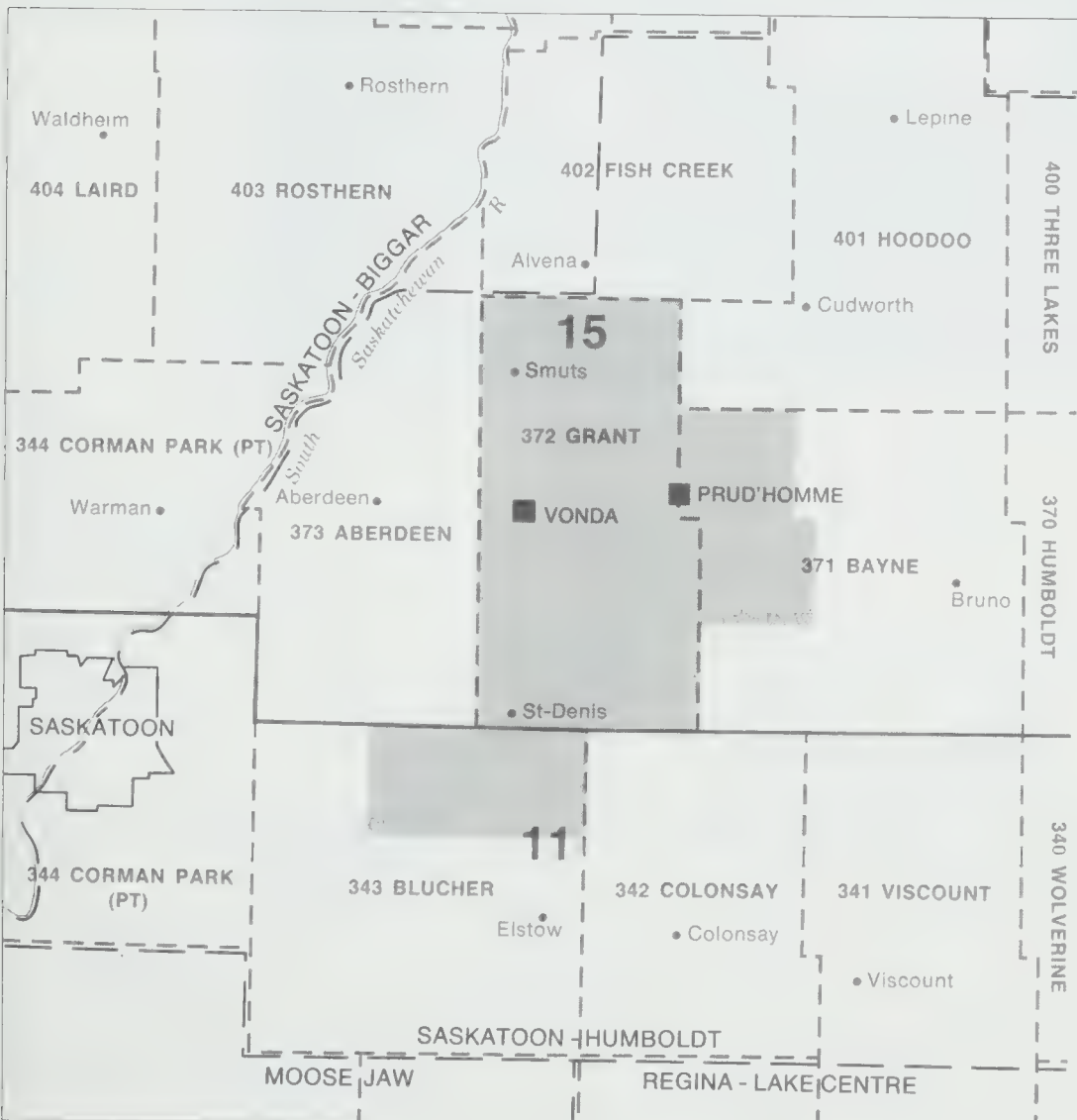


ZENON PARK - ARBORFIELD

District bilingue fédéral LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	14
Division de recensement	14
Subdivision de recensement	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada



PRUD'HOMME - VONDA

Federal Bilingual District LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	15
Census Division	15
Census Subdivision	

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.

SASKATCHEWAN

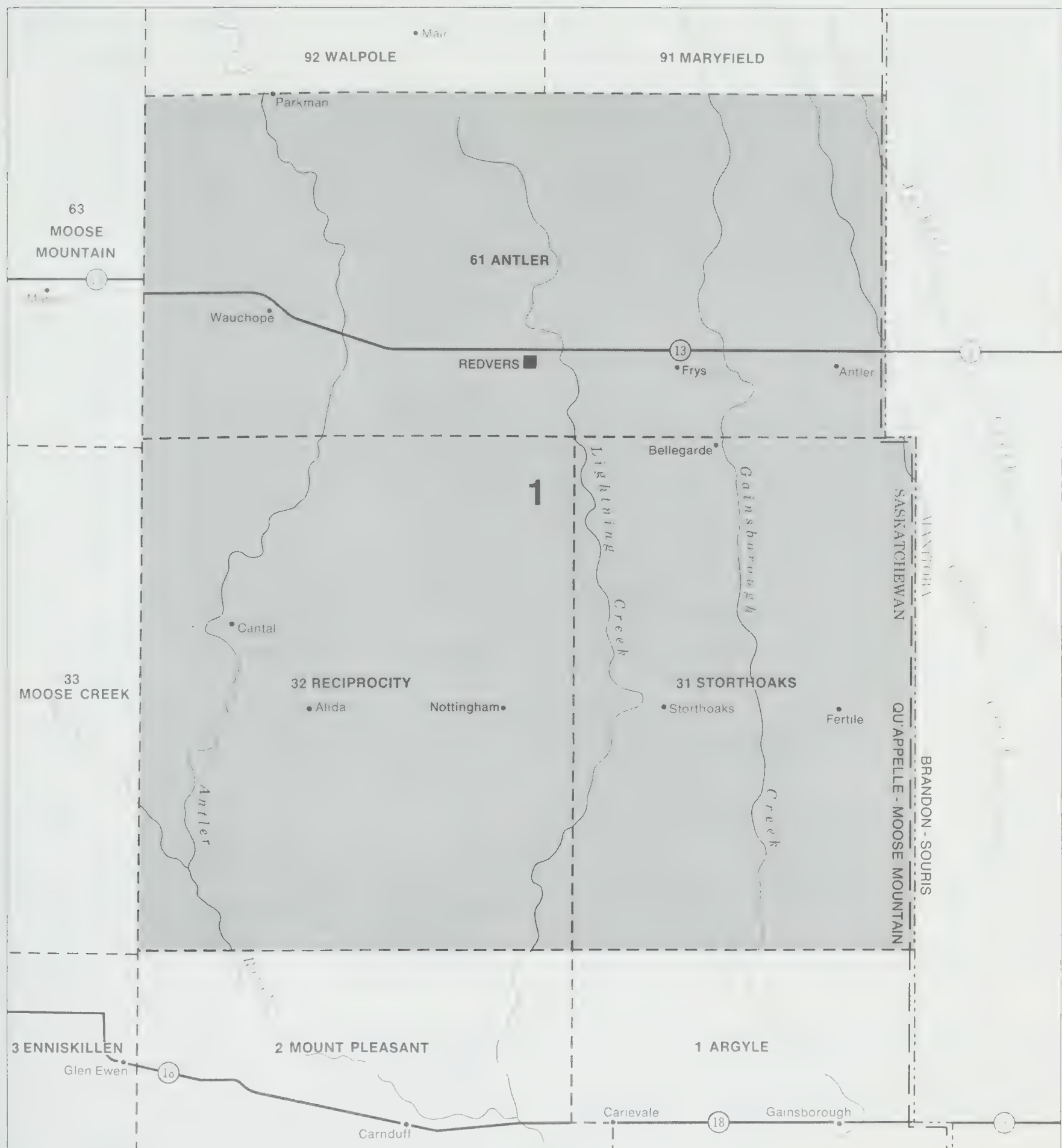


PRUD'HOMME - VONDA

District bilingue fédéral LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	15
Division de recensement	15
Subdivision de recensement	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada



REDVERS

Federal Bilingual District
LEGEND

District Recommended	
Federal Electoral District	
Census Division	
Census Subdivision	

Produced by the Surveys and Mapping Branch, Department
of Energy, Mines and Resources, Ottawa, Canada.



REDVERS

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	
Division de recensement	
Subdivision de recensement	

Établie par la Direction des levés et de la cartographie, ministère
de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Ottawa, Canada

6. Zenon Park—Arborfield

a. description

le district bilingue de Zenon Park—Arborfield se compose des subdivisions de recensement 456. Arborfield et 457. Connaught, de la ville d’Arborfield et des villages de Ridgedale et Zenon Park, dans la division de recensement n° 14.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 14 (part.)			
subdivisions			
456. Arborfield.....	905	205	22.7
457. Connaught.....	1,330	220	16.5
ville			
Arborfield.....	420	20	4.8
villages			
Ridgedale.....	170	—	—
Zenon Park.....	345	250	72.5
total.....	3,170	695	21.9

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Zenon Park—Arborfield est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Mackenzie et Prince Albert, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Kelsey—Tisdale et Nipawin.

Précisions

1018. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend deux subdivisions rurales de recensement, la ville d’Arborfield ainsi que les villages de Ridgedale et de Zenon Park dans la division de recensement numéro 14. Cette région est sise à quelque 80 milles directement à l’est de Prince Albert et s’étend en direction est vers la frontière du Manitoba.

1019. En 1971, le district bilingue proposé comptait 695 Francophones, soit 21.9 pour cent de la population totale. Le groupe minoritaire atteignait respectivement 22.7 et 16.5 pour cent dans les deux subdivisions rurales de recensement 456. Arborfield et 457. Connaught, et 72.5 pour cent dans le village de Zenon Park. Cependant, il n’était que de 4.8 pour cent dans la ville d’Arborfield et encore plus faible dans le village de Ridgedale. Vu que ces deux dernières localités étaient situées dans les subdivisions rurales de recensement déjà mentionnées, il était impossible de les exclure de tout district bilingue que nous envisagerions sur ce territoire. Les bureaux fédéraux y étaient rares.

Saint-Front—Saint-Brieux

1020. Étant donné que le groupe minoritaire de Zenon Park—Arborfield était assez faible, nous avons envisagé la possibilité de le réunir à une communauté concentrée dans la région de Saint-Front—Saint-Brieux, à quelque 25 milles au sud-ouest. Ces deux localités constituaient l’un des territoires que le Premier Conseil avait demandé de remettre en cause. Nous avons examiné les statistiques linguistiques et rencontré différentes personnes que nous avons mentionnées dans le compte rendu de nos consultations en Saskatchewan.

1021. En 1971, on comptait 620 Francophones, ou 21.8 pour cent de la population dans les deux subdivisions de recensement où se trouvaient Saint-Front et Saint-Brieux; toutefois, on nous a dissuadés d’y créer un district bilingue séparé, car la minorité y était faible et plusieurs de nos interlocuteurs, y compris des Francophones, nous ont informés que la communauté de l’endroit n’était guère intéressée à la survie de la culture française. Toutefois, restait la possibilité de rattacher cette région à Zenon Park—Arborfield.

Visite et consultations

1022. Quelques membres du Conseil se sont rendus dans la région de Zenon Park et Arborfield pour rencontrer les gens de ces deux localités, à la suite d’instances faites par un député de cette circonscription auprès d’un membre de notre Conseil.

1023. Pour un motif quelconque, aucun des résidents d’Arborfield ne s’est présenté à la réunion. Par contre, à Zenon Park, un groupe de 32 citoyens est venu nous rencontrer. Ils nous ont dit que les Francophones éprouvaient bien des difficultés à maintenir leur culture. Par exemple, ils ne recevaient aucune émission de télévision en français. Ils nous ont avoué qu’ils communiquaient fort peu avec les gens de Saint-Front et de Saint-Brieux.

1024. C’est pour cette raison et pour éviter de réunir deux communautés par un lien artificiel, ce contre quoi on nous avait mis en garde, que le Conseil a décidé de ne pas essayer de joindre Zenon Park—Arborfield à Saint-Front—Saint-Brieux.

1025. On nous avait également prévenus du danger qu’il y avait de provoquer du ressentiment si nous étendions le district bilingue éventuel au-delà de la principale concentration française de Zenon Park; cependant, comme nous l’avons indiqué précédemment, il nous était impossible d’incorporer les divers groupes francophones de la région sans y adjoindre des localités comme la ville d’Arborfield. C’était tout ou rien.

Recommandation

1026. Quelques membres du Conseil ont hésité à proposer un district où la minorité était si faible, mais une majorité substantielle d'entre nous recommandons l'établissement d'un district bilingue appelé Zenon Park—Arborfield et composé de la façon décrite ci-dessus.

Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

1027. Vu qu'en 1971 il n'y avait en Saskatchewan aucun grand centre urbain comptant 5,000 citoyens dont la langue d'usage était la langue de la minorité officielle, la recommandation supplémentaire que nous

présentons à cet égard à la Partie III de notre Rapport ne s'applique pas à cette province.⁸⁷

Regina

1028. Toutefois, notre deuxième recommandation supplémentaire qui prévoit les mêmes dispositions dans le cas des capitales provinciales, sans égard au nombre de citoyens, convient à Regina, la capitale provinciale.⁸⁸

1029. Le territoire désigné dans ce cas est la région métropolitaine de recensement de Regina; on trouvera une description géostatistique et une carte à la Partie III.⁸⁹ En 1971, la région métropolitaine de recensement de Regina comptait 585 citoyens, ou 0.4 pour cent, dont la langue d'usage était le français.

⁸⁷ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

⁸⁸ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 2, paragraphes 1159-1160, p. 176.

⁸⁹ Partie III, pp. 200-201.

L'Alberta

Régions admissibles mais non recommandées

1030. En 1971, une seule des 15 divisions de recensement de l'Alberta comptait une population francophone d'au moins dix pour cent; c'était la division numéro 12 où la minorité linguistique officielle atteignait 13.7 pour cent. Nous proposerons un district bilingue qui réunira, en tout ou en partie, chacune des subdivisions de recensement où la minorité s'élevait au moins à dix pour cent.

1031. À l'exception de sept, toutes les subdivisions de recensement de l'Alberta qui, en 1971, avaient une minorité d'au moins dix pour cent, font partie de l'un ou l'autre des districts bilingues que nous allons recommander.

1032. Les sept subdivisions de recensement admissibles que nous avons laissées de côté se rangent en deux catégories. Quatre d'entre elles étaient trop exiguës pour former elles-mêmes un district bilingue ou étaient trop éloignées pour être rattachées à un district bilingue proposé ailleurs. Voici le nom de ces quatre subdivisions de recensement, accompagné, entre parenthèses, du nombre et du pourcentage de Francophones qui s'y trouvaient en 1971: Cowley (25, 12.5 pour cent), Cluny (25, 27.8 pour cent), 92. Westlock (695, 10.2 pour cent) et Clyde (25, 10.9 pour cent).

1033. Les trois autres subdivisions de recensement étaient situées aux environs d'Edmonton. Puisqu'elles font partie de la région métropolitaine de recensement d'Edmonton, des services bilingues leur seront assurés en vertu de la recommandation supplémentaire que nous ferons à l'égard de ce territoire.⁹⁰ Voici le nom de ces trois divisions de recensement, accompagné, entre parenthèses, du nombre et du pourcentage de Francophones qui s'y trouvaient en 1971: 90. Sturgeon (1,965, 17.9 pour cent), Morinville (480, 32.5 pour cent) et Legal (370, 66.1 pour cent). Nous donnerons plus loin

les raisons qui nous ont fait laisser de côté ces localités lorsque nous expliquerons la recommandation touchant la prestation de services bilingues dans la région métropolitaine d'Edmonton.

Comparaison avec les recommandations du Premier Conseil

1034. Les deux districts bilingues que nous proposons ont une superficie à peu près semblable à celle des deux districts qu'avait retenus le Premier Conseil; les limites ne sont toutefois pas tout à fait les mêmes. Dans le cas de Falher—Peace River, nous avons reporté un peu plus loin le tracé de la ligne orientale. Pour Saint-Paul—Bonnyville, c'est la ligne occidentale que nous avons éloignée quelque peu.

1035. La différence la plus importante qui existe entre les recommandations des deux Conseils est que nous avons réduit le nombre de districts bilingues proposés de trois à deux. Comme nous l'expliquerons plus loin, nous avons décidé de ne pas retenir le district bilingue que le Conseil précédent avait proposé de créer au nord d'Edmonton sous le nom de Legal—Morinville—Saint-Albert.

1036. Notre prédécesseur avait aussi demandé de réétudier trois autres régions à la lumière des résultats du recensement de 1971.⁹¹ Nous les avons toutes examinées pour constater qu'aucune d'entre elles ne satisfaisait aux conditions d'un district bilingue.

Districts bilingues recommandés en Alberta

1. Falher—Peace River

a. description

le district bilingue de Falher—Peace River se compose de la subdivision de recensement 130. Smoky River, en tout ou en partie, des secteurs

⁹⁰ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

⁹¹ *Recommandations du Conseil consultatif des districts bilingues*, mars 1971, Ottawa, Information Canada 1971. pp. 86-87.

de dénombrement (S.D.) n^{os} 213, 214, 216, 217, 224, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 270, 271, 301, 302 et 303 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n^o 801 (Athabasca), des secteurs de dénombrement n^{os} 007, 008, 009, 201, 220, 251, 252, 258, 259, 260, 301, 302 et 401, de la circonscription électorale fédérale n^o 814 (Peace River), des villes de Falher, High Prairie, McLennan et Peace River, et des villages de Donnelly, Eaglesham, Girouxville, et Nampa, dans la division de recensement n^o 15.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision		total	français	pourcentage
Division n ^o 15 (part.)				
subdivision				
130. Smoky River....		3,450	2,390	69.3
C.E. S.D.				
801 213 (part.).....		535	150	28.0
801 214.....		5	—	—
801 216 (part.).....		285	—	—
801 217 (part.).....		365	25	6.8
801 224 (part.).....		285	—	—
801 251.....		495	55	11.1
801 252.....		370	5	1.4
801 253.....		275	10	3.6
801 254.....		230	—	—
801 255.....		250	20	8.0
801 256.....		455	10	2.2
801 259.....		370	—	—
801 260.....		290	5	1.7
801 261.....		205	20	9.8
801 262.....		135	15	11.1
801 263.....		280	105	37.5
801 264.....		235	135	57.4
801 270.....		260	—	—
801 271.....		—	—	—
801 301 (part.).....		385	—	—
801 302.....		355	115	32.4
801 303.....		210	45	21.4
814 007 (part.).....		620	45	7.3
814 008 (part.).....		155	—	—
814 009 (part.).....		570	—	—
814 201.....		—	—	—
814 220 (part.).....		65	—	—
814 251.....		195	5	2.6
814 252.....		205	25	12.2
814 258.....		290	180	62.1
814 259.....		235	125	53.2
814 260.....		170	100	58.8
814 301.....		220	15	6.8
814 302.....		45	—	—
814 401 (part.).....		210	—	—
villes				
Falher.....		915	760	83.1
High Prairie.....		2,355	140	5.9
McLennan.....		1,090	330	30.3
Peace River.....		5,040	285	5.7

division—subdivision	total	français	pourcentage
villages			
Donnelly.....	275	205	74.5
Eaglesham.....	215	55	25.6
Girouxville.....	345	270	78.3
Nampa.....	285	20	7.0
total.....	23,225	5,665	24.4

Nota: Pour tout secteur de dénombrement, entier ou fractionné, situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c circonscriptions électorales

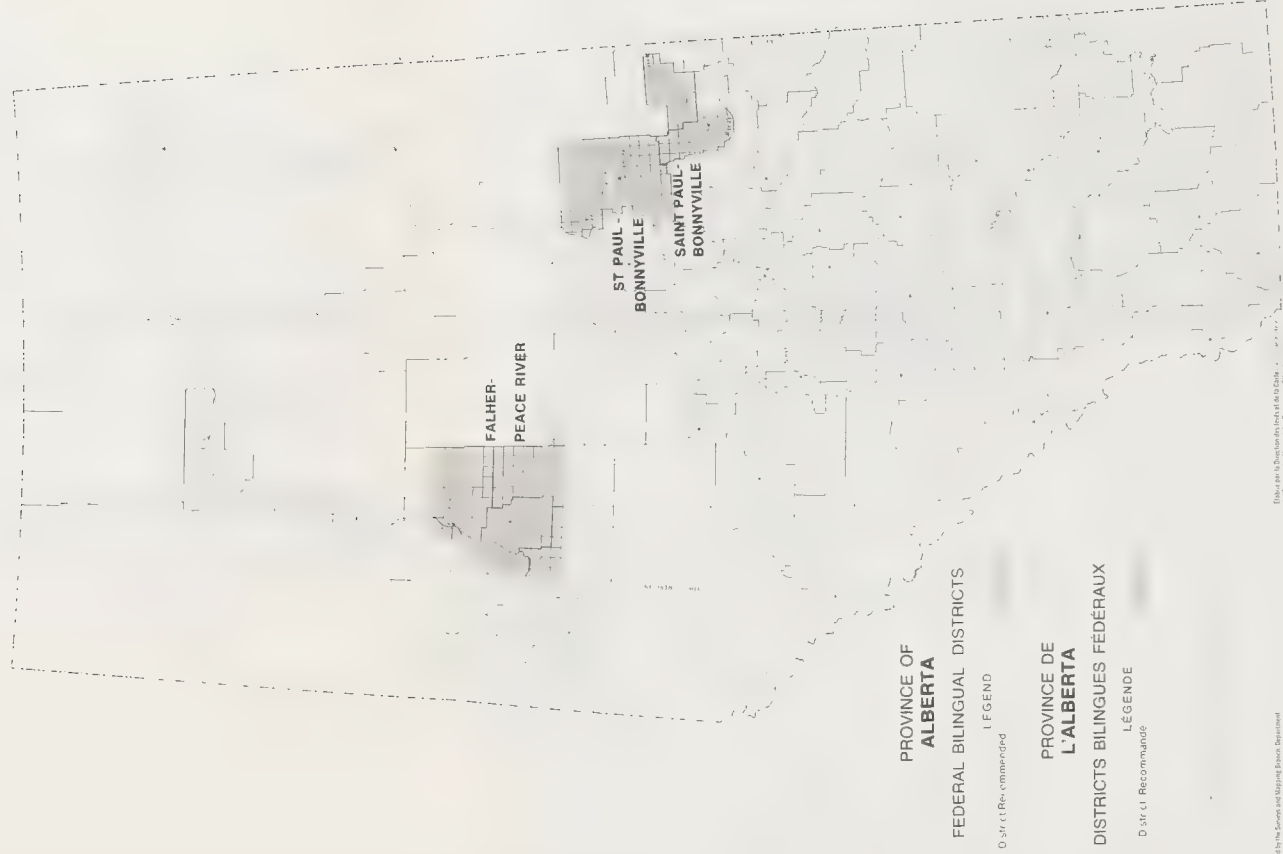
le district bilingue de Falher—Peace River est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales d'Athabasca et Peace River, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Lesser Slave Lake, Peace River et Smoky River.

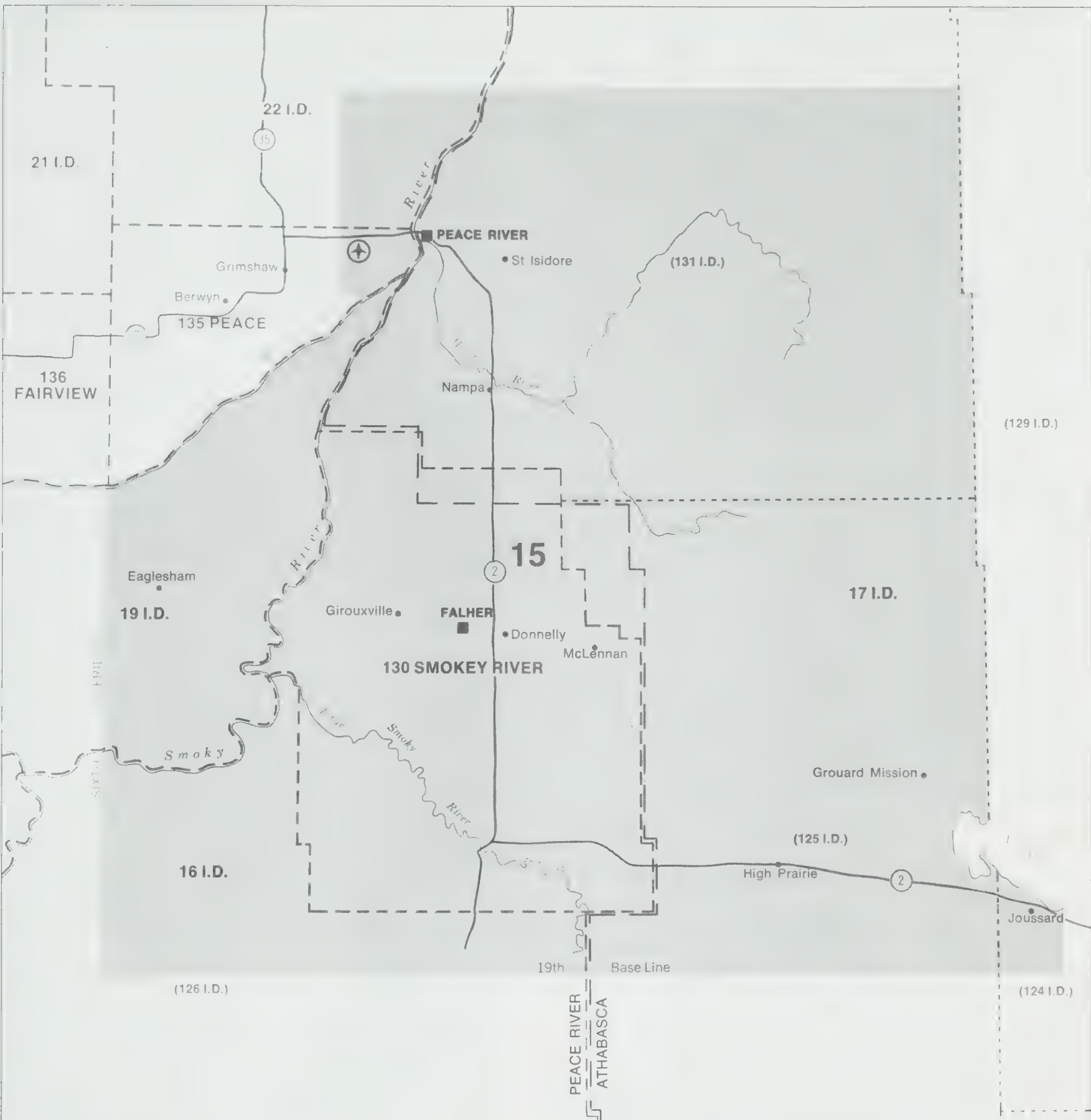
Précisions

1037. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend une subdivision rurale de recensement et un certain nombre de secteurs ruraux de dénombrement complets ou partiels, les villes de Falher, High Prairie, McLennan et Peace River, ainsi que les villages de Donnelly, Eaglesham, Girouxville et Nampa, dans la division de recensement numéro 15. Cette vaste région est sise au nord-ouest de l'Alberta, entre la rive orientale de la Peace River et l'extrémité occidentale du Petit Lac des Esclaves.

1038. Colonisée par un groupe important de Francophones, cette partie de la région de Peace River comptait, en 1971, une population de 5,665 citoyens de langue maternelle française, ou 24.4 pour cent. Près des trois-quarts de cette minorité étaient concentrés dans un coin de ce territoire, soit dans la subdivision rurale de recensement 130. Smoky River, ainsi que dans les villes et villages qui s'y trouvent; les 1,710 autres membres de la minorité étaient dispersés dans le reste de ce secteur.

1039. Sur ce territoire à prédominance rurale, les bureaux fédéraux étaient assez rares. Cependant, le centre urbain principal de Peace River, qui occupe la partie nord de cette région est doté d'une douzaine de bureaux fédéraux, tandis que la ville de High Prairie au sud en a aussi quelques-uns.





FALHER - PEACE RIVER

Federal Bilingual District
LÉGENDE

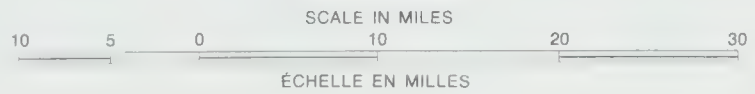
District Recommended	
Federal Electoral District	15
Census Division	19 I.D.
Census Subdivision	

FALHER - PEACE RIVER

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	15
Division de recensement	19 I.D.
Subdivision de recensement	

ALBERTA



Visites et consultations

1040. Quelques membres du Conseil se sont rendus dans cette région et ont tenu des réunions avec plusieurs groupes dans les villes de Peace River et de Falher. Nous avons également rencontré quelques citoyens de Donnelly, de Girouxville et de McLennan collectivement et individuellement, ainsi que des représentants municipaux; à Edmonton, nous avons consulté plusieurs personnes qui connaissent bien la région. À deux autres occasions, nous nous sommes entretenus avec des représentants de cette partie de la province et avec des porte-parole du gouvernement de l'Alberta.

1041. À la réunion de Peace River, nous avons trouvé que la majorité des huit résidents et des représentants officiels de l'endroit qui étaient présents était opposée à l'idée des districts bilingues, en particulier dans leur région. D'après eux, la partie nord de ce territoire était tout à fait différente de la partie sud. L'une des raisons qu'ils invoquaient était la crainte que la formation d'un district bilingue entraîne le départ des bureaux fédéraux de Peace River. Le seul avantage qu'ils voyaient à l'inclusion de leur ville dans un district bilingue était la possibilité contraire que cette institution attire des affaires dans leur localité.

1042. À Falher, nous avons entendu l'opinion opposée. Les 24 citoyens qui ont assisté à l'une ou l'autre des réunions et qui étaient surtout des fonctionnaires municipaux ou des enseignants de Falher et des environs, se sont tous prononcés en faveur de l'établissement d'un district bilingue. Ils ont insisté pour que la région orientale avoisinante de High Prairie en fasse partie aux côtés du secteur occidental où se trouvent Falher et Peace River. D'après eux, un certain nombre de Francophones utilisaient les services fédéraux de High Prairie.

1043. Bien qu'il existe des écoles françaises, il y a un besoin urgent d'émissions de télévision en français qui, selon eux, constituent le service fédéral le plus important pour la survie de la culture de la minorité, puisque la télévision exerce un effet profond sur la langue utilisée par les enfants et les adolescents.

1044. À l'encontre de la prédiction qu'on nous a faite à Peace River, un homme public, que nous avons rencontré à Falher, a déclaré que, selon lui, la création d'un district bilingue dans la région ne provoquerait pas de dissensions. Un autre représentant élu de la région nous a dit qu'il avait demandé aux ministères provinciaux desservant la région de fournir leurs services en français et en anglais et qu'on avait fort bien accueilli sa requête.

1045. Le groupe de représentants publics de la région que nous avons rencontrés à une autre occasion ont exprimé divers points de vue. Bien que favorables au principe de la Loi sur les langues officielles, certains ont exprimé des réserves sérieuses sur les districts bilingues, préférant voir les services bilingues assurés de façon pratique, en vertu de l'article 9(2) de la Loi plutôt que par un découpage de régions bien marquées. L'un de nos interlocuteurs nous a prévenu que le fait de tracer des lignes sur une carte pourrait diviser les gens de différentes appartenances linguistiques. De concert avec l'un de ses collègues, il nous a fait part que si la création d'un district bilingue devait compromettre la situation de l'emploi, il surgirait de sérieuses difficultés. Il a observé que si certains Francophones désiraient avoir des districts bilingues, d'autres ne sont pas tellement en faveur.

1046. Un autre représentant public a remarqué que la population de langue française de Peace River avait baissé ces dernières années. Cependant, étant donné qu'il y avait encore des unilingues français et des Francophones qui désiraient parler leur langue, il faudrait, à son avis, fournir les services fédéraux dans cette région en anglais et en français. Lui-même n'était pas opposé à l'établissement d'un district bilingue chez eux, mais il était plus favorable à l'option qu'offrait l'article 9(2) de la Loi. Pour éviter de créer des problèmes le Conseil ne devrait pas hésiter, d'après lui, à user de discrétion et à appliquer, au besoin, différents critères selon les circonstances, lorsqu'il venait à proposer la prestation de services bilingues fédéraux.

Attitude du gouvernement provincial

1047. Lorsque les membres du Conseil ont rencontré officiellement le gouvernement de l'Alberta, son porte-parole n'a soulevé aucune objection particulière contre les districts bilingues envisagés dans la province. Cependant, nous avons appris que le gouvernement provincial était d'avis que l'État fédéral devrait assurer les services bilingues nécessaires en vertu de l'article 9(2) de la Loi sur les langues officielles dans les régions où il existe une demande importante sans pour cela proclamer la création de districts bilingues dans la province.

1048. Notre interlocuteur a ajouté que, selon son gouvernement, si l'on adoptait cette méthode, on pourrait fournir aux Albertains des services fédéraux efficaces qui cadreraient avec les programmes et les services provinciaux visant à favoriser, à l'intérieur de lignes générales, la diversité culturelle et linguistique dans la province. Il nous a dit sans ambages que son gouvernement était désireux d'encourager la fierté de soi chez

chaque groupe culturel; il moussait plutôt le pluriculturalisme. Il ne voulait choisir aucun groupe particulier de peur de créer des problèmes.

Récapitulation

1049. Après avoir repassé les témoignages et les avis relatifs au district bilingue que le Conseil voulait proposer, nous sommes arrivés à plusieurs décisions. Nous avons conclu que, sans l'ombre d'un doute, le groupe minoritaire de la subdivision rurale de recensement 130. Smoky River, ainsi que ceux des localités de Falher, Donnelly, Girouxville et McLennan formaient une communauté solide et viable qu'il serait convenable d'englober dans un district bilingue.

1050. Vu que High Prairie possédait un certain nombre de bureaux fédéraux utilisés par les Francophones, nous croyons que cette ville devrait définitivement faire partie d'un district bilingue.

1051. La question d'ajouter la partie nord-est et la ville de Peace River n'était pas aussi tranchée; nous avons quand même décidé de les retenir puisque le nombre de citoyens francophones y était assez élevé et que cette ville était non seulement le centre de services régionaux le plus important mais aussi le noyau de croissance de la région.

Recommandation

1052. En conséquence, une forte majorité des membres du Conseil recommande la création d'un district bilingue appelé Falher—Peace River et composé de la façon indiquée plus haut.

2. Saint-Paul—Bonnyville

a. description

le district bilingue de Saint-Paul—Bonnyville se compose des subdivisions de recensement 102. District d'amélioration (D.A.) dans le district d'amélioration 18, et 87. Bonnyville, en tout ou en partie, des secteurs de dénombrement (S.D.) nos 101, 102 et 105 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n° 801 (Athabasca), des secteurs de dénombrement nos 367, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460 et 461 de la circonscription électorale fédérale n° 818 (Vegreville), des villes de Bonnyville, Cold Lake, Grand Centre, Lac la Biche, et Saint-Paul, et des villages de Bonnyville Beach, Glendon et Plamondon, dans la division de recensement n° 12.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 12 (part.)			
subdivisions			
18. D.A. (part.)			
(102. D.A.).....	4,790	835	17.4
87. Bonnyville.....	10,935	1,415	12.9
C.E. S.D.			
801 101.....	435	205	47.1
801 102.....	300	15	5.0
801 105 (part.).....	605	5	0.8
818 367 (part.).....	1,340	5	0.4
818 451.....	225	10	4.4
818 452.....	230	55	23.9
818 453.....	270	50	18.5
818 454.....	350	245	70.0
818 455.....	380	155	40.8
818 456.....	395	175	44.3
818 457.....	250	120	48.0
818 458.....	5	—	—
818 459.....	380	120	31.6
818 460.....	595	355	59.7
818 461.....	440	—	—
villes			
Bonnyville.....	2,585	1,055	40.8
Cold Lake.....	1,305	125	9.6
Grand Centre.....	2,090	120	5.7
Lac la Biche.....	1,795	230	12.8
Saint-Paul.....	4,160	1,500	36.1
villages			
Bonnyville Beach.....	—	—	—
Glendon.....	355	5	1.4
Plamondon.....	190	120	63.2
total.....	34,405	6,920	20.1

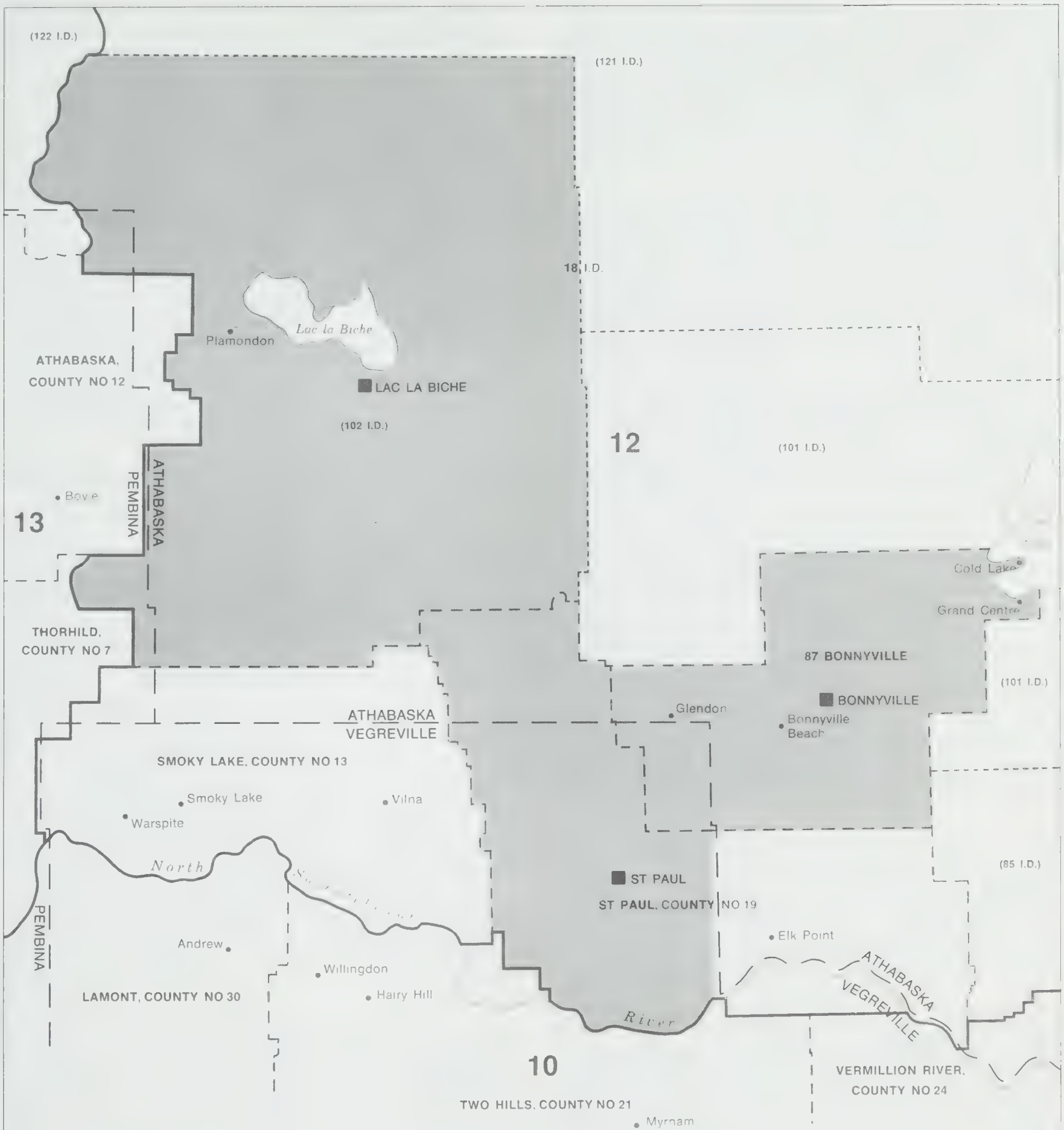
Nota: Pour tout secteur de dénombrement, entier ou fractionné, situé à l'intérieur des limites du district bilingue, les données statistiques représentent des S.D. entiers.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Saint-Paul—Bonnyville est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales d'Athabasca, Pembina et Vegreville, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales d'Athabasca, Bonnyville, Lac la Biche—McMurray et Saint-Paul.

Précisions

1053. Le district bilingue proposé par le Conseil comprend deux subdivisions de recensement et certains secteurs de dénombrement complets ou partiels, ainsi que les villes de Bonnyville, Cold Lake, Grand Centre, Lac la Biche, Saint-Paul et les villages de Bonnyville

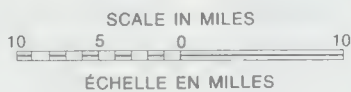


ST PAUL-BONNYVILLE

Federal Bilingual District
LÉGENDE

District Recommended	
Federal Electoral District	12
Census Division	
Census Subdivision	

ALBERTA



SAINT-PAUL-BONNYVILLE

District bilingue fédéral
LÉGENDE

District recommandé	
Circonscription électorale fédérale	12
Division de recensement	
Subdivision de recensement	

Beach, Glendon et Plamondon, tous situés dans la division de recensement numéro 12. Cette région plutôt vaste est sise à quelque 100 milles au nord-est d'Edmonton, s'étendant des environs du Lac la Biche dans une direction orientale jusqu'aux confins de la Saskatchewan.

1054. En 1971, le district bilingue proposé comptait 6,920 Francophones, ou 20.1 pour cent de la population. C'était le groupe minoritaire le plus nombreux des districts bilingues envisagés en Saskatchewan et en Alberta; il venait au second rang si l'on incluait le Manitoba. Étant donné que la minorité ne se répartissait pas de façon uniforme dans toute la région, nous nous demandions où tracer les limites de ce district. Les bureaux fédéraux n'y étaient pas très nombreux; à l'exception des bureaux de poste locaux, ils étaient presque tous situés dans le centre principal de Saint-Paul, quelques-uns à Bonnyville.

Trois possibilités

1055. Le Conseil a envisagé trois options possibles. Premièrement, nous pourrions nous demander s'il était opportun de créer un district bilingue dans une partie quelconque de cette région. Deuxièmement, dans l'affirmative, nous pourrions nous contenter de recommander seulement les principaux centres de Saint-Paul et de Bonnyville. Troisièmement, nous pourrions embrasser un plus vaste territoire.

Visites et consultations

1056. Des représentants du Conseil se sont rendus une fois dans la région; ils y ont tenu des réunions avec les citoyens de Saint-Paul et de Bonnyville, puis une autre à Edmonton. Comme nous l'avons déjà noté, nous avons aussi consulté le gouvernement provincial et plusieurs hommes publics de la région. Pour éviter toute répétition, nous ne reviendrons pas sur les points que nous avons discutés avec eux et que nous avons rapportés ailleurs.

1057. Nous avons découvert que les questions de langue étaient particulièrement délicates dans cette région. Les différences d'opinion étaient aussi probablement plus prononcées parmi la minorité. Ainsi, on se partageait en deux camps: d'un côté ceux qui étaient fort opposés à l'établissement d'un district bilingue dans la région et de l'autre, ceux qui étaient tout à fait en faveur.

1058. Pour compliquer les choses, la division où se situait cette région se classait au deuxième rang des 15 divisions de recensement de l'Alberta en ce qui a trait au pourcentage des citoyens de langues mater-

nelles autres que l'anglais et le français. Ce groupe était également deux fois plus fort au point de vue numérique et proportionnel que la minorité francophone. Ainsi, en 1971, on y comptait 56.6 pour cent d'Anglophones, 13.7 pour cent de Francophones et 29.7 pour cent de citoyens d'autres langues maternelles.

1059. En dépit du fait qu'en 1971 la ville de Saint-Paul réunissait une minorité de 1,500 membres, ou 36.1 pour cent, sa présence et sa vitalité semblaient avoir diminué ces dernières années. On nous a dit que les jeunes, du moins, n'affichaient pas un intérêt débordant pour leur culture.

1060. Il est vrai que plusieurs bureaux fédéraux dispensent leurs services en français et qu'on peut capter des émissions radiophoniques françaises d'Edmonton, mais la télévision française n'est transmise d'Edmonton que par câble, ce qui en restreint la diffusion.

1061. Un certain nombre de gens venus de Saint-Paul, que nous avons rencontrés à Edmonton, y compris quelques représentants de la minorité, hésitaient à appuyer l'établissement d'un district bilingue; ils craignaient qu'on divise ainsi la communauté en accordant à la minorité linguistique officielle des avantages dont ne pourraient jouir les citoyens de langues maternelles autres que l'anglais ou le français. Ils se rappelaient avec regret et non sans inquiétude une controverse publique désagréable qui s'était élevée naguère à Bonnyville à propos d'inscriptions bilingues faites sur les véhicules publics.

1062. D'un autre côté, nous avons aussi entendu des Francophones de Saint-Paul qui étaient en faveur d'un district bilingue. L'un des jeunes délégués nous a présenté un mémoire préparé par une association canadienne-française qui accordait son appui au district bilingue et insistait sur sa création.

1063. Toutefois, on pourrait assez bien résumer l'opinion des citoyens de Saint-Paul que nous avons rencontrés en disant qu'un certain nombre de Francophones désiraient certes obtenir des services en français, mais la plupart d'entre eux préféraient les voir assurés par d'autres moyens que l'établissement d'un district bilingue.

1064. La situation ainsi que l'attitude des gens de Bonnyville était quelque peu différente. Le nombre de Francophones y était moins considérable qu'à Saint-Paul, soit 1,055, mais le pourcentage y était plus élevé, soit 40.8 pour cent. Peut-être parce qu'ils avaient moins

de services en français, l'opinion des gens de Bonnyville semblait pencher en faveur de la formation d'un district bilingue.

1065. Certains Francophones, de même que certains représentants d'autres groupes linguistiques ne voulaient pas de district bilingue pour les mêmes raisons que les citoyens de Saint-Paul; néanmoins il s'y trouvait quelques Canadiens français plus jeunes, bien formés, travaillant à cet endroit, qui s'intéressaient activement à leur culture et désiraient la conserver grâce à la création d'un district bilingue. Ils nous ont soumis un mémoire appuyant l'établissement d'un district bilingue à la condition que le gouvernement provincial endosse le projet.

Récapitulation

1066. Nous avons nous-mêmes hésité à présenter une proposition relative à la région de Saint-Paul—Bonnyville. Cependant, après quelques discussions, nous avons décidé que, vu l'importance numérique et proportionnelle de la minorité et les avantages qu'elle retirerait d'un district bilingue, nous ferions mieux d'en recommander la création.

1067. Il fallait ensuite en tracer les limites. Quelques-uns d'entre nous croyaient approprié de la confiner aux deux centres, c'est-à-dire Saint-Paul et Bonnyville, surtout à cause de l'opposition qu'offraient aux districts bilingues les autres groupes linguistiques, plus nombreux en dehors de ces villes. Néanmoins, selon d'autres membres du Conseil, nous devions fixer les limites d'un district bilingue d'après la répartition de la minorité dans des zones admissibles, plutôt que d'après l'emplacement des bureaux fédéraux assurant les services. Ce dernier avis ayant prévalu, nous avons opté pour le territoire le plus étendu.

Recommandation

1068. **La majorité des membres du Conseil recommande l'établissement d'un district bilingue appelé Saint-Paul—Bonnyville et composé de la façon décrite plus haut.**

Grand centre urbain où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

1069. Comme nous l'avons expliqué auparavant, le Conseil a décidé de proposer d'assurer des services fédéraux bilingues en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles, autant que faire se peut, dans les bureaux fédéraux faisant affaire avec le

public dans les grands centres urbains qui, en 1971, comptaient au moins 5,000 citoyens dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle de la région.⁹² Nous avons conclu qu'une recommandation supplémentaire du même genre, sans précision du nombre de personnes, devrait s'appliquer à toutes les capitales provinciales.⁹³ Ces recommandations supplémentaires apparaissent à la Partie III de notre Rapport.⁹⁴

Edmonton

1070. D'après le recensement de 1971, le seul grand centre urbain de l'Alberta faisant l'objet de cette recommandation était la région métropolitaine de recensement d'Edmonton; elle renfermait 7,860 citoyens, ou 1.6 pour cent, dont la langue d'usage était le français.

1071. On notera que même si la région métropolitaine de recensement d'Edmonton n'avait pas compté, en 1971, au moins 5,000 personnes dont la langue d'usage était le français, cette ville aurait quand même figuré parmi les capitales provinciales auxquelles s'applique notre deuxième recommandation supplémentaire.

1072. Nous indiquons dans la description géostatique, qui paraît à la Partie III de notre Rapport, les subdivisions de recensement de la région métropolitaine de recensement d'Edmonton ainsi que l'importance numérique et proportionnelle du groupe dont la langue d'usage, en 1971, était le français.⁹⁵ Une carte de la région accompagne cette description.

Nota

1073. Le Conseil attire l'attention du lecteur sur le fait que la région métropolitaine de recensement d'Edmonton apparaîtra sur la liste des grands centres urbains qui font l'objet d'une recommandation supplémentaire visant à leur assurer des services bilingues fédéraux.⁹⁶

Le cas de Legal—Morinville—Saint-Albert

1074. Notre Conseil a également envisagé la possibilité de recommander un district bilingue comparable à celui qu'avait proposé le Premier Conseil sous le nom de Legal—Morinville—Saint-Albert. En plus de ces trois localités, cette région comprend la subdivision de

⁹² 1^{re} Partie, paragraphes 187-201, pp. 29-31.

⁹³ 1^{re} Partie, paragraphes 202-211, pp. 31-32.

⁹⁴ Partie III, paragraphes 1156-1160, p. 176.

⁹⁵ Partie III, pp. 178-179.

⁹⁶ Partie III, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

recensement fort peuplée de 90. Sturgeon et quelques communautés plus petites; elle est située juste au nord de la ville d'Edmonton.

1075. Ce territoire a été colonisé très tôt par des groupes de Canadiens français qui se sont établis à Saint-Albert, à Morinville et à Legal. Lorsque le Premier Conseil a présenté ses recommandations en 1971, il se fondait sur les données du recensement de 1961. À ce moment-là, Saint-Albert, Morinville et Legal n'étaient encore que de petits villages où les Francophones dominaient.

1076. Cependant, au cours de la décennie de 1961, Saint-Albert et Morinville ont connu une transformation sensible. Ces deux localités, sises juste au nord d'Edmonton, ont été englobées dans l'expansion extraordinairement rapide de la capitale, devenant en fait des banlieues-dortoirs, bien que conservant leur propre administration locale. Au cours de ces dix ans, la population de Saint-Albert est passée de 4,059 à 11,800 citoyens. Pendant la même période, Morinville augmentait de 935 à 1,475 âmes. À mesure que croissait la population, le pourcentage des Francophones diminuait à vue d'œil; à Saint-Albert il tombait de 21.0 pour cent en 1961 à 7.5 pour cent en 1971, et à Morinville, de 60.7 à 32.5 pour cent au cours de la même période.

1077. La partie la plus au nord du district bilingue proposé par le Premier Conseil, laquelle comprenait Legal et plusieurs autres petites localités, restait à prédominance rurale, tandis que la partie sud a été complètement absorbée par la région métropolitaine d'Edmonton; Statistique Canada a reconnu cette réalité en incluant ce secteur dans la région métropolitaine d'Edmonton.

Visites et consultations

1078. Pendant que le Conseil tenait encore compte de la possibilité de recommander un district bilingue dans cette région, quelques-uns de ses membres se sont rendus sur les lieux à trois reprises, y tenant dix réunions. Nous avons rencontré des conseillers municipaux, des autorités scolaires et des citoyens de Saint-Albert, Morinville, Legal, Westlock et Edmonton, y compris des groupes de langue anglaise, de langue française et d'autres langues. Les dernières fois, nous avons rencontré plusieurs autres hommes publics d'Edmonton et des alentours, de même que des porte-parole du gouvernement de l'Alberta, comme nous l'avons indiqué précédemment. Dans l'ensemble, nous avons consulté plus de 75 personnes dans cette région.

1079. La plupart des bureaux fédéraux de ce territoire sont situés à Edmonton. Des résidents de l'endroit nous ont dit que les ministères et les organismes fédéraux avaient tenté tous les efforts pour assurer des services en français et en anglais dans leurs bureaux d'Edmonton, notamment le Secrétariat d'État, la Main-d'œuvre, Radio-Canada et le Canadien National. Il y a des émissions de télévision françaises qui atteignent certains endroits, mais il y a encore place à amélioration pour ce qui est de l'ensemble de la région.

1080. Dans certaines localités, nous avons constaté un degré plus qu'ordinaire d'ignorance et d'incompréhension des principes, des objectifs et des exigences de la Loi sur les langues officielles et les districts bilingues en particulier. Un certain nombre de nos interlocuteurs étaient encore convaincus que la Loi forçait chaque citoyen à apprendre la langue minoritaire officielle au lieu d'obliger le gouvernement fédéral à assurer ses services dans les deux langues.

1081. Les opinions étaient partagées sur la question de savoir si nous devions proposer un district bilingue allant de Saint-Albert vers le nord jusqu'à Westlock. On pourrait résumer les points de vue en disant que, en général les Francophones étaient en faveur de l'établissement d'un district bilingue, tandis qu'un certain nombre de personnes d'autres langues maternelles que l'anglais ou le français ne l'étaient pas.

1082. Quelques Francophones ont tout de même admis qu'un district bilingue ne devrait pas inclure la subdivision de recensement 92. Westlock dans la partie nord de la région. Cette subdivision comptait 695 citoyens de langue française; en 1971, ils n'atteignaient que 10.2 pour cent. Nos interlocuteurs ont également reconnu que le fait de rattacher ce secteur à un district bilingue pourrait provoquer une assez forte opposition de la part des citoyens de langues maternelles autres que l'anglais et le français.

1083. Ce point de vue a été confirmé à une réunion que plusieurs membres du Conseil ont eue avec 14 citoyens de Westlock. Quelques-uns, il est vrai, étaient en faveur de l'inclusion de Westlock dans un district bilingue, mais un bon nombre s'y sont opposés, craignant que la création d'un district bilingue vienne briser l'harmonie qui régnait entre les groupes linguistiques, surtout si le mode d'embauche du gouvernement fédéral en était modifié.

1084. À Saint-Albert, Morinville et Legal, qui, au contraire de Westlock, avaient conservé une certaine allure française distinctive, les citoyens que nous avons rencontrés se sont, en général, prononcés en faveur de

l'inclusion de leur localité dans un district bilingue. Pourtant certains d'entre eux craignaient de provoquer ainsi des dissensions.

1085. Les hommes publics de la circonscription que nous avons rencontrés à une autre occasion ont exprimé différents points de vue. L'un nous a affirmé que, selon lui, une partie de l'animosité locale contre le bilinguisme avait disparu depuis que le gouvernement fédéral, à l'instar du gouvernement provincial, avait annoncé une politique favorable au pluriculturalisme. Cependant, la plupart d'entre eux n'étaient pas d'accord pour appuyer une mesure aussi radicale qu'un district bilingue; ils préféraient que l'État fédéral assure des services bilingues grâce à un moyen plus souple, moins formel, tel que l'article 9(2) de la Loi sur les langues officielles.

Options

1086. À mesure que nous discutons du cas de Legal—Morinville—Saint-Albert, ce dernier choix s'imposait de plus en plus à la majorité des membres du Conseil.

1087. D'autre part, il restait possible d'envisager l'établissement d'un district bilingue dans une région comprenant la subdivision de recensement 90. Sturgeon, Morinville et Saint-Albert et les villages de Bon Accord, Gibbons et Legal, tous situés dans la division de recensement numéro 11, ainsi que la subdivision de recensement 92. Westlock, la ville de Westlock et le village de Clyde, tous compris dans la division de recensement numéro 13. En 1971, ce territoire comptait 4,635 Francophones, soit exactement 13.0 pour cent.

1088. D'un autre côté, il nous était possible de ne pas proposer de district bilingue et d'offrir un autre mode de prestation de services bilingues fédéraux. Notre première recommandation supplémentaire voulant que l'État fédéral et ses organismes assurent des services bilingues dans les grands centres urbains, tels que la région métropolitaine d'Edmonton, permettra de dispenser des services bilingues à la plupart des résidents de ces localités puisque la région métropolitaine de recensement d'Edmonton englobe une vaste superficie du district bilingue envisagé. Les seuls endroits importants qui ne seraient pas touchés par cette disposition seraient la subdivision de recensement 92. Westlock, la ville de Westlock et le village de Clyde.

1089. Vu les témoignages que nous avons entendus à l'effet qu'il ne serait peut-être pas sage d'inclure ces localités dans un district bilingue, la majorité des membres du Conseil n'a pas cru que le fait, pour elles, d'être laissées en dehors de la région métropolitaine de recensement constituerait un inconvénient sérieux découlant de notre recours à la région métropolitaine de recensement d'Edmonton, plutôt qu'à un district bilingue pour assurer des services fédéraux bilingues dans ce secteur.

Conclusion

1090. Une forte majorité des membres du Conseil recommande donc que l'État fédéral assure des services bilingues à Legal—Morinville—Saint-Albert par la voie de la région métropolitaine de recensement d'Edmonton, plutôt que par la création d'un district bilingue.

La Colombie-Britannique

Introduction

1091. Pour ce qui est de la question linguistique, la Colombie-Britannique n'est pas une province comme les autres. Le «fait français» n'y est pas aussi ancien que dans les autres régions du pays et il n'a pas l'importance, la présence ni l'ampleur qu'on remarque aisément en Ontario, au Nouveau-Brunswick aussi bien qu'au Québec.

1092. On trouve bien peu de noms français parmi les explorateurs et les trafiquants de fourrures—surtout anglais, espagnols et russes—qui ont découvert et exploité le littoral nord-ouest du Pacifique au cours de la dernière partie du dix-huitième siècle et du premier quart du dix-neuvième. Même s'il y avait quelques conflits d'intérêt, il n'y a pas eu de guerres entre les Anglais et les Français pour la maîtrise de ce territoire de l'Amérique du Nord, comme ce fut le cas pour la côte Atlantique, la vallée du Saint-Laurent et d'autres régions à l'est des Rocheuses.

1093. Ces terres formèrent d'abord deux colonies anglaises qui devinrent plus tard la province de la Colombie-Britannique. La présence française s'est manifestée, surtout vers les 1840 et les 1850, par le travail de prêtres, pour la plupart des Oblats venus du Québec et de la France. C'est l'évêque Demers ainsi que les Pères Blanchet, Bolduc, Lemfrit, Michaud et d'autres qui évangélisèrent les Indiens, bâtirent des chapelles, des écoles et des hôpitaux et veillèrent aux besoins religieux des employés canadiens-français de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Fort Vancouver sur la rivière Columbia et, après 1843, à Fort Victoria sur l'île de Vancouver lorsque la Compagnie y installa son bureau principal. En 1852, ces derniers étaient les seuls colons catholiques sur l'île de Vancouver. En 1858, le Père Michaud fonde le Collège Saint-Louis à Victoria. La même année, on ouvre l'Académie de Sainte-Anne pour jeunes filles grâce à quatre religieuses de Sainte-Anne, venues de la maison-mère de Lachine, près de Montréal, à l'invitation de Monseigneur Demers.

1094. Au cours de la dernière partie du dix-neuvième siècle et des premières décennies du vingtième, il n'y a pas eu de migrations importantes de Canadiens français en Colombie-Britannique. Cependant, il vaut la peine de noter l'arrivée d'un groupe organisé qui fonda Maillardville, la communauté canadienne-française la plus considérable à l'ouest des Rocheuses.

1095. En 1909, la Compagnie Fraser Mills Lumber recruta un contingent assez nombreux d'ouvriers de la région de Hull, au Québec, pour sa scierie de la rivière Fraser. Ces hommes emmenèrent leur famille avec eux ainsi qu'un Oblat, le Père Maillard. Ils établirent un village distinct (à la mode québécoise) où s'élevaient en plein centre une église et une école au milieu de la forêt, près de la scierie, à trois milles de New Westminster et à une quinzaine de milles du cœur de Vancouver. Cette communauté a réussi à se maintenir pendant plusieurs décennies mais, ces dernières années, elle a été engloutie par le débordement urbain du Grand Vancouver. Par exemple, la municipalité de banlieue de Coquitlam, dont Maillardville fait partie, est passée de 29,000 âmes, en 1961, à plus de 53,000, en 1971. Dans l'intervalle, la population de langue maternelle française est restée à peu près stationnaire et le nombre de citoyens dont la langue d'usage était le français a baissé jusqu'à 1,445, soit 2.7 pour cent de la population totale de la municipalité.

1096. Dans son ouvrage *Languages in Conflict, the Canadian Experience*, Richard Joy remarque que: «En 1931, il n'y avait que 15,082 habitants d'origine ethnique française dans toute la province et la moitié d'entre eux étaient assimilés.»

1097. Au cours de la guerre et de la période d'après-guerre, la migration canadienne-française s'est quelque peu accrue; c'était des gens qui venaient des Prairies et de l'Est du pays auxquels vint s'ajouter un petit nombre de Francophones européens; en général, ils étaient seuls ou faisaient partie de groupes restreints, qui se dispersèrent un peu partout et qui s'assimilèrent rapidement.

1098. D'après le recensement de 1971, seulement 38,000 citoyens de la province ont gardé leur langue maternelle française et 11,500 ont indiqué le français comme langue d'usage. Dans l'ensemble de la province, 1,775 personnes de tous les groupes d'âge ont dit que le français était la seule langue officielle qu'ils parlaient. En 1971, dans la région métropolitaine de recensement de Vancouver, dont la population s'élevait à 1,082,350 citoyens, 6,000 d'entre eux ont déclaré que le français était leur langue d'usage et 900, la seule langue qu'ils parlaient.

1099. Le reste de la population francophone, en dehors de la région métropolitaine de Vancouver, est fort dispersé à travers toute la province, ne formant de petites concentrations que dans quelques rares localités. Des 30 divisions établies dans la province en vue du recensement de 1971, aucune n'avait plus de quatre pour cent de Francophones et cinq seulement entre trois et quatre pour cent; vingt d'entre elles, ou les deux tiers, avaient deux pour cent ou moins. Dix subdivisions de recensement, sur un total de 205 avaient quatre pour cent et plus et quatre seulement, un peu plus de cinq pour cent. La grande majorité des subdivisions avait moins de deux pour cent de Francophones et bon nombre d'entre elles, moins de un pour cent. Le nombre et le pourcentage de personnes ayant indiqué que le français était leur langue d'usage étaient encore beaucoup moindres dans toutes les divisions de recensement—soit la moitié ou moins dans toutes les divisions et un tiers, un quart ou moins dans 25 d'entre elles.

1100. Toutefois, la migration vers la Colombie-Britannique semble continuer puisqu'il y a eu un léger accroissement numérique et proportionnel de la population de langue maternelle française entre 1961 et 1971—la seule province en dehors du Québec à montrer une augmentation du pourcentage. Néanmoins, que ce soit en termes de langue maternelle, de langue d'usage ou de langue officielle parlée, la Colombie-Britannique reste une province à forte prédominance anglophone. Outre le français, il existe plusieurs autres groupes linguistiques minoritaires.

1101. Avant l'adoption de la première Loi sur l'éducation en 1872, il y avait des écoles religieuses en Colombie-Britannique, mais ce fut toujours un régime d'écoles publiques non confessionnel; il n'y a pas d'écoles séparées; on a cherché à établir des écoles bilingues.

1102. Lorsque la Colombie-Britannique a joint la Confédération en 1871, les dispositions de l'AANB, y compris l'article 133 sur l'usage du français au Parle-

ment fédéral et dans les tribunaux fédéraux s'appliquaient à cette province. Pourtant, selon C. A. Sheppard dans *The Law of Languages in Canada*: «Aucune loi de la Colombie-Britannique n'a jamais accordé de statut officiel à quelque langue que ce soit. C'est le droit anglais qui avait cours dans la colonie à partir de sa fondation et de la création de son propre gouvernement. À ce moment-là, c'est l'anglais qui était la langue officielle de tous les tribunaux d'Angleterre. La coutume et l'usage ne semblent laisser planer aucun doute sur le statut officiel de l'anglais en Colombie-Britannique.

Aucun district bilingue possible

1103. En 1971, aucune division ou subdivision de recensement de la Colombie-Britannique ne groupait une minorité de langue maternelle officielle d'au moins dix pour cent.

1104. La région de Coquitlam, qui avait fait l'objet d'une recommandation de la part du Premier Conseil,⁹⁷ d'après les données du recensement de 1961, n'était plus admissible au titre de district bilingue en 1971. En effet, le dernier recensement avait révélé que la population de langue maternelle française de Coquitlam avait baissé de 11.1 pour cent en 1961 à 6.3 pour cent en 1971.

1105. Nous avons étudié les statistiques sur d'autres régions de la province, notamment celles que le Premier Conseil avait demandé de réexaminer après le recensement de 1971.⁹⁸ Nous avons découvert que la Colombie-Britannique était la seule province où le pourcentage de la minorité de langue maternelle française avait augmenté; elle s'était accrue de 1.6 à 1.7 pour cent de 1961 à 1971 et, cette année-là, elle comptait 38,035 citoyens, dont à peu près la moitié habitait la seule région métropolitaine de recensement de Vancouver; toutefois, elle était si dispersée qu'il nous a été impossible de découvrir une concentration qui, tout en atteignant le dix pour cent requis, serait assez forte pour justifier la création d'un district bilingue.

Visites et consultations

1106. Même s'il n'était pas en mesure de proposer un district bilingue dans la province, le Conseil a cru de son devoir de rencontrer quand même des représentants du gouvernement de la Colombie-Britannique pour les informer de cette éventualité. Nous avons également pensé qu'il serait utile de profiter de notre

⁹⁷ *Recommandations du Conseil consultatif des districts bilingues*, mars 1971, Ottawa, Information Canada, pp. 91-92.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 92.

passage à Victoria pour consulter les résidents intéressés de la ville de Vancouver où se concentraient bon nombre de bureaux fédéraux de niveau local et régional.

1107. À cette réunion assistaient 13 citoyens de la région métropolitaine de Vancouver, la plupart d'entre eux étant membres d'une association canadienne-française. À leur avis, les services en français à Vancouver, y compris la radio et la télévision, n'avaient pas l'envergure ni le personnel nécessaires, surtout à l'échelon des cadres supérieurs. Ces gens n'étaient pas intéressés à un district bilingue qui serait confiné à un petit secteur. Ils refusaient d'être traités comme une minorité. Ils demandaient un statut égal des deux groupes linguistiques officiels et des services fédéraux semblables dans les deux langues d'un bout à l'autre du pays.

Attitude du gouvernement provincial

1108. Un groupe de membres du Conseil a rencontré deux représentants officiels du gouvernement de la Colombie-Britannique qui ont manifesté beaucoup d'intérêt à l'égard des langues officielles.

1109. À leur avis, le gouvernement de la province n'avait aucune objection de principe à l'égard des districts bilingues; ils ont trouvé regrettable l'impossibilité qu'il y avait de proposer un district en Colombie-Britannique. Ils nous ont fait part que le gouvernement cherchait à améliorer ses propres services bilingues.

1110. Nous avons mentionné que, vu l'impossibilité de créer un district bilingue, le Conseil envisageait de proposer que l'État fédéral assure des services bilingues à Vancouver et à Victoria; nos interlocuteurs ont affirmé que le gouvernement de la province ne s'opposait aucunement à un tel arrangement.

Grand centre urbain où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

1111. Comme nous l'avons expliqué précédemment, le Conseil a décidé de proposer que l'État fédéral assure des services bilingues en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles, autant que faire se peut, dans les grands centres urbains qui, en 1971, réunissaient au moins 5,000 citoyens dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle de la région en cause.⁹⁹ La recommandation supplémentaire que nous ferons à cet égard apparaîtra officiellement à la Partie III de notre Rapport.¹⁰⁰

⁹⁹ 1^{re} Partie, paragraphes 187-201, pp. 29-31.

¹⁰⁰ Partie III, paragraphes 1156-1157, p. 176.

Vancouver

1112. D'après le recensement de 1971, le seul grand centre urbain de la Colombie-Britannique à qui l'on assurerait des services bilingues par ce moyen serait la région métropolitaine de recensement de Vancouver, qui comptait 6,000 citoyens, ou 0.6 pour cent, dont la langue d'usage était le français.

1113. Nous indiquons dans la description géostatique de notre Rapport les subdivisions de recensement qui la composent ainsi que le nombre et le pourcentage des citoyens dont, en 1971, la langue d'usage était le français.¹⁰¹ Une carte de la région accompagne cette description.

1114. Comme nous l'avons déjà noté, il était impossible de recommander un district bilingue dans la région métropolitaine de recensement de Vancouver, en dépit du fait qu'elle comptait, en 1971, le nombre très important de 18,430 Francophones; c'est pourquoi le Conseil a été particulièrement heureux de pouvoir y assurer des services bilingues fédéraux grâce à ces autres dispositions.

Nota

1115. Le Conseil attire l'attention du lecteur sur le fait que la région métropolitaine de recensement de Vancouver figurera sur la liste des grands centres urbains qui feront l'objet d'une recommandation supplémentaire y assurant des services fédéraux bilingues.¹⁰²

Capitale provinciale où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10

1116. Comme nous l'avons noté précédemment, le Conseil a conclu qu'il devait présenter une recommandation supplémentaire assurant la prestation de services bilingues fédéraux dans les capitales provinciales.¹⁰³ Cette recommandation est semblable à celle qui a trait aux grands centres urbains sauf qu'elle n'impose aucune limite numérique quant à l'utilisation de la langue d'usage. Cette recommandation supplémentaire officielle apparaît à la Partie III de notre Rapport.¹⁰⁴

¹⁰¹ Partie III, pp. 190-191.

¹⁰² *Ibid*, Recommandation supplémentaire numéro 1, paragraphes 1156-1157, p. 176.

¹⁰³ 1^{re} Partie, paragraphes 202-211, pp. 31-32.

¹⁰⁴ Partie III, p. 176.

Victoria

1117. En 1971, la région métropolitaine de recensement de Victoria, capitale de la Colombie-Britannique, comptait 560 citoyens, ou 0.3 pour cent, dont la langue d'usage était le français. Nous indiquons dans la description géostatistique de cette région à la Partie III de notre Rapport les subdivisions qui la composent, ainsi que le nombre et le pourcentage des citoyens

dont, en 1971, la langue d'usage était le français.¹⁰⁵ Une carte de la région accompagne cette description.

Nota

1118. Le Conseil attire l'attention du lecteur sur le fait que la région métropolitaine de recensement de Victoria figurera sur la liste des capitales provinciales qui font l'objet d'une recommandation supplémentaire leur assurant des services bilingues fédéraux.¹⁰⁶

¹⁰⁵ Partie III, pp. 204-205.

¹⁰⁶ *Ibid.*, Recommandation supplémentaire numéro 2, paragraphes 1159-1160, p. 176.

Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest

Explication

1119. En 1971, aucune division ou subdivision de recensement du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ne groupait une minorité de langue maternelle officielle d'au moins dix pour cent.

PARTIE III
RECOMMANDATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Sommaire des recommandations supplémentaires

(1) Prestation de services bilingues dans les grands centres urbains

Nous recommandons que, aux termes des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles et selon les moyens disponibles, les bureaux fédéraux faisant affaire avec le public dispensent des services bilingues dans les grands centres urbains où la minorité officielle, en 1971, comptait au moins 5,000 personnes dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle de la localité.

(2) Prestation de services bilingues dans les capitales provinciales

Nous recommandons que, aux termes des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles et selon les moyens disponibles, tous les bureaux fédéraux situés dans les capitales provinciales canadiennes et faisant affaire avec le public dispensent leurs services dans les deux langues officielles.

(3) Affichage d'avis annonçant l'existence de services bilingues

Nous recommandons que tous les bureaux fédéraux qui dispensent des services bilingues fassent connaître cette possibilité au public en affichant les avis bilingues voulus près de l'endroit où ces services existent.

(4) Création d'un organisme permanent

Nous recommandons la création d'un organisme indépendant, permanent, à plein temps, composé de trois à cinq membres, chargé de mener recherches et enquêtes en matière de politique et de problèmes linguistiques au Canada ainsi que de publier des comptes rendus de ses activités et de fournir renseignements et conseils sur des questions d'ordre linguistique.

Introduction

1120. L'examen minutieux de la Loi sur les langues officielles que nous avons fait et l'enquête que nous avons menée nous ont révélé un certain nombre de complications, de problèmes et de griefs. Nous les avons exposés en détail dans la 1^{re} Partie de notre Rapport.¹

1121. Nous ne croyons pas nécessaire de reprendre ici ces propos. Lorsque nous en avons discuté dans la 1^{re} Partie, nous avons exprimé les raisons pour lesquelles nous n'avons présenté, dans ces cas-là, aucune modification de conséquence ni recommandations supplémentaires.² Toutefois, sur d'autres questions, il nous a paru utile d'ajouter quelques commentaires à notre étude. Quatre d'entre elles nous ont semblé suffisamment importantes pour faire l'objet de recommandations supplémentaires particulières. Nous les présenterons à la suite de ces quelques remarques.

Commentaires préliminaires

1122. Lorsqu'est venu le temps de proposer la création de districts bilingues particuliers, nous nous sommes demandés si nous devions suivre les traces du Premier Conseil consultatif des districts bilingues en préparant une liste de districts à réexaminer après le prochain recensement.

1123. En effet, le Premier Conseil, à la suite de ses recommandations, avait noté quelques régions qui, en 1961, ne justifiaient pas des conditions requises d'un district bilingue parce que la minorité qui y vivait n'atteignait pas dix pour cent de la population; elle était pourtant assez près de la norme pour que, si elle connaissait un degré d'accroissement suffisant au cours

¹ En particulier, 1^{re} Partie, Chapitre 2, Examen de la Loi; Chapitre 4, Visites et consultations; Chapitre 5, Appréciation critique de la situation.

² 1^{re} Partie, paragraphes 105-106, p. 18; paragraphes 114-121, pp. 19-20; paragraphes 136-142, pp. 22-23; paragraphes 143-149, pp. 23-24; paragraphes 152-158, pp. 24-25; paragraphes 163-167, p. 26; et paragraphes 175-176, p. 28.

de la décennie suivante, elle pourrait satisfaire, après le recensement de 1971, aux exigences minimums d'un district bilingue. En identifiant ces régions, le Premier Conseil avait cru sage d'attirer l'attention de son successeur sur les territoires qui, selon les données du recensement de 1961, étaient presque admissibles.

1124. Nous avons étudié les avantages de ce procédé. Cependant, après avoir examiné l'opportunité de l'adopter, nous avons conclu que ces propositions ne seraient guère utiles puisque chaque Conseil, selon nous, prendrait, sans aucun doute, le soin de revoir à fond toutes les statistiques émanant du recensement sur lequel il travaillerait et étudierait scrupuleusement toutes les possibilités d'établissement de districts bilingues. Conscients que nous ferions là un travail superflu, nous avons donc décidé de ne recommander l'étude d'aucune région susceptible de devenir district bilingue après le recensement de 1981.

1125. Un autre point significatif auquel nous avons longuement réfléchi a été de savoir si nous allions proposer certains amendements à la Loi sur les langues officielles.

1126. On se rappellera les difficultés que nous avons éprouvées à définir certains mots et certaines expressions d'importance capitale qu'on retrouvait dans quelques articles fondamentaux de la Loi. Ainsi, en compagnie de diverses autorités, nous avons eu du mal à comprendre le sens exact de «bureaux principaux» à l'article 9(1),³ «demande suffisante» et «possible» à l'article 9(2),⁴ de même que «demande importante» et «irrégulière» à l'article 10(3).⁵

1127. Malgré les efforts considérables que nous avons faits pour définir ces expressions d'une façon satisfaisante, nous n'y sommes pas parvenus. Conscients des avantages et des inconvénients qu'il y avait de chercher à en préciser le sens, et n'ayant pas, au reste, de meilleures définitions à offrir, nous avons décidé de ne pas proposer de modificatifs aux articles pertinents de la Loi. Toutefois, nous soumettons respectueusement que, une fois les districts bilingues proclamés, si l'on trouvait utile d'arriver à plus de précision, le Parlement devrait tenter d'éliminer les obscurités du texte. Dans l'intervalle, nous demandons qu'on interprète le sens de ces expressions avec libéralité en vue de fournir les

services à la minorité dans sa propre langue officielle à l'intérieur des districts bilingues et à tout autre endroit où l'on dispense des services.

1128. De même, nous avons rejeté la proposition voulant qu'on modifie la Loi en substituant l'appellation «district de langues officielles» à celle de «district bilingue». Notre enquête et nos consultations ont révélé qu'en certains endroits on ne prisait guère le mot «bilingue».⁶ Nous avons constaté qu'il était quelque peu ambigu et que l'expression «district de langues officielles» serait plus précise et plus juste. Néanmoins, nous n'avons pas cru qu'il valait la peine de modifier la Loi simplement pour changer cette appellation. Cependant, si un jour on amendait la Loi, nous aimerions qu'on envisage la possibilité de remplacer l'expression «district bilingue» par «district de langues officielles» partout où elle se présente.

1129. De la même façon, après force discussions,⁷ nous en sommes venus à la conclusion que la proposition portant la création de communautés bilingues est ingénieuse et stimulante, mais qu'il serait prématuré de recommander de modifier la Loi en vue de prévoir l'existence de ces dernières avant que les districts bilingues aient été établis et qu'on ait pu en étudier le fonctionnement. Pourtant, nous croyons que cette idée de communautés bilingues a suffisamment de valeur pour mériter un examen soigneux si l'on songeait un jour à modifier la Loi.

1130. Nous nous sommes ensuite tournés vers les problèmes d'ordre plus général qu'on avait soulevés au cours des consultations relatives à la Loi que nous avons menées auprès de diverses personnes; nous nous sommes rappelés que, dans le public, nous avons constaté un manque général de connaissance, ainsi qu'une incompréhension très répandue de l'intention fondamentale, de la finalité particulière et du contenu de la Loi sur les langues officielles, surtout en ce qui a trait à la nature et aux objectifs des districts bilingues.⁸ À notre avis, cette ignorance du public constitue un handicap sérieux et inutile à l'application efficace de la Loi.

1131. Sans en faire une recommandation spéciale, nous souhaitons respectueusement qu'un organisme fédéral prenne les mesures voulues pour mieux renseigner le public sur l'intention et la substance de la Loi sur les langues officielles, particulièrement en ce qui touche la fin et la nature des districts bilingues.

³ 1^{re} Partie, paragraphes 38-39, p. 8; paragraphe 87, p. 15, et paragraphes 123-128, p. 21.

⁴ 1^{re} Partie, paragraphes 40-41, p. 8; paragraphe 87, p. 15; et paragraphes 152-158, pp. 24-25.

⁵ 1^{re} Partie, paragraphe 33, p. 7; paragraphe 205, pp. 31-32; paragraphe 207, p. 32.

⁶ 1^{re} Partie, paragraphe 78, p. 14.

⁷ 1^{re} Partie, paragraphes 177-186, pp. 28-29.

⁸ 1^{re} Partie, paragraphe 7, pp. 3-4 et paragraphe 89, pp. 15-16.

C'est peut-être le Secrétariat d'État qui serait le mieux placé pour assumer cette fonction.

1132. Comme nous l'avons déjà noté,⁹ le Conseil a perçu chez nombre de groupes de la minorité officielle un vif désir d'obtenir, dans leur langue, un enseignement public convenable à tous les niveaux. Cette question est sans aucun doute au premier rang des préoccupations de la plupart des groupes minoritaires que nous avons rencontrés.

1133. Bien que nous soyons très conscients du fait que l'éducation est une fonction de juridiction provinciale et que notre Conseil doit présenter son rapport à l'autorité fédérale, nous aurions l'impression de négliger notre devoir si nous ne faisons pas état des plaidoyers que nous avons entendus et de l'importance capitale que la plupart des groupes minoritaires attachent à l'instruction dans leur langue. Nous savons également que le gouvernement fédéral joue un certain rôle en éducation. Dans le passé, il a soutenu de ses deniers l'enseignement technique par le truchement de subventions conditionnelles accordées aux provinces et, plus récemment, il a aidé financièrement les études post-secondaires que les provinces offraient dans la langue de la minorité officielle. Voilà pourquoi nous n'avons pas trouvé présomptueux qu'un conseil d'enquête fédéral se permette de commenter quelques problèmes d'ordre éducatif que nous avons rencontrés.

1134. En premier lieu, en maintes occasions, on nous a présenté des demandes urgentes en faveur de l'enseignement technique en langue française. D'après ce que nous avons pu constater, le besoin est réel et nous croyons que les faits justifient ces instances. En deuxième lieu, les autorités scolaires locales se sont plaintes, parfois, que le gouvernement provincial recevait de l'État central des fonds destinés à l'enseignement de la langue de la minorité mais qu'il les utilisait à des fins qui n'étaient pas conformes à leurs désirs et à leurs plans.¹⁰ Nous attirons l'attention sur ce problème ainsi que sur celui de l'enseignement technique en français et nous insistons pour qu'on trouve les solutions voulues.

1135. Un autre grief majeur dont plusieurs groupes minoritaires nous ont fait part est qu'ils ne reçoivent pas, chez eux, les émissions de radio et de télévision dans leur langue.¹¹ Nous savons que leur plainte est bien fondée, car nous avons pu constater cette ca-

rence sur place au cours de la visite de quelques localités. Nous nous sommes souvenus que le Premier Conseil consultatif des districts bilingues avait également relevé cette faiblesse et avait prié la Société Radio-Canada, ainsi que le Conseil de la Radio-Télévision canadienne, de fournir ces services essentiels.¹² Le présent Conseil se range de l'avis de son prédécesseur et il tient cette lacune pour très sérieuse. Nous avons pensé proposer, dans nos recommandations supplémentaires, que la Société Radio-Canada fasse tous les efforts possibles pour améliorer les services de radio et de télévision dans la langue de la minorité, surtout à l'intérieur des districts bilingues.

1136. Cependant, nous avons constaté avec joie qu'un tel geste serait superflu puisque, au cours de la dernière partie de notre enquête, le Secrétaire d'État annonçait que le gouvernement fédéral avait approuvé le Plan d'expansion accélérée de la Société Radio-Canada.¹³ D'après ce plan, Radio-Canada, au cours d'une période de cinq ans à partir de 1974, va consacrer \$50 millions à l'extension de ses services de radio et de télévision en français ou en anglais à 800,000 ou 900,000 Canadiens qui ont été assez négligés jusqu'à présent. Ce plan, qui comporte quelque 600 projets techniques, va fournir aussi vite que possible, au cours de cette période quinquennale, des services en anglais ou en français ou dans les deux langues à toutes les collectivités de 500 citoyens ou plus qu'un transmetteur peut atteindre.

1137. En poursuivant notre enquête, nous avons appris que Radio-Canada ne lésinait pas dans le calcul de la taille de la population minoritaire; il était ainsi plus que probable que toutes les localités d'environ 500 Francophones ou Anglophones recevraient bientôt les émissions de radio et de télévision dans leur propre langue.

1138. Puisque ce chiffre de 500 est inférieur au nombre minimum de la minorité dans tous les districts bilingues que nous proposons, nous avons confiance que les anciennes lacunes des services de radio et de télévision dans les deux langues officielles seront bientôt comblées dans les régions où nous recommandons la création de districts bilingues aussi bien que dans quelques autres localités.

1139. Étant donné que le rapport d'un conseil d'enquête comme le nôtre a une tendance naturelle à la critique, nous sommes ravis de pouvoir présenter une

⁹ 1^{re} Partie, paragraphe 76, p. 14, et paragraphes 90-94, p. 16.

¹⁰ 1^{re} Partie, paragraphe 92, p. 16; Partie II, paragraphe 363, p. 57.

¹¹ 1^{re} Partie, paragraphe 90, p. 16; paragraphes 93-94, p. 16; Partie II, paragraphes 370-371, p. 58.

¹² *Recommandations du Conseil consultatif des districts bilingues*, mars 1971, *op. cit.*, paragraphes 18, pp. 21-22.

¹³ Notes devant servir à l'allocution prononcée par le Secrétaire d'État, l'hon. J. Hugh Faulkner, à l'Institut polytechnique Ryerson, à Toronto, le 14 février 1974, pp. 10-12.

observation positive et de donner crédit à qui de droit. Nous tenons à féliciter le gouvernement fédéral et la Société Radio-Canada pour avoir mis en œuvre ce plan d'expansion accélérée destiné à faire disparaître les désavantages sérieux dont ont souffert, dans le passé, certains groupes minoritaires francophones et anglophones. Nous comptons qu'on appliquera ce plan avec diligence, dans sa plénitude, comme on l'a promis.

1140. Même si elle n'est pas aussi sérieuse que la carence de services que nous venons de mentionner, nous avons entendu une autre doléance touchant la radio et la télévision. Un certain nombre de groupes minoritaires se sont plaints que les émissions qui leur parviennent dans leur langue ne répondent pas aux besoins locaux. Par exemple, les Anglophones de Gaspé nous ont dit que les émissions de télévision en anglais qu'ils reçoivent viennent du Nouveau-Brunswick et qu'ils n'avaient pas toutes les nouvelles du Québec et de leur localité qu'ils pouvaient désirer. Nous avons entendu les mêmes griefs de la part des minorités francophones, surtout de l'Ouest; elles veulent écouter des émissions en français traitant d'événements d'intérêt local. Enfin, bien que tous les membres du Conseil n'acceptent pas le régime de priorités, l'un d'eux insiste pour que nous mentionnions la nécessité prioritaire de services de diffusion en français dans le Nord de l'Ontario.

1141. Au cours de notre enquête, on a maintes fois soulevé la question de l'administration de la Fonction publique fédérale. On a suggéré, par exemple, que nous envisagions la possibilité de recommander le changement de lieu de bureaux fédéraux dans les cas où cette mesure pourrait accroître les chances de prestation de services dans les deux langues et leur accessibilité à la minorité.¹⁴ Ainsi, on pourrait déplacer un bureau régional de sa présente situation dans une ville populeuse vers une localité plus petite où le pourcentage de la minorité est plus élevé, par exemple d'Ottawa à Cornwall ou Hawkesbury, ou de Saint-Jean à Moncton.

1142. On arguait que ce genre de décentralisation pourrait accroître la possibilité d'engager du personnel bilingue local et de mieux servir la minorité en permettant d'aménager des installations fédérales dans la région plutôt que d'obliger les citoyens à se rendre à l'endroit où elles existent présentement. Le fait de déménager dans de plus petits centres les bureaux fédéraux qui dispensent des services bilingues contribuerait également à renforcer la communauté minoritaire de la localité.

1143. Nous avons examiné, en même temps que cette proposition, l'idée que nous a suggérée un membre du Parlement que nous avons consulté. Pour diminuer une partie des frictions qui se sont produites dans certains endroits où l'on a instauré des services bilingues, il croyait qu'Ottawa serait bien avisé d'y former un comité consultatif qui serait composé de résidents de l'endroit ainsi que de représentants du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial en cause et qui aurait pour mission de conseiller la Fonction publique sur la façon d'implanter les services bilingues dans la région.

1144. Le Conseil a examiné ces deux suggestions mais il a décidé de ne pas faire de recommandation à cet égard pour les raisons suivantes. Premièrement, l'article 15(3) de la Loi ne nous permet de faire des recommandations particulières touchant des changements d'ordre administratif dans les services fédéraux que dans certaines circonstances, notamment quand ces changements s'imposent en vue d'adapter un district bilingue fédéral à une région provinciale ou municipale.¹⁵ Étant donné que nous ne pouvions considérer aucune région provinciale ou municipale comme territoire bilingue désigné, en dehors peut-être du Nouveau-Brunswick, il nous a semblé que nous n'avions pas l'autorité voulue pour présenter des propositions fondamentales dans ce domaine.

1145. Deuxièmement, bien qu'à notre avis nous fussions en mesure de faire, en tout cas, des recommandations supplémentaires, après réflexion, nous avons décidé de nous en abstenir, car le problème de la répartition des bureaux fédéraux est si important et si complexe que, selon nous, il exige une étude beaucoup plus approfondie que la nôtre.

1146. Il y a un autre aspect de l'administration publique fédérale que nous voudrions commenter. Au cours de notre enquête, on nous a confié plus d'une fois qu'au Québec le personnel des services fédéraux devrait travailler en français, tout comme on le fait en anglais dans les autres provinces canadiennes à prédominance anglophone.¹⁶ On a également souligné qu'il serait naturel d'appliquer le même principe à d'autres localités. Ainsi, on acceptait que la langue dominante de travail dans la Fonction publique fédérale soit le français au Québec et dans d'autres régions francophones du pays, tout en assurant, bien sûr, des services en anglais dans les régions qui en ont besoin aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des districts bilingues.

¹⁴ 1^{re} Partie, paragraphes 47-48, p. 9; paragraphe 77, p. 14, et Partie II, paragraphe 406, p. 65.

¹⁵ Partie V, Appendice 1, Loi sur les langues officielles, article 15(3).

¹⁶ 1^{re} Partie, paragraphes 226-240, pp. 34-36.

1147. Cet argument est sans aucun doute conforme à la justice; nous avons pourtant hésité à en faire une recommandation supplémentaire simple et catégorique parce que, d'après nous, il ne tenait pas compte de l'existence de concentrations de groupes d'une minorité linguistique officielle parmi la majorité régionale. Cette proposition aurait comme corollaire que si la langue de travail de la Fonction publique fédérale au Québec était le français, il fallait accepter que l'anglais soit la langue de travail dans les bureaux fédéraux même du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Une disposition de ce genre ne tiendrait pas compte du fait que, dans quelques régions de ces deux provinces, les Francophones sont en majorité ou sont en tout cas si nombreux qu'ils constituent une partie fort importante de la population totale et qu'ils peuvent très bien s'attendre à ce que certaines sections de l'administration fédérale locale y travaillent en français.

1148. Même si nous n'en faisons pas une recommandation supplémentaire, il nous a quand même paru équitable d'approuver le principe voulant que, en dehors de la Région de la Capitale nationale,¹⁷ la langue de travail dans les bureaux fédéraux soit la langue de la majorité des citoyens de la région desservie. Au surplus, si, dans une région, il existait une demande suffisante de services dans la langue de la minorité et si cela était possible, le bureau desservant ce territoire pourrait comporter des unités travaillant dans la langue de la minorité.

1149. À notre avis, rien ne s'oppose à la mise en œuvre de ce principe. Le pouvoir général de réglementation, que renferme l'article 35 de la Loi sur les langues officielles, accorde à l'État fédéral toute l'autorité voulue pour adopter de telles dispositions.¹⁸ On pourrait sans aucun doute accélérer le processus si, premièrement, la minorité continuait de demander des services fédéraux dans sa propre langue et si, deuxièmement, les serviteurs du peuple, nommés ou élus, y compris les ministres de la Couronne, utilisaient souvent la langue de la minorité officielle dans l'exécution de leur tâche quotidienne.

Quatre recommandations supplémentaires

1150. Bien que nous n'ayons pas voulu présenter de recommandations particulières en ce qui a trait aux questions que nous venons d'étudier, nous avons retenu quatre sujets qui nous semblent dignes de faire l'objet de recommandations supplémentaires. Si nous considé-

rons tous ces problèmes comme importants, les quatre que nous présentons par la suite nous ont paru des plus pertinents.

1151. Les recommandations numérotées un, deux et quatre sont plus positives que la troisième; celle-ci est plutôt une question de procédure, mais elle se relie et, partant, fait suite aux deux premières. À notre avis, les deux premières recommandations sont d'ordre prioritaire. Étant donné qu'elles visent à assurer la prestation de services bilingues fédéraux dans certains grands centres urbains et dans chaque capitale provinciale, elles font partie de notre conception globale de la façon dont on peut fournir le plus efficacement les services bilingues fédéraux au public canadien. Ainsi, nous croyons qu'il faut appliquer ces deux recommandations en même temps qu'on proclamera les districts bilingues eux-mêmes.

1152. À nos yeux, les deux premières recommandations supplémentaires constituent un élément si intime du mode envisagé de prestation de services bilingues que, si la Loi le permettait, nous donnerions à ces régions un statut égal à celui des districts bilingues proposés. Ces recommandations ne sont supplémentaires que parce que les termes de la Loi ne nous autorisent pas à les présenter parmi les recommandations principales; ce n'est donc pas qu'elles occupent un rang secondaire dans notre esprit.

1153. Ces deux recommandations se tiennent étroitement. En fait, nous aurions pu les réunir en une seule puisqu'elles représentent deux aspects du même principe, soit l'opportunité d'offrir des services bilingues à autant de membres de la minorité que possible dans les grands centres urbains.

1154. Ce qui distingue ces deux recommandations, c'est le nombre de personnes en cause et le fait que quelques-uns des centres urbains sont des capitales provinciales. Dès lors, la première recommandation vise à fournir des services bilingues fédéraux dans les grands centres urbains qui, n'étant pas situés dans la Région de la Capitale nationale ni dans un district bilingue envisagé, comptaient, en 1971, au moins 5,000 citoyens dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle de la localité. La deuxième recommandation propose d'étendre aux capitales des dix provinces canadiennes l'application du même principe qui assure des services dans la langue de la minorité. Dans quelques-unes de ces villes, le nombre de citoyens dont la langue d'usage est celle de la minorité est loin d'atteindre les 5,000 mais la relation entre ces deux recommandations ressort du fait que quatre de ces

¹⁷ La Région de la Capitale nationale est traitée comme une entité distincte à l'article 9(1) de la Loi sur les langues officielles. Partie V, Appendice 1, Loi sur les langues officielles, article 9(1).

¹⁸ *Ibid*, article 35.

capitales provinciales font partie de centres urbains importants.

1155. Dans la 1^{re} Partie de notre Rapport, nous avons accordé une place suffisante à l'explication minutieuse des raisons qui nous ont amenés à faire ces deux recommandations; nous pouvons donc nous dispenser de répéter, voire de résumer ici notre argumentation.¹⁹ Voici donc ces recommandations.

(1) Prestation de services bilingues dans les grands centres urbains

1156. Nous recommandons que, aux termes des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles, et selon les moyens disponibles, les bureaux fédéraux faisant affaire avec le public dispensent des services bilingues dans les grands centres urbains où la minorité officielle, en 1971, comptait au moins 5,000 personnes dont la langue d'usage était celle de la minorité linguistique officielle de la localité.

1157. D'après les statistiques du recensement de 1971, ces centres urbains seraient les régions métropolitaines de recensement de Toronto, Winnipeg, Saint-Catharines—Niagara, Edmonton, Vancouver et Québec, ainsi que l'agglomération de recensement de Sherbrooke.²⁰ On trouvera plus loin une description géostatistique et une carte de ces régions.²¹

1158. Pour des raisons que nous avons déjà exposées,²² nous voudrions ajouter la région métropolitaine de recensement de Montréal à ce groupe. On trouvera aussi plus loin une description géostatistique et une carte de la région.

(2) Prestation de services bilingues dans les capitales provinciales

1159. Nous recommandons que, aux termes des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles, et selon les moyens disponibles, tous les bureaux fédéraux situés dans les capitales provinciales canadiennes et faisant affaire avec le public dispensent leurs services dans les deux langues officielles.

1160. En plus des quatre régions métropolitaines de recensement de Toronto, Winnipeg, Edmonton et Québec, la liste des capitales provinciales comprendrait les

régions métropolitaines de recensement de Halifax, Regina, Victoria et Saint-Jean, T.-N. ainsi que les agglomérations de recensement de Fredericton et de Charlottetown.²³ Nous présentons plus loin une description géostatistique et une carte de ces localités.²⁴

(3) Affichage d'avis annonçant l'existence de services bilingues

1161. Notre troisième recommandation supplémentaire n'a pas la portée des autres. C'est une question de procédure plutôt que de fond. Toutefois, nous croyons qu'il vaut la peine de la faire.

1162. Nous avons déjà signalé qu'il existe une certaine confusion dans l'esprit du public en ce qui a trait à la prestation de services bilingues fédéraux. Nous avons également remarqué que bien des Canadiens hésitent à demander des services fédéraux dans leur langue officielle parce qu'ils ne savent pas qu'ils existent. Nous croyons donc que les bureaux fédéraux qui dispensent des services bilingues aideraient et rassureraient les citoyens en annonçant ces services bilingues aux endroits propices, par exemple en mettant des affiches sur un comptoir. Cette recommandation peut paraître insignifiante, mais, à notre avis, si on l'appliquait, bien des Canadiens profiteraient de ces services, en particulier les voyageurs qui passent par les grands centres urbains et les capitales provinciales aussi bien que les résidents de l'endroit et des environs.

1163. Nous recommandons donc que tous les bureaux fédéraux qui dispensent des services bilingues fassent connaître cette possibilité au public en affichant les avis bilingues voulus près de l'endroit où ces services existent.

(4) Création d'un organisme permanent

1164. Notre quatrième recommandation provient de circonstances assez différentes. Comme nous l'avons déjà expliqué,²⁵ nous avons constaté qu'au fur et à mesure de la progression de notre travail, notre personnel recevait un nombre croissant de demandes d'aide de la part de divers organismes publics et privés qui voulaient des renseignements et des conseils sur des questions relatives à la politique linguistique.

1165. Nous avons fait part de notre surprise d'avoir constaté qu'il ne semblait exister aucun autre organisme ayant rassemblé autant de données détaillées sur les problèmes complexes de la répartition des groupes linguistiques au Canada. Et pourtant, il existe un besoin

¹⁹ On trouvera l'explication de la 1^{re} recommandation supplémentaire: Prestation de services bilingues dans les grands centres urbains, à la 1^{re} Partie, paragraphes 187-201, pp. 29-31; celle de la 2^e recommandation supplémentaire: Prestation de services bilingues dans les capitales provinciales, à la 1^{re} Partie, paragraphes 202-211, pp. 31-32.

²⁰ 1^{re} Partie, paragraphes 195-199, pp. 30-31.

²¹ Partie II, pp. 178-193.

²² 1^{re} Partie, paragraphe 200, p. 31, et paragraphes 226-242, pp. 34-36.

²³ 1^{re} Partie, paragraphes 202-204, p. 31.

²⁴ Partie III, pp. 194-205.

²⁵ 1^{re} Partie, paragraphe 29, p. 6.

manifeste, confirmé par toutes les demandes spéciales qu'on nous a faites sur ce genre d'information.

1166. Nous avons nous-mêmes éprouvé ce besoin lorsque nous avons commencé notre enquête. Malgré le fait qu'il n'existe même pas deux ans d'intervalle entre les deux Conseils, il ne s'est guère transmis de renseignements de l'un à l'autre, sauf pour ce qui est de certains membres du Premier Conseil et du personnel qui ont continué de collaborer au travail du Deuxième Conseil.

1167. Cependant, on n'avait pas prévu la continuation des recherches et la mise à jour des données au cours de l'intervalle qu'il y a eu entre les deux Conseils. Étant donné que, selon la Loi, il faut nommer un nouveau Conseil après chaque recensement décennal, l'interruption du travail peut atteindre tout près de dix ans. Dans le cas de notre Conseil, ce laps de temps a été beaucoup plus bref, mais il s'agit de circonstances uniques.²⁶ De plus, malgré le court espace de temps qui a séparé les deux Conseils, il nous a fallu reprendre le travail presque à zéro.

1168. Nous avons mis plusieurs mois à compiler les tableaux statistiques et le matériel cartographique dont nous avons besoin pour appuyer nos recommandations sur des recherches sérieuses. Bien sûr, cette période aurait pu être plus longue si l'intervalle entre les deux Conseils avait été normal. Il nous a donc paru sage de proposer la création d'un organisme permanent qui aurait pour fonction de constituer et de maintenir un relevé continu des renseignements statistiques et géographiques pertinents qu'on recueille entre les deux Conseils, notamment les données touchant les migrations démographiques et les fluctuations numériques des groupes de langues officielles d'un bout à l'autre du pays.

1169. Nous croyons qu'un organisme de ce genre pourrait accomplir plusieurs autres fonctions très importantes. Sans tenir lieu d'un Conseil consultatif de districts bilingues, il assurerait pourtant la liaison entre deux Conseils successifs et même servirait de personnel permanent auprès des divers Conseils. Ce serait également une source établie de renseignements sur les questions d'ordre linguistique, au service des personnes et des associations qui auraient recours à son aide. Au besoin, il pourrait mettre sur pied et guider des groupes consultatifs volontaires, de caractère local ou régional, qui s'intéressent aux problèmes de langue. Source et

dépôt d'une foule de données linguistiques sur tout le pays, il serait en mesure de publier toute une documentation touchant un sujet de cette importance.

1170. Enfin, si cet organisme devait remplir ces fonctions, il serait évidemment utile au gouvernement fédéral et à ses organismes en ce qu'il servirait de conseiller en matière de politique linguistique en général et dans le domaine des services bilingues en particulier. Nous envisageons pour cet organisme un rôle productif à la fois dans sa mission de recherche et dans sa tâche de conseiller appliqué à trouver des solutions aux problèmes linguistiques.

1171. Ce nouvel organisme ne serait pas le sosie du Commissaire aux langues officielles. Au contraire, il compléterait le travail de l'autre. La fonction du Commissaire consiste essentiellement à surveiller la mise en œuvre de la Loi sur les langues officielles et à faire enquête sur les différends qu'elle peut provoquer. Le nouvel organisme auquel nous songeons se consacrerait surtout à recueillir des données et à faire de la recherche. Il suivrait les mutations démographiques, en particulier dans les districts bilingues, et il noterait l'influence que ces transformations pourraient exercer sur la demande courante et éventuelle de services bilingues fédéraux. Ce genre de renseignements pourrait être fort utile, entre autres, au Commissaire aux langues officielles.

1172. À notre avis, l'organisme que nous proposons serait le mieux en mesure de s'acquitter de ses fonctions s'il était complètement indépendant de tout ministère ou de toute agence du gouvernement. Selon nous, il devrait être aussi autonome qu'un Conseil consultatif des districts bilingues, et jouir d'un statut à peu près semblable à celui d'un quasi-conseil permanent d'enquête.

1173. Ce devrait être une unité restreinte mais efficace, ayant à sa tête un directeur à plein temps et disposant d'un personnel de recherche suffisant, également à plein temps, composé peut-être de trois à cinq personnes venant de diverses régions du pays et offrant une compétence professionnelle variée dans les domaines de la démographie, de la statistique, de la géographie, du droit et de la socio-linguistique.

1174. Ainsi, nous recommandons la création d'un organisme indépendant, permanent, à plein temps, composé de trois à cinq membres, chargé de mener recherches et enquêtes en matière de politique et de problèmes linguistiques au Canada ainsi que de publier des comptes rendus de ses activités et de fournir renseignements et conseils sur des questions d'ordre linguistique.

²⁶ Le Premier Conseil a été nommé en 1970 à la suite de l'adoption de la Loi sur les langues officielles en 1969. Si la Loi était entrée en vigueur plus tôt, le Premier Conseil aurait sans doute été nommé peu après le recensement de 1961. C'est en 1972 que le Deuxième Conseil a été formé.

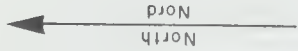
Descriptions géostatistiques des grands centres urbains et des capitales provinciales où nous recommandons d'assurer des services bilingues aux termes des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles*

(1) Grands centres urbains

EDMONTON, ALB.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
EDMONTON, ALB.....	495,910	7,860	1.6
Division n° 11 (partie)			
Edmonton, C.....	438,425	6,000	
Bon Accord, Vill.....	360	—	
Fort Saskatchewan, V.....	5,755	75	
Gibbons, Vill.....	605	—	
Legal, Vill.....	620	370	
Morinville, V.....	1,520	290	
Saint-Albert, V.....	11,845	390	
Strathcona, County n° 20.....	25,765	100	
90. Sturgeon, Mun.....	10,680	645	
Réserves indiennes.....	330	—	

* Toutes les statistiques proviennent du recensement de 1971.



INDIAN
RESERVES
—
RÉSERVES
INDIENNES

90. STURGEON



BON ACCORD



GIBBONS



LEGAL

FORT
SASKATCHEWAN

SASKATCHEWAN
RIVER

ST ALBERT

NORTH

EDMONTON

STRATHCONA, COUNTY NO. 20

LEGEND—LÉGENDE

CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT

LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE



MONTRÉAL, QUÉ.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Anglais langue d'usage	
		nombre	pourcentage
MONTRÉAL, QUÉ.	2,743,235	683,390	24.9
Île-de-Montréal et Île-Jésus.....	2,187,155	572,680	
Montréal, C.....	1,214,380	225,845	
Anjou, V.....	33,895	4,565	
Baie-d'Urfé, V.....	3,880	3,550	
Beaconsfield, C.....	19,450	17,425	
Côte-Saint-Luc, C.....	24,375	20,665	
Dollard-des-Ormeaux, V.....	25,215	19,630	
Dorval, C.....	20,465	14,045	
Hampstead, V.....	7,035	6,115	
Île-Dorval, V.....	5	—	
Kirkland, V.....	2,860	2,305	
Lachine, C.....	44,440	17,720	
Lasalle, C.....	72,905	30,920	
Laval, C.....	227,980	35,235	
Montréal-Est, V.....	5,060	815	
Montréal-Nord, C.....	89,135	7,670	
Montréal-Ouest, V.....	6,370	5,730	
Mont-Royal, V.....	21,565	14,015	
Outremont, C.....	28,625	6,180	
Pierrefonds, C.....	33,015	20,990	
Pointe-aux-Trembles, C.....	35,550	2,760	
Pointe-Claire, C.....	27,300	22,860	
Roxboro, V.....	7,630	4,870	
Sainte-Anne-de-Bellevue, V.....	5,035	2,005	
Sainte-Geneviève, V.....	2,870	430	
Saint-Jean-de-Dieu, Mun.....	3,760	20	
Saint-Laurent, C.....	62,940	31,215	
Saint-Léonard, C.....	52,040	5,940	
Saint-Pierre, V.....	6,795	1,295	
Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, Mun.....	2,930	235	
Senneville, Vill.....	1,370	855	
Verdun, C.....	74,700	27,710	
Westmount, C.....	23,570	19,085	
Beauharnois (partie).....	11,440	400	
Beauharnois, C.....	8,005	165	
Maple Grove, V.....	1,715	190	
Melocheville, Vill.....	1,720	40	
Chambly.....	231,590	48,005	
Boucherville, V.....	20,000	1,650	
Carignan, V.....	3,340	665	
Chambly, C.....	11,455	2,760	
Greenfield Park, V.....	15,355	9,600	
Laflèche, C.....	15,120	2,990	
Lemoyne, V.....	8,195	690	
Longueuil, C.....	97,585	7,300	
Saint-Basile-le-Grand, V.....	4,400	560	
Saint-Bruno-de-Montarville, V.....	15,785	6,300	
Saint-Hubert, V.....	21,740	6,205	
Saint-Lambert, C.....	18,620	9,275	
Châteauguay (partie).....	40,005	16,300	
Châteauguay, V.....	15,795	8,565	
Châteauguay-Centre, V.....	17,900	6,950	
Léry, V.....	2,295	525	
Mercier, V.....	4,010	260	
Deux-Montagnes (partie).....	30,915	7,340	
Deux-Montagnes, C.....	8,625	4,885	
Pointe-Calumet, Vill.....	2,240	130	
Saint-Eustache, Mun.....	7,410	410	
Saint-Eustache, V.....	9,475	1,665	
Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Mun.....	3,165	250	

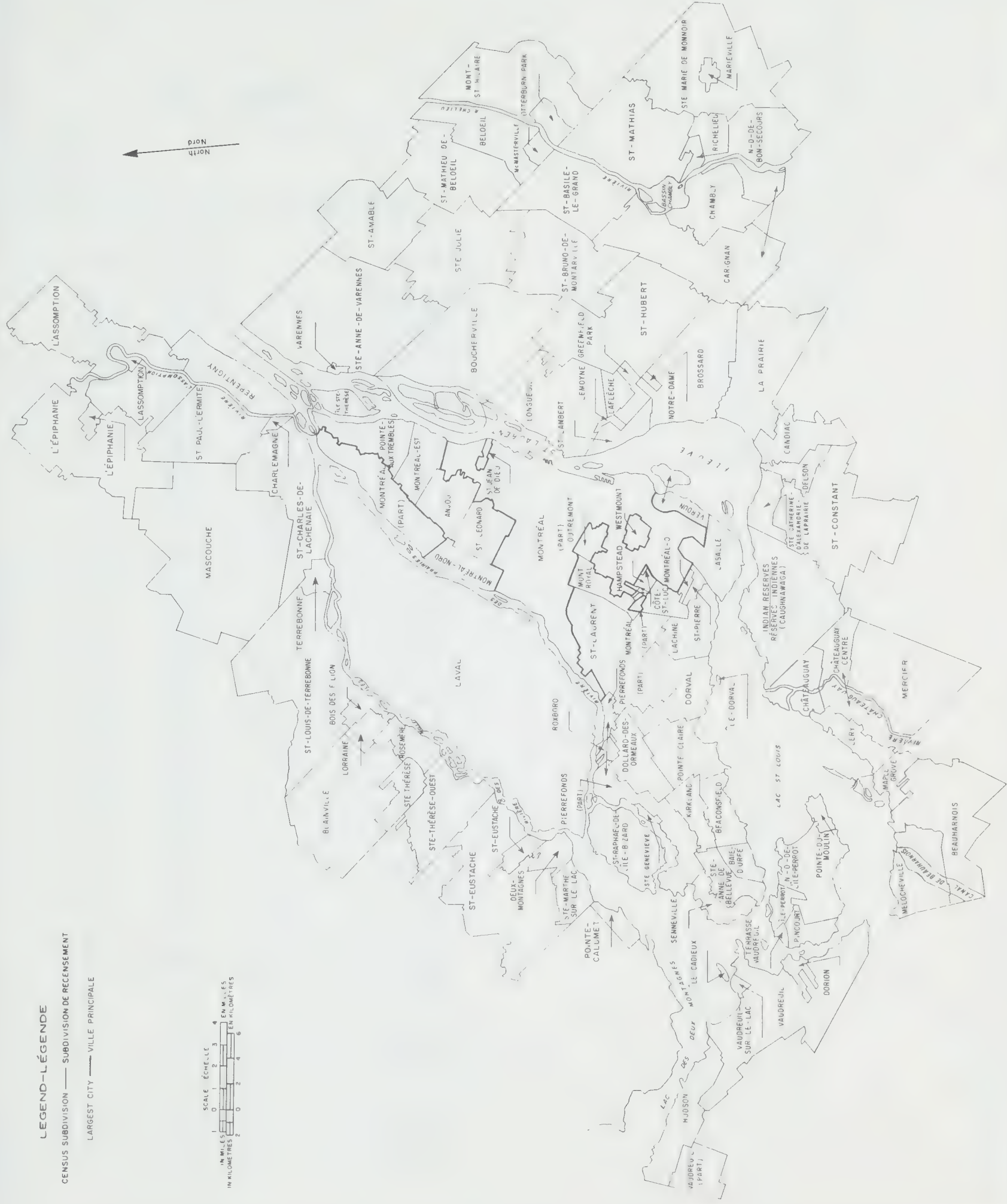
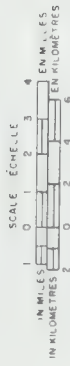
MONTRÉAL, QUÉ. (fin)

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Anglais langue d'usage	
		nombre	pourcentage
MONTRÉAL, QUÉ. (fin)			
Laprairie (partie).....	56,455	11,920	
Brossard, V.....	23,545	5,730	
Candiac, V.....	5,130	1,780	
Delson, V.....	2,990	445	
La Prairie, V.....	8,315	220	
Notre-Dame, Mun.....	2,815	270	
Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, Mun.....	3,935	260	
Saint-Constant, Mun.....	5,740	415	
Réserves indiennes.....	3,985	2,800	
L'Assomption (partie).....	51,065	2,280	
Charlemagne, V.....	4,110	70	
L'Assomption, Mun.....	1,880	35	
L'Assomption, V.....	5,015	35	
L'Épiphanie, Mun.....	1,470	—	
L'Épiphanie, V.....	2,935	15	
Mascouche, V.....	8,795	1,440	
Repentigny, V.....	19,530	505	
Saint-Charles-de-Lachenaie, Mun.....	3,670	50	
Saint-Paul-L'Ermite, Mun.....	3,660	130	
Rouville (partie).....	19,310	4,060	
Marieville, V.....	4,635	40	
Mont-Saint-Hilaire, V.....	5,775	1,275	
Notre-Dame-du-Bon-Secours, Mun.....	735	35	
Otterburn Park, V.....	3,480	2,435	
Richelieu, V.....	1,770	180	
Sainte-Marie-de-Monnoir, Mun.....	1,270	40	
Saint-Mathias, Mun.....	1,645	45	
Terrebonne (partie).....	61,530	8,285	
Blainville, V.....	9,640	880	
Bois-des-Filion, Vill.....	4,065	110	
Lorraine, V.....	3,150	1,420	
Rosemère, V.....	6,715	3,635	
Saint-Louis-de-Terrebonne, Mun.....	4,295	160	
Sainte-Thérèse, C.....	17,165	1,215	
Sainte-Thérèse-Ouest, V.....	7,280	660	
Terrebonne, V.....	9,215	205	
Vaudreuil (partie).....	28,115	9,855	
Dorion, V.....	6,210	1,220	
Hudson, V.....	4,380	3,320	
Île-Cadieux, V.....	40	20	
Île-Perrot, V.....	4,195	470	
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Mun.....	1,405	415	
Pincourt, V.....	5,845	3,375	
Pointe-du-Moulin, V.....	160	50	
Terrasse-Vaudreuil, Mun.....	1,750	450	
Vaudreuil, V.....	3,870	510	
Vaudreuil-sur-le-Lac, Vill.....	265	25	
Verchères (partie).....	25,660	2,275	
Belœil, V.....	12,395	1,625	
McMasterville, Vill.....	2,390	420	
Saint-Amable, Mun.....	2,495	15	
Sainte-Anne-de-Varennes, Mun.....	2,950	55	
Sainte-Julie, Mun.....	2,620	70	
Saint-Mathieu-de-Belœil, Mun.....	465	—	
Varennes, Vill.....	2,345	85	

LEGEND-LÉGENDE

CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT

LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE



QUÉBEC, QUÉ.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Anglais langue d'usage	
		nombre	pourcentage
QUÉBEC, QUÉ.....	480,410	16,955	3.5
Québec (partie).....	420,805	14,520	
Québec, C.....	186,030	5,325	
Ancienne-Lorette, V.....	8,300	120	
Beauport, C.....	14,680	105	
Bélair, V.....	4,505	40	
Charlesbourg, C.....	33,455	390	
Charlesbourg-Est, Mun.....	1,460	20	
Charlesbourg-Ouest, Mun.....	1,720	20	
Courville, V.....	6,170	60	
Giffard, C.....	13,140	135	
Lac-Delage, V.....	65	—	
Lac-Saint-Charles, Mun.....	2,320	55	
Loretteville, C.....	11,660	440	
Montmorency, V.....	4,950	25	
Notre-Dame-des-Laurentides, V.....	5,240	80	
Orsainville, V.....	12,545	135	
Saint-Dunstan-du-Lac- Beauport, Mun.....	1,155	100	
Saint-Émile, Vill.....	2,670	25	
Saint-Félix-du-Cap-Rouge, Mun.....	2,975	95	
Sainte-Foy, C.....	68,420	4,690	
Saint-Gabriel-de-Valcartier, Mun.....	1,845	730	
Saint-Michel-Archange, Mun. Mun.....	4,160	45	
Saint-Thérèse-de-Lisieux, Mun.....	2,770	25	
Sillery, C.....	13,940	1,455	
Val-Saint-Michel, V.....	2,045	275	
Vanier, V.....	9,680	55	
Villeneuve, V.....	4,065	80	
Réserves indiennes.....	850	5	
Lévis (partie).....	48,805	575	
Charny, V.....	5,175	85	
Lauzon, C.....	12,815	105	
Lévis, C.....	16,595	175	
Saint-David-de-l'Auberivière, V.....	3,895	50	
Saint-Nicolas, V.....	1,935	10	
Saint-Romuald-d'Etchemin, C.....	8,390	145	
Montmorency n° 1 (partie).....	3,940	30	
L'Ange-Gardien, Mun.....	2,150	10	
Saint-Jean-de-Boischatel, Vill.	1,795	20	
Portneuf (partie).....	6,860	1,840	
Saint-Augustin-de-Desmaures, Mun.....	2,910	20	
Shannon, Mun.....	3,950	1,820	



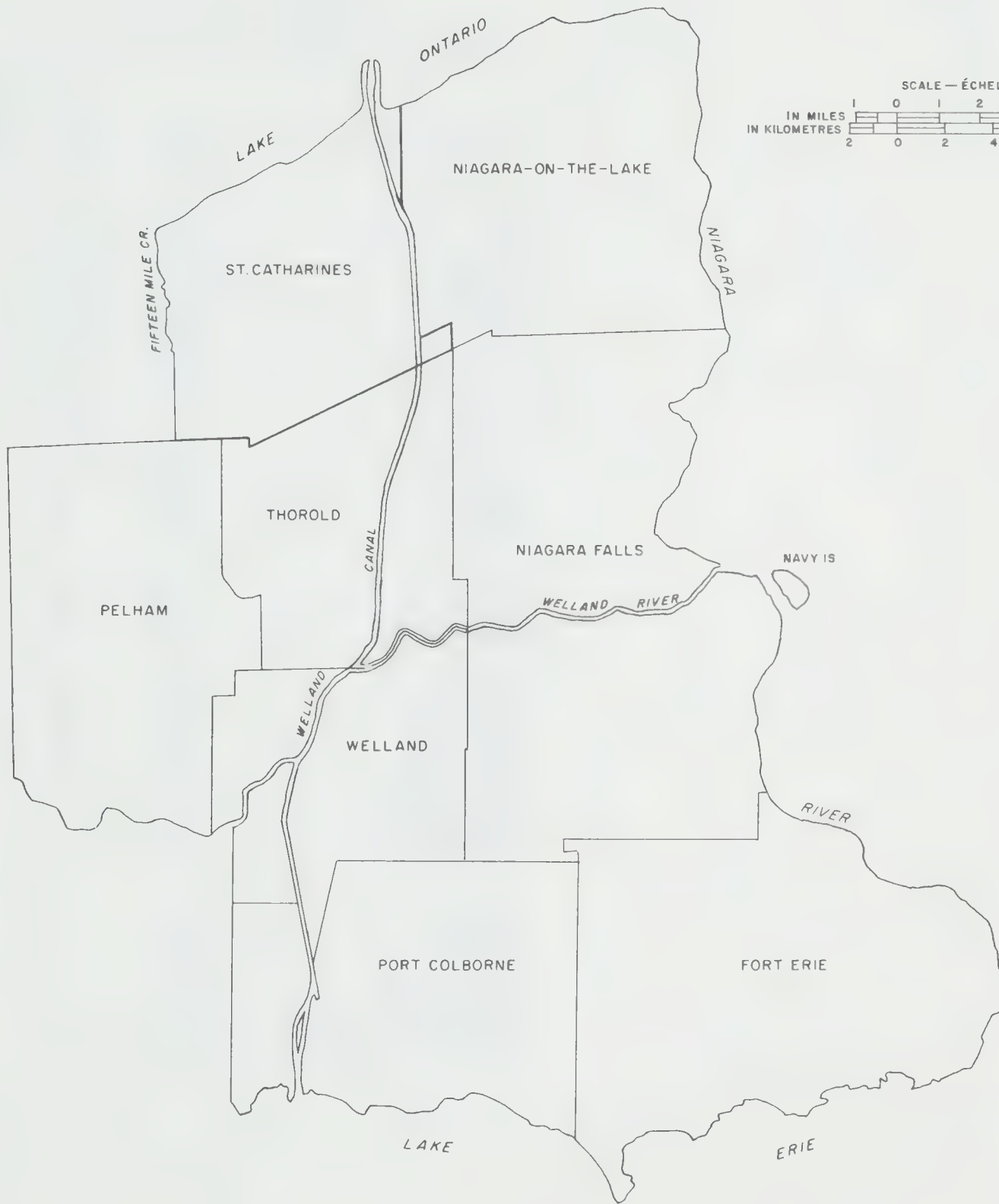
SAINT-CATHARINES— NIAGARA, ONT.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
SAINT-CATHARINES— NIAGARA, Ont.	303,435	10,720	3.5
Niagara (partie)			
Saint-Catharines, C.....	109,780	2,045	
Niagara Falls, C.....	67,160	1,060	
Fort Érié, V.....	23,105	125	
Niagara-on-the-Lake, V.....	12,550	105	
Pelham, V.....	10,005	120	
Port Colborne, C.....	21,405	1,150	
Thorold, V.....	15,045	215	
Welland, C.....	44,390	5,895	

LEGEND-LÉGENDE

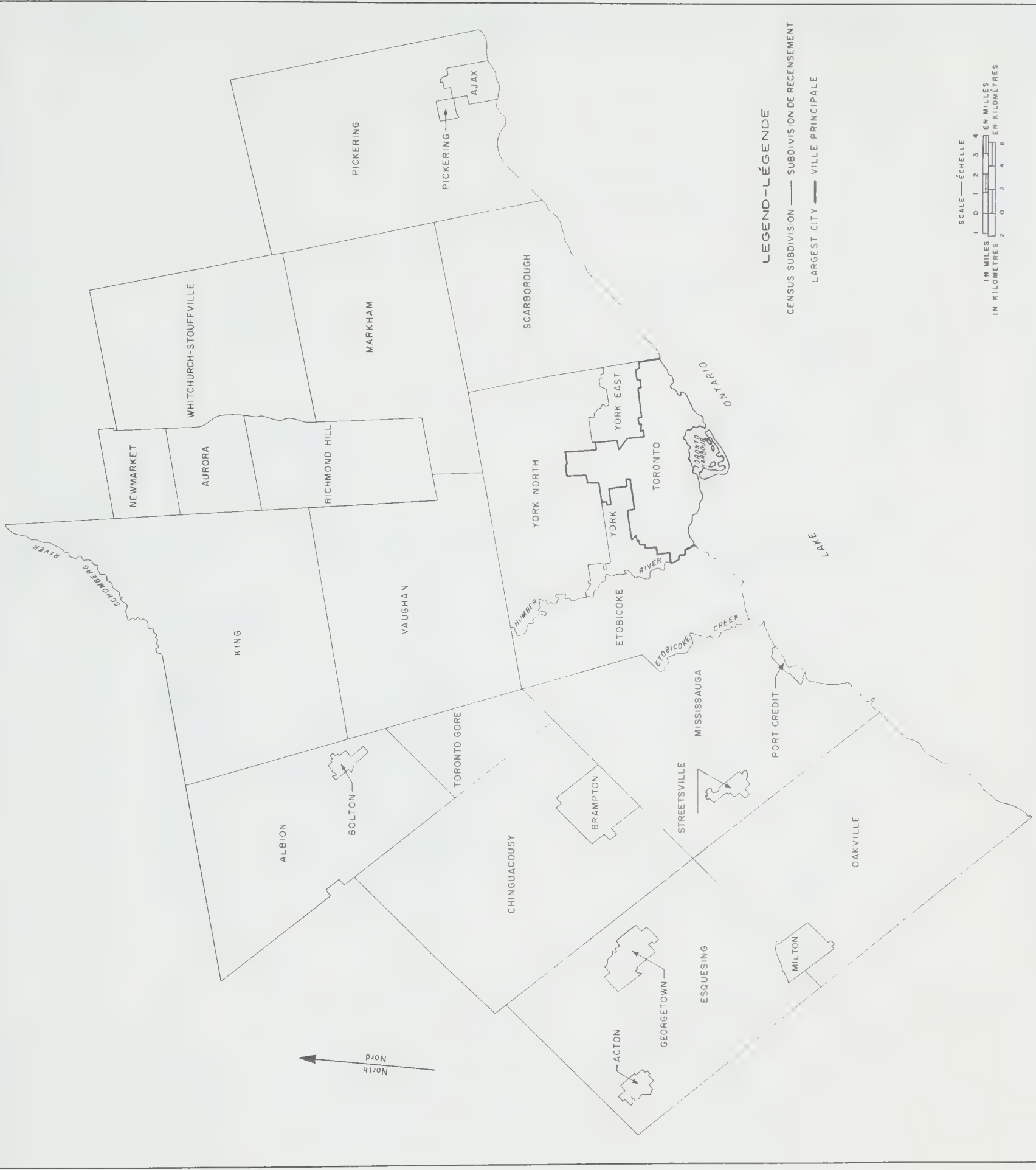
CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT

LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE



TORONTO, ONT.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
TORONTO, ONT.	2,628,125	20,580	0.8
Toronto.....	2,086,015	17,325	
Toronto, C.....	713,130	7,350	
Etobicoke, B.....	282,740	1,875	
Scarborough, B.....	334,485	2,215	
York, B.....	147,275	915	
York, East, B.....	104,645	770	
York, North, B.....	503,740	4,200	
Halton (partie).....	100,015	920	
Acton, V.....	5,040	15	
Esquesing, Twp.....	9,415	130	
Georgetown, V.....	17,050	365	
Milton, V.....	7,025	15	
Oakville, V.....	61,485	390	
Ontario (partie).....	46,790	345	
Ajax, V.....	12,540	85	
Pickering, Twp.....	31,735	260	
Pickering, V.....	2,515	5	
Peel (partie).....	253,645	1,585	
Albion, Twp.....	4,715	60	
Bolton, Vill.....	3,015	10	
Brampton, V.....	41,205	255	
Chinguacousy, Twp.....	30,960	125	
Mississauga, V.....	156,085	1,050	
Port Credit, V.....	9,440	75	
Streetsville, V.....	6,840	15	
Toronto Gore, Twp.....	1,390	—	
York (partie).....	141,660	400	
Aurora, V.....	13,600	20	
King, Twp.....	12,865	5	
Markham, V.....	36,685	110	
Newmarket, V.....	18,935	45	
Richmond Hill, V.....	32,415	130	
Vaughan, V.....	15,895	65	
Whitchurch-Stouffville, V.....	11,265	20	



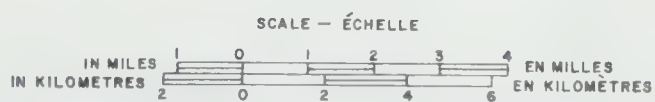
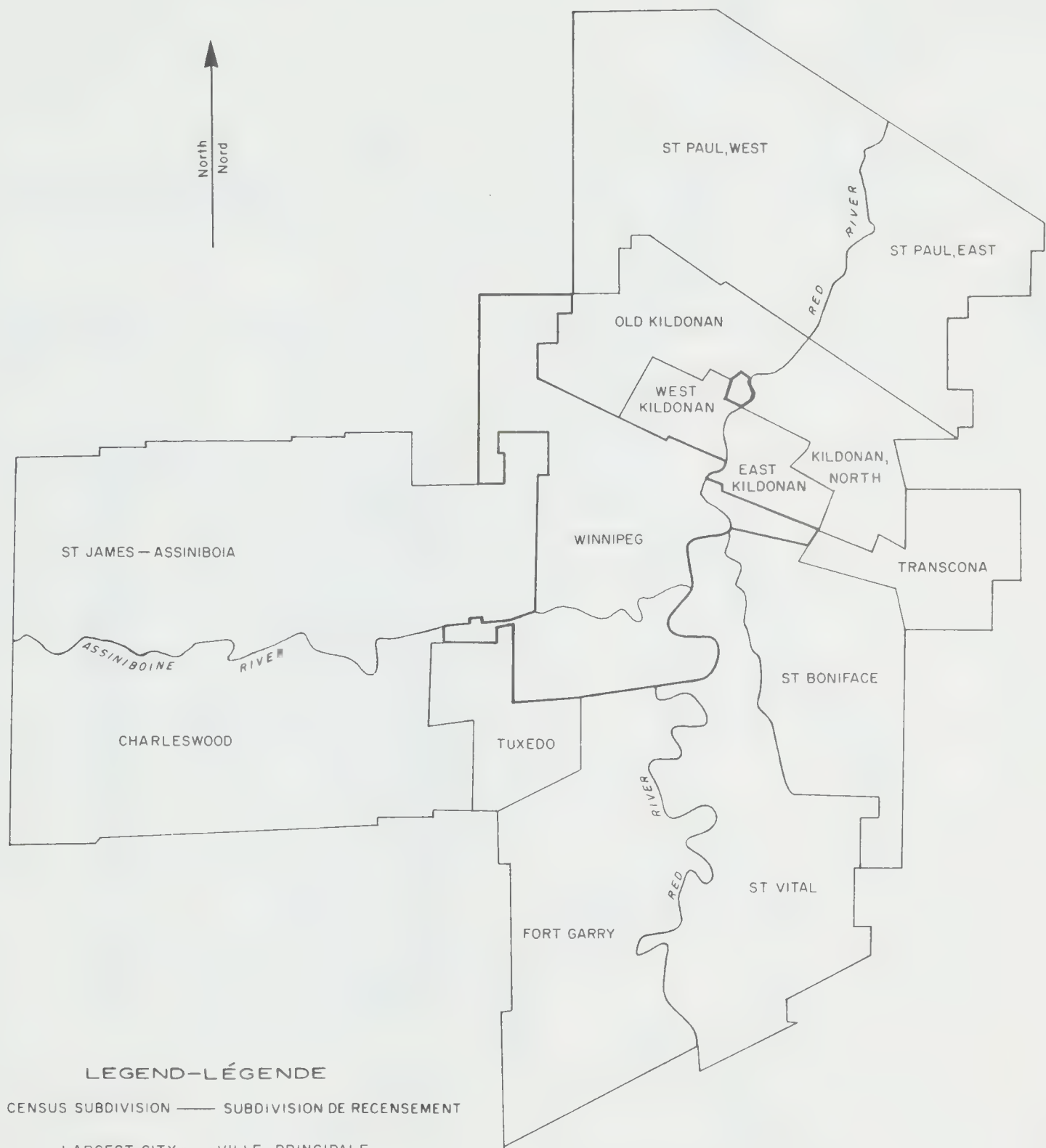
LEGEND-LÉGENDE

CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT
LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE



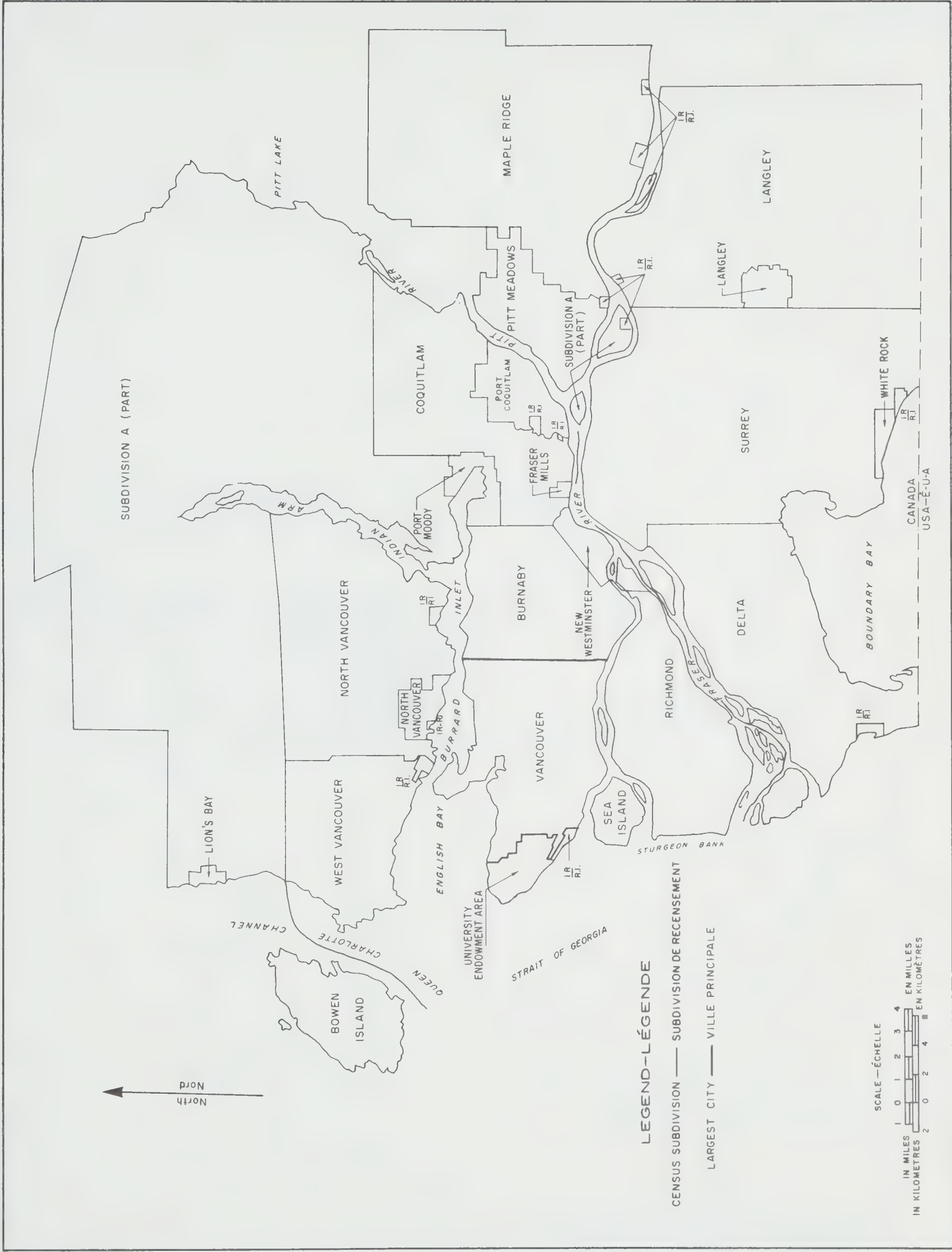
WINNIPEG, MAN.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
WINNIPEG, MAN.....	540,265	17,655	3.3
Division n° 20			
Winnipeg, C.....	246,275	2,440	
Charleswood, Mun.....	12,185	55	
East Kildonan, C.....	30,150	150	
Fort Garry, Mun.....	26,135	1,100	
Kildonan, Nord, Mun.....	17,720	35	
Old Kildonan, Mun.....	1,865	5	
Saint-Boniface, C.....	46,750	10,735	
Saint-James-Assiniboia, C.....	71,385	645	
Saint-Paul, Est, Mun.....	2,590	5	
Saint-Paul, Ouest, Mun.....	2,455	—	
Saint-Vital, C.....	32,940	2,055	
Transcona, C.....	22,475	400	
Tuxedo, V.....	3,260	—	
West Kildonan, C.....	24,085	35	



VANCOUVER, C.-B.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
VANCOUVER, C.-B.....	1,082,350	6,000	0.6
Grand Vancouver.....	1,028,335	5,820	
Vancouver, C.....	426,270	2,380	
Burnaby, Mun.....	125,655	345	
Coquitlam, Mun.....	53,135	1,445	
Delta, Mun.....	45,780	155	
Fraser Mills, Mun.....	130	—	
Lion's Bay, Vill.....	370	5	
New Westminster, C.....	42,895	335	
North Vancouver, Mun.....	57,940	185	
North Vancouver, C.....	31,860	135	
Port Coquitlam, C.....	19,560	90	
Port Moody, C.....	10,775	30	
Richmond, Mun.....	62,115	155	
Surrey, Mun.....	98,565	400	
University Endowment Area..	3,535	35	
West Vancouver, Mun.....	36,465	50	
White Rock, C.....	10,350	90	
Subdivision A.....	1,345	—	
Réserves indiennes.....	1,605	—	
Dewdney-Alouette (partie).....	27,355	120	
Maple Ridge, Mun.....	24,530	120	
Pitt Meadows, Mun.....	2,720	—	
Réserves indiennes.....	100	—	
Central Fraser Valley (partie)...	26,665	60	
Langley, Mun.....	21,930	45	
Langley, C.....	4,680	20	
Réserves indiennes.....	60	—	



SHERBROOKE, QUÉ.

Agglomération de recensement de	Population totale	Anglais langue d'usage	
		nombre	pourcentage
SHERBROOKE, QUÉ.....	84,600	9,170	10.8
Sherbrooke (partie).....			
Sherbrooke, C.....	80,730	6,260	
Lennoxville, V.....	3,870	2,915	



LEGEND-LÉGENDE

CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT

LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE

SCALE—ÉCHELLE



(2) Capitales provinciales

CHARLOTTETOWN, Î.-P.-É.

Agglomération de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
CHARLOTTETOWN, Î.-P.-É.....	25,290	90	0.4
Queens (partie)			
Charlottetown, C.....	19,145	60	
Parkdale, Vill.....	2,345	5	
Sherwood, Vill.....	3,795	25	

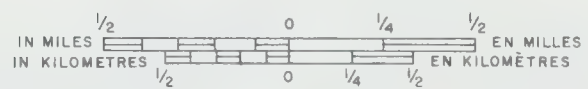


LEGEND-LÉGENDE

CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT

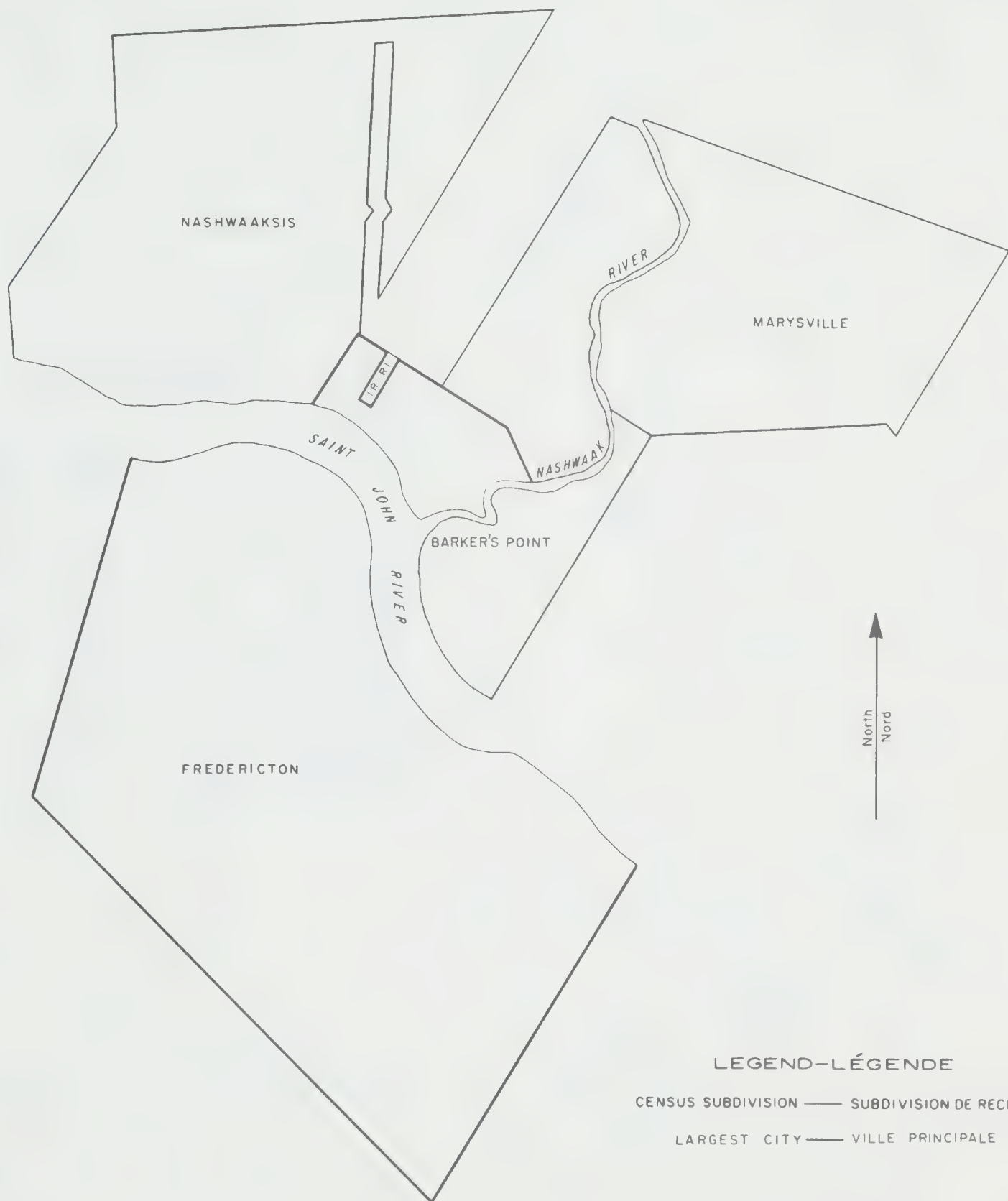
LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE

SCALE — ÉCHELLE



FREDERICTON, N.-B.

Agglomération de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
FREDERICTON, N.-B.	37,745	1,050	2.8
York (partie)			
Fredericton, C.....	24,315	725	
Baker's Point, Vill.....	1,835	5	
Marysville, V.....	3,905	105	
Nashwaaksis, Vill.....	7,320	215	
Réserves indiennes.....	370	—	



LEGEND-LÉGENDE

CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT

LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE



HALIFAX, N.-É.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
HALIFAX, N.-É.....	220,650	2,655	1.2
Halifax (partie)			
Halifax C.....	122,035	1,735	
Dartmouth, C.....	64,785	645	
Halifax, Mun. (partie).....	35,835	270	
Bedford & Waverley Area.....	6,080	30	
Cole Harbour and Eastern Passage Area.....	7,450	55	
Herring Cove Area.....	1,575	—	
North Dartmouth Area.....	3,890	60	
Sackville-Windsor Junction....	16,840	125	



REGINA, SASK.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
REGINA, SASK.....	140,675	585	0.4
Division n° 6 (partie)			
Regina, C.....	139,435	585	
159. Sherwood, Mun.....	1,240	—	

159. SHERWOOD

REGINA



LEGEND—LÉGENDE

CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT

LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE

SCALE—ÉCHELLE

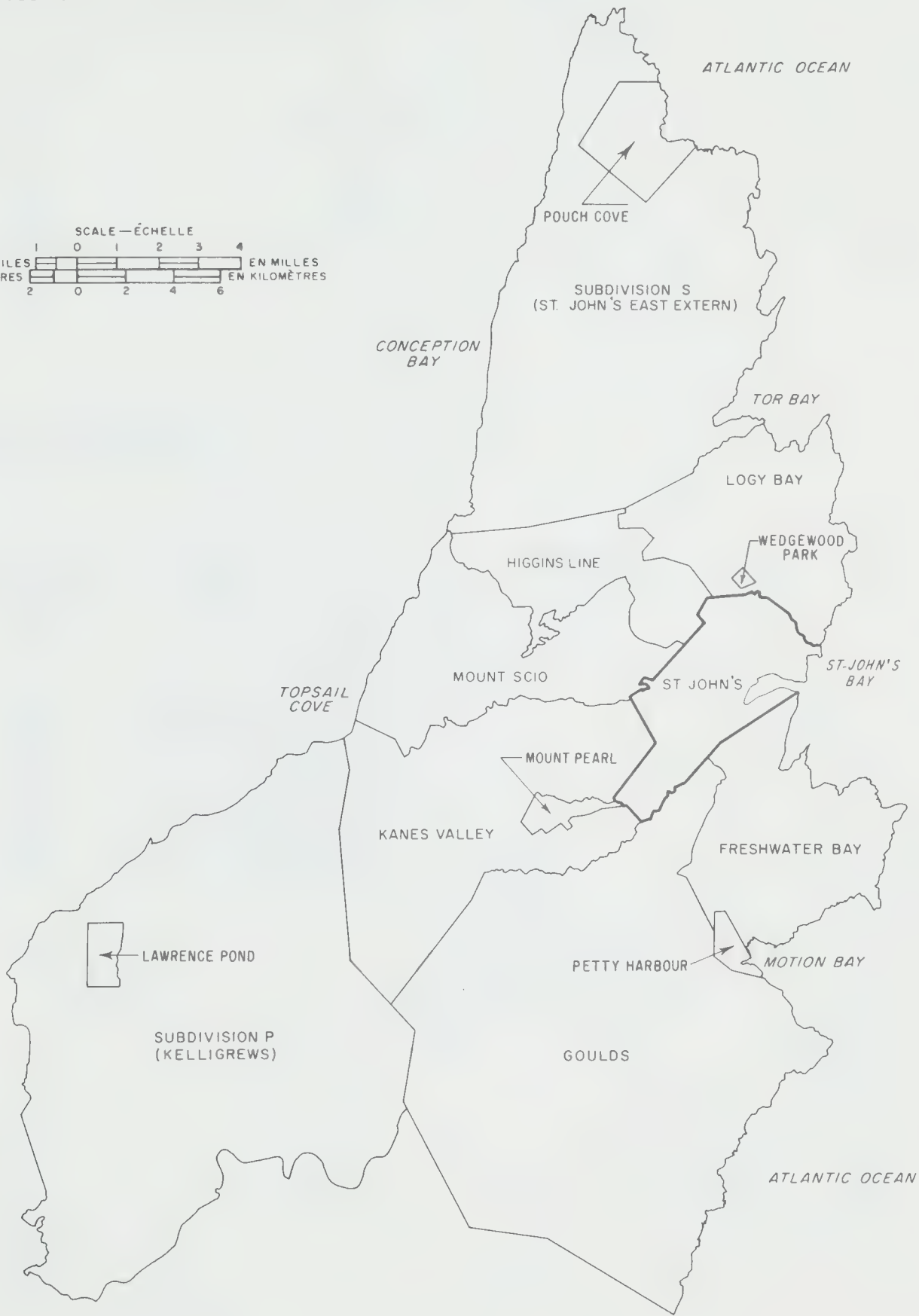
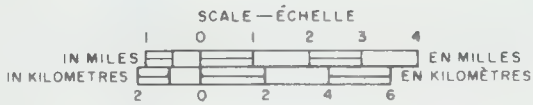


SAINT-JEAN, T.-N.

Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
SAINT-JEAN, T.-N.....	132,005	150	0.1
Division n° 1 (partie)			
Saint-Jean, C.....	88,110	125	
Mount Pearl, V.....	7,330	—	
Petty Harbour, D.A.L.....	995	—	
Pouch Cove, V.....	1,520	—	
St. John's Area.....	18,980	20	
Freshwater Bay.....	1,890	—	
Goulds.....	4,625	5	
Higgins Line.....	2,730	5	
Kanes Valley.....	3,540	10	
Logy Bay.....	2,725	—	
Mount Scio.....	3,475	—	
Wedgewood Park, D.A.L.....	430	—	
Non municipalisé.....	14,640	—	
Subdivision P (Kelligrews).....	9,820	—	
Subdivision S (St. John's East Extern).....	4,820	—	

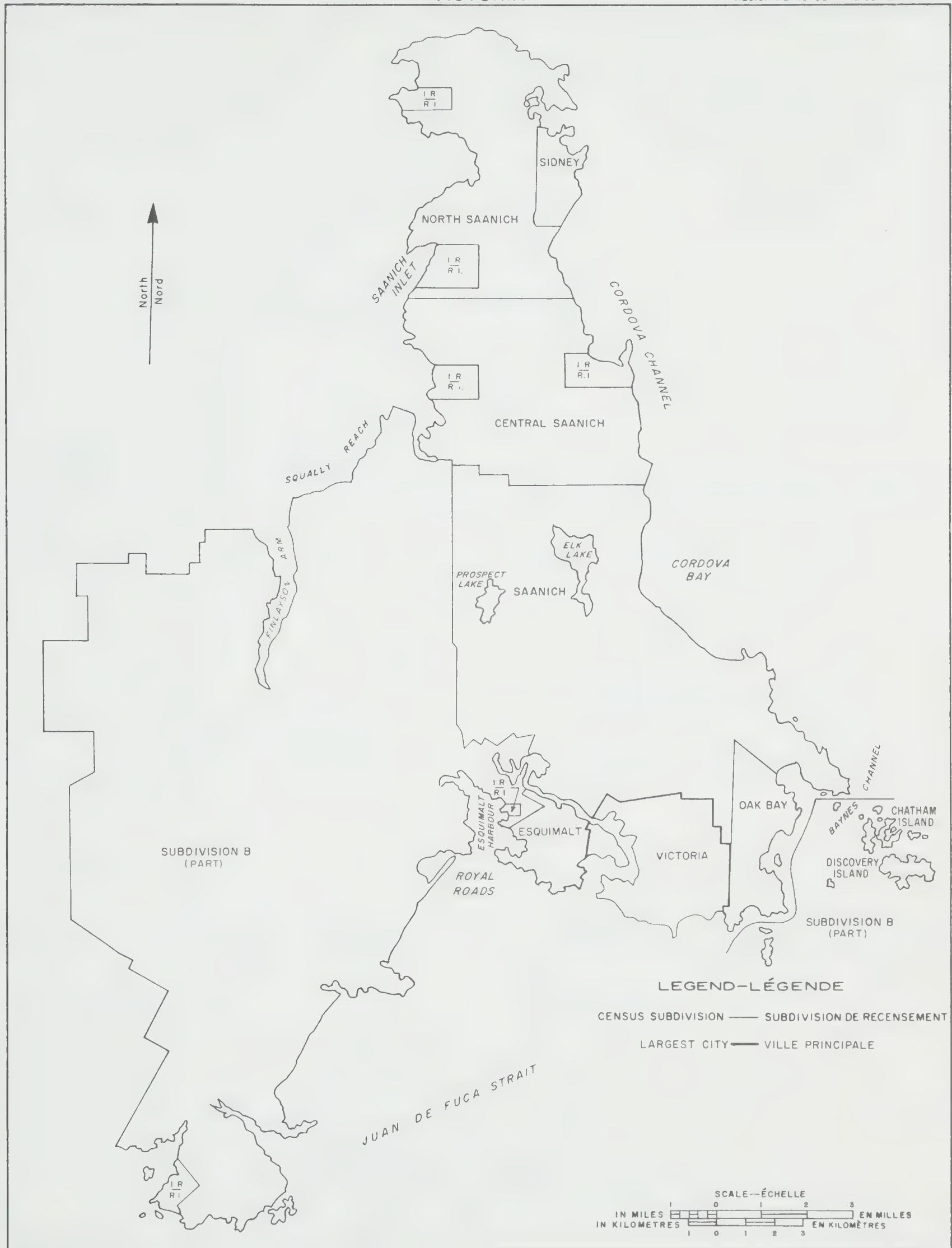
LEGEND-LÉGENDE

CENSUS SUBDIVISION — SUBDIVISION DE RECENSEMENT
LARGEST CITY — VILLE PRINCIPALE

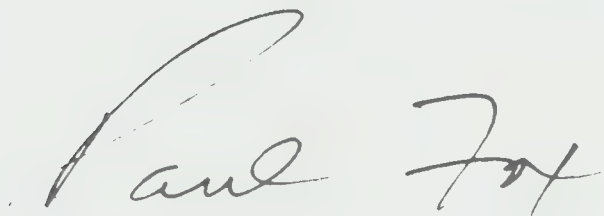


VICTORIA, C.-B.

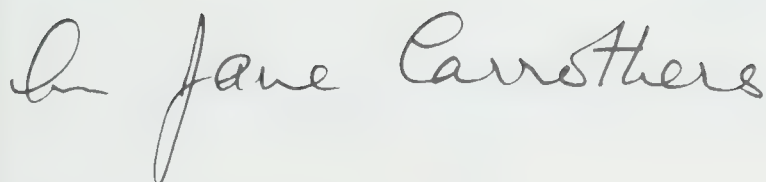
Région métropolitaine de recensement de	Population totale	Français langue d'usage	
		nombre	pourcentage
VICTORIA, C.-B.....	195,845	560	0.3
Capital (partie)			
Victoria, C.....	61,740	165	
Central Saanich, Mun.....	5,215	10	
Esquimalt, Mun.....	12,935	100	
North Saanich, Mun.....	3,600	—	
Oak Bay, Mun.....	18,425	40	
Saanich, Mun.....	65,030	130	
Sidney, V.....	4,870	30	
Subdivision B.....	22,965	85	
Réserves indiennes.....	1,070	5	



NOUS SOUMETTONS RESPECTUEUSEMENT LE TOUT À L'ATTENTION DE VOTRE EXCELLENCE,



Paul Fox, *président*



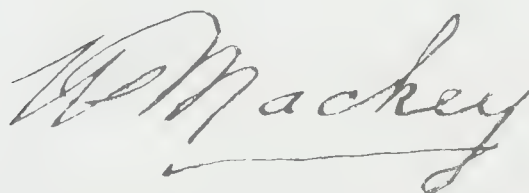
M. Jane Carrothers




W. Harry Hickman



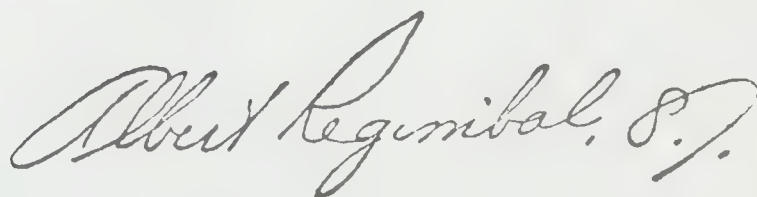
Léopold Lamontagne



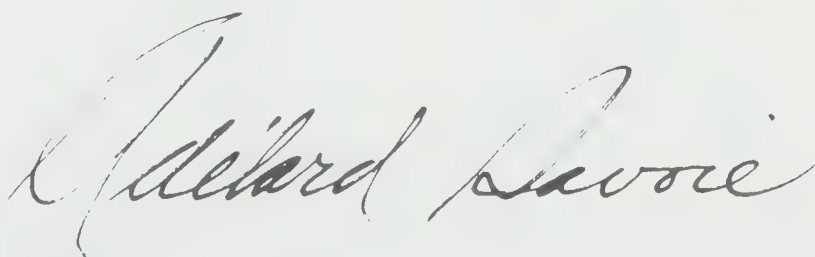
W. Mackey



Yvonne R. Raymond



Albert Regimbal, s.j.



Adélarde Savoie

PARTIE IV

DÉCLARATIONS ET RAPPORTS MINORITAIRES

Déclaration minoritaire

W. Harry Hickman

Bien que je sois d'accord avec l'ensemble des propositions présentées dans le Rapport du Conseil consultatif des districts bilingues et que je sois disposé à le parafer, je tiens à déposer une déclaration minoritaire sur une recommandation (Partie III, paragraphe 1158) touchant la région métropolitaine de recensement de Montréal.

Je propose qu'avant d'appliquer la recommandation voulant inclure Montréal dans les grandes villes visées par l'article 9(2) de la Loi, le gouvernement envisage la possibilité de faire de la région métropolitaine de recensement de Montréal un district bilingue. Montréal se distingue nettement des autres grandes villes. C'est une région bilingue; de fait, aux yeux de bien des gens, c'est le symbole même du bilinguisme canadien. Le groupe minoritaire de langue maternelle anglaise comprend 595,395 personnes, soit 21.7 pour cent de la population totale.

En conformité des dispositions de la Loi, dans chaque cas où une région offrant plus de dix pour cent de la minorité linguistique officielle renfermait une entité viable, le Conseil a recommandé d'en faire un district bilingue. Il semblerait donc injuste et discriminatoire de traiter d'une façon différente le groupe minoritaire considérable qui vit dans la région métropolitaine de recensement de Montréal, surtout lorsqu'on sait que ce groupe dépasse non seulement le dix pour cent requis, mais encore réunit plus de vingt pour cent de la population totale. Même que, d'après les statistiques de 1971, les gens dont la langue d'usage est l'anglais atteignent 24.9 pour cent ou un quart de la population totale de la région métropolitaine de recensement de Montréal.

On nous a dit que la création d'un district bilingue à Montréal ne changerait rien à la situation puisque la population anglophone a toujours profité de services fédéraux dispensés en anglais. Cet état de choses ne garantit pas, pour l'avenir, le respect juridique de ce droit. On peut imaginer qu'un jour un fonctionnaire fédéral de Montréal puisse dire en français à un Montréalais anglophone: «J'occupe un poste unilingue; je ne reçois rien pour assurer des services en anglais. De plus, au Québec, il n'y a qu'une langue officielle. Après tout, Montréal n'a pas été déclarée district bilingue.»

On nous a également prédit que si nous faisons de Montréal un district bilingue, nous provoquerions des dissensions. Et pourtant, le Conseil n'a pas hésité à proposer d'autres régions où il a été prévenu qu'il y aurait des remous.

Si c'est l'article 9(2) qui doit s'appliquer à Montréal, alors il faut traiter toutes les autres régions «bilingues» du Canada de la même façon. Le Conseil s'y est opposé pour les raisons qui paraissent aux paragraphes 152 à 162 de la 1^{re} Partie du Rapport. Si l'article 9(2) se prête à une interprétation trop vague dans le cas d'autres régions, il n'est pas plus précis quand il s'agit de Montréal.

Toutefois, si l'article 9(2) est censé offrir une garantie suffisante de services bilingues à Montréal, dans d'autres grandes villes et dans toutes les capitales, il faudrait peut-être laisser tomber l'article 9(1) et appliquer l'article 9(2) à toutes les régions appropriées du pays. On éviterait ainsi l'emploi de l'expression «districts bilingues» et l'établissement de frontières géographiques et linguistiques définies autour de régions particulières.

En somme, je veux simplement déclarer que je ne suis pas d'accord avec la décision du Conseil touchant

Montréal et que je prie respectueusement le gouvernement de tenir compte des injustices et des passe-droits qui pourront se faire jour si la minorité importante qui vit à Montréal ne jouit pas des mêmes droits et privilèges garantis par la Loi que les autres groupes de la minorité linguistique officielle ailleurs au Canada.



W. HARRY HICKMAN

Déclaration minoritaire

Adélarde Savoie

1. Après avoir lu le Rapport signé par la majorité des membres du Conseil consultatif des districts bilingues, j'ai pris connaissance du rapport minoritaire de mon collègue Monnin ainsi que de la déclaration minoritaire de mon collègue Hickman.

2. Comme ces deux derniers, je suis en profond désaccord avec certaines des recommandations contenues dans le Rapport majoritaire et je ne puis accepter les raisons ni les arguments que l'on a invoqués à leur appui. Par contre, je suis en faveur de la plupart des recommandations de ce Rapport, lesquelles postulent la création de districts bilingues dans les neuf provinces canadiennes où il est possible de le faire.

3. Vu l'importance que j'attache aux districts bilingues et les services que ces derniers sont susceptibles de rendre aux minorités officielles à travers le pays, j'ai tenu à signer le Rapport majoritaire afin d'exprimer clairement mon adhésion à l'ensemble du Rapport. Quant aux recommandations que je n'accepte pas ainsi qu'aux arguments qui s'y rapportent, j'ai cru qu'il était suffisant de faire connaître mon désaccord par le truchement d'une déclaration minoritaire.

4. Mes objections sont essentiellement les mêmes que celles de mes collègues Hickman et Monnin et je signerais volontiers chacune de ces deux déclarations. Leurs raisons sont en partie les miennes, ce qui me rend difficile la tâche de préciser ma position sans avoir à les répéter. Je me bornerai donc à exposer mon point

de vue au sujet de certains arguments appuyant les recommandations contre lesquelles je m'inscris en faux.

5. Je ne me fais aucune illusion sur le sort réservé aux recommandations des rapports minoritaires. Je n'ai donc pas l'intention de formuler de propositions au terme de cette déclaration. Si quelqu'un veut connaître mon opinion au sujet des matières contestées, je répète que j'endosse volontiers les recommandations préconisées par messieurs Hickman et Monnin.

6. Le Conseil consultatif des districts bilingues a reçu un mandat précis en vertu de la Loi sur les langues officielles du Canada. En consentant à faire partie du Conseil et à travailler à l'exécution de ce mandat, j'ai accepté cette loi telle qu'elle fut décrétée par le Parlement du Canada. Mon rôle ne consistait pas à l'interpréter selon mes préférences personnelles, ni à m'efforcer de lui faire dire ce qu'elle ne dit pas, ni à l'appliquer différemment dans divers milieux pour des raisons de mon choix. Si la loi est imparfaite et susceptible d'amélioration, c'est aux représentants élus du peuple qu'il appartient de la modifier; non pas aux fonctionnaires ni aux organismes consultatifs comme le nôtre.

7. On trouve le texte intégral de la loi en appendice du Rapport, lequel d'ailleurs fournit d'abondantes explications à son sujet. Je m'abstiendrai donc de faire un nouvel exposé, sauf pour dire que la loi énonce une seule grande règle pour la création de districts bilingues et elle la rend obligatoire. Peut être district bilingue un territoire où les deux langues officielles sont les langues maternelles parlées par ses résidents, à condition qu'au moins dix pour cent de l'ensemble de ces résidents parlent une langue maternelle qui est la langue officielle de la minorité linguistique. On voit donc toute l'importance attachée par les législateurs à cette règle du dix pour cent. En plus la loi a pris soin de définir «langue maternelle» comme la langue apprise en premier lieu pendant l'enfance et encore comprise.

8. Pour les fins de la présente déclaration, je me limiterai au cas de la région métropolitaine de recensement de Montréal où la majorité des membres du Conseil a refusé de recommander un district bilingue, se bornant à exhorter le gouvernement fédéral à lui fournir ses services dans les deux langues officielles, dans la mesure du possible, en vertu des articles 9(2) et 10 de la Loi sur les langues officielles.

Certains critères de base

9. Au cours de ses pérégrinations à travers le Canada en vue de dépister les régions aptes à devenir districts

bilingues, le Conseil examinait presque invariablement les trois questions suivantes: a) la minorité de langue officielle compte-t-elle dix pour cent de la population totale du territoire envisagé; b) cette minorité est-elle suffisamment nombreuse pour justifier la recommandation d'un district bilingue; c) cette minorité constitue-t-elle une entité viable au point de vue culturel et linguistique?

10. La première question était évidemment essentielle à cause des exigences de la loi. Dans le deuxième cas, la sagesse voulait que la minorité officielle comptât un nombre raisonnable d'individus avant de formuler une recommandation positive. Fort de la discrétion que lui permettait la loi, le Conseil s'est plusieurs fois abstenu de recommander des districts bilingues à des endroits où la minorité de langue officielle ne comptait que quelques douzaines ou même quelques centaines de personnes. Enfin le Conseil cherchait à s'assurer que la minorité linguistique montrait des signes de vie culturelle et manifestait un certain vouloir-vivre dans sa langue. D'autres considérations pouvaient aussi entrer en ligne de compte comme la présence de bureaux du gouvernement fédéral, l'existence d'une certaine tradition de bilinguisme, etc.

Région métropolitaine de recensement de Montréal

11. Lorsque la réponse à ces questions était affirmative, le Conseil a recommandé l'établissement de districts bilingues à peu près partout au Canada, sauf à Montréal et à quelques autres endroits dans le Québec. Examinons le cas de Montréal. Selon le recensement de 1971, la région métropolitaine de recensement de Montréal comptait 595,395 personnes de langue maternelle anglaise, soit 21.7 pour cent de la population totale. Par comparaison, la province de l'Ontario avait une minorité francophone de 482,045, soit 6.3 pour cent de l'ensemble, tandis que la province du Nouveau-Brunswick se plaçait au troisième rang avec 215,730 Francophones et une proportion de 34.0 pour cent.

12. Dans tout le Canada, c'est la région métropolitaine de recensement de Montréal qui compte la plus forte minorité linguistique parlant une langue officielle. On ne peut donc lui reprocher l'insuffisance du nombre. Par ailleurs, cette minorité constitue 21.7 pour cent de la population totale, soit plus du double du pourcentage requis par la loi. Il ne peut y avoir de doutes sur la viabilité de cette minorité et sur l'intensité de sa vie culturelle. On trouve à Montréal une forte concentration de services fédéraux. Il y existe aussi une longue tradition de bilinguisme. Bref, cette région rassemblait toutes les conditions, et presque au superlatif, pour

justifier la recommandation d'un district bilingue. Et pourtant la majorité du Conseil en a décidé autrement. Examinons quelques-uns des arguments employés.

Articles 9(1) et 9(2)

13. Un des principaux arguments a porté sur l'interprétation accordée aux paragraphes (1) et (2) de l'article 9 de la loi et au rôle prêté au paragraphe (2) ainsi qu'à l'article 10. L'article 10 vise à ce que les services relevant des agences du gouvernement fédéral soient fournis ou offerts au public voyageur dans les deux langues officielles, à condition qu'il y ait demande suffisante. Il n'affecte donc pas le concept de district bilingue, sauf de façon accidentelle.

14. Le paragraphe (1) de l'article 9 stipule que toutes les agences du gouvernement fédéral doivent veiller à ce que le public puisse communiquer avec elles et obtenir leurs services dans les deux langues officielles

- a) dans la Région de la Capitale nationale,
- b) au lieu de leur siège ou bureau central au Canada, s'il est situé à l'extérieur de la Région de la Capitale nationale, et
- c) en chacun de leurs principaux bureaux ouverts dans un district bilingue fédéral créé en vertu de la présente loi.

15. La portée de ce paragraphe est donc claire eu égard aux districts bilingues. Tous les ministères, départements et organismes du gouvernement du Canada, les organismes judiciaires, quasi-judiciaires ou administratifs ainsi que les corporations de la Couronne créées en vertu d'une loi du Parlement du Canada ont le devoir de veiller à ce que, en chacun de leurs principaux bureaux ouverts dans un district bilingue fédéral, le public puisse communiquer avec eux et obtenir leurs services dans les deux langues officielles. Il y a une obligation précise imposée au gouvernement. Compte tenu de l'ambiguïté de l'expression «principaux bureaux» dont il fut longuement question dans le Rapport, cette obligation est absolue et n'est pas atténuée par des conditions ou des faux-fuyants. Ce paragraphe assure donc à tout district bilingue, une fois créé, un apport considérable en matière de bilinguisme et surtout une protection réelle quant au respect de ce bilinguisme dans la prestation des services fédéraux. Et cela est d'autant plus important que le district bilingue, une fois établi, ne peut plus être aboli, même s'il peut être modifié.

16. Le paragraphe (2) de l'article 9 stipule que toutes les agences du gouvernement fédéral ont le devoir de

veiller, en sus du devoir que leur impose le paragraphe (1), mais sans y déroger, à ce que le public, dans des endroits autres que ceux mentionnés dans ce paragraphe (donc, hors des districts bilingues) puisse communiquer avec elles et obtenir leurs services dans les deux langues officielles

- a) dans la mesure où il leur est possible de le faire, et
- b) lorsqu'il y a demande importante de la part du public.

17. À noter tout d'abord que cette stipulation existe et qu'elle est opératoire depuis six ans, soit depuis le 9 juillet 1969. Et son application ne dépend aucunement des recommandations de notre Conseil. On peut déjà juger, dans une certaine mesure, de sa valeur et de son efficacité.

18. Par ailleurs, il est évident que ce paragraphe est loin d'avoir la portée de 9(1) puisque les agences du gouvernement sont tenues d'offrir leurs services dans les deux langues officielles seulement *dans la mesure où il leur est possible de le faire* et à condition qu'il y ait *demande importante de la part du public*. Ce sont là deux amortisseurs de taille. D'autant plus que ces concepts ne sont pas définis et qu'il faut s'en remettre à la discrétion des fonctionnaires.

19. En effet ce sont eux qui vont juger s'il est possible d'offrir des services dans les deux langues officielles et s'il y a demande importante de la part du public. Compte tenu de leurs dispositions personnelles, ils seront sympathiques ou non à l'endroit de l'autre langue officielle. Un fonctionnaire obtus, opposé à ce régime, pourra invoquer toutes sortes d'arguments visant à prouver qu'il est impossible de servir le public dans les deux langues. Et l'on sait comme il peut être difficile de vaincre ce type de résistance.

20. Et que dire de la demande importante. Pour tel individu, cinq pour cent des requêtes peuvent constituer une demande importante tandis que pour un autre vingt ou trente pour cent seront jugés insuffisants. En d'autres termes, l'application de la loi est laissée, dans une large mesure, à la discrétion d'individus. Et lorsqu'il s'agit de protéger les droits linguistiques d'une minorité, cette situation me paraît précaire, insuffisante et dépourvue de toute garantie.

21. Le paragraphe 9(2) part d'un bon naturel. En l'incorporant à la loi, les législateurs ont voulu très habilement tenter d'assurer des services dans les deux langues officielles en autant d'endroits que possible en dehors de la Région de la Capitale nationale et des

districts bilingues. Parce que ces endroits compteraient nécessairement des minorités relativement peu nombreuses, il fallait prendre des précautions pour ne pas imposer à l'État central des obligations trop onéreuses, voire inutiles, en matière de bilinguisme.

22. À mon avis, le paragraphe 9(2) n'est aucunement un substitut valable au paragraphe 9(1) lorsqu'il s'agit d'assurer des services dans sa langue à une minorité linguistique officielle. Il n'est au plus qu'un pis-aller commode, conçu pour faire face à des situations marginales et pour assurer la prestation de services dans des endroits où la minorité linguistique officielle est inférieure à dix pour cent de la population totale.

23. D'ailleurs, le Conseil lui-même a délibéré longuement sur la portée des paragraphes 9(1) et 9(2) et a consigné ses conclusions en termes non équivoques. Au paragraphe 154, le rapport dit: «De toute évidence, l'article 9(2) vient compléter l'article 9(1) . . . » Et au paragraphe 157, on lit: «Puisque aucune mesure de ce genre n'a encore été adoptée, nous n'avons pas cru opportun de nous fier au seul article 9(2) et à la seule discrétion des fonctionnaires pour assurer les services bilingues.» Et au paragraphe 158: « . . . nous n'avons pas accepté que l'article 9(2) puisse remplacer l'article 9(1) . . . Toutefois, nous prévoyons qu'à l'occasion on pourrait recourir à l'article 9(2) soit à titre d'alternative, soit à titre de supplément à l'article 9(1); . » Et enfin au paragraphe 162: «Si l'article 9(2) suffisait à lui seul à assurer de façon satisfaisante des services bilingues, le problème devrait aujourd'hui être réglé puisque cet article est en vigueur depuis l'adoption de la Loi en 1969».

24. Toutefois, c'est aux aléas de l'article 9(2) que fut confié le sort de l'importante minorité linguistique de la région métropolitaine de recensement de Montréal. Et dans une expression de bonne conscience, le Rapport dit au paragraphe 721: «En fait, on pourrait croire que notre recommandation supplémentaire assurerait une gamme plus étendue de services bilingues que ne le ferait un district bilingue.» C'est comme si, tout à coup, le contenu du paragraphe 9(2) de la loi offrait une meilleure option de services bilingues que le paragraphe 9(1). Pour les raisons données plus haut, je diffère d'opinion.

25. En fait, si le Conseil avait recommandé que des services bilingues soient assurés à la région métropolitaine de recensement de Montréal par le truchement d'un district bilingue, il aurait offert à cette dernière quelque chose qu'elle n'a pas, c'est-à-dire la garantie, endossée par la loi, que le gouvernement fédéral avait

l'obligation de lui fournir ces services, du moins dans ses bureaux principaux, aussi longtemps que subsisterait le district bilingue avec ses présentes attributions.

26. En proposant que des services bilingues soient assurés en vertu du paragraphe 9(2), le Conseil n'offre rien du tout à Montréal; ou plutôt, il lui offre quelque chose qu'elle possède déjà de plein droit puisque le paragraphe 9(2) est en vigueur, et pour tout le monde, depuis 1969. Une telle recommandation n'est rien de plus qu'une exhortation au gouvernement fédéral de respecter, s'il y a lieu, un article de loi que le Parlement a déjà voté. Et cet article de loi, disons-le une fois de plus, ne donne pas aux minorités linguistiques en matière de services bilingues les mêmes garanties ni la même sécurité que les stipulations du paragraphe 9(1).

27. Je ne veux aucunement prétendre que le paragraphe 9(2) n'a pas son utilité. Au contraire, il a une fonction très précise à remplir. Et j'ai appuyé avec empressement toutes les recommandations du Conseil visant à assurer des services bilingues dans les grands centres urbains et dans les villes capitales. Il serait illusoire toutefois de supposer que le gouvernement fédéral ait nommé un Conseil comme le nôtre uniquement pour se faire dire de mieux appliquer un article de la loi qu'il a lui-même contribué à voter. Mais dans le cas de ces grandes agglomérations où la minorité de langue officielle n'atteignait pas dix pour cent, c'est tout ce que nous pouvions recommander.

28. Il en est autrement des régions et des territoires où cette minorité excédait le dix pour cent réglementaire. Dans ce cas, le Conseil avait la possibilité de se prévaloir du paragraphe 9(1) de la loi et de recommander un district bilingue, qui constitue, à mon avis, une bien meilleure protection des droits linguistiques d'une minorité. Et lorsqu'il s'agit de protéger les droits d'une minorité, je suis persuadé que l'on doit lui accorder la meilleure protection possible.

29. C'est la raison pour laquelle je soutiens que le Conseil n'aurait pas dû faire de discrimination à l'endroit de la minorité anglophone de la région métropolitaine de recensement de Montréal et lui recommander, comme aux autres minorités, la protection supérieure prévue par le paragraphe 9(1) de la loi plutôt que le palliatif envisagé par le paragraphe 9(2).

Services fournis dans le passé

30. Un autre argument utilisé par la majorité des membres du Conseil, et qui revient constamment au

cours du Rapport, allègue qu'il n'est pas nécessaire de créer un district bilingue dans la région métropolitaine de recensement de Montréal puisque la minorité linguistique y a reçu dans sa langue les services fédéraux dans le passé et qu'en toute probabilité elle continuera de les recevoir de la même façon à l'avenir.

31. Un examen minutieux de la Loi sur les langues officielles, ne révèle nulle part que le Conseil consultatif des districts bilingues avait comme mandat de déterminer les endroits où les services fédéraux avaient été fournis dans les deux langues officielles dans le passé et de prédire où ils le seraient à l'avenir. C'est là une des licences d'interprétation que s'est permise la majorité du Conseil avec les conséquences que l'on connaît dans le cas de Montréal.

32. Le Parlement canadien ayant décidé qu'il serait souhaitable d'avoir des districts bilingues au Canada, la loi prévoit la nomination d'un Conseil consultatif dont le rôle consiste essentiellement à faire enquête et, le cas échéant, à soumettre au gouverneur en conseil ses constatations, conclusions et recommandations relatives à la création de districts bilingues ou à la modification des limites de ceux qui existeraient déjà. Et pour accomplir cette tâche, la loi n'a pas énoncé de règles au sujet du degré de bilinguisme dans la prestation des services fédéraux dans un territoire donné, mais plutôt elle impose un minimum de dix pour cent de la minorité linguistique officielle à l'intérieur de ce territoire.

33. Et la loi n'oblige pas le statisticien fédéral à dresser un état des services qui sont fournis dans l'une ou l'autre des langues officielles dans les différentes régions ou districts de recensement du Canada, mais bien un état de la population de chaque province et district de recensement, classés d'après les langues officielles qui sont les langues maternelles parlées par les résidents. Et c'est cet état de la population ainsi répartie que le greffier du Conseil privé doit envoyer au président du Conseil consultatif dès la nomination de ce dernier. Si l'on veut vraiment faire l'interprétation d'un texte, il me semble que ce sont là des indications assez claires quant aux intentions du législateur.

34. Je ne blâme pas le Conseil d'avoir cherché à se renseigner sur la situation qui existait quant à la prestation des services fédéraux dans les deux langues officielles. Ces renseignements ont certes leur utilité dans un travail comme celui du Conseil. Ce que je lui reproche, c'est d'avoir forcé l'interprétation de la loi pour lui faire dire ce qu'elle ne dit pas, selon moi, et intervertir par la suite l'ordre des valeurs.

35. Alors que dans la région de Montréal, le Conseil aurait dû, à mon sens, avoir comme première considération la présence de plus d'un demi-million de la minorité linguistique officielle répondant à tous les principaux critères qui, partout ailleurs, avaient postulé la recommandation de districts bilingues, une majorité du Conseil, dis-je, a choisi de conclure que les services fédéraux avaient été disponibles jusqu'à présent dans la langue de la minorité, qu'ils le seraient probablement à l'avenir et que, par conséquent, la minorité linguistique officielle serait privée de la protection statutaire prévue par l'établissement d'un district bilingue. Je ne puis trouver dans la loi ni dans l'esprit de la loi, pour autant que je puisse les comprendre, rien qui puisse justifier une décision aussi lourde de conséquences.

36. Je ne nie pas non plus que la minorité anglophone de Montréal n'ait pas été bien servie dans sa langue par le gouvernement fédéral. Elle l'a probablement été mieux que toute autre au Canada et je souhaite ardemment que le gouvernement central trouve moyen d'assurer à toutes les minorités linguistiques officielles du pays des services bilingues comparables à ceux dont a bénéficié dans le passé la minorité anglophone de Montréal. Je dis tout simplement qu'en décidant de recommander ou de ne pas recommander un district bilingue dans la région métropolitaine de recensement de Montréal, le Conseil n'avait pas raison de considérer la prestation des services comme la question primordiale.

37. La majorité du Conseil a conclu que les services du gouvernement fédéral, ayant été assurés dans le passé à la minorité officielle dans sa langue, continueraient de l'être à l'avenir. Qu'en sait-elle en réalité? Les droits d'une minorité, en matière de langue comme en tout autre domaine, ne sont jamais trop en sécurité, même quand ils sont protégés par la loi ou par la constitution. Et ce peut être une illusion de s'imaginer qu'en ce domaine le passé est garant de l'avenir et que coutume fait loi. Ceux qui connaissent d'expérience la vie des minorités en savent quelque chose.

38. La minorité acadienne du Nouveau-Brunswick ne fait pas exception et peut invoquer un exemple pertinent. Jusqu'en 1871, cette minorité avait bénéficié d'un régime d'écoles qui ressemblait fort au système d'écoles séparées qui existaient au Québec et en Ontario. Même si la Loi des écoles de paroisses, votée en 1854, ne créait pas d'écoles confessionnelles, les Acadiens avaient réussi à se donner des écoles qui, à toutes fins pratiques, étaient catholiques et françaises mais qui bénéficiaient quand même des deniers publics.

39. En 1871, la Législature du Nouveau-Brunswick vota la Loi des écoles publiques qui décréta que toutes les écoles de la province tombant sous la juridiction du ministère de l'Éducation seraient désormais non confessionnelles. Du jour au lendemain ce fut l'interdiction de tout ce qu'il y avait de religieux dans les écoles. Il s'ensuivit de profonds remous dont le point culminant fut sans doute l'émeute de Caraquet.

40. On contesta devant les tribunaux la validité de la nouvelle loi, alléguant l'article 93(1) de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui accordait aux provinces le droit exclusif de décréter des lois relatives à l'éducation, à condition que «rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'union, par la loi à aucune classe particulière de personnes dans la province, relativement aux écoles séparées». Les requérants évoquèrent l'état de faits qui avait existé dans la province pendant de nombreuses années et firent valoir différents articles de la Loi des écoles de paroisses.

41. La Cour suprême du Nouveau-Brunswick rendit son jugement le 17 juin 1873 (cf Ex parte Renaud, New Brunswick Reports, Pugsley, Vol. 1, p. 273). Le tribunal établit avec force détails que toutes écoles confessionnelles qui pouvaient exister avant 1867 ne jouissaient d'aucun droit ni d'aucune protection légale puisque la Loi des écoles de paroisses ne reconnaissait nullement ce genre d'écoles. La Loi des écoles publiques de 1871 était donc 'intra vires' et la minorité acadienne qui, pendant de longues années, s'était prévaluée d'écoles soi-disant confessionnelles et qui comptait sans doute que ce régime allait se continuer pendant les années à venir, en fut définitivement privée.

42. On interjeta appel de cette décision au Conseil privé de Londres qui entendit la cause en juillet 1874. Il confirma le jugement de la Cour suprême du Nouveau-Brunswick. Ainsi les Acadiens apprirent à leurs dépens, comme bien d'autres minorités, que la coutume constitue un piètre fondement du droit et qu'il est dangereux de s'y fier pour protéger ses droits et ses privilèges. Les Acadiens du Nouveau-Brunswick n'ont jamais par la suite bénéficié d'écoles séparées, comme l'ont fait les citoyens du Québec et de l'Ontario qui avaient eu la prévoyance de se faire protéger par des lois. Et il leur a fallu près d'un siècle de luttes soutenues pour obtenir un régime scolaire conforme à leurs aspirations.

43. D'ailleurs n'existe-t-il pas au Canada des minoritaires qui pendant de longues années ont joui de droits et de privilèges incontestés dans le domaine linguisti-

que et qui, depuis quelques temps, voient ces droits et ces privilèges grugés et plus ou moins compromis? Les coutumes et les précédents poussiéreux résistent mal à la volonté d'une majorité qui décide d'un changement de régime. Et en pareilles circonstances, les minoritaires se sentent beaucoup plus en sécurité lorsque leurs droits sont protégés par une loi ou par la constitution.

Services dans la langue de la minorité

44. Une autre raison fréquemment mise de l'avant par la majorité des membres du Conseil est ce critère, qui est devenu une préoccupation première, et qui visait à assurer *par un moyen quelconque* des services fédéraux dans la langue des groupes linguistiques de la minorité officielle. Ce thème revient avec régularité au cours du Rapport. Au paragraphe 225: «Selon ces membres du Conseil, il importait davantage de chercher à atteindre une certaine égalité dans la prestation de services bilingues aux deux groupes linguistiques officiels que de recommander des districts bilingues pour chacun d'eux chaque fois que la Loi l'autorisait.» Au paragraphe 239: «La majorité des membres du Conseil attache donc beaucoup d'importance à ce que tous les groupes, tant soit peu considérables, d'une minorité officielle reçoivent d'une façon ou d'une autre des services fédéraux dans leur langue.» Et en poussant ce raisonnement à sa conclusion logique, on en arrive à affirmer que Montréal ne saurait «que faire de la protection supplémentaire que lui apporterait un district bilingue» et «qu'il serait superflu de faire une pareille recommandation».

45. Entendons-nous. Tous les membres du Conseil étaient d'accord, à ce que je sache, pour que les services fédéraux soient fournis dans leur langue à tous les groupements importants d'une minorité officielle. Mais ici, il faut faire le partage des responsabilités et bien identifier les tâches. Ce n'est pas à notre Conseil, mais bien au gouvernement canadien, qu'il appartient de dispenser aux citoyens du pays les services fédéraux dans les deux langues officielles. Notre Conseil n'a jamais été chargé de cette mission. Il n'a pas été formé comme un Conseil consultatif sur la prestation des services bilingues mais bien comme Conseil consultatif des districts bilingues. Et répétons une fois de plus que sa première et principale raison d'être était de faire enquête et de recommander au gouvernement central les endroits au Canada qui pouvaient être constitués en districts bilingues. Voilà l'essentiel en ce qui concerne notre Conseil.

46. Mais en faisant subir à la loi de nouvelles contorsions, on a réussi à l'interpréter de façon à déplacer le nœud de la question. À la création de districts bilingues, on a substitué la prestation de services bilingues. Et c'est ainsi qu'en affublant le Conseil de cette vocation empruntée, la majorité de ses membres ont fait de sa fin première, c'est-à-dire la recommandation de districts bilingues, un moyen, parmi d'autres, au service de ce nouvel idéal dont la primauté devenait de plus en plus impérieuse, la prestation de services bilingues aux minorités officielles du Canada.

47. C'est dans le sillage de cette fausse optique, à à mon sens, que l'on a érigé tout l'échafaudage qui a permis de ne pas recommander un district bilingue dans la région métropolitaine de recensement de Montréal, mais plutôt de lui proposer la prestation de services bilingues par «d'autres moyens», qu'elle avait d'ailleurs bien avant l'entrée en scène de notre Conseil, soit les articles 9(2) et 10 de la Loi.

Deux poids, deux mesures

48. Cette conception de son rôle a aussi amené le Conseil à prendre des décisions fort surprenantes pour ne pas dire contradictoires. C'est que la majorité des membres utilisaient des critères différents selon que leurs décisions portaient sur les provinces à majorité anglaise ou sur certaines régions du Québec. De cette dichotomie a surgi une sorte de règle officieuse qui pourrait s'appeler la règle des deux poids deux mesures.

49. C'est ainsi que la région métropolitaine de recensement de Montréal est classée avec les grands centres urbains qui font l'objet d'une recommandation en vertu des articles 9(2) et 10 de la loi, alors qu'elle seule a une minorité linguistique de langue officielle excédant largement le dix pour cent réglementaire, tandis que cette minorité dans tous les autres grands centres urbains est bien au-dessous de dix pour cent.

50. C'est ainsi qu'à Terre-Neuve le Conseil a recommandé la création d'un district bilingue à Labrador-Ouest dont la minorité de langue officielle atteint 10.7 pour cent mais, une fois traversée la frontière, la majorité du Conseil n'a pas accordé le même traitement à Schefferville dont les 965 Anglophones constituaient 29.5 pour cent de la population. Par vote majoritaire, le Conseil s'est également abstenu dans le Québec d'englober dans un district bilingue les deux villes jumelles de Rouyn et Noranda malgré leur 2,870 citoyens de langue maternelle anglaise, soit 10.1 pour cent de la population combinée. Mais il a trouvé tout à fait nor-

mal, en Ontario, d'inclure dans un district bilingue les villes jumelles de Welland et Port Colborne dont les 9,355 Francophones faisaient tout juste 14.2 pour cent de la population.

51. Le comté de Sherbrooke, y inclus la ville du même nom, comptait en 1971 une population de langue anglaise de 11,130 personnes, soit 11 pour cent de la population. De ce nombre la ville de Sherbrooke en revendiquait 6,120, soit 7.6 pour cent de sa population de 80,710. De l'aveu même du Rapport, «nous avons appris que la plupart des bureaux de l'État fédéral étaient situés à Sherbrooke qui était le centre des services non seulement pour le comté mais, apparemment, pour le reste de l'Estrie». (Paragraphe 660.) Partout au Canada, le Conseil s'est efforcé d'inclure dans un district bilingue le centre de distribution des services fédéraux, lorsque la chose était possible. À Sherbrooke, il n'en fut rien. Après avoir annexé au district bilingue envisagé de Huntingdon—Compton la subdivision rurale d'Ascot et la ville adjacente de Lennoxville, le Conseil, par un vote majoritaire, plaça la ville de Sherbrooke sur la liste des grands centres urbains faisant l'objet d'une recommandation sous le chef des articles 9(2) et 10 de la loi.

52. Pourtant, en Ontario, on jouait sur l'autre clavier. On inclut la ville de Sault-Sainte-Marie (minorité francophone de 5.5 pour cent) dans l'éventuel district Laurentien, parce que «si l'on retenait toute la division, Sault-Sainte-Marie ferait partie du district bilingue, et, à notre avis, il était essentiel de l'inclure puisque c'est là qu'étaient établis les services fédéraux les plus importants de la région». (Paragraphe 818.)

53. La ville de Thunder Bay (population francophone de 2.2 pour cent) fut aussi incorporée au district Laurentien qu'on proposait. Une des raisons données, d'ailleurs fort valable est la suivante: «Cependant, vu que bon nombre des bureaux fédéraux de l'endroit et la plupart des bureaux régionaux du district territorial étaient situés dans la ville de Thunder Bay, il nous fallait l'inclure dans le district si nous voulions que notre recommandation ait un certain sens. Si nous avions laissé de côté ce centre métropolitain et que nous nous soyons contentés de former le district bilingue à même les subdivisions de recensement périphériques, nous aurions sans doute contribué à améliorer la situation mais nous aurions manqué notre but principal». (Paragraphe 840.)

54. Deux autres exemples. La ville de Pembroke fut incluse dans le district Laurentien, «pour la raison que Pembroke, centre urbain le plus important du comté,

réunissait 1,680 Francophones et était dotée d'un certain nombre de bureaux fédéraux». (Paragraphe 853.) Pour la même raison on retrouve la ville de Windsor (14,305 Francophones constituant 7.0 pour cent de la population) dans le district proposé de Windsor—Tilbury. Parmi les raisons données, citons les suivantes: «pourtant, il semblait inconcevable de laisser Windsor en dehors d'un district bilingue éventuel puisque cette ville constituait le centre métropolitain où la plupart des résidents de la région obtenaient leurs services fédéraux». (Paragraphe 877.) Et le Conseil «a reconnu qu'il était essentiel d'inclure la ville de Windsor dans un district bilingue éventuel parce que cette ville était dotée d'un si grand nombre de bureaux fédéraux au niveau local et régional». (Paragraphe 889.)

55. Dans son rapport minoritaire, le commissaire Monnin s'est demandé si la crédibilité du Conseil ne serait pas mise en cause par certaines de ses recommandations. Je partage ses craintes. Et si la chose devait se produire, je suis d'avis que l'emploi de cette règle des deux poids deux mesures y aura beaucoup contribué. Personnellement, je la trouve discriminatoire et répréhensible. Son application se concilie mal au sens de la justice et de l'équité dans un pays où tous les citoyens devraient être égaux devant la loi.

Le français en danger dans le Québec

56. Examinons un dernier argument avant de terminer ces remarques. Le Rapport fait état à plusieurs reprises, et avec beaucoup de sérieux, du grave danger qui menacerait présentement la langue française au Québec, danger qui serait grandement accentué par l'établissement d'un district bilingue à Montréal. Cette opinion est assez bien résumée au paragraphe 236 du Rapport où il est dit que presque tous les membres du Conseil reconnurent que «l'existence du français au Québec est menacée et ils n'étaient pas disposés à empirer la situation. Les pressions, nous le savions, seraient plus fortes si l'établissement d'un district bilingue à Montréal venait saper l'usage du français dans ce bastion vital.»

57. Voilà un pilier de taille. S'il est vrai que la langue et la culture d'un peuple sont menacées de disparition, on peut se justifier d'avoir recours aux grands moyens. Mais encore faut-il que la situation soit autre chose qu'un épouvantail. Essayons-donc de voir ce qui en est.

58. Ceux qui vivent en minorité sont habitués depuis longtemps aux déclarations de toute une variété de prophètes de malheur qui leur prédisent avec régularité une disparition de plus en plus imminente. Des anthro-

pologues de tout poil s'évertuent à les examiner, à les analyser et à les diagnostiquer pour conclure avec autorité que c'en est fait de telle minorité et que le moribond n'en a plus pour longtemps. A chaque occasion, ils dissèquent les statistiques avec avidité, mesurant le degré d'assimilation, notant les pertes par-ci par-là, et manifestant une réelle impatience devant l'obstination de certaines minorités qui refusent de disparaître. Ce phénomène n'a donc rien de nouveau.

59. Ce qui est nouveau toutefois, c'est que le Québec est maintenant placé sur la liste des cas critiques. Ainsi notre Rapport, faisant écho aux propos entendus à ce sujet, parle de «l'inquiétude touchant la survivance du français au Québec» et de la «menace de disparition de la langue française au Québec». On y affirme qu'au Québec, c'est «le français plutôt que l'anglais qui a besoin de protection», et que «bien des Francophones pensent qu'au point de vue fonctionnel ils constituent une minorité». Quant aux districts bilingues, on prétend qu'à Montréal son établissement «favoriserait l'usage de l'anglais et, par conséquent, réduirait l'usage du français qui était déjà menacé» et que de façon générale au Québec, «ils augmenteraient le péril qui menace déjà le français». Selon d'autres, «il s'agissait avant tout de conserver le français à Montréal et qu'un district bilingue viendrait contrecarrer cet objectif». Mais de toute façon, «il pourrait avoir une influence adverse sur la situation du français à Montréal en augmentant la pression qui s'exerce déjà sur cette langue».

60. Le plus surprenant, c'est que les mêmes gens, et presque dans le même souffle, donnent aussi comme raison qu'il est inutile d'établir un district bilingue à Montréal, puisque sa création ne changerait rien, les services étant déjà fournis à la minorité officielle dans sa langue. J'arrive mal à comprendre la logique de cet argument qui, d'une part, affirme qu'une chose n'est pas nécessaire parce qu'elle ne change rien à la situation générale et que, d'autre part, son avènement peut constituer une menace à la survie de la langue et de la culture.

61. On peut supposer que cette thèse «du français en danger au Québec» s'inscrit dans le cadre d'une certaine idéologie politique. Et il faut admettre que la thèse peut très bien se soutenir. Il ne fait pas de doute que le Canada français n'est pas dans une position de tout repos au sein de l'Amérique du Nord. Le Rapport fournit à ce sujet des explications élaborées et je n'ai pas à les reprendre. N'importe quel auteur, partisan de cette thèse, pourrait facilement écrire un volume pour illustrer les dangers que constitue pour la langue fran-

çaise l'entourage anglo-saxon. Et un autre auteur pourrait également écrire un volume pour établir que le plus grand danger qui menace la langue française au Québec ne vient pas de l'extérieur mais se situe au cœur même de la collectivité québécoise. Il s'agit de constater avec quelle vigueur de nombreux intellectuels du Québec ont dénoncé la dégradation que l'on a fait subir à la langue française depuis quelques années en voulant l'ériger en une sorte de dialecte national.

62. À mon avis, il s'agit d'une thèse qui repose sur des opinions valables que certaines gens ont le droit de partager et que je respecte. Il ne s'agit pas cependant d'un dogme de foi auquel on doit sacrifier certains principes de base comme la justice et l'équité. Car, après tout, ce n'est pas d'hier que le Québec est en Amérique du Nord et, pour tout observateur impartial, il semble se porter assez bien. Jamais il n'a été aussi vigoureux, agressif et entreprenant dans autant de domaines. Si l'on fait la somme de toutes les réalisations qui s'y sont produites sur les plans culturel et artistique depuis quinze ans, le bilan est des plus impressionnants.

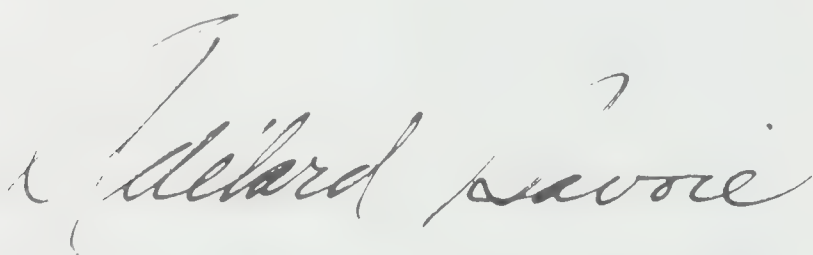
63. Pour ma part, je refuse de faire aux Québécois l'injure de prétendre qu'ils sont à la veille de se laisser assimiler et qu'ils sont en danger de perdre leur langue. Il n'y a rien de plus difficile à tuer qu'une minorité qui ne veut pas mourir. Et le Québec n'est pas une minorité, mais une majorité dynamique qui a dans ses propres mains les instruments de son développement et de son épanouissement, sur le plan de la langue comme sur les autres. Si le Québec se laissait assimiler, ce serait à cause d'une grande abdication nationale. Et l'on ne me fera jamais croire que les Québécois sont de cette race.

64. Dans la mesure où une majorité du Conseil s'est basée sur cette raison pour ne pas recommander un district bilingue à la région métropolitaine de recensement de Montréal, je m'inscris en faux. Je proteste aussi contre cette affirmation inconcevable selon laquelle «ils croyaient que la Loi sur les langues officielles visait à assurer aux deux langues officielles un statut égal et qu'un district bilingue accentuerait la disparité qui existe déjà entre le français et l'anglais en traitant Montréal d'une façon différente de celle des autres grands centres urbains du Canada». (Paragraphe 717.) Cette prémisse est tout ce qu'il y a de plus contestable. Et invoquer la Loi sur les langues officielles pour se justifier de refuser un district bilingue à la région qui comprend la minorité linguistique officielle la plus importante au pays me paraît un argument spécieux et indigne d'un Conseil d'envergure nationale.

65. Il en va de même de cette autre affirmation, selon laquelle il est «inacceptable de proposer un district bilingue à Montréal, la plus grande ville du Canada français tandis qu'il était impossible, à cause de groupes minoritaires inférieurs à dix pour cent, de faire la même recommandation dans le cas d'aucune des grandes villes du Canada anglais.» Et de nouveau, on invoque l'esprit de la loi pour excuser pareille énormité. Faut-il rappeler une dernière fois que la Loi des langues officielles n'a jamais posé comme condition d'un district bilingue la nécessité d'une situation parallèle chez l'autre groupe de langue officielle. Et si l'on ne peut proposer un district bilingue dans la région métropolitaine de recensement de Toronto, où la minorité francophone ne fait que 1.7 pour cent de l'ensemble, je vois mal comment l'on peut invoquer cette situation et se couvrir de l'esprit de la loi pour refuser un district bilingue à la région métropolitaine de recensement de Montréal où la minorité anglophone représente 21.7 pour cent de la population. En poussant ce raisonnement à sa conclusion logique, le Conseil aurait pu se dispenser de recommander un seul district bilingue au Canada, parce qu'il lui était impossible d'en recommander un en Colombie-britannique.

66. Il serait possible de continuer cette analyse des autres raisons mises de l'avant pour appuyer la décision prise au sujet de Montréal et faire voir «l'envers de la médaille». J'estime toutefois que ce texte suffit. N'ayant pu faire accepter mon point de vue au Conseil, il ne me restait qu'à l'exposer au public qui sera le juge de dernière instance. Faisant moi-même partie d'une minorité officielle, j'attache beaucoup d'importance aux droits et aux prérogatives des minorités. Si la minorité francophone à laquelle j'appartiens avait été traitée par le Conseil de la même façon que la minorité anglophone de Montréal, j'aurais protesté avec véhémence. Je proteste non moins fortement en ce qui concerne cette même minorité anglophone de Montréal. Pour moi, c'est une question de justice et d'équité.

Fait à Moncton, Nouveau-Brunswick, ce 15^e jour de juillet 1975.



ADÉLARD SAVOIE

Rapport minoritaire

Eleanor R. Duckworth

Introduction

Mes propositions se fondent sur quelques hypothèses portant sur les intentions de la Loi sur les langues officielles. D'abord, dans un certain sens, la Loi vise à accorder un statut égal aux deux langues officielles. Ce point en soulève un autre: dans quel sens les deux langues doivent-elles avoir un statut égal? Selon moi, il s'agit de deux cadres linguistiques à l'intérieur desquels chacun peut exercer toute la gamme de ses activités au Canada. Cela suppose que les milieux sociaux anglais et français doivent fournir tous les moyens voulus à cette fin à tous les citoyens qui choisiront l'un ou l'autre mode de vie. Cela veut dire qu'en tant que pays le Canada devra continuer de mettre au point, dans le cas de ces deux langues, des cadres institutionnels équivalents.

Bien entendu, la Loi elle-même est beaucoup plus restreinte que cela. Elle ne porte que sur les droits linguistiques des citoyens dans leurs relations avec le gouvernement fédéral. Toutefois, les droits linguistiques individuels n'ont de raison d'être qu'en vertu du cadre linguistique général. Il y a des centaines de milliers de Canadiens dont la langue n'est ni l'anglais ni le français et qui, par conséquent, ne comporte aucune garantie fédérale de survie. Mais, ce qui importe davantage, c'est que *même s'ils* avaient le droit de traiter dans leur propre langue avec le gouvernement fédéral, cela ne voudrait pas dire qu'ils auraient tous les moyens de vivre dans leur propre langue car il serait impossible de leur assurer les institutions qui leur permettraient de le faire. Les droits linguistiques du citoyen sont liés à la possibilité de participation à un milieu social complet dans sa propre langue. Sans cela, affirmer que quelqu'un a droit d'utiliser sa langue ne veut rien dire.

De même, la garantie que le gouvernement fédéral assure à ceux qui parlent les deux langues officielles n'aurait aucun sens à moins que l'intention générale n'ait été d'assurer le maintien et l'élargissement des cadres sociaux à l'intérieur desquels la pleine participation en anglais ou en français est rendue possible.

On peut opter de vivre au Canada dans l'un ou l'autre de ces cadres.

D'un autre côté, le choix de la langue impose des restrictions d'ordre géographique. Nul ne peut s'attendre à jouir de toutes les facilités en anglais s'il décide de s'installer à Rimouski, ou en français, à Victoria.

En s'appuyant sur l'idée des districts bilingues, la Loi sur les langues officielles reconnaît cette réalité. Le gouvernement fédéral va se mettre en mesure de fournir ses services dans les deux langues à ses bureaux principaux, dans la Région de la Capitale nationale, de même que dans quelques districts qui seront déclarés bilingues. La Loi accepte qu'en dehors de ces régions le pays fonctionne essentiellement dans l'une ou l'autre des langues officielles, non dans les deux; par conséquent, en dehors de ces régions, le gouvernement fédéral ne se prépare pas à fonctionner dans les deux langues.

La question que nous avons à décider est de savoir dans quelles régions il est réaliste pour notre pays d'essayer d'être bilingue. Voilà les régions où le gouvernement fédéral devra offrir ses services dans les deux langues.

I—Répartition et utilisation des langues

A. Généralités

Comme le rapport majoritaire le souligne, le recensement de 1971 comportait trois questions sur l'usage des langues officielles.

La question à laquelle tous les Canadiens ont répondu portait sur 1) «la première langue apprise et encore comprise». C'est ce qu'on appelle la langue maternelle. À remarquer que la langue maternelle peut ne pas être la langue d'usage. En fait, on peut ne plus la parler, mais simplement la comprendre.

Seul le grand questionnaire comportait deux autres questions auxquelles n'a répondu qu'un tiers de la population. De cet échantillon on a fait des projections qui donnent des chiffres approximatifs applicables à l'ensemble de la population. Voici ces deux questions: 2) «Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison maintenant?» et 3) «Connaissez-vous assez bien l'anglais ou le français pour soutenir une conversation?»

(Répondez «anglais seulement, français seulement, anglais et français» ou «ni anglais, ni français».)¹

Le rapport majoritaire utilise les chiffres qui portent sur la langue maternelle selon les prescriptions de la Loi sur les langues officielles; il faut nous en tenir à ces chiffres pour déterminer si un district bilingue envisagé répond aux exigences minimales de la Loi. Néanmoins, les données sur la langue maternelle ne sont pas très utiles lorsqu'il s'agit de définir le degré d'utilisation courant de la langue; comme je l'ai indiqué plus haut, bien des gens ne parlent pas leur langue maternelle; nombre d'entre eux ne la connaissent guère. En général, dans mon rapport, lorsque je veux indiquer la situation linguistique actuelle, j'emploierai les données résultant des deux autres questions surtout celle qui a trait à la langue d'usage. Je me servirai toutefois, dans mes recommandations, des données sur la langue maternelle pour me conformer aux dispositions de la Loi.²

Les Tableaux I à III donnent une idée générale de la situation des deux langues officielles au moment du dernier recensement du 1^{er} juin 1971 ainsi qu'une approximation des rapports qui existent entre les trois questions relatives à la langue. Il faut en retenir que près d'un Canadien sur quatre parle habituellement français à la maison et qu'un peu plus de deux Canadiens sur trois parlent habituellement anglais à la maison. Le rapport Anglophones-Francophones est d'environ cinq pour deux. (Dans mon texte, Anglophones et Francophones désignent les gens qui parlent respectivement anglais et français à la maison; il s'agit des chiffres résultant des réponses à la deuxième question mentionnée plus haut. En réalité, en dehors du foyer, surtout au travail, le rapport Anglophones-Francophones serait encore plus élevé).³

¹ Note explicative du Livret d'instructions pour le Recensement du Canada de 1971: «Ne déclarez pas une langue apprise à l'école à moins de pouvoir converser dans cette langue, c'est-à-dire à moins de pouvoir soutenir une conversation assez longue sur divers sujets».

² Au surplus, un renvoi dans le Volume I du Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (p. 18, renvoi 2) propose que le critère minimum d'un district bilingue devrait être dix pour cent de la langue parlée, plutôt que dix pour cent de la langue maternelle. De même, la Loi sur les langues officielles mentionne «langue parlée» par la minorité. Cependant, la question sur la langue maternelle étant le seul critère linguistique sur lequel nous avons des données de recensement à l'époque, c'est la seule définition de la «langue parlée» dont disposaient les législateurs, qu'elle ait répondu ou non à l'intention qu'ils avaient.

³ Brazeau, Jacques et Carlos, Serge, «L'Utilisation du français dans le monde du travail du Québec», Étude E 3, *Études réalisées pour le compte de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*, juillet 1973.

TABLEAU I

Population selon la langue maternelle, Canada, 1971

Anglais.....	12,973,810	(60.2%)
Français.....	5,793,650	(26.9%)
Autres.....	2,800,850	(13.0%)
Total.....	21,568,310	(100.0%)

TABLEAU II

Population selon la langue d'usage, Canada, 1971

Anglais.....	14,446,235	(67.0%)
Français.....	5,546,025	(25.7%)
Autres.....	1,576,050	(7.3%)
Total.....	21,568,310	(100.0%)

TABLEAU III

Population selon les langues officielles, Canada, 1971

Anglais seulement.....	14,469,540	(67.1%)
Français seulement.....	3,879,255	(18.0%)
Anglais, français.....	2,900,155	(13.4%)
Ni anglais, ni français.....	319,360	(1.5%)
Total.....	21,568,310	(100.0%)

Si nous nous bornons, pour le moment, aux données sur la langue d'usage, voici les statistiques par province:

TABLEAU IV

Population selon la langue d'usage par province, 1971

	Total	Anglais	Français	Autres
Terre-Neuve	522,100	517,210	2,295	2,595
Île-du-P.-É.....	111,640	106,795	4,405	440
N.-É.....	788,960	753,725	27,220	8,015
N.-B.....	634,560	430,720	199,080	4,760
Québec.....	6,027,765	887,875	4,870,105	269,785
Ontario.....	7,703,105	6,558,060	352,465	792,580
Manitoba.....	988,245	816,560	39,600	132,085
Sask.....	926,240	832,515	15,930	77,795
Alb.....	1,627,870	1,477,960	22,700	127,210
C.-B.....	2,184,620	2,027,120	11,505	145,995

On sait où habite le plus fort noyau de la population de langue française. Ce qu'il vaut la peine d'explorer, cependant, c'est l'ampleur de la proportion de cette population qui vit au Québec; sa répartition en dehors du Québec et la distribution de la population de langue anglaise au Québec.

B. La population de langue française

Examinons d'abord la répartition des Francophones.

TABLEAU V

Répartition de la population dont la langue d'usage est le français, 1971

Au Québec.....	4,870,105
En dehors du Québec.....	675,920
Total Canada.....	5,546,025

C'est au Québec que vivent 87.8 pour cent des Francophones du Canada.

Nous pouvons aussi conjecturer—et le Tableau IV le confirme—que le gros des Francophones qui vivent hors du Québec habitent les provinces voisines de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Ces derniers apparaissent au Tableau VI.

TABLEAU VI

Répartition de la population dont la langue d'usage est le français, 1971

Au Québec, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.....	5,421,650
Dans le reste du pays.....	124,375
Total, Canada.....	5,546,025

Ainsi, 97.8 pour cent des Francophones canadiens vivent au Québec, en Ontario, et au Nouveau-Brunswick.

Si l'on examine encore de plus près les chiffres du recensement, nous pouvons localiser les groupes francophones en Ontario et au Nouveau-Brunswick. Neuf⁴ des 54 divisions de recensement de l'Ontario réunissent 76.6 pour cent de la population de langue française de cette province (269,995 sur 352,465). Sept⁵ des quinze comtés du Nouveau-Brunswick comptent 96.3 pour cent de la population de langue française de cette province (191,760 sur 199,085). Le Tableau VII présente donc une image plus claire de la situation⁶.

⁴ Cochrane, Glengarry, Nipissing, Ottawa-Carleton, Prescott, Russell, Stormont, Sudbury, Timiskaming.

⁵ Gloucester, Kent, Madawaska, Northumberland, Restigouche, Victoria, Westmorland.

⁶ De même si nous cernons de plus près les chiffres relatifs à Terre-Neuve, nous constatons que même si le nombre de Francophones est très faible, ils se concentrent surtout dans la subdivision de recensement D—Labrador-Ouest, qui longe la frontière orientale du Québec (1,180 sur 2,295).

TABLEAU VII

Répartition de la population dont la langue d'usage est le français, 1971

Au Québec et dans les comtés voisins de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.....	5,331,855
Dans le reste du pays.....	214,170
Total Canada.....	5,546,025

Les Tableaux VI et VII ne portent que sur la répartition des citoyens dont la langue d'usage est le français; ils font voir qu'une très grande partie des Francophones vivent à l'intérieur ou à proximité du Québec.

Le Tableau VIII indique la répartition des citoyens qui ne parlent *que* le français (la troisième question du recensement relative à la langue) et nous trouvons que la situation est encore plus marquée. Des 3,879,255 Canadiens qui ne parlent que le français, 99.1 pour cent habitent cette région centrale.

TABLEAU VIII

Répartition de la population qui ne parle que le français, 1971

Au Québec et dans les comtés voisins de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick.....	3,844,060
Dans le reste du pays.....	35,195
Total Canada.....	3,879,255

C. La population de langue anglaise

Des 14,446,235 Anglophones canadiens, environ 6 pour cent vivent au Québec—887,875 (chiffre à peu près comparable à celui des Francophones qui habitent hors du Québec—675,920). Dans ce cas-ci comme dans celui de la population de langue française hors du Québec, la population de langue anglaise du Québec se concentre en grande partie dans une région assez restreinte. Près des deux tiers, soit 572,675, habitent l'Île de Montréal et l'Île Jésus. Un autre 110,700 vivent en dehors de ces îles, mais à l'intérieur de la région métropolitaine de recensement de Montréal; 74,110 autres sont groupés dans huit comtés⁷ longeant les frontières de l'Ontario et des États-Unis. Ainsi, 85 pour cent des Anglophones de cette province se concentrent dans cette zone restreinte. Le Tableau IX fournit les chiffres voulus.

⁷ Argenteuil, Brome, Compton, Gatineau, Huntingdon, Missisquoi, Pontiac, Stanstead.

TABLEAU IX

Québécois dont la langue d'usage est l'anglais, 1971

Dans la région métropolitaine de recensement de Montréal et huit comtés frontaliers.....	757,500
Dans le reste de la province.....	130,375
Total Québec.....	887,875

D. Trois régions⁸

Le Tableau II indique que 67.0 pour cent des Canadiens parlent habituellement anglais à la maison et que 25.7 pour cent des Canadiens parlent habituellement français à la maison. Nous sommes maintenant en mesure de voir comment se répartit cette population. En fait, le Canada n'est pas un pays bilingue d'un littoral à l'autre. En ce qui a trait aux langues officielles il y a trois régions principales. La première, je l'appellerais le «Québec intérieur» soit toute la province sauf la région métropolitaine de recensement de Montréal et huit comtés frontaliers. C'est le français qui y domine. Une deuxième qui pourrait porter le nom de «zones limitrophes» comprendrait les comtés de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick qui paraissent aux renvois 4 et 5 et qui longent la frontière du Québec ainsi que les parties du Québec mentionnées plus haut qui sont en dehors de la première région. Dans les zones limitrophes, on utilise les deux langues. Enfin, la troisième région est constituée par le reste du pays, à l'est et à l'ouest; c'est l'anglais qui y domine.

Il y a 214,170 Francophones qui vivent dispersés dans la région à prédominance anglaise et 130,375 Anglophones qui habitent le Québec intérieur. (Pour fins de comparaison, notons que 1,576,050 Canadiens dont la langue d'usage n'est ni l'anglais ni le français habitent ces trois régions.)

Le Tableau X illustre cette façon d'envisager la répartition des langues officielles au Canada.

TABLEAU X

Les trois régions linguistiques
Population selon la langue d'usage, 1971

	Français	Anglais	Autres	Total
Le Québec intérieur.....	2,898,875 (94.9%)	130,375 (4.3%)	26,400 (0.9%)	3,055,650 (100.0%)
Les zones anglophones.....	214,170 (1.5%)	12,708,755 (89.6%)	1,256,595 (8.9%)	14,179,520 (100.0%)
Les zones limitrophes.....	2,432,980 (56.1%)	1,607,110 (37.1%)	293,055 (6.8%)	4,333,145 (100.0%)

⁸ Le Dr Don Cartwright, géographe faisant partie du personnel du Conseil consultatif et M. Neil Morrison, secrétaire général du Conseil, ont grandement contribué à cette analyse. C'est le livre de Richard Joy, *Languages in Conflict*, Ottawa, 1967, qui, pour moi, était à l'origine de cette perspective.

Le Tableau XI présente les mêmes chiffres, mais les pourcentages sont appliqués verticalement, ce qui nous permet, par exemple, de constater que seulement 0.9 pour cent des Anglophones du Canada habitent le Québec intérieur ou que près de 44 pour cent des Francophones vivent dans les zones limitrophes.

TABLEAU XI
Les trois régions linguistiques
Population selon la langue d'usage, 1971

	Français	Anglais	Autres
Le Québec intérieur.....	2,898,875 (52.3%)	130,375 (0.9%)	26,400 (1.7%)
Les zones anglophones.....	214,170 (3.9%)	12,708,755 (88.0%)	1,256,595 (79.7%)
Les zones limitrophes.....	2,432,980 (43.9%)	1,607,110 (11.1%)	293,055 (18.6%)
Total.....	5,546,025 (100.0%)	14,446,240 (100.0%)	1,570,050 (100.0%)

Les Tableaux XII et XIII sont parallèles aux Tableaux X et XI, mais ils font voir le nombre de citoyens qui parlent une langue officielle ou l'autre, ou les deux, ou pas une (soit les réponses à la troisième question du recensement mentionnée plus haut). Le pourcentage des unilingues dans les zones limitrophes présente un intérêt particulier—33 pour cent des habitants y sont unilingues français et 30 pour cent, unilingues anglais.

En revanche, le Tableau XIII indique que 99.5 pour cent (90.5 plus 9 pour cent) de tous les unilingues anglais habitent les zones anglophones ou les zones limitrophes; 99.1 pour cent (62 plus 37.1 pour cent) de tous les unilingues français vivent dans le Québec intérieur ou dans les zones limitrophes.

TABLEAU XII
Les trois régions linguistiques
Population selon la langue officielle, 1971

	Français seulement	Anglais seulement	Les deux	Ni l'une ni l'autre	Total
Le Québec intérieur..	2,406,295 (78.7%)	70,860 (2.3%)	569,560 (18.6%)	8,945 (0.3%)	3,055,650 (100.0%)
Les zones anglo- phones	35,195 (0.2%)	13,097,425 (92.4%)	799,600 (5.6%)	247,300 (1.7%)	14,179,520 (100.0%)
Les zones limi- trophes.....	1,437,765 (33.2%)	1,301,255 (30.0%)	1,530,995 (35.3%)	63,115 (1.5%)	4,133,145 (100.0%)

TABLEAU XIII
Les trois régions linguistiques
Population selon la langue officielle, 1971

	Français seulement	Anglais seulement	Les deux	Ni l'une ni l'autre
Le Québec intérieur.....	2,406,295 (62.0%)	70,860 (0.5%)	569,560 (19.6%)	8,945 (2.8%)
Les zones anglophones.....	35,195 (0.9%)	13,097,425 (90.5%)	799,600 (27.6%)	247,300 (77.4%)
Les zones limitrophes.....	1,437,765 (37.1%)	1,301,255 (9.0%)	1,530,995 (52.8%)	63,115 (19.8%)
Total.....	3,879,255 (100.0%)	14,469,540 (100.0%)	2,900,155 (100.0%)	318,360 (100.0%)

II—Les districts bilingues

A. Généralités

Dans les zones limitrophes, les pourcentages des locuteurs des deux langues sont forts, les nombres absolus sont élevés; on y compte de nombreux unilingues de chaque langue et il y a des centres urbains qui fonctionnent dans les deux langues dans la sphère d'activité de chaque collectivité. Il ne fait aucun doute que le gouvernement fédéral devrait être tenu de parler les deux langues dans ces zones et il semblerait raisonnable que cette obligation prenne la forme de districts bilingues à l'intérieur desquels il offrirait des services dans les deux langues officielles dans tous ses bureaux principaux.

Toutefois, en dehors des zones limitrophes, je ne crois pas que la création de districts bilingues soit la meilleure formule. En retour du coût financier et, parfois, politique, les avantages qu'en retirerait le groupe minoritaire seraient négligeables en comparaison des autres contributions que le gouvernement fédéral peut faire.

B. Autres contributions du gouvernement fédéral

Au cours de nos visites, nous avons maintes fois constaté que les deux services considérés comme essentiels par les groupes minoritaires isolés sont l'enseignement ainsi qu'une bonne chaîne de radio et de télévision. Bien entendu l'enseignement relève des provinces et le gouvernement fédéral ne peut y contribuer que de façon indirecte, mais son appui financier à l'enseignement de la langue minoritaire est déjà substantiel. Quant à la radio et à la télédiffusion le rôle du gouvernement fédéral peut être beaucoup plus direct et la Société Radio Canada a annoncé en mars 1974 un programme

d'envergure visant à augmenter ses émissions destinées aux groupes linguistiques minoritaires des deux langues officielles.

Le gouvernement fédéral, par l'entremise du Secrétariat d'État, a aussi adopté d'autres formes de soutien: l'animation sociale et culturelle, des échanges socio-culturels, etc. En élargissant l'éventail des possibilités de participation sociale dans la langue de la minorité, ces méthodes de contribution du gouvernement fédéral peuvent avoir une influence véritable en ce qui touche les droits de la minorité dans ces îlots linguistiques, ce que ses bureaux bilingues ne réussiront tout simplement pas à faire.

Je ne vois pas la nécessité de créer un district bilingue en vue de fournir ce genre d'aide fédérale à un groupe minoritaire. Cette aide existe déjà. De plus, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme qui a proposé la création des districts bilingues dans notre pays n'a laissé entendre d'aucune façon que l'enseignement et la diffusion d'émissions dans la langue de la minorité devraient se confiner aux districts bilingues. La Commission a pensé à bon nombre de petites collectivités minoritaires à l'extérieur des districts qui maintiennent leur propre langue tout en utilisant la langue de la majorité.

III—Les districts proposés

Chacun des districts que je recommande est situé dans ce que j'ai appelé les zones limitrophes. En principe, ils correspondent à une ou deux unités d'administration provinciale—comtés, circonscriptions ou divisions de recensement selon les provinces. L'une des raisons qui m'ont portée à adopter ces limites c'est qu'elles sont faciles à reconnaître. Une autre raison, c'est qu'elles sont à une échelle commode; ainsi les «bureaux principaux» que mentionne la Loi seront accessibles à la population.

Les statistiques linguistiques que fournit la description des districts sont les données sur la langue maternelle (celles qui proviennent des réponses à la première question mentionnée déjà); elles ont pour but de faire voir que le minimum légal de 10 pour cent est respecté dans chaque cas. Pour fins de comparaison et pour présenter un tableau plus juste de l'utilisation de la langue dans chaque district, j'ai ajouté, entre parenthèses, les chiffres relatifs à la langue d'usage, chaque fois que le district envisagé comprend une division de recensement. Les sigles L.M. et

L.d'U., apparaissant dans les descriptions des districts, signifient langue maternelle et langue d'usage, respectivement.

A. *Le Nouveau-Brunswick*

Tout comme mes collègues, je me réjouis du fait que le Nouveau-Brunswick a voté une Loi sur les langues officielles en 1969, se déclarant ainsi province bilingue. C'est un geste extrêmement significatif dans l'histoire récente de cette province.

Cependant, je n'accepte pas la conclusion à laquelle mes collègues sont arrivés de faire de toute la province un district bilingue fédéral.

Dans sa Loi sur les langues officielles, le Nouveau-Brunswick a décidé de *ne pas* désigner de régions géographiques à l'intérieur desquelles il serait soumis à des obligations déterminées. Il a préféré adopter une façon plus souple d'assurer des services bilingues.

Au contraire, le gouvernement fédéral, dans sa Loi sur les langues officielles, a opté pour la création de districts bilingues à l'intérieur desquels il s'impose des obligations très formelles. Si l'on fait du Nouveau-Brunswick un district bilingue fédéral, il n'y aura pas moyen de distinguer les obligations qui existent à Moncton ou à Edmundston de celles qu'il y aurait à Saint-Stephen ou à Sussex. La tâche du Conseil consultatif des districts bilingues consiste à localiser les populations des deux langues officielles en vue de proposer des régions où l'on devrait assurer des services bilingues. À mon avis, si nous ne faisons pas cela au Nouveau-Brunswick, nous jetons des doutes sur toute la notion de districts bilingues formellement délimités. On pourrait même aller jusqu'à dire que les données générales pour le Canada satisfont aux exigences de la loi, par conséquent, tout le Canada devrait devenir district bilingue.

Ces chiffres globaux qui s'appliquent aux langues officielles au Nouveau-Brunswick correspondent d'assez près à ceux de l'ensemble du pays—68 pour cent d'Anglophones au Nouveau-Brunswick, 67 pour cent au Canada, 31 pour cent de Francophones au Nouveau-Brunswick et 26 pour cent au Canada.

Le Tableau X indiquait les concentrations de population dans le pays; le Tableau XIV fait la même chose pour le Nouveau-Brunswick.

TABLEAU XIV
Population selon la langue d'usage au
Nouveau-Brunswick, 1971

	Français	Anglais	Autre	Total
Madawaska.....	33,155 (94.9%)	1,800 (5.1%)	20 (0.1%)	34,975 (100.0%)
6 comtés limitrophes ⁹	158,605 (51.0%)	149,380 (48.0%)	2,980 (1.0%)	310,965 (100.0%)
Le reste de la province....	7,325 (2.5%)	279,540 (96.9%)	1,750 (0.6%)	288,615 (100.0%)

À partir de ce Tableau, il serait relativement facile de désigner les régions où l'on devrait assurer des services bilingues.

Le rapport majoritaire déclare que bon nombre de bureaux principaux du gouvernement fédéral sont situés à Saint-Jean et à Fredericton et que ces villes devraient faire partie d'un district bilingue.

Il y a toutefois l'envers de la médaille. La seule obligation que s'impose le gouvernement fédéral est d'assurer des services bilingues dans les bureaux principaux faisant partie d'un district bilingue. Si le Nouveau-Brunswick tout entier ne constitue qu'un seul district bilingue, la plupart des bureaux principaux resteront à Saint-Jean et à Fredericton. On pourrait alors arguer que cette obligation serait remplie si l'on confinait les services à ces deux villes. Cette mesure, bien entendu, profiterait beaucoup moins à la population acadienne que si l'on assurait les services au niveau local. Ainsi, le fait de déclarer toute la province district bilingue rend un mauvais service à la population acadienne.

Bien sûr, on peut espérer que l'application de cette recommandation sera plus raisonnable que cela. Toutefois, elle a d'autant plus de chance de l'être que la recommandation elle-même le sera, c'est-à-dire si les régions désignées comme districts bilingues correspondent à des secteurs où les deux langues sont utilisées. Le gouvernement fédéral a toutes les raisons de fournir des services bilingues dans ses bureaux principaux au Nouveau-Brunswick, même si ces derniers ne sont pas situés dans un district bilingue. L'article 9(2) de la Loi (cité dans le Rapport majoritaire) me semble pourvoir à cette fin de manière satisfaisante.

⁹ Gloucester, Kent, Northumberland, Restigouche, Victoria, Westmorland.

Voici les districts bilingues fédéraux que je recommande au Nouveau-Brunswick.

1. Gloucester

a. description

le district bilingue de Gloucester comprend la division de recensement de Gloucester.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Gloucester, division.....	74,750	12,615 16.9%	(14,130) (18.9%)	61,875 82.8%	(60,525) (81.0%)
Total.....	74,750	12,615 16.9%	(14,130) (18.9%)	61,875 82.8%	(60,525) (81.0%)

* L.M. : langue maternelle.

† L.d'U. : langue d'usage.

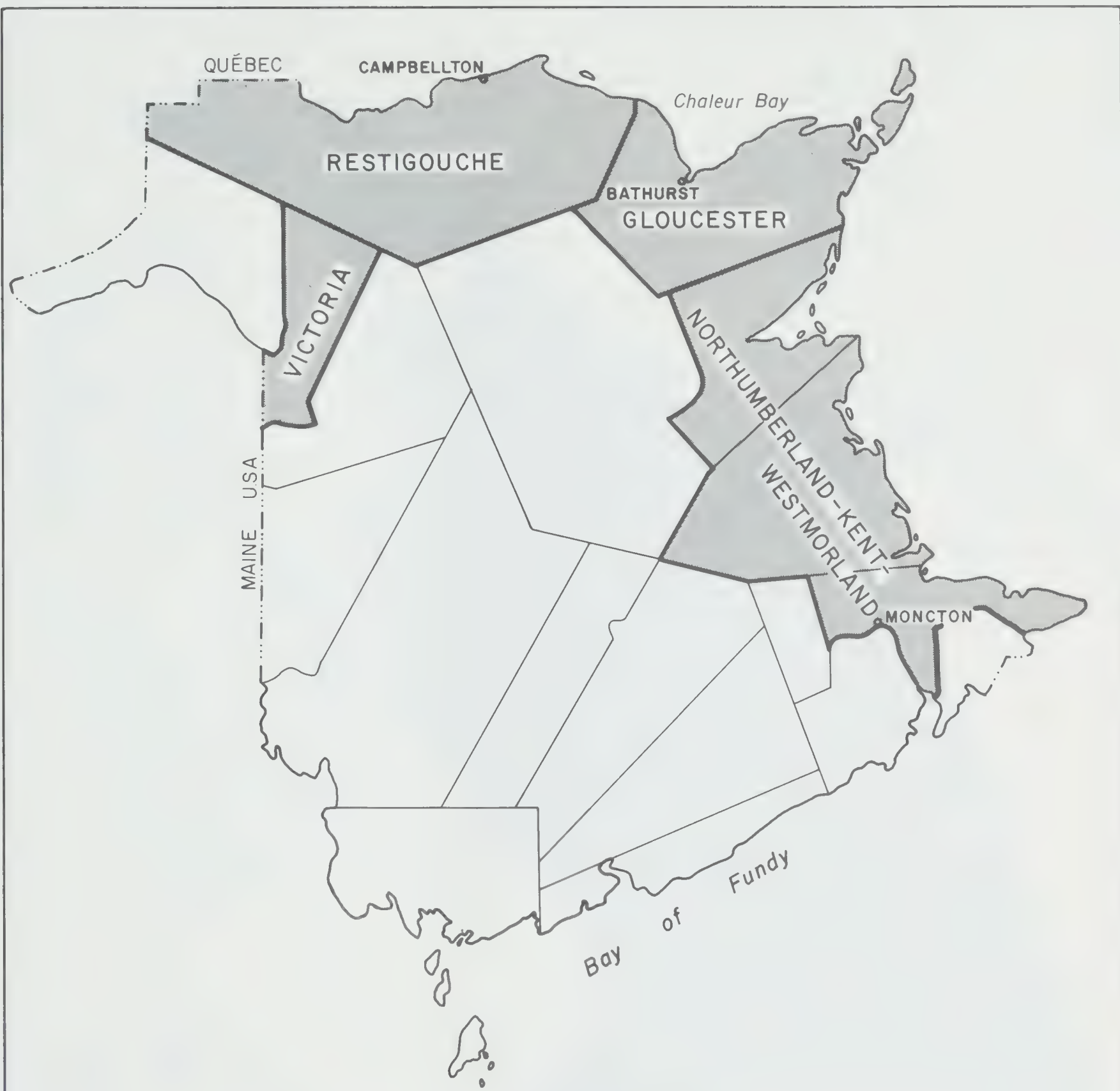
c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Gloucester se situe dans la circonscription électorale fédérale de Gloucester et dans une partie de la circonscription électorale provinciale de Restigouche; il se situe dans les circonscriptions électorales provinciales de Bathurst, Caraquet, Nepisiquit—Chaleur, Nigadoo—Chaleur, Shippegan-Les-Îles et Tracadie.

2. Northumberland—Kent—Westmorland

a. description

le district bilingue de Northumberland—Kent—Westmorland comprend la division de recensement de Kent; les subdivisions de recensement d'Alnwick, Chatham, Glenelg, Hardwicke, Nelson, Newcastle, et Rogersville, les villes de Chatham et de Newcastle ainsi que les villages de Douglastown, Loggieville, Neguac, Nelson Miramichi et Rogersville dans la division de recensement de Northumberland; de même que les subdivisions de recensement de Botsford, Dorchester, Moncton et Shediac, la cité de Moncton, les villes de Dieppe et Shediac, les villages de Cap-Pelé, Chartersville, Dorchester, East Shediac, Lewisville, Saint-Anselme et Saint-Joseph dans la division de recensement de Westmorland.



PROVINCE OF
NEW BRUNSWICK

Federal Bilingual Districts
LEGEND

Districts Recommended
Census Division

PROVINCE DU
NOUVEAU-BRUNSWICK

Districts bilingues fédéraux
LÉGENDE

Districts recommandés
Division de recensement

Miles 20 0 20 40 60 80 100 Milles

GLOUCESTER

Federal Bilingual District

LEGEND

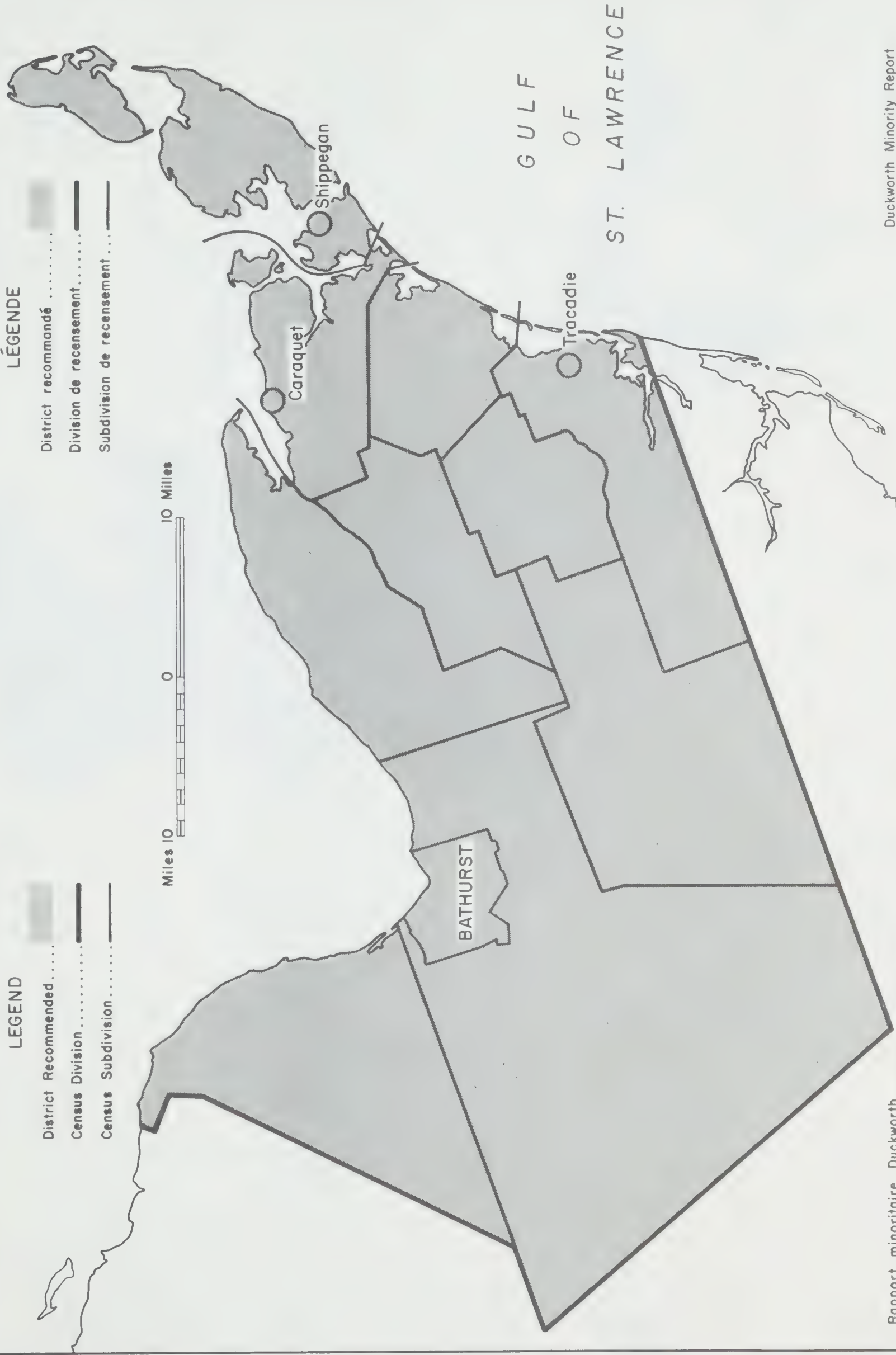
- District Recommended.....
- Census Division.....
- Census Subdivision.....

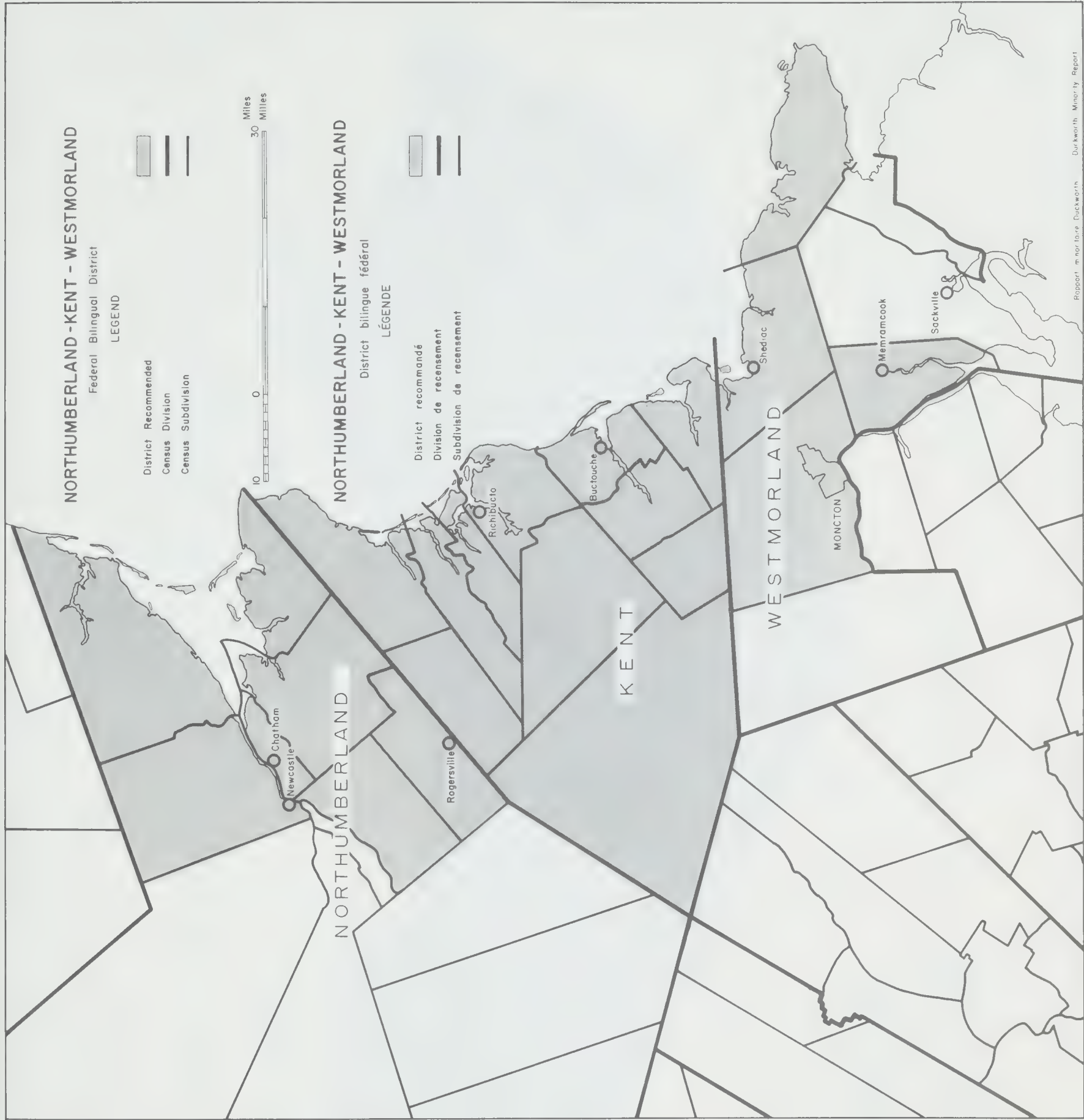
GLOUCESTER

District bilingue fédéral

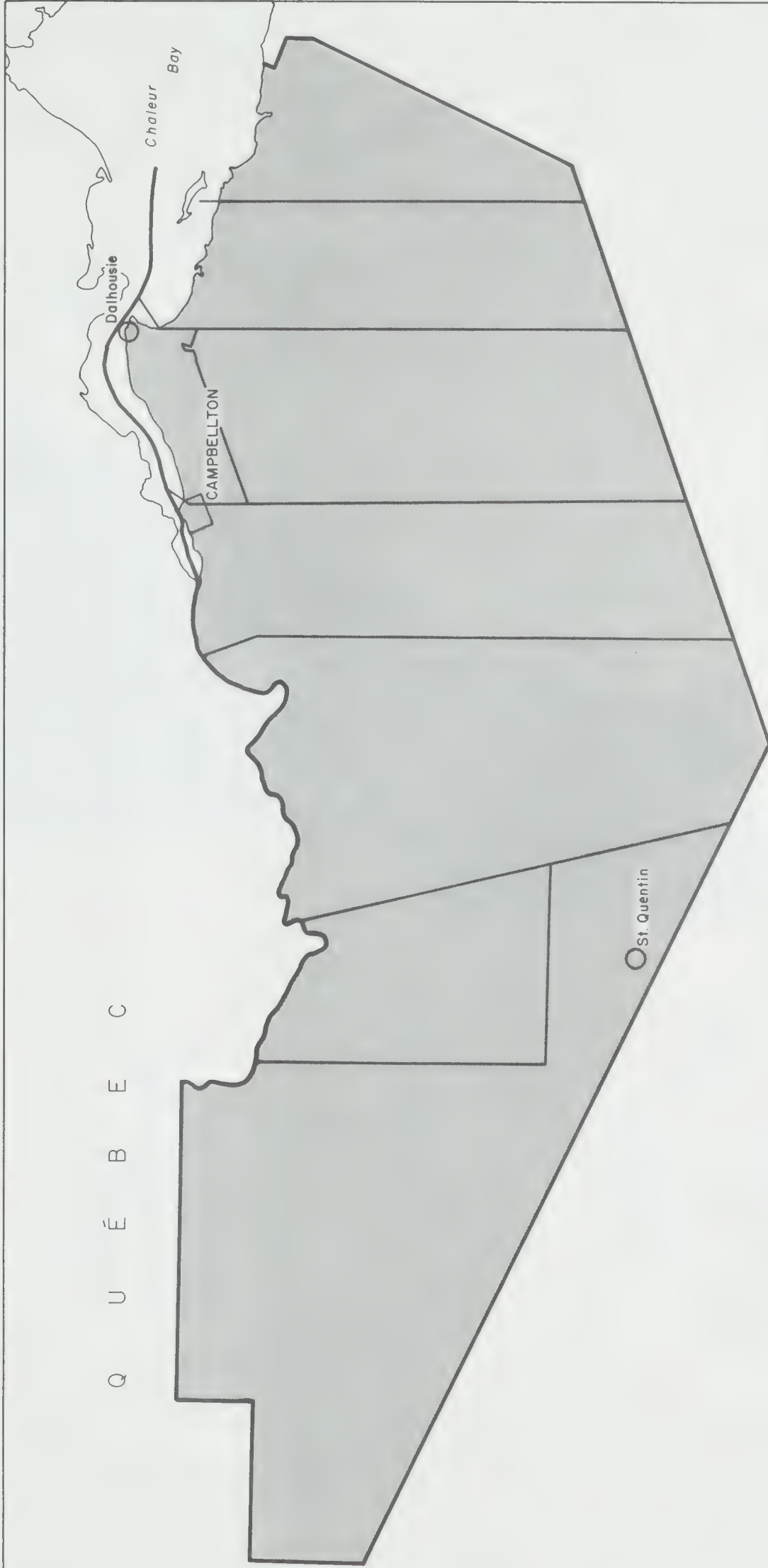
LÉGENDE

- District recommandé.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....





Q U É B E C



RESTIGOUCHE

Federal Bilingual District

LEGEND

- District Recommended
- Census Division
- Census Subdivision



RESTIGOUCHE

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé
- Division de recensement
- Subdivision de recensement

VICTORIA

Federal Bilingual District

LEGEND

District Recommended....

Census Division.....

Census Subdivision.....



VICTORIA

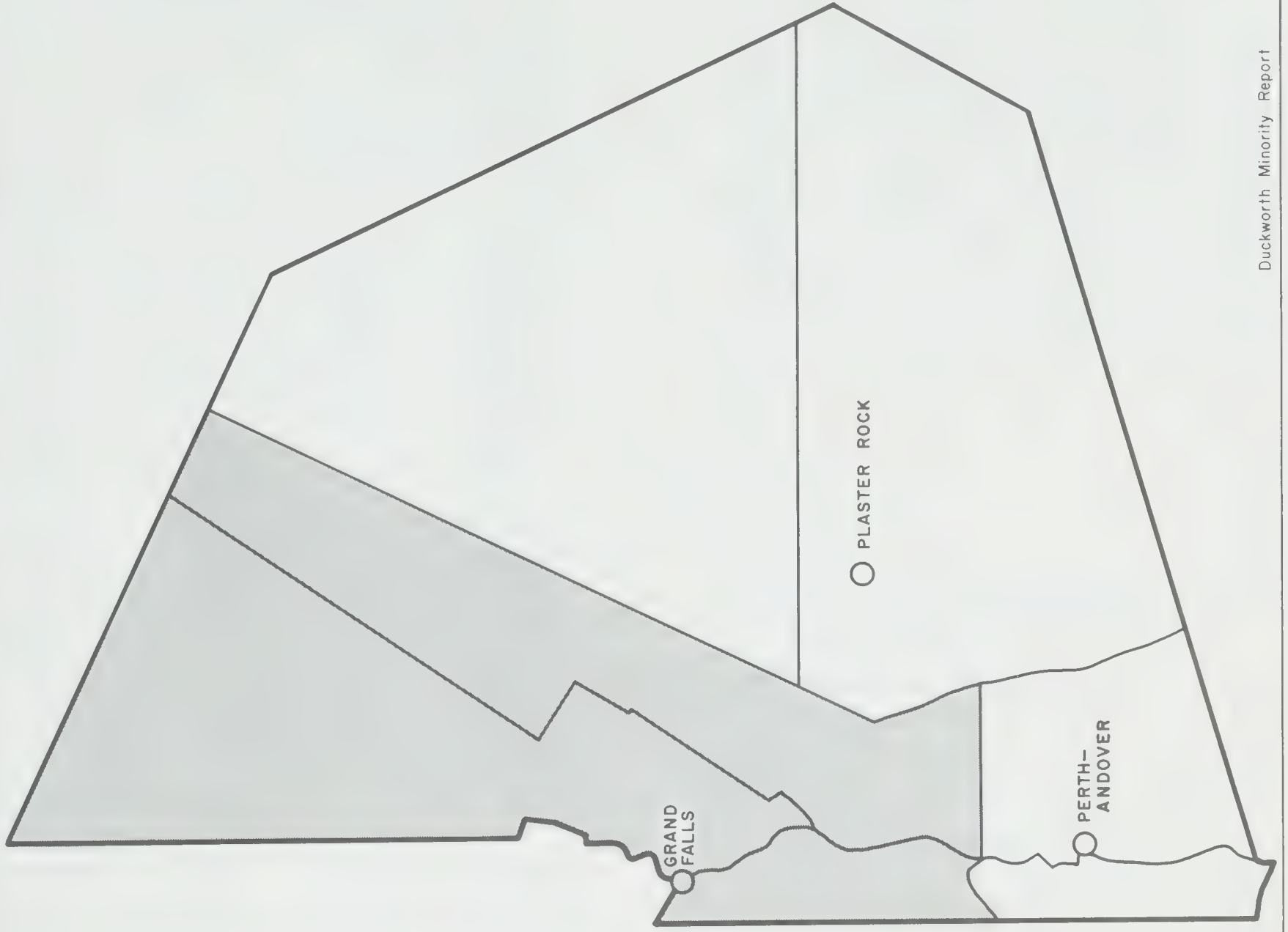
District bilingue fédéral

LÉGENDE

District recommandé

Division de recensement.....

Subdivision de recensement.....



b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Kent, division.....	24,900	3,640 14.6%	(3,985) (16.0%)	20,265 81.4%	(19,975) (80.2%)
Northumberland, division (part.)					
subdivisions					
Alnwick.....	5,685	1,150 20.2%		4,515 79.4%	
Chatham.....	3,010	2,485 82.6%		510 16.9%	
Glenelg.....	1,955	1,855 94.9%		90 4.6%	
Hardwicke.....	2,660	760 28.6%		1,895 71.2%	
Nelson.....	1,010	975 96.5%		30 3.0%	
Newcastle.....	2,220	1,475 66.4%		735 33.1%	
Rogersville.....	1,370	35 2.6%		1,340 97.8%	
villes					
Chatham.....	7,830	7,065 90.2%		700 8.9%	
Newcastle.....	6,460	5,825 90.2%		565 8.7%	
villages					
Douglastown.....	635	610 96.1%		25 3.9%	
Loggieville.....	875	805 92.0%		70 8.0%	
Neguac.....	1,500	80 5.3%		1,415 94.3%	
Nelson Miramichi.....	1,580	1,475 93.4%		100 6.3%	
Rogersville.....	1,080	30 2.8%		1,050 97.2%	
Westmorland, division (part.)					
subdivisions					
Botsford.....	2,960	1,635 55.2%		1,295 43.8%	
Dorchester.....	4,845	705 14.6%		4,125 85.1%	
Moncton.....	6,930	5,480 79.1%		1,380 19.9%	
Shediac.....	6,705	1,195 17.8%		5,495 82.0%	
cité					
Moncton.....	47,890	31,015 64.8%		16,260 34.0%	
villes					
Dieppe.....	4,275	1,325 31.0%		2,930 68.5%	
Shediac.....	2,205	315 14.3%		1,875 85.0%	
villages					
Cap-Pelé.....	2,085	35 1.7%		2,040 97.8%	
Chartersville.....	320	155 48.4%		165 51.6%	
Dorchester.....	1,200	1,025 85.4%		165 13.8%	
East Shediac.....	585	75 12.8%		510 87.2%	
Lewisville.....	3,710	2,445 65.9%		1,230 33.2%	
Saint-Anselme.....	1,150	155 13.5%		995 86.5%	
Saint-Joseph.....	690	35 5.1%		655 94.9%	
Total.....	148,320	73,860 49.8%		72,425 48.8%	

* L.M.: langue maternelle.

† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Northumberland—Kent—Westmorland se situe dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Moncton, Northumberland—Miramichi et Westmorland—Kent; il se situe dans les circonscriptions électorales provinciales de Bay du Vin, Kent-Sud, Kent-Centre, Kent-Nord, Memramcook, Baie Miramichi, Moncton-Est, Moncton-Nord, Moncton-Ouest et Shediac, et dans une partie de la circonscription électorale provinciale de Peti-codiac.

3. Restigouche

a. description

le district bilingue de Restigouche comprend la division de recensement de Restigouche.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Restigouche, division.....	41,290	16,405 39.7%	(17,815) (43.1%)	24,680 59.8%	(23,395) (56.7%)
Total.....	41,290	16,405 39.7%	(17,815) (43.1%)	24,680 59.8%	(23,395) (56.7%)

* L.M.: langue maternelle.

† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Restigouche se situe dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Restigouche, et dans les circonscriptions électorales provinciales de Campbellton, Dalhousie, Restigouche-Est et Restigouche-Ouest.

4. Victoria

a. description

le district bilingue de Victoria comprend les subdivisions de recensement de Denmark, Drummond et Grand Falls, la ville de Grand Falls, et le village de Drummond dans la division de recensement de Victoria.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Victoria, division (part.)					
subdivisions					
Denmark.....	1,730	1,255		285	
		72.5%		16.5%	
Drummond.....	2,215	145		2,075	
		6.5%		93.7%	
Grand Falls.....	1,645	1,190		445	
		72.3%		27.1%	
ville					
Grand Falls.....	4,515	935		3,540	
		20.7%		78.4%	
village					
Drummond.....	635	10		630	
		1.6%		99.2%	
Total.....	10,740	3,535		6,975	
		32.9%		64.9%	

* L.M. : langue maternelle.

† L.d'U. : langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Victoria se situe dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Madawaska—Victoria; il se situe dans la circonscription électorale provinciale de Grand Falls et une partie de la circonscription électorale provinciale de Victoria—Tobique.

À noter que Madawaska ne fait pas partie de ma recommandation. Je crois que le gouvernement fédéral n'a pas à doubler ses services en anglais puisque la population est à 94.8 pour cent de langue française.

B. Québec

Il est vrai que je propose cinq districts bilingues au Québec, mais je pourrais n'en recommander aucun. Les droits de chaque Francophone du Canada reposent essentiellement sur la force du milieu français du Québec. Si cette société cesse d'être florissante, aucun Canadien ne pourra vivre sa vie en français. Il serait insensé de chercher à protéger les droits des minorités françaises hors du Québec et en même temps de miner la position du français langue de travail et de communication au Québec. Ce serait violer l'intention de la Loi sur les langues officielles.

Je crois néanmoins que la création de districts bilingues dans les régions que je retiens ne contribuera pas à affaiblir les communautés de langue française

en cause. Ce sont des endroits où les Anglophones sont nombreux et où l'on utilise déjà les deux langues. Ainsi, recommander que le gouvernement fédéral continue de fournir ses services dans les deux langues ne ferait que reconnaître l'état de fait actuel.

Dans le cas de Montréal, je suis d'accord avec la majorité des membres du Conseil: un district bilingue n'est pas une formule appropriée. Il serait inutile de faire un district bilingue de toute la région métropolitaine de recensement car il faudrait encore chercher à définir les limites des secteurs réellement bilingues qui s'y trouvent. D'autre part, morceler la ville à cette fin semblerait déformer toute cette idée. Selon moi, une application judicieuse de l'article 9(2) de la Loi s'impose.

Toutefois, je rejette l'avis de la majorité des membres du Conseil voulant qu'on offre des services bilingues «dans tous ses bureaux situés dans la région métropolitaine de recensement de Montréal qui font affaire avec le public». (Par. 724) Cette recommandation me semble mal venue. (Après tout, il serait plus honnête de proposer que Montréal devienne district bilingue).

Au lieu de cela, je propose qu'on examine les secteurs desservis par les bureaux du gouvernement fédéral en vue de déterminer quels sont ceux qui ont besoin de services bilingues. Il y a de vastes quartiers à prédominance francophone où il ne serait pas raisonnable de s'attendre à ce que le gouvernement fédéral assure des services dans les deux langues. Par exemple, toutes les subdivisions de recensement de Verchères, L'Assomption et Beauharnois, comprises dans la région métropolitaine de recensement de Montréal sont essentiellement de langue française. De même dans l'île de Montréal on compte de grandes subdivisions francophones comme l'indique le rapport majoritaire.

Je propose que le Conseil du Trésor fasse cette étude, qu'il transmette ses constatations et ses instructions à chaque ministère fédéral et qu'il en informe le Commissaire aux langues officielles afin que celui-ci puisse exercer la surveillance nécessaire.

De plus, je voudrais faire remarquer que le mécanisme d'application de l'article 9(2) est exactement le même que celui de l'article 9(1), c'est-à-dire que le Commissaire aux langues officielles loge une plainte devant le Parlement dans tous les cas où il découvre qu'un ministère fédéral n'offre pas les services requis. Ainsi, dès qu'il est établi qu'il y a lieu de fournir des services bilingues, et que le Commissaire en est prévenu, sa surveillance peut être tout aussi minutieuse et efficace que s'il s'agissait de districts bilingues.

PROVINCE OF
QUEBEC

Federal Bilingual Districts

LEGEND

Districts Recommended
Division Division

PROVINCE DE
QUÉBEC

Districts bilingues fédéraux

LÉGENDE

Districts recommandés
Division de recensement

Miles 100 0 100 200 Miles

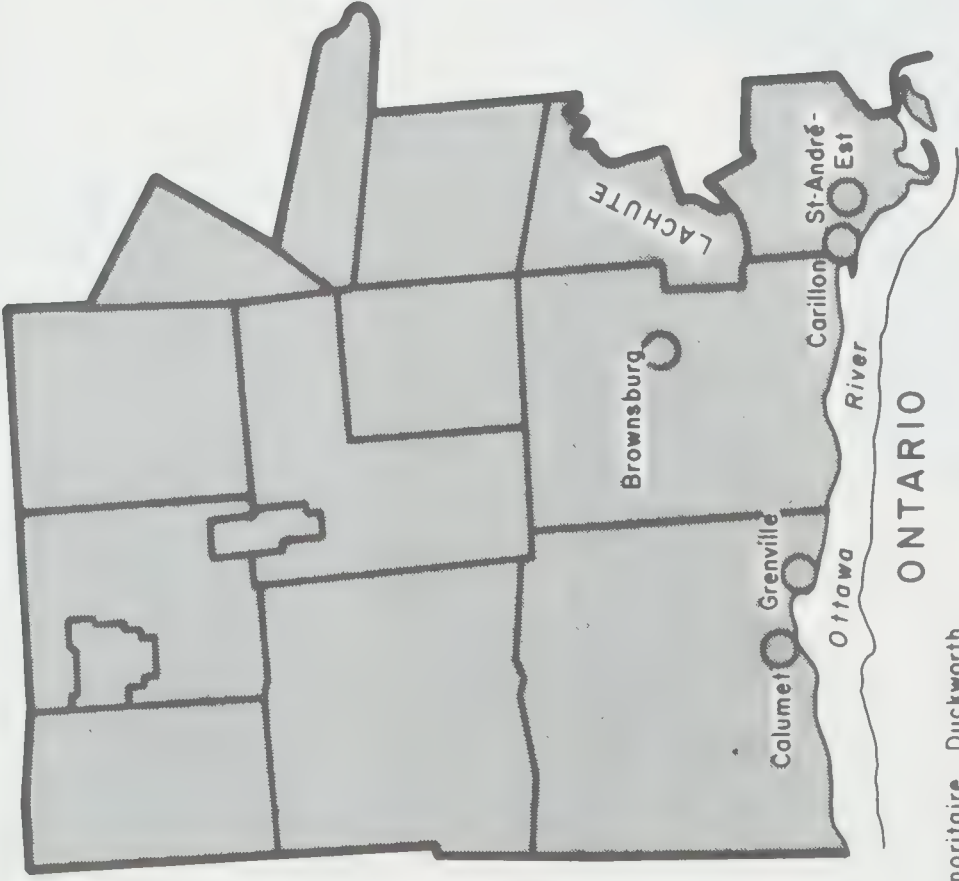
TERRITOIRE DU

ARGENTEUIL

Federal Bilingual District

LEGEND

- District Recommended
- Census Division.....
- Census Subdivision



ARGENTEUIL

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....

BROME-MISSISQUOI

Federal Bilingual District

LEGEND

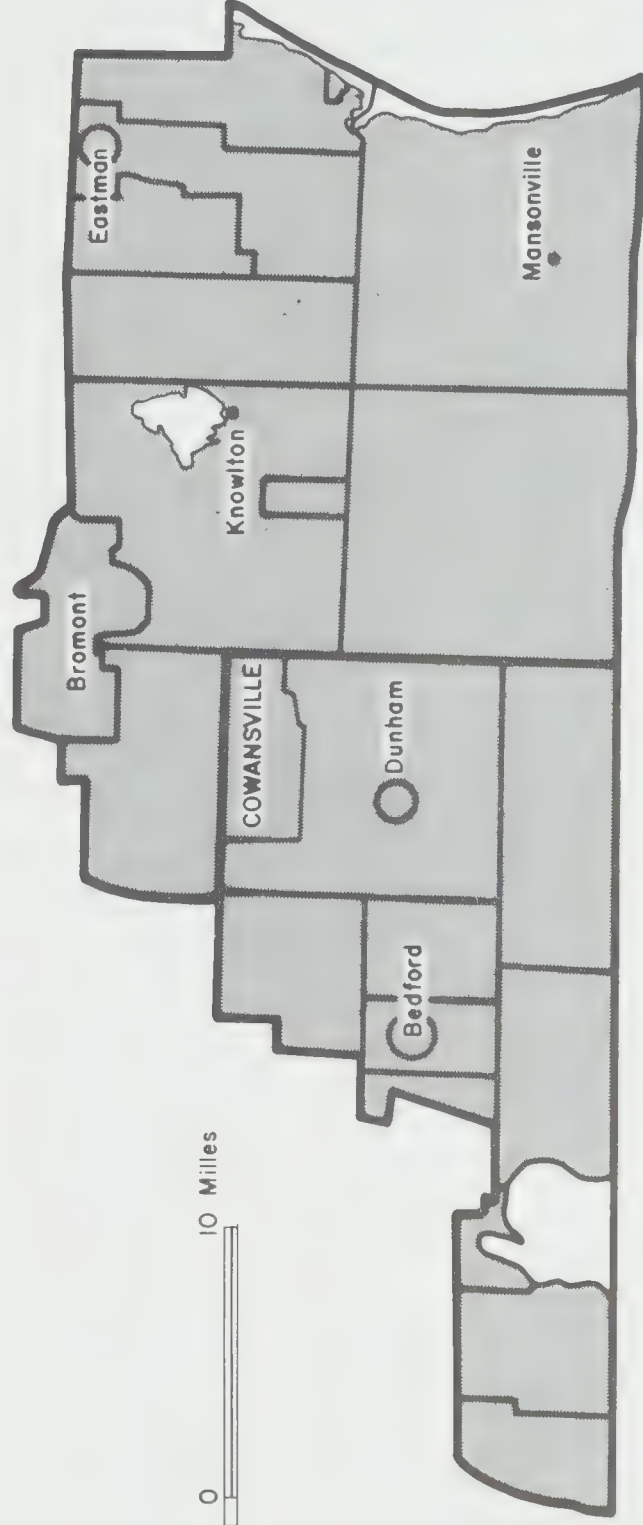
- District Recommended.....
- Census Division.....
- Census Subdivision.....

BROME-MISSISQUOI

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....



Les districts que je propose au Québec ressemblent d'assez près à ceux que retient la majorité des membres du Conseil; il s'agit de zones limitrophes.

Voici donc les districts bilingues que je recommande au Québec.

1. Argenteuil

Vu que la population de langue anglaise de Deux-Montagnes est englobée dans la région métropolitaine de recensement de Montréal et qu'on en tient compte ailleurs, je diffère de l'avis de la majorité en ce que je borne ma recommandation au seul comté d'Argenteuil.

a. description

le district bilingue d'Argenteuil comprend la division de recensement d'Argenteuil.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Argenteuil, division.....	31,320	8,870	(9,335)	22,025	(21,795)
		28.3%	(29.8%)	70.3%	(69.6%)
Total.....	31,320	8,870	(9,335)	22,025	(21,795)
		28.3%	(29.8%)	70.3%	(69.6%)

* L.M.: langue maternelle.
† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue d'Argenteuil se situe dans une partie de la circonscription électorale fédérale d'Argenteuil—Deux-Montagnes et dans une partie du district électoral provincial d'Argenteuil.

2. Brome—Missisquoi

Ce district, tout comme les districts 3 et 5, correspond à certaines parties du district unique que propose le Rapport majoritaire. Les quelques légères différences qu'il peut y avoir dans nos recommandations reflètent ce que je crois être une description plus fidèle des frontières linguistiques. J'ai aussi essayé de restreindre les districts à des proportions acceptables par les gens qui y vivent et plus faciles à organiser du point de vue administratif.

a. description

le district bilingue de Brome—Missisquoi comprend la division de recensement de Brome; les

subdivisions de recensement de Bedford, Dunham, Frelighsburg, Saint-Armand-Ouest, Saint-Georges-de-Clarenceville, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Saint-Thomas, Stanbridge, Stanbridge Station et Venise-en-Québec, les villes de Bedford et Cowansville ainsi que les villages de Clarenceville, Dunham, Frelighsburg et Philipsburg dans la division de recensement de Missisquoi.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Brome, division.....	15,310	7,690	(8,270)	7,095	(6,775)
		50.2%	(54.0%)	46.3%	(44.2%)
Missisquoi, division (part.)					
subdivisions					
Bedford.....	595	205		370	
		34.5%		62.2%	
Dunham.....	1,735	585		1,100	
		33.7%		63.4%	
Frelighsburg.....	690	140		525	
		20.3%		76.1%	
Saint-Armand-Ouest.....	945	305		585	
		32.3%		61.9%	
Saint-Georges-de-Clarenceville.....	555	235		290	
		42.3%		52.3%	
Saint-Ignace-de-Stanbridge.....	835	140		680	
		16.8%		81.4%	
Saint-Thomas.....	540	230		260	
		42.6%		48.1%	
Stanbridge.....	885	575		265	
		65.0%		29.9%	
Stanbridge Station.....	415	55		345	
		13.3%		83.1%	
Venise-en-Québec.....	505	80		395	
		15.8%		78.2%	
villes					
Bedford.....	2,785	645		2,090	
		23.2%		75.0%	
Cowansville.....	11,920	2,190		9,575	
		18.4%		80.3%	
villages					
Clarenceville.....	340	200		125	
		58.8%		36.8%	
Dunham.....	485	110		375	
		22.7%		77.3%	
Frelighsburg.....	345	45		295	
		13.0%		85.5%	
Philipsburg.....	390	150		220	
		38.5%		56.4%	
Total.....	39,275	13,580		24,590	
		34.6%		62.6%	

* L.M.: langue maternelle.
† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Brome—Missisquoi se situe dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Brome—Missisquoi et Shefford, ainsi que dans une partie des districts électoraux provinciaux de Brome—Missisquoi et Iberville.

3. Huntingdon—Châteauguay

a. description

le district bilingue de Huntingdon—Châteauguay comprend les subdivisions de recensement de Saint-Antoine-Abbé partie nord-est, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Malachie-d'Ormstown et Très-Saint-Sacrement, ainsi que les villages de Howick, Ormstown et Saint-Chrysostome dans la division de recensement de Châteauguay; et la division de recensement de Huntingdon.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Châteauguay, division (part.)					
subdivisions					
Saint-Antoine-Abbé, partie nord-est.....	310	5		305	
		1.6%		98.4%	
Saint-Jean-Chrysostome.....	1,345	180		1,155	
		13.4%		85.9%	
Saint-Malachie-d'Ormstown.....	2,035	805		1,160	
		39.6%		57.0%	
Très-Saint-Sacrement.....	1,445	845		580	
		58.5%		40.1%	
villages					
Howick.....	575	285		285	
		49.6%		49.6%	
Ormstown.....	1,520	710		795	
		46.7%		52.3%	
Saint-Chrysostome.....	1,075	30		1,045	
		2.8%		97.2%	
Huntingdon, division.....	15,360	6,050	(7,235)	8,155	(7,885)
		39.4%	(47.1%)	53.1%	(51.3%)
<hr/>					
Total.....	23,665	8,910		13,480	
		37.7%		57.0%	

* L.M.: langue maternelle.
† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Huntingdon—Châteauguay se situe dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Beauharnois—Salaberry et Saint-Jean, ainsi que dans une partie du district électoral provincial de Huntingdon.

4. Pontiac

Vu que la plus grande partie de la population de langue anglaise de Gatineau est englobée dans la Région de la Capitale nationale, ma recommandation diffère de celle du Rapport majoritaire en ce qu'elle se limite au comté de Pontiac.

a. description

le district bilingue de Pontiac comprend les subdivisions de recensement d'Alleyne & Cawood,

Bristol, Chichester, Clarendon, Dorion, Grand-Calumet, Isle-aux-Allumettes partie est, Isle-des-Allumettes, Leslie Clapham & Huddersfield, Litchfield, Mansfield & Pontefract, Rapides-des-Joachims, Sheen Esher Aberdeen & Malakoff, Thorne, Waltham & Bryson, les villages de Bryson, Campbell's Bay, Chapeau, Fort-Coulange, Portage-du-Fort, et Shawville, et, en tout ou en partie, le secteur de dénombrement (S.D.) n° 211 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n° 340 (Pontiac) dans la division de recensement de Pontiac.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Pontiac, division (part.)					
subdivisions					
Alleyn & Cawood.....	165	140		25	
		84.8%		15.2%	
Bristol.....	1,020	935		70	
		91.7%		6.9%	
Chichester	565	480		80	
		85.0%		14.2%	
Clarendon.....	1,640	1,555		65	
		94.8%		4.0%	
Dorion.....	345	—		345	
		—		100.0%	
Grand-Calumet.....	1,035	270		755	
		26.1%		72.9%	
Isle-aux-Allumettes partie est.....	390	305		80	
		78.2%		20.5%	
Isle-des-Allumettes.....	640	300		345	
		46.9%		53.9%	
Leslie, Clapham & Huddersfield.....	1,015	495		485	
		48.8%		47.8%	
Litchfield.....	670	495		155	
		73.9%		23.1%	
Mansfield & Pontefract.....	1,820	250		1,560	
		13.7%		85.7%	
Rapides-des-Joachims.....	230	150		75	
		65.2%		32.6%	
Sheen, Esher, Aberdeen & Malakoff.....	195	185		5	
		94.9%		2.6%	
Thorne.....	295	225		10	
		76.3%		3.4%	
Waltham & Bryson.....	490	385		110	
		78.6%		22.4%	
villages					
Bryson.....	810	410		390	
		50.6%		48.1%	
Campbell's Bay.. ..	1,185	710		470	
		59.9%		39.7%	
Chapeau.....	535	360		175	
		67.3%		32.7%	
Fort-Coulonge.....	1,785	260		1,520	
		14.6%		85.2%	
Portage-du-Fort.....	435	375		55	
		86.2%		12.6%	
Shawville.....	1,745	1,630		90	
		93.4%		5.2%	
C.E. S.D. 450 211 (part.).....	545	30		515	
		5.5%		94.5%	
Total.....	17,555	9,945		7,380	
		56.7%		42.0%	

* L.M.: langue maternelle.
† L.d'U.: langue d'usage.
NOTA: Je fournis les données des secteurs de dénombrement entiers, même si je n'en retiens qu'une partie dans le district bilingue.

HUNTINGDON - CHÂTEAUGUAY

Federal Bilingual District

LEGEND

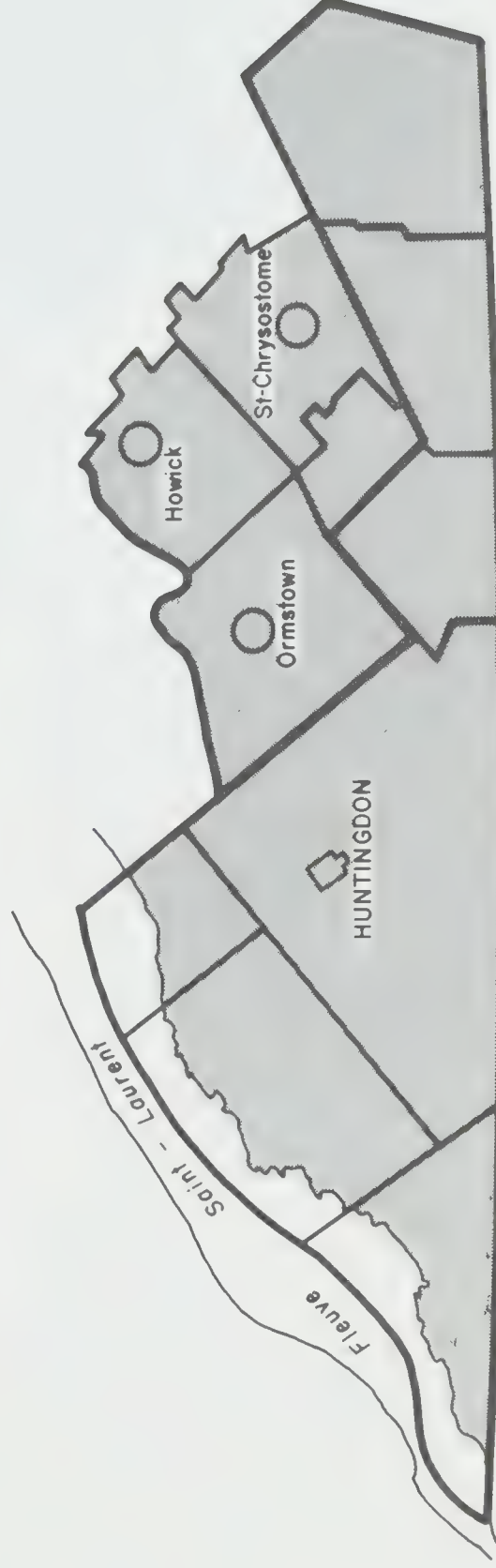
- District Recommended
- Census Division
- Census Subdivision

HUNTINGDON - CHÂTEAUGUAY

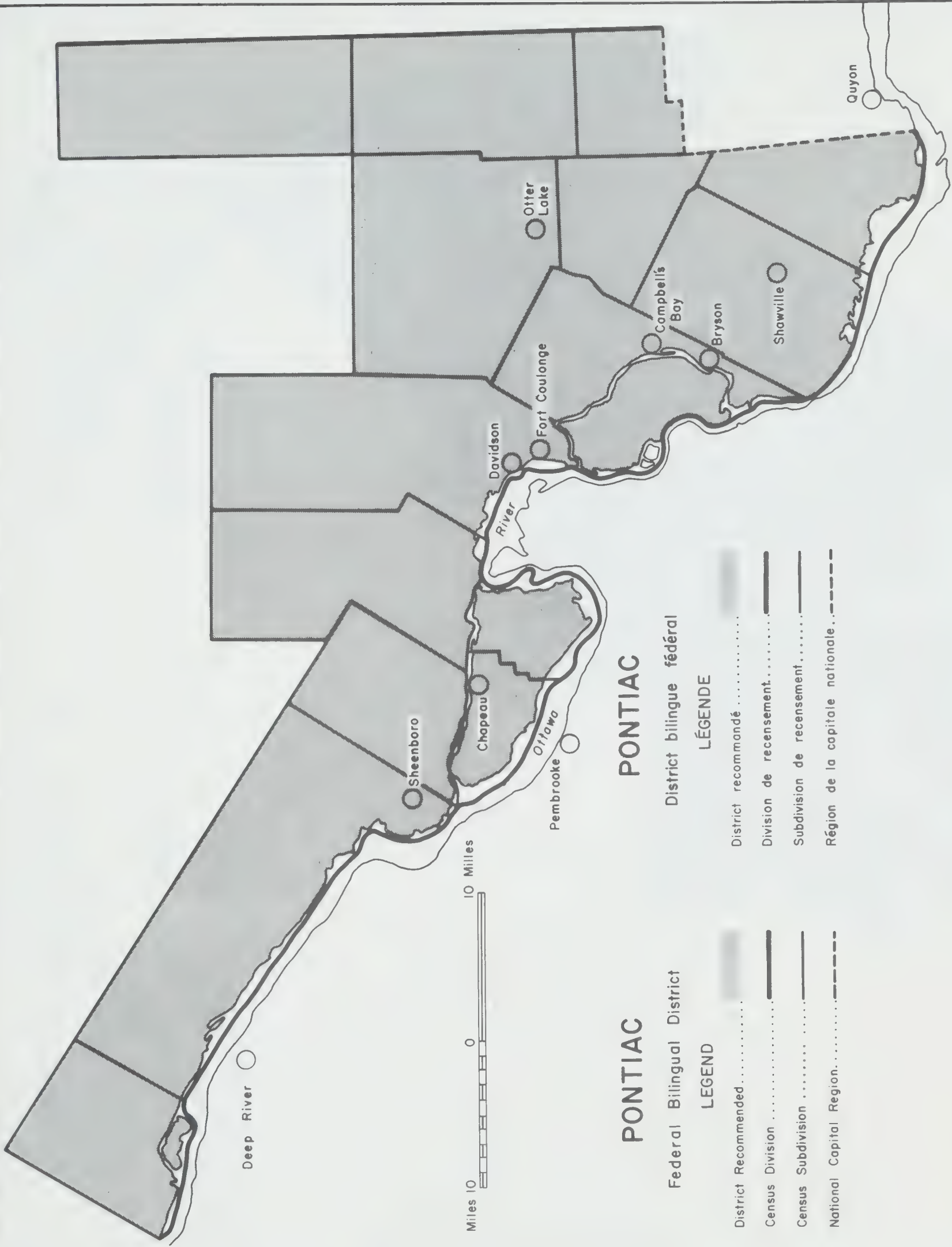
District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....



U. S. A.



PONTIAC

Federal Bilingual District

LEGEND

- District Recommended.....
- Census Division.....
- Census Subdivision.....
- National Capital Region.....

PONTIAC

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....
- Région de la capitale nationale.....

STANSTEAD - COMPTON

Federal Bilingual District

LEGEND

- District Recommended
- Census Division
- Census Subdivision

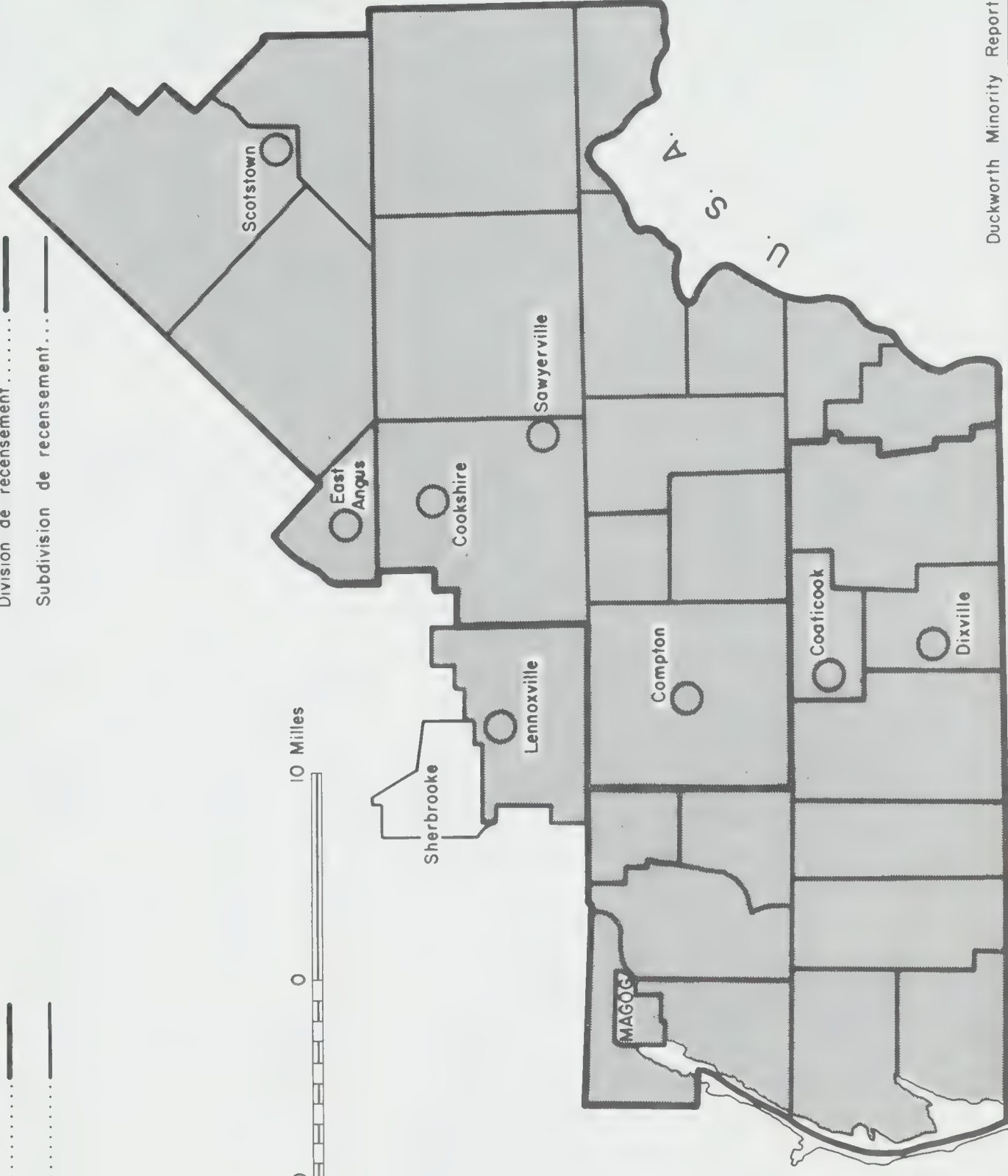
STANSTEAD - COMPTON

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé
- Division de recensement
- Subdivision de recensement

Miles 10 0 10 Miles



c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Pontiac se situe dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Pontiac, et dans une partie du district électoral provincial de Pontiac—Témiscamingue.

5. Stanstead—Compton

À noter qu’une parcelle de la division de recensement de Sherbrooke entre dans ma recommandation, notamment la ville de Lennoxville à prédominance anglaise.

a. description

le district bilingue de Stanstead—Compton comprend la division de recensement de Compton; la subdivision de recensement d’Ascot et la ville de Lennoxville dans la division de recensement de Sherbrooke; ainsi que la division de recensement de Stanstead.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d’U.†	L.M.*	L.d’U.†
Compton, division.....	21,365	4,215	(4,310)	17,060	(17,015)
		19.7%	(20.2%)	79.8%	(79.6%)
Sherbrooke, division (part.)					
subdivision					
Ascot.....	4,320	1,550		2,720	
		35.9%		63.0%	
ville					
Lennoxville.....	3,860	2,790		980	
		72.3%		25.4%	
Stanstead, division.....	36,265	7,935	(8,165)	28,120	(27,970)
		21.9%	(22.5%)	77.5%	(77.1%)
Total.....	65,810	16,490		48,880	
		25.1%		74.3%	

* L.M.: langue maternelle.
† L.d’U.: langue d’usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Stanstead—Compton se situe dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Brome—Missisquoi, Compton et Sherbrooke, et dans une partie des districts électoraux provinciaux de Mégantic—Compton, Orford et Saint-François.

J’ai éprouvé une certaine difficulté à décider des comtés de Gaspé-Est et de Bonaventure. Le pourcentage des Anglophones y est assez faible (dans la plu-

part de mes recommandations la minorité atteint au moins 25 pour cent de la population). Toutefois, dans ces deux comtés, ce groupe minoritaire assez restreint compte un nombre étonnamment élevé d’unilingues, ce qui laisse croire que les deux langues s’y parlent.

Toute perplexe, j’en suis venue à ne pas recommander de districts bilingues dans ces comtés. Certes, je puis accepter l’une des raisons que présente la majorité des membres voulant qu’un district bilingue contribuerait à assurer le respect de soi parmi la minorité de langue anglaise. Ce n’est pas la fonction d’un district bilingue; il a beaucoup trop d’autres exigences à satisfaire. Je ne puis non plus admettre l’idée de mes collègues portant que la création de districts bilingues dans ces comtés améliorerait les services fédéraux—dans quelque langue que ce soit. En fait, je prétends le contraire. Je m’imagine facilement qu’un haut fonctionnaire pourrait décider de ne pas y améliorer les services parce qu’il faudrait les doubler dans le cas d’un district bilingue. C’est l’une des raisons pour lesquelles je me suis résolue à ne pas y proposer de districts bilingues, du moins pour l’instant.

Le motif plus général qui explique ma décision est qu’un district bilingue constitue un lourd mécanisme à mettre sur pied, qu’il est ensuite difficile de démanteler. Dans la section IV—Recommandations supplémentaires, je présenterai une proposition de rechange applicable à ces deux comtés.

C. L’Ontario

Ici encore, mes recommandations ne retiennent que les zones limitrophes. Dans l’ensemble, les districts que je propose sont moins grands que ceux qu’envisage la majorité des membres du Conseil. Et cela, pour les mêmes raisons qu’au Québec: d’une part, je préfère des districts reconnaissables, de taille relativement petite; et, d’autre part, j’ai essayé de tracer aussi bien que possible les frontières qui séparent les régions où les deux langues officielles se parlent, de celles qui sont essentiellement unilingues.

En Ontario, voici les districts bilingues que je recommande.

1. Cochrane

La frontière nord de ce district suit la ligne de chemin de fer; elle emprunte les limites des districts scolaires.

a. description

le district bilingue de Cochrane comprend les subdivisions de recensement de Black River—Matheson, Fauquier, Glackmeyer, Kendrey, Kingham D.A. (part.) Mountjoy, Playfair, Shackleton & Machin, Tisdale et Whitney, les villes de Cochrane, Hearst, Iroquois Falls, Kapuskasing, Smooth Rock Falls et Timmins, en tout ou en partie, les secteurs de dénombrement (S.D.) n^{os} 052, 053, 054, 055, 056, 057, 058, 063, 064, 065, 103, 104, 114, 115, 117, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 162, 167 et 168 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n^o 505 (Cochrane), et les secteurs de dénombrement n^{os} 024, 025, 026, 027, 073 et 074 de la circonscription électorale fédérale n^o 573 (Timmins), dans la division de recensement de Cochrane.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Cochrane, division (part.)					
subdivisions					
Black River—Matheson.....	3,185	1,895		1,170	
		59.5%		36.7%	
Fauquier.....	1,505	110		1,380	
		7.3%		91.7%	
Glackmeyer.....	815	315		445	
		38.6%		54.6%	
Kendrey.....	1,140	160		950	
		14.0%		83.3%	
Kingham, D.A. (part.).....	20	10		10	
		50.0%		50.0%	
Mountjoy.....	2,820	720		2,010	
		25.5%		71.3%	
Playfair.....	815	245		555	
		30.1%		68.1%	
Shackleton & Machin.....	1,005	10		990	
		1.0%		98.5%	
Tisdale.....	8,150	5,330		1,100	
		65.4%		13.5%	
Whitney.....	1,965	1,355		370	
		69.0%		18.8%	
villes					
Cochrane.....	4,965	2,440		2,210	
		49.1%		44.5%	
Hearst.....	3,500	525		2,745	
		15.0%		78.4%	
Iroquois Falls.....	7,270	3,505		3,550	
		48.2%		48.8%	
Kapuskasing.....	12,835	4,620		7,410	
		36.0%		57.7%	
Smooth Rock Falls.....	1,235	435		745	
		35.2%		60.3%	
Timmins.....	28,545	12,270		13,075	
		43.0%		45.8%	
C.E. S.D.					
505 052.....	10	—		—	
		—		—	
505 053.....	520	55		440	
		10.6%		84.6%	
505 054.....	870	40		815	
		4.6%		93.7%	
505 055.....	405	45		340	
		11.1%		84.0%	

division — subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
505 056.....	870	60		795	
		6.9%		91.4%	
505 057.....	195	10		170	
		5.1%		87.2%	
505 058.....	790	45		725	
		5.7%		91.8%	
505 063.....	405	30		375	
		7.4%		92.6%	
505 064.....	660	50		595	
		7.6%		90.2%	
505 065.....	270	70		135	
		25.9%		50.0%	
505 103.....	10	—		5	
		—		50.0%	
505 104.....	370	205		170	
		55.4%		46.0%	
505 114.....	695	365		305	
		52.5%		43.9%	
505 115.....	300	140		145	
		46.7%		48.3%	
505 117.....	335	165		150	
		49.3%		44.8%	
505 151.....	—	—		—	
		—		—	
505 152 (part.).....	350	20		320	
		5.7%		91.4%	
505 153.....	540	20		525	
		3.7%		97.2%	
505 154.....	90	70		15	
		77.8%		16.7%	
505 155.....	535	110		430	
		20.6%		80.4%	
505 156.....	700	150		550	
		21.4%		78.6%	
505 157.....	85	10		80	
		11.8%		94.1%	
505 162.....	445	25		415	
		5.6%		93.3%	
505 167 (part.).....	5	—		—	
		—		—	
505 168 (part.).....	450	365		35	
		81.1%		7.8%	
573 024.....	40	20		25	
		50.0%		62.5%	
573 025.....	10	5		—	
		50.0%		—	
573 026.....	310	115		165	
		37.1%		53.2%	
573 027.....	340	150		130	
		44.1%		38.2%	
573 073.....	675	370		235	
		54.8%		34.8%	
573 074.....	160	90		55	
		56.3%		34.4%	
Total.....	91,210	36,745		46,860	
		40.3%		51.4%	

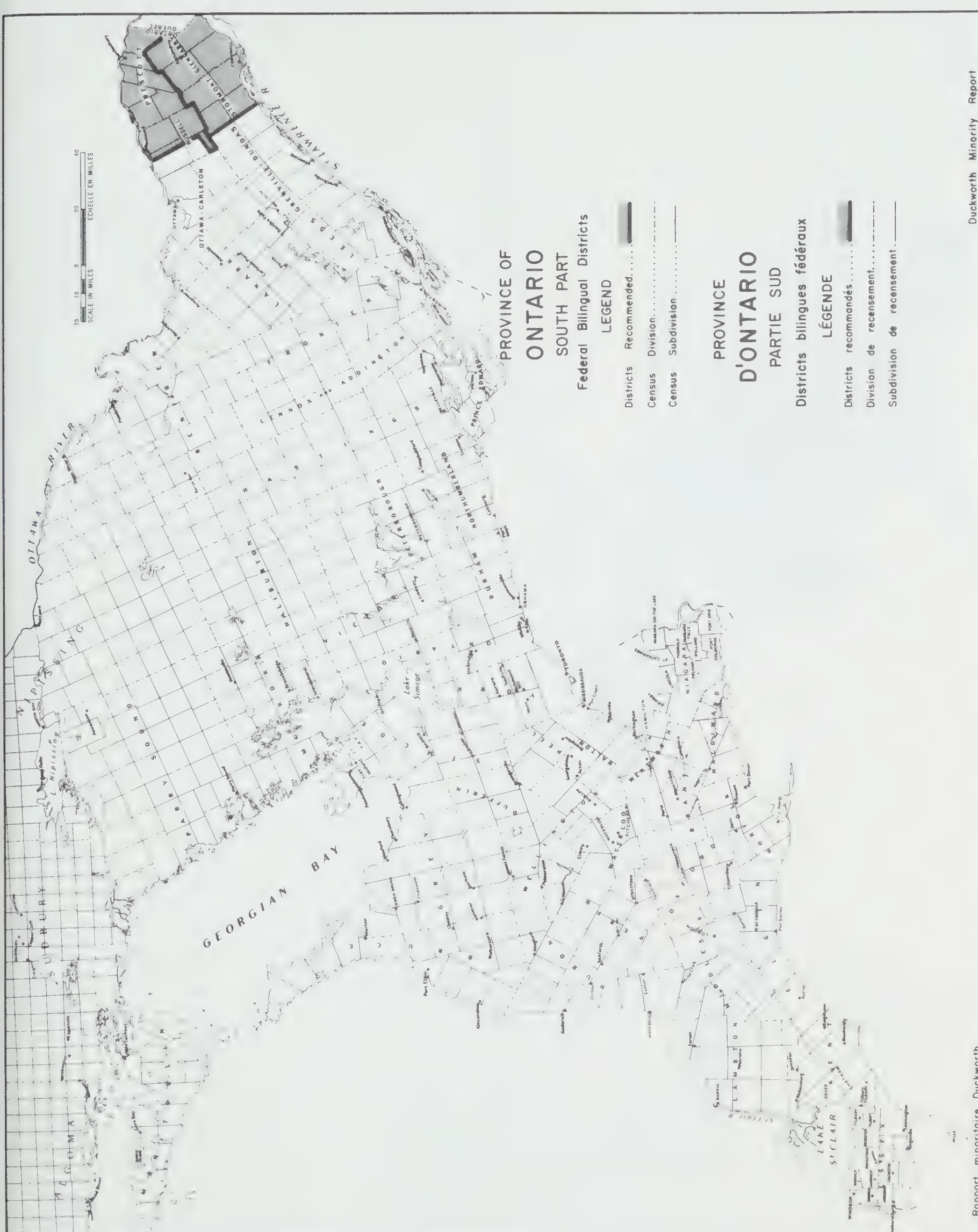
* L.M.: langue maternelle.

† L.d'U.: langue d'usage.

NOTA: Je fournis les données des secteurs de dénombrement entiers, même si je n'en retiens qu'une partie dans le district bilingue.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Cochrane se situe dans la circonscription électorale fédérale de Timmins et dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Cochrane; il se situe dans la circonscription électorale provinciale de Cochrane-Sud et en partie dans la circonscription électorale provinciale de Cochrane-Nord.



PROVINCE OF
ONTARIO
SOUTH PART
Federal Bilingual Districts
LEGEND

- Districts Recommended.....
- Census Division.....
- Census Subdivision.....

PROVINCE
D'ONTARIO
PARTIE SUD
Districts bilingues fédéraux
LÉGENDE

- Districts recommandés.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....

ONTARIO

NORTH PART

Federal Bilingual Districts

LEGEND

Districts Recommended.....
Census Division.....

PROVINCE

D'ONTARIO

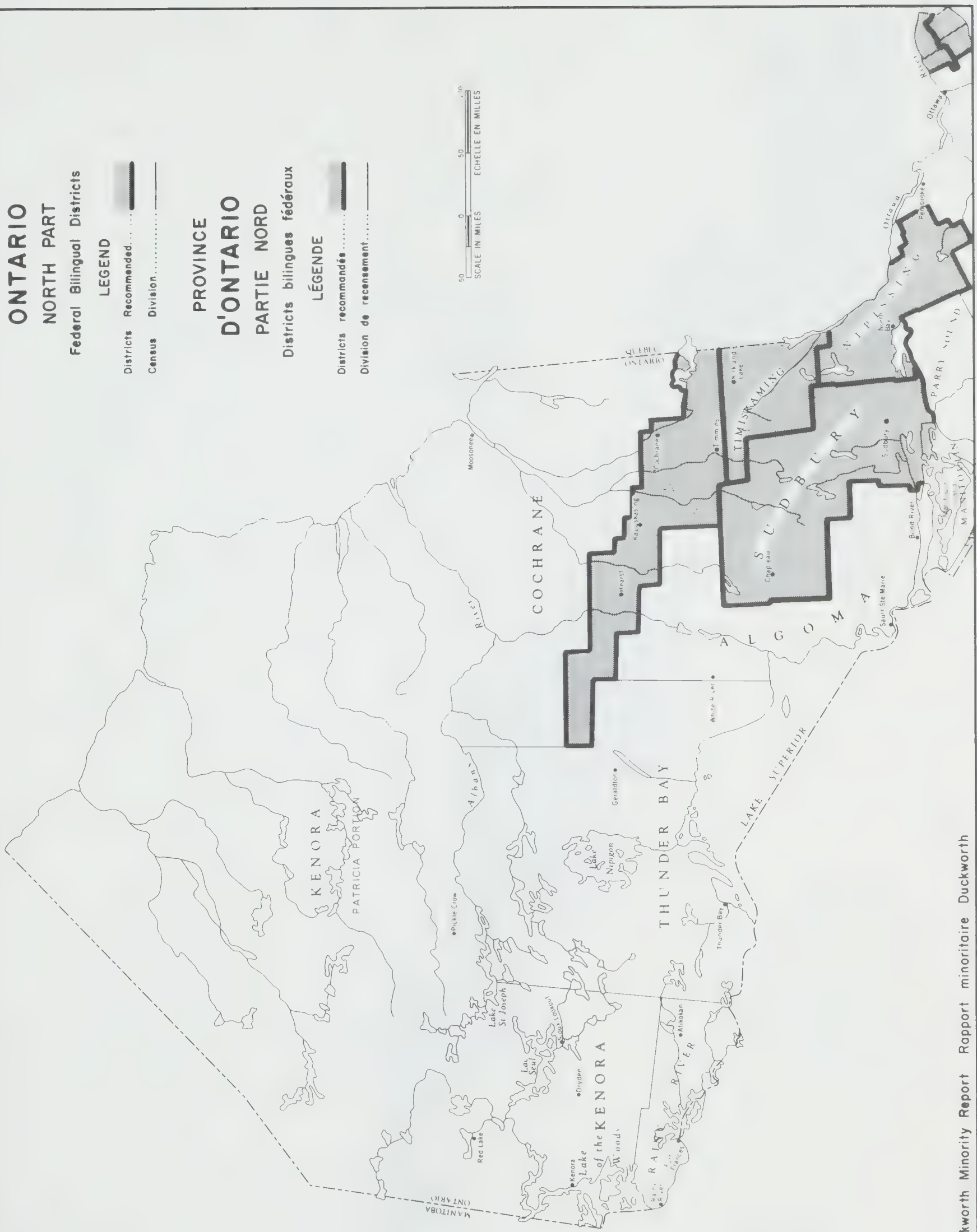
PARTIE NORD

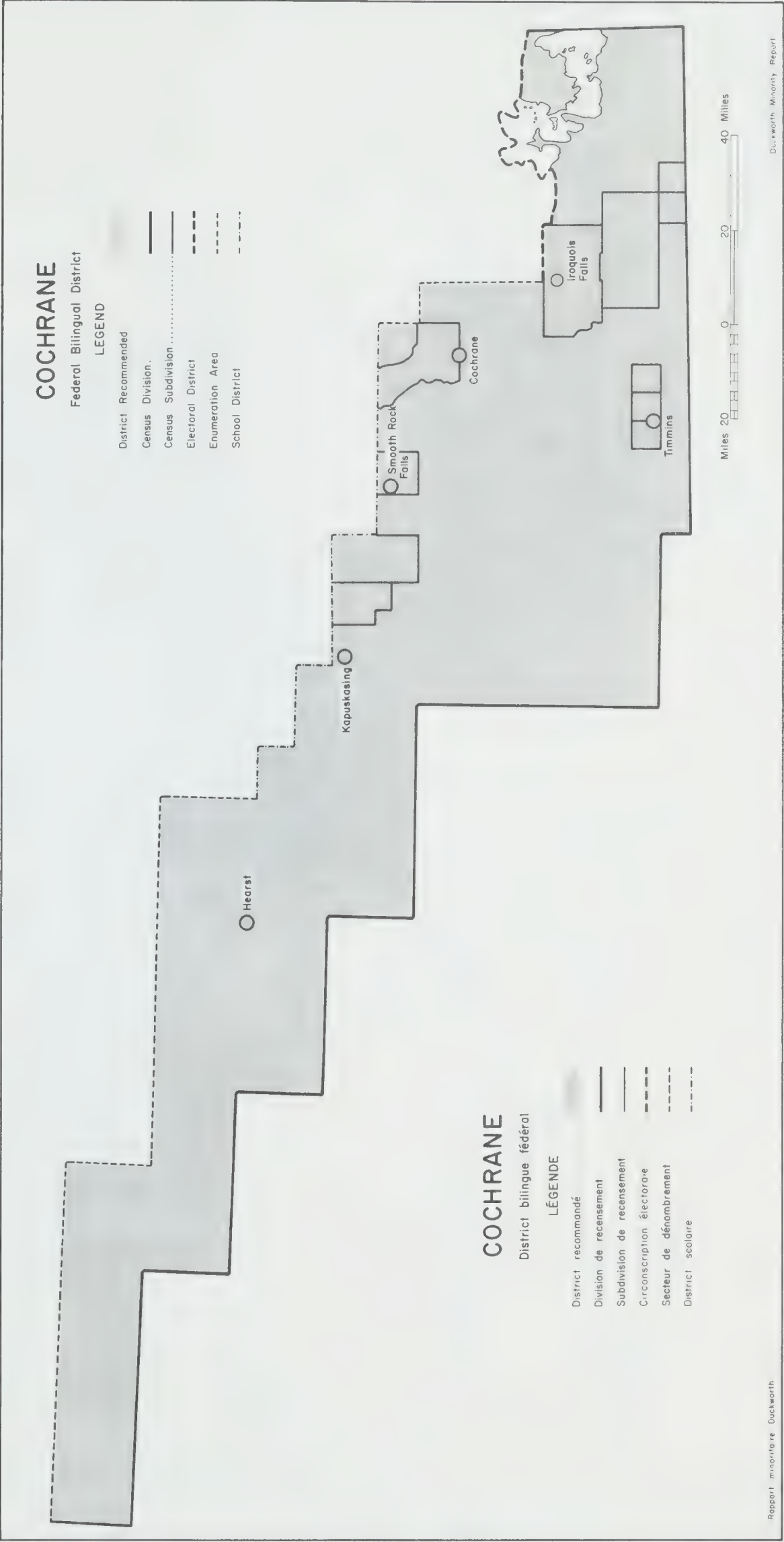
Districts bilingues fédéraux

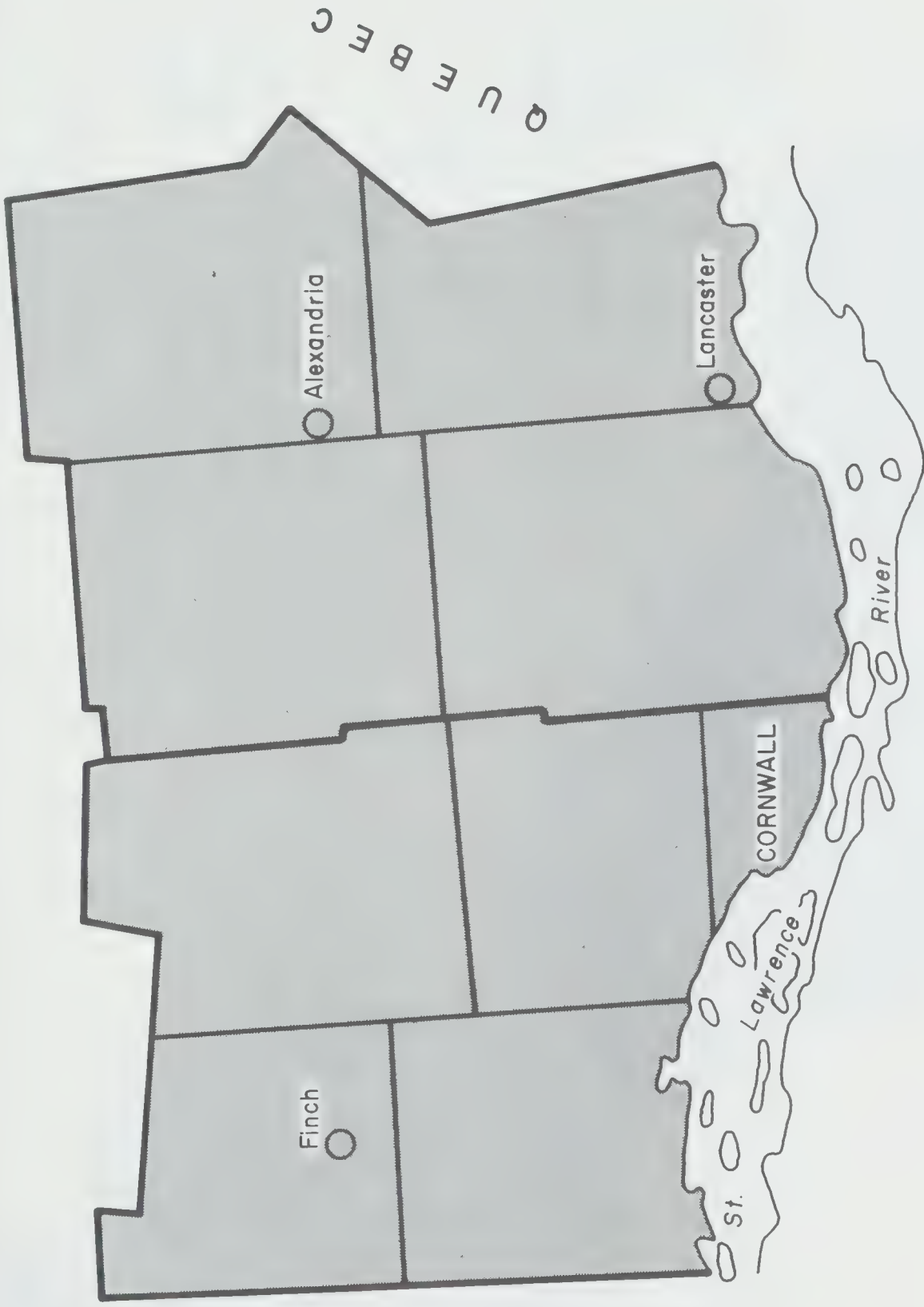
LÉGENDE

Districts recommandés.....
Division de recensement.....

50 0 50
SCALE IN MILES
ECHELLE EN MILES







GLENGARRY - STORMONT

Federal Bilingual District

LEGEND

- District Recommended.....
- Census Division.....
- Census Subdivision.....

GLENGARRY - STORMONT

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....



NIPISSING

Federal Bilingual District

LEGEND

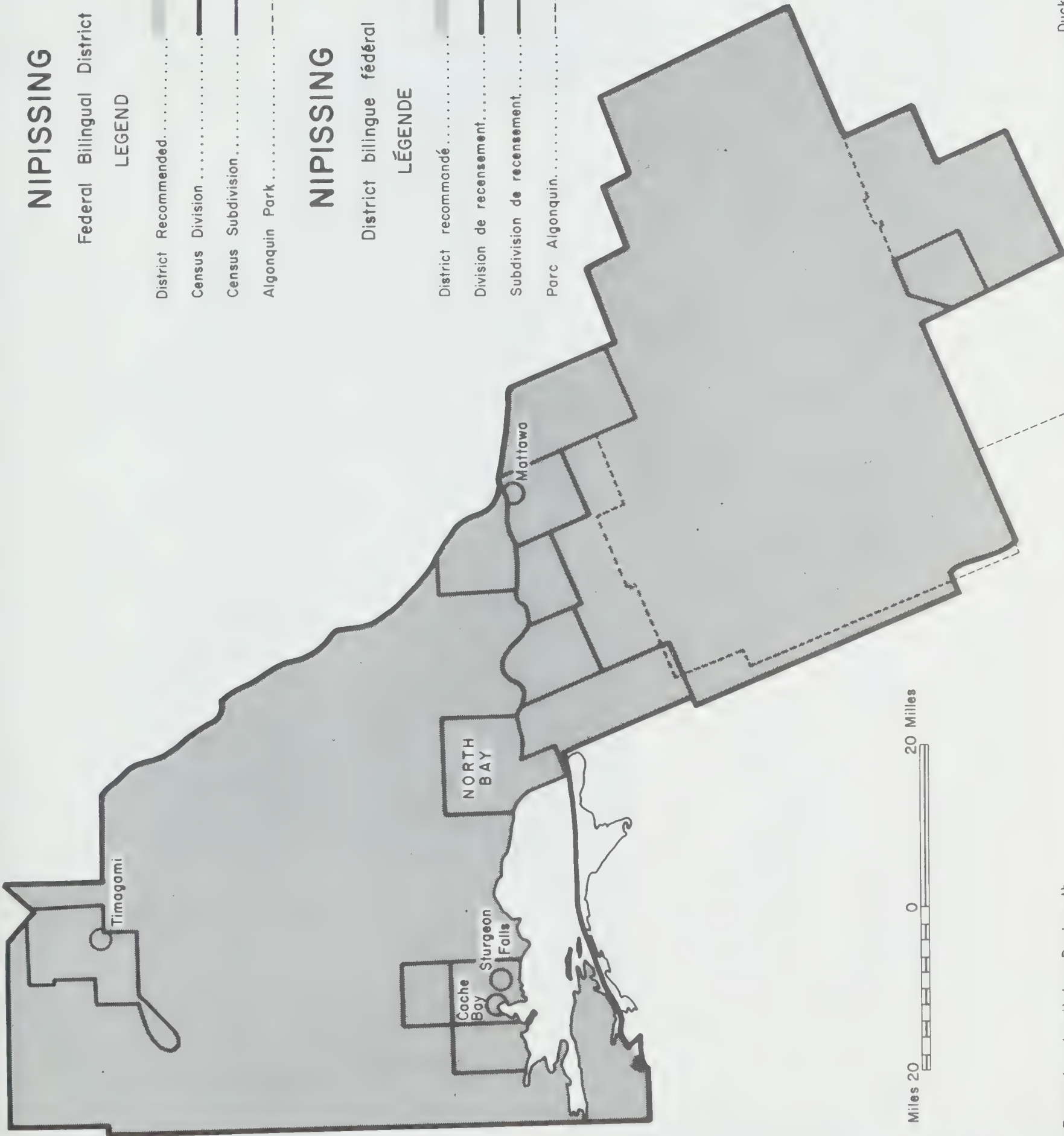
- District Recommended.....
- Census Division.....
- Census Subdivision.....
- Algonquin Park.....

NIPISSING

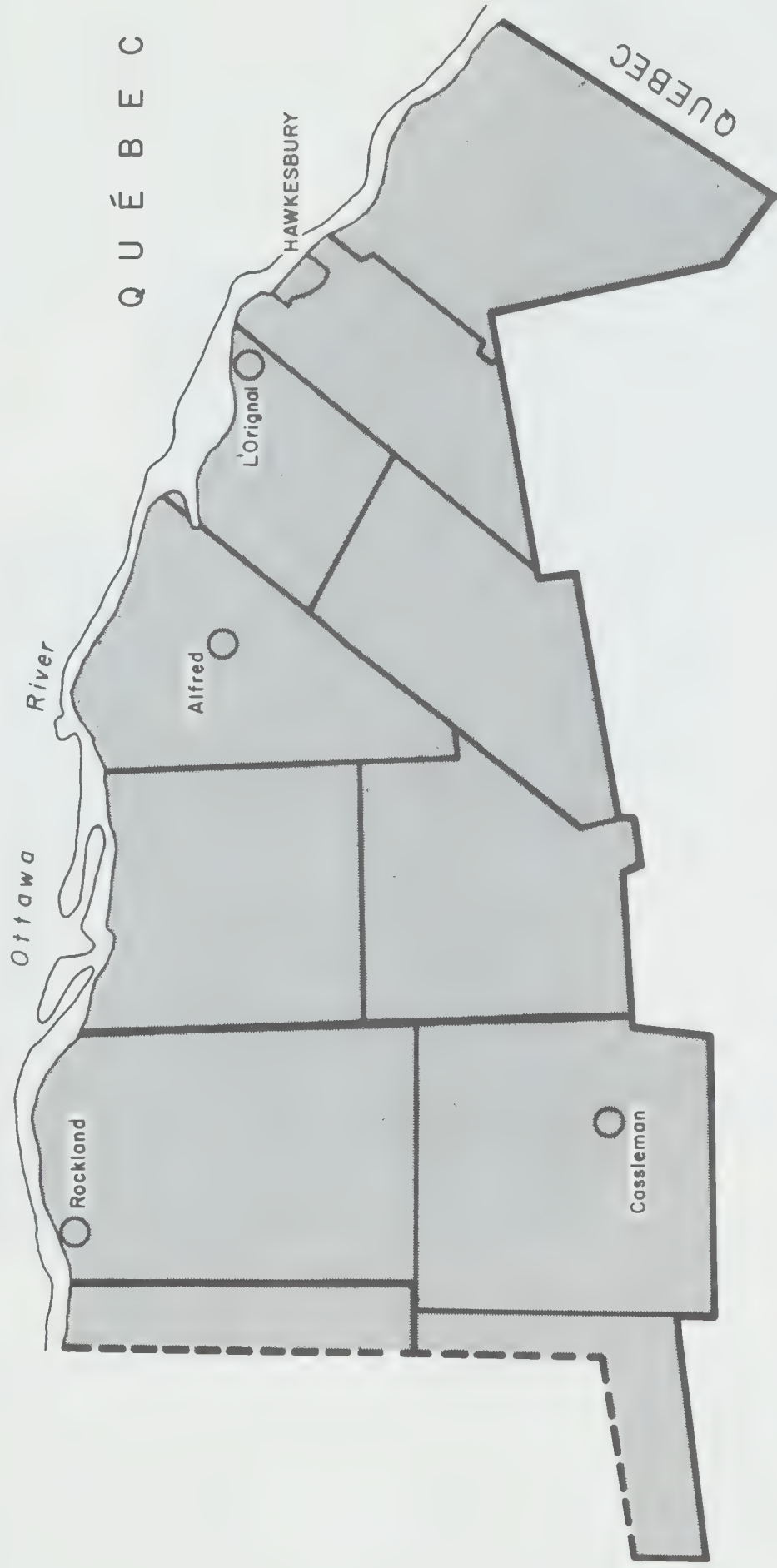
District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....
- Parc Algonquin.....



Miles 20 0 20 Miles



PRESCOTT - RUSSELL

Federal Bilingual District

LEGEND

- District Recommended
- Census Division.....
- Census Subdivision.....
- National Capital Region.....

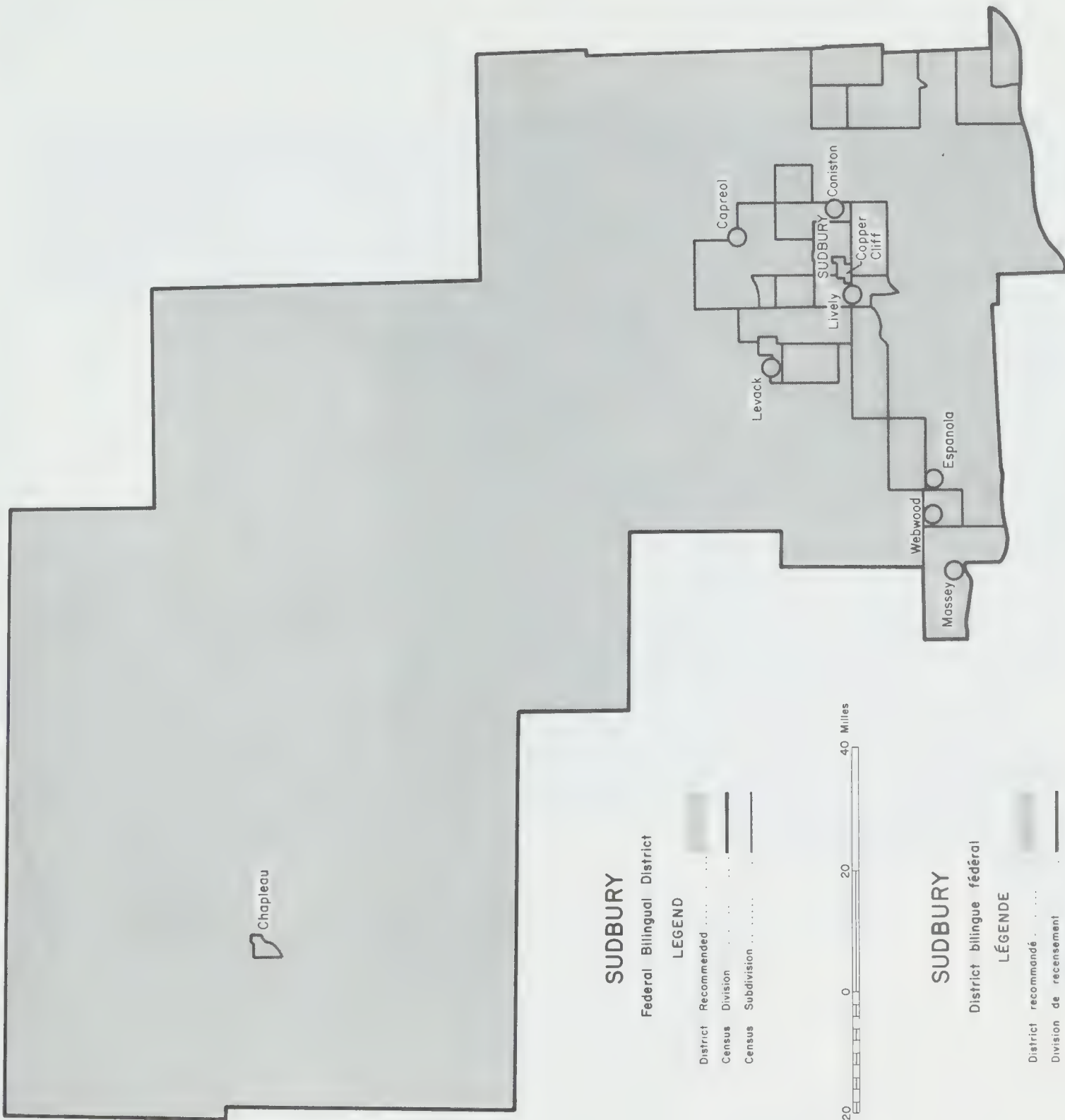
PRESCOTT - RUSSELL

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé.....
- Division de recensement.....
- Subdivision de recensement.....
- Région de la capitale nationale.....





Chapleau

Sodbury

Federal Bilingual District

LEGEND

District Recommended
Census Division
Census Subdivision

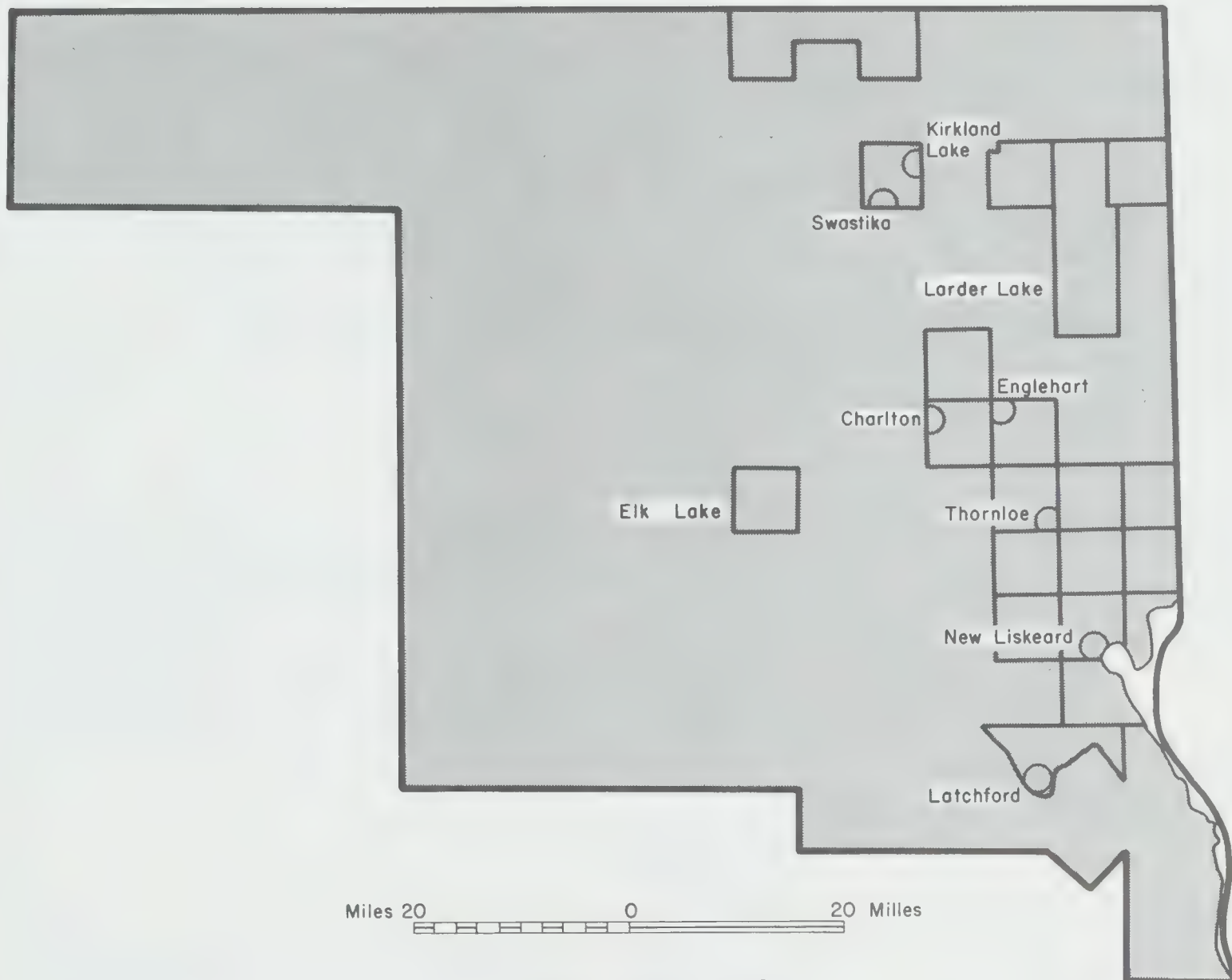


Sodbury

District bilingue fédéral

LÉGENDE

District recommandé
Division de recensement
Subdivision de recensement



TIMISKAMING

Federal Bilingual District

LEGEND

District	Recommended.....	
Census	Division	
Census	Subdivision	

TIMISKAMING

District bilingue fédéral

LÉGENDE

District	recommandé	
Division	de recensement.....	
Subdivision	de recensement.....	

2. Glengarry—Stormont

a. description

le district bilingue de Glengarry—Stormont comprend les divisions de recensement de Glengarry et Stormont.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Glengarry, division.....	18,480	9,790 (53.0%)	(10,935) (59.2%)	8,165 (44.2%)	(7,300) (39.5%)
Stormont, division.....	61,300	38,460 (62.7%)	(43,235) (70.5%)	20,605 (33.6%)	(16,885) (27.5%)
Total.....	79,780	48,250 (60.5%)	(54,170) (67.9%)	28,770 (36.1%)	(24,185) (30.3%)

* L.M.: langue maternelle.

† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Glengarry—Stormont se situe dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Glengarry—Prescott—Russell et de Stormont—Dundas; il se situe dans la circonscription électorale provinciale de Stormont et dans une partie de la circonscription électorale provinciale de Glengarry.

3. Nipissing

a. description

le district bilingue de Nipissing comprend la division de recensement de Nipissing.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Nipissing, division.....	78,865	49,230 (62.4%)	(55,685) (70.6%)	25,885 (32.8%)	(21,425) (27.2%)
Total.....	78,865	49,230 (62.4%)	(55,685) (70.6%)	25,885 (32.8%)	(21,425) (27.2%)

* L.M.: langue maternelle.

† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Nipissing se situe dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Nipissing, Renfrew-Nord—Nipissing-Est et

Timiskaming; il se situe dans la circonscription électorale provinciale de Nipissing et en partie dans les circonscriptions électorales provinciales de Parry Sound et de Renfrew-Nord.

4. Prescott—Russell

Les parties omises du comté de Russell entrent dans la Région de la Capitale nationale.

a. description

le district bilingue de Prescott—Russell comprend, en tout ou en partie, les secteurs de dénombrement (S.D.) n^{os} 001, 002 et 003 de la circonscription électorale fédérale (C.E.) n^o 546 (Ottawa—Carleton) dans la division de recensement d'Ottawa—Carleton; la division de recensement de Prescott; et les subdivisions de recensement de Cambridge et Clarence, la ville de Rockland, le village de Casselman et, en tout ou en partie, les secteurs de dénombrement n^{os} 212, 215 et 216 de la circonscription électorale fédérale n^o 514 (Glengarry—Prescott—Russell) dans la division de recensement de Russell.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Ottawa-Carleton, division (part.)					
C.E. S.D.					
546 001 (part.).....	700	190 (27.1%)		450 (64.3%)	
546 002.....	190	85 (44.7%)		100 (52.6%)	
546 003 (part.).....	1,465	920 (62.8%)		495 (33.8%)	
Prescott, division.....	27,830	4,910 (17.6%)	(5,230) (18.8%)	22,595 (81.2%)	(22,460) (80.7%)
Russell, division (part.)					
subdivisions					
Cambridge.....	2,555	165 (6.5%)		2,375 (93.0%)	
Clarence.....	4,590	580 (12.6%)		3,955 (86.2%)	
ville					
Rockland.....	3,650	415 (11.4%)		3,200 (87.7%)	
village					
Casselman.....	1,335	80 (6.0%)		1,245 (93.3%)	
C.E. S.D.					
514 212 (part.).....	610	55 (9.0%)		550 (90.2%)	
514 215 (part.).....	455	25 (5.5%)		425 (93.4%)	
514 216 (part.).....	430	240 (55.8%)		150 (34.9%)	
Total.....	43,180	7,665 (17.8%)		35,540 (82.3%)	

* L.M.: langue maternelle.

† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Prescott—Russell se situe dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Glengarry—Prescott—Russell et d'Ottawa—Carleton, et en partie, dans les circonscriptions électorales provinciales de Glengarry, et Prescott et Russell.

5. Sudbury

a. description

le district bilingue de Sudbury comprend la division de recensement de Sudbury

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Sudbury, division.....	198,080	109,425 (55.2%)	(132,820) (67.1%)	63,895 (32.3%)	(52,175) (26.3%)
Total.....	198,080	109,425 (55.2%)	(132,820) (67.1%)	63,895 (32.3%)	(52,175) (26.3%)

* L.M.: langue maternelle.

† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Sudbury se situe dans la circonscription électorale fédérale de Sudbury et, en partie, dans les circonscriptions électorales fédérales d'Algoma, Cochrane, Nickel Belt, Nipissing et Timiskaming; il se situe dans les circonscriptions électorales provinciales de Nickel Belt, Sudbury et Sudbury-Est et, en partie, dans la circonscription électorale provinciale d'Algoma—Manitoulin.

6. Timiskaming

a. description

le district bilingue de Timiskaming comprend la division de recensement de Timiskaming.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	Anglais		Français	
		L.M.*	L.d'U.†	L.M.*	L.d'U.†
Timiskaming, division.....	46,485	30,315 (65.2%)	(34,320) (73.8%)	12,975 (27.9%)	(10,690) (23.0%)
Total.....	46,485	30,315 (65.2%)	(34,320) (73.8%)	12,975 (27.9%)	(10,690) (23.0%)

* L.M.: langue maternelle.

† L.d'U.: langue d'usage.

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Timiskaming se situe dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Timiskaming, et dans la circonscription électorale provinciale de Timiskaming.

IV—Recommandations supplémentaires

Il y a d'autres endroits en dehors des zones limitrophes où il faudrait assurer quelques services à la minorité linguistique. On y parle surtout l'une des deux langues officielles et il ne serait pas approprié d'établir des services parallèles dans les deux langues, comme on devrait le faire s'il s'agissait de districts bilingues. Toutefois, il y a assez d'unilingues minoritaires à qui il peut importer d'avoir accès à quelques services dans leur propre langue—par exemple, la Main-d'œuvre. Dans ces régions comme dans le cas de Montréal, je recommande que le Conseil du Trésor examine les besoins essentiels ainsi que la répartition des bureaux, qu'il indique le genre des services requis dans la langue de la minorité et qu'il informe le Commissaire aux langues officielles qui sera alors en mesure de surveiller la situation.

Ces populations sont situées: en Nouvelle-Écosse—dans certaines parties du Cap-Breton et les régions sud-ouest du territoire continental; au Québec—dans la ville de Québec et certaines parties des comtés de Gaspé-Est, Saguenay, Shefford, Sherbrooke, Richmond, Témiscamingue; en Ontario—à Toronto, Saint-Catharines, Windsor et dans certaines parties d'Algoma; au Manitoba—à Winnipeg et dans certaines parties de la division de recensement n° 1.

Conclusion

Je présente mon rapport dans l'espoir qu'il offre un thème de réflexion sur le rôle des districts bilingues dans notre pays et que les recommandations fondées sur ces principes sont plus réalistes que celles de la majorité des membres du Conseil. J'ai cherché à inclure dans les districts bilingues proposés les régions où il est possible de vivre pleinement dans l'une ou l'autre langue officielle et où le gouvernement fédéral doit manifestement assumer le fardeau d'assurer des services équivalents dans les deux langues. Pour les autres collectivités linguistiques minoritaires («les îlots linguistiques,» comme on les

appelle) je pense que d'autres formes de contributions du gouvernement fédéral seraient plus appropriées.

Eleanor R. Duckworth

ELEANOR R. DUCKWORTH

Rapport minoritaire

A. M. Monnin

1) J'ai lu le Rapport de la majorité de mes collègues et j'accepte la majeure partie des recommandations qu'il contient.

2) D'autre part, il y a des recommandations, des explications et des principes que je ne peux pas accepter et je dois ici indiquer ma dissidence profonde. Je préciserai au cours du présent Rapport les paragraphes que je ne puis accepter.

3) La Loi sur les langues officielles du Canada reconnaît à l'anglais et au français un statut, des droits et des privilèges égaux quant à leur emploi au Parlement et dans les actes du gouvernement du Canada. Voilà la seule et unique règle qui sert à déterminer les limites territoriales des districts bilingues au niveau fédéral. Il ne s'agit aucunement de langue de travail dans une province ni des difficultés qu'il y a à servir la population dans une langue ou dans l'autre dans l'une ou la plupart des provinces canadiennes.

4) Il ne s'agit aucunement de bilinguisme individuel, mais de bilinguisme institutionnel. Nous devons assurer que chaque citoyen dans des régions clairement désignées puisse demander, exiger et obtenir d'être servi par des fonctionnaires fédéraux dans la langue de son choix.

5) La Loi fédérale sur les langues officielles prévoit l'usage des deux langues. C'est la reconnaissance juridique de deux groupes linguistiques importants au Canada. La majorité des Canadiens sont des unilingues et rien ne laisse prévoir que cette situation doive changer dans un avenir rapproché. Il s'agit plutôt du droit à deux unilinguismes et c'est pour faire face à cette situation que l'État fédéral, par la voie de ses fonctionnaires, dans certains endroits du pays, doit parler les deux langues officielles.

6) Ce principe de service assuré dans les deux langues officielles doit s'appliquer partout où il y a des concentrations suffisantes de l'un ou de l'autre des groupes linguistiques et cela dans la province de Québec comme dans toute autre province canadienne.

7) Voici en bref les raisons principales de ma dissidence et de mon refus de signer le Rapport de la majorité de mes collègues.

8) Certes je reconnais que la province de Québec n'est pas une province comme les autres et que la langue française est en péril, tandis que la langue anglaise se porte très bien dans l'Amérique du Nord. Je reconnais aussi que la minorité francophone—partout où elle se trouve au Canada—est très inquiète de son avenir, et que quelques compatriotes fort pessimistes voient la fin du fait français; pour eux c'est un état de névrose, une hantise.

9) Mais cela ne permet pas à l'État fédéral, qui a légiféré sur l'usage des deux langues officielles, d'accorder un traitement linguistique différent à l'une ou l'autre minorité officielle.

10) Voilà aussi la raison pour laquelle le travail de notre comité consultatif qui au plus aurait dû prendre quinze mois, en a pris trente-six.

11) De plus le Parlement du Canada a statué sur le principe, la valeur et l'utilité de districts bilingues. Dans les articles 12 à 15 de la Loi, il a dit que le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, créer dans une province un ou plusieurs districts bilingues fédéraux. Il n'est pas de notre ressort de dissenter sur l'utilité, l'inutilité ou la valeur de ces districts, mais plutôt d'en recommander la création et les frontières territoriales nécessaires, et parfois même de refuser de recommander la création de districts après une étude sérieuse qui aura noté que la minorité en certaines régions, n'a plus la vitalité nécessaire pour survivre. Voilà la tâche qui nous incombait en vertu de l'article 15(1) de la Loi. Au contraire, notre Conseil s'est permis des digressions, des études, des recherches et a même tâché d'interpréter à sa façon les articles 9(1) et 9(2). L'interprétation de textes légaux n'est pas de notre domaine et encore moins de notre spécialité. C'est peut-être ici le moment de dire que j'ai beaucoup plus confiance en l'article 9(1) que mes collègues; eux, d'autre part, se sont laissé entraîner par les possibilités de l'article 9(2). Je regrette, mais la lecture de cet article ne me donne pas la même confiance. L'article 9(1) est beaucoup plus positif et spécifique que l'article 9(2); il a, je crois, plus de chance d'une application immédiate de la part des autorités.

12) Je ne vois aucun inconvénient à ce que le français devienne la langue normale de travail de l'administration fédérale au Québec. Au contraire. Mais est-ce que cette question est du ressort d'un conseil consultatif qui doit recommander la création de districts bilingues? Ce qui est de notre ressort, c'est la garantie accordée à chaque citoyen, de langue anglaise ou de langue française, de demander et de recevoir les services qu'il désire dans la langue de son choix, le tout délimité clairement dans des frontières territoriales où il lui sera facile de se retrouver et d'exiger ses droits.

13) Si, par le passé, les services fédéraux n'ont pas été assurés, je ne vois rien de mieux que des districts bilingues pour les imposer à l'avenir. Je n'accepte pas le principe voulant que si ces services existaient déjà, ils continueront d'exister ou ils seront assurés en vertu de l'article 9(2) de la Loi, sans qu'il y ait besoin d'avoir recours aux districts bilingues. Ils sont nécessaires en tout temps. Il faut seulement avoir vécu quelques années parmi les groupes minoritaires pour se rendre compte qu'un texte clair et limpide doit protéger le droit d'un groupe minoritaire et que ce droit ne doit pas disparaître soudainement et arbitrairement. La récente situation à Montréal, où des fonctionnaires fédéraux ont refusé d'utiliser l'anglais en est une illustration significative. Que ces fonctionnaires méritent ou non un supplément de traitement, c'est une autre affaire; mais les citoyens de langue anglaise avaient droit à ces services dans la langue de leur choix.

14) Je suis donc en désaccord avec les principes invoqués aux paragraphes 224-227 de la 1^{re} Partie du Rapport majoritaire.

15) En ce qui concerne la province de Québec, je ne puis accepter les arguments et les conclusions exprimés dans les paragraphes suivants de la Partie II du Rapport.

- a) Paragraphes 486, 487, 488;
- b) Terrebonne, paragraphe 499;
- c) Noranda—Rouyn, paragraphe 514;
- d) Schefferville, paragraphe 519;
- e) Temiscaming, paragraphe 523;
- f) Sherbrooke, paragraphes 667, 668;
- g) Montréal, paragraphes 716-724.

16) En Alberta, il m'est impossible d'accepter la recommandation de mes collègues concernant la région de Legal—Morinville—Saint-Albert.

17) Le Rapport prolix de mes collègues indique les raisons pour ou contre la création de chaque district ainsi que les statistiques pertinentes; je n'ai pas l'inten-

tion de répéter ici les arguments de ce Rapport, sauf dans le cas du Grand Montréal où je désire préciser ma position. (Voi le paragraphe 15a) ci-dessus).

18) Voici donc les recommandations que je fais en ce qui a trait à l'établissement de districts bilingues dans la province de Québec.

b) Je recommande que Sainte-Adèle, Sainte-Anne-des-Lacs et Saint-Sauveur soient rattachées au district d'Argenteuil—Deux-Montagnes.

c) Je recommande que les villes de Noranda et Rouyn constituent un district bilingue.

d) Je recommande que Schefferville, avec 29.5 pour cent de citoyens se déclarant de langue maternelle anglaise, constitue un district bilingue. Je tiens à noter la règle de deux poids deux mesures employée par mes collègues qui recommandent que la partie ouest du Labrador, incluant les villes de Wabush, Labrador City et Churchill Falls ainsi que d'autres territoires soit déclarée district bilingue. La population de langue maternelle française y est fort inférieure au 29.5 pour cent de langue maternelle anglaise qui demeurent dans la région de Schefferville. Je suis incapable de distinguer l'un de l'autre et de faire une recommandation différente pour l'une ou l'autre région.

e) Je crois être le seul à avoir visité à deux reprises toute la région du Témiscamingue et avoir passé quelques jours même dans la ville de Temiscaming. J'ai fait mes propres enquêtes. Il y a dans cette jolie petite ville 885 personnes de langue maternelle anglaise. Je recommande que cette ville soit déclarée district bilingue.

f) Je recommande que la ville de Sherbrooke fasse partie du district bilingue recommandé par la majorité. La plupart des services fédéraux dans la région de Sherbrooke se donnent dans la ville même. Il se doit que cette dernière fasse partie du district bilingue, autrement la recommandation a peu de valeur. Encore une fois, j'ai plus confiance en l'article 9(1) qu'en la recommandation de mes collègues à l'effet que les services bilingues fédéraux soient fournis dans tous les grands centres urbains. Si le gouverneur en conseil décide d'accepter la recommandation et voit à ce que les services dans les deux langues soient assurés dans les grands centres urbains, j'en serais le plus heureux.

g) J'ai eu le privilège de lire le rapport de mon collègue, le Dr W. H. Hickman, concernant la région de Montréal et j'abonde dans le sens de sa recommandation. Une fois de plus je ne puis accepter le principe que puisque, par le passé, la minorité a reçu les services dans sa langue dans la région de Montréal, cela va continuer ainsi et qu'il n'est pas nécessaire de

se préoccuper de cette minorité. Vu l'esprit qui règne dans certains milieux, je suis d'avis que la seule garantie d'être servi dans la langue de son choix se trouve dans le district bilingue. De plus il ne s'agit pas de disséquer le passé, mais de tenir compte du présent et de la prochaine décennie (1971-1981) dont quatre ans ont déjà été amputés.

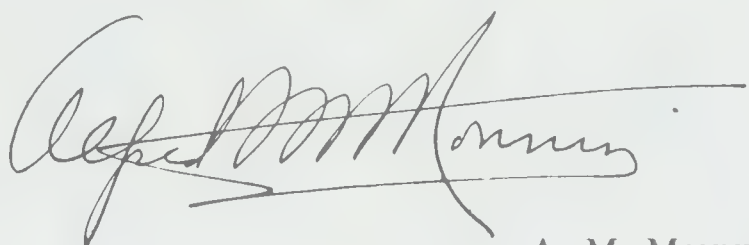
19) Au recensement de 1971 il y avait dans la région métropolitaine de recensement de Montréal 595,395 personnes dont l'anglais était la langue maternelle et 683,390 dont l'anglais était la langue d'usage. Voilà donc la plus grande concentration d'une minorité linguistique au Canada. Ce chiffre est plus considérable que toute la population de langue française en Ontario. La minorité francophone de l'Ontario et celle du Nouveau-Brunswick combinées dépassent à peine de quelques mille personnes la minorité linguistique de la région montréalaise. Refuser à cette minorité les avantages (peu nombreux soient-ils) et le droit que leur donnerait un district bilingue est monstrueux.

20) Toute la crédibilité de notre travail depuis le mois de juin 1972 peut être mise en doute à cause de cette recommandation. Avec autant de force que je puis exprimer dans ce texte, je refuse d'être solidaire d'une telle décision. Au contraire, je la déplore et la rejette.

21) Je recommande donc qu'aux fins des services fédéraux la région métropolitaine de recensement de Montréal (voir a) ci-dessus) soit déclarée district bilingue. Cette recommandation ne m'empêchera pas de clamer en d'autres occasions que Montréal devrait se donner un visage plus français et afficher avec fierté—ce qui n'existe pas encore—qu'elle est la deuxième plus grande ville française au monde. Cela, elle pourra le faire lorsque ses fonctionnaires et ses concitoyens le désireront nonobstant qu'au niveau fédéral les fonctionnaires fédéraux devraient servir la clientèle dans la langue de son choix.

22) En Alberta, je recommande que la région de Legal—Morinville—Saint-Albert, tel qu'indiqué dans le Rapport majoritaire, constitue un district bilingue, en prenant soin d'en exclure les villes de Clyde et Westlock et la subdivision de recensement 92. Westlock. Il n'y a aucune certitude que les services fédéraux soient assurés dans les deux langues dans la ville d'Edmonton. J'espère qu'ils le seront, mais je n'en ai pas la certitude. Qu'elle puisse être servie à Edmonton ou non, la minorité francophone de cette région a droit de recevoir ces services sans être obligée d'attendre le dénouement qui peut avoir lieu ou ne pas avoir lieu dans sa capitale provinciale.

DATÉ de ce onzième jour de juin 1975 en la communauté de Saint-Boniface, ville de Winnipeg, au Manitoba.



A. M. MONNIN

1. Argenteuil—Deux-Montagnes

a. description

le district bilingue d'Argenteuil—Deux-Montagnes se compose des subdivisions de recensement d'Arundel, Chatham, Gore, Grenville, Harrington, Lac-des-Seize-Îles, Mille-Isles, Montcalm, Morin Heights, Saint-Adolphe-d'Howard, Saint-André-d'Argenteuil, Wentworth et Wentworth-Nord, de la cité de Lachute, de la ville de Barkmere, et des villages de Brownsburg, Calumet, Carillon, Grenville et Saint-André-Est, dans la division de recensement d'Argenteuil; de la subdivision de recensement de Saint-Colomban et de la cité de Sainte-Scholastique, dans la division de recensement de Deux-Montagnes; des subdivisions de recensement de Namur et Ponsonby, dans la division de recensement de Papineau; et des subdivisions de recensement de Sainte-Adèle, Sainte-Anne-des-Lacs et Saint-Sauveur, dans la division de recensement de Terrebonne.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	anglais	pourcentage
Argenteuil, division (part.)			
subdivisions			
Arundel.....	395	275	69.6
Chatham.....	3,080	850	27.6
Gore.....	255	205	80.4
Grenville.....	1,875	1,070	57.1
Harrington.....	700	580	82.9
Lac-des-Seize-Îles.....	215	15	7.0
Mille-Isles.....	370	230	62.2
Montcalm.....	245	125	51.0
Morin Heights.....	1,315	730	55.5
Saint-Adolphe-d'Howard.....	1,335	345	25.8
Saint-André-d'Argenteuil.....	845	160	18.9
Wentworth.....	145	120	82.8
Wentworth-Nord.....	390	65	16.7
cité			
Lachute.....	11,815	2,265	19.2
ville			
Barkmere.....	50	30	60.0
villages			
Brownsburg.....	3,480	990	28.4
Calumet.....	765	185	24.2
Carillon.....	420	25	6.0

division — subdivision	total	anglais	pourcentage
Grenville.....	1,495	340	22.7
Saint-André-Est.....	1,200	205	17.1
Deux-Montagnes, division (part.)			
subdivision			
Saint-Colomban.....	1,070	135	12.6
cité			
Sainte-Scholastique.....	14,785	535	3.6
Papineau, division (part.)			
subdivisions			
Namur.....	460	75	16.3
Ponsonby.....	195	70	35.9
Terrebonne, division (part.)			
Subdivisions			
Sainte-Adèle.....	3,820	500	13.1
Sainte-Anne-des-Lacs.....	525	85	16.2
Saint-Sauveur.....	905	285	31.5
Total.....	52,150	10,495	20.1

c. circonscriptions électorales

le district bilingue d'Argenteuil—Deux-Montagnes est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales d'Argenteuil—Deux-Montagnes, Gatineau, Labelle et Terrebonne; il est situé dans une partie des districts électoraux provinciaux d'Argenteuil, Deux-Montagnes et Prévost.

2. Huntingdon—Compton

a. description

le district bilingue d'Huntingdon—Compton se compose des subdivisions de recensement d'Adamsville, Austin, Bolton-Est, Bolton-Ouest, Potton, Saint- tienne-de-Bolton et Sutton, des villes de Bromont, Lac-Brome et Sutton, et des villages d'Abercorn, Adamsville, Brome, East Farnham et Eastman, dans la division de recensement de Brome; des subdivisions de recensement de Saint-Malachie-d'Ormstown et Très-Saint-Sacrement, et des villages d'Howick et Ormstown, dans la division de recensement de Ch teauaguay; des subdivisions de recensement de Bury, Clifton partie est, Compton, Compton Station, Eaton, Hampden, Lingwick et Newport, des villes de Cookshire, Scotstown et Waterville, et des villages de Compton et Sawyerville dans la division de recensement de Compton; de la subdivision de recensement de Milan, dans la division de recensement de Frontenac; des subdivisions de recensement de Dundee, Elgin, Franklin, Godmanchester, Havelock, Hemmingford, Hinchinbrook et Saint-Anicet, de la ville de Huntingdon, et du village d'Hemmingford, dans la division de recensement de Huntingdon;

des subdivisions de recensement de Bedford, Dunham, Frelighsburg, Saint-Armand-Ouest, Saint-Georges-de-Clarenceville, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Saint-Thomas, Stanbridge, Stanbridge Station et Venise-en-Québec, des villes de Bedford et Cowansville, et des villages de Clarenceville, Dunham, Frelighsburg et Philipsburg, dans la division de recensement de Missisquoi; des subdivisions de recensement de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et Saint-Bernard-de-Lacolle, et du village de Lacolle, dans la division de recensement de Saint-Jean; des subdivisions de recensement de Saint-Joachim-de-Shefford, Shefford et Stukely-Sud, de la ville de Waterloo, et des villages de Stukely-Sud et Warden, dans la division de recensement de Shefford; de la subdivision de recensement d'Ascot, de la cité de Sherbrooke, et de la ville de Lennoxville, dans la division de recensement de Sherbrooke; des subdivisions de recensement de Barnston, Barnston-Ouest, Hatley, Hatley partie ouest, Ogden, Sainte-Catherine-de-Hatley, Saint-Mathieu-de-Dixville, Stanstead et Stanstead-Est, de la ville de Rock Island, et des villages d'Ayer's Cliff, Beebe Plain, Dixville, Hatley, North Hatley et Stanstead Plain, dans la division de recensement de Stanstead; de la subdivision de recensement de Dudswell, et des villages de Bishopton et Marbleton, dans la division de recensement de Wolfe.

b. statistiques du recensement de 1971

division — subdivision	total	anglais	pourcentage
Brome, division (part.)			
subdivisions			
Adamsville.....	1,410	410	29.1
Austin.....	1,060	485	45.8
Bolton-Est.....	465	360	77.4
Bolton-Ouest.....	520	410	78.8
Potton.....	1,660	885	53.3
Saint-�tienne-de-Bolton.....	305	70	23.0
Sutton.....	950	605	63.7
villes			
Bromont.....	1,090	210	19.3
Lac-Brome.....	4,060	2,705	66.6
Sutton.....	1,685	830	49.3
villages			
Abercorn.....	370	145	39.2
Adamsville.....	495	45	9.1
Brome.....	295	230	78.0
East Farnham.....	360	210	58.3
Eastman.....	525	95	18.1
Ch�teauaguay, division (part.)			
subdivisions			
Saint-Malachie-d'Ormstown.....	2,035	805	39.6
Très-Saint-Sacrement.....	1,445	845	58.5
villages			
Howick.....	575	285	49.6
Ormstown.....	1,520	710	46.7

ARGENTEUIL - DEUX-MONTAGNES

Federal Bilingual District

LEGEND

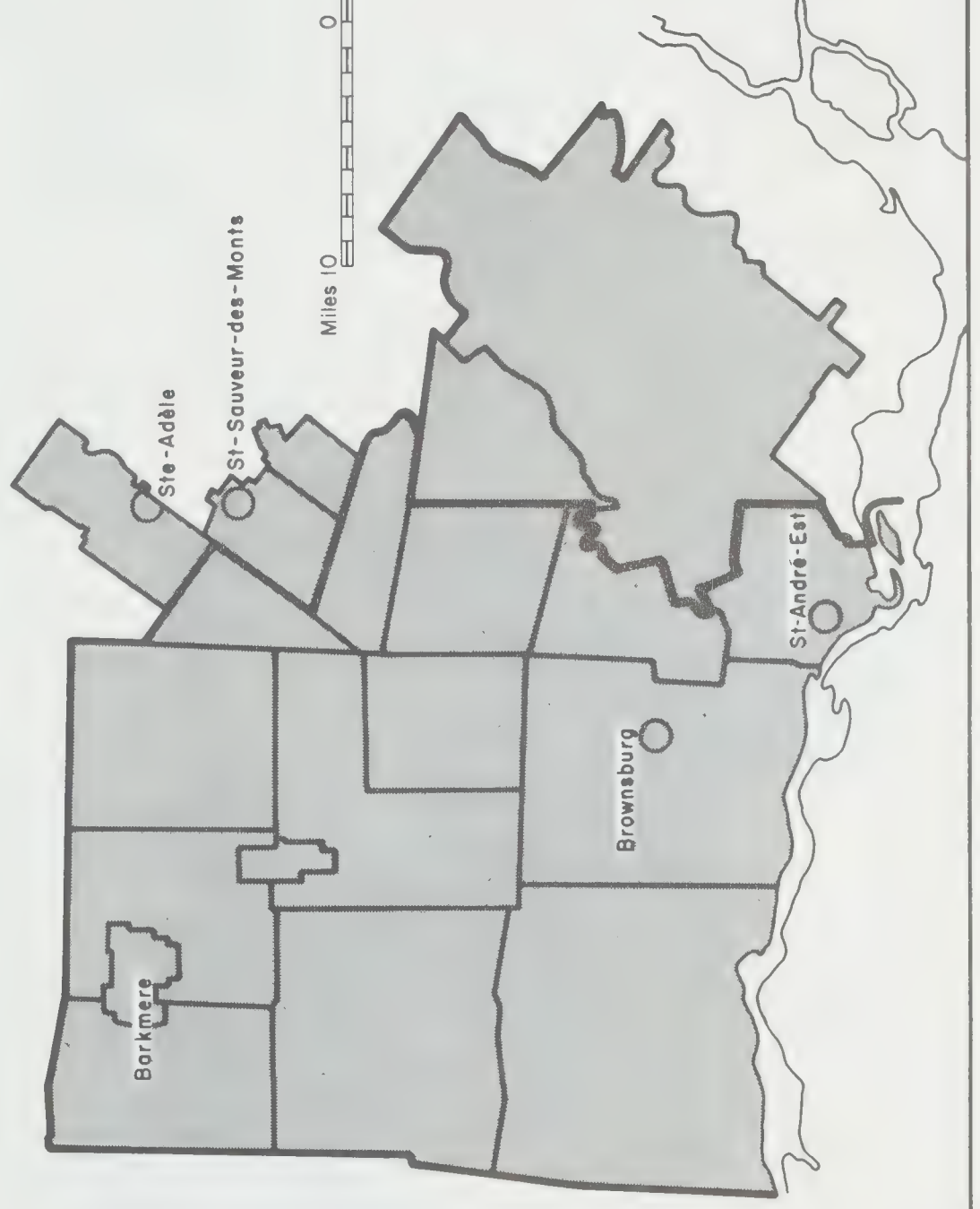
District	Recommended.....	
Census	Division	
Census	Subdivision.....	

ARGENTEUIL - DEUX-MONTAGNES

District bilingue fédéral

LÉGENDE

District	recommandé.....	
Division	de recensement.....	
Subdivision	de recensement.....	



HUNTINGDON - COMPTON

Federal Bilingual District

LEGEND

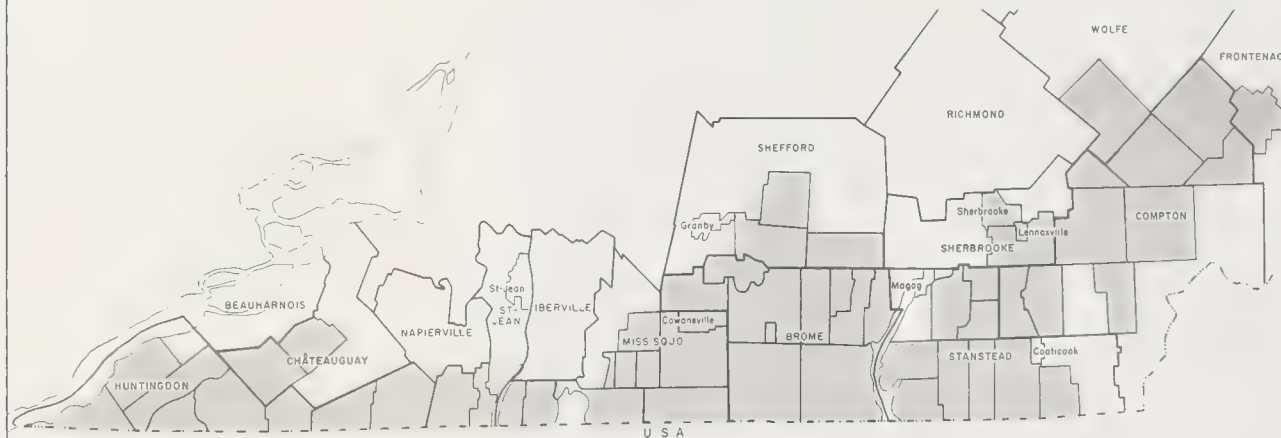
District Recommended
 Census Division
 Census Subdivision

HUNTINGDON - COMPTON

District bilingue fédéral

LÉGENDE

District recommandé
 Division de recensement
 Subdivision de recensement



division — subdivision	total	anglais	pourcentage
Compton, division (part.)			
subdivisions			
Bury.....	1,145	680	59.4
Clifton, partie est.....	425	100	23.5
Compton.....	810	165	20.4
Compton Station.....	825	120	14.5
Eaton.....	1,595	640	40.1
Hampden.....	160	25	15.6
Lingwick.....	610	75	12.3
Newport.....	855	435	50.9
villes			
Cookshire.....	1,485	280	18.9
Scotstown.....	920	200	21.7
Waterville.....	1,480	430	29.1
villages			
Compton.....	505	55	10.9
Sawyerville.....	865	440	50.9
Frontenac, division (part.)			
subdivision			
Milan.....	270	35	13.0
Huntingdon, division (part.)			
subdivisions			
Dundee.....	480	250	52.1
Elgin.....	455	275	60.4
Franklin.....	1,160	320	27.6
Godmanchester.....	1,885	960	50.9
Havelock.....	660	335	50.8
Hemmingford.....	1,675	825	49.3
Hinchinbrook.....	1,910	1,330	69.6
Saint-Anicet.....	1,725	265	15.4
ville			
Huntingdon.....	3,090	1,085	35.1
village			
Hemmingford.....	810	390	48.1
Missisquoi, division (part.)			
subdivisions			
Bedford.....	595	205	34.5
Dunham.....	1,735	585	33.7
Frelighsburg.....	690	140	20.3
Saint-Armand-Ouest.....	945	305	23.3
Saint-Georges-de-Clarenceville..	555	235	42.3
Saint-Ignace-de-Stanbridge.....	835	140	16.8
Saint-Thomas.....	540	230	42.6
Stanbridge.....	885	575	65.0
Stanbridge-Station.....	415	55	13.3
Venise-en-Québec.....	505	80	15.8
villes			
Bedford.....	2,785	645	23.2
Cowansville.....	11,920	2,190	18.4
villages			
Clarenceville.....	340	200	58.8
Dunham.....	485	110	22.7
Frelighsburg.....	345	45	13.0
Philipsburg.....	390	150	38.5
Saint-Jean, division (part.)			
subdivisions			
Notre-Dame-du-Mont-Carmel...	990	150	15.2
Saint-Bernard-de-Lacolle.....	1,400	250	17.9
village			
Lacolle.....	1,255	175	13.9
Shefford, division (part.)			
subdivisions			
Saint-Joachim-de-Shefford.....	915	120	13.1
Shefford.....	1,745	410	23.5
Stukely-Sud.....	470	80	17.0
ville			
Waterloo.....	4,935	1,065	21.6

division — subdivision	total	anglais	pourcentage
villages			
Stukely-Sud.....	390	175	44.9
Warden.....	385	80	20.8
Sherbrooke, division (part.)			
subdivision			
Ascot.....	4,320	1,550	35.9
cité			
Sherbrooke.....	80,710	6,120	7.6
ville			
Lennoxville.....	3,860	2,790	72.3
Stanstead, division (part.)			
subdivisions			
Barnston.....	1,350	140	10.4
Barnston-Ouest.....	600	175	29.2
Hatley.....	575	390	67.8
Hatley, partie ouest.....	440	265	60.2
Ogden.....	775	555	71.6
Sainte-Catherine-de-Hatley.....	985	110	11.2
Saint-Mathieu-de-Dixville.....	300	45	15.0
Stanstead.....	720	430	59.7
Stanstead-Est.....	810	380	46.9
ville			
Rock Island.....	1,340	760	56.7
villages			
Ayer's Cliff.....	875	615	70.3
Beebe Plain.....	1,235	565	45.7
Dixville.....	550	240	43.6
Hatley.....	215	185	86.0
North Hatley.....	725	520	71.7
Stanstead Plain.....	1,195	580	48.5
Wolfe, division (part.)			
subdivision			
Dudswell.....	620	115	18.5
villages			
Bishopton.....	335	115	34.3
Marbleton.....	615	55	8.9
Total.....	186,225	45,150	24.2

c. circonscriptions électorales

le district bilingue d'Huntingdon—Compton est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales de Beauharnois—Salaberry, Brome—Missisquoi, Compton, Richmond, Saint-Jean, Shefford et Sherbrooke; il est situé dans le district électoral provincial de Sherbrooke, et dans une partie des districts électoraux provinciaux de Brome—Missisquoi, Huntingdon, Iberville, Mégantic—Compton, Orford, Saint-François, Saint-Jean et Shefford.

3. Région métropolitaine de recensement de Montréal

a. description

le district bilingue de la Région métropolitaine de recensement de Montréal se compose du territoire de la R.M.R. de Montréal.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
Île-de-Montréal et Île-Jésus, division.....	2,187,155	494,950	22.6
Chambly, division.....	231,590	43,745	18.9
Châteauguay, division (part.)			
villes			
Châteauguay.....	15,795	7,845	49.7
Châteauguay-Centre.....	17,945	6,215	34.6
Léry.....	2,250	505	22.5
Mercier.....	4,010	220	5.5
Deux-Montagnes, division (part.)			
subdivisions			
Saint-Eustache.....	7,415	355	4.8
Sainte-Marthe-sur-le-lac.....	3,165	220	6.9
cité			
Deux-Montagnes.....	8,635	4,575	53.0
ville			
Saint-Eustache.....	9,480	1,520	16.0
village			
Pointe-Calumet.....	2,215	95	4.3
Laprairie, division (part.)			
subdivisions			
Notre-Dame.....	2,910	260	8.9
Saint-Constant.....	5,725	415	7.2
Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie.....	3,935	245	6.2
villes			
Brossard.....	23,450	4,935	21.0
Candiac.....	5,185	1,615	31.1
Delson.....	2,940	380	12.9
Laprairie.....	8,310	220	2.6
Réserves indiennes.....	3,985	2,060	51.8
L'Assomption, division (part.)			
subdivisions			
L'Assomption.....	2,030	25	1.2
L'Epiphanie.....	1,665	10	0.6
Saint-Charles-de-Lachenaie.....	3,670	65	1.8
Saint-Paul-l'Ermite.....	3,660	125	3.4
villes			
Charlemagne.....	4,110	65	1.6
L'Assomption.....	4,915	35	0.7
L'Epiphanie.....	2,750	5	0.2
Mascouche.....	8,815	1,380	15.7
Repentigny.....	19,520	470	2.4
Rouville, division (part.)			
subdivisions			
Notre-Dame-du-Bon-Secours.....	765	50	6.5
Sainte-Marie-de-Monnoir.....	1,360	5	0.4
Saint-Mathias.....	1,665	50	3.0
villes			
Marieville.....	4,565	30	0.7
Mont-St-Hilaire.....	5,760	1,120	19.5
Otterburn Park.....	3,510	2,275	64.8
Richelieu.....	1,775	145	8.2
Terrebonne, division (part.)			
subdivision			
Saint-Louis-de-Terrebonne.....	4,295	180	4.2
cité			
Sainte-Thérèse.....	17,175	1,085	6.3
villes			
Blainville.....	9,630	760	7.9
Lorraine.....	3,145	1,255	39.9
Rosemère.....	6,710	3,345	49.9
Sainte-Thérèse-Ouest.....	7,280	580	8.0
Terrebonne.....	9,215	220	2.4

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
village			
Bois-des-Filion.....	4,060	100	2.5
Vaudreuil, division (part.)			
subdivisions			
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot.....	1,555	320	20.6
Terrasse-Vaudreuil.....	1,695	440	26.0
villes			
Dorion.....	6,210	1,120	18.0
Hudson.....	4,345	3,130	72.0
Île-Cadieux.....	45	20	44.4
Île-Perrot.....	4,020	440	10.9
Pincourt.....	5,900	3,035	51.4
Pointe-du-Moulin.....	180	45	25.0
Vaudreuil.....	3,845	495	12.9
village			
Vaudreuil-sur-le-lac.....	285	15	5.3
Verchères, division (part.)			
subdivisions			
Saint-Amable.....	2,395	15	0.6
Sainte-Anne-de-Varennnes.....	2,885	70	2.4
Sainte-Julie.....	2,560	45	1.8
Saint-Mathieu-de-Belœil.....	560	—	—
ville			
Belœil.....	12,270	1,600	13.0
villages			
McMasterville.....	2,520	355	14.1
Varennnes.....	2,385	50	2.1
Total	2,743,205	595,395	21.7

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de la Région métropolitaine de recensement de Montréal est situé dans les circonscriptions électorales fédérales d'Ahuntsic, Dollard, Duvernay, Gamelin, Hochelaga, Lachine, Lafontaine, Laprairie, LaSalle, Laurier, Laval, Longueuil, Maisonneuve—Rosemont, Mercier, Montréal—Bourassa, Mount Royal, Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Papineau, Saint-Denis, Saint-Henri, Saint-Jacques, Sainte-Marie, Saint-Michel, Verdun et Westmount, et dans une partie des circonscriptions électorales fédérales d'Argenteuil—Deux-Montagnes, Beauharnois—Salaberry, Chambly, Joliette, Saint-Hyacinthe, Terrebonne et Vaudreuil; il est situé dans les districts électoraux provinciaux d'Anjou, Bourassa, Bourget, Chambly, Crémazie, D'Arcy McGee, Dorion, Fabre, Gouin, Jacques-Cartier, Jeanne-Mance, L'Acadie, Lafontaine, Laurier, Laval, Maisonneuve, Marguerite-Bourgeoys, Mercier, Mille-Îles, Mont-Royal, Notre-Dame-de-Grâce, Outremont, Pointe-Claire, Robert Baldwin, Rosemont, Sainte-Anne, Saint-Henri, Saint-Jacques, Saint-Laurent, Saint-Louis, Sainte-Marie, Sauvé, Taillon, Terrebonne, Verdun, Viau et Westmount, et dans une partie des districts électoraux provinciaux de Beauharnois, Châteauguay,

CENSUS METROPOLITAN AREA OF MONTREAL

Federal Bilingual District

LEGEND

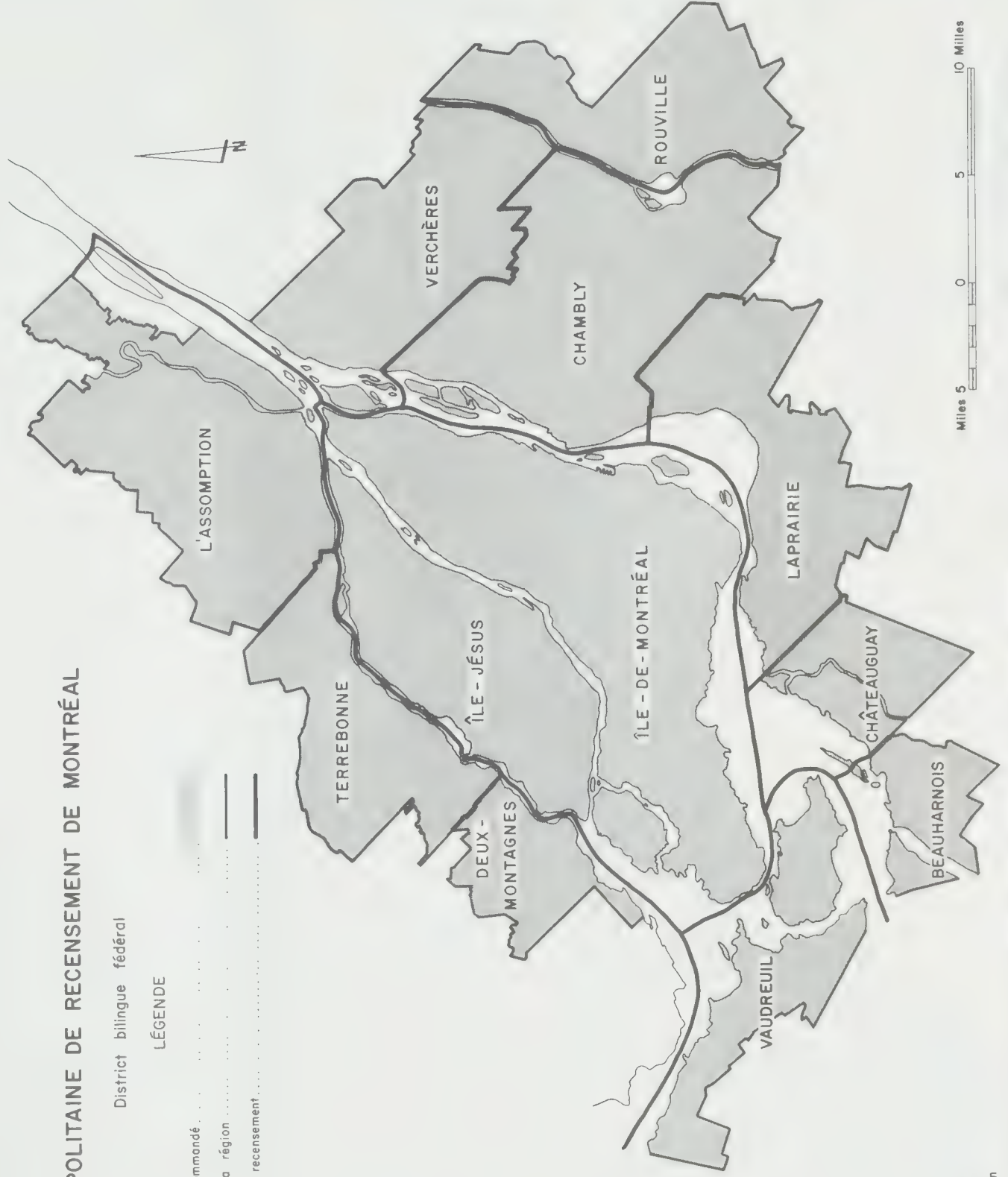
- District Recommended
- Area Boundary
- Census Division

RÉGION MÉTROPOLITAINE DE RECENSEMENT DE MONTRÉAL

District bilingue fédéral

LÉGENDE

- District recommandé
- Limite de la région
- Division de recensement



QUEBEC

Federal Bilingual Districts

LEGEND

Districts Recommended
Census Division

QUÉBEC

Districts bilingues fédéraux

LÉGENDE

Districts recommandés
Division de recensement

Miles 100 0 100 200 Miles

1:100,000

TERRITOIRE DU NOUVEAU

LEGAL - MORINVILLE - ST. ALBERT

Federal Bilingual District

LEGEND

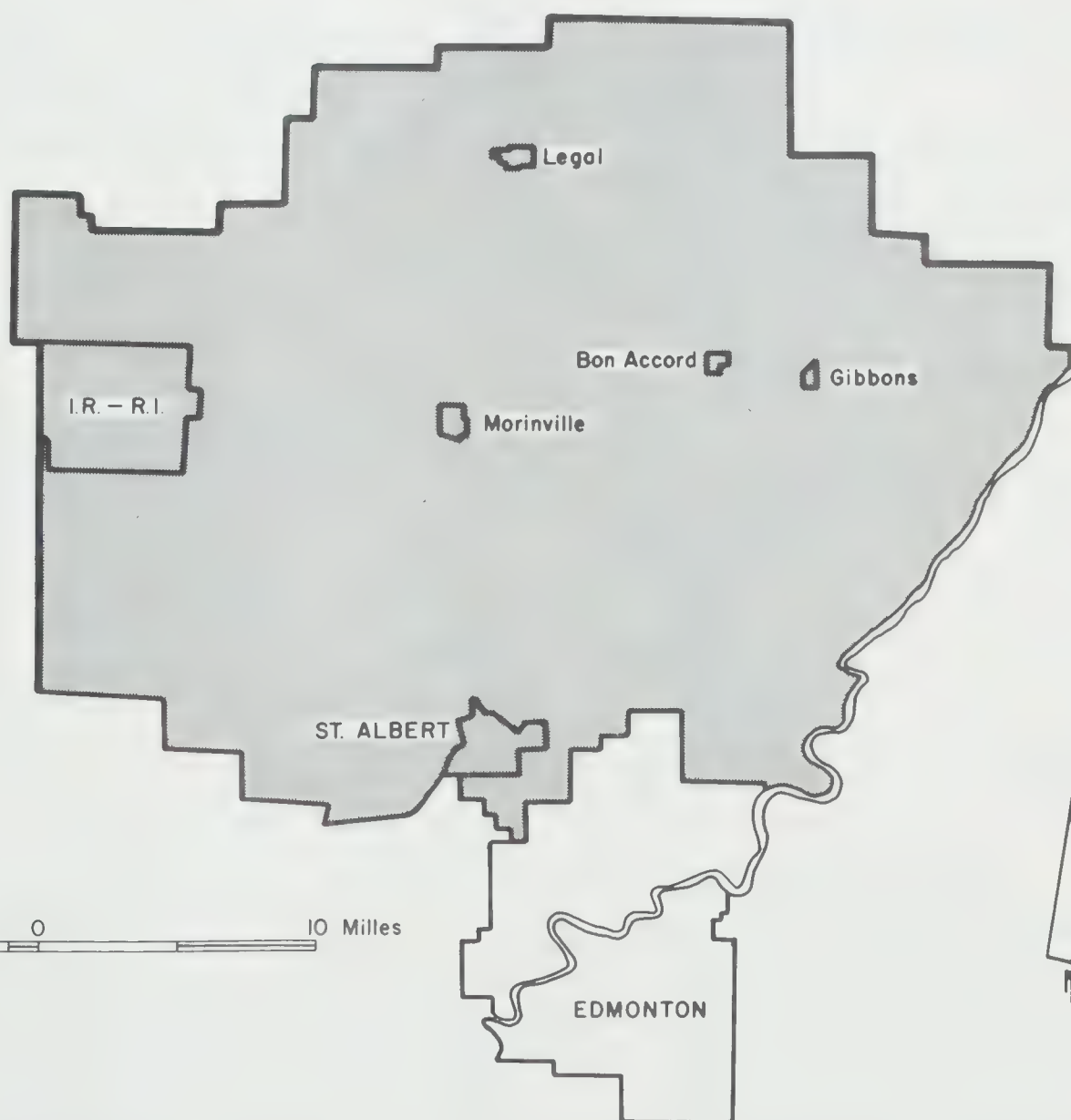
District Recommended.....
Census Division.....
Census Subdivision

LEGAL - MORINVILLE - SAINT-ALBERT

District bilingue fédéral

LÉGENDE

District recommandé.....
Division de recensement.....
Subdivision de recensement.....



Deux-Montagnes, Iberville, L'Assomption, Vaudreuil—Soulanges et Verchères.

4. Rouyn—Noranda

a. description

le district bilingue de Rouyn—Noranda se compose des cités de Noranda et de Rouyn, dans la division de recensement de Témiscamingue.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
Témiscamingue, division (part.)			
cités			
Noranda	10,740	2,225	20.7
Rouyn.....	17,820	645	3.6
Total.....	28,560	2,870	10.1

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Rouyn—Noranda est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Témiscamingue, et dans une partie du district électoral provincial de Rouyn—Noranda.

5. Schefferville

a. description

le district bilingue de Schefferville se compose de la ville de Schefferville, dans la division de recensement de Saguenay.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
Saguenay, division (part.)			
Nouveau-Québec (part.)			
ville			
Schefferville.....	3,270	965	29.5
Total.....	3,270	965	29.5

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Schefferville est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Manicouagan, et dans une partie du district électoral provincial de Duplessis.

6. Temiscaming

a. description

le district bilingue de Temiscaming se compose de la ville de Temiscaming, dans la division de recensement de Témiscamingue.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	anglais	pourcentage
Témiscamingue, division (part.)			
ville			
Temiscaming.....	2,425	885	36.5
Total.....	2,425	885	36.5

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Temiscaming est situé dans une partie de la circonscription électorale fédérale de Témiscamingue, et dans une partie du district électoral provincial de Pontiac—Témiscamingue.

7. Legal—Morinville—Saint-Albert

a. description

le district bilingue de Legal—Morinville—Saint-Albert se compose de la subdivision de recensement 90, Sturgeon, des villes de Morinville et Saint-Albert, et des villages de Bon Accord, Gibbons et Legal, dans la division de recensement n° 11.

b. statistiques du recensement de 1971

division—subdivision	total	français	pourcentage
Division n° 11 (part.)			
subdivision 90. Sturgeon.....			
villes			
Morinville.....	1,475	480	32.5
Saint-Albert.....	11,800	885	7.5
villages			
Bon Accord.....	330	5	1.5
Gibbons.....	550	30	5.5
Legal.....	560	370	66.1
Total.....	25,690	3,735	14.5

c. circonscriptions électorales

le district bilingue de Legal—Morinville—Saint-Albert est situé dans une partie des circonscriptions électorales fédérales d'Edmonton-Ouest, Pembina et Wetaskiwin, et dans une partie des circonscriptions électorales provinciales de Barrhead, Redwater, St. Albert et Stony Plain.

PARTIE V
APPENDICES



CHAPTER O-2

CHAPITRE O-2

An Act respecting the status of the official languages of Canada

Loi concernant le statut des langues officielles du Canada

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Official Languages Act*. 1968-69, c. 54, s. 1.

1. La présente loi peut être citée sous le titre: *Loi sur les langues officielles*. 1968-69, c. 54, art. 1.

Titre abrégé

DECLARATION OF STATUS OF LANGUAGES

DÉCLARATION DU STATUT DES LANGUES

Declaration of status

2. The English and French languages are the official languages of Canada for all purposes of the Parliament and Government of Canada, and possess and enjoy equality of status and equal rights and privileges as to their use in all the institutions of the Parliament and Government of Canada. 1968-69, c. 54, s. 2.

2. L'anglais et le français sont les langues officielles du Canada pour tout ce qui relève du Parlement et du gouvernement du Canada; elles ont un statut, des droits et des privilèges égaux quant à leur emploi dans toutes les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada. 1968-69, c. 54, art. 2.

Déclaration du statut des langues

STATUTORY AND OTHER INSTRUMENTS

ACTES STATUTAIRES ET AUTRES

Instruments directed to public

3. Subject to this Act, all instruments in writing directed to or intended for the notice of the public, purporting to be made or issued by or under the authority of the Parliament or Government of Canada or any judicial, quasi-judicial or administrative body or Crown corporation established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada, shall be promulgated in both official languages. 1968-69, c. 54, s. 3.

3. Sous toutes réserves prévues par la présente loi, tous les actes portés ou destinés à être portés à la connaissance du public et présentés comme établis par le Parlement ou le gouvernement du Canada, par un organisme judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif ou une corporation de la Couronne créés en vertu d'une loi du Parlement, ou comme établis sous l'autorité de ces institutions, seront promulgués dans les deux langues officielles. 1968-69, c. 54, art. 3.

Actes à l'intention du public

Legislative instruments

4. All rules, orders, regulations, by-laws and proclamations that are required by or under the authority of any Act of the Parliament of Canada to be published in the official gazette of Canada shall be made or issued in both official languages and shall be published accordingly in both official languages, except that where the authority by

4. Les règles, ordonnances, décrets, règlements et proclamations, dont la publication au journal officiel du Canada est requise en vertu d'une loi du Parlement du Canada, seront établis et publiés dans les deux langues officielles. Toutefois, lorsque l'autorité qui établit une règle, une ordonnance, un décret, un règlement ou une proclamation

Actes du pouvoir législatif

which any such rule, order, regulation, by-law or proclamation is to be made or issued is of the opinion that its making or issue is urgent and that to make or issue it in both official languages would occasion a delay prejudicial to the public interest, the rule, order, regulation, by-law or proclamation shall be made or issued in the first instance in its version in one of the official languages and thereafter, within the time limited for the transmission of copies thereof or its publication as required by law, in its version in the other, each such version to be effective from the time the first is effective. 1968-69, c. 54, s. 4.

estime qu'il est urgent de les établir et que leur établissement dans les deux langues officielles entraînerait un retard préjudiciable à l'intérêt public, la règle, l'ordonnance, le décret, le règlement ou la proclamation seront établis d'abord dans l'une des langues officielles, puis dans l'autre, en respectant le délai légal fixé pour la communication d'exemplaires de ces actes ou leur publication. La dernière version prendra effet à la même date que la première. 1968-69, c. 54, art. 4.

Decisions,
orders and
judgments

5. (1) All final decisions, orders and judgments, including any reasons given therefor, issued by any judicial or quasi-judicial body established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada shall be issued in both official languages where the decision, order or judgment determines a question of law of general public interest or importance or where the proceedings leading to its issue were conducted in whole or in part in both official languages.

5. (1) Les décisions, ordonnances et jugements finals, avec les motifs y afférents, émis par un organisme judiciaire ou quasi-judiciaire créé en vertu d'une loi du Parlement du Canada, seront tous émis dans les deux langues officielles lorsque la décision, l'ordonnance ou le jugement tranche une question de droit présentant de l'intérêt ou de l'importance pour le public en général ou lorsque les procédures y afférentes se sont déroulées, en totalité ou en partie, dans les deux langues officielles.

Décisions,
ordonnances
et jugements

Idem

(2) Where any final decision, order or judgment issued by a body described in subsection (1) is not required by that subsection to be issued in both official languages, or where a body described in that subsection by which any final decision, order or judgment including any reasons given therefor is to be issued is of the opinion that to issue it in both official languages would occasion a delay prejudicial to the public interest or resulting in injustice or hardship to any party to the proceedings leading to its issue, the decision, order or judgment including any reasons given therefor shall be issued in the first instance in its version in one of the official languages and thereafter, within such time as is reasonable in the circumstances, in its version in the other, each such version to be effective from the time the first is effective.

(2) Lorsque le paragraphe (1) n'exige pas qu'une décision, une ordonnance ou un jugement finals, émis par un organisme visé dans ce paragraphe, le soient dans les deux langues officielles ou lorsqu'un organisme visé dans ce paragraphe, qui doit émettre la décision, l'ordonnance ou le jugement finals avec les motifs y afférents, est d'avis que le fait de l'émettre dans les deux langues officielles entraînerait, soit un retard préjudiciable à l'intérêt public, soit une injustice ou un inconvénient grave pour l'une des parties aux procédures qui ont abouti à son émission, la décision, l'ordonnance ou le jugement, avec les motifs y afférents, seront émis d'abord dans l'une des langues officielles, puis dans l'autre, en respectant le délai raisonnable en l'occurrence. La dernière version prendra effet à la même date que la première.

Idem

Oral rendition
of decisions
not affected

(3) Nothing in subsection (1) or (2) shall be construed as prohibiting the oral rendition or delivery, in one only of the official languages, of any decision, order or judgment or any reasons given therefor.

(3) Aucune disposition des paragraphes (1) ou (2) ne sera interprétée comme interdisant de rendre de vive voix, en une seule langue officielle, une décision, une ordonnance ou un jugement, avec les motifs y afférents.

Les décisions
rendues
oralement ne
sont pas
affectées

Rules govern-
ing practice
and procedure

(4) All rules, orders and regulations governing the practice or procedure in any proceedings before a body described in subsection (1) shall be made in both official languages but where the body by which any such instrument is to be made is satisfied that its making in both official languages would occasion a delay resulting in injustice or hardship to any person or class of persons, the instrument shall be made in the first instance in its version in one of the official languages and thereafter as soon as possible in its version in the other, each such version to be effective from the time the first is effective. 1968-69, c. 54, s. 5.

(4) Les règles, ordonnances et règlements qui régissent la pratique ou la marche à suivre dans les procédures devant un organisme visé au paragraphe (1) seront établis dans les deux langues officielles. Toutefois, lorsque l'organisme par lequel un tel acte doit être établi est convaincu que son établissement dans les deux langues officielles entraînerait un retard aboutissant à une injustice ou à un inconvénient grave pour une personne ou une catégorie de personnes, l'acte sera établi d'abord dans l'une des langues officielles et, dès que possible par la suite, dans l'autre langue. La dernière version prendra effet à la même date que la première. 1968-69, c. 54, art. 5.

Règles de
pratique et de
procédure

Non-
compliance:
effect and
limitation

6. Without limiting or restricting the operation of any law of Canada relating to the conviction of a person for an offence consisting of a contravention of a rule, order, regulation, by-law or proclamation that at the time of the alleged contravention was not published in the official gazette of Canada in both official languages, no instrument described in section 4 or 5 is invalid by reason only that it was not made or issued in compliance with those sections, unless in the case of any instrument described in section 4 it is established by the person asserting its invalidity that the non-compliance was due to bad faith on the part of the authority by which the instrument was made or issued. 1968-69, c. 54, s. 6.

6. Sans limiter ni restreindre l'application des lois du Canada ayant trait à la condamnation d'une personne en raison d'une infraction pour contravention d'une règle, d'une ordonnance, d'un décret, d'un règlement ou d'une proclamation qui, au moment de la contravention alléguée, n'était pas publiée au journal officiel du Canada dans les deux langues officielles, aucun acte visé à l'article 4 ou à l'article 5 n'est invalide du seul fait qu'il n'a pas été établi conformément à ces articles, sauf si, pour un acte visé à l'article 4, il est établi par la personne se prévalant de son invalidité que ce défaut était dû à la mauvaise foi de l'autorité par laquelle l'acte a été établi. 1968-69, c. 54, art. 6.

Défaut:
effet et
limitation

Printing of
notices and
advertisements

7. Where, by or under the authority of the Parliament or Government of Canada or any judicial, quasi-judicial or administrative body or Crown corporation established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada, any notice, advertisement or other matter is to be printed in a publication for the information primarily of members of the public resident in the National Capital Region or a federal bilingual district established under this Act, the matter shall, wherever possible in publications in general circulation within that Region or district, be printed in one of the official languages in at least one such publication appearing wholly or mainly in that language and in the other official language in at least one such publication appearing wholly or mainly in that other language, and shall be given as nearly as

7. Lorsque, dans une publication, doivent être imprimés, par le Parlement ou le gouvernement du Canada, par tout organisme judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif ou par une corporation de la Couronne créés en vertu d'une loi du Parlement du Canada, ou lorsque doivent y être imprimés, sous leur autorité, un avis, une annonce ou autre chose principalement dans le but d'informer le public de la région de la Capitale nationale ou d'un district bilingue fédéral créé en vertu de la présente loi, ce texte doit, lorsque c'est possible dans des publications dont la circulation est générale dans cette région ou ce district, être imprimé en l'une des langues officielles dans au moins une publication de ce genre paraissant entièrement ou principalement en cette langue et être imprimé en l'autre langue officielle dans au moins une publication de ce genre

Impression
d'avis et
d'annonces

reasonably may be equal prominence in each such publication. 1968-69, c. 54, s. 7.

paraissant entièrement ou principalement en cette autre langue. On donnera au texte, autant qu'il est raisonnablement possible de le faire, la même importance dans les deux publications. 1968-69, c. 54, art. 7.

CONSTRUCTION OF VERSIONS OF ENACTMENTS

Construction
of enactments

8. (1) In construing an enactment, both its versions in the official languages are equally authentic.

Rules to be
applied

(2) In applying subsection (1) to the construction of an enactment,

(a) where it is alleged or appears that the two versions of the enactment differ in their meaning, regard shall be had to both its versions so that, subject to paragraph (c), the like effect is given to the enactment in every part of Canada in which the enactment is intended to apply, unless a contrary intent is explicitly or implicitly evident;

(b) subject to paragraph (c), where in the enactment there is a reference to a concept, matter or thing the reference shall, in its expression in each version of the enactment, be construed as a reference to the concept, matter or thing to which in its expression in both versions of the enactment the reference is apt;

(c) where a concept, matter or thing in its expression in one version of the enactment is incompatible with the legal system or institutions of a part of Canada in which the enactment is intended to apply but in its expression in the other version of the enactment is compatible therewith, a reference in the enactment to the concept, matter or thing shall, as the enactment applies to that part of Canada, be construed as a reference to the concept, matter or thing in its expression in that version of the enactment that is compatible therewith; and

(d) if the two versions of the enactment differ in a manner not coming within paragraph (c), preference shall be given to the version thereof that, according to the true spirit, intent and meaning of the enactment, best ensures the attainment of its objects. 1968-69, c. 54, s. 8.

INTERPRÉTATION DES VERSIONS DES TEXTES LÉGISLATIFS

Interprétation
des textes
législatifs

8. (1) Dans l'interprétation d'un texte législatif, les versions des deux langues officielles font pareillement autorité.

(2) Pour l'application du paragraphe (1) à l'interprétation d'un texte législatif,

Règles à
appliquer

a) lorsqu'on allègue ou lorsqu'il apparaît que les deux versions du texte législatif n'ont pas le même sens, on tiendra compte de ses deux versions afin de donner, sous toutes réserves prévues par l'alinéa c), le même effet au texte législatif en tout lieu du Canada où l'on veut qu'il s'applique, à moins qu'une intention contraire ne soit explicitement ou implicitement évidente;

b) sous toutes réserves prévues à l'alinéa c), lorsque le texte législatif fait mention d'un concept ou d'une chose, la mention sera, dans chacune des deux versions du texte législatif, interprétée comme une mention du concept ou de la chose que signifient indifféremment l'une et l'autre version du texte législatif;

c) lorsque l'expression d'un concept ou d'une chose, dans l'une des versions du texte législatif, est incompatible avec le système juridique ou les institutions d'un lieu du Canada où l'on veut que ce texte s'applique mais que son expression dans l'autre version du texte est compatible avec ce système ou ces institutions, une mention du concept ou de la chose dans le texte sera, dans la mesure où ce texte s'applique à ce lieu du Canada, interprétée comme une mention du concept ou de la chose, exprimée dans la version qui est compatible avec ce système ou ces institutions; et

d) s'il y a, entre les deux versions du texte législatif, une différence autre que celle mentionnée à l'alinéa c), on donnera la préférence à la version qui, selon l'esprit, l'intention et le sens véritables du texte, assure le mieux la réalisation de ses objets. 1968-69, c. 54, art. 8.

DUTIES OF DEPARTMENTS, ETC., IN RELATION
TO OFFICIAL LANGUAGES

DEVOIRS DES MINISTÈRES, ETC., EN CE QUI A
TRAIT AUX LANGUES OFFICIELLES

Services to
public in both
languages in
certain
locations

9. (1) Every department and agency of the Government of Canada and every judicial, quasi-judicial or administrative body or Crown corporation established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada has the duty to ensure that within the National Capital Region, at the place of its head or central office in Canada if outside the National Capital Region, and at each of its principal offices in a federal bilingual district established under this Act, members of the public can obtain available services from and can communicate with it in both official languages.

9. (1) Il incombe aux ministères, départements et organismes du gouvernement du Canada, ainsi qu'aux organismes judiciaires, quasi-judiciaires ou administratifs ou aux corporations de la Couronne créés en vertu d'une loi du Parlement du Canada, de veiller à ce que, dans la région de la Capitale nationale d'une part et, d'autre part, au lieu de leur siège ou bureau central au Canada s'il est situé à l'extérieur de la région de la Capitale nationale, ainsi qu'en chacun de leurs principaux bureaux ouverts dans un district bilingue fédéral créé en vertu de la présente loi, le public puisse communiquer avec eux et obtenir leurs services dans les deux langues officielles.

Services au
public dans
les deux
langues en
certains
endroits

Services to
public in other
locations

(2) Every department and agency of the Government of Canada and every judicial, quasi-judicial or administrative body or Crown corporation established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada has, in addition to but without derogating from the duty imposed upon it by subsection (1), the duty to ensure, to the extent that it is feasible for it to do so, that members of the public in locations other than those referred to in that subsection, where there is a significant demand therefor by such persons, can obtain available services from and can communicate with it in both official languages. 1968-69, c. 54, s. 9.

(2) Tout ministère, département, et organisme du gouvernement du Canada et tout organisme judiciaire, quasi-judiciaire ou administratif ou toute corporation de la Couronne créés en vertu d'une loi du Parlement du Canada ont, en sus du devoir que leur impose le paragraphe (1), mais sans y déroger, le devoir de veiller, dans la mesure où il leur est possible de le faire, à ce que le public, dans des endroits autres que ceux mentionnés dans ce paragraphe, lorsqu'il y a de sa part demande importante, puisse communiquer avec eux et obtenir leurs services dans les deux langues officielles. 1968-69, c. 54, art. 9.

Services au
public dans
d'autres
endroits

Services to
travelling pub-
lic in Canada
or elsewhere

10. (1) Every department and agency of the Government of Canada and every Crown corporation established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada has the duty to ensure that, at any office, location or facility in Canada or elsewhere at which any services to the travelling public are provided or made available by it, or by any other person pursuant to a contract for the provision of such services entered into by it or on its behalf on and after the 7th day of September 1969, such services can be provided or made available in both official languages.

10. (1) Il incombe aux ministères, départements et organismes du gouvernement du Canada, ainsi qu'aux corporations de la Couronne, créés en vertu d'une loi du Parlement du Canada, de veiller à ce que, si des services aux voyageurs sont fournis ou offerts dans un bureau ou autre lieu de travail, au Canada ou ailleurs, par ces administrations ou par une autre personne agissant aux termes d'un contrat de fourniture de ces services conclu par elles ou pour leur compte après le 7 septembre 1969, lesdits services puissent y être fournis ou offerts dans les deux langues officielles.

Services aux
voyageurs au
Canada ou
ailleurs

Services else-
where than
in Canada

(2) Every department and agency described in subsection (1), and every Crown corporation described therein that is not expressly exempted by order of the Governor in Council from the application of this subsection in respect of any services provid-

(2) Il incombe aux ministères, départements et organismes mentionnés au paragraphe (1), et aux corporations de la Couronne y mentionnées qui ne sont pas expressément exemptées, par décret du gouverneur en conseil, de l'application du présent paragra-

Services
ailleurs qu'au
Canada

ed or made available by it, has the duty to ensure that any services to which subsection (1) does not apply that are provided or made available by it at any place elsewhere than in Canada can be so provided or made available in both official languages.

Exception re
ss. (1)

(3) Subsection (1) does not apply to require that services to the travelling public be provided or made available at any office, location or facility in both official languages if, at that office, location or facility, there is no significant demand for such services in both official languages by members of the travelling public or the demand therefor is so irregular as not to warrant the application of subsection (1) to that office, location or facility. 1968-69, c. 54, s. 10.

Hearing of
witnesses in
official lan-
guage of
choice

11. (1) Every judicial or quasi-judicial body established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada has, in any proceedings brought or taken before it, and every court in Canada has, in exercising in any proceedings in a criminal matter any criminal jurisdiction conferred upon it by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in the official language of his choice, and that in being so heard he will not be placed at a disadvantage by not being or being unable to be heard in the other official language.

Duty of
federal courts
to provide
simultaneous
translation

(2) Every court of record established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada has, in any proceedings conducted before it within the National Capital Region or a federal bilingual district established under this Act, the duty to ensure that, at the request of any party to the proceedings, facilities are made available for the simultaneous translation of the proceedings, including the evidence given and taken, from one official language into the other except where the court, after receiving and considering any such request, is satisfied that the party making it will not, if such facilities cannot conveniently be made available, be placed at a disadvantage by reason of their not being available or the court, after making every reasonable effort to obtain such facilities, is unable then to obtain them.

phe relativement à des services fournis ou offerts par eux, de veiller à ce que les services auxquels ne s'applique pas le paragraphe (1), fournis ou offerts par eux partout ailleurs qu'au Canada puissent l'être dans les deux langues officielles.

(3) Le paragraphe (1) n'exige pas l'emploi des deux langues officielles pour des services aux voyageurs fournis ou offerts dans un bureau ou autre lieu de travail si la demande de services dans les deux langues officielles, de la part des voyageurs, y est faible ou trop irrégulière pour justifier l'application du paragraphe (1). 1968-69, c. 54, art. 10.

Exception au
par. (1)

11. (1) Dans toutes procédures engagées devant des organismes judiciaires ou quasi-judiciaires créés en vertu d'une loi du Parlement du Canada et dans les procédures pénales où les tribunaux au Canada exercent une juridiction pénale qui leur a été conférée en vertu d'une loi du Parlement du Canada, il incombe à ces organismes et tribunaux de veiller à ce que toute personne témoignant devant eux puisse être entendue dans la langue officielle de son choix et que, ce faisant, elle ne soit pas défavorisée du fait qu'elle n'est pas entendue ou qu'elle est incapable de se faire entendre dans l'autre langue officielle.

Audition des
témoins dans
la langue
officielle de
leur choix

(2) Il incombe aux cours d'archives créées en vertu d'une loi du Parlement du Canada de veiller à ce que, à la demande d'une partie à des procédures conduites devant elles, dans la région de la Capitale nationale ou dans un district bilingue fédéral établi en vertu de la présente loi, l'on mette à la disposition de cette partie des services d'interprétation des procédures, notamment pour les témoignages recueillis, d'une langue officielle en l'autre langue. Toutefois, la cour n'y sera pas tenue si, après avoir reçu et examiné une telle demande, elle est convaincue que la partie qui l'a faite ne sera pas défavorisée par l'absence de ces services, s'il est difficile de les mettre à la disposition de cette partie, ou si la cour, après avoir fait tout effort pour les obtenir, n'y est pas parvenue.

Les cours
fédérales sont
tenues de
fournir des
services
d'interpréta-
tion

Language of proceedings in criminal matters

(3) In exercising in any proceedings in a criminal matter any criminal jurisdiction conferred upon it by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada, any court in Canada may in its discretion, at the request of the accused or any of them if there is more than one accused, and if it appears to the court that the proceedings can effectively be conducted and the evidence can effectively be given and taken wholly or mainly in one of the official languages as specified in the request, order that, subject to subsection (1), the proceedings be conducted and the evidence be given and taken in that language.

(3) Lorsqu'il exerce, dans des procédures pénales, une juridiction pénale qui lui a été conférée en vertu d'une loi du Parlement du Canada, tout tribunal au Canada peut, à sa discrétion, sur demande de l'accusé ou, lorsqu'il y a plus d'un accusé, sur demande de l'un ou plusieurs d'entre eux, ordonner que, sous toutes réserves prévues par le paragraphe (1), les procédures soient conduites et les témoignages fournis et recueillis en la langue officielle spécifiée dans la demande s'il lui paraît que les procédures peuvent être correctement conduites et les témoignages correctement fournis et recueillis, en totalité ou en majeure partie, dans cette langue.

Langues officielles dans les procédures pénales

Application to certain courts

(4) Subsections (1) and (3) do not apply to any court in which, under and by virtue of section 133 of *The British North America Act, 1867*, either of the official languages may be used by any person, and subsection (3) does not apply to the courts of any province until such time as a discretion in those courts or in the judges thereof is provided for by law as to the language in which, for general purposes in that province, proceedings may be conducted in civil causes or matters.

(4) Les paragraphes (1) et (3) ne s'appliquent pas à un tribunal devant lequel, en vertu de l'article 133 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867*, quiconque peut utiliser l'une ou l'autre des langues officielles, et le paragraphe (3) ne s'applique pas aux tribunaux d'une province jusqu'à ce que la loi accorde à ces tribunaux ou aux juges de ces tribunaux la liberté de choisir la langue dans laquelle, de façon générale dans cette province, les procédures peuvent être conduites en matière civile.

Application à certains tribunaux

Authority to make implementing rules

(5) The Governor in Council, in the case of any judicial or quasi-judicial body established by or pursuant to an Act of the Parliament of Canada, and the lieutenant governor in council of any province, in the case of any other court in that province, may make such rules governing the procedure in proceedings before such body or court, including rules respecting the giving of notice, as the Governor in Council or the lieutenant governor in council, as the case may be, deems necessary to enable such body or court to exercise or carry out any power or duty conferred or imposed upon it by this section. 1968-69, c. 54, s. 11.

(5) Le gouverneur en conseil, dans le cas d'un organisme judiciaire ou quasi-judiciaire créé en vertu d'une loi du Parlement du Canada, et le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province, dans le cas de tout autre tribunal dans cette province, peut établir les règles régissant les procédures devant cet organisme ou ce tribunal, y compris les règles relatives aux notifications, que le gouverneur en conseil ou le lieutenant-gouverneur en conseil, selon le cas, estime nécessaires pour permettre à cet organisme ou à ce tribunal d'exercer toute fonction ou pouvoir qui lui est conféré ou imposé par le présent article. 1968-69, c. 54, art. 11.

Pouvoir d'établir des règles d'application

FEDERAL BILINGUAL DISTRICTS

12. In accordance with and subject to the provisions of this Act and the terms of any agreement that may be entered into by the Governor in Council with the government of a province as described in section 15, the Governor in Council may from time to time by proclamation establish one or more federal bilingual districts (hereinafter in this Act called "bilingual districts") in a prov-

Establishment of federal bilingual districts

DISTRICTS BILINGUES FÉDÉRAUX

12. En conformité des dispositions de la présente loi et des termes de tout accord que peut conclure le gouverneur en conseil avec le gouvernement d'une province, comme le mentionne l'article 15, le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, par proclamation, créer dans une province un ou plusieurs districts bilingues fédéraux (ci-après appelés dans la présente loi «districts bilingues») et

Création de districts bilingues fédéraux

ince, and alter the limits of any bilingual districts so established. 1968-69, c. 54, s. 12.

modifier les limites des districts bilingues ainsi créés. 1968-69, c. 54, art. 12.

Delineation of districts

13. (1) A bilingual district established under this Act shall be an area delineated by reference to the boundaries of any or all of the following, namely, a census district established pursuant to the *Statistics Act*, a local government or school district, or a federal or provincial electoral district or region.

13. (1) Un district bilingue créé en vertu de la présente loi est une subdivision administrative délimitée par référence aux limites de l'une, de plusieurs ou de l'ensemble des subdivisions administratives suivantes: un district de recensement créé en conformité de la *Loi sur la statistique*, un district municipal ou scolaire, une circonscription ou région électorale fédérale ou provinciale.

Délimitation des districts

Rules governing establishment of federal bilingual districts

(2) An area described in subsection (1) may be established as a bilingual district or be included in whole or in part within a bilingual district if

(2) Une subdivision visée au paragraphe (1) peut constituer un district bilingue ou être incluse totalement ou partiellement dans le périmètre d'un district bilingue, si

Règles gouvernant la création des districts bilingues fédéraux

(a) both of the official languages are spoken as a mother tongue by persons residing in the area; and

a) les deux langues officielles sont les langues maternelles parlées par des résidents de la subdivision; et si

(b) the number of persons who are in the linguistic minority in the area in respect of an official language spoken as a mother tongue is at least ten per cent of the total number of persons residing in the area.

b) au moins dix pour cent de l'ensemble des résidents de la subdivision parlent une langue maternelle qui est la langue officielle de la minorité linguistique dans la subdivision.

Where services customarily made available in both languages

(3) Notwithstanding subsection (2), where the number of persons in the linguistic minority in an area described in subsection (1) is less than the percentage required under subsection (2), the area may be established as a bilingual district if before the 7th day of September 1969 the services of departments and agencies of the Government of Canada were customarily made available to residents of the area in both official languages.

(3) Nonobstant le paragraphe (2), lorsque le nombre des personnes appartenant à la minorité linguistique, dans une subdivision visée au paragraphe (1), est inférieur au pourcentage requis en vertu du paragraphe (2), la subdivision peut constituer un district bilingue si, avant le 7 septembre 1969, les services des ministères, départements et organismes du gouvernement du Canada étaient couramment mis à la disposition des résidents de la subdivision dans les deux langues officielles.

Cas où les services sont couramment offerts dans les deux langues

Alterations of limits of districts

(4) No alteration of the limits of any bilingual district established under this Act shall be made unless such district would, if the proposed alteration of its limits were made, continue to comply with the requirements of this section respecting the establishment of bilingual districts under this Act.

(4) Aucune modification des limites d'un district bilingue créé en vertu de la présente loi ne sera faite à moins que ce district, en cas de réalisation de la modification proposée, ne continue à satisfaire aux exigences du présent article relatives à la constitution de districts bilingues en vertu de la présente loi.

Modifications des limites des districts

When proclamation may issue

(5) No proclamation establishing or altering the limits of any bilingual district shall be issued under this Act before such time as the Governor in Council has received from a Bilingual Districts Advisory Board appointed as described in section 14 a report setting out its findings and conclusions including its recommendations if any relating thereto and

(5) Aucune proclamation, créant un district bilingue ou modifiant ses limites, ne sera émise en vertu de la présente loi avant que le gouverneur en conseil n'ait reçu du Conseil consultatif des districts bilingues, nommé comme l'indique l'article 14, un rapport énonçant ses constatations et conclusions, et notamment, le cas échéant, les re-

Condition à remplir avant la proclamation

at least ninety days have elapsed from the day a copy of the report was laid before Parliament pursuant to section 17.

commandations y afférentes, ni pendant les quatre-vingt-dix jours qui suivent le dépôt d'un exemplaire du rapport devant le Parlement en conformité de l'article 17.

When
proclamation
effective

(6) A proclamation establishing or altering the limits of any bilingual district shall take effect in relation to any such district on such day, not later than twelve months after the issue of the proclamation, as may be fixed therein in relation to that district. 1968-69, c. 54, s. 13.

(6) Une proclamation créant un district bilingue ou modifiant ses limites prendra effet, pour ce district, dans les douze mois de l'émission de la proclamation, à la date fixée dans cette dernière. 1968-69, c. 54, art. 13.

Date d'effet
de la
proclamation

Establishment
of Bilingual
Districts Advisory Board

14. (1) As soon as possible following the completion of each decennial census, or, in the case of the decennial census taken in the year 1961, forthwith after the 6th day of September 1969, the Dominion Statistician shall prepare and send to the Clerk of the Privy Council a return certified by him showing the population of each of the provinces and census districts in Canada, categorized according to the official languages spoken as a mother tongue by persons resident therein as ascertained by that census, and as soon as possible thereafter the Governor in Council shall, pursuant to Part I of the *Inquiries Act*, appoint not less than five and not more than ten persons, selected as nearly as may be as being representative of residents of the several provinces or principal regions of Canada, as commissioners to constitute a Bilingual Districts Advisory Board for the purpose of conducting an inquiry as described in section 15.

14. (1) Dès que possible après chaque recensement décennal ou, dans le cas du recensement décennal de 1961, immédiatement après le 6 septembre 1969, le statisticien fédéral dressera et enverra au greffier du Conseil privé un état certifié par lui et indiquant la population de chaque province et district de recensement du Canada, classés d'après les langues officielles qui sont, selon les résultats du recensement, les langues maternelles parlées par les résidents. Dès que possible par la suite, le gouverneur en conseil, en conformité de la Partie I de la *Loi sur les enquêtes*, nommera de cinq à dix commissaires, choisis autant que possible de façon à représenter les résidents des diverses provinces ou des principales régions du Canada, pour constituer un Conseil consultatif des districts bilingues en vue d'effectuer l'enquête visée à l'article 15.

Création du
Conseil
consultatif des
districts
bilingues

Chairman

(2) One of the persons appointed as described in subsection (1) shall be designated in the instrument of appointment to act as chairman of the Board.

(2) L'une des personnes nommées comme l'indique le paragraphe (1) doit être désignée dans l'acte de nomination à titre de président du Conseil.

Président

Copy of return
to be sent to
chairman

(3) Forthwith upon the appointment of a Bilingual Districts Advisory Board, the Clerk of the Privy Council shall send a copy of the return referred to in subsection (1) to the chairman of the Board. 1968-69, c. 54, s. 14.

(3) Immédiatement après la nomination d'un Conseil consultatif des districts bilingues, le greffier du Conseil privé enverra au président du Conseil un exemplaire de l'état mentionné au paragraphe (1). 1968-69, c. 54, art. 14.

Envoi au
président d'un
exemplaire de
l'état

Inquiry and
report of
Advisory
Board

15. (1) Upon receipt by the chairman of a Bilingual Districts Advisory Board of the copy of the return referred to in subsection 14(3), the Board shall, with all due dispatch, conduct an inquiry into and concerning the areas of Canada in which one of the official languages is spoken as a mother tongue by persons who are in the linguistic minority in those areas in respect of an

15. (1) Dès que son président aura reçu un exemplaire de l'état mentionné au paragraphe 14(3), le Conseil effectuera avec toute la diligence voulue, dans les subdivisions du Canada où l'une des langues officielles est la langue maternelle parlée par des personnes appartenant à la minorité linguistique de ces subdivisions, une enquête sur ces subdivisions et, après avoir tenu, le cas échéant, les

Enquête et
rapport du
Conseil
consultatif

official language, and after holding such public hearings, if any, as it considers necessary and after consultation with the government of each of the provinces in which any such areas are located, prepare and submit to the Governor in Council a report setting out its findings and conclusions including its recommendations if any concerning the establishment of bilingual districts or the alteration of the limits of any existing bilingual districts in accordance with this Act.

Agreements to ensure districts conterminous with provincial districts

(2) In addition to its duties and powers under the *Inquiries Act* in respect of an inquiry as described in this section, a Bilingual Districts Advisory Board may be charged by the Governor in Council with the negotiation, on behalf of the Governor in Council, of a draft agreement with the government of a province for the purpose of ensuring that, to the greatest practical extent, the limits of any area that may be established as a bilingual district under this Act will be conterminous with any area similarly established or to be established in that province by such government.

Advisory Board to have regard to public convenience

(3) In carrying out its duties under this section, a Bilingual Districts Advisory Board shall have regard to the convenience of the public in a proposed bilingual district in respect of all the federal, provincial, municipal and educational services provided therein and where necessary recommend to the Governor in Council any administrative changes in federal services in the area that it considers necessary to adapt the area to a provincial or municipal bilingual area, for the greater public convenience of the area or to further the purposes of this Act. 1968-69, c. 54, s. 15.

Duty to assist Advisory Board

16. The Dominion Statistician and the Director of the Surveys and Mapping Branch of the Department of Energy, Mines and Resources shall make available their services and the facilities of their respective offices, and render all such other assistance to a Bilingual Districts Advisory Board as may be necessary, in order to enable that Board to discharge its duties under this Act. 1968-69, c. 54, s. 16.

audiences publiques qu'il estime nécessaires et après consultation avec le gouvernement de chacune des provinces comprenant de telles subdivisions, il dressera et soumettra au gouverneur en conseil un rapport énonçant ses constatations et conclusions et notamment, le cas échéant, ses recommandations relatives à la création de districts bilingues ou à la modification des limites de districts bilingues existants, conformément à la présente loi.

(2) Outre les fonctions et pouvoirs que lui confère la *Loi sur les enquêtes* relative à une enquête visée au présent article, le Conseil consultatif des districts bilingues peut être chargé par le gouverneur en conseil de négocier, pour le compte de ce dernier, avec le gouvernement d'une province, un projet d'accord visant à faire coïncider, dans la mesure où cela ne présente pas trop de difficultés, les limites d'une subdivision pouvant constituer un district bilingue en vertu de la présente loi avec celles d'une subdivision dont ce gouvernement a fait ou doit faire un district bilingue dans cette province.

Accords visant à faire coïncider des districts bilingues fédéraux et provinciaux

(3) Dans l'exercice de ses fonctions en vertu du présent article, le Conseil consultatif des districts bilingues tiendra compte, lorsque la création d'un district bilingue est proposée, de la commodité pour le public de tous les services fédéraux, provinciaux, municipaux et éducatifs qui y sont fournis. Au besoin, il recommandera au gouverneur en conseil les modifications administratives qu'il estime nécessaire d'apporter aux services fédéraux de la subdivision considérée pour les adapter à une subdivision provinciale ou municipale bilingue, afin que ces services soient plus commodes pour le public ou qu'ils contribuent davantage à la réalisation des objets de la présente loi. 1968-69, c. 54, art. 15.

Le Conseil consultatif tiendra compte de la commodité du public

16. Le statisticien fédéral et le directeur des levés et de la cartographie du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources mettront leurs services et les facilités qu'offrent leurs bureaux respectifs à la disposition du Conseil consultatif des districts bilingues et lui fourniront par ailleurs toute l'aide nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions en vertu de la présente loi. 1968-69, c. 54, art. 16.

Obligation d'aider le Conseil consultatif

Report of
Advisory
Board

17. Within fifteen days after the receipt by the Governor in Council of the report of a Bilingual Districts Advisory Board submitted by the chairman thereof pursuant to section 15, or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting, the Governor in Council shall cause a copy of the report to be laid before Parliament. 1968-69, c. 54, s. 17.

17. Le gouverneur en conseil fera déposer devant le Parlement un exemplaire du rapport du Conseil consultatif des districts bilingues, soumis par son président en conformité de l'article 15, dans les quinze jours qui suivent sa réception ou, si le Parlement n'est pas alors en session, l'un des quinze premiers jours où il siège par la suite. 1968-69, c. 54, art. 17.

Rapport du
Conseil
consultatif

Preparation
and printing
of maps

18. As soon as possible after the issue of any proclamation establishing or altering the limits of a bilingual district under this Act, the Director of the Surveys and Mapping Branch of the Department of Energy, Mines and Resources shall, in accordance with the descriptions and definitions set out in the proclamation, prepare and print

(a) individual maps of each bilingual district showing the boundaries of each such district;

(b) individual maps of each province showing the boundaries of each bilingual district therein; and

(c) individual maps of each local government or school district, portions of which are in more than one bilingual district. 1968-69, c. 54, s. 18.

18. Dès que possible après l'émission d'une proclamation créant un district bilingue ou modifiant ses limites en vertu de la présente loi, le directeur des levés et de la cartographie du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, conformément aux descriptions et aux définitions énoncées dans la proclamation, préparera et imprimera

a) des cartes distinctes de chaque district bilingue indiquant les limites de chacun de ces districts;

b) des cartes distinctes de chaque province, indiquant les limites de chacun des districts bilingues qui s'y trouvent; et

c) des cartes distinctes de chaque collectivité locale ou district scolaire qui s'étend sur plus d'un district bilingue. 1968-69, c. 54, art. 18.

Préparation et
impression des
cartes

COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

Commissioner
of Official
Languages

19. (1) There shall be a Commissioner of Official Languages for Canada, hereinafter in this Act called the Commissioner.

Appointment

(2) The Commissioner shall be appointed by commission under the Great Seal after approval of the appointment by resolution of the Senate and House of Commons.

Tenure of
office and
removal

(3) Subject to this section, the Commissioner holds office during good behaviour for a term of seven years, but may be removed by the Governor in Council at any time on address of the Senate and House of Commons.

Further terms

(4) The Commissioner, upon the expiration of his first or any subsequent term of office, is eligible to be re-appointed for a further term not exceeding seven years.

COMMISSAIRE DES LANGUES OFFICIELLES

19. (1) Est institué un poste de commissaire des langues officielles pour le Canada, dont le titulaire est ci-après appelé Commissaire.

(2) Le Commissaire est nommé par commission sous le grand sceau, après approbation de la nomination par résolution du Sénat et de la Chambre des communes.

(3) Sous toutes réserves prévues par le présent article, le Commissaire est nommé pour un mandat de sept ans, pendant lequel il reste en fonctions tant qu'il en est digne; il peut, à tout moment, faire l'objet d'une révocation par le gouverneur en conseil, sur adresse du Sénat et de la Chambre des communes.

(4) Le mandat du Commissaire est renouvelable pour des périodes d'au plus sept ans chacune.

Commissaire
des langues
officielles

Nomination

Durée du
mandat et
révocation

Mandats
subséquents

Cessation of
term of office

(5) The term of office of the Commissioner ceases upon his attaining sixty-five years of age, but he shall continue in office thereafter until his successor is appointed notwithstanding the expiration of such term.

(5) Le mandat du Commissaire expire lorsque son titulaire atteint l'âge de soixante-cinq ans, mais le Commissaire demeure en fonctions jusqu'à la nomination de son successeur, nonobstant l'expiration de son mandat.

Expiration du
mandat

Appointment
of temporary
Commissioner

(6) In the event of the death or resignation of the Commissioner while Parliament is not sitting or if he is unable or neglects to perform the duties of his office, the Governor in Council, after consultation by the Prime Minister with the Speaker of the Senate and the Speaker of the House of Commons, may appoint a temporary Commissioner, to hold office for a term not exceeding six months, who shall, while holding such office, have all of the powers and duties of the Commissioner under this Act and be paid such salary or other remuneration and expenses as may be fixed by the Governor in Council. 1968-69, c. 54, s. 19.

(6) En cas de décès ou de démission du Commissaire alors que le Parlement n'est pas en session, ou si le Commissaire est incapable d'exercer les fonctions de sa charge ou les néglige, le gouverneur en conseil, après consultation du président du Sénat et de l'Orateur de la Chambre des communes par le Premier ministre, peut nommer pour six mois au plus un commissaire intérimaire qui aura tous les pouvoirs et fonctions du Commissaire en vertu de la présente loi et percevra le traitement, ou toute autre rémunération, et les frais que peut fixer le gouverneur en conseil. 1968-69, c. 54, art. 19.

Nomination
d'un
commissaire
intérimaire

Rank, powers
and duties
generally

20. (1) The Commissioner shall rank as and have all the powers of a deputy head of a department, shall devote himself exclusively to the duties of his office and shall not hold any other office under Her Majesty or engage in any other employment.

20. (1) Le Commissaire aura le rang et tous les pouvoirs d'un sous-chef de ministère ou département. Il se consacrera exclusivement aux fonctions de sa charge et il n'occupera aucune autre charge au service de Sa Majesté ni aucun autre emploi.

Disposition
générale
relative
aux rang,
pouvoirs et
fonctions

Salary and
expenses

(2) The Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a puisne judge of the Exchequer Court of Canada, including any additional salary authorized by section 20 of the *Judges Act*, and is entitled to be paid reasonable travelling and living expenses while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties. 1968-69, c. 54, s. 20.*

(2) Le Commissaire reçoit un traitement égal à celui d'un juge puîné de la Cour de l'Échiquier du Canada, y compris tout traitement supplémentaire qu'autorise l'article 20 de la *Loi sur les juges*, et il a droit de percevoir des frais raisonnables de voyage et de subsistance lorsqu'il exerce ses fonctions hors de son lieu ordinaire de résidence. 1968-69, c. 54, art. 20.*

Traitement
et frais

Staff

21. Such officers and employees as are necessary for the proper conduct of the work of the office of the Commissioner shall be appointed in the manner authorized by law. 1968-69, c. 54, s. 21.

21. Les fonctionnaires et employés nécessaires au bon fonctionnement du service dirigé par le Commissaire sont nommés de la manière autorisée par la loi. 1968-69, c. 54, art. 21.

Personnel

* Subsection 20(2) is repealed and the following substituted therefor:

"(2) The Commissioner shall be paid a salary equal to the salary of a judge of the Federal Court of Canada, other than the Chief Justice or the Associate Chief Justice of that Court, including any additional salary authorized by section 20 of the *Judges Act*, and is entitled to be paid reasonable travelling and living expenses while absent from his ordinary place of residence in the course of his duties."

(Revised Statutes of Canada, 1970, 2nd Supplement, Chap. 10, Schedule II, Item 27.)

*Le paragraphe 20(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit:

«(2) Le Commissaire reçoit un traitement égal à celui d'un juge de la Cour fédérale du Canada, autre que le juge en chef ou le juge en chef adjoint de cette cour, y compris tout traitement supplémentaire qu'autorise l'article 20 de la *Loi sur les juges* et il a droit de percevoir des frais raisonnables de voyage et de subsistance lorsqu'il exerce ses fonctions hors de son lieu ordinaire de résidence.»

(Statuts révisés du Canada, 1970, 2^e supplément, chap. 10, Annexe II, item 27.)

Technical assistance

22. The Commissioner may engage on a temporary basis the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Commissioner, to advise and assist the Commissioner in the performance of the duties of his office and, with the approval of the Treasury Board, may fix and pay the remuneration and expenses of such persons. 1968-69, c. 54, s. 22.

22. Pour obtenir, dans l'exercice de ses fonctions, les conseils et l'aide de personnes ayant des connaissances techniques ou spécialisées sur toute question afférente à ses travaux, le Commissaire peut retenir temporairement leurs services et il peut, avec l'approbation du conseil du Trésor, fixer et payer leur rémunération et leurs frais. 1968-69, c. 54, art. 22.

Aide technique

Public Service Superannuation Act

23. The Commissioner and the officers and employees of the Commissioner appointed as provided in section 21 shall be deemed to be persons employed in the Public Service for the purposes of the *Public Service Superannuation Act*. 1968-69, c. 54, s. 23.

23. Le Commissaire et les fonctionnaires et employés nommés en vertu de l'article 21, sont censés être des employés de la Fonction publique aux fins de la *Loi sur la pension de la Fonction publique*. 1968-69, c. 54, art. 23.

Loi sur la pension de la Fonction publique

Functions and duties of Commissioner

24. The Commissioner shall carry out such functions and duties as are assigned to him by this Act or any other Act of the Parliament of Canada, and may carry out or engage in such other related assignments or activities as may be authorized by the Governor in Council. 1968-69, c. 54, s. 24.

24. Le Commissaire exerce les fonctions que lui confèrent la présente loi ou toute autre loi du Parlement du Canada, et il peut accomplir ou entreprendre les autres tâches ou activités connexes que peut autoriser le gouverneur en conseil. 1968-69, c. 54, art. 24.

Fonctions du Commissaire

Duty of Commissioner under Act

25. It is the duty of the Commissioner to take all actions and measures within his authority with a view to ensuring recognition of the status of each of the official languages and compliance with the spirit and intent of this Act in the administration of the affairs of the institutions of the Parliament and Government of Canada and, for that purpose, to conduct and carry out investigations either on his own initiative or pursuant to any complaint made to him and to report and make recommendations with respect thereto as provided in this Act. 1968-69, c. 54, s. 25.

25. Il incombe au Commissaire de prendre, dans les limites de ses pouvoirs, toutes les mesures propres à faire reconnaître le statut de chacune des langues officielles et à faire respecter l'esprit de la présente loi et l'intention du législateur dans l'administration des affaires des institutions du Parlement et du gouvernement du Canada. À cette fin, il procédera à des instructions, soit de sa propre initiative, soit à la suite des plaintes reçues par lui et fera les rapports et recommandations prévus en l'occurrence par la présente loi. 1968-69, c. 54, art. 25.

Devoirs du Commissaire en vertu de la loi

Investigation of complaints

26. (1) Subject to this Act, the Commissioner shall investigate any complaint made to him to the effect that, in any particular instance or case,

- (a) the status of an official language was not or is not being recognized, or
- (b) the spirit and intent of this Act was not or is not being complied with

in the administration of the affairs of any of the institutions of the Parliament or Government of Canada.

26. (1) Sous toutes réserves prévues par la présente loi, le Commissaire instruira toute plainte reçue par lui et énonçant que, dans un cas particulier,

- a) le statut d'une langue officielle n'a pas été ou n'est pas reconnu, ou
- b) l'esprit de la présente loi et l'intention du législateur n'ont pas été ou ne sont pas respectés

dans l'administration des affaires de l'une des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada.

Instruction des plaintes

Who may
make com-
plaint

(2) A complaint may be made to the Commissioner by any person or group of persons, whether or not they speak or represent a group speaking the official language the status or use of which is at issue.

(2) Une plainte peut être déposée devant le Commissaire par toute personne ou tout groupe de personnes, soit que ces personnes parlent ou non la langue officielle dont le statut ou l'emploi sont en cause, soit qu'elles représentent ou non un groupe parlant cette langue.

Qui peut
déposer une
plainte

Discontinu-
ance of
investigation

(3) If in the course of investigating any complaint it appears to the Commissioner that, having regard to all the circumstances of the case, any further investigation is unnecessary, he may in his discretion refuse to investigate the matter further.

(3) Si, au cours de l'instruction d'une plainte, le Commissaire estime, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre l'instruction, il peut, à sa discrétion, refuser d'instruire l'affaire plus avant.

Arrêt de
l'instruction

Right of
Commissioner
to refuse
or cease
investigation

(4) The Commissioner may, in his discretion, refuse to investigate or cease to investigate any complaint if in his opinion

(4) Le Commissaire peut, à sa discrétion, refuser ou cesser d'instruire une plainte si, à son avis,

Le Commis-
saire a le
droit de
refuser ou
de cesser
d'instruire

(a) the subject-matter of the complaint is trivial,

a) l'objet de la plainte est sans importance,

(b) the complaint is frivolous or vexatious or is not made in good faith, or

b) la plainte est futile ou vexatoire ou n'a pas été faite de bonne foi, ou

(c) the subject-matter of the complaint does not involve a contravention or failure to comply with the spirit and intent of this Act, or does not for any other reason come within his authority under this Act.

c) l'objet de la plainte n'implique pas une contravention à la présente loi ou une chose contraire à son esprit et à l'intention du législateur ou, pour toute autre raison, ne relève pas de la compétence que lui confère la présente loi.

Complainant
to be notified

(5) Where the Commissioner decides to refuse to investigate or cease to investigate any complaint, he shall inform the complainant of his decision and shall give his reasons therefor. 1968-69, c. 54, s. 26.

(5) Si le Commissaire décide de refuser ou de cesser d'instruire une plainte, il informera le plaignant de sa décision et devra donner les raisons qui la motivent. 1968-69, c. 54, art. 26.

Avis au
plaignant

Notice of
intention to
investigate

27. Before carrying out any investigation under this Act, the Commissioner shall inform the deputy head or other administrative head of any department or other institution concerned of his intention to carry out the investigation. 1968-69, c. 54, s. 27.

27. Avant de procéder à une instruction en vertu de la présente loi, le Commissaire fera connaître, au sous-chef ou autre chef administratif de tout ministère ou département ou de toute autre institution en cause, son intention de procéder à l'instruction. 1968-69, c. 54, art. 27.

Préavis de
l'instruction

Investigation
to be con-
ducted in
private

28. (1) Every investigation by the Commissioner under this Act shall be conducted in private.

28. (1) Toute instruction effectuée par le Commissaire en vertu de la présente loi sera secrète.

L'instruction
est secrète

Opportunity
to answer
allegations
and criticisms

(2) It is not necessary for the Commissioner to hold any hearing and no person is entitled as of right to be heard by the Commissioner, but if at any time during the course of an investigation it appears to the Commissioner that there may be sufficient grounds for his making a report or recommendation that may adversely affect any individual or any department or other in-

(2) Le Commissaire n'est pas obligé de tenir d'audience, et personne ne peut, de plein droit, exiger d'être entendu par lui. Toutefois, si au cours d'une instruction, le Commissaire estime qu'il peut y avoir des motifs suffisants pour faire un rapport ou une recommandation susceptibles de nuire à un particulier ou à un ministère, un département ou une autre institution, il prendra,

Possibilité de
répondre aux
allégations et
aux critiques

stitution, he shall, before completing the investigation, take every reasonable measure to give to that individual, department or institution a full and ample opportunity to answer any adverse allegation or criticism, and to be assisted or represented by counsel for that purpose. 1968-69, c. 54, s. 28.

avant de terminer l'instruction, toute mesure raisonnable pour donner à ce particulier, ce ministère, ce département ou cette institution pleine et entière possibilité de répondre aux allégations défavorables ou aux critiques et, à cette fin, de se faire assister ou représenter par un avocat. 1968-69, c. 54, art. 28.

Regulation of procedure

29. (1) Subject to this Act, the Commissioner may regulate the procedure to be followed by him in carrying out any investigation under this Act.

29. (1) Sous toutes réserves prévues par la présente loi, le Commissaire peut établir les règles de procédure qu'il suivra lors de toute instruction faite en vertu de la présente loi.

Règles de procédure

Receiving and obtaining of information by officer designated

(2) The Commissioner may direct that information relating to any investigation under this Act be received or obtained, in whole or in part, by any officer of the Commissioner appointed as provided in section 21 and such officer shall, subject to such restrictions or limitations as the Commissioner may specify, have all the powers and duties of the Commissioner under this Act in relation to the receiving or obtaining of such information.

(2) Le Commissaire peut ordonner que les renseignements relatifs à une instruction faite en vertu de la présente loi soient reçus ou obtenus, en tout ou en partie, par un fonctionnaire nommé en vertu de l'article 21. Ce fonctionnaire aura, sous réserve des restrictions ou limitations que peut spécifier le Commissaire, toutes les attributions conférées au Commissaire par la présente loi en ce qui concerne la réception ou l'obtention de ces renseignements.

Réception et obtention de renseignements par un fonctionnaire désigné

Compliance with security requirements

(3) The Commissioner shall require every person employed in his office who is directed by him to receive or obtain information relating to any investigation under this Act to comply with any security requirements applicable to, and to take any oath of secrecy required to be taken by, persons employed in any department or other institution concerned in the matter of the investigation. 1968-69, c. 54, s. 29.

(3) Le Commissaire exigera que toute personne, employée dans son bureau et à laquelle il ordonne de recevoir ou d'obtenir des renseignements concernant une instruction faite en vertu de la présente loi, se conforme aux exigences de sécurité applicables aux personnes employées dans un ministère, un département ou une autre institution que l'objet de l'instruction concerne et prête tout serment professionnel qu'elle est tenue de prêter. 1968-69, c. 54, art. 29.

Exigences de sécurité

Powers of Commissioner in carrying out investigations

30. The Commissioner has, in relation to the carrying out of any investigation under this Act, power

30. Lorsqu'il procède à une instruction en vertu de la présente loi, le Commissaire a le pouvoir

Pouvoirs du Commissaire lorsqu'il procède à une instruction

- (a) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath, and to produce such documents and things as the Commissioner deems requisite to the full investigation and consideration of any matter within his authority under this Act, in the same manner and to the same extent as a superior court of record;
- (b) to administer oaths;
- (c) to receive and accept such evidence and other information whether on oath or by affidavit or otherwise as in his

- a) de convoquer des témoins et de les obliger à comparaître et à déposer sous serment ou à fournir sous serment des preuves écrites ainsi qu'à produire les documents et autres pièces qu'il estime indispensables pour instruire et examiner à fond toute question relevant de sa compétence en vertu de la présente loi, de la même manière et dans la même mesure qu'une cour supérieure d'archives;
- b) de faire prêter serment;
- c) de recevoir et d'accepter, dans la mesure où il le juge à propos, les dépositions

discretion he sees fit, whether or not such evidence or information is or would be admissible in a court of law; and

(d) subject to such limitations as the Governor in Council in the interests of defence or security may prescribe, to enter any premises occupied by any department or other institution of the Parliament or Government of Canada and carry out therein such inquiries within his authority under this Act as he sees fit. 1968-69, c. 54, s. 30.

Conclusion of investigation

31. (1) This section applies where, after carrying out any investigation under this Act, the Commissioner is of the opinion that an act or omission that was the subject of the investigation is or was or appears to be or have been

(a) contrary to the provisions of this Act;

(b) contrary to the spirit and intent of this Act but in accordance with the provisions of any other Act of the Parliament of Canada or any regulations thereunder, or in accordance with a practice that leads or is likely to lead to any involuntary contravention of this Act; or

(c) based wholly or partly on mistake or inadvertence.

Opinion and reasons to be reported

(2) Where the Commissioner is of opinion

(a) that the act or omission that was the subject of the investigation should be referred to any department or other institution concerned for consideration and action if necessary,

(b) that any Act or regulations thereunder described in paragraph (1)(b) should be reconsidered or any practice described in that paragraph should be altered or discontinued, or

(c) that any other action should be taken,

the Commissioner shall report his opinion and his reasons therefor to the Clerk of the Privy Council and the deputy head or other administrative head of any department or other institution concerned and may in his

faites et les preuves et autres renseignements fournis sous serment, par affidavit ou autrement, que ces dépositions, preuves ou renseignements soient admissibles ou non devant un tribunal judiciaire; et

d) sous réserve des restrictions que peut prescrire le gouverneur en conseil dans l'intérêt de la défense ou de la sécurité, de pénétrer en tout lieu occupé par un ministère, un département ou une autre institution du Parlement ou du gouvernement du Canada et d'y faire, dans les limites de la compétence que lui confère la présente loi, les enquêtes qu'il juge à propos. 1968-69, c. 54, art. 30.

Clôture de l'instruction

31. (1) Le présent article s'applique lorsque, après avoir procédé à une instruction en vertu de la présente loi, le Commissaire est d'avis que l'acte ou l'omission qui ont fait l'objet de l'instruction sont, étaient ou paraissent être ou avoir été

a) contraires aux dispositions de la présente loi;

b) contraires à l'esprit de la présente loi et à l'intention du législateur mais conformes aux dispositions de toute autre loi du Parlement du Canada ou de tout règlement y afférent, ou conformes à une pratique qui conduit ou risque de conduire à une contravention involontaire à la présente loi; ou

c) fondés en tout ou en partie sur l'erreur ou l'inattention.

(2) Si le Commissaire est d'avis

a) que la question soulevée par l'acte ou l'omission qui ont fait l'objet de l'instruction doit être renvoyée à un ministère, un département ou une autre institution en cause pour examen et suite à donner si nécessaire,

b) qu'une loi ou des règlements y afférents, visés à l'alinéa (1)b), doivent être reconsidérés ou qu'une pratique visée dans cet alinéa doit être modifiée ou abandonnée, ou

c) qu'une autre mesure doit être prise,

Avis et raisons donnés dans un rapport

le Commissaire fera, au greffier du Conseil privé et au sous-chef ou autre chef administratif du ministère, du département ou de toute autre institution en cause, un rapport dans lequel il donnera son avis et les raisons

report make such recommendations with respect thereto as he thinks fit, and, in any such case, may request the department or other institution concerned to notify him within a specified time of the action, if any, that it proposes to take to give effect to his recommendations. 1968-69, c. 54, s. 31.

Where investigation carried out pursuant to complaint

32. In the case of an investigation carried out by the Commissioner pursuant to any complaint made to him, the Commissioner shall inform the complainant, and any individual, department or institution by whom or on whose behalf any answer relating to the complaint has been made pursuant to subsection 28(2), in such manner and at such time as he thinks proper, of the results of the investigation and, where any recommendations have been made by the Commissioner under section 31 but no action that seems to him to be adequate and appropriate is taken thereon within a reasonable time after the making of the recommendations, he may inform the complainant of his recommendations and make such comments thereon as he thinks proper and, in any such case, shall provide a copy of such recommendations and comments to any individual whom he is required by this section to inform of the results of the investigation. 1968-69, c. 54, s. 32.

Report to Parliament where appropriate action not taken

33. (1) If within a reasonable time after the making of a report containing any recommendations under section 31, no action is taken thereon that seems to the Commissioner to be adequate and appropriate, the Commissioner, in his discretion and after considering any reply made by or on behalf of any department or other institution concerned, may transmit a copy of the report and recommendations to the Governor in Council and may thereafter make such report thereon to Parliament as he deems appropriate.

(2) The Commissioner may disclose in any report made by him under this section such matters as in his opinion ought to be disclosed in order to establish the grounds for his conclusions and recommendations, but in so doing shall take every reasonable precaution to avoid disclosing any matter the disclosure of which would or might be prejudicial to the defence or security of Canada or any state allied or associated with Canada.

Contents of report

qui le motivent. Il pourra y faire les recommandations qu'il juge appropriées et, en l'occurrence, demander au ministère, au département ou à toute autre institution en cause de l'aviser, dans un délai spécifié, des mesures qu'ils se proposent de prendre, le cas échéant, pour donner effet à ses recommandations. 1968-69, c. 54, art. 31.

32. Dans le cas d'une instruction à laquelle le Commissaire a procédé à la suite d'une plainte reçue par lui, le Commissaire communiquera au plaignant, et aux particuliers, ministères, départements ou institutions par lesquels ou pour lesquels une réponse relative à la plainte a été faite en conformité du paragraphe 28(2), les résultats de l'instruction, de la manière et au moment qu'il estime convenables et, lorsque des recommandations ont été faites par le Commissaire en vertu de l'article 31, mais qu'aucune mesure lui paraissant suffisante et appropriée n'est prise dans un délai raisonnable après la communication de ses recommandations, il peut communiquer au plaignant ses recommandations et faire à leur sujet les commentaires qu'il juge à propos et, en ce cas, il doit fournir une copie de ces recommandations et commentaires aux particuliers auxquels le présent article l'oblige à communiquer les résultats de l'instruction. 1968-69, c. 54, art. 32.

Instruction à la suite d'une plainte

33. (1) Si aucune mesure lui paraissant suffisante et appropriée n'est prise dans un délai raisonnable après la communication d'un rapport contenant des recommandations faites en vertu de l'article 31, le Commissaire, à sa discrétion et après avoir examiné toute réponse faite par un ministère, un département ou une autre institution en cause, ou pour leur compte, peut transmettre au gouverneur en conseil, un exemplaire du rapport et des recommandations et il peut, par la suite, faire à ce sujet au Parlement le rapport qu'il juge approprié.

A défaut de mesures suffisantes, rapport au Parlement

(2) Le Commissaire peut divulguer, dans tout rapport établi par lui en vertu du présent article, ce qui, à son avis, doit être divulgué pour fonder ses conclusions et recommandations mais il doit, ce faisant, prendre toutes précautions raisonnables pour éviter toute divulgation qui porterait ou pourrait porter préjudice à la défense ou à la sécurité du Canada ou de tout État allié ou associé.

Contenu du rapport

Reply to be attached to report

(3) The Commissioner shall attach to every report made by him under this section a copy of any reply made by or on behalf of any department or other institution concerned. 1968-69, c. 54, s. 33.

(3) Le Commissaire joindra à tout rapport, établi par lui en vertu du présent article, une copie des réponses faites par un ministre, un département ou une autre institution en cause, ou pour leur compte. 1968-69, c. 54, art. 33.

Réponse à joindre au rapport

Annual report

34. (1) In addition to any report that may be made by him under section 33, the Commissioner shall each year prepare and submit to Parliament a statement relating to the conduct of his office and the discharge of his duties under this Act during the preceding year including his recommendations, if any, for any proposed changes in this Act that he deems necessary or desirable in order that effect may be given to this Act according to its spirit and intent.

34. (1) Outre les rapports faits par lui en vertu de l'article 33, le Commissaire établira et soumettra chaque année au Parlement une déclaration relative à l'exercice de ses fonctions en vertu de la présente loi au cours de l'année précédente. Il inclura, le cas échéant, les recommandations par lesquelles il propose d'apporter à la présente loi les modifications qu'il estime nécessaires ou souhaitables pour permettre de donner effet à la présente loi conformément à son esprit et à l'intention du législateur.

Rapport annuel

Transmission of report

(2) Every report or statement to Parliament made by the Commissioner under section 33 or this section shall be made by being transmitted to the Speaker of the Senate and to the Speaker of the House of Commons for tabling respectively in those Houses.

(2) La soumission des rapports et déclarations que le Commissaire fait au Parlement en vertu de l'article 33 ou du présent article, se fera par transmission au président du Sénat et à l'Orateur de la Chambre des communes qui les déposeront devant leurs Chambres respectives.

Transmission des rapports

Combining of reports

(3) The Commissioner may, instead of making a separate report to Parliament under section 33 on the matter of any investigation carried out by him under this Act, include such report in his annual statement to Parliament made under this section unless, in his opinion, the nature of the report is such that it ought to be brought to the attention of Parliament without delay. 1968-69, c. 54, s. 34.

(3) Au lieu de faire au Parlement, en vertu de l'article 33, un rapport sur chaque instruction à laquelle il a procédé en vertu de la présente loi, le Commissaire peut inclure ce rapport dans la déclaration annuelle qu'il fait au Parlement en vertu du présent article, sauf si, à son avis, la nature du rapport est telle qu'il y a lieu de le porter sans retard à l'attention du Parlement. 1968-69, c. 54, art. 34.

Inclusion du rapport dans la déclaration annuelle

GENERAL

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Regulations

35. The Governor in Council may make such regulations as he deems necessary to effect compliance with this Act in the conduct of the affairs of the Government of Canada and departments and agencies of the Government of Canada. 1968-69, c. 54, s. 35.

35. Le gouverneur en conseil peut établir les règlements qu'il estime nécessaires pour assurer le respect de la présente loi dans la conduite des affaires du gouvernement du Canada et de ses ministères, départements et organismes. 1968-69, c. 54, art. 35.

Règlements

INTERPRETATION

INTERPRÉTATION

Definitions

36. (1) In this Act

36. (1) Dans la présente loi

Définitions

"court of record"

"court of record" means any body that, under the Act by or pursuant to which it is

«corporation de la Couronne» désigne une corporation de la Couronne définie à la

«corporation de la Couronne»

established, is or is declared to be a court of record;

“Crown corporation”

“Crown corporation” means a Crown corporation as defined in Part VIII of the *Financial Administration Act*;

Partie VIII de la *Loi sur l'administration financière*;

«cour d'archives» désigne un organisme qui, aux termes de la loi en vertu de laquelle il est créé, est, ou est déclaré être, une cour d'archives;

«cour d'archives»

“enactment”

“enactment” means any Act of the Parliament of Canada including this Act and any rule, order, regulation, by-law or proclamation described in section 4;

«région de la Capitale nationale» désigne la région de la Capitale nationale délimitée à l'annexe de la *Loi sur la Capitale nationale*;

«région de la Capitale nationale»

“National Capital Region”

“National Capital Region” means the National Capital Region described in the schedule to the *National Capital Act*.

«texte législatif» désigne toute loi du Parlement du Canada, y compris la présente loi, ainsi qu'une règle, une ordonnance, un décret, un règlement ou une proclamation visés à l'article 4.

«texte législatif»

“Mother tongue”

(2) For the purposes of this Act, the “mother tongue” spoken by persons in any area of Canada means, in relation to any determination thereof required to be made under this Act, the language first learned in childhood by such persons and still understood by them, as ascertained by the decennial census taken immediately preceding the determination.

(2) Aux fins de la présente loi, la «langue maternelle» parlée par des résidents d'une subdivision du Canada désigne, dans tous les cas où la présente loi exige qu'elle soit déterminée, la langue que ces personnes ont apprise en premier lieu dans leur enfance et qu'elles comprennent encore, selon les constatations faites à l'occasion du recensement décennal immédiatement antérieur à la détermination.

«Langue maternelle»

Reference to institutions

(3) For the purposes of this Act, a reference to the institutions or any of the institutions of the Parliament or Government of Canada shall be deemed to include the Canadian Forces and the Royal Canadian Mounted Police.

(3) Aux fins de la présente loi, la mention des institutions du Parlement ou du gouvernement du Canada est censée inclure les Forces canadiennes et la Gendarmerie royale du Canada.

Mention des institutions

S. 115 of *Criminal Code* not applicable

(4) For greater certainty it is hereby declared that section 115 of the *Criminal Code* does not apply to or in respect of any contravention or alleged contravention of any provision of this Act. 1968-69, c. 54, s. 36.

(4) Pour plus de certitude, il est par les présentes déclaré que l'article 115 du *Code criminel* ne s'applique pas en ce qui concerne une infraction ou une infraction alléguée à toute disposition de la présente loi. 1968-69, c. 54, art. 36.

L'art. 115 du *Code criminel* ne s'applique pas

References in Acts of Parliament to the “official languages”

37. In every Act of the Parliament of Canada, a reference to the “official languages” or the “official languages of Canada” shall be construed as a reference to the languages declared by section 2 of this Act to be the official languages of Canada for all purposes of the Parliament and Government of Canada. 1968-69, c. 54, s. 37.

37. Dans toutes les lois du Parlement du Canada, la mention des «langues officielles» ou des «langues officielles du Canada» sera interprétée comme une mention des langues que l'article 2 de la présente loi déclare être les langues officielles du Canada pour tout ce qui relève du Parlement et du gouvernement du Canada. 1968-69, c. 54, art. 37.

Mention des «langues officielles» dans les lois du Parlement

Rights and privileges respecting other languages

38. Nothing in this Act shall be construed as derogating from or diminishing in any way any legal or customary right or privilege acquired or enjoyed either before or after

38. Aucune des dispositions de la présente loi ne sera interprétée comme affectant ou diminuant de quelque manière les droits ou privilèges acquis ou possédés en vertu de

Les droits et privilèges afférents aux autres langues

the 7th day of September 1969 with respect to any language that is not an official language. 1968-69, c. 54, s. 38.

la loi ou de la coutume soit avant, soit après le 7 septembre 1969, en ce qui concerne les langues autres que les langues officielles. 1968-69, c. 54, art. 38.

ORDERLY ADAPTATION TO ACT

ADAPTATION PROGRESSIVE À LA LOI

Authority to defer or suspend immediate application of Act

39. (1) Where upon the submission of any Minister it is established to the satisfaction of the Governor in Council that the immediate application of any provision of this Act to any department or other institution of the Parliament or Government of Canada (hereinafter in this section called an "authority") or in respect of any service provided or made available by it

- (a) would unduly prejudice the interests of the public served by the authority, or
- (b) would be seriously detrimental to the good government of the authority, employer and employee relations or the effective management of its affairs,

the Governor in Council may by order defer or suspend the application of any such provision to the authority or in respect of any such service for such period, not exceeding sixty months from the 6th day of September 1969, as the Governor in Council deems necessary or expedient.

Terms of order and directions

(2) Any order made under this section may contain such directions and be subject to such terms and conditions as the Governor in Council deems appropriate to ensure the earliest possible application of any deferred or suspended provision provided for in the order, and in addition may prescribe different periods, not exceeding in any case the maximum period provided for under subsection (1), for different operations carried on or services performed or made available by the authority, to or in respect of which the application of any such provision is deferred or suspended.

Order to be laid before Parliament

(3) A copy of any order made under this section, together with a report thereon by the Governor in Council setting forth concisely the reasons for its making, shall be laid before Parliament within fifteen days after the making of the order or, if Parliament is not then sitting, on any of the first fifteen days next thereafter that Parliament is sitting.

Pouvoir de différer ou suspendre l'application de la loi

39. (1) Lorsque, à la suite des observations d'un ministre, il est établi à la satisfaction du gouverneur en conseil que l'application immédiate d'une disposition de la présente loi à un ministère, un département ou une autre institution du Parlement ou du gouvernement du Canada (que le présent article désigne ci-après sous le nom d'«autorité») ou à un service fourni ou offert par eux

- a) nuirait indûment aux intérêts du public desservi par l'autorité, ou
- b) nuirait sérieusement à l'administration de l'autorité, aux relations entre employeur et employés ou à la gestion de ses affaires,

le gouverneur en conseil peut, par décret, différer ou suspendre l'application d'une telle disposition à cette autorité ou à ce service pendant la période, comprise dans les soixante mois suivant le 6 septembre 1969, que le gouverneur en conseil juge nécessaire ou opportune.

(2) Un décret rendu en vertu du présent article peut contenir les directives et être assujetti aux modalités que le gouverneur en conseil estime appropriées pour faire appliquer le plus rapidement possible toute disposition différée ou suspendue par le décret. Il peut en outre prescrire, sans jamais dépasser la période maximale prévue par le paragraphe (1) différentes périodes pour différentes opérations effectuées par l'autorité ou pour différents services rendus ou offerts par elle, lorsque l'application d'une telle disposition à ces opérations ou services est différée ou suspendue.

Modalités et directives du décret

(3) Un exemplaire d'un décret rendu en vertu du présent article, ainsi qu'un rapport du gouverneur en conseil relatif à ce décret et énonçant brièvement les raisons pour lesquelles il a été rendu, seront déposés au Parlement dans les quinze jours de la date du décret, ou, si le Parlement n'est pas alors en session, l'un des quinze premiers jours où il siégera par la suite.

Dépôt du décret au Parlement

Duty in
relation to
appointment
and
advancement
of personnel

(4) In relation to the appointment and advancement in employment of personnel the duties of whose positions include duties relating to the provision of services by authorities to members of the public, it is the duty

(a) of the Public Service Commission, in cases where it has the authority to make appointments, and

(b) of the authority concerned, in all other cases,

to ensure that, in the exercise and performance of the powers, duties and functions conferred or imposed upon it by law, due account is taken of the purposes and provisions of this Act, subject always to the maintenance of the principle of selection of personnel according to merit as required by the *Public Service Employment Act*. 1968-69, c. 54, s. 40.

(4) En ce qui concerne la nomination et l'avancement du personnel dont les postes comportent des fonctions relatives à la fourniture de services au public par des autorités, il incombe

a) à la Commission de la Fonction publique, dans les cas où elle exerce l'autorité de faire des nominations, et,

b) dans tous les autres cas, à l'autorité intéressée,

de veiller à ce que, dans l'exercice des pouvoirs et fonctions qui lui sont imposés ou conférés par la loi, il est dûment tenu compte des objets et des dispositions de la présente loi, mais toujours sous réserve du maintien du principe de la sélection du personnel établie au mérite comme l'exige la *Loi sur l'emploi dans la Fonction publique*. 1968-69, c. 54, art. 40.

Nomination et
avancement
du personnel

Appendice 2

C.P. 1972-1125

25 mai 1972

Vu que le Greffier du Conseil privé a reçu du Statisticien en chef du Canada, en vertu de l'article 14(1) de la Loi sur les langues officielles, un état certifié par lui et indiquant la population de chaque province et district de recensement du Canada, classé d'après les langues officielles qui sont, selon les résultats du recensement de 1971, les langues maternelles parlées par les résidents.

À ces causes, sur avis conforme du Secrétaire d'État et en vertu de l'article 14(1) de la Loi sur les langues officielles et de la partie I de la Loi sur les enquêtes, il plaît à Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil d'ordonner par les présentes que chacune des personnes suivantes soit nommée au poste de commissaire pour constituer un Conseil consultatif des districts bilingues investi des pouvoirs et des fonctions conférés à un Conseil consultatif des districts bilingues par la Loi sur les langues officielles:

M. Harry Hickman, Victoria (Colombie-Britannique)

M. Léopold Lamontagne, Ottawa (Ontario)

M. Paul Fox, Toronto (Ontario)

M. Albert Regimbal, Sudbury (Ontario)

M. (le juge) Alfred Monnin, Saint-Boniface (Manitoba)

M^{me} A. W. R. Carrothers, Calgary (Alberta)

M^{lle} Eleanor Duckworth, Halifax (Nouvelle-Écosse)

M. Adélarde Savoie, Moncton (Nouveau-Brunswick)

M. William F. Mackey, Sainte-Foy (Québec)

M^{me} Yvonne R. Raymond, Montréal (Québec)

Il plaît en outre à Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil d'ordonner, en vertu de l'article 14(2) de la Loi sur les langues officielles, que M. Paul Fox soit désigné à titre de Président du Conseil consultatif des districts bilingues.

Il plaît en outre à Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil d'ordonner:

- a) que les commissaires soient autorisés à exercer tous les pouvoirs que leur confère l'article 11 de la Loi sur les enquêtes;
- b) que les commissaires soient autorisés à siéger périodiquement au moment et à l'endroit qu'ils choisiront;
- c) que les commissaires soient autorisés à retenir les services des avocats, du personnel et des conseillers techniques dont ils pourront avoir besoin, à des taux de rémunération et de remboursement approuvés par le Conseil du Trésor; et
- d) que les commissaires confient à l'Archiviste fédéral les documents et les dossiers du Conseil consultatif des districts bilingues après conclusion de l'enquête.

CERTIFIED TO BE A TRUE COPY—COPIE CERTIFIÉE
CONFORME

R. G. ROBERTSON

CLERK OF THE PRIVY COUNCIL—LE GREFFIER DU
CONSEIL PRIVÉ

Appendice 3

Répertoire des réunions du Conseil ainsi que des endroits et des dates des visites et des consultations

(a) Réunions du Conseil consultatif des districts bilingues

les 28 et 29 juin 1972
 les 14 et 15 août 1972
 les 22 et 23 septembre 1972
 les 3 et 4 novembre 1972
 les 12 et 13 janvier 1973
 les 16 et 17 février 1973
 les 23 et 24 mars 1973
 les 27 et 28 avril 1973
 les 25 et 26 mai 1973
 les 22 et 23 juin 1973
 les 20 et 21 juillet 1973
 les 14 et 15 septembre 1973
 les 12, 13 et 14 octobre 1973*
 les 9 et 10 novembre 1973
 les 16 et 17 décembre 1973
 les 8 et 9 mars 1974
 les 14 et 15 juin 1974
 les 8 et 9 novembre 1974

(b) Rencontres avec les membres du Parlement

(Ces rencontres avec les députés des circonscriptions électorales sous-mentionnées ont eu lieu à Ottawa, à moins d'indication contraire.)

Terre-Neuve

Humber—Saint-Georges—
 Sainte-Barbe le 19 juillet 1973

Île-du-Prince-Édouard

Egmont le 13 décembre 1973

Nouvelle-Écosse

South Western Nova (ren-
 contre à Digby, N.-É.) le 12 décembre 1972
 Cape Breton Highlands—
 Canso le 23 novembre 1973

Nouveau-Brunswick

Gloucester le 22 novembre 1973
 Madawaska—Victoria le 22 novembre 1973
 Northumberland—Maramichi le 22 novembre 1973
 Restigouche le 22 novembre 1973
 Westmorland—Kent le 22 novembre 1973
 Carleton—Charlotte le 12 décembre 1973
 Fundy—Royal le 12 décembre 1973
 Moncton le 12 décembre 1973
 Saint-Jean—Lancaster le 12 décembre 1973
 York—Sunbury le 12 décembre 1973

Québec

Lachine—Bord-du-Lac le 21 janvier 1973
 Beauharnois—Salaberry le 13 août 1973
 Laprairie le 13 août 1973
 Brome—Missisquoi (ren-
 contre à Knowlton, Qué.) le 22 août 1973
 Westmount le 2 décembre 1973
 Gatineau le 13 décembre 1973
 Pontiac le 13 décembre 1973
 Gamelin le 14 décembre 1973
 Laval le 14 décembre 1973
 Montréal—Bourassa le 14 décembre 1973
 Vaudreuil le 14 décembre 1973
 Saint-Michel le 21 janvier 1974
 Hochelaga le 12 décembre 1974

Ontario

Cochrane le 19 juillet 1973
 Sudbury le 19 juillet 1973
 Algoma le 9 novembre 1973
 Thunder Bay le 9 novembre 1973
 Renfrew-Nord—Nipissing-
 Est le 23 novembre 1973
 Windsor—Walkerville le 23 novembre et
 le 20 décembre 1973
 Davenport le 14 décembre 1973

Manitoba

Brandon—Souris le 19 juillet 1973
 Dauphin le 19 juillet 1973
 Marquette le 19 juillet 1973
 Portage le 19 juillet 1973
 Provencher le 19 juillet 1973
 Winnipeg-Sud-Centre le 19 juillet 1973
 Saint-Boniface le 6 novembre 1973

* Toutes les réunions ont eu lieu à Ottawa sauf celle des 12, 13 et 14 octobre 1973 qui a été tenue à Val-David, Qué.

Saskatchewan

Battleford—Kindersley le 21 juin 1973

Alberta

Athabasca le 21 juin 1973
 Edmonton-Ouest le 21 juin 1973
 Peace River le 21 juin 1973
 Pembina le 21 juin 1973
 Wetaskiwin le 21 juin 1973

(c) Rencontres avec des représentants de chaque gouvernement provincial

Terre-Neuve Saint-Jean, le 4 juillet 1973

Île-du-Prince-Édouard Charlottetown, le 19 février 1973

Nouvelle-Écosse Yarmouth, les 10 et 11 décembre 1972
 Church Point, le 12 décembre 1972
 Halifax, le 8 novembre 1973

Nouveau-Brunswick Fredericton, le 26 février 1973

Québec Montréal, le 26 février 1973
 Montréal, le 21 janvier 1974

Ontario Toronto, le 17 septembre 1973

Manitoba Winnipeg, le 9 avril 1973

Saskatchewan Regina, le 10 avril 1973

Alberta Edmonton, le 29 juin 1973
 Edmonton, le 9 octobre 1973

Colombie-Britannique Victoria, le 2 avril 1973

(d) Rencontres avec d'autres groupes ou d'autres particuliers**Terre-Neuve**

Churchill Falls, Labrador les 13 et 14 novembre 1972
 Wabush, Labrador City, le 14 novembre 1972
 Labrador (deux rencontres)
 Stephenville le 17 novembre 1972
 De Grau le 17 novembre 1972

Île-du-Prince-Édouard

Summerside le 20 février 1973

Nouvelle-Écosse

Yarmouth le 10 décembre 1972
 Yarmouth (six rencontres) le 11 décembre 1972
 Church Point le 12 décembre 1972
 Digby (trois rencontres) les 12 et 13 décembre 1972
 Antigonish le 16 mai 1973
 Arichat le 16 mai 1973
 Chéticamp le 17 mai 1973
 Port Hawkesbury le 17 mai 1973
 Port Hood le 17 mai 1973

Nouveau-Brunswick

Fredericton les 25 et 26 février 1973

Québec

Schefferville les 15 et 16 novembre 1972
 (cinq rencontres)
 Montréal (trois rencontres) le 7 mai 1973
 Lennoxville le 14 mai 1973
 Sherbrooke les 14 et 15 mai 1973
 (deux rencontres)
 Montréal les 11 et 12 juin 1973
 (sept rencontres)
 Québec (trois rencontres) les 13 et 14 juin 1973
 Gaspé le 9 juillet 1973
 Shigawake le 9 juillet 1973
 Blanc-Sablon le 10 juillet 1973
 Harrington Harbour le 10 juillet 1973
 Rouyn/Noranda les 14 et 15 août 1973
 (trois rencontres)
 Châteauguay-Centre le 20 août 1973
 Huntingdon le 20 août 1973
 Ormstown le 20 août 1973
 Brownsburg le 21 août 1973
 Cité de Deux-Montagnes le 21 août 1973
 Lachute le 21 août 1973
 Cowansville le 22 août 1973
 Campbell's Bay le 10 septembre 1973
 Fort-Coulonge le 13 septembre 1973
 Shawville le 13 septembre 1973
 Montréal le 8 novembre 1973

Ontario

Windsor/Chatham (trois rencontres)	les 15 et 16 avril 1973
Paincourt	le 16 avril 1973
Toronto	le 29 avril 1973
Crysler	le 7 juin 1973
Marionville	le 7 juin 1973
Winchester	le 7 juin 1973
Sudbury (deux rencontres)	le 12 août 1973
Sault-Sainte-Marie (deux rencontres)	le 13 août 1973
Thunder Bay (deux rencontres)	le 13 août 1973
Geraldton/Longlac	le 14 août 1973
Kapuskasing	le 14 août 1973

Manitoba

Saint-Boniface	le 8 avril 1973
Sainte-Anne	le 9 avril 1973

Saskatchewan

Regina	le 10 avril 1973
North Battleford	le 11 avril 1973
Saskatoon	le 11 avril 1973
Zenon Park	le 5 octobre 1973

Alberta

Saint-Paul	le 16 janvier 1973
Bonnyville	le 17 janvier 1973
Falher	le 5 février 1973
Jean Côté	le 5 février 1973
Peace River (deux rencontres)	le 5 février 1973
Donnelly, Girouxville, Debolt	le 6 février 1973
Edmonton	le 6 février 1973
Edmonton (deux rencontres)	le 2 avril 1973
Legal	le 3 avril 1973
Morinville (deux rencontres)	le 3 avril 1973
Saint-Albert	le 3 avril 1973
Westlock	le 28 juin 1973
Edmonton (deux rencontres)	les 28 et 29 juin 1973
Edmonton	le 9 octobre 1973

Colombie-Britannique

Vancouver	le 31 mars 1973
Victoria	le 1 ^{er} avril 1973

Appendice 4

Choix d'ouvrages de référence

- Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867.
- Allard, Pierre, «Les Franco-Ontariens et l'assimilation», *Le Droit*, le 31 octobre 1973.
- Arès, Richard, «Chez les minorités», quatre articles, *L'Action Nationale*, LII, 1962-1963.
- Arès, Richard, «La langue minoritaire, c'est le français», *Le Droit*, le 13 juillet 1974.
- Arès, Richard, «Les francophones dans les Maritimes», *Relations*, 384, avril 1974, pp. 104-106.
- Arès, Richard, «Langues officielles et langues maternelles», *L'Action Nationale*, LII, 1963, pp. 432-447.
- Arès, Richard, «Positions du français en Ontario et au Québec», *Relations*, 163, juillet-août 1973, pp. 218-220.
- Arès, Richard, *Qui fera l'avenir des minorités francophones au Canada?*, Saint-Boniface: La Société historique de Saint-Boniface, 1972.
- Barth, Fredrik, *Ethnic Groups and Boundaries*, Boston: Little, Brown, 1969.
- Bureau fédéral de la statistique, Recensement du Canada 1961, *Population, Citoyenneté et Immigration*, N° de catalogue 92-548, Volume I—Partie 2, (Bulletin 1.2-8), 1963.
- Bureau fédéral de la statistique, Recensement du Canada 1961, *Population, Groupes ethniques—comtés et subdivisions*, Catalogue n° 92-526, (Bulletin SP-2), 1963.
- Bureau fédéral de la statistique, Recensement du Canada 1961, *Population, Groupes ethniques selon l'âge*, Catalogue n° 92-553, Volume I—Partie 3, (Bulletin 1.3-2), 1962.
- Bureau fédéral de la statistique, Recensement du Canada 1961, *Population, Langue maternelle—comtés et subdivisions*, Catalogue n° 92-529, (Bulletin SP-5), 1970.
- Canada, 30-31 Victoria, chap. 3, *l'Acte de l'Amérique du Nord britannique*, (1867). Voir E. A. Driedger, *Codification des Actes de l'Amérique du Nord britannique (1867 à 1965)*, Ottawa: Information Canada, 1973.
- Canada, *Loi sur les langues officielles*, S.R.C. 1970, chap. O-2, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1970.
- Castonguay, Charles, «L'assimilation des francophones dans la région de Montréal», *La Presse*, le 4 avril 1974.
- Castonguay, Charles, «L'avenir du français en Ontario», *Le Droit*, le 11 janvier 1975.
- Castonguay, Charles, «La dynamique de l'assimilation au Canada», *La Presse*, le 3 mai 1974.
- Castonguay, Charles, «Les dangers du district fédéral», *Le Jour*, le 23 mai 1974.
- Castonguay, Charles, «Les illusions brisées de la Commission B-B», *Le Devoir*, le 10 juin 1974.
- Castonguay, Charles et Marion, Jacques, «L'anglicisation du Canada», *Le Devoir*, les 8 et 9 janvier, *Le Droit*, le 8 février 1974.
- Commissaire aux langues officielles, *Premier rapport annuel*, 1970-1971, Ottawa: Information Canada, 1972.
- Commissaire aux langues officielles, *Deuxième rapport annuel*, 1971-1972, Ottawa: Information Canada, 1973.
- Commissaire aux langues officielles, *Troisième rapport annuel*, 1972-1973, Ottawa: Information Canada, 1974.
- Commissaire aux langues officielles, *Quatrième rapport annuel*, 1973-1974, Ottawa: Information Canada, 1975.
- Commission de la Fonction publique, *Bulletin sur la dotation en personnel des postes bilingues*, Circulaire n° 1973-12.
- Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Rapport préliminaire*, Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1965.
- Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme: Livre I, «Les langues officielles»*, 1967.
- Conseil du Trésor et Commission de la Fonction publique, *Manuel d'organisation administrative des langues officielles*, 1973.
- Drury, C.M., *Objectifs de direction concernant le bilinguisme dans la Fonction publique*, Ottawa: Conseil du Trésor du Canada, 1971.
- Drury, C. M., *Bilinguisme dans la Fonction publique*, Ottawa: Conseil du Trésor du Canada, 1972.
- Faulkner, L'honorable J. Hugh, Secrétaire d'État, notes devant servir à l'allocution prononcée à l'Institut polytechnique Ryerson, Toronto, le 14 février 1974, pp. 10-12.

- Fishman, Joshua A. (ed.), *Advances in the Sociology of Language: I: Basic Concepts, Theories and Problems: Alternative Approaches*, La Haye: Mouton, 1971.
- Fishman, Joshua A. (ed.), *Advances in the Sociology of Language: II: Selected Studies and Applications*, La Haye: Mouton, 1972.
- Fishman, Joshua A., *Language Loyalty in the United States: The Maintenance and Perpetuation of Non-English Mother Tongues by American Ethnic and Religious Groups*, La Haye: Mouton, 1966.
- Fullerton, Douglas, *La Capitale du Canada: Comment l'administrer?* 2 volumes, Ottawa: Information Canada, 1974.
- Haugen, Einar, *Bilingualism in the Americas: A Bibliography and Research Guide*, American Dialect Society, University of Alabama Press, 1956.
- Henripin, J., Charbonneau, H., and Mertens, W., *Étude des aspects démographiques des problèmes ethniques et linguistiques du Canada*. Étude préparée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1966, non publiée; disponible aux Archives publiques.
- Innes, Hugh, *Bilingualism and Biculturalism*, Version abrégée du Rapport de la Commission royale d'enquête, McClelland & Stewart, avec la coopération du Secrétariat d'État et Information Canada, 1973.
- Joy, Richard., *Languages in Conflict—The Canadian Experience*, publié par l'auteur, Ottawa, 1967; républié par la Carleton Library N. 61, Toronto-Montréal: McClelland & Stewart.
- Kralt, J., «Some Suggested Measures of Linguistic Assimilation using 1971 Census Data». Communication présentée à la réunion annuelle de l'Association canadienne de sociologie et d'anthropologie, Toronto, août 1974; à paraître dans *Use of Census Language Data*, Paul Lamy (éditeur) de l'Université d'Ottawa.
- Lieberson, Stanley, *Language and Ethnic Relations in Canada*, New-York: John Wiley and Sons, 1970.
- Mackey, William, *Le bilinguisme: phénomène mondial*, Conférence E. R. Adair, 1966 (Memorial Lectures, Université McGill), Montréal: Harvest House, 1967.
- Maheu, Robert, *Les francophones du Canada, 1941-1991*, Collection Documents n° 2, Montréal, Éditions Parti pris, 1970.
- Nouveau-Brunswick, Assemblée législative, *Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick*, Chapitre O-1, Lois révisées du Nouveau-Brunswick.
- Québec: Assemblée nationale, *Loi sur la langue officielle*, sanctionnée le 31 juillet 1974, Éditeur officiel du Québec, Charles-Henri Dubé, 1974.
- Québec: *Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*, Livre I «La langue de travail», Livre II «Les droits linguistiques», Livre III «Les groupes ethniques», Montréal, 1972.
- Québec: *Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*, Études E 2—«La législation fédérale en matière linguistique», «La réglementation municipale en matière linguistique au Québec», «La législation récente en matière linguistique dans les provinces d'Ontario, du Manitoba et du Nouveau-Brunswick», André Dufour, juin 1973; E 3—«L'utilisation du français dans le monde du travail du Québec», Serge Carlos, juillet 1973; E 15—«Étude comparative et évolutive des droits linguistiques en Belgique et en Suisse», Jean-Louis Baudoin et Claude Masse.
- Québec: *Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*, Synthèse S 3—«Les aspects démographiques de la question linguistique», Hubert Charbonneau et Robert Maheu, septembre 1973; S 6—«Régimes linguistiques canadiens et étrangers», Claude-Armand Sheppard, 1974.
- Raynald, André, *La propriété des entreprises au Québec (les années '60)*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1974.
- Raynald, André, Marion G., Béland, R., *La répartition des revenus selon les groupes ethniques au Canada*. Rapport de recherche préparé pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1966.
- Recommandations du Conseil consultatif des districts bilingues*, mars 1971, Ottawa: Information Canada, 1971.
- Roberge, Pierre, «Un aspect négligé de la situation linguistique», *Le Devoir*, le 16 décembre 1974.
- Saskatchewan: Legislative Assembly, *The Saskatchewan Multicultural Act*, Regina: Queen's Printer, 1974.
- Savoie, Adélar, «Le Québec et les minorités», *Revue de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)*, vol. 2, n° 1, janvier 1973.

- Secrétariat d'État, *Bibliographie choisie sur les minorités francophones au Canada*, (deux parties), compilée par Francine Lalonde sous la direction de M. John A. Petrolas, Ottawa: Direction de la recherche et de la planification, Programme d'expansion du bilinguisme, Secrétariat d'État, 1972.
- Secrétariat d'État, *Bibliographie choisie sur les relations anglophones-francophones au Canada*, (deux parties), préparée par la Direction de l'action socio-culturelle, Programme d'expansion du bilinguisme, Secrétariat d'État, août 1973.
- Senelle, Robert, *Memo from Belgium*, n^{os} 144-145-146, January-February-March 1972.
- Sheppard, C.A., *The Law of Language in Canada*, Études de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, n^o 10, Ottawa: Information Canada, 1971.
- Stanley, George, «French and English in Western Canada», *Canadian Dualism*, Toronto: University of Toronto Press, 1960, pp. 311-350.
- Statistique Canada, Recensement du Canada 1971, *Population selon la langue maternelle*, N^o de catalogue 92-725, Volume 1—Partie 3, (Bulletin 1.3-4), avril 1974.
- Statistique Canada, Bulletin préliminaire, Recensement du Canada 1971. *Population selon la langue d'usage et la langue officielle*, N^o de catalogue 92-759 (AP-8), août 1973.
- Statistique Canada, Recensement du Canada 1971, *Caractéristiques des Immigrants*, N^o de catalogue 92-740, Volume I—Partie 4, (Bulletin 1.4-12), septembre 1974.
- Statistique Canada, Bulletin spécial, Recensement du Canada 1971, *Géographie, Superficies et densités des unités statistiques*, N^o de catalogue 98-701 (SG-1), juin 1973.
- Statistique Canada, Recensement du Canada 1971, *Population, Introduction au Volume I (Partie I)*, N^o de catalogue 92-701, Volume I—Partie I, Bulletin 1.1-1), août 1974.
- Statistique Canada, Recensement du Canada 1971, *Population, Langue selon le groupe ethnique*, N^o de catalogue 92-736, Volume I—Partie 4, (Bulletin 1.4-8), février 1974.
- Statistique Canada, Recensement du Canada 1971, *Population, Langue officielle et langue d'usage*, N^o de catalogue 92-726, Volume I—Partie 3, (Bulletin 1.3-5), août 1973.
- Statistique Canada, Recensement du Canada 1971, *Population, Certaines langues maternelles*, Divisions et subdivisions, N^o de catalogue 92-773 (SP-3), décembre 1972.
- Statistique Canada, Recensement du Canada 1971, *Population, Langue par groupe d'âge*, N^o de catalogue 92-733, Volume I—Partie 4, (Bulletin 1.4-5), janvier 1974.
- Statistique Canada, Recensement du Canada 1971, *Projections démographiques pour le Canada et les provinces, 1972-2001*, N^o de catalogue 91-514, juin 1974.
- Statistique Canada, Études schématiques, caractéristiques démographiques, *Les Origines ethniques de la population canadienne*, par J. Kralt, Volume V—Partie 1, N^o de catalogue 99-709, sous presse.
- Statistique Canada, Études schématiques, caractéristiques démographiques, *Langue au Canada*, par J. Kralt, Volume V—Partie 1, N^o de catalogue 99-707, sous presse.
- Vallée, Frank, *The Viability of French Groupings Outside Quebec*, 1968.
- Vallée, Frank, «Regionalism and Ethnicity: The French-Canadian Case», *Perspectives on Regions and Regionalism and other papers*, B.Y. Card (ed.), Western Association of Sociology and Anthropology, Proceedings, 1968, Edmonton: University of Alberta, 1969.
- Vallée, Frank and Dufour, Albert, «The Bilingual Belt: A Garrotte for the French?», *Laurentian University Review*, 6, N. 2, 1974.
- Wade, Mason et Falardeau, Jean-Charles (éd.), *Canadian Dualism/Le dualisme canadien*, Toronto: University of Toronto Press/Presses de l'Université Laval, Québec, 1960.

3 1761 11550971 3

